

# DOSSIER DE SEANCE DE LA VILLE DE BEAUVAIS

~

A Beauvais, le vendredi 28 janvier 2022

# Sommaire

## CONSEIL MUNICIPAL DU 03/02/2022

### Commission générale

N° 001	Finances - Budget primitif 2022 du budget principal et des budgets annexes (Elispace, Lotissement Longue Haie, Lotissement Agel) .....	4
N° 002	Finances # Budget 2022 - Création, modification et suppression d'autorisations de programmes ou d'engagements .....	429
N° 003	Finances - Budgets annexes de zones : reprise anticipée des résultats 2021 (Budget lotissements de la longue Haie et lotissement Agel) .....	432
N° 004	Programmation Pluriannuelle des Investissements (PPI) sur la période 2021-2026 .....	434
N° 005	Tableau des effectifs .....	441
N° 006	Convention de partage d'un dispositif de recueil mobile (DR Mobile) dans le cadre des demandes de cartes d'identité et de passeports entre les communes de Beauvais, Bresles, Crèvecœur-le-Grand et Auneuil .....	443
N° 007	Environnement - Présentation des rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable, de l'assainissement et des déchets pour l'année 2020 et du rapport du délégataire du service public de l'eau potable. ....	452
N° 008	Environnement - Programme eaux pluviales 2021 (4ème tranche) .....	732
N° 009	Présentation du rapport annuel d'activités de la délégation de service public du stationnement - année 2020 .....	734
N° 010	Conventionnement avec l'école privée Saint Esprit .....	823
N° 011	Cohésion sociale - Bourse aux initiatives citoyennes - reconduction du dispositif en 2022 et approbation du règlement .....	828
N° 012	Convention d'urgence avec CDC Habitat Social pour portage de "copropriétés dégradées" .....	832
N° 013	Sport - Subventions sur projets .....	858
N° 014	Culture # Service Ville d'art et d'histoire - Tarif de rémunération des guides-conférenciers pour visite nocturne .....	869

- N° 015 Culture - Association ASCA : signature d'un avenant à la convention  
d'objectifs et de moyens et attribution d'une subvention ..... 871
- N° 016 Culture - Association la Batoude, centre d#arts du cirque et de la rue :  
convention d'objectifs et de moyens et attribution d#une subvention ..... 873

**Rapport n° B-DEL-2022-0008**

Commission : Commission générale  
Service : Finances

**Finances - Budget primitif 2022 du budget principal et des budgets annexes (Elispace, Lotissement Longue Haie, Lotissement Agel)**

Vu l'article L 2312-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT) qui précise que le budget de la commune est proposé par le maire et voté par le conseil municipal,

Vu l'article L 2311-3 du code général des collectivités territoriales (CGCT) qui prévoit que les dotations budgétaires affectées aux dépenses d'investissement peuvent comprendre des autorisations de programme et des crédits de paiement

Vu l'avis favorable rendu par le conseil d'exploitation de l'Elispace sur le budget primitif 2022 du budget annexe Elispace,

Vu le débat d'orientations budgétaires de la ville de Beauvais qui s'est tenu le 10 décembre 2021

Vu le tableau des autorisations de programme et crédits de paiement joint en annexe de la maquette budgétaire,

Considérant que le budget primitif 2022 répond aux orientations définies par le conseil municipal à l'occasion du débat d'orientation budgétaire,

Considérant que le document budgétaire est conforme à l'instruction comptable et budgétaire M14

Il est proposé au conseil municipal d'adopter le budget primitif 2022 du budget principal de la Ville et des budgets annexes de l'Elispace, lotissement Longue Haie, lotissement Agel qui s'équilibrent de la manière suivante :

BUDGET	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Principal	87 430 348,00	87 430 348,00	37 752 713,00	37 752 713,00
Elispace	871 512,00	871 512,00	260 600,00	260 600,00
Longue Haie	496 429,78	496 429,78	116 523,18	116 523,18
Agel	965 006,71	965 006,71	1 860 005,71	1 860 005,71

- d'acter la répartition des crédits de paiement telle qu'elle ressort de la nouvelle situation jointe en annexe du document budgétaire et du rapport de présentation du budget primitif 2022 ;

- de décider le versement des subventions dans le cadre du vote du budget primitif 2022 listées en annexe du document budgétaire sous réserve que les pièces justificatives relatives aux dossiers déposés soient transmises à l'autorité territoriale ;
- de décider le versement de subventions d'équilibre au budget annexe Elispace dans la limite des inscriptions budgétaires 2022, soit d'un montant maximum en fonctionnement de 492.500€ et en investissement de 200.600€ ;
- de décider le versement d'une subvention d'équilibre de 925.000€ au budget annexe Agel
- d'approuver le tableau des effectifs tel que repris dans l'annexe IV - État du personnel au 01/01/2022 - ci-joint

# **BUDGET PRIMITIF 2022**

## **Budgets principal et annexes**



## **RAPPORT DE PRESENTATION**

**Séance du conseil municipal du 03 février 2022**

## **Préambule**

Les projets de budgets primitifs 2022 s'inscrivent dans le cycle annuel budgétaire de l'année : ils ont été précédés par le débat d'orientation budgétaire qui s'est tenu le 10 décembre 2021 et seront suivis de décisions modificatives inscrites à l'ordre du jour de prochains conseils municipaux.

Les projets de budgets 2022 du budget principal et des budgets annexes (régie d'exploitation de l'Elispace, lotissement Longue Haie, et lotissement Agel) sont soumis aujourd'hui à l'assemblée délibérante.

Le présent rapport de présentation a vocation à synthétiser et commenter les données issues des maquettes budgétaires qui répondent aux exigences du cadre légal de l'instruction comptable et budgétaire M14. Il a été joint dans sa version initiale au dossier remis aux membres de la commission générale, puis dans sa version actuelle aux membres du conseil municipal. La mise à disposition du public du rapport de présentation et des maquettes budgétaires s'effectue, au choix des personnes intéressées, soit par :

- consultation sur le site internet de la Ville <sup>(1)</sup>
- consultation sur place au service des finances de la Ville (3e étage de l'hôtel de Ville),
- envoi dématérialisé via internet sur simple demande formulée à l'adresse [finances@beauvais.fr](mailto:finances@beauvais.fr)
- envoi par courrier postal sur demande écrite et moyennant le paiement des photocopies (tarif fixé par le conseil municipal à 0,18 € par page et susceptible d'être modifié).

Pour ce qui concerne les élus municipaux, les maquettes budgétaires ont été insérées au dossier du conseil municipal qui est transmis dans les délais légaux prévus à l'article L2121-12 du CGCT.

Concernant les ratios prévus à l'article R2313-1 du CGCT, ils sont insérés dans la maquette budgétaire et dans le présent rapport de présentation. Leur communication au public s'effectue via cette dernière insertion puisque le présent rapport est mis en ligne sur le site internet de la ville <sup>(1)</sup>

Précisons que le rapport de présentation qui suit fait état de comparaisons avec la moyenne de la strate démographique qui regroupe les communes de 50.000 à 100.000 habitants appartenant à un groupement fiscalisé (données des CA 2020).

<sup>(1)</sup> <http://www.beauvais.fr>, rubrique « économie-emploi / budget de la Ville ».

## SOMMAIRE

<b>I) BUDGET PRINCIPAL .....</b>	<b>4</b>
<b>A) LA SECTION DE FONCTIONNEMENT.....</b>	<b>4</b>
1) <i>Les recettes de fonctionnement .....</i>	<i>4</i>
(a) Chapitre 73 - Impôts et taxes .....	4
(b) Chapitre 74 - Dotations, subventions et participations .....	6
(c) Les autres chapitres budgétaires des recettes de fonctionnement .....	8
2) <i>Les dépenses de fonctionnement .....</i>	<i>9</i>
(a) Chapitre 011 – Charges à caractère général.....	9
(b) Chapitre 012 – Charges de personnel .....	10
(c) Chapitre 014 – Atténuation de produits.....	11
(d) Chapitre 65 – Charges de gestion courante .....	11
(e) Chapitre 66 – Charges financières .....	12
(f) Les autres chapitres budgétaires des dépenses de fonctionnement .....	13
<b>B) LA SECTION D'INVESTISSEMENT .....</b>	<b>13</b>
1) <i>Les ressources d'investissement.....</i>	<i>13</i>
(a) Chapitre 10 – Dotations et fonds propres .....	14
(b) Chapitre 13 – Subventions d'investissement .....	14
(c) Chapitre 16 – Emprunts.....	15
(d) Les autres chapitres budgétaires des ressources d'investissement .....	15
2) <i>Les dépenses d'investissement.....</i>	<i>15</i>
(a) Chapitre 16 Emprunts et assimilés .....	16
(b) Chapitres 20 à 23 Immobilisations et opérations d'équipement .....	16
(c) Les autres chapitres budgétaires des emplois d'investissement.....	17
<b>C) RATIOS DEFINIS A L'ARTICLE R2313-1 DU CGCT .....</b>	<b>18</b>
<b>D) REPARTITION SUR 100 EUROS DU BUDGET PRIMITIF .....</b>	<b>21</b>
<b>II) BUDGETS ANNEXES .....</b>	<b>22</b>
<b>A) REGIE D'EXPLOITATION DE L'ELISPACE .....</b>	<b>22</b>
<b>B) BUDGET LOTISSEMENT LONGUE HAIE .....</b>	<b>23</b>
<b>C) BUDGET LOTISSEMENT AGEL.....</b>	<b>24</b>



## I) Budget principal

Le présent budget s'appuie sur les orientations budgétaires présentées au conseil municipal et définies dans le rapport d'orientations budgétaires du 10 décembre dernier.

Le budget primitif de la Ville (investissement + fonctionnement) totalise 125,18M€ contre 120,08M€ au BP 2021, soit un montant en augmentation de 5,1M€.

### A) La section de fonctionnement

La section de fonctionnement atteint 87,43M€ (représentant 69,8% du budget global, contre 71,20% au BP 2021), en augmentation de +2,26% par rapport au BP 2021.

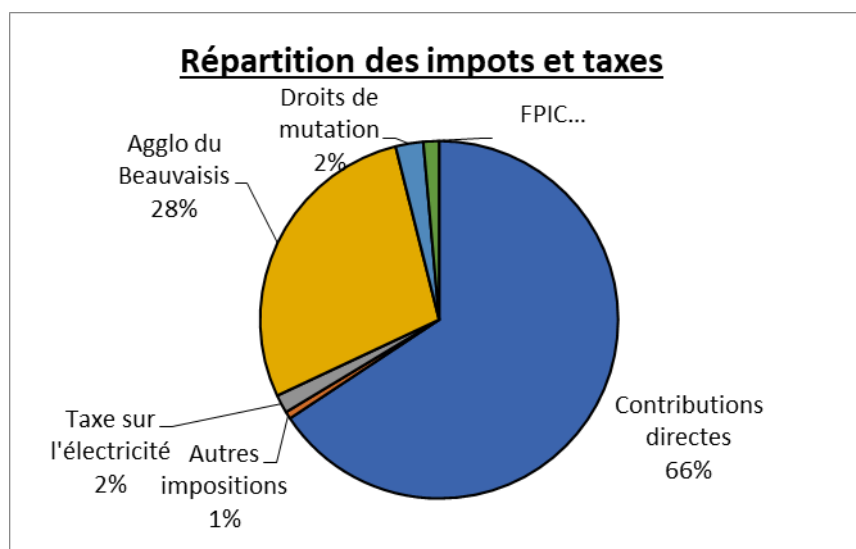
#### 1) Les recettes de fonctionnement

Recettes de fonctionnement		CA 2019	CA 2020	BP 2021	BP 2022	BP22/BP21
013	Atténuation de charges	604 733	768 029	413 000	526 000	27,36%
70	Produits des services	5 230 632	4 006 991	5 512 963	4 985 037	-9,58%
73	Impôts et taxes	59 967 435	59 892 805	59 525 229	59 976 980	0,76%
74	Dotations subv et participations	18 473 117	18 597 655	18 730 142	20 582 987	9,89%
75	Autres produits de gestion courante	705 020	645 958	758 044	602 034	-20,58%
76	Produits financiers	117	2	10	10	0,00%
77	Produits exceptionnels	331 916	118 844	18 100	154 100	751,38%
042	Opérat° ordre transfert entre sections	188 247	283 113	543 200	603 200	11,05%
<b>Total recettes de fonctionnement</b>		<b>85 501 217</b>	<b>84 313 397</b>	<b>85 500 688</b>	<b>87 430 348</b>	<b>2,26%</b>

Hors affectation du 002

### Chapitre 73 - Impôts et taxes

Ce chapitre budgétaire totalise 59,97M€, et représente à lui seul 69 % des recettes réelles de fonctionnement contre 70 % au BP 2021. Il est composé des principaux éléments suivants :



bAI

### 1. Contributions directes

Les contributions directes représentent 66 % des impôts et taxes (chapitre 73) et totalisent un produit fiscal attendu de 39,3 M€ (pour mémoire, 39,293 M€ ont été encaissés en 2021, rôles supplémentaires compris). La prévision intègre l'évolution forfaitaire des bases d'imposition de 3,4% et les variations physiques connues à ce jour.

#### **Rappel Orientation ROB 2022 :**

Non augmentation des taux communaux pour la 12<sup>ème</sup> année consécutive, soit pour la taxe d'habitation (16,60%)<sup>1</sup>, la taxe foncière sur le bâti (35,66 % pour le taux communal + 21.54% pour le taux du département revenant à la Ville pour compenser la suppression de la taxe d'habitation) et la taxe foncière sur le non bâti (68,56%).

Si les taux arrêtés par la ville ne changent pas, les produits issus de la fiscalité locale des ménages devraient quant à eux progresser sous l'effet de l'augmentation des bases de valeurs locatives due à l'inflation (+3.4%) et de la réforme fiscale. En compensation de la suppression de la taxe d'habitation, les communes vont percevoir la part départementale de taxe sur le foncier bâti (TFPB (et si besoin d'un abondement de l'Etat)).

S'agissant des taux, les deux conséquences majeures sont :

- pas de vote de taux obligatoire de taxe d'habitation en 2022 (comme en 2020 et 2021)
- le taux de référence de TFPB 2022 sera l'addition du taux communal de TFPB 2020 et du taux départemental de TFPB 2020 (21,54%). Ce taux de référence est le taux de maintien de la pression fiscale. Autrement dit, c'est celui qu'il faudra voter a minima pour maintenir le produit fiscal.

### 2. Les dotations versées par la communauté d'Agglomération du Beauvaisis (CAB)

Les dotations allouées par l'Agglomération du Beauvaisis à la Ville de Beauvais représentent 28,4% du chapitre 73, et sont quasi stables sur ces dernières années :

Dotations Agglomération du Beauvaisis	2018	2019	2020	2021	2022
Attribution de compensation	16 818 261	16 723 550	16 723 550	16 723 550	16 723 550
Dotation de solidarité communautaire	115 000	115 000	106 000	106 000	105 230

### 3. Autres éléments remarquables

A noter l'évolution du Fonds de Péréquation intercommunal et communal (FPIC) qui passe en prévision de 798k€ à 850k€ (839k€ encaissés en 2021).

Les taxes additionnelles aux droits de mutations sont réactualisées pour 2022 à 1,5 M€ contre 1,2M€ prévus au BP 2021 (au final 1,7 perçus en 2021).

Le produit de la taxe sur l'électricité est estimé à 1M€ et stable par rapport à 2021.

<sup>1</sup> Pour les résidences secondaires

Sur la taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE), est appliquée une légère baisse de prévision (-10%), pour tenir compte de mise en application du règlement local de publicité qui limite la superficie des panneaux publicitaires à 8 m<sup>2</sup> et entraîne le retrait de panneaux non conformes (soit une inscription finale de 295k€).

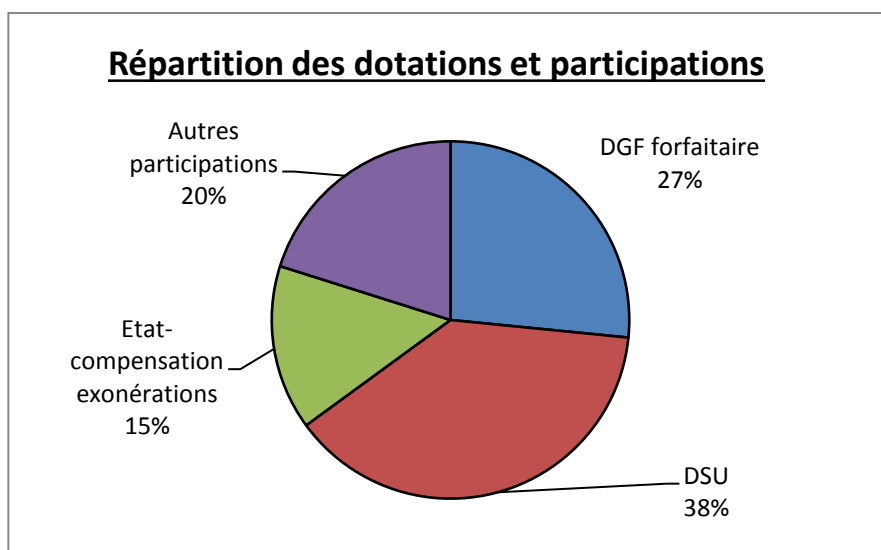
L'estimation des recettes des droits de place est prudemment relevée à 98k (contre 68k€ en 2021) et encore en dessous du niveau d'avant crise sanitaire (142k€ perçus en 2019).

Les prévisions concernant les taxes funéraires inscrites au BP 2021 ne sont pas reconduites car ces taxes ont été supprimées par la loi de finances 2021.

Les autres impôts et taxes n'appellent pas d'observation particulière.

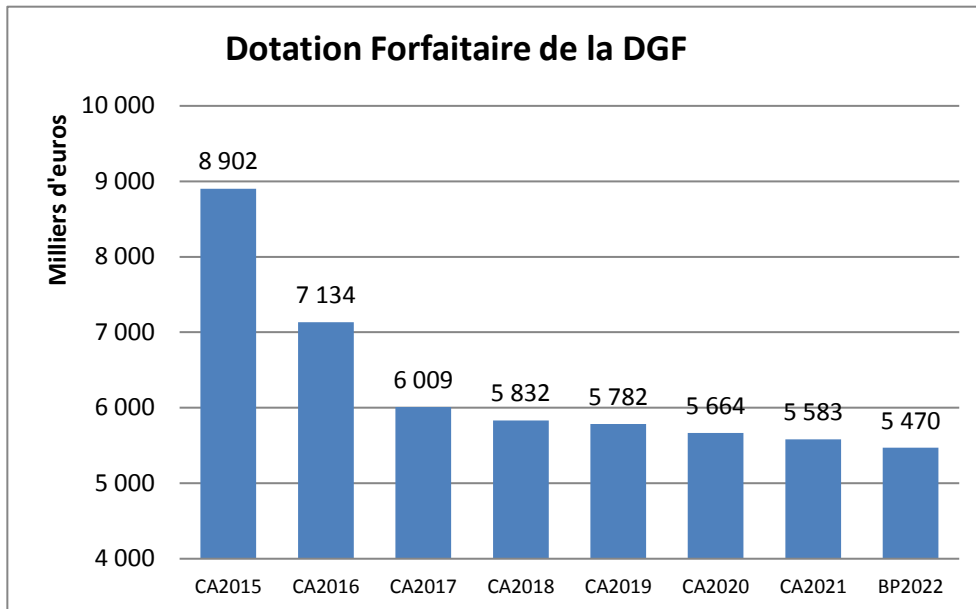
### **Chapitre 74 - Dotations, subventions et participations**

Ce chapitre budgétaire totalise 20,58 M€ contre 18,73 M€ au BP 2021, et représente 27 % des recettes réelles de fonctionnement. Il est composé des principaux éléments suivants :



#### **1. Dotation forfaitaire**

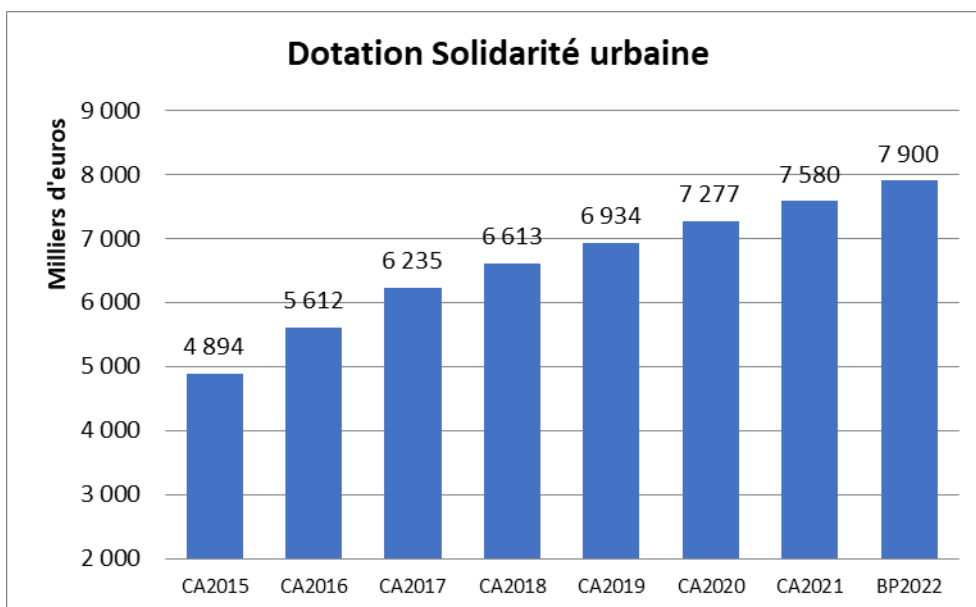
Le principal concours financier de l'État est la dotation forfaitaire dont l'évolution est la suivante :



L'hypothèse retenue pour 2021 est une baisse de -2% du montant attribué pour 2021 (soit une inscription de 5,47M€).

## 2. Dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSUCS)

Le deuxième principal concours financier de l'État est la DSUCS. Ce concours a progressé de la manière suivante ces dernières années :



Cette dotation est versée par l'Etat aux villes de plus de 10 000 habitants en fonction d'un classement établi sur la base d'un indice synthétique qui tient compte du potentiel financier, du revenu moyen des habitants, du nombre de bénéficiaires d'aides au logement et du pourcentage de logements sociaux.

Rappelons que depuis 2012, le classement de Beauvais issu de cet indice synthétique a un impact sur le montant de la contribution au FPIC (exonération).

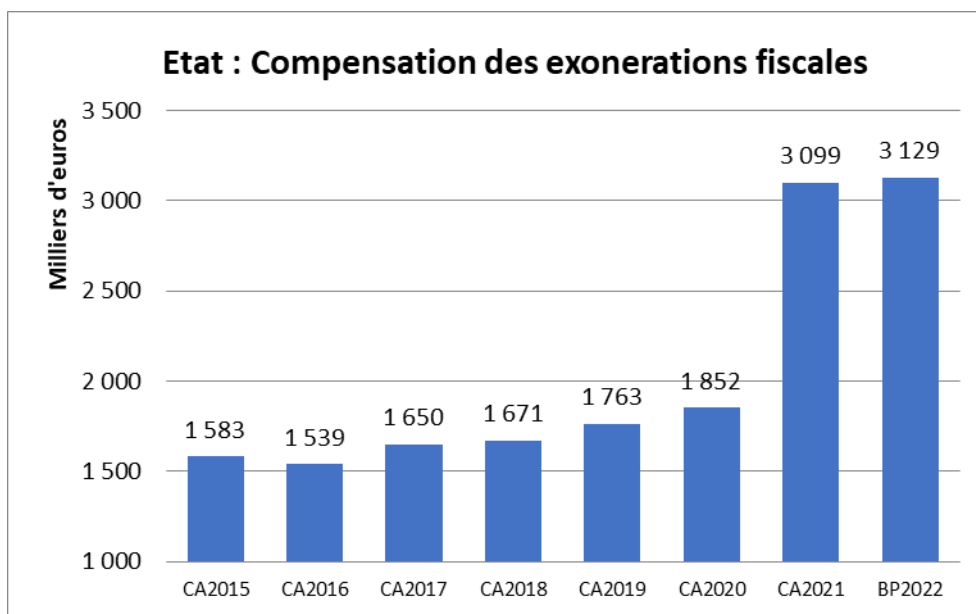
Il est prévu une augmentation de +4% de cette dotation pour 2022 et une inscription finale de 7,9M€.

### 3. Les dotations de compensation d'exonérations de l'État

Ces dotations sont versées aux collectivités locales pour compenser :

- les exonérations accordées par l'État aux contribuables en matière de taxe professionnelle, taxe d'habitation dont celle sur les logements vacants, foncier bâti ou non bâti
- et depuis la réforme fiscale de 2021 la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales. Désormais, les communes perçoivent la part départementale de la taxe sur le foncier bâti.

L'évolution anticipée est la suivante :



A noter que la hausse visible en 2022 est contrebalancée cette même année par une diminution de montant sensiblement identique du produit des impôts locaux, hors revalorisation des bases locatives du fait de l'inflation.

### Les autres chapitres budgétaires des recettes de fonctionnement

Le chapitre 70 « produits des services » qui totalise 4,98 M€ contre 5,51 M€ au BP 2021 est en baisse de -9.6 % (-528k€). Les variations principales sont les suivantes :

- Baisse de -453k€ des recettes du service Archéologique directement liée au nombre et volume des chantiers effectués par ce service. Ainsi, la subvention versée par la DRAC au titre des redevances d'archéologie préventive dépend des diagnostics réalisés et rapports d'exécution rendus l'année précédente. Par ailleurs, les recettes de fouilles proprement dites correspondent à la refacturation aux opérateurs privés ou publics des chantiers de fouilles réalisés.
- Baisse de -64k€ des recettes de vente de bois (coupe de bois exceptionnelle en 2021 dans le Bois Brulet).
- Réajustement à la baisse de quelques redevances perçues auprès des usagers : -20k€ piscine Bellier / -27k€ Accueils de loisirs / -20k€ Plan d'eau / -10k€ Fééries
- Encaissement de droits d'occupation du domaine public auprès des usagers

(entreprises ou particuliers) bénéficiant d'une autorisation d'empiètement pour leurs travaux (produit attendu de 20k€)

Le chapitre 75 qui atteint 0,60M € contre 0,76M€ au BP 2021 enregistre une baisse de -156k€ principalement en lien avec la fin de la location temporaire du stade Brisson au FC Chambly (-100k€), et la réimputation au chapitre 70 des charges locatives à payer par les gardiens logés (44k€).

Le chapitre 013 se voit réajuster de +113k€ compte tenu du niveau des années passées des remboursements effectués par GrasSavoie (assurance du personnel souscrite par la Ville). Ce chapitre enregistre également les aides versées pour les contrats aidés, et les remboursements de salaire CPAM.

Le chapitre 77 « produits exceptionnels » prévoit une recette exceptionnelle de 130k€ correspondant au remboursement par l'assurance des dégâts causés par l'orage du 21 juin dernier.

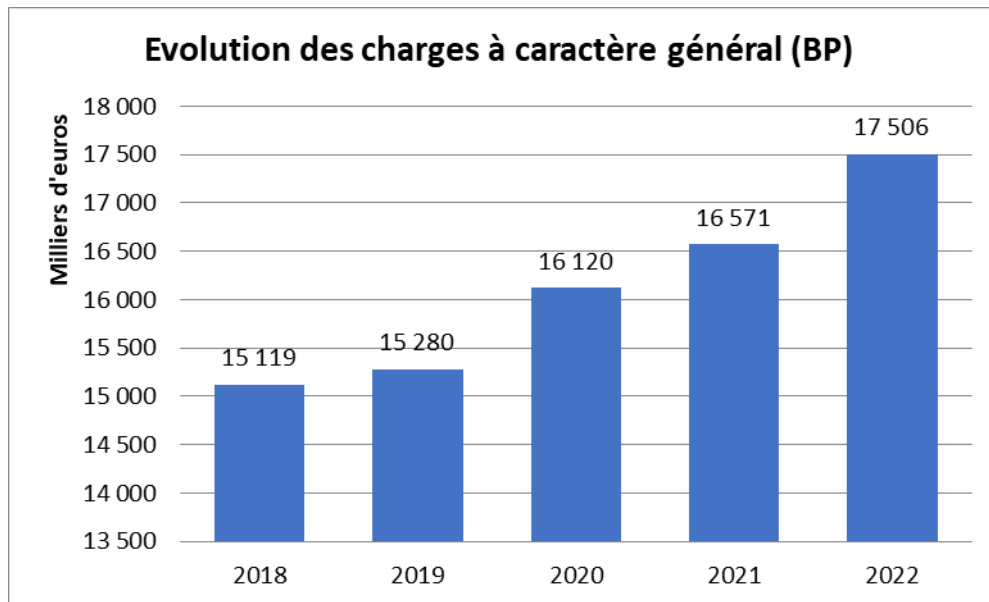
Le chapitre 042 qui correspond aux mouvements d'ordre entre section, enregistre chaque année les amortissements des subventions d'équipement perçues (343k€), et prévoit une prévision de 260k€ d'affectation en section d'investissement sur différents travaux réalisés par le personnel communal dont les fournitures ont été payées en section de fonctionnement (permettant d'ouvrir droit au FCTVA).

### 1) Les dépenses de fonctionnement

Dépense de fonctionnement		CA 2019	CA 2020	BP 2021	BP 2022	BP22/BP21
011	Charges à caractère général	14 212 205	14 320 678	16 571 213	17 506 436	5,64%
012	Charges de personnel et frais assimilés	45 361 660	45 267 899	46 578 959	48 221 669	3,53%
014	Atténuation de produits	1 683	356	3 500	3 500	0,00%
65	Autres charges de gestion courante	9 462 606	9 743 779	9 884 647	9 960 095	0,76%
66	Charges financières	1 214 784	1 061 923	1 440 000	800 000	-44,44%
67	Charges exceptionnelles	45 145	73 980	175 400	126 500	-27,88%
68	Dotations provisions semi-budgétaires			80 000	80 000	0,00%
023	Virement à la section d'investissement			5 235 635	4 882 148	-6,75%
042	Opérat° ordre transfert entre sections	4 911 040	5 329 204	5 531 334	5 850 000	5,76%
<b>Total dépenses de fonctionnement</b>		<b>75 209 124</b>	<b>75 797 819</b>	<b>85 500 688</b>	<b>87 430 348</b>	<b>2,26%</b>

### Chapitre 011 – Charges à caractère général

Les charges à caractère général totalisent 17,5 M€ et les inscriptions budgétaires ont varié ces dernières années de la manière suivante :



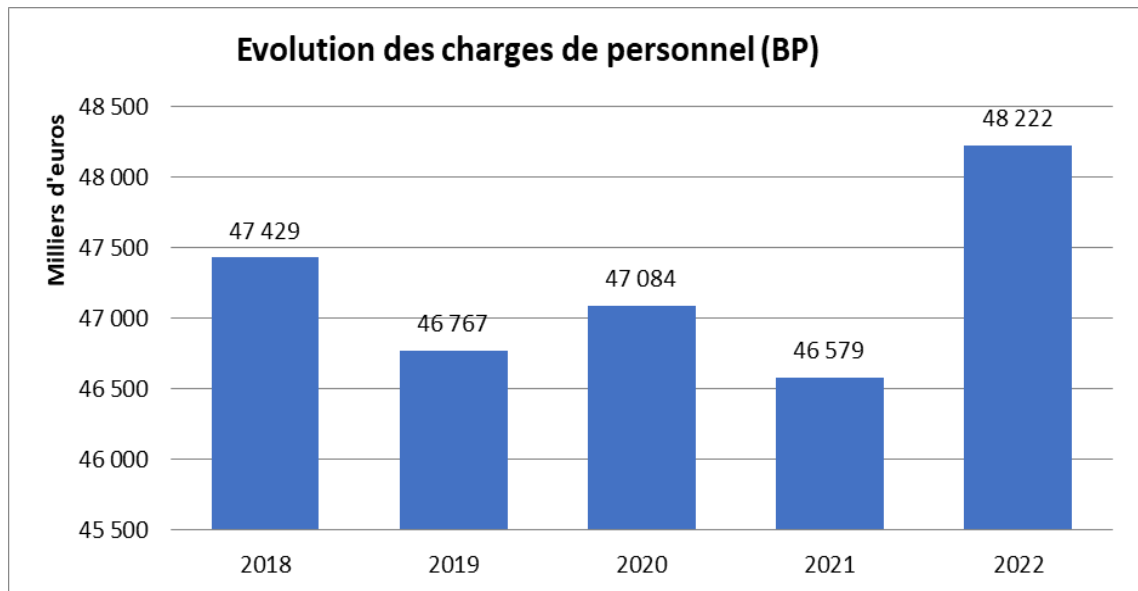
Nb : données issues des budgets primitifs

Ce chapitre enregistre un total de 17,5M€ en progression de +935k€ (+5,6%) par rapport au BP 2021. On peut relever les variations suivantes :

- Hausse de +372k€ des prestations de services comptes 6042 et 611, essentiellement due à la reprise progressive des animations et événements qui avaient été suspendus en raison de la crise sanitaire
- + 235 k€ pour les fluides (eau, électricité, gaz..) compte tenu du niveau des dépenses mandatées en 2021 et des hausses de tarifs
- + 91k€ de hausse pour l'achat de denrées alimentaires par l'UPC correspondant à la fourniture de petits déjeuners bio (+49k€) et à l'augmentation de la part bio dans l'alimentation des enfants (pain bio) (alimentation classique -82k€/ alimentation bio +125k)
- +134k€ de fournitures de petit équipement, dont un crédit de 100k€ réservé pour l'amélioration de l'accessibilité des équipements municipaux.
- +220k€ de dépenses d'entretien et réparations sur terrains et bâtiments, dont 111k€ de remise en état du miroir d'eau après l'orage du 21 juin dernier, et 142k€ de travaux d'élagage ne pouvant être exécutés par la régie espaces verts en raison de difficultés de recrutement
- Enveloppe de 85k€ gérée par la Direction des ressources Humaines au titre des dépenses liées à la crise sanitaire

### **Chapitre 012 – Charges de personnel**

Les charges de personnel totalisent 48,22M€ et ont évolué ces dernières années de la manière suivante :



Nb : données issues des budgets primitifs

Pour rappel, les crédits de l'exercice dernier avaient été en baisse de -505k€ pour tenir compte du niveau de réalisation des exercices précédents et de l'annulation des manifestations en raison du contexte sanitaire.

Pour 2022, ces crédits sont en hausse de +3,53% (+1,64M€) du fait d'une reprise des activités envisagée, de nouveaux recrutements de personnel, et de la prise en compte des éléments imposés (avancements GVT, PPCR, revalorisation grilles indiciaires cat C, augmentation du SMIC, etc...)

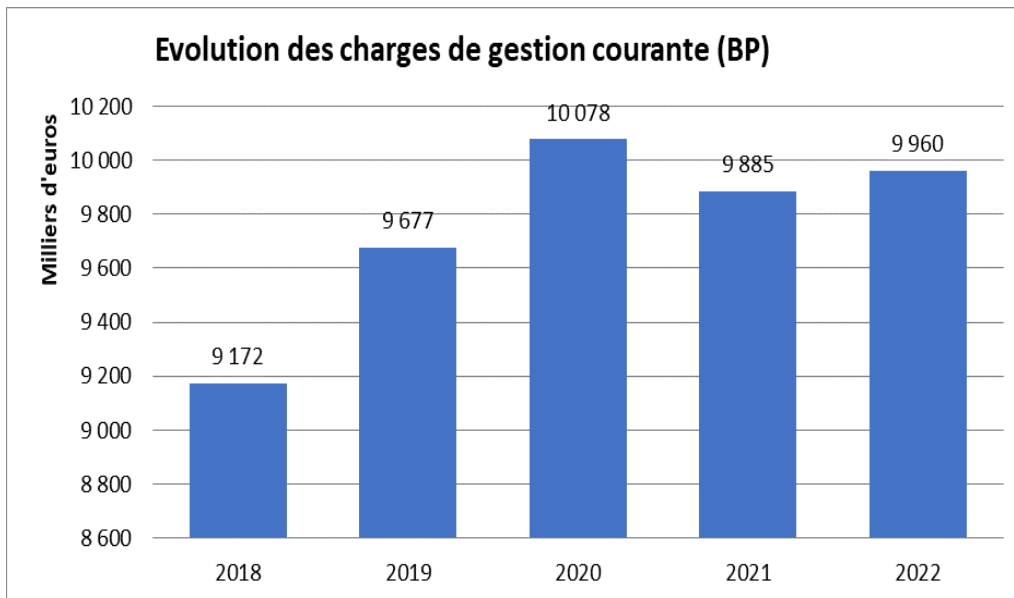
### **Chapitre 014 – Atténuation de produits**

Ce chapitre budgétaire concerne des remboursements de fiscalité (par exemple dégrèvements en faveur des jeunes agriculteurs) à hauteur de 3.500 euros.

### **Chapitre 65 – Charges de gestion courante**

Les autres charges de gestion courante totalisent 9,96 M€, en diminution de +75k€ par rapport au BP 2021



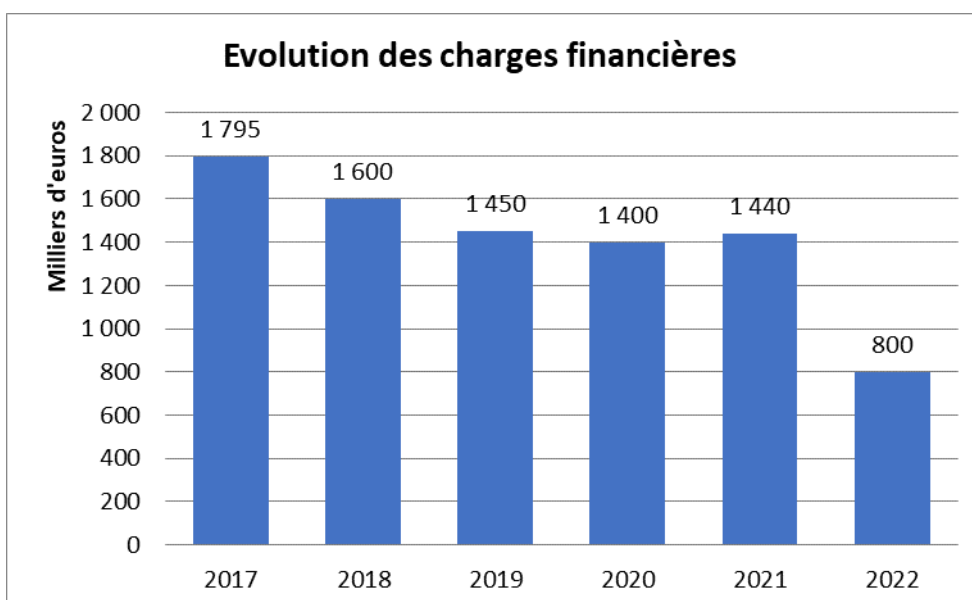


Les principales évolutions sont les suivantes :

- subvention du CCAS inchangée et fixée à 3,1M€ compte tenu de nouveau de l'absence du banquet des aînés en raison du contexte sanitaire
- +53k€ cotisations et indemnités élus en raison d'une prévision insuffisante sur 2021
- baisse globale de -67k€ de subventions aux associations sur un total de 3,98M€, impactant les crèches associatives pour -100k€ en prévision d'un nouvel examen de leurs besoins après analyse des bilans comptables et encaissement des aides attribuées pendant la crise sanitaire. Ces crédits pourront être réajustés au budget supplémentaire si nécessaire.
- prise en charge du déficit des budgets annexes : versement d'une subvention d'équilibre de 492k€ pour le budget Elispace et de 925k€ pour le budget Lotissement Agel (avec pour objectif l'équilibre et la clôture de ce budget pour 2022 ou 2023)

### Chapitre 66 – Charges financières

Les charges financières budgétées totalisent 0,80M€ contre 1,44M€ au BP 2021, et concernent uniquement les intérêts de la dette estimés en fonction des tableaux d'amortissement des emprunts souscrits et à venir. Les crédits liés aux frais financiers divers ne sont pas reconduits en 2022 car non utilisés (lignes de trésorerie et frais de renégociation).



### Les autres chapitres budgétaires des dépenses de fonctionnement

Le chapitre 67 des « charges exceptionnelles » atteint cette année 126,5k€ contre 175,4k€ en 2021, et intègre :

- des crédits nécessaires à l'annulation de titres de recettes sur exercice clos (44k€)
- les crédits nécessaires aux différentes remises de prix à des particuliers lors des concours organisés par la Ville (23k€), les attributions de bourses aux bénéficiaires du permis citoyen (28k€) et celles versées dans le cadre des bourses aux initiatives citoyennes (20k€) .

Chapitre 68 : Une enveloppe de 80k€ est consacrée au titre des provisions semi-budgétaires, par exemple provision pour risques à l'occasion de litiges, provisions pour dépréciation des actifs circulant en prévision des impayés, etc..

Chapitre 042 : Un montant total de 5,85M€ est dévolu aux dotations aux amortissements contre 5,53M€ en 2021, montant en hausse par rapport à 2021 et conforme à l'évolution de nos plans d'amortissement.

Quant au virement en faveur de la section d'investissement, il atteint quant à lui 4,882M€ en 2022 contre 5,235M€ en 2021, en baisse de -6,7% .

## B) La section d'investissement

La section d'investissement du budget primitif 2022, en hausse de +9,17%, atteint 37,75M€ contre 34,58M€ en 2021 et représente 30,2% du budget global.

### 1) Les ressources d'investissement

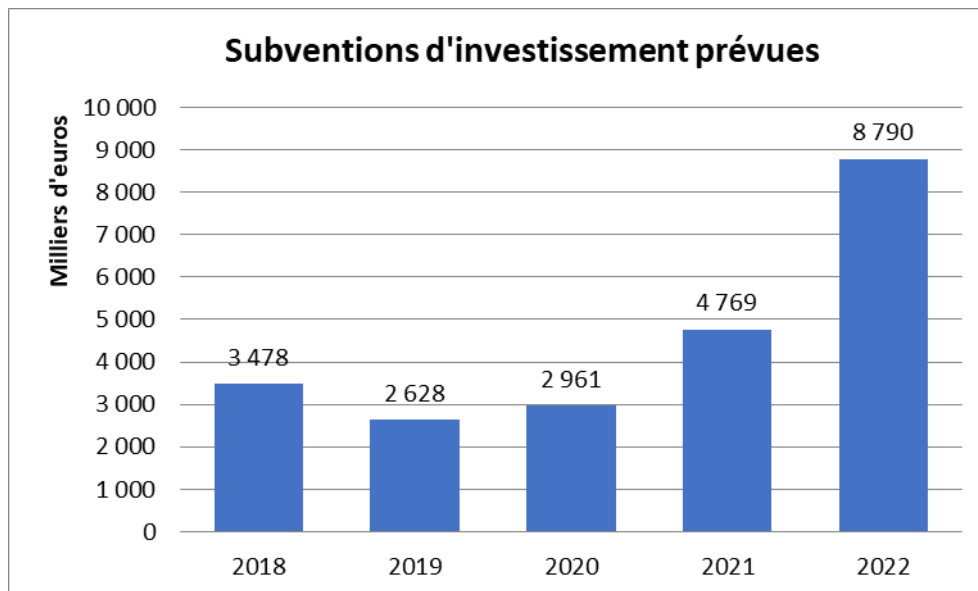
Recettes d'Investissement		CA 2020	BP 2021	BP 2022	BP22/BP21
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	276 275	2 050 000	1 800 000	-12,20%
13	Subventions d'investissement (hors 138)	4 660 355	4 768 500	8 789 565	84,33%
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	8 213 789	16 441 760	15 050 000	-8,46%
165	Dépôts et cautionnements reçus	8 191	10 010	9 000	-10,09%
20-23	Recettes d'équipement	158 332			
27	Rembrst de prêts			30 000	
45	Opérations pour compte de tiers		30 000	60 000	100,00%
1068	Excédents de fonct capitalisés	10 658 694			
024	Produits des cessions d'immobilisations			682 000	
021	Virement de la sect° de fonctionnement		5 235 635	4 882 148	-6,75%
040	Opérat° ordre transfert entre sections	5 329 204	5 444 334	5 850 000	7,45%
041	Opérations patrimoniales	817 399	600 000	600 000	0,00%
<b>Total recettes d'investissement</b>		<b>30 122 241</b>	<b>34 580 239</b>	<b>37 752 713</b>	<b>9,17%</b>

## Chapitre 10 – Dotations et fonds propres

Ce chapitre totalise 1,8M€ en 2022 et se décompose en :

- 1,5 M€ au titre du fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA). Cette prévision est établie en tenant compte du taux du FCTVA pour les dépenses éligibles réalisées en 2021.
- 300 k€ de taxe d'aménagement (TA), prévision identique à celle de l'exercice précédent.

## Chapitre 13 – Subventions d'investissement



Le niveau particulièrement élevé des subventions d'investissement budgétées ici est à rapprocher du programme général d'investissement développé plus loin, et plus spécifiquement cette année dépend des avances NPNRU versées dès le démarrage des travaux.

Les 8,59 M€ de subventions à percevoir (Etat 7,85M€ / Region 245k€ / Dépt 323k€ / Fds européens 30k€ / CAF 140k€), sont soit calculées en proportion des dépenses inscrites au présent budget, puis ajustées au vu des avances déjà perçues, ou bien font suite au recensement des avances à percevoir. Elles comprennent notamment :

- Programme NPNRU : subventions ANRU 4,46M€ (avances et acomptes) + 1,215M€ de complément de l'Etat (DPV et DSIL)
- Salle de fêtes Elispace : 939k€ (Etat/Dept)
- Pistes cyclables et équipements : 304k€ (Etat/Région)
- Piscine Bellier : 300k€ (Etat/Dépt)
- ALSH Ribambelle : 289k€ (Etat/Dept/CAF)
- Rénovation du Centre technique municipal : 189k€ (Etat)
- Salle d'armes Wiart : 160k€ (Etat/Dépt)
- Espace vert Cœur de ville : 133k€ (Etat)
- Quadrilatère : 145k€ (Etat)
- Maison du personnel : 200k€ (Etat)
- Diagnostic sanitaire des églises : 120k€ (Etat/DRAC)
- Local associatif St Jean : 144k€

A noter également 200k€ au titre du reversement par l'Etat du produit des amendes de police relatives à la circulation routière.

### Chapitre 16 – Emprunts

S'agissant de l'emprunt d'équilibre, le montant retenu dans le cadre du budget primitif est de 15,05M€, en baisse de -1,39M€ par rapport au BP 2021, évolution directement liée au montant exceptionnel cette année des subventions d'investissement.

Comme chaque année, ce montant constitue une enveloppe maximale dont le niveau effectif sera revu à la baisse pour tenir compte de l'affectation des résultats 2021 et du niveau effectif des réalisations budgétaires.

### Les autres chapitres budgétaires des ressources d'investissement

Hormis le prélèvement sur la section de fonctionnement et les mouvements d'ordre des dotations aux amortissements déjà évoqués qui constituent des recettes d'investissement, on trouve :

Chapitre 041 : mouvements d'ordre à l'intérieur de la section pour 600k€ (montant identique en dépenses et recettes) devant permettre la réimputation sur comptes définitifs des avances consenties dans le cadre des marchés publics.

Chapitre 024 : produit des cessions d'immobilisations estimées à 682k€ (1 appartement/ 2 maisons/ 1 commerce).

### 2) *Les dépenses d'investissement*

Dépense d'Investissement		CA 2020	BP 2021	BP 2022	BP22/BP21
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	455 521	1 068 750	1 115 240	4,17%
204	Subventions d'équipement versées	4 167	750 533	709 433	-5,79%
21	Immobilisations corporelles	8 803 272	11 137 799	14 119 979	21,12%
23	Immobilisations en cours	6 114 109	7 910 220	2 517 000	-214,27%
	Opérations d'équipement	322 383	3 758 677	10 302 242	63,52%
	<b>--Total des dépenses d'équipement --</b>	<b>15 699 451</b>	<b>24 625 979</b>	<b>28 763 894</b>	<b>14,39%</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	46 315	17 050	3 619	-371,12%
13	Subventions d'investissement				
16	Emprunts et dettes assimilées	7 565 776	8 411 000	7 624 000	-10,32%
26	Participations et créances rattachées		98 000	98 000	0,00%
27	Autres immobilisations financières				
020	Dépenses imprévues		255 000		
45	Opérations pour compte de tiers		30 000	60 000	50,00%
	<b>--Total des dépenses financières --</b>	<b>7 612 091</b>	<b>8 811 050</b>	<b>7 785 619</b>	<b>-13,17%</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections	283 113	543 200	603 200	9,95%
041	Opérations patrimoniales	817 399	600 000	600 000	0,00%
	<b>Total dépenses d'investissement</b>	<b>24 412 054</b>	<b>34 580 229</b>	<b>37 752 713</b>	<b>8,40%</b>

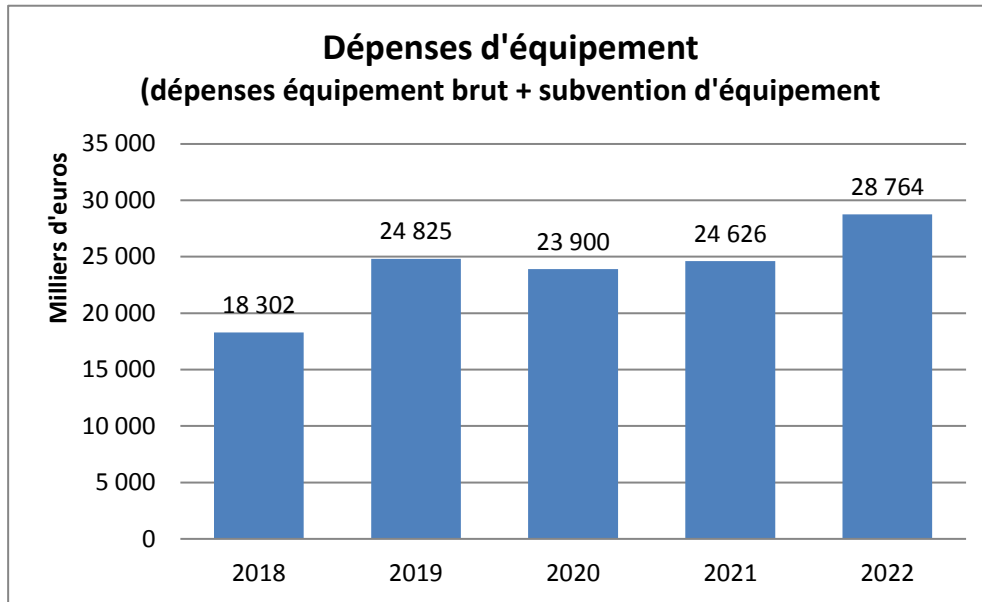
Hors affectation du 001

## Chapitre 16 Emprunts et assimilés

La dernière simulation issue de Finance active aboutit à un remboursement en capital des emprunts en 2022 de 7,58M€ (contre 7,37M€ au 01/01/2021).

## Chapitres 20 à 23 Immobilisations et opérations d'équipement

Ces chapitres totalisent 28,76M€ contre 24,63M€ inscrits au BP 2021, en hausse de +14,3%.



Le tableau qui suit reprend les autorisations de programmes (AP) et crédits de paiement (CP) tels que figurant dans la délibération de ce jour d'actualisation des AP/CP :

No AP	Libellé	Montant des AP			Montant des CP		
		Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice 2022 (BP)	Total cumulé	Crédits de paiement antérieurs (cumul au 31/12/21)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2022 (BP)	Restes à financer (exercices au-delà de 2022)
49	<i>Plan de rénovation des écoles &lt;2021</i>	3 100 000		3 100 000	2 765 244,43		-terminé-
50	<i>Plan de réhabilitation des gymnases &lt;2021</i>	2 070 000		2 070 000	1 616 481,00		-terminé-
51	<i>Plan de rénovation des Accueils de Loisirs sans Hébergement &lt;2021</i>	1 660 000		1 660 000	1 260 852,95		-terminé-
53	<i>Plan Maxi Voirie &lt;2021</i>	11 200 000		11 200 000	10 414 088,32	0,00	-terminé-
54	Salle des Fêtes Elispac	2 850 000		2 850 000	1 534 816,79	1 170 000,00	145 183,21
56	<i>Pôle solidarité</i>	2 604 000		2 604 000	2 582 448,44	0,00	-terminé-
57	Cœur de Ville 2e tranche	14 200 000		14 200 000	826 595,80	1 307 000,00	12 066 404,20
58	Centre technique Municipal - rénovation bâtiments	1 500 000	2 500 000	4 000 000	34 213,65	1 437 000,00	2 528 786,35
59	<i>Quadrilatère trvx mise en conformité tranche 1</i>	1 430 000		1 430 000	1 108 007,04		-terminé-
60	Abords Theatre et parking	2 050 000		2 050 000	1 217 046,58	0,00	832 953,42
62	NPRU Argentine/St Lucien	2 750 000	77 172 000	79 922 000	541 707,89	5 853 542,00	73 526 750,11
64	Pole Multi modal	400 000		400 000	60 295,01	38 333,00	301 371,99
65	Etudes Site ancienne prison	200 000		200 000	2 160,00	0,00	197 840,00
66	Réhabilitation Piscine Bellier	9 400 000	2 600 000	12 000 000	203 982,00	1 104 700,00	10 691 318,00
67	Quadrilatère tranche 2	8 700 000	1 800 000	10 500 000	564 142,94	600 000,00	9 335 857,06
<b>Total &gt;&gt;&gt;</b>		<b>64 114 000</b>	<b>84 072 000</b>	<b>148 186 000</b>	<b>24 732 082,84</b>	<b>11 510 575,00</b>	<b>109 626 464,34</b>

A noter la clôture prochaine des AP mentionnées en italique dès réception des dernières facturations.

Le tableau qui suit liste les principales opérations inscrites au programme d'investissement 2022 de la Ville de Beauvais :

PROJET DE MANDAT	MONTANT
<b>PRENDRE SOIN DE LA NATURE</b>	
Embellissement des espaces verts	670 000
Pont St Jean/ Tisserand	900 000
NPNRU Argentine parc J Baker	392 811
NPNRU Argentine Coulée verte	287 027
Amenagt confluence Thérain Avelon	316 000
Modèle de chauffage équilibré pour les batiments municipaux	900 000
Trvx Centre technique municipal	1 437 000
Amenagement durable des cimetières	341 000
<b>PRENDRE SOIN DE L'HOMME</b>	
Amélioration de l'accessibilité des équipements	264 800
Accueil de loisirs Ribambelle	713 000
Salle des fêtes Elispace	1 170 000
Réhabilitation Piscine Bellier	1 104 700
Salle d'armes JB Wiert (JO2024)	237 000
NPNRU Argentine Gymnase Morvan	112 313
NPNRU Argentine Gymnase J Moulin	321 984
NPNRU Argentine Groupe scol Morvan	218 031
NPNRU Argentine salle des fêtes	299 000
Programme de video surveillance	302 000
<b>PRENDRE SOIN DE NOTRE VILLE</b>	
Modernisation des voiries	1 500 000
NPNRU Argentine voirie	3 405 532
NPNRU StLucien voirie	574 798
Cœur de Ville	291 000
Deploiement des pistes cyclables	313 500
Renovation des ecoles	524 000
Programme de restauration des églises	550 000
Acquisitions foncieres	899 086
Rehabilitation Quadrilatere tranche 2	600 000
<b>PROMOUVOIR UNE ADMINISTRATION DURABLE</b>	
Acquisition de véhicules	800 000
Maison du personnel	295 000
Renovation des logements de fonction	80 000

### Les autres chapitres budgétaires des emplois d'investissement

Chapitre 45 travaux pour compte de tiers : inscription de 60k€, que l'on retrouve à l'identique en recette d'investissement, qui permet au maire d'agir en lieu et place de propriétaires, pour leur compte et à leurs frais, dans le cadre d'une procédure de péril imminent ou autres interventions effectuées d'office après mise en demeure.

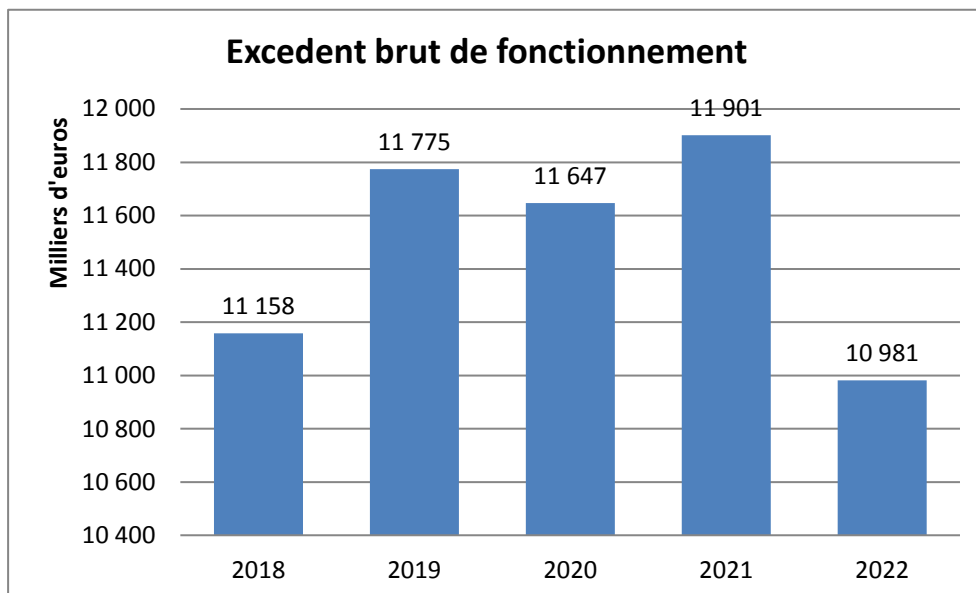
Chapitre 040 opération d'ordre entre section : crédit de 343k€ pour amortissements des subventions d'équipement reçues, et crédit de 260k€ pour les travaux en régie réalisés en fonctionnement à transférer en section d'investissement

Chapitre 041 opérations patrimoniales : mouvements d'ordre de 600k€ déjà évoqués en lien avec les recettes d'investissement pour la réimputation des avances marchés.

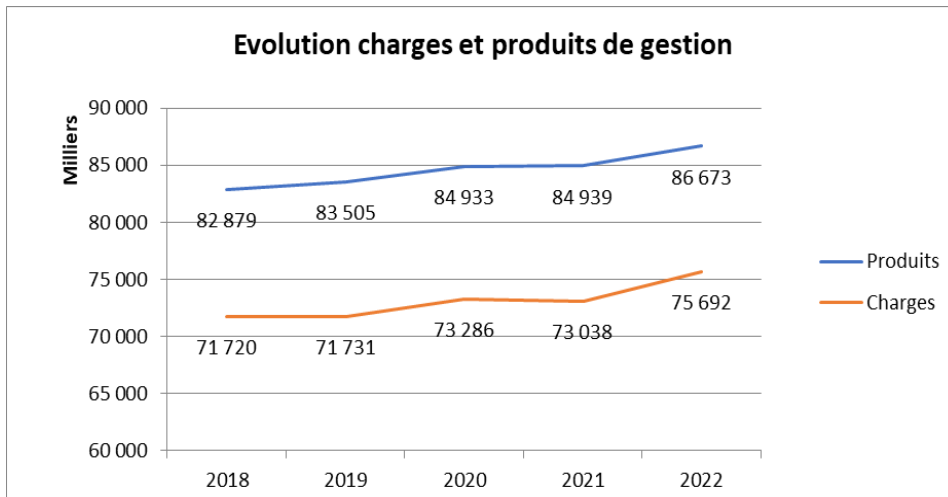
### C) Equilibre financier et ratios

Les éléments suivants doivent permettre d'apprécier en tendance prévisionnelle la situation financière de la commune. A noter qu'un certain nombre de ratios et notamment le taux d'épargne brute, les capacités d'autofinancement brute et nette (CAF brute/nette), ainsi que les ratios relatifs à la dette ne peuvent s'apprécier qu'à la clôture budgétaire.

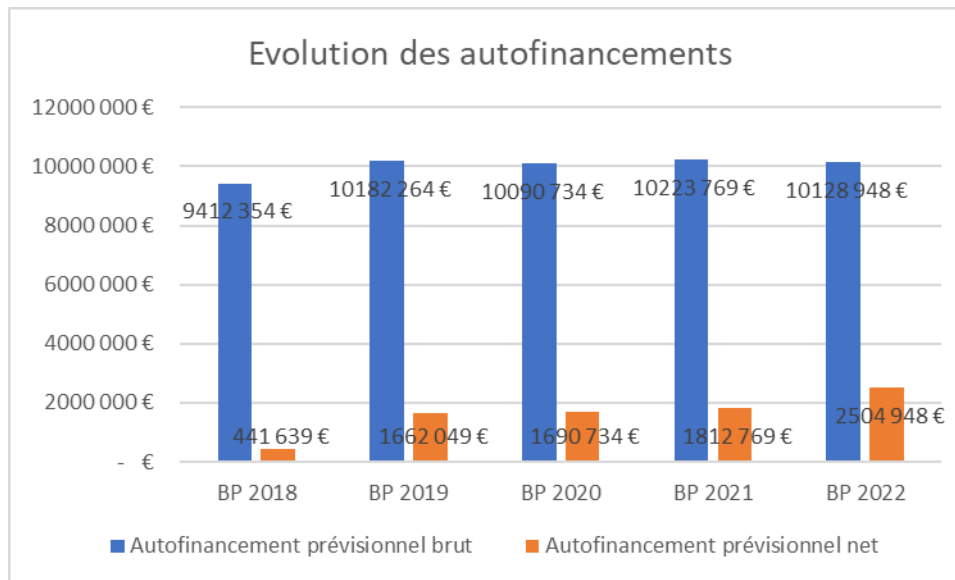
Tout d'abord, il convient de réaliser un focus sur l'excédent brut de fonctionnement. Il s'agit de l'épargne de gestion courante, c'est-à-dire hors éléments financiers et exceptionnels. Le maintien de l'autofinancement brut prévisionnel est d'abord fonction de la stabilité de l'excédent brut de fonctionnement. Celui-ci enregistre une baisse en 2022 du fait d'un effet de ciseau, à savoir que les charges vont progresser plus rapidement que les produits (4% contre une hausse des recettes de 2%). Le dynamisme des bases fiscales de 3.4% n'est pas suffisant pour limiter les effets de la reprise de l'activité et de l'inflation sur la croissance des dépenses. Un tel phénomène est souvent constaté après une période plus ou moins longue de stabilité des taux d'imposition.



Soit une évolution tendancielle entre les dépenses et les recettes de gestion comme suit :



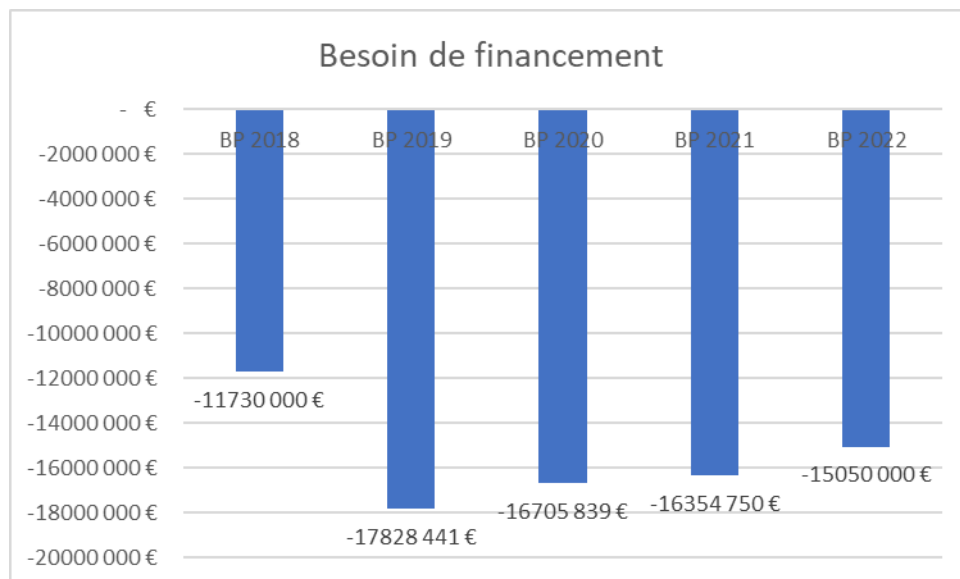
En revanche, la maîtrise des éléments financiers, à savoir une prévision plus en adéquation avec les tableaux d'amortissement des emprunts, permet d'atténuer la baisse de l'épargne brute qui ne varie que de 1% par rapport à 2021. De même, la diminution des remboursements du capital amorti des emprunts de 9% (787 k€) en 2022 permet une hausse de l'autofinancement net de 38% par rapport à 2021. Celui-ci est prévu à 2.5 M€.



Le niveau de l'autofinancement net a une incidence directe sur l'évolution du besoin de financement<sup>2</sup> hors prélèvement sur fonds de roulement.

<sup>2</sup> Le besoin de financement correspond au flux net de dette soit une déduction des nouveaux emprunts (flux) via les remboursements en capital de la dette (stock).





Le recours à l'emprunt baisserait de 8% par rapport à 2021.

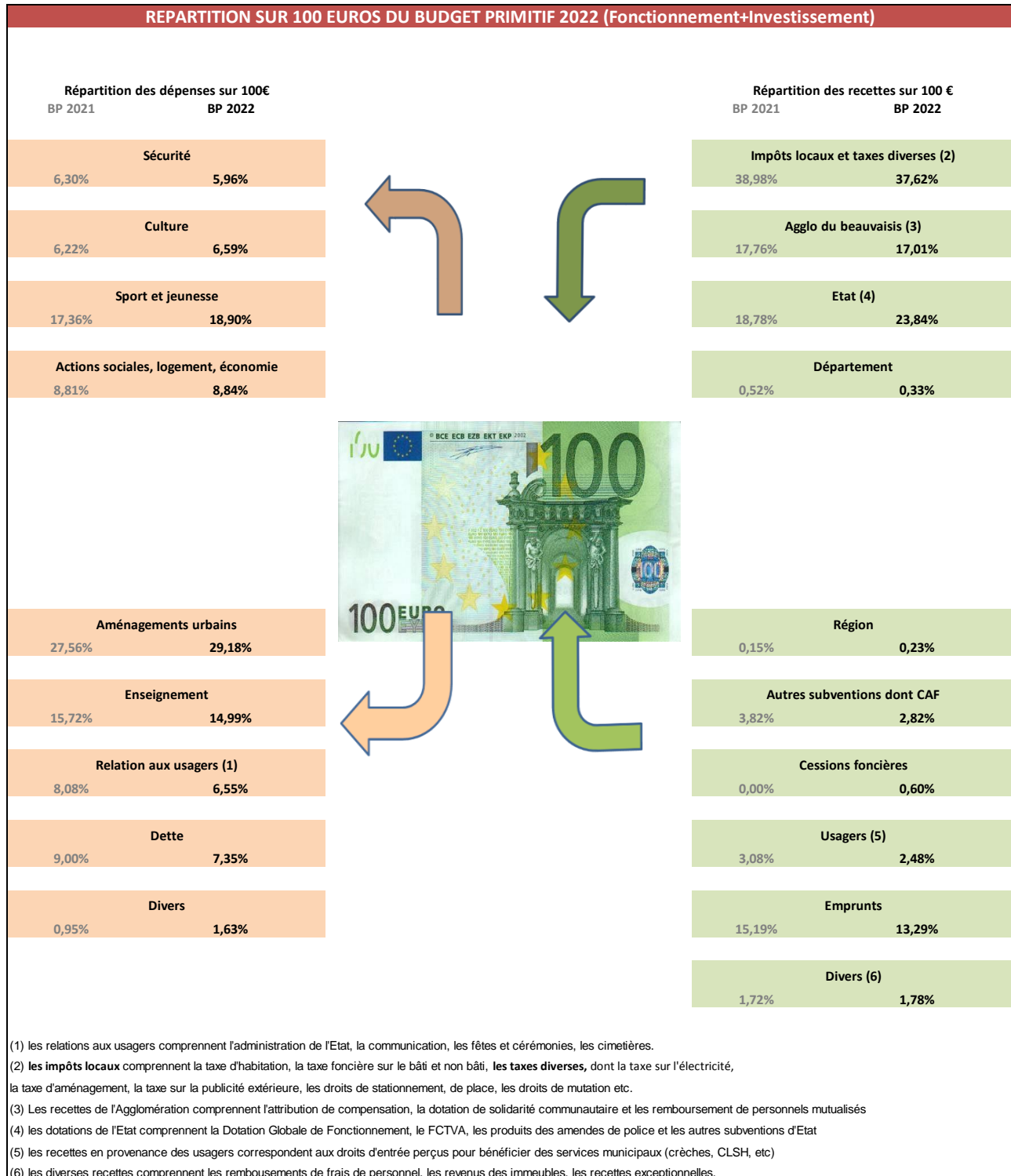
A noter qu'il ne s'agit d'un besoin de financement reposant sur des inscriptions budgétaires. Par ailleurs notre calendrier budgétaire (vote du budget primitif sans reprise des résultats) ne fait qu'accentuer artificiellement le besoin de financement.

S'agissant des ratios, ils se présentent de la manière suivante :

Informations financières – ratios (1)		BP 2019	BP 2020	BP 2021	BP 2022	Moyenne strate (1)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	1 300	1 301	1 293	1 318	1 319
2	Produit des impositions directes/population	684	692	682	679	708
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	1 480	1 476	1 475	1 497	1 526
4	Dépenses d'équipement brut/population	439	412	437	484	321
5	Encours de dette/population	863	846	953	885	1367
6	DGF/population	223	223	227	234	206
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonct.	63,77%	63,12%	62,54%	63,09%	61,70%
9	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital / recettes réelles de fonct.	97,18%	97,00%	97,55%	96,81%	95,00%
10	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	29,64%	27,92%	29,63%	32,31%	21,00%
11	Encours de dette/recettes réelles de fonctionnement	58,32%	57,31%	64,61%	59,10%	89,60%

(1) source <http://www.collectivites-locales.gouv.fr/collectivites-locales-chiffres-2021>  
les ratios financiers obligatoires communes France métropolitaine 50 à 100000hab (données 2020)

## D) Répartition sur 100 euros du budget primitif



## II) Budgets annexes

### A) Régie d'exploitation de l'Elispace

Il est prévu de continuer le travail de programmation interne initié en 2021 et de coopération avec les différents partenaires (Ginger, Nuits d'artistes, ASCA, etc), devant permettre d'étoffer la programmation habituelle par l'ajout de spectacles supplémentaires (3 spectacles prévus en coréalisation ou coproduction). Cet objectif se traduit sur ce budget par des dépenses et recettes supplémentaires, mais sans incidence sur le déficit de l'équipement stabilisé à 492k€ en fonctionnement et 200k€ en investissement.

#### 1 - Section de fonctionnement

##### Recettes

Chap.	Article	Libellé	BP 2021	BP 2022	Explications
70	70688	Redevances usagers	0	105 000	Recettes spectacles
70	70878	Remb. de frais	115 000	115 000	Facturation prestations annexes à la location.
75	752	Revenus des immeubles	135 000	135 000	Location de la salle dont le produit est estimé avec le calendrier prévisionnel de réservation.
75	7552	Prise en charge déficit par budget principal	482 500	492 500	Subvention d'équilibre du budget principal
042	777	Quote part subvent <sup>o</sup> d'investi	24 000	24 000	Amortissement subvention d'équipement en provenance du budget principal
-	-	Autres	24	12	
-	-	<b>Total :</b>	<b>756 524</b>	<b>871 512</b>	

##### Dépenses

Chap.	Article	Libellé	BP 2021	BP 2022	Explications
011	6042	Prestations	76 000	156 000	Projet de développement de la programmation sur le 2e semestre (organisation directe de concerts)
011	6061	Fluides	97 500	96 400	Selon estimation
011	615	entretien et maintenance	69 685	72 350	Idem
011	6282	Gardiennage/Securite	43 000	68 000	Idem
011	6283	Frais de nettoyage	12 000	14 500	
012	-	Dépenses de personnel	346 251	356 418	Estimation par la direction des ressources humaines
77	773	Titres annulés	10 830	0	
042	6811	Dotations aux amortissements	59 000	60 000	Estimation compte tenu des tableaux d'amortissement des biens existants
-	-	Autres	42 258	47 844	

#### 2 - Section d'investissement

##### Ressources

Chap.	Article	Libellé	BP 2021	BP 2022	Explications
13	13141	Communes membres du GFP	378 500	200 600	Subvention en provenance du budet principal ajustée en fonction du niveau des dépenses d'investissement budgétées.
040	28	Amortissements	59 000	60 000	Dotations aux amortissements des biens renouvelables, tels le mobilier, matériel (contrepartie du chap 042)
-	-	Autres	0	0	
-	-	<b>Total :</b>	<b>437 500</b>	<b>260 600</b>	

**Emplois**

Chap.	Article	Libellé	BP 2021	BP 2022	Explications
21	2135/2188	Instal.Gén.,Ag.,Am. des Const.	412 925	236 600	Acquisition de sieges pour 200k€ et divers travaux pour 36k€
040	139141	Communes membres du GFP	24 000	24 000	Amortissement des subventions d'équipement reçues du budget principal
-	-	Autres	575	0	-
-	-	<b>Total :</b>	<b>437 500</b>	<b>260 600</b>	

**B) Lotissement Longue Haie**

Ce budget annexe est susceptible d'être clôturé à moyen terme, vu le rythme des ventes réalisées et le petit nombre de parcelles aménagées restant à céder (2 ventes en cours et 2 derniers lots activités à commercialiser).

**1 - Section de fonctionnement****Recettes**

Chap.	Article	Libellé	Montant	Explications
002	-	Résultat reporté	244.230	Reprise du résultat 2020
70	7015	Vente de terrains aménagés	202.200	2 ventes potentielles (Lots 41 et 43 Activités)
042	71355	Variation stocks	50.000	Ecriture d'ordre comptabilisation des stocks
-	-	<b>Total :</b>	<b>496.430</b>	

**Dépenses**

Chap.	Article	Libellé	Montant	Explications
011	-	Charges à caractère général	50.000	Travaux ponctuels de finition
65	6522	Reverst au budget principal de l'excédent	329.907	Excédent constaté si les ventes prévues sont réalisées
042	71355	Variation stocks	116.523	Ecriture d'ordre comptabilisation des stocks
-	-	<b>Total :</b>	<b>496.430</b>	

Si les ventes escomptées se réalisent, la section de fonctionnement dégage sur l'exercice un excédent de 329.907€ à reverser au budget principal ou reporter sur l'exercice suivant.

**2 - Section d'investissement****Ressources**

Chap.	Article	Libellé	Montant	Explications
040	3555	variation stocks	116 523	operation d'ordre
-	-	<b>Total :</b>	<b>116 523</b>	

**Emplois**

Chap.	Article	Libellé	Montant	Explications
001		Solde d'investissement reporté	66 523	Reprise résultat 2021
040	3555	variation stocks	50 000	operation d'ordre
-	-	<b>Total :</b>	<b>116 523</b>	

### 3 – Endettement

Absence d'endettement sur ce budget annexe.

### 4 – Bilan prévisionnel de clôture

Compte tenu des éléments d'informations connus en ce début d'année 2022, le bilan prévisionnel de clôture de ce budget annexe est le suivant :

LOTISSEMENT LONGUE HAIE	DEBIT	CREDIT	Commentaires
<i>résultat de clôture 2021</i>		177 707	
<i>-- prévisionnel --</i>			
travaux à venir (en prévision dégâts)	25 000		
Reprise trottoirs, voiries selon parcellaire lié aux ventes puis travaux de finition	25 000		
ventes parcelles		504 440	2 lots économiques lots 41/43 ventes prévues 2022 2 lots restants à commercialiser (lots 42/44)
<b>totaux &gt;&gt;</b>	<b>50 000</b>	<b>682 147</b>	
Bilan prévisionnel (excédent estimé)		632 147	

## D) Lotissement Agel

Par délibération du 20/06/2019, le conseil municipal a adopté le principe de vendre en 2 tranches et à l'euro symbolique les derniers terrains de ce lotissement à la sa HLM du Beauvaisis (ventes 2019 et prévue pour 2022).

Par ailleurs, la section d'investissement a bénéficié les années passées d'un financement de 2,55M€ sous la forme d'une avance sans intérêt du budget principal. Cette avance est remboursée au fur et à mesure en fonction des données d'équilibre de la section.

Au final, et compte tenu des subventions d'équilibre de fonctionnement versées les années passées par le budget principal, il résulte aujourd'hui un déficit prévisionnel de -925K€ (hors travaux 2022) qu'il est prévu de couvrir sur 2022 par une subvention de fonctionnement du budget principal.

### 1 - Section de fonctionnement

#### Recettes

Chap.	Article	Libellé	Montant	Explications
75	7552	Deficit des budgets annexes à caractere administratifs	925 000	Subvention d'equilibre du Budget principal
70	7015	Vente de terrains aménagés	1	vente à l'euro symbolique HLM du Beauvaisis
042	71355	variation stocks	40 006	operation d'ordre
-	-	<b>Total :</b>	<b>965 007</b>	

**Dépenses**

Chap.	Article	Libellé	Montant	Explications
011	-	Charges a caractere general	40 000	Travaux de finition
65	-	Charges diverses	6	
042	71355	variation stocks	925 001	operation d'ordre
-	-	<b>Total :</b>	<b>965 007</b>	-

**2 - Section d'investissement****Ressources**

Chap.	Article	Libellé	Montant	Explications
001	-	Solde d'investissement reporté	935 005	Reprise résultat 2021
040	3555	variation stocks	925 001	operation d'ordre
-	-	<b>Total :</b>	<b>1 860 006</b>	

**Emplois**

Chap.	Article	Libellé	Montant	Explications
16		Autres emprunts et dettes	1 820 000	Rembrst avances du budget principal
040	3555	variation stocks	40 006	operation d'ordre
-	-	<b>Total :</b>	<b>1 860 006</b>	

**3 – Endettement**

Les avances sont imputées à un compte de la classe 16 et sont donc intégrées aux états de la dette. Au 01/01/2022, le solde des avances à rembourser au budget principal s'élève à 1,85M€

**4 – Bilan prévisionnel de clôture**

Le bilan prévisionnel de clôture de ce budget annexe est le suivant :

LOTISSEMENT AGEL	DEBIT	CREDIT	Commentaires
<i>Résultat de clôture 2021</i>		935 005	
-- prévisionnel --			
rembst avance du budget principal	1 850 000		
Frais accessoires	40 000		
<u>Ventes à venir :</u>			
tranche2: 8.707m2		1	vente 2022
totaux >>	1 890 000	935 006	
Déficit >>	-954 994		
Subvention BP 2022 du budget principal		925 000	
Subvention compl du budget principal selon trvx complémentaires		29 994	
<b>Total</b>		<b>0</b>	

## REPUBLIQUE FRANÇAISE

**VILLE - VILLE DE BEAUVAIS (1)**  
AGREGÉ AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 21600056200019

POSTE COMPTABLE : SERVICE GESTION COMPTABLE BVS

**M. 14**

**Budget primitif (projet de budget)**  
**voté par nature**

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL (3)

ANNEE 2022

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).

(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.



## Sommaire

### I - Informations générales (6)

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Modalités de vote du budget	5

### II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections	6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres	7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres	9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	11
B2 - Balance générale du budget - Recettes	13

### III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	15
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	18
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses	20
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes	22
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	24

### IV - Annexes (7)

#### A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1)	29
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement	33
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement	55
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	86
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	87
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	93
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	94
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements	95
A4 - Etat des provisions	96
A5 - Etalement des provisions	Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	97
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	98
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
A7.2.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (3)	Sans Objet
A7.2.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (3)	Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées	100
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers	101

#### B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement (4)	102
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	105
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé	Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés	106
B1.6 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B1.7 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget (5)	107
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents	111
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale	112

#### C - Autres éléments d'informations

C1 - Etat du personnel	113
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (4)	119
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement	120
C3.2 - Liste des établissements publics créés	121
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	122
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	123

#### D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes	124
--	-----

D2 - Arrêté et signatures

125

- (1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Elle n'a cependant pas à être produite par les services et activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.
- (2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT).
- (3) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers (art. L. 2313-1 du CGCT).
- (4) Ces états ne sont obligatoires que pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art. L. 5711-1 du CGCT) et leurs établissements publics.
- (5) Si la commune ou l'établissement décide d'attribuer des subventions dans le cadre du budget dans les conditions décrites à l'article L. 2311-7 du CGCT.
- (6) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.
- (7) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

<b>Code INSEE</b>	<b>VILLE DE BEAUVAIS BUDGET PRINCIPAL</b>	<b>BP (projet de budget) 2022</b>
-------------------	---	---------------------------------------

<b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>	<b>I</b>
<b>INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES</b>	<b>A</b>

<b>Informations statistiques</b>	<b>Valeurs</b>
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	58011
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 <i>in fine</i> ) :	366
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	
Communauté d'agglomération du Beauvaisis	

<b>Potentiel fiscal et financier (1)</b>		<b>Valeurs par hab. (population DGF)</b>	<b>Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate</b>
<b>Fiscal</b>	<b>Financier</b>		
67602918	73069816	1246	1304

<b>Informations financières – ratios (2)</b>		<b>Valeurs</b>	<b>Moyennes nationales de la strate (3) Les collectivités locales en chiffres 2021 +Fiche DGF</b>
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	1318	1319
2	Produit des impositions directes/population	679	708
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	1497	1526
4	Dépenses d'équipement brut/population	484	321
5	Encours de dette/population	885	1367
6	DGF/population	234	206
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	63,09%	61,70%
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	96,81%	95,00%
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	32,31%	21,00%
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	59,10%	89,60%

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

<b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>	<b>I</b>
<b>MODALITES DE VOTE DU BUDGET</b>	<b>B</b>

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement,
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - avec (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
  - sans (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (4) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (5) primitif de l'exercice précédent.

V – Le présent budget a été voté (6) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

(5) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>VUE D'ENSEMBLE</b>	<b>A1</b>

**FONCTIONNEMENT**

		DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
<b>V O T E</b>	<b>CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)</b>	87 430 348,00	87 430 348,00

+

+

+

<b>R E P O R T S</b>	<b>RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)</b>	0,00	0,00
	<b>002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2)</b>	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00

=

=

=

<b>TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (3)</b>	<b>87 430 348,00</b>	<b>87 430 348,00</b>
--	----------------------	----------------------

**INVESTISSEMENT**

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
<b>V O T E</b>	<b>CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068)</b>	37 752 713,00	37 752 713,00

+

+

+

<b>R E P O R T S</b>	<b>RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)</b>	0,00	0,00
	<b>001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)</b>	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00

=

=

=

<b>TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)</b>	<b>37 752 713,00</b>	<b>37 752 713,00</b>
---	----------------------	----------------------

**TOTAL**

<b>TOTAL DU BUDGET (3)</b>	<b>125 183 061,00</b>	<b>125 183 061,00</b>
----------------------------	-----------------------	-----------------------

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.

<b>II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES</b>	<b>A2</b>

**DEPENSES DE FONCTIONNEMENT**

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	16 571 213,00	0,00	17 506 436,00	17 506 436,00	17 506 436,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	46 578 959,00	0,00	48 221 669,00	48 221 669,00	48 221 669,00
014	Atténuations de produits	3 500,00	0,00	3 500,00	3 500,00	3 500,00
65	Autres charges de gestion courante	9 884 647,00	0,00	9 960 095,00	9 960 095,00	9 960 095,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses de gestion courante</b>		<b>73 038 319,00</b>	<b>0,00</b>	<b>75 691 700,00</b>	<b>75 691 700,00</b>	<b>75 691 700,00</b>
66	Charges financières	1 440 000,00	0,00	800 000,00	800 000,00	800 000,00
67	Charges exceptionnelles	175 400,00	0,00	126 500,00	126 500,00	126 500,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (4)	80 000,00		80 000,00	80 000,00	80 000,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>		<b>74 733 719,00</b>	<b>0,00</b>	<b>76 698 200,00</b>	<b>76 698 200,00</b>	<b>76 698 200,00</b>
023	Virement à la section d'investissement (5)	5 235 635,00		4 882 148,00	4 882 148,00	4 882 148,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (5)	5 531 334,00		5 850 000,00	5 850 000,00	5 850 000,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre de fonctionnement</b>		<b>10 766 969,00</b>		<b>10 732 148,00</b>	<b>10 732 148,00</b>	<b>10 732 148,00</b>
<b>TOTAL</b>		<b>85 500 688,00</b>	<b>0,00</b>	<b>87 430 348,00</b>	<b>87 430 348,00</b>	<b>87 430 348,00</b>

+

<b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>	<b>87 430 348,00</b>
--	----------------------

**RECETTES DE FONCTIONNEMENT**

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	413 000,00	0,00	526 000,00	526 000,00	526 000,00
70	Produits services, domaine et ventes div	5 512 963,00	0,00	4 985 037,00	4 985 037,00	4 985 037,00
73	Impôts et taxes	59 525 229,00	0,00	59 976 980,00	59 976 980,00	59 976 980,00
74	Dotations et participations	18 730 142,00	0,00	20 582 987,00	20 582 987,00	20 582 987,00
75	Autres produits de gestion courante	758 044,00	0,00	602 034,00	602 034,00	602 034,00
<b>Total des recettes de gestion courante</b>		<b>84 939 378,00</b>	<b>0,00</b>	<b>86 673 038,00</b>	<b>86 673 038,00</b>	<b>86 673 038,00</b>
76	Produits financiers	10,00	0,00	10,00	10,00	10,00
77	Produits exceptionnels	18 100,00	0,00	154 100,00	154 100,00	154 100,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>		<b>84 957 488,00</b>	<b>0,00</b>	<b>86 827 148,00</b>	<b>86 827 148,00</b>	<b>86 827 148,00</b>
042	Opérat° ordre transfert entre sections (5)	543 200,00		603 200,00	603 200,00	603 200,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'ordre de fonctionnement</b>		<b>543 200,00</b>		<b>603 200,00</b>	<b>603 200,00</b>	<b>603 200,00</b>
<b>TOTAL</b>		<b>85 500 688,00</b>	<b>0,00</b>	<b>87 430 348,00</b>	<b>87 430 348,00</b>	<b>87 430 348,00</b>

+

<b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>	<b>87 430 348,00</b>
--	----------------------

**Pour information :**

<b>AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)</b>	<b>10 128 948,00</b>
---	----------------------

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(5)  $DF\ 023 = RI\ 021$  ;  $DI\ 040 = RF\ 042$  ;  $RI\ 040 = DF\ 042$  ;  $DI\ 041 = RI\ 041$  ;  $DF\ 043 = RF\ 043$ .

(6) Solde de l'opération  $DF\ 023 + DF\ 042 - RF\ 042$  ou solde de l'opération  $RI\ 021 + RI\ 040 - DI\ 040$ .

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES</b>	<b>A3</b>

**DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	1 068 750,00	0,00	1 115 240,00	1 115 240,00	1 115 240,00
204	Subventions d'équipement versées	750 533,00	0,00	709 433,00	709 433,00	709 433,00
21	Immobilisations corporelles	11 137 799,00	0,00	14 119 979,00	14 119 979,00	14 119 979,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	7 910 220,00	0,00	2 517 000,00	2 517 000,00	2 517 000,00
	<b>Total des opérations d'équipement</b>	<b>3 758 677,00</b>	<b>0,00</b>	<b>10 302 242,00</b>	<b>10 302 242,00</b>	<b>10 302 242,00</b>
	<b>Total des dépenses d'équipement</b>	<b>24 625 979,00</b>	<b>0,00</b>	<b>28 763 894,00</b>	<b>28 763 894,00</b>	<b>28 763 894,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	17 050,00	0,00	3 619,00	3 619,00	3 619,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	8 411 000,00	0,00	7 624 000,00	7 624 000,00	7 624 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	98 000,00	0,00	98 000,00	98 000,00	98 000,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	255 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des dépenses financières</b>	<b>8 781 050,00</b>	<b>0,00</b>	<b>7 725 619,00</b>	<b>7 725 619,00</b>	<b>7 725 619,00</b>
45...	<b>Total des opé. pour compte de tiers (8)</b>	<b>30 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>60 000,00</b>	<b>60 000,00</b>	<b>60 000,00</b>
	<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>	<b>33 437 029,00</b>	<b>0,00</b>	<b>36 549 513,00</b>	<b>36 549 513,00</b>	<b>36 549 513,00</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	543 200,00	0,00	603 200,00	603 200,00	603 200,00
041	Opérations patrimoniales (4)	600 000,00	0,00	600 000,00	600 000,00	600 000,00
	<b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b>	<b>1 143 200,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 203 200,00</b>	<b>1 203 200,00</b>	<b>1 203 200,00</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>34 580 229,00</b>	<b>0,00</b>	<b>37 752 713,00</b>	<b>37 752 713,00</b>	<b>37 752 713,00</b>

+

<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>37 752 713,00</b>
---	----------------------

**RECETTES D'INVESTISSEMENT**

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	4 768 500,00	0,00	8 789 565,00	8 789 565,00	8 789 565,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	16 441 750,00	0,00	15 050 000,00	15 050 000,00	15 050 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des recettes d'équipement</b>	<b>21 210 250,00</b>	<b>0,00</b>	<b>23 839 565,00</b>	<b>23 839 565,00</b>	<b>23 839 565,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	2 050 000,00	0,00	1 800 000,00	1 800 000,00	1 800 000,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	10 010,00	0,00	9 000,00	9 000,00	9 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	30 000,00	30 000,00	30 000,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	682 000,00	682 000,00	682 000,00
	<b>Total des recettes financières</b>	<b>2 060 010,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 521 000,00</b>	<b>2 521 000,00</b>	<b>2 521 000,00</b>
45...	<b>Total des opé. pour le compte de tiers (8)</b>	<b>30 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>60 000,00</b>	<b>60 000,00</b>	<b>60 000,00</b>
	<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>	<b>23 300 260,00</b>	<b>0,00</b>	<b>26 420 565,00</b>	<b>26 420 565,00</b>	<b>26 420 565,00</b>
021	Virement de la sect° de fonctionnement (4)	5 235 635,00	0,00	4 882 148,00	4 882 148,00	4 882 148,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	5 444 334,00	0,00	5 850 000,00	5 850 000,00	5 850 000,00
041	Opérations patrimoniales (4)	600 000,00	0,00	600 000,00	600 000,00	600 000,00
	<b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>	<b>11 279 969,00</b>	<b>0,00</b>	<b>11 332 148,00</b>	<b>11 332 148,00</b>	<b>11 332 148,00</b>



Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
	<b>TOTAL</b>	<b>34 580 229,00</b>	<b>0,00</b>	<b>37 752 713,00</b>	<b>37 752 713,00</b>	<b>37 752 713,00</b>

+

<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>37 752 713,00</b>
---	----------------------

**Pour information :**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

<b>AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (10)</b>	<b>10 128 948,00</b>
--	----------------------

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(5) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(9) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(10) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021+ RI 040 – DI 040*.

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>BALANCE GENERALE DU BUDGET</b>	<b>B1</b>

**1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)**

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	17 506 436,00		17 506 436,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	48 221 669,00		48 221 669,00
014	Atténuations de produits	3 500,00		3 500,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	9 960 095,00		9 960 095,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	800 000,00	0,00	800 000,00
67	Charges exceptionnelles	126 500,00	0,00	126 500,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	80 000,00	5 850 000,00	5 930 000,00
71	Production stockée (ou déstockage) (3)		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	Virement à la section d'investissement		4 882 148,00	4 882 148,00
<b>Dépenses de fonctionnement – Total</b>		<b>76 698 200,00</b>	<b>10 732 148,00</b>	<b>87 430 348,00</b>

+

<b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>	<b>87 430 348,00</b>
--	----------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	3 619,00	0,00	3 619,00
13	Subventions d'investissement	0,00	343 200,00	343 200,00
15	Provisions pour risques et charges (5)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	7 624 000,00	0,00	7 624 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	10 302 242,00		10 302 242,00
198	Neutral. amort. subv. équip. versées		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles(sauf 204) (6)	1 115 240,00	0,00	1 115 240,00
204	Subventions d'équipement versées	709 433,00	0,00	709 433,00
21	Immobilisations corporelles (6)	14 119 979,00	260 000,00	14 379 979,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	2 517 000,00	600 000,00	3 117 000,00
26	Participations et créances rattachées	98 000,00	0,00	98 000,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
29	Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)		0,00	0,00
39	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)		0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	60 000,00	0,00	60 000,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Prov. dépréc. comptes de tiers (5)		0,00	0,00
59	Prov. dépréc. comptes financiers (5)		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
<b>Dépenses d'investissement – Total</b>		<b>36 549 513,00</b>	<b>1 203 200,00</b>	<b>37 752 713,00</b>

+

<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>37 752 713,00</b>
---	----------------------

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir liste des opérations d'ordre.
- (3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
- (4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.
- (5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
- (6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
- (7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
- (8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
- (9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>BALANCE GENERALE DU BUDGET</b>	<b>B2</b>

**2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)**

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	526 000,00		526 000,00
60	<i>Achats et variation des stocks (3)</i>		0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	4 985 037,00		4 985 037,00
71	<i>Production stockée (ou déstockage)</i>		0,00	0,00
72	<i>Production immobilisée</i>		260 000,00	260 000,00
73	Impôts et taxes	59 976 980,00		59 976 980,00
74	Dotations et participations	20 582 987,00		20 582 987,00
75	Autres produits de gestion courante	602 034,00	0,00	602 034,00
76	Produits financiers	10,00	0,00	10,00
77	Produits exceptionnels	154 100,00	343 200,00	497 300,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
79	<i>Transferts de charges</i>		0,00	0,00
<b>Recettes de fonctionnement – Total</b>		<b>86 827 148,00</b>	<b>603 200,00</b>	<b>87 430 348,00</b>

+

<b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>	<b>87 430 348,00</b>
--	----------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	1 800 000,00	0,00	1 800 000,00
13	Subventions d'investissement	8 789 565,00	0,00	8 789 565,00
15	<i>Provisions pour risques et charges (4)</i>		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaires)	15 059 000,00	0,00	15 059 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(7) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	600 000,00	600 000,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	30 000,00	0,00	30 000,00
28	<i>Amortissement des immobilisations</i>		5 718 666,00	5 718 666,00
29	<i>Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)</i>		0,00	0,00
39	<i>Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)</i>		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (5)	60 000,00	0,00	60 000,00
481	<i>Charges à rép. sur plusieurs exercices</i>		131 334,00	131 334,00
49	<i>Prov. dépréc. comptes de tiers (4)</i>		0,00	0,00
59	<i>Prov. dépréc. comptes financiers (4)</i>		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
021	<i>Virement de la sect° de fonctionnement</i>		4 882 148,00	4 882 148,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	682 000,00		682 000,00
<b>Recettes d'investissement – Total</b>		<b>26 420 565,00</b>	<b>11 332 148,00</b>	<b>37 752 713,00</b>

+

<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

+

<b>AFFECTATION AU COMPTE 1068</b>	<b>0,00</b>
-----------------------------------	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>37 752 713,00</b>
---	----------------------

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir liste des opérations d'ordre.
- (3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
- (4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
- (5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
- (6) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
- (7) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

III – VOTE DU BUDGET				III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES				A1
Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général</b>	<b>16 571 213,00</b>	<b>17 506 436,00</b>	<b>17 506 436,00</b>
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	325 404,00	163 464,00	163 464,00
605	Achats matériel, équipements et travaux	20 000,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	349 129,00	366 200,00	366 200,00
60612	Energie - Electricité	2 742 086,00	2 947 015,00	2 947 015,00
60613	Chauffage urbain	309 000,00	322 000,00	322 000,00
60618	Autres fournitures non stockables	0,00	400,00	400,00
60621	Combustibles	46 500,00	48 200,00	48 200,00
60622	Carburants	378 900,00	377 200,00	377 200,00
60623	Alimentation	1 536 076,00	1 660 717,00	1 660 717,00
60628	Autres fournitures non stockées	1 023 537,00	960 269,00	960 269,00
60631	Fournitures d'entretien	221 900,00	222 600,00	222 600,00
60632	Fournitures de petit équipement	582 037,00	716 337,00	716 337,00
60633	Fournitures de voirie	165 000,00	165 000,00	165 000,00
60636	Vêtements de travail	291 872,00	301 005,00	301 005,00
6064	Fournitures administratives	63 020,00	67 100,00	67 100,00
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	2 500,00	4 150,00	4 150,00
6067	Fournitures scolaires	252 900,00	260 950,00	260 950,00
6068	Autres matières et fournitures	3 400,00	3 100,00	3 100,00
6078	Autres marchandises	1 800,00	500,00	500,00
611	Contrats de prestations de services	2 043 259,00	2 576 968,00	2 576 968,00
6132	Locations immobilières	92 130,00	88 990,00	88 990,00
6135	Locations mobilières	893 675,00	864 470,00	864 470,00
614	Charges locatives et de copropriété	49 150,00	48 750,00	48 750,00
61521	Entretien terrains	515 800,00	644 000,00	644 000,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	311 900,00	402 700,00	402 700,00
615231	Entretien, réparations voiries	143 000,00	110 250,00	110 250,00
615232	Entretien, réparations réseaux	181 800,00	200 000,00	200 000,00
61524	Entretien bois et forêts	70 000,00	5 000,00	5 000,00
61551	Entretien matériel roulant	63 100,00	53 100,00	53 100,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	87 537,00	83 937,00	83 937,00
6156	Maintenance	849 519,00	869 788,00	869 788,00
6161	Multirisques	299 609,00	297 537,00	297 537,00
6168	Autres primes d'assurance	500,00	200,00	200,00
617	Etudes et recherches	219 050,00	250 500,00	250 500,00
6182	Documentation générale et technique	44 680,00	48 530,00	48 530,00
6184	Versements à des organismes de formation	170 000,00	203 109,00	203 109,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	19 000,00	19 000,00	19 000,00
6188	Autres frais divers	64 400,00	32 700,00	32 700,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	5 131,00	4 028,00	4 028,00
6226	Honoraires	76 200,00	102 400,00	102 400,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	5 000,00	5 000,00	5 000,00
6228	Divers	8 387,00	7 907,00	7 907,00
6231	Annonces et insertions	81 000,00	93 000,00	93 000,00
6232	Fêtes et cérémonies	84 000,00	80 500,00	80 500,00
6236	Catalogues et imprimés	106 695,00	100 395,00	100 395,00
6237	Publications	106 940,00	88 820,00	88 820,00
6238	Divers	79 010,00	92 895,00	92 895,00
6241	Transports de biens	7 450,00	8 250,00	8 250,00
6247	Transports collectifs	305 850,00	303 350,00	303 350,00
6251	Voyages et déplacements	13 320,00	23 082,00	23 082,00
6256	Missions	10 300,00	19 667,00	19 667,00
6257	Réceptions	66 080,00	66 180,00	66 180,00
6261	Frais d'affranchissement	129 050,00	131 550,00	131 550,00
6262	Frais de télécommunications	159 780,00	111 250,00	111 250,00
627	Services bancaires et assimilés	22 400,00	12 650,00	12 650,00
6281	Concours divers (cotisations)	39 240,00	41 760,00	41 760,00
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	118 300,00	121 001,00	121 001,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	331 340,00	331 765,00	331 765,00
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	109 500,00	109 500,00	109 500,00
62878	Remb. frais à d'autres organismes	6 000,00	6 500,00	6 500,00
6288	Autres services extérieurs	14 700,00	14 700,00	14 700,00
63512	Taxes foncières	224 000,00	215 100,00	215 100,00
63513	Autres impôts locaux	20 000,00	20 000,00	20 000,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	0,00	300,00	300,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	2 000,00	2 500,00	2 500,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	6 370,00	6 650,00	6 650,00
<b>012</b>	<b>Charges de personnel, frais assimilés</b>	<b>46 578 959,00</b>	<b>48 221 669,00</b>	<b>48 221 669,00</b>
6216	Personnel affecté par GFP de rattachemen	3 338 000,00	3 338 000,00	3 338 000,00

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
6218	Autre personnel extérieur	48 000,00	48 000,00	48 000,00
6331	Versement mobilité	219 289,00	228 845,00	228 845,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	121 826,00	128 924,00	128 924,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	196 630,00	231 080,00	231 080,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	73 114,00	76 292,00	76 292,00
64111	Rémunération principale titulaires	19 029 699,00	19 631 131,00	19 631 131,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	566 198,00	569 810,00	569 810,00
64118	Autres indemnités titulaires	5 251 790,00	5 182 109,00	5 182 109,00
64131	Rémunérations non tit.	5 237 188,00	5 379 173,00	5 379 173,00
64138	Autres indemnités non tit.	56 815,00	634 177,00	634 177,00
64161	Emplois jeunes	0,00	39 129,00	39 129,00
64168	Autres emplois d'insertion	118 106,00	99 458,00	99 458,00
6417	Rémunérations des apprentis	107 439,00	0,00	0,00
64171	Apprentis - rémunérations	0,00	109 713,00	109 713,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	4 496 691,00	4 799 432,00	4 799 432,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	6 334 437,00	6 503 232,00	6 503 232,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	213 767,00	239 015,00	239 015,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	580 000,00	580 000,00	580 000,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	30 000,00	0,00	0,00
6457	Cotis. sociales liées à l'apprentissage	1 762,00	2 904,00	2 904,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	116 100,00	77 517,00	77 517,00
6472	Prestations familiales directes	26 494,00	8 495,00	8 495,00
64731	Allocations chômage versées directement	8 513,00	13 372,00	13 372,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	165 800,00	152 000,00	152 000,00
6478	Autres charges sociales diverses	30 000,00	30 000,00	30 000,00
6488	Autres charges	211 301,00	119 861,00	119 861,00
<b>014</b>	<b>Atténuations de produits</b>	<b>3 500,00</b>	<b>3 500,00</b>	<b>3 500,00</b>
703894	Revers. sur forfait post-stationnement	2 500,00	2 500,00	2 500,00
7391171	Dégrèvement taxe FNB jeunes agriculteurs	1 000,00	1 000,00	1 000,00
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>9 884 647,00</b>	<b>9 960 095,00</b>	<b>9 960 095,00</b>
6512	Droits d'utilisat° informatique nuage	0,00	8 000,00	8 000,00
6518	Autres	87 610,00	121 768,00	121 768,00
6521	Déficit budgets annexes administratifs	1 407 500,00	1 417 500,00	1 417 500,00
6531	Indemnités	432 524,00	442 759,00	442 759,00
6532	Frais de mission	413,00	1 000,00	1 000,00
6533	Cotisations de retraite	27 786,00	36 844,00	36 844,00
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	71 381,00	104 800,00	104 800,00
6535	Formation	20 000,00	10 000,00	10 000,00
6541	Créances admises en non-valeur	75 000,00	75 000,00	75 000,00
6542	Créances éteintes	25 000,00	25 000,00	25 000,00
6558	Autres contributions obligatoires	532 561,00	567 480,00	567 480,00
657348	Subv. fonct. Autres communes	5 000,00	5 000,00	5 000,00
657351	Subv. fonct. GFP de rattachement	0,00	12 400,00	12 400,00
657362	Subv. fonct. CCAS	3 100 000,00	3 100 000,00	3 100 000,00
65737	Autres établissements publics locaux	26 000,00	26 000,00	26 000,00
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	21 000,00	21 000,00	21 000,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	4 052 860,00	3 985 532,00	3 985 532,00
65888	Autres	12,00	12,00	12,00
<b>656</b>	<b>Frais fonctionnement des groupes d'élus</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65 + 656)</b>		<b>73 038 319,00</b>	<b>75 691 700,00</b>	<b>75 691 700,00</b>
<b>66</b>	<b>Charges financières (b)</b>	<b>1 440 000,00</b>	<b>800 000,00</b>	<b>800 000,00</b>
66111	Intérêts réglés à l'échéance	1 410 000,00	800 000,00	800 000,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	0,00	0,00
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	20 000,00	0,00	0,00
6688	Autres	10 000,00	0,00	0,00
<b>67</b>	<b>Charges exceptionnelles (c)</b>	<b>175 400,00</b>	<b>126 500,00</b>	<b>126 500,00</b>
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	10 000,00	10 000,00	10 000,00
6714	Bourses et prix	41 400,00	72 500,00	72 500,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	44 000,00	44 000,00	44 000,00
67443	Subv. aux fermiers et concessionnaires	80 000,00	0,00	0,00
<b>68</b>	<b>Dotations provisions semi-budgétaires (d) (6)</b>	<b>80 000,00</b>	<b>80 000,00</b>	<b>80 000,00</b>
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	80 000,00	80 000,00	80 000,00
<b>022</b>	<b>Dépenses imprévues (e)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e</b>		<b>74 733 719,00</b>	<b>76 698 200,00</b>	<b>76 698 200,00</b>
<b>023</b>	<b>Virement à la section d'investissement</b>	<b>5 235 635,00</b>	<b>4 882 148,00</b>	<b>4 882 148,00</b>
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8) (9)</b>	<b>5 531 334,00</b>	<b>5 850 000,00</b>	<b>5 850 000,00</b>
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	5 400 000,00	5 718 666,00	5 718 666,00
6862	Dot. amort. charges financ. à répartir	131 334,00	131 334,00	131 334,00

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>		10 766 969,00	10 732 148,00	10 732 148,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (10)	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE</b>		10 766 969,00	10 732 148,00	10 732 148,00
<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		85 500 688,00	87 430 348,00	87 430 348,00

+	
<b>RESTES A REALISER N-1 (11)</b>	<b>0,00</b>
+	
<b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (11)</b>	<b>0,00</b>
=	
<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>	<b>87 430 348,00</b>

**Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)**

Montant des ICNE de l'exercice	135 444,24
Montant des ICNE de l'exercice N-1	135 444,24
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(6) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040*.

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).



<b>III – VOTE DU BUDGET</b>				<b>III</b>
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES</b>				<b>A2</b>
<b>Chap / art(1)</b>	<b>Libellé (1)</b>	<b>Pour mémoire budget précédent (2)</b>	<b>Propositions nouvelles (3)</b>	<b>Vote (4)</b>
<b>013</b>	<b>Atténuations de charges</b>	<b>413 000,00</b>	<b>526 000,00</b>	<b>526 000,00</b>
6419	Remboursements rémunérations personnel	413 000,00	526 000,00	526 000,00
<b>70</b>	<b>Produits services, domaine et ventes div</b>	<b>5 512 963,00</b>	<b>4 985 037,00</b>	<b>4 985 037,00</b>
7022	Coupes de bois	85 000,00	20 900,00	20 900,00
7023	Menus produits forestiers	2 000,00	1 000,00	1 000,00
70311	Concessions cimetières (produit net)	70 000,00	80 000,00	80 000,00
70312	Redevances funéraires	0,00	3 000,00	3 000,00
70323	Redev. occupat° domaine public communal	86 020,00	118 020,00	118 020,00
70383	Redevance de stationnement	180 000,00	185 000,00	185 000,00
70384	Forfait de post-stationnement	250 000,00	250 000,00	250 000,00
7062	Redevances services à caractère culturel	16 200,00	22 500,00	22 500,00
70631	Redevances services à caractère sportif	30 500,00	30 200,00	30 200,00
70632	Redevances services à caractère loisir	583 000,00	526 000,00	526 000,00
7066	Redevances services à caractère social	264 145,00	252 189,00	252 189,00
7067	Redev. services périscolaires et enseign	974 320,00	978 800,00	978 800,00
70684	Redevances d'archéologie préventive	322 268,00	48 573,00	48 573,00
70688	Autres prestations de services	472 500,00	293 000,00	293 000,00
7078	Autres marchandises	1 000,00	0,00	0,00
7082	Commissions	2 100,00	2 100,00	2 100,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	1 000,00	0,00	0,00
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	275 000,00	275 000,00	275 000,00
70846	Mise à dispo personnel GFP rattachement	1 429 000,00	1 429 000,00	1 429 000,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	128 615,00	128 500,00	128 500,00
70873	Remb. frais par les C.C.A.S.	14 800,00	14 800,00	14 800,00
70875	Remb. frais par les communes du GFP	10 000,00	20 000,00	20 000,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	115 735,00	114 735,00	114 735,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	199 760,00	191 600,00	191 600,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	120,00	120,00
<b>73</b>	<b>Impôts et taxes</b>	<b>59 525 229,00</b>	<b>59 976 980,00</b>	<b>59 976 980,00</b>
73111	Impôts directs locaux	39 144 582,00	39 300 000,00	39 300 000,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	100 000,00	100 000,00	100 000,00
73211	Attribution de compensation	16 723 550,00	16 723 550,00	16 723 550,00
73212	Dotations de solidarité communautaire	106 000,00	105 230,00	105 230,00
73223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	797 711,00	850 000,00	850 000,00
7333	Taxes funéraires	50 000,00	0,00	0,00
7336	Droits de place	68 300,00	98 200,00	98 200,00
7343	Taxes sur les pylônes électriques	5 086,00	5 000,00	5 000,00
7351	Taxe consommation finale d'électricité	1 000 000,00	1 000 000,00	1 000 000,00
7368	Taxes locales sur la publicité extérieur	330 000,00	295 000,00	295 000,00
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	1 200 000,00	1 500 000,00	1 500 000,00
<b>74</b>	<b>Dotations et participations</b>	<b>18 730 142,00</b>	<b>20 582 987,00</b>	<b>20 582 987,00</b>
7411	Dotations forfaitaire	5 664 243,00	5 470 000,00	5 470 000,00
74123	Dotations de solidarité urbaine	7 277 341,00	7 900 000,00	7 900 000,00
74127	Dotations nationales de péréquation	152 242,00	200 000,00	200 000,00
744	FCTVA	30 000,00	30 000,00	30 000,00
74718	Autres participations Etat	327 501,00	661 049,00	661 049,00
7472	Participat° Régions	17 000,00	17 000,00	17 000,00
7473	Participat° Départements	46 460,00	49 760,00	49 760,00
74748	Participat° Autres communes	36 721,00	38 000,00	38 000,00
74751	Participat° GFP de rattachement	52 392,00	42 600,00	42 600,00
7477	Participat° Budget communautaire et FS	14 380,00	14 380,00	14 380,00
7478	Participat° Autres organismes	3 198 764,00	2 974 646,00	2 974 646,00
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	421 067,00	3 070 000,00	3 070 000,00
74835	Etat - Compens. exonérat° taxe habitat°	1 381 158,00	0,00	0,00
748388	Autres	49 321,00	0,00	0,00
7484	Dotations de recensement	10 102,00	10 102,00	10 102,00
7485	Dotations pour les titres sécurisés	46 450,00	46 450,00	46 450,00
7488	Autres attributions et participations	5 000,00	59 000,00	59 000,00
<b>75</b>	<b>Autres produits de gestion courante</b>	<b>758 044,00</b>	<b>602 034,00</b>	<b>602 034,00</b>
752	Revenus des immeubles	401 032,00	284 322,00	284 322,00
757	Redevances versées par fermiers, conces.	356 500,00	317 200,00	317 200,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	512,00	512,00	512,00
<b>TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES</b>		<b>84 939 378,00</b>	<b>86 673 038,00</b>	<b>86 673 038,00</b>
<b>(a) = 70 + 73 + 74 + 75 + 013</b>				
<b>76</b>	<b>Produits financiers (b)</b>	<b>10,00</b>	<b>10,00</b>	<b>10,00</b>
761	Produits de participations	10,00	10,00	10,00
<b>77</b>	<b>Produits exceptionnels (c)</b>	<b>18 100,00</b>	<b>154 100,00</b>	<b>154 100,00</b>

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	500,00	500,00	500,00
7718	Autres produits except. opérat° gestion	500,00	500,00	500,00
7788	Produits exceptionnels divers	17 100,00	153 100,00	153 100,00
<b>78</b>	<b>Reprises provisions semi-budgétaires (d) (5)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES = a+b+c+d</b>		<b>84 957 488,00</b>	<b>86 827 148,00</b>	<b>86 827 148,00</b>
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)</b>	<b>543 200,00</b>	<b>603 200,00</b>	<b>603 200,00</b>
722	Immobilisations corporelles	260 000,00	260 000,00	260 000,00
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	283 200,00	343 200,00	343 200,00
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section (9)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>		<b>543 200,00</b>	<b>603 200,00</b>	<b>603 200,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>85 500 688,00</b>	<b>87 430 348,00</b>	<b>87 430 348,00</b>

+

<b>RESTES A REALISER N-1 (10)</b>	<b>0,00</b>
-----------------------------------	-------------

+

<b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>	<b>87 430 348,00</b>
--	----------------------

**Détail du calcul des ICNE au compte 7622**

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040*.

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(8) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>				<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES</b>				<b>B1</b>
<b>Chap / art (1)</b>	<b>Libellé (1)</b>	<b>Pour mémoire budget précédent (2)</b>	<b>Propositions nouvelles (3)</b>	<b>Vote (4)</b>
<b>010</b>	<b>Stocks</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)</b>	<b>1 068 750,00</b>	<b>1 115 240,00</b>	<b>1 115 240,00</b>
202	Frais réalisat° documents urbanisme	48 000,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	818 000,00	706 410,00	706 410,00
2051	Concessions, droits similaires	202 750,00	408 830,00	408 830,00
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées (hors opérations)</b>	<b>750 533,00</b>	<b>709 433,00</b>	<b>709 433,00</b>
2041511	GFP rat : Bien mobilier, matériel	38 333,00	38 333,00	38 333,00
2041512	GFP rat : Bâtiments, installations	252 000,00	272 000,00	272 000,00
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	45 000,00	190 000,00	190 000,00
2041631	ADM : Bien mobilier, matériel	378 500,00	200 600,00	200 600,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	8 500,00	8 500,00	8 500,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	28 200,00	0,00	0,00
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles (hors opérations)</b>	<b>11 137 799,00</b>	<b>14 119 979,00</b>	<b>14 119 979,00</b>
2111	Terrains nus	1 500 000,00	820 000,00	820 000,00
2112	Terrains de voirie	1 145 000,00	0,00	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	71 172,00	86 000,00	86 000,00
2128	Autres agencements et aménagements	944 033,00	1 243 956,00	1 243 956,00
21316	Equipements du cimetière	64 000,00	154 000,00	154 000,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	200 000,00	200 000,00
2135	Installations générales, agencements	3 517 253,00	4 635 180,00	4 635 180,00
2138	Autres constructions	0,00	250 000,00	250 000,00
2151	Réseaux de voirie	0,00	1 859 000,00	1 859 000,00
2152	Installations de voirie	1 284 981,00	1 421 200,00	1 421 200,00
21533	Réseaux câblés	205 000,00	220 000,00	220 000,00
21534	Réseaux d'électrification	100 000,00	100 000,00	100 000,00
21538	Autres réseaux	2 000,00	3 000,00	3 000,00
21571	Matériel roulant	480 000,00	275 000,00	275 000,00
21578	Autre matériel et outillage de voirie	179 900,00	216 000,00	216 000,00
2158	Autres inst., matériel, outill. techniques	267 500,00	485 210,00	485 210,00
2161	Oeuvres et objets d'art	38 000,00	0,00	0,00
2168	Autres collections et oeuvres d'art	0,00	30 000,00	30 000,00
2181	Installat° générales, agencements	0,00	25 000,00	25 000,00
2182	Matériel de transport	90 000,00	574 000,00	574 000,00
2183	Matériel de bureau et informatique	394 350,00	421 800,00	421 800,00
2184	Mobilier	197 800,00	238 700,00	238 700,00
2188	Autres immobilisations corporelles	656 810,00	861 933,00	861 933,00
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours (hors opérations)</b>	<b>7 910 220,00</b>	<b>2 517 000,00</b>	<b>2 517 000,00</b>
2313	Constructions	3 558 400,00	1 927 000,00	1 927 000,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	4 151 820,00	390 000,00	390 000,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	200 000,00	200 000,00	200 000,00
<b>202001</b>	<b>Opération d'équipement n° 202001 (5)</b>	<b>394 000,00</b>	<b>1 104 700,00</b>	<b>1 104 700,00</b>
<b>202002</b>	<b>Opération d'équipement n° 202002 (5)</b>	<b>535 000,00</b>	<b>600 000,00</b>	<b>600 000,00</b>
<b>202003</b>	<b>Opération d'équipement n° 202003 (5)</b>	<b>2 064 677,00</b>	<b>5 853 542,00</b>	<b>5 853 542,00</b>
<b>202004</b>	<b>Opération d'équipement n° 202004 (5)</b>	<b>765 000,00</b>	<b>1 437 000,00</b>	<b>1 437 000,00</b>
<b>202201</b>	<b>Opération d'équipement n° 202201 (5)</b>	<b>0,00</b>	<b>1 307 000,00</b>	<b>1 307 000,00</b>
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		<b>24 625 979,00</b>	<b>28 763 894,00</b>	<b>28 763 894,00</b>
<b>10</b>	<b>Dotations, fonds divers et réserves</b>	<b>17 050,00</b>	<b>3 619,00</b>	<b>3 619,00</b>
10226	Taxe d'aménagement	17 050,00	3 619,00	3 619,00
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>8 411 000,00</b>	<b>7 624 000,00</b>	<b>7 624 000,00</b>
1641	Emprunts en euros	8 377 990,00	7 600 000,00	7 600 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	10 010,00	9 000,00	9 000,00
16818	Emprunts - Autres prêteurs	23 000,00	15 000,00	15 000,00
<b>18</b>	<b>Compte de liaison : affectat° (BA,régie)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>26</b>	<b>Participat° et créances rattachées</b>	<b>98 000,00</b>	<b>98 000,00</b>	<b>98 000,00</b>
261	Titres de participation	98 000,00	98 000,00	98 000,00
<b>27</b>	<b>Autres immobilisations financières</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>020</b>	<b>Dépenses imprévues</b>	<b>255 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>8 781 050,00</b>	<b>7 725 619,00</b>	<b>7 725 619,00</b>
45412199	Arrêtés de péril imminent 2021 (6)	30 000,00	0,00	0,00
45412299	Trvx effectués d office 2022 (6)	0,00	60 000,00	60 000,00
<b>Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>30 000,00</b>	<b>60 000,00</b>	<b>60 000,00</b>
<b>TOTAL DEPENSES REELLES</b>		<b>33 437 029,00</b>	<b>36 549 513,00</b>	<b>36 549 513,00</b>

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
<b>040</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections (7)</b>	<b>543 200,00</b>	<b>603 200,00</b>	<b>603 200,00</b>
	<b>Reprises sur autofinancement antérieur (8)</b>	<b>283 200,00</b>	<b>343 200,00</b>	<b>343 200,00</b>
13911	Etat et établissements nationaux	210 000,00	270 000,00	270 000,00
13912	Sub. transf cpte résult. Régions	13 200,00	13 200,00	13 200,00
13913	Sub. transf cpte résult. Départements	40 000,00	40 000,00	40 000,00
13918	Autres subventions d'équipement	20 000,00	20 000,00	20 000,00
	<b>Charges transférées (9)</b>	<b>260 000,00</b>	<b>260 000,00</b>	<b>260 000,00</b>
2135	Installations générales, agencements	260 000,00	260 000,00	260 000,00
<b>041</b>	<b>Opérations patrimoniales (10)</b>	<b>600 000,00</b>	<b>600 000,00</b>	<b>600 000,00</b>
2315	Installat°, matériel et outillage techni	600 000,00	600 000,00	600 000,00
<b>TOTAL DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>1 143 200,00</b>	<b>1 203 200,00</b>	<b>1 203 200,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)</b>		<b>34 580 229,00</b>	<b>37 752 713,00</b>	<b>37 752 713,00</b>

+

<b>RESTES A REALISER N-1 (11)</b>	<b>0,00</b>
-----------------------------------	-------------

+

<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (11)</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>37 752 713,00</b>
---	----------------------

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RF 042*.

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(10) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041*.

(11) Inscire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>				<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES</b>				<b>B2</b>
<b>Chap / art (1)</b>	<b>Libellé (1)</b>	<b>Pour mémoire budget précédent (2)</b>	<b>Propositions nouvelles (3)</b>	<b>Vote (4)</b>
<b>010</b>	<b>Stocks</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement (hors 138)</b>	<b>4 768 500,00</b>	<b>8 789 565,00</b>	<b>8 789 565,00</b>
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	1 250 500,00	1 193 242,00	1 193 242,00
1313	Subv. transf. Départements	43 000,00	167 000,00	167 000,00
1317	Subv. transf. Budget communautaire, FS	0,00	30 000,00	30 000,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	182 000,00	140 000,00	140 000,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	1 769 000,00	6 658 323,00	6 658 323,00
1322	Subv. non transf. Régions	150 000,00	245 000,00	245 000,00
1323	Subv. non transf. Départements	474 000,00	156 000,00	156 000,00
1327	Subv. non transf. Budget communautaire	700 000,00	0,00	0,00
1342	Amendes de police non transférable	200 000,00	200 000,00	200 000,00
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées (hors 165)</b>	<b>16 441 750,00</b>	<b>15 050 000,00</b>	<b>15 050 000,00</b>
1641	Emprunts en euros	16 441 750,00	15 050 000,00	15 050 000,00
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des recettes d'équipement</b>		<b>21 210 250,00</b>	<b>23 839 565,00</b>	<b>23 839 565,00</b>
<b>10</b>	<b>Dotations, fonds divers et réserves</b>	<b>2 050 000,00</b>	<b>1 800 000,00</b>	<b>1 800 000,00</b>
10222	FCTVA	1 750 000,00	1 500 000,00	1 500 000,00
10226	Taxe d'aménagement	300 000,00	300 000,00	300 000,00
<b>138</b>	<b>Autres subvent° invest. non transf.</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>165</b>	<b>Dépôts et cautionnements reçus</b>	<b>10 010,00</b>	<b>9 000,00</b>	<b>9 000,00</b>
<b>18</b>	<b>Compte de liaison : affectat° (BA,régie)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>26</b>	<b>Participat° et créances rattachées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>27</b>	<b>Autres immobilisations financières</b>	<b>0,00</b>	<b>30 000,00</b>	<b>30 000,00</b>
2764	Créances sur personnes de droit privé	0,00	30 000,00	30 000,00
<b>024</b>	<b>Produits des cessions d'immobilisations</b>	<b>0,00</b>	<b>682 000,00</b>	<b>682 000,00</b>
<b>Total des recettes financières</b>		<b>2 060 010,00</b>	<b>2 521 000,00</b>	<b>2 521 000,00</b>
45422199	Arrêtés de péril imminent 2021 (5)	30 000,00	0,00	0,00
45422299	Trvx effectués d office 2022 (5)	0,00	60 000,00	60 000,00
<b>Total des recettes d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>30 000,00</b>	<b>60 000,00</b>	<b>60 000,00</b>
<b>TOTAL RECETTES REELLES</b>		<b>23 300 260,00</b>	<b>26 420 565,00</b>	<b>26 420 565,00</b>
<b>021</b>	<b>Virement de la sect° de fonctionnement</b>	<b>5 235 635,00</b>	<b>4 882 148,00</b>	<b>4 882 148,00</b>
<b>040</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)</b>	<b>5 444 334,00</b>	<b>5 850 000,00</b>	<b>5 850 000,00</b>
2802	Frais liés à la réalisation des document	21 000,00	21 000,00	21 000,00
28031	Frais d'études	100 000,00	100 000,00	100 000,00
2804112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	56 200,00	56 200,00	56 200,00
2804113	Subv. Etat : Projet infrastructure	520 000,00	520 000,00	520 000,00
2804122	Subv.Régions : Bâtiments, installations	25 000,00	25 000,00	25 000,00
28041512	GFP rat : Bâtiments, installations	175 000,00	175 000,00	175 000,00
28041622	CCAS : Bâtiments, installations	30 000,00	30 000,00	30 000,00
28041631	ADM : Bien mobilier, matériel	25 000,00	25 000,00	25 000,00
2804172	Autres EPL : Bâtiments, installations	2 800,00	2 800,00	2 800,00
280421	Privé : Bien mobilier, matériel	17 000,00	17 000,00	17 000,00
280422	Privé : Bâtiments, installations	10 000,00	10 000,00	10 000,00
2804412	Sub nat org pub - Bâtiments, installat°	6 000,00	6 000,00	6 000,00
2804422	Sub nat privé - Bâtiments et installat°	500,00	500,00	500,00
28051	Concessions et droits similaires	100 000,00	250 000,00	250 000,00
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	110 000,00	110 000,00	110 000,00
28128	Autres aménagements de terrains	450 000,00	550 000,00	550 000,00
281316	Equipements de cimetièrre	5 000,00	5 000,00	5 000,00
28135	Installations générales, agencements, ..	720 000,00	790 000,00	790 000,00
28138	Autres constructions	2 500,00	2 500,00	2 500,00
28152	Installations de voirie	850 000,00	920 000,00	920 000,00
281533	Réseaux câblés	80 000,00	80 000,00	80 000,00
281534	Réseaux d'électrification	3 000,00	3 000,00	3 000,00
281538	Autres réseaux	3 000,00	3 000,00	3 000,00
281571	Matériel roulant	70 000,00	70 000,00	70 000,00
281578	Autre matériel et outillage de voirie	120 000,00	120 000,00	120 000,00

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
28158	Autres installat°, matériel et outillage	200 500,00	200 500,00	200 500,00
28181	Installations générales, aménagt divers	10 000,00	10 000,00	10 000,00
28182	Matériel de transport	300 000,00	300 000,00	300 000,00
28183	Matériel de bureau et informatique	400 000,00	400 000,00	400 000,00
28184	Mobilier	300 000,00	300 000,00	300 000,00
28185	Cheptel	500,00	500,00	500,00
28188	Autres immo. corporelles	600 000,00	615 666,00	615 666,00
4817	Pénalités de renégociation de la dette	131 334,00	131 334,00	131 334,00
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>10 679 969,00</b>	<b>10 732 148,00</b>	<b>10 732 148,00</b>
041	Opérations patrimoniales (9)	600 000,00	600 000,00	600 000,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	600 000,00	600 000,00	600 000,00
<b>TOTAL RECETTES D'ORDRE</b>		<b>11 279 969,00</b>	<b>11 332 148,00</b>	<b>11 332 148,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)</b>		<b>34 580 229,00</b>	<b>37 752 713,00</b>	<b>37 752 713,00</b>

+	
<b>RESTES A REALISER N-1 (10)</b>	<b>0,00</b>
+	
<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (10)</b>	<b>0,00</b>
=	
<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>37 752 713,00</b>

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV-A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DF 042.

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

(10) Inscire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT</b>	<b>B3</b>

**OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 202001 (1)**  
**LIBELLE : Rehabilitation Piscine Bellier**

**Pour vote**

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
<b>DEPENSES</b>		203 982,00	a 0,00	1 104 700,00	b 1 104 700,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	203 982,00	0,00	1 104 700,00	1 104 700,00	0,00
2313	Constructions	203 982,00	0,00	1 104 700,00	1 104 700,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES</b>		c 0,00	d 300 000,00
13	Subventions d'investissement	0,00	300 000,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	200 000,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	100 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

<b>RESULTAT = (c + d) – (a + b)</b> <b>Excédent de financement si positif</b> <b>Besoin de financement si négatif</b>	<b>-804 700,00</b>
---	--------------------

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT</b>	<b>B3</b>

**OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 202002 (1)**  
**LIBELLE : Rehabilitation Quadrilatere tranche 2**

**Pour vote**

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
<b>DEPENSES</b>		564 142,94	a 0,00	600 000,00	b 600 000,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	564 142,94	0,00	600 000,00	600 000,00	0,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	2 290,80	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	561 852,14	0,00	600 000,00	600 000,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES</b>		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

<b>RESULTAT = (c + d) – (a + b)</b> Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	<b>-600 000,00</b>
---	--------------------

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.



<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT</b>	<b>B3</b>

**OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 202003 (1)**  
**LIBELLE : NPRU Argentine et St Lucien**

**Pour vote**

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
<b>DEPENSES</b>		541 707,89	a 0,00	5 853 542,00	b 5 853 542,00	b 0,00
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	206 757,60	0,00	20 000,00	20 000,00	0,00
2031	Frais d'études	206 757,60	0,00	20 000,00	20 000,00	0,00
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	0,00	0,00	117 086,00	117 086,00	0,00
2111	Terrains nus	0,00	0,00	109 086,00	109 086,00	0,00
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	8 000,00	8 000,00	0,00
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	334 950,29	0,00	5 716 456,00	5 716 456,00	0,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	287 553,27	0,00	721 838,00	721 838,00	0,00
2313	Constructions	22 598,22	0,00	966 288,00	966 288,00	0,00
2315	Installat <sup>o</sup> , matériel et outillage techni	24 798,80	0,00	4 028 330,00	4 028 330,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES</b>		c 0,00	d 5 280 523,00
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	0,00	5 280 523,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	5 080 523,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	200 000,00
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	0,00	0,00
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	0,00	0,00
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	0,00	0,00
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	0,00	0,00
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	0,00	0,00
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	0,00	0,00

<b>RESULTAT = (c + d) – (a + b)</b> <b>Excédent de financement si positif</b> <b>Besoin de financement si négatif</b>	<b>-573 019,00</b>
---	--------------------

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT</b>	<b>B3</b>

**OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 202004 (1)**  
**LIBELLE : Centre technique municipal**

**Pour vote**

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
<b>DEPENSES</b>		34 213,65	a 0,00	1 437 000,00	b 1 437 000,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	34 213,65	0,00	1 437 000,00	1 437 000,00	0,00
2313	Constructions	34 213,65	0,00	1 437 000,00	1 437 000,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES</b>		c 0,00	d 189 000,00
13	Subventions d'investissement	0,00	189 000,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	189 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

<b>RESULTAT = (c + d) – (a + b)</b> <b>Excédent de financement si positif</b> <b>Besoin de financement si négatif</b>	<b>-1 248 000,00</b>
---	----------------------

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT</b>	<b>B3</b>

**OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 202201 (1)**  
**LIBELLE : Coeur de Ville**

**Pour vote**

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>a 0,00</b>	<b>1 307 000,00</b>	<b>b 1 307 000,00</b>	<b>b 0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>176 000,00</b>	<b>176 000,00</b>	<b>0,00</b>
2031	Frais d'études	0,00	0,00	176 000,00	176 000,00	0,00
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>131 000,00</b>	<b>131 000,00</b>	<b>0,00</b>
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	116 000,00	116 000,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	15 000,00	15 000,00	0,00
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 000 000,00</b>	<b>1 000 000,00</b>	<b>0,00</b>
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	1 000 000,00	1 000 000,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES</b>		<b>c 0,00</b>	<b>d 133 000,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>133 000,00</b>
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	133 000,00
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

<b>RESULTAT = (c + d) – (a + b)</b> <b>Excédent de financement si positif</b> <b>Besoin de financement si négatif</b>	<b>-1 174 000,00</b>
---	----------------------

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

## IV – ANNEXES

## PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE (1)

IV  
A1

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat* publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
---------	--	--	--	----------------------------------	--------------	---------------------------	--	--------------	---------------	--	---------------------------	-------

## INVESTISSEMENT

## DEPENSES

Dépenses réelles	7 618 619	7 034 073	569 800	1 403 900	1 666 600	3 527 180	228 700	245 800	80 000	14 149 841	25 000	36 549 513
- Equipements municipaux (2)		7 018 573	509 800	1 403 900	1 396 000	3 337 180	226 700	245 800	80 000	13 811 508	25 000	28 054 461
- Equip. non municipaux (c/204) (3)		8 500	0	0	270 600	190 000	0	0	0	240 333	0	709 433
- Opérations financières	7 618 619											7 618 619
Dépenses d'ordre	1 203 200											1 203 200
<b>Total dépenses de l'exercice</b>	<b>8 821 819</b>	<b>7 034 073</b>	<b>569 800</b>	<b>1 403 900</b>	<b>1 666 600</b>	<b>3 527 180</b>	<b>228 700</b>	<b>245 800</b>	<b>80 000</b>	<b>14 149 841</b>	<b>25 000</b>	<b>37 752 713</b>
<b>RAR N-1 et reports</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total cumulé dépenses d'investissement</b>	<b>8 821 819</b>	<b>7 034 073</b>	<b>569 800</b>	<b>1 403 900</b>	<b>1 666 600</b>	<b>3 527 180</b>	<b>228 700</b>	<b>245 800</b>	<b>80 000</b>	<b>14 149 841</b>	<b>25 000</b>	<b>37 752 713</b>

## RECETTES

<b>Total recettes de l'exercice</b>	<b>28 814 148</b>	<b>1 346 000</b>	<b>60 000</b>	<b>0</b>	<b>273 000</b>	<b>779 000</b>	<b>64 000</b>	<b>144 000</b>	<b>0</b>	<b>6 272 565</b>	<b>0</b>	<b>37 752 713</b>
<b>RAR N-1 et reports</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total cumulé recettes d'investissement</b>	<b>28 814 148</b>	<b>1 346 000</b>	<b>60 000</b>	<b>0</b>	<b>273 000</b>	<b>779 000</b>	<b>64 000</b>	<b>144 000</b>	<b>0</b>	<b>6 272 565</b>	<b>0</b>	<b>37 752 713</b>

## FONCTIONNEMENT

## DEPENSES

<b>Total dépenses de l'exercice</b>	<b>12 007 348</b>	<b>19 935 587</b>	<b>4 877 431</b>	<b>12 296 158</b>	<b>4 359 119</b>	<b>13 750 427</b>	<b>3 646 797</b>	<b>3 690 413</b>	<b>191 021</b>	<b>12 515 678</b>	<b>160 369</b>	<b>87 430 348</b>
<b>RAR N-1 et reports</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total cumulé dépenses de fonctionnement</b>	<b>12 007 348</b>	<b>19 935 587</b>	<b>4 877 431</b>	<b>12 296 158</b>	<b>4 359 119</b>	<b>13 750 427</b>	<b>3 646 797</b>	<b>3 690 413</b>	<b>191 021</b>	<b>12 515 678</b>	<b>160 369</b>	<b>87 430 348</b>

## RECETTES

<b>Total recettes de l'exercice</b>	<b>77 806 690</b>	<b>1 912 786</b>	<b>290 118</b>	<b>1 174 800</b>	<b>695 673</b>	<b>2 749 566</b>	<b>85 000</b>	<b>1 658 935</b>	<b>0</b>	<b>964 290</b>	<b>92 490</b>	<b>87 430 348</b>
<b>RAR N-1 et reports</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total cumulé recettes de fonctionnement</b>	<b>77 806 690</b>	<b>1 912 786</b>	<b>290 118</b>	<b>1 174 800</b>	<b>695 673</b>	<b>2 749 566</b>	<b>85 000</b>	<b>1 658 935</b>	<b>0</b>	<b>964 290</b>	<b>92 490</b>	<b>87 430 348</b>

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale.

(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.

## IV – ANNEXES

## PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE

IV

A1

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnement	9 Action économique	TOTAL
----------	---------	--	--	--	----------------------------------	--------------	---------------------------	--	--------------	---------------	---	---------------------------	-------

## INVESTISSEMENT

## DEPENSES

Total dépenses investissement		8 821 819	7 034 073	569 800	1 403 900	1 666 600	3 527 180	228 700	245 800	80 000	14 149 841	25 000	37 752 713
Dépenses réelles		7 618 619	7 034 073	569 800	1 403 900	1 666 600	3 527 180	228 700	245 800	80 000	14 149 841	25 000	36 549 513
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
020	Dépenses imprévues	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	3 619	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 619
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16	Emprunts et dettes assimilées	7 615 000	7 000	0	0	0	0	2 000	0	0	0	0	7 624 000
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	571 830	0	132 000	150 000	100 000	0	0	0	161 410	0	1 115 240
204	Subventions d'équipement versées	0	8 500	0	0	270 600	190 000	0	0	0	240 333	0	709 433
21	Immobilisations corporelles	0	3 639 743	509 800	1 271 900	646 000	1 457 480	226 700	245 800	80 000	6 017 556	25 000	14 119 979
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	1 370 000	0	0	0	675 000	0	0	0	472 000	0	2 517 000
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	98 000	0	98 000
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations d'équipement		0	1 437 000	0	0	600 000	1 104 700	0	0	0	7 160 542	0	10 302 242
202001	Rehabilitation Piscine Bellier	0	0	0	0	0	1 104 700	0	0	0	0	0	1 104 700
202002	Rehabilitation Quadrilatere tranche 2	0	0	0	0	600 000	0	0	0	0	0	0	600 000
202003	NPRU Argentine et St Lucien	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 853 542	0	5 853 542
202004	Centre technique municipal	0	1 437 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 437 000
202201	Coeur de Ville	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 307 000	0	1 307 000
Opérations pour compte de tiers		0	0	60 000	0	0	0	0	0	0	0	0	60 000
45412199	Arrêtés de péril imminent 2021	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
45412299	Trvx effectués d office 2022	0	0	60 000	0	0	0	0	0	0	0	0	60 000
Dépenses d'ordre		1 203 200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 203 200
040	Opérat° ordre transfert entre sections	603 200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	603 200
041	Opérations patrimoniales	600 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	600 000

## RECETTES

Total recettes investissement		28 814 148	1 346 000	60 000	0	273 000	779 000	64 000	144 000	0	6 272 565	0	37 752 713
-------------------------------	--	------------	-----------	--------	---	---------	---------	--------	---------	---	-----------	---	------------

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
Recettes réelles		17 482 000	1 346 000	60 000	0	273 000	779 000	64 000	144 000	0	6 272 565	0	26 420 565
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
024	Produits des cessions d'immobilisations	432 000	0	0	0	0	0	0	0	0	250 000	0	682 000
10	Dotations, fonds divers et réserves	1 800 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 800 000
13	Subventions d'investissement	200 000	1 339 000	0	0	273 000	749 000	62 000	144 000	0	6 022 565	0	8 789 565
16	Emprunts et dettes assimilées	15 050 000	7 000	0	0	0	0	2 000	0	0	0	0	15 059 000
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	30 000	0	0	0	0	0	30 000
Opérations pour compte de tiers		0	0	60 000	0	0	0	0	0	0	0	0	60 000
45422199	Arrêtés de péril imminent 2021	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
45422299	Trvx effectués d office 2022	0	0	60 000	0	0	0	0	0	0	0	0	60 000
Recettes d'ordre		11 332 148	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11 332 148
021	Virement de la sect° de fonctionnement	4 882 148	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 882 148
040	Opérat° ordre transfert entre sections	5 850 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 850 000
041	Opérations patrimoniales	600 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	600 000

## FONCTIONNEMENT

DEPENSES													
Total dépenses de fonctionnement	12 007 348	19 935 587	4 877 431	12 296 158	4 359 119	13 750 427	3 646 797	3 690 413	191 021	12 515 678	160 369	87 430 348	
Dépenses réelles		1 275 200	19 935 587	4 877 431	12 296 158	4 359 119	13 750 427	3 646 797	3 690 413	191 021	12 515 678	160 369	76 698 200
011	Charges à caractère général	244 200	4 927 708	680 960	3 854 607	1 253 286	2 879 815	148 797	269 756	54 839	3 142 860	49 608	17 506 436
012	Charges de personnel, frais assimilés	0	13 851 801	4 153 971	7 823 071	1 653 483	9 826 807	60 000	2 193 007	136 182	8 444 318	79 029	48 221 669
014	Atténuations de produits	1 000	0	2 500	0	0	0	0	0	0	0	0	3 500
022	Dépenses imprévues	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
65	Autres charges de gestion courante	100 000	1 151 078	36 000	618 480	1 452 200	996 455	3 418 000	1 227 650	0	928 500	31 732	9 960 095
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
66	Charges financières	800 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	800 000

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
67	Charges exceptionnelles	50 000	5 000	4 000	0	150	47 350	20 000	0	0	0	0	126 500
68	Dot. aux amortissements et provisions	80 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	80 000
<i>Dépenses d'ordre</i>		<i>10 732 148</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>10 732 148</i>
023	<i>Virement à la section d'investissement</i>	<i>4 882 148</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>4 882 148</i>
042	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	<i>5 850 000</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>5 850 000</i>
043	<i>Opérat° ordre intérieur de la section</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>

RECETTES													
<b>Total recettes de fonctionnement</b>		<b>77 806 690</b>	<b>1 912 786</b>	<b>290 118</b>	<b>1 174 800</b>	<b>695 673</b>	<b>2 749 566</b>	<b>85 000</b>	<b>1 658 935</b>	<b>0</b>	<b>964 290</b>	<b>92 490</b>	<b>87 430 348</b>
Recettes réelles		77 203 490	1 912 786	290 118	1 174 800	695 673	2 749 566	85 000	1 658 935	0	964 290	92 490	86 827 148
013	Atténuations de charges	0	526 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	526 000
70	Produits des services, du domaine, vente	472 000	966 920	272 500	1 068 800	560 073	793 120	15 000	266 289	0	527 835	42 500	4 985 037
73	Impôts et taxes	59 931 980	0	0	0	0	0	0	0	0	0	45 000	59 976 980
74	Dotations et participations	16 719 000	97 422	17 618	106 000	135 600	1 950 446	10 000	1 379 646	0	167 255	0	20 582 987
75	Autres produits de gestion courante	80 000	248 844	0	0	0	6 000	60 000	13 000	0	189 200	4 990	602 034
76	Produits financiers	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10
77	Produits exceptionnels	500	73 600	0	0	0	0	0	0	0	80 000	0	154 100
78	Reprise sur amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Recettes d'ordre</i>		<i>603 200</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>603 200</i>
042	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	<i>603 200</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>603 200</i>
043	<i>Opérat° ordre intérieur de la section</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b> <b>PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT</b>	<b>A1.1</b>

**FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales**

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		12 007 348,00	19 915 587,00	0,00	20 000,00	0,00	31 942 935,00
Dépenses de l'exercice		12 007 348,00	19 915 587,00	0,00	20 000,00	0,00	31 942 935,00
011	Charges à caractère général	244 200,00	4 927 708,00	0,00	0,00	0,00	5 171 908,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	13 851 801,00	0,00	0,00	0,00	13 851 801,00
014	Atténuations de produits	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	4 882 148,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 882 148,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	5 850 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 850 000,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	100 000,00	1 131 078,00	0,00	20 000,00	0,00	1 251 078,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	800 000,00
67	Charges exceptionnelles	50 000,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	55 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	80 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		77 806 690,00	1 912 786,00	0,00	0,00	0,00	79 719 476,00
Recettes de l'exercice		77 806 690,00	1 912 786,00	0,00	0,00	0,00	79 719 476,00
013	Atténuations de charges	0,00	526 000,00	0,00	0,00	0,00	526 000,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	603 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	603 200,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	472 000,00	966 920,00	0,00	0,00	0,00	1 438 920,00
73	Impôts et taxes	59 931 980,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59 931 980,00
74	Dotations et participations	16 719 000,00	97 422,00	0,00	0,00	0,00	16 816 422,00
75	Autres produits de gestion courante	80 000,00	248 844,00	0,00	0,00	0,00	328 844,00
76	Produits financiers	10,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10,00
77	Produits exceptionnels	500,00	73 600,00	0,00	0,00	0,00	74 100,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		65 799 342,00	-18 002 801,00	0,00	-20 000,00	0,00	47 776 541,00



(1)	Libellé	Sous-fonction 02						Sous-fonction 04		
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
<b>DEPENSES (2)</b>		15 107 061,00	619 954,00	542 862,00	1 085 698,00	1 341 367,00	636 607,00	582 038,00	0,00	20 000,00
Dépenses de l'exercice		15 107 061,00	619 954,00	542 862,00	1 085 698,00	1 341 367,00	636 607,00	582 038,00	0,00	20 000,00
011	Charges à caractère général	3 578 787,00	22 790,00	706,00	237 004,00	767 550,00	258 220,00	62 651,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	11 189 099,00	1 761,00	542 156,00	848 694,00	564 317,00	186 387,00	519 387,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	339 175,00	595 403,00	0,00	0,00	5 500,00	191 000,00	0,00	0,00	20 000,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		1 394 164,00	0,00	86 552,00	212 900,00	35 300,00	0,00	183 870,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		1 394 164,00	0,00	86 552,00	212 900,00	35 300,00	0,00	183 870,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	526 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	640 720,00	0,00	0,00	212 900,00	20 300,00	0,00	93 000,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	10 000,00	0,00	86 552,00	0,00	0,00	0,00	870,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	143 844,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	90 000,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	73 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		-13 712 897,00	-619 954,00	-456 310,00	-872 798,00	-1 306 067,00	-636 607,00	-398 168,00	0,00	-20 000,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b> <b>PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT</b>	<b>A1.1</b>

### FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		4 860 351,00	17 080,00	0,00	4 877 431,00
Dépenses de l'exercice		4 860 351,00	17 080,00	0,00	4 877 431,00
011	Charges à caractère général	663 880,00	17 080,00	0,00	680 960,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	4 153 971,00	0,00	0,00	4 153 971,00
014	Atténuations de produits	2 500,00	0,00	0,00	2 500,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	36 000,00	0,00	0,00	36 000,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	4 000,00	0,00	0,00	4 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		290 118,00	0,00	0,00	290 118,00
Recettes de l'exercice		290 118,00	0,00	0,00	290 118,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	272 500,00	0,00	0,00	272 500,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	17 618,00	0,00	0,00	17 618,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		-4 570 233,00	-17 080,00	0,00	-4 587 313,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
<b>DEPENSES (2)</b>		375 916,00	0,00	4 314 935,00	169 500,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
	Dépenses de l'exercice	375 916,00	0,00	4 314 935,00	169 500,00	0,00
011	Charges à caractère général	64 839,00	0,00	429 541,00	169 500,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	311 077,00	0,00	3 842 894,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	36 000,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES (2)</b>	<b>220 118,00</b>	<b>0,00</b>	<b>70 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	Recettes de l'exercice	220 118,00	0,00	70 000,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	202 500,00	0,00	70 000,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	17 618,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>SOLDE (2)</b>	<b>-155 798,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-4 244 935,00</b>	<b>-169 500,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT</b>	<b>A1.1</b>

### FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	<b>DEPENSES (2)</b>	163 765,00	6 369 335,00	0,00	0,00	0,00	5 763 058,00	0,00	12 296 158,00
	Dépenses de l'exercice	163 765,00	6 369 335,00	0,00	0,00	0,00	5 763 058,00	0,00	12 296 158,00
011	Charges à caractère général	2 150,00	1 493 694,00	0,00	0,00	0,00	2 358 763,00	0,00	3 854 607,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	161 615,00	4 257 161,00	0,00	0,00	0,00	3 404 295,00	0,00	7 823 071,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	618 480,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	618 480,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES (2)</b>	0,00	53 000,00	0,00	0,00	0,00	1 121 800,00	0,00	1 174 800,00
	Recettes de l'exercice	0,00	53 000,00	0,00	0,00	0,00	1 121 800,00	0,00	1 174 800,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 068 800,00	0,00	1 068 800,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	53 000,00	0,00	0,00	0,00	53 000,00	0,00	106 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>SOLDE (2)</b>	-163 765,00	-6 316 335,00	0,00	0,00	0,00	-4 641 258,00	0,00	-11 121 358,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
	<b>DEPENSES (2)</b>	3 533 516,00	2 108 789,00	727 030,00	5 602 194,00	0,00	0,00	800,00	160 064,00
	Dépenses de l'exercice	3 533 516,00	2 108 789,00	727 030,00	5 602 194,00	0,00	0,00	800,00	160 064,00
011	Charges à caractère général	497 979,00	887 165,00	108 550,00	2 197 899,00	0,00	0,00	800,00	160 064,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	3 035 537,00	1 221 624,00	0,00	3 404 295,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	618 480,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES (2)</b>	0,00	0,00	53 000,00	1 075 000,00	0,00	0,00	0,00	46 800,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	53 000,00	1 075 000,00	0,00	0,00	0,00	46 800,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	1 022 000,00	0,00	0,00	0,00	46 800,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	53 000,00	53 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>SOLDE (2)</b>	-3 533 516,00	-2 108 789,00	-674 030,00	-4 527 194,00	0,00	0,00	-800,00	-113 264,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT</b>	<b>A1.1</b>

## FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		1 225 790,00	1 148 587,00	715 060,00	1 269 682,00	0,00	4 359 119,00
Dépenses de l'exercice		1 225 790,00	1 148 587,00	715 060,00	1 269 682,00	0,00	4 359 119,00
011	Charges à caractère général	35 007,00	253 526,00	598 271,00	366 482,00	0,00	1 253 286,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	1 190 783,00	286 661,00	101 839,00	74 200,00	0,00	1 653 483,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	608 400,00	14 800,00	829 000,00	0,00	1 452 200,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	150,00	0,00	0,00	150,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		199 000,00	19 600,00	393 073,00	84 000,00	0,00	695 673,00
Recettes de l'exercice		199 000,00	19 600,00	393 073,00	84 000,00	0,00	695 673,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	199 000,00	0,00	341 073,00	20 000,00	0,00	560 073,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	19 600,00	52 000,00	64 000,00	0,00	135 600,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		-1 026 790,00	-1 128 987,00	-321 987,00	-1 185 682,00	0,00	-3 663 446,00



(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
<b>DEPENSES (2)</b>		80 730,00	522 628,00	39 417,00	505 812,00	0,00	0,00	101 976,00	613 084,00
Dépenses de l'exercice		80 730,00	522 628,00	39 417,00	505 812,00	0,00	0,00	101 976,00	613 084,00
011	Charges à caractère général	730,00	235 967,00	3 517,00	13 312,00	0,00	0,00	137,00	598 134,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	286 661,00	0,00	0,00	0,00	0,00	101 839,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	80 000,00	0,00	35 900,00	492 500,00	0,00	0,00	0,00	14 800,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	19 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	393 073,00
Recettes de l'exercice		0,00	19 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	393 073,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	341 073,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	19 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	52 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		-80 730,00	-503 028,00	-39 417,00	-505 812,00	0,00	0,00	-101 976,00	-220 011,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT</b>	<b>A1.1</b>

## FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		1 985 856,00	4 026 009,00	7 738 562,00	0,00	13 750 427,00
Dépenses de l'exercice		1 985 856,00	4 026 009,00	7 738 562,00	0,00	13 750 427,00
011	Charges à caractère général	70 292,00	1 514 702,00	1 294 821,00	0,00	2 879 815,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	931 564,00	2 502 267,00	6 392 976,00	0,00	9 826 807,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	974 000,00	1 440,00	21 015,00	0,00	996 455,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	10 000,00	7 600,00	29 750,00	0,00	47 350,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		88 000,00	298 820,00	2 362 746,00	0,00	2 749 566,00
Recettes de l'exercice		88 000,00	298 820,00	2 362 746,00	0,00	2 749 566,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	88 000,00	268 820,00	436 300,00	0,00	793 120,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	24 000,00	1 926 446,00	0,00	1 950 446,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	6 000,00	0,00	0,00	6 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		-1 897 856,00	-3 727 189,00	-5 375 816,00	0,00	-11 000 861,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
<b>DEPENSES (2)</b>		1 336 356,00	699 248,00	813 783,00	1 096 727,00	79 895,00	5 453 849,00	2 284 713,00	0,00
Dépenses de l'exercice		1 336 356,00	699 248,00	813 783,00	1 096 727,00	79 895,00	5 453 849,00	2 284 713,00	0,00
011	Charges à caractère général	471 357,00	507 071,00	161 581,00	303 398,00	71 295,00	424 340,00	870 481,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	864 999,00	192 177,00	651 762,00	793 329,00	0,00	5 029 179,00	1 363 797,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	440,00	0,00	1 000,00	330,00	20 685,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	7 600,00	0,00	29 750,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		139 500,00	0,00	126 700,00	9 620,00	23 000,00	1 812 000,00	550 746,00	0,00
Recettes de l'exercice		139 500,00	0,00	126 700,00	9 620,00	23 000,00	1 812 000,00	550 746,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	119 500,00	0,00	125 700,00	3 620,00	20 000,00	350 000,00	86 300,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	20 000,00	0,00	1 000,00	0,00	3 000,00	1 462 000,00	464 446,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		-1 196 856,00	-699 248,00	-687 083,00	-1 087 107,00	-56 895,00	-3 641 849,00	-1 733 967,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT</b>	<b>A1.1</b>

**FONCTION 5 – Interventions sociales et santé**

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		113 114,00	3 533 683,00	0,00	3 646 797,00
Dépenses de l'exercice		113 114,00	3 533 683,00	0,00	3 646 797,00
011	Charges à caractère général	113 114,00	35 683,00	0,00	148 797,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	60 000,00	0,00	60 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	3 418 000,00	0,00	3 418 000,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		75 000,00	10 000,00	0,00	85 000,00
Recettes de l'exercice		75 000,00	10 000,00	0,00	85 000,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
75	Autres produits de gestion courante	60 000,00	0,00	0,00	60 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		-38 114,00	-3 523 683,00	0,00	-3 561 797,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établiss sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	28 114,00	85 000,00	3 170 000,00	6 600,00	0,00	109 083,00	248 000,00
Dépenses de l'exercice		0,00	28 114,00	85 000,00	3 170 000,00	6 600,00	0,00	109 083,00	248 000,00
011	Charges à caractère général	0,00	28 114,00	85 000,00	0,00	6 600,00	0,00	29 083,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	3 170 000,00	0,00	0,00	0,00	248 000,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	75 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	75 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		0,00	46 886,00	-85 000,00	-3 170 000,00	-6 600,00	0,00	-99 083,00	-248 000,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT</b>	<b>A1.1</b>

## FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	<b>DEPENSES (2)</b>	0,00	10 000,00	0,00	9 000,00	3 671 413,00	0,00	3 690 413,00
	Dépenses de l'exercice	0,00	10 000,00	0,00	9 000,00	3 671 413,00	0,00	3 690 413,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	269 756,00	0,00	269 756,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	2 193 007,00	0,00	2 193 007,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	10 000,00	0,00	9 000,00	1 208 650,00	0,00	1 227 650,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	1 658 935,00	0,00	1 658 935,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	1 658 935,00	0,00	1 658 935,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	266 289,00	0,00	266 289,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	1 379 646,00	0,00	1 379 646,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	13 000,00	0,00	13 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>SOLDE (2)</b>	0,00	-10 000,00	0,00	-9 000,00	-2 012 478,00	0,00	-2 031 478,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT</b>	<b>A1.1</b>

### FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accèsion à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		191 021,00	0,00	0,00	0,00	0,00	191 021,00
Dépenses de l'exercice		191 021,00	0,00	0,00	0,00	0,00	191 021,00
011	Charges à caractère général	54 839,00	0,00	0,00	0,00	0,00	54 839,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	136 182,00	0,00	0,00	0,00	0,00	136 182,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		-191 021,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-191 021,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.



<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b> <b>PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT</b>	<b>A1.1</b>

**FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement**

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		3 226 295,00	9 105 511,00	183 872,00	0,00	12 515 678,00
Dépenses de l'exercice		3 226 295,00	9 105 511,00	183 872,00	0,00	12 515 678,00
011	Charges à caractère général	1 450 339,00	1 619 851,00	72 670,00	0,00	3 142 860,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	1 775 956,00	6 557 160,00	111 202,00	0,00	8 444 318,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	928 500,00	0,00	0,00	928 500,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		242 000,00	604 035,00	118 255,00	0,00	964 290,00
Recettes de l'exercice		242 000,00	604 035,00	118 255,00	0,00	964 290,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	97 800,00	430 035,00	0,00	0,00	527 835,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	49 000,00	118 255,00	0,00	167 255,00
75	Autres produits de gestion courante	64 200,00	125 000,00	0,00	0,00	189 200,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	80 000,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		-2 984 295,00	-8 501 476,00	-65 617,00	0,00	-11 551 388,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	12 000,00	0,00	1 931 565,00	781 150,00	47 000,00	454 580,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						816 Autres réseaux et services divers
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	
	Dépenses de l'exercice	0,00	12 000,00	0,00	1 931 565,00	781 150,00	47 000,00	454 580,00
011	Charges à caractère général	0,00	12 000,00	0,00	200 609,00	781 150,00	2 000,00	454 580,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	1 730 956,00	0,00	45 000,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 300,00</b>	<b>0,00</b>	<b>239 700,00</b>
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	2 300,00	0,00	239 700,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	2 300,00	0,00	95 500,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64 200,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>SOLDE (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>-12 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-1 931 565,00</b>	<b>-778 850,00</b>	<b>-47 000,00</b>	<b>-214 880,00</b>

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
	<b>DEPENSES (2)</b>	616 185,00	617 992,00	2 280 298,00	4 650 936,00	940 100,00	158 832,00	25 040,00	0,00	0,00
	Dépenses de l'exercice	616 185,00	617 992,00	2 280 298,00	4 650 936,00	940 100,00	158 832,00	25 040,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	70 686,00	248 302,00	294 844,00	990 919,00	15 100,00	47 630,00	25 040,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	545 499,00	369 690,00	1 985 454,00	3 656 517,00	0,00	111 202,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	3 500,00	925 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES (2)</b>	0,00	133 000,00	107 135,00	363 900,00	0,00	118 255,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	133 000,00	107 135,00	363 900,00	0,00	118 255,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	8 000,00	107 135,00	314 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	49 000,00	0,00	118 255,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	125 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>SOLDE (2)</b>	-616 185,00	-484 992,00	-2 173 163,00	-4 287 036,00	-940 100,00	-40 577,00	-25 040,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b> <b>PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT</b>	<b>A1.1</b>

### FONCTION 9 – Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foire et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		<b>85 287,00</b>	<b>36 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>39 082,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>160 369,00</b>
Dépenses de l'exercice		85 287,00	36 000,00	0,00	0,00	39 082,00	0,00	0,00	0,00	160 369,00
011	Charges à caractère général	6 258,00	36 000,00	0,00	0,00	7 350,00	0,00	0,00	0,00	49 608,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	79 029,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	79 029,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	31 732,00	0,00	0,00	0,00	31 732,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		<b>42 500,00</b>	<b>45 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4 990,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>92 490,00</b>
Recettes de l'exercice		42 500,00	45 000,00	0,00	0,00	4 990,00	0,00	0,00	0,00	92 490,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	42 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 500,00
73	Impôts et taxes	0,00	45 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 000,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	4 990,00	0,00	0,00	0,00	4 990,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		<b>-42 787,00</b>	<b>9 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-34 092,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-67 879,00</b>

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT</b>	<b>A1.2</b>

**FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales**

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		8 821 819,00	7 034 073,00	0,00	0,00	0,00	15 855 892,00
Dépenses de l'exercice		8 821 819,00	7 034 073,00	0,00	0,00	0,00	15 855 892,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	603 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	603 200,00
041	Opérations patrimoniales	600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	3 619,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 619,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	7 615 000,00	7 000,00	0,00	0,00	0,00	7 622 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	571 830,00	0,00	0,00	0,00	571 830,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	8 500,00	0,00	0,00	0,00	8 500,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	3 639 743,00	0,00	0,00	0,00	3 639 743,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	1 370 000,00	0,00	0,00	0,00	1 370 000,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	1 437 000,00	0,00	0,00	0,00	1 437 000,00
202004	Centre technique municipal	0,00	1 437 000,00	0,00	0,00	0,00	1 437 000,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		28 814 148,00	1 346 000,00	0,00	0,00	0,00	30 160 148,00
Recettes de l'exercice		28 814 148,00	1 346 000,00	0,00	0,00	0,00	30 160 148,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	4 882 148,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 882 148,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	432 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	432 000,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	5 850 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 850 000,00
041	Opérations patrimoniales	600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	1 800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 800 000,00
13	Subventions d'investissement	200 000,00	1 339 000,00	0,00	0,00	0,00	1 539 000,00

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
16	Emprunts et dettes assimilées	15 050 000,00	7 000,00	0,00	0,00	0,00	15 057 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		<b>19 992 329,00</b>	<b>-5 688 073,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>14 304 256,00</b>

(1)	Libellé	Sous-fonction 02						Sous-fonction 04		
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
<b>DEPENSES (2)</b>		<b>5 179 773,00</b>	<b>55 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>34 290,00</b>	<b>1 389 710,00</b>	<b>34 300,00</b>	<b>341 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Dépenses de l'exercice		5 179 773,00	55 000,00	0,00	34 290,00	1 389 710,00	34 300,00	341 000,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	445 540,00	0,00	0,00	26 290,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	8 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	3 087 733,00	55 000,00	0,00	8 000,00	215 710,00	32 300,00	241 000,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	200 000,00	0,00	0,00	0,00	1 170 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		1 437 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
202004	Centre technique municipal	1 437 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		<b>390 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>943 000,00</b>	<b>2 000,00</b>	<b>11 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Recettes de l'exercice		390 000,00	0,00	0,00	0,00	943 000,00	2 000,00	11 000,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	389 000,00	0,00	0,00	0,00	939 000,00	0,00	11 000,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00



(1)	Libellé	Sous-fonction 02						Sous-fonction 04	
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>SOLDE (2)</b>	-4 789 773,00	-55 000,00	0,00	-34 290,00	-446 710,00	-32 300,00	-330 000,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT</b>	<b>A1.2</b>

### FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
<b>DEPENSES (2)</b>					
		389 800,00	180 000,00	0,00	569 800,00
Dépenses de l'exercice		389 800,00	180 000,00	0,00	569 800,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	389 800,00	120 000,00	0,00	509 800,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	60 000,00	0,00	60 000,00
45412199	Arrêtés de péril imminent 2021	0,00	0,00	0,00	0,00
45412299	Trvx effectués d office 2022	0,00	60 000,00	0,00	60 000,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>					
		0,00	60 000,00	0,00	60 000,00
Recettes de l'exercice		0,00	60 000,00	0,00	60 000,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>60 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>60 000,00</b>
45422199	Arrêtés de péril imminent 2021	0,00	0,00	0,00	0,00
45422299	Trvx effectués d office 2022	0,00	60 000,00	0,00	60 000,00
<b>Restes à réaliser – reports</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>SOLDE (2)</b>		<b>-389 800,00</b>	<b>-120 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-509 800,00</b>

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
<b>DEPENSES (2)</b>		<b>302 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>67 800,00</b>	<b>20 000,00</b>	<b>0,00</b>
Dépenses de l'exercice		302 000,00	0,00	67 800,00	20 000,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	302 000,00	0,00	67 800,00	20 000,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
45412199	Arrêtés de péril imminent 2021	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
45412299	Trvx effectués d office 2022	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Restes à réaliser – reports</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>RECETTES (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Recettes de l'exercice</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
45422199	Arrêtés de péril imminent 2021	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45422299	Trvx effectués d office 2022	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Restes à réaliser – reports</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>SOLDE (2)</b>		<b>-302 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-67 800,00</b>	<b>-20 000,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT</b>	<b>A1.2</b>

### FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	<b>DEPENSES (2)</b>	0,00	1 139 610,00	0,00	0,00	0,00	264 290,00	0,00	1 403 900,00
	Dépenses de l'exercice	0,00	1 139 610,00	0,00	0,00	0,00	264 290,00	0,00	1 403 900,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	17 000,00	0,00	0,00	0,00	115 000,00	0,00	132 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	1 122 610,00	0,00	0,00	0,00	149 290,00	0,00	1 271 900,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>-1 139 610,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-264 290,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-1 403 900,00</b>

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
<b>DEPENSES (2)</b>		<b>555 320,00</b>	<b>567 290,00</b>	<b>17 000,00</b>	<b>264 290,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Dépenses de l'exercice		555 320,00	567 290,00	17 000,00	264 290,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	17 000,00	115 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	555 320,00	567 290,00	0,00	149 290,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		-555 320,00	-567 290,00	-17 000,00	-264 290,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.



<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT</b>	<b>A1.2</b>

## FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		45 000,00	823 700,00	736 000,00	61 900,00	0,00	1 666 600,00
Dépenses de l'exercice		45 000,00	823 700,00	736 000,00	61 900,00	0,00	1 666 600,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	<i>Opérations patrimoniales</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	150 000,00	0,00	0,00	150 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	200 600,00	70 000,00	0,00	0,00	270 600,00
21	Immobilisations corporelles	45 000,00	23 100,00	516 000,00	61 900,00	0,00	646 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	600 000,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00
202002	Rehabilitation Quadrilatere tranche 2	0,00	600 000,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00
202003	NPRU Argentine et St Lucien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	145 000,00	128 000,00	0,00	0,00	273 000,00
Recettes de l'exercice		0,00	145 000,00	128 000,00	0,00	0,00	273 000,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	<i>Virement de la sect° de fonctionnement</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	<i>Opérations patrimoniales</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
13	Subventions d'investissement	0,00	145 000,00	128 000,00	0,00	0,00	273 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		<b>-45 000,00</b>	<b>-678 700,00</b>	<b>-608 000,00</b>	<b>-61 900,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-1 393 600,00</b>

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	619 100,00	0,00	204 600,00	0,00	0,00	0,00	736 000,00
Dépenses de l'exercice		0,00	619 100,00	0,00	204 600,00	0,00	0,00	0,00	736 000,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	200 600,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	19 100,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00	516 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
202002	Rehabilitation Quadrilatere tranche 2	0,00	600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
202003	NPRU Argentine et St Lucien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES (2)</b>	0,00	145 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	128 000,00
	Recettes de l'exercice	0,00	145 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	128 000,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	145 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	128 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>SOLDE (2)</b>	0,00	-474 100,00	0,00	-204 600,00	0,00	0,00	0,00	-608 000,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT</b>	<b>A1.2</b>

## FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		10 000,00	2 463 880,00	1 053 300,00	0,00	3 527 180,00
Dépenses de l'exercice		10 000,00	2 463 880,00	1 053 300,00	0,00	3 527 180,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	100 000,00	0,00	100 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	190 000,00	0,00	0,00	190 000,00
21	Immobilisations corporelles	10 000,00	1 169 180,00	278 300,00	0,00	1 457 480,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	675 000,00	0,00	675 000,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	1 104 700,00	0,00	0,00	1 104 700,00
202001	Rehabilitation Piscine Bellier	0,00	1 104 700,00	0,00	0,00	1 104 700,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		30 000,00	460 000,00	289 000,00	0,00	779 000,00
Recettes de l'exercice		30 000,00	460 000,00	289 000,00	0,00	779 000,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	460 000,00	289 000,00	0,00	749 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	30 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		<b>20 000,00</b>	<b>-2 003 880,00</b>	<b>-764 300,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-2 748 180,00</b>

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
<b>DEPENSES (2)</b>		519 500,00	421 900,00	1 104 780,00	417 700,00	0,00	903 800,00	149 500,00	0,00
Dépenses de l'exercice		519 500,00	421 900,00	1 104 780,00	417 700,00	0,00	903 800,00	149 500,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	190 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	519 500,00	231 900,00	80,00	417 700,00	0,00	128 800,00	149 500,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	675 000,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	1 104 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
202001	Rehabilitation Piscine Bellier	0,00	0,00	1 104 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		<b>160 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>300 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>289 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Recettes de l'exercice		160 000,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00	289 000,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	160 000,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00	289 000,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		<b>-359 500,00</b>	<b>-421 900,00</b>	<b>-804 780,00</b>	<b>-417 700,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-614 800,00</b>	<b>-149 500,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT</b>	<b>A1.2</b>

### FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		227 600,00	1 100,00	0,00	228 700,00
Dépenses de l'exercice		227 600,00	1 100,00	0,00	228 700,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	225 600,00	1 100,00	0,00	226 700,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		64 000,00	0,00	0,00	64 000,00
Recettes de l'exercice		64 000,00	0,00	0,00	64 000,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	62 000,00	0,00	0,00	62 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		-163 600,00	-1 100,00	0,00	-164 700,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
<b>DEPENSES (2)</b>		2 000,00	225 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 100,00	0,00
Dépenses de l'exercice		2 000,00	225 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 100,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	2 000,00	223 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 100,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	64 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	64 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00



(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	62 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		<b>-2 000,00</b>	<b>-161 600,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-1 100,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT</b>	<b>A1.2</b>

## FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	<b>DEPENSES (2)</b>	0,00	0,00	0,00	230 000,00	15 800,00	0,00	245 800,00
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00	230 000,00	15 800,00	0,00	245 800,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	230 000,00	15 800,00	0,00	245 800,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES (2)</b>	0,00	0,00	0,00	144 000,00	0,00	0,00	144 000,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	144 000,00	0,00	0,00	144 000,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	144 000,00	0,00	0,00	144 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-86 000,00</b>	<b>-15 800,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-101 800,00</b>

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT</b>	<b>A1.2</b>

## FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		80 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00
Dépenses de l'exercice		80 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	<i>Opérations patrimoniales</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	80 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	<i>Virement de la sect° de fonctionnement</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	<i>Opérations patrimoniales</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		<b>-80 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-80 000,00</b>

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT</b>	<b>A1.2</b>

**FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement**

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		1 306 310,00	12 748 531,00	95 000,00	0,00	14 149 841,00
Dépenses de l'exercice		1 306 310,00	12 748 531,00	95 000,00	0,00	14 149 841,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	90 410,00	71 000,00	0,00	0,00	161 410,00
204	Subventions d'équipement versées	202 000,00	38 333,00	0,00	0,00	240 333,00
21	Immobilisations corporelles	1 013 900,00	4 990 656,00	13 000,00	0,00	6 017 556,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	390 000,00	82 000,00	0,00	472 000,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	98 000,00	0,00	0,00	98 000,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	7 160 542,00	0,00	0,00	7 160 542,00
202003	NPRU Argentine et St Lucien	0,00	5 853 542,00	0,00	0,00	5 853 542,00
202201	Coeur de Ville	0,00	1 307 000,00	0,00	0,00	1 307 000,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		40 000,00	6 232 565,00	0,00	0,00	6 272 565,00
Recettes de l'exercice		40 000,00	6 232 565,00	0,00	0,00	6 272 565,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	250 000,00	0,00	0,00	250 000,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	40 000,00	5 982 565,00	0,00	0,00	6 022 565,00

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		<b>-1 266 310,00</b>	<b>-6 515 966,00</b>	<b>-95 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-7 877 276,00</b>

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						816 Autres réseaux et services divers
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	237 000,00	0,00	333 000,00	135 900,00	0,00	600 410,00
Dépenses de l'exercice		0,00	237 000,00	0,00	333 000,00	135 900,00	0,00	600 410,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 410,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	202 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	333 000,00	135 900,00	0,00	545 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
202003	NPRU Argentine et St Lucien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
202201	Coeur de Ville	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>15 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>25 000,00</b>
Recettes de l'exercice		0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00



(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>SOLDE (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>-222 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-333 000,00</b>	<b>-135 900,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-575 410,00</b>

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
	<b>DEPENSES (2)</b>	<b>8 000,00</b>	<b>1 146 300,00</b>	<b>2 964 000,00</b>	<b>1 527 356,00</b>	<b>7 102 875,00</b>	<b>90 000,00</b>	<b>5 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	Dépenses de l'exercice	8 000,00	1 146 300,00	2 964 000,00	1 527 356,00	7 102 875,00	90 000,00	5 000,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	21 000,00	15 000,00	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	38 333,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	1 125 300,00	1 659 000,00	1 376 356,00	830 000,00	8 000,00	5 000,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	390 000,00	0,00	0,00	82 000,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	98 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations d'équipement	<b>8 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>900 000,00</b>	<b>116 000,00</b>	<b>6 136 542,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
202003	NPRU Argentine et St Lucien	8 000,00	0,00	0,00	0,00	5 845 542,00	0,00	0,00	0,00	0,00
202201	Coeur de Ville	0,00	0,00	900 000,00	116 000,00	291 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>40 000,00</b>	<b>304 042,00</b>	<b>193 000,00</b>	<b>5 695 523,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	Recettes de l'exercice	0,00	40 000,00	304 042,00	193 000,00	5 695 523,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	40 000,00	304 042,00	193 000,00	5 445 523,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>SOLDE (2)</b>	<b>-8 000,00</b>	<b>-1 106 300,00</b>	<b>-2 659 958,00</b>	<b>-1 334 356,00</b>	<b>-1 407 352,00</b>	<b>-90 000,00</b>	<b>-5 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT</b>	<b>A1.2</b>

### FONCTION 9 – Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foire et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	<b>DEPENSES (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>SOLDE (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-25 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-25 000,00</b>

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE</b>	<b>A2.1</b>

**A2.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)**

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
<b>519 Crédits de trésorerie (Total)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE</b>	<b>A2.2</b>

**A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)**

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
<b>163 Emprunts obligataires (Total)</b>					0,00									
<b>164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)</b>					96 412 843,68									
1641 Emprunts en euros (total)					92 612 843,68									
1201	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	15/03/2012	15/03/2012	16/04/2012	19 603 076,00	F	Taux fixe à 4.51 %	4,510	4,604	EUR	M	P	O	A-1
1202	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	30/03/2012	30/03/2012	01/05/2013	1 799 874,00	C	Livret A + 0.6	2,850	2,850	EUR	A	P	O	A-1
1205	CAISSE D'EPARGNE	25/04/2012	25/04/2012	25/07/2012	1 000 000,00	F	Taux fixe à 4.14 %	4,140	4,205	EUR	T	P	O	A-1
1207	CREDIT AGRICOLE	20/08/2012	20/08/2012	15/11/2012	2 000 000,00	C	LEP + 2.23	4,980	5,074	EUR	T	C	O	A-1
1301	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	08/02/2013	08/02/2013	01/07/2013	2 500 000,00	V	Euribor 3M + 2.406	2,638	2,704	EUR	T	C	O	A-1
1302	SFIL CAFFIL	26/04/2013	26/04/2013	01/08/2013	4 500 000,00	F	Taux fixe à 3.38 %	3,380	3,423	EUR	T	P	O	A-1
1303	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	12/07/2013	09/03/2018	11/06/2018	2 371 500,00	F	Taux fixe à 1.41 %	1,410	1,438	EUR	T	C	O	A-1
1305	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	08/10/2013	31/10/2013	01/02/2014	3 610 383,00	C	Livret A + 0.6	1,850	1,863	EUR	T	P	O	A-1
1401	BANQUE POSTALE	03/03/2014	07/03/2014	01/07/2014	4 000 000,00	V	Euribor 3M + 1.49	1,793	1,832	EUR	T	P	O	A-1
1402	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	22/05/2014	22/05/2014	01/10/2014	824 080,11	C	Livret A + 0.6	1,850	1,863	EUR	T	P	O	A-1
1403	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	08/10/2014	17/11/2014	01/02/2015	1 674 644,00	C	Livret A + 0.6	1,600	1,600	EUR	T	P	O	A-1
1501	SOCIETE GENERALE	16/03/2015	24/07/2015	24/10/2015	5 000 000,00	V	(Euribor 3M + 1) + Cap 3.5 sur Euribor 3M	0,981	0,999	EUR	T	P	O	A-1
1502 consolidation	CREDIT AGRICOLE	31/03/2016	31/03/2016	25/06/2016	2 500 000,00	F	Taux fixe à 1.42 %	1,420	1,428	EUR	T	P	O	A-1
1601	CREDIT AGRICOLE	22/07/2016	25/08/2016	25/11/2016	2 500 000,00	V	Euribor 3M + 0.6	0,302	0,307	EUR	T	P	O	A-1
1603	CAISSE D'EPARGNE	22/12/2016	25/04/2017	25/07/2017	3 000 000,00	F	Taux fixe à 1.23 %	1,230	1,236	EUR	T	P	O	A-1
1701	ARKEA	24/07/2017	29/12/2017	29/03/2018	2 000 000,00	V	(EONIA(Postfixé) + 0.37)-Floor 0 sur EONIA(Postfixé)	0,370	0,376	EUR	T	P	O	A-1
1802	BANQUE POSTALE	07/12/2018	11/12/2018	01/04/2019	5 000 000,00	F	Taux fixe à 1.25 %	1,250	1,256	EUR	T	C	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1901-Consolidation	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	13/12/2018	28/06/2019	30/06/2020	3 000 000,00	F	Taux fixe à 1.41 %	1,410	1,438	EUR	A	C	O	A-1
1904	BANQUE POSTALE	19/11/2019	18/12/2020	01/04/2021	10 000 000,00	F	Taux fixe à 0.52 %	0,520	0,521	EUR	T	P	O	A-1
1905	BANQUE POSTALE	19/11/2019	24/12/2020	01/04/2021	3 700 000,00	F	Taux fixe à 0.52 %	0,520	0,521	EUR	T	P	O	A-1
709- refi	DEXIA CL	01/06/2010	01/06/2010	01/06/2011	6 142 973,57	C	Taux fixe annuable à 3.19 % (date d'exercice 01/06/2013)	3,190	3,236	EUR	A	P	O	A-1
716	DEXIA CL	21/03/2007	21/03/2007	01/09/2008	5 000 000,00	V	(EONIA(Postfixé)-Floor -0.02 sur EONIA(Postfixé)) + 0.02	3,890	0,000	EUR	A	P	O	A-1
901	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	27/01/2010	01/03/2010	01/03/2011	886 313,00	C	Livret A + 0.25	1,500	1,500	EUR	A	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					3 800 000,00									
2001	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	25/11/2020	30/10/2021	30/01/2022	3 800 000,00	F	Taux fixe à 0.45 %	0,450	0,451	EUR	T	P	O	A-1
<b>165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)</b>					<b>0,00</b>									
<b>167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)</b>					<b>0,00</b>									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
<b>168 Emprunts et dettes assimilés (Total)</b>					<b>152 459,30</b>									
1681 Autres emprunts (total)					152 459,30									
001102	Caisse Allocations Familiales	11/09/2009	01/01/2011	01/01/2012	27 450,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
1902	Caisse Allocations Familiales	01/01/2019	01/01/2019	01/01/2020	5 871,30	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	P	O	A-1
1903	Caisse Allocations Familiales	01/01/2019	01/01/2019	01/01/2020	62 646,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	P	O	A-1
201907	Caisse Allocations Familiales	22/06/2017	22/06/2017	01/01/2021	56 492,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
<b>Total général</b>					<b>96 565 302,98</b>									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).



<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE</b>	<b>A2.2</b>

**A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)**

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Emprunts et dettes au 01/01/N			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Taux d'intérêt		Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
							Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)				
<b>163 Emprunts obligataires (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)</b>		0,00		51 196 921,40					7 569 008,55	769 670,78	0,00	91 977,50
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		47 396 921,40					7 323 572,83	752 937,06	0,00	89 311,58
1201	N	0,00	A-1	8 438 731,97	5,21	F	Taux fixe à 4.51 %	4,604	1 454 245,55	351 969,00	0,00	13 125,01
1202	N	0,00	A-1	732 621,47	5,33	C	Livret A + 0.6	1,100	124 387,37	8 058,84	0,00	6 099,00
1205	N	0,00	A-1	60 377,92	0,32	F	Taux fixe à 4.14 %	4,205	60 377,92	938,97	0,00	0,00
1207	N	0,00	A-1	150 000,00	0,62	C	LEP + 2.23	3,269	150 000,00	2 576,63	0,00	0,00
1301	N	0,00	A-1	375 000,00	1,25	V	Euribor 3M + 2.406	1,874	250 000,00	5 727,18	0,00	657,85
1302	N	0,00	A-1	775 221,92	1,33	F	Taux fixe à 3.38 %	3,423	512 454,03	19 752,69	0,00	1 455,59
1303	N	0,00	A-1	1 482 187,50	6,19	F	Taux fixe à 1.41 %	1,438	237 150,00	19 914,27	0,00	1 072,81
1305	N	0,00	A-1	1 776 694,66	6,83	C	Livret A + 0.6	1,105	244 228,20	24 300,69	0,00	4 269,62
1401	N	0,00	A-1	1 193 289,61	2,25	V	Euribor 3M + 1.49	0,934	459 606,58	9 980,97	0,00	2 095,91
1402	N	0,00	A-1	294 739,53	3,50	C	Livret A + 0.6	1,105	77 483,44	3 892,65	0,00	864,11
1403	N	0,00	A-1	636 930,22	3,83	C	Livret A + 0.6	1,100	156 951,80	8 251,52	0,00	1 328,83
1501	N	0,00	A-1	2 545 269,93	5,56	V	(Euribor 3M + 1)-Floor -1 sur Euribor 3M	0,459	421 946,65	15 314,18	0,00	2 673,66
1502 consolidation	N	0,00	A-1	1 603 918,93	9,23	F	Taux fixe à 1.42 %	1,428	163 432,94	21 907,94	0,00	284,10
1601	N	0,00	A-1	1 638 197,32	9,65	V	Euribor 3M + 0.6	0,028	165 755,91	1 565,30	0,00	457,94
1603	N	0,00	A-1	2 157 281,93	10,32	F	Taux fixe à 1.23 %	1,236	193 679,98	25 643,50	0,00	4 360,84
1701	N	0,00	A-1	1 479 789,02	10,99	V	(Euribor 3M + 0.45)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,457	131 521,62	6 526,11	0,00	33,71

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
1802	N	0,00	A-1	4 083 333,37	12,00	F	Taux fixe à 1.25 %	1,256	333 333,32	49 479,17	0,00	11 588,54
1901-Consolidation	N	0,00	A-1	2 600 000,00	12,50	F	Taux fixe à 1.41 %	1,438	200 000,00	35 735,67	0,00	94,00
1904	N	0,00	A-1	9 482 529,03	13,00	F	Taux fixe à 0.52 %	0,521	693 106,06	47 959,06	0,00	11 299,29
1905	N	0,00	A-1	3 508 535,75	13,00	F	Taux fixe à 0.52 %	0,521	256 449,23	17 744,85	0,00	4 180,74
709- refi	N	0,00	A-1	1 690 013,83	2,42	F	Taux fixe à 3.19 %	3,236	536 086,89	54 660,21	0,00	21 779,41
716	N	0,00	A-1	438 160,43	0,67	F	Taux fixe à 4.22 %	4,220	438 160,43	18 490,38	0,00	0,00
901	N	0,00	A-1	254 097,06	3,17	C	Livret A + 0.25	0,750	63 214,91	2 547,28	0,00	1 590,62
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		3 800 000,00					245 435,72	16 733,72	0,00	2 665,92
2001	N	0,00	A-1	3 800 000,00	14,83	F	Taux fixe à 0.45 %	0,451	245 435,72	16 733,72	0,00	2 665,92
<b>165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)</b>		<b>0,00</b>		<b>0,00</b>					<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)</b>		<b>0,00</b>		<b>0,00</b>					<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>168 Emprunts et dettes assimilés (Total)</b>		<b>0,00</b>		<b>114 470,90</b>					<b>14 498,80</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
1681 Autres emprunts (total)		0,00		114 470,90					14 498,80	0,00	0,00	0,00
001102	N	0,00	A-1	9 150,00	4,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	1 830,00	0,00	0,00	0,00
1902	N	0,00	A-1	4 361,30	5,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	755,00	0,00	0,00	0,00
1903	N	0,00	A-1	50 116,80	7,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	6 264,60	0,00	0,00	0,00
201907	N	0,00	A-1	50 842,80	8,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	5 649,20	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total général</b>		<b>0,00</b>		<b>51 311 392,30</b>					<b>7 583 507,35</b>	<b>769 670,78</b>	<b>0,00</b>	<b>91 977,50</b>

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX**

**IV**

**A2.3**

**A2.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)**

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
<b>TOTAL (A)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Barrière simple (B)														
<b>TOTAL (B)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Option d'échange (C)														
<b>TOTAL (C)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
<b>TOTAL (D)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
<b>TOTAL (E)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Autres types de structures (F)														
<b>TOTAL (F)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS</b>	<b>A2.4</b>

**A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)**

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
<b>Structure</b>							
<b>(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)</b>	Nombre de produits	28	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,01	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	51 311 392,30	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(C) Option d'échange (swaption)</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(E) Multiplicateur jusqu'à 5</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(F) Autres types de structures</b>	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b> <b>METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS</b>	<b>A3</b>

**A3 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES**

<b>CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE</b>	<b>Délibération du</b>
<b>Biens de faible valeur</b> Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 500,00 €	14/12/2020

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Documents d'urbanisme	5	10/12/2021
L	Frais d'étude	5	10/12/2021
L	Logiciels, licences	2	10/12/2021
L	Subventions d'équipements < 7500€	1	10/12/2021
L	Subv équipement pour financt biens mobiliers	5	10/12/2021
L	Subv équipement pour financt biens immobiliers ou installations	30	10/12/2021
L	Subv équipement pour financt projets infrastructure interet national	40	10/12/2021
L	Voitures	10	10/12/2021
L	Camions et véhicules industriels	8	10/12/2021
L	Mobilier	15	10/12/2021
L	Matériel de bureau électrique ou électronique	8	10/12/2021
L	Matériel informatique	3	10/12/2021
L	Matériel de spectacles (barnum, podiums..)	10	10/12/2021
L	Matériels d'entretien	2	10/12/2021
L	Coffre-fort	30	10/12/2021
L	Installations et appareils de chauffage	20	10/12/2021
L	Appareils de levage - ascenseurs	30	10/12/2021
L	Appareils de laboratoire, outillages	8	10/12/2021
L	Equipements de garage et ateliers	15	10/12/2021
L	Equipements des cuisines	12	10/12/2021
L	Equipements sportifs	15	10/12/2021
L	Installations pour réseaux de voirie	30	10/12/2021
L	Signalétique	10	10/12/2021
L	Plantations d'arbres et autres agencements de terrains	15	10/12/2021
	Batiments privés, immeubles de rapport	30	10/12/2021
L	Batiments légers, abris	15	10/12/2021
L	Agencements et aménagts de bâtiments, Install. électriques et téléphoniques	20	10/12/2021
L	Instruments de musique	10	10/12/2021
L	Cheptel	5	10/12/2021
L	Matériels autres	6	10/12/2021

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS</b>	<b>A4</b>

**A4 – ETAT DES PROVISIONS**

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1)	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Montant total des provisions constituées	Montant des reprises	SOLDE
<b>PROVISIONS BUDGETAIRES</b>						
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour dépréciation (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL PROVISIONS BUDGETAIRES</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES</b>						
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		165 100,00	165 100,00	0,00	165 100,00
Recours FIVA (Fds d Intervention des Victimes Amiante)	0,00	23/09/2021	165 100,00	165 100,00	0,00	165 100,00
Provisions pour dépréciation (2)	80 000,00		418 086,03	498 086,03	0,00	498 086,03
Provision 2022 pour Risques et charges (prévision)	80 000,00		0,00	80 000,00	0,00	80 000,00
Provision pour Impayés	0,00	23/09/2021	418 086,03	418 086,03	0,00	418 086,03
<b>TOTAL PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES</b>	<b>80 000,00</b>		<b>583 186,03</b>	<b>663 186,03</b>	<b>0,00</b>	<b>663 186,03</b>

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b> <b>EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES</b>	<b>A6.1</b>

**DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES**

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
<b>DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B</b>		<b>7 961 819,00</b>	<b>7 961 819,00</b>
<b>16 Emprunts et dettes assimilées (A)</b>		<b>7 615 000,00</b>	<b>7 615 000,00</b>
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	7 600 000,00	7 600 000,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	15 000,00	15 000,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
<b>Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)</b>		<b>346 819,00</b>	<b>346 819,00</b>
10...	<i>Reprise de dotations, fonds divers et réserves</i>		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
10226	Taxe d'aménagement	3 619,00	3 619,00
139	<i>Subv. invest. transférées cpte résultat</i>	343 200,00	343 200,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3) (4)	Solde d'exécution D001 (3) (4)	TOTAL II
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>7 961 819,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>7 961 819,00</b>

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.



<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b>	
<b>EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES</b>	<b>A6.2</b>

**RESSOURCES PROPRES**

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
<b>RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b</b>		<b>13 244 148,00</b>	<b>III</b> <b>13 244 148,00</b>
<b>Ressources propres externes de l'année (a)</b>		<b>1 830 000,00</b>	<b>1 830 000,00</b>
10222	FCTVA	1 500 000,00	1 500 000,00
10223	TLE	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	300 000,00	300 000,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
2764	Créances sur personnes de droit privé	30 000,00	30 000,00
<b>Ressources propres internes de l'année (b) (3)</b>		<b>11 414 148,00</b>	<b>11 414 148,00</b>
15...	<i>Provisions pour risques et charges</i>		
169	<i>Primes de remboursement des obligations</i>	0,00	0,00
26...	<i>Participations et créances rattachées</i>		
27...	<i>Autres immobilisations financières</i>		
28...	<i>Amortissement des immobilisations</i>		
2802	<i>Frais liés à la réalisation des document</i>	21 000,00	21 000,00
28031	<i>Frais d'études</i>	100 000,00	100 000,00
2804112	<i>Subv. Etat : Bâtiments, installations</i>	56 200,00	56 200,00
2804113	<i>Subv. Etat : Projet infrastructure</i>	520 000,00	520 000,00
2804122	<i>Subv.Régions : Bâtiments, installations</i>	25 000,00	25 000,00
28041512	<i>GFP rat : Bâtiments, installations</i>	175 000,00	175 000,00
28041622	<i>CCAS : Bâtiments, installations</i>	30 000,00	30 000,00
28041631	<i>ADM : Bien mobilier, matériel</i>	25 000,00	25 000,00
2804172	<i>Autres EPL : Bâtiments, installations</i>	2 800,00	2 800,00
280421	<i>Privé : Bien mobilier, matériel</i>	17 000,00	17 000,00
280422	<i>Privé : Bâtiments, installations</i>	10 000,00	10 000,00
2804412	<i>Sub nat org pub - Bâtiments, installat°</i>	6 000,00	6 000,00
2804422	<i>Sub nat privé - Bâtiments et installat°</i>	500,00	500,00
28051	<i>Concessions et droits similaires</i>	250 000,00	250 000,00
28121	<i>Plantations d'arbres et d'arbustes</i>	110 000,00	110 000,00
28128	<i>Autres aménagements de terrains</i>	550 000,00	550 000,00
281316	<i>Equipements de cimetière</i>	5 000,00	5 000,00
28135	<i>Installations générales, agencements, ..</i>	790 000,00	790 000,00
28138	<i>Autres constructions</i>	2 500,00	2 500,00
28152	<i>Installations de voirie</i>	920 000,00	920 000,00
281533	<i>Réseaux câblés</i>	80 000,00	80 000,00
281534	<i>Réseaux d'électrification</i>	3 000,00	3 000,00
281538	<i>Autres réseaux</i>	3 000,00	3 000,00
281571	<i>Matériel roulant</i>	70 000,00	70 000,00
281578	<i>Autre matériel et outillage de voirie</i>	120 000,00	120 000,00
28158	<i>Autres installat°, matériel et outillage</i>	200 500,00	200 500,00
28181	<i>Installations générales, aménagat divers</i>	10 000,00	10 000,00
28182	<i>Matériel de transport</i>	300 000,00	300 000,00
28183	<i>Matériel de bureau et informatique</i>	400 000,00	400 000,00
28184	<i>Mobilier</i>	300 000,00	300 000,00
28185	<i>Cheptel</i>	500,00	500,00
28188	<i>Autres immo. corporelles</i>	615 666,00	615 666,00
29...	<i>Prov. pour dépréciat° immobilisations</i>		
39...	<i>Prov. dépréciat° des stocks et en-cours</i>		
481...	<i>Charges à rép. sur plusieurs exercices</i>		
4817	<i>Pénalités de renégociation de la dette</i>	131 334,00	131 334,00

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
49...	Prov. dépréc. comptes de tiers		
59...	Prov. dépréc. comptes financiers		
024	Produits des cessions d'immobilisations	682 000,00	682 000,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	4 882 148,00	4 882 148,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4) (5)	Solde d'exécution R001 (4) (5)	Affectation R1068 (4)	TOTAL IV
<b>Total ressources propres disponibles</b>	<b>13 244 148,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>13 244 148,00</b>

	Montant
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	II <b>7 961 819,00</b>
<b>Ressources propres disponibles</b>	IV <b>13 244 148,00</b>
<b>Solde</b>	V = IV - II (6) <b>5 282 329,00</b>

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget - vue d'ensemble.

(6) Indiquer le signe algébrique.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN ETAT DES CHARGES TRANSFEREES</b>	<b>A8</b>

**A8 – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES**

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
<b>TOTAL</b>				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
<b>TOTAL</b>				<b>1 970 008,33</b>	<b>1 313 338,01</b>	<b>131 333,00</b>	<b>525 337,32</b>
2012	Capitalisation indemnité de réaménagement emprunts Crédit Agricole-CIB	15	10/02/2012	1 970 008,33	1 313 338,01	131 333,00	525 337,32

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS</b>	<b>A9</b>

**A9 – CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)**

N° opération : 2299	Intitulé de l'opération : Arrêtés de péril imminent 2022			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
<b>DEPENSES (a)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>60 000,00</b>	<b>60 000,00</b>
<b>45412299</b> (5)	0,00	0,00	60 000,00	60 000,00
<i>040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire</i>	0,00	0,00	0,00	0,00
<i>041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section</i>	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Dépenses nettes (a – c)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>60 000,00</b>	<b>60 000,00</b>
<b>RECETTES (b)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>60 000,00</b>	<b>60 000,00</b>
<b>45422299</b> Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	60 000,00	60 000,00
<i>040 Financement par le mandataire</i>	0,00	0,00	0,00	0,00
<i>041 Financement par emprunt à la charge du tiers</i>	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Recettes nettes (b - d)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>60 000,00</b>	<b>60 000,00</b>

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

(5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(7) Indiquer le chapitre.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT</b>	<b>B1.1</b>

**B1.1 – 8015 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT (art. L. 2313-1 6°, L. 5211-36 et L. 5711-1 du CGCT)**

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00										0,00	0,00	
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					4 462 199,00	3 741 859,76										72 638,98	173 020,33	
ANRH	2003	P	A.N.R.H / POUR LA CREATION D'UN C.A.T	CDC	295 829,00	34 559,39	1,67	A	V	Livret A + 1.2	3,450	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	587,51	17 305,09
ANRH	2014	P	Extension 6 places de l'Etablissement ou Services d'Aide par le Travail	CDC	299 174,00	221 887,28	22,00	A	F	Taux fixe à 0.8 %	0,803	F	Taux fixe à 0.8 %	0,800	A-1	EUR	1 739,94	9 972,48
ANRH	2014	P	Extension 6 places de l'Etablissement ou Services d'Aide par le Travail	CDC	297 296,00	143 693,17	7,00	A	F	Taux fixe à 0.71 %	0,712	F	Taux fixe à 0.71 %	0,710	A-1	EUR	964,84	19 819,72
SAS LES PATINOIRES MODERNES	2019	P		CREDIT AGRICOLE	700 000,00	656 600,65	16,34	M	F	Taux fixe à 2.17 %	2,192	F	Taux fixe à 2.17 %	2,192	A-1	EUR	13 914,20	33 719,97
SAS LES PATINOIRES MODERNES	2019	P		CREDIT AGRICOLE	700 000,00	669 399,93	23,43	M	F	Taux fixe à 2.42 %	2,447	F	Taux fixe à 2.42 %	2,447	A-1	EUR	15 962,83	21 432,84
SCI ST PIERRE	2018	P		CREDIT AGRICOLE	2 169 900,00	2 015 719,34	22,69	M	F	Taux fixe à 1.99 %	2,008	F	Taux fixe à 1.99 %	2,008	A-1	EUR	39 469,66	70 770,23

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
<b>Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social</b>					<b>54 357 754,39</b>	<b>33 347 547,05</b>										<b>504 044,44</b>	<b>2 177 764,06</b>	
1001 VIES HABITAT	2018	P		CDC	510 016,57	413 168,61	14,83	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	4 544,85	25 034,62
OSICA	1999	P	HLM LE NOUVEAU LOGIS / 58 LOGTS ZAC SENEFONTAINE	CDC	2 196 543,21	268 197,15	1,67	A	V	Livret A + 0.52	2,770	V	Livret A + 0.52	2,770	A-1	EUR	2 735,61	134 405,07
OSICA	1999	P	HLM LE NOUVEAU LOGIS / ZAC ST JEAN	CDC	1 399 003,33	242 454,60	2,67	A	V	Livret A + 0.52	2,770	V	Livret A + 0.52	2,770	A-1	EUR	2 473,04	81 199,40
OSICA	2003	P	HLM NOUVEAU LOGIS PICARD/ 25 LOGTS AV DES ECOLES	CDC	1 085 370,43	206 029,92	2,67	A	V	Livret A + 0.52	2,770	V	Livret A + 0.52	2,770	A-1	EUR	2 101,51	69 000,57
OSICA	2003	P	HLM NOUVEAU LOGIS PICARD / 28 LOGTS RUE DES ECOLES	CDC	1 220 257,42	290 838,07	3,67	A	V	Livret A + 0.52	2,770	V	Livret A + 0.52	2,770	A-1	EUR	2 966,55	73 239,83
OSICA	2003	P	HLM NOUVEAU LOGIS PICARD / 73 LOGTS ZAC ST JEAN	CDC	3 519 076,78	566 676,46	2,67	A	V	Livret A + 1.3	3,550	V	Livret A + 1.3	1,800	A-1	EUR	10 200,18	189 317,71
OSICA	2010	P	Réhabilitation 94 logts résidence Sénéfontaine	CDC	725 525,00	450 143,86	13,50	A	V	Livret A + 0.25	1,500	V	Livret A + 0.25	0,750	A-1	EUR	3 376,08	30 104,34
OSICA	2018	P	Réhabilitation de 135 logements , 1 à 8 rue Franz Liszt	CDC	2 246 968,61	2 015 381,49	21,17	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	22 169,20	79 289,31
OSICA	2018	P	Réhabilitation 135 logts Résidence Franz Liszt St Jean	CDC	491 599,27	438 553,45	22,25	T	V	Livret A + 0.6	0,336	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	5 583,42	16 795,60
OSICA	2018	P	Réhabilitation 101 logts Résidences Bach et Haendel St Jean	CDC	1 590 102,12	1 434 693,29	27,83	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	15 781,63	40 551,43
SA HLM LE NOUVEAU LOGIS PICARD	2004	P	SA HLM LE NOUVEAU LOGIS PICARD	DEXIA CL	39 999,90	17 239,01	7,00	A	V	Libor USD 12M(Postfixé) + Taux fixe 0% à barrière 7% sur Libor USD 12M(Postfixé) (Marge de -0.23%)	3,135	V	Euribor 12M + 0.14	-0,365	A-1	EUR	-62,92	1 870,91
SAHLM DE L'OISE	2014	P	Réhabilitation 161 Logts Clos St Antoine	CDC	2 067 338,00	1 422 719,37	12,83	A	V	Livret A + 0.6	1,600	V	Livret A + 0.6	1,600	A-1	EUR	22 763,51	99 098,90
SAHLM DE L'OISE	2014	P	Réhabilitation 458 logts ZUP Argentine	CDC	2 610 860,00	1 796 765,24	12,92	A	V	Livret A + 0.6	1,600	V	Livret A + 0.6	1,600	A-1	EUR	28 748,24	125 152,90

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SAHLM DU BEAUVAISIS	2005	P	HLM BVAISIS / Refinancement n° 93119,93201,94102,95101	DEXIA CL	6 178 245,68	3 488 245,68	13,75	A	V	Taux fixe à 1.8 %	1,800	F	Euribor 12M + 0.25	-0,244	A-1	EUR	-8 523,43	232 000,00
SAHLM DU BEAUVAISIS	2005	C	HLM BVAISIS / refinancement n° 94101 et 97101	DEXIA CL	5 521 693,24	2 937 327,13	13,67	A	V	Taux fixe à 1.8 %	1,800	F	Euribor 12M + 0.25	-0,254	A-1	EUR	-7 445,31	222 000,00
SAHLM DU BEAUVAISIS	2006	P	HLM BVSIS/ Refinancement n° 93110,93120,93211,00102,00101,94103	CE	9 933 000,00	5 553 000,00	13,98	A	F	Taux fixe à 3.1 %	3,145	F	Taux fixe 3.48% si Spread CMS EUR 10A(Postfixé)-CMS EUR 2A(Postfixé) >= 0.1% sinon (6.6% - 5 x sprea	3,531	E-3	EUR	195 928,35	389 000,00
SAHLM DU BEAUVAISIS	2018	P	SA HLM DU BEAUVAISIS Compactage n°8	CDC	12 789 974,90	11 593 465,22	26,07	A	V	Livret A + 1.2	1,950	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	197 088,91	363 044,48
SAHLM DU BEAUVAISIS	2018	P	SA HLM DU BEAUVAISIS Compactage n° 3	CDC	232 179,93	212 648,50	26,07	A	V	Livret A + 1.2	1,950	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	3 615,02	6 658,99
<b>TOTAL GENERAL</b>					<b>58 819 953.39</b>	<b>37 089 406.81</b>											<b>576 683.42</b>	<b>2 350 784.39</b>

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT</b>	<b>B1.2</b>

**B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT**

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (1)	A	2 927 467,81
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	8 353 178,13
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
<b>Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice</b>	<b>I = A+ B + C - D</b>	<b>11 280 645,94</b>
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>II</b>	<b>86 827 148,00</b>

<b>Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)</b>	<b>I / II</b>	<b>12,99</b>
---	---------------	--------------

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.



<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES</b>	<b>B1.5</b>

**B1.5 – ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES**

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dettes en capital à l'origine	Dettes en capital 1/1/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
<b>8017 Subventions à verser en annuités</b>					0,00	0,00	0,00
<b>8018 Autres engagements donnés</b>					1 155 400,00	1 155 400,00	0,00
<b>Au profit d'organismes publics</b>					1 155 400,00	1 155 400,00	0,00
2019	Portage foncier Immeuble anc.McDonald rue Carnot M106/253 Acq1,09M€+Frs 65,4K€	EPFLO	5	A	1 155 400,00	1 155 400,00	0,00
2021	Portage foncier Immeuble 31 rue General Leclerc AR70 Acq en cours	EPFLO	5	A	0,00	0,00	0,00
<b>Au profit d'organismes privés (1)</b>					0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL</b>					<b>1 155 400,00</b>	<b>1 155 400,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET</b>	<b>B1.7</b>

**B1.7 – SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET**  
(Article L. 2311-7 du CGCT)

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
<b>INVESTISSEMENT</b>					
<b>FONCTIONNEMENT</b>					
657362-520	001 - Finances	Fonctionnement 2022	Subvention CCAS	Association	3 100 000,00
6574-025	002 - Direction Ressources Humaines	Fonctionnement 2022	Comité des Œuvres Sociales du Personnel Municipal (acompte 70%)	Association	162 699,19
6574-025	003 - Direction Ressources Humaines	Fonctionnement 2022	Comité des Œuvres Sociales du Personnel Municipal (solde 30%)	Association	69 728,23
6574-025	004 - Direction Ressources Humaines	Fonctionnement 2022	Syndicat Force Ouvrière	Association	403,65
6574-025	005 - Direction Ressources Humaines	Fonctionnement 2022	Syndicat Sud	Association	217,35
6574-025	006 - Direction Ressources Humaines	Fonctionnement 2022	Union locale CGT	Association	724,50
6574-025	007 - Relations publiques	Fonctionnement 2022	A.D.P.C. 60 section de Saint Jean	Association	1 500,00
6574-025	008 - Relations publiques	Fonctionnement 2022	A.D.P.C. 60 section Jean Moulin	Association	1 500,00
6574-025	009 - Relations publiques	Fonctionnement 2022	Comité d'entente des associations issues de la résistance et de la déportation	Association	250,00
6574-025	010 - Relations publiques	Fonctionnement 2022	Promouvoir la Mémoire et la Jeunesse du Beauvaisis	Association	200,00
6574-025	011 - Relations publiques	Fonctionnement 2022	Union Nationale du Personnel Retraité de la Gendarmerie	Association	300,00
6574-025	012 - Vie associative	Fonctionnement 2022	Accueil des villes françaises	Association	300,00
6574-025	013 - Vie associative	Fonctionnement 2022	Air FM	Association	2 000,00
6574-025	014 - Vie associative	Fonctionnement 2022	ALEP Comité de l'oise	Association	1 000,00
6574-025	015 - Vie associative	Fonctionnement 2022	Association Socio-Culturelle des Africains de l'Oise (ASCAO)	Association	4 000,00
6574-025	016 - Vie associative	Fonctionnement 2022	Beauvais Argentine Aquariophilie	Association	3 000,00
6574-025	017 - Vie associative	Fonctionnement 2022	BGE	Association	4 000,00
6574-025	018 - Vie associative	Fonctionnement 2022	Collembole et compagnie	Association	1 500,00
6574-025	019 - Vie associative	Fonctionnement 2022	Comité de défense des locataires de la Zup argentine	Association	1 200,00
6574-025	020 - Vie associative	Fonctionnement 2022	Comité des fêtes de Saint Just des marais	Association	3 000,00
6574-025	021 - Vie associative	Fonctionnement 2022	écume du jour	Association	22 000,00
6574-025	022 - Vie associative	Fonctionnement 2022	ENVOL	Association	1 500,00
6574-025	023 - Vie associative	Fonctionnement 2022	Jardins Durables de la Mie au Roy	Association	300,00
6574-025	024 - Vie associative	Fonctionnement 2022	Jardins Familiaux Beauvais Centre	Association	600,00
6574-025	025 - Vie associative	Fonctionnement 2022	Jardins Familiaux de Saint Quentin	Association	300,00
6574-025	026 - Vie associative	Fonctionnement 2022	Jardins Familiaux Marissel ZUP Liovette	Association	600,00
6574-025	027 - Vie associative	Fonctionnement 2022	Jardins Familiaux Notre Dame du Thil	Association	500,00
6574-025	028 - Vie associative	Fonctionnement 2022	Jardins familiaux Sainte Helene	Association	600,00
6574-025	029 - Vie associative	Fonctionnement 2022	Jardins Familiaux Saint-Just des Marais	Association	700,00
6574-025	030 - Vie associative	Fonctionnement 2022	Jardins Familiaux Voisinlieu	Association	600,00
6574-025	031 - Vie associative	Fonctionnement 2022	Jeune chambre économique	Association	900,00
6574-025	032 - Vie associative	Fonctionnement 2022	La ligue des droits de l'homme	Association	300,00
6574-025	033 - Vie associative	Fonctionnement 2022	Les ateliers de la Bergerette	Association	8 000,00
6574-025	034 - Vie associative	Fonctionnement 2022	Les randonneurs Beauvaisiens	Association	200,00
6574-025	035 - Vie associative	Fonctionnement 2022	Ludo planète	Association	3 000,00

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
6574-025	036 - Vie associative	Fonctionnement 2022	Oisux	Association	2 940,00
6574-025	037 - Vie associative	Fonctionnement 2022	On air radio	Association	1 000,00
6574-025	038 - Vie associative	Fonctionnement 2022	Société d'Horticulture	Association	1 000,00
6574-025	039 - Vie associative	Fonctionnement 2022	Sofia	Association	2 000,00
6574-025	040 - Vie associative	Fonctionnement 2022	Sosie	Association	24 000,00
6574-025	041 - Vie associative	Fonctionnement 2022	Syndicats FO	Association	500,00
6574-025	042 - Vie associative	Fonctionnement 2022	Université pour tous	Association	2 500,00
6574-025	043 - Vie associative	Fonctionnement 2022	URACEN	Association	2 000,00
6574-025	044 - Vie associative	Fonctionnement 2022	Vellovaque	Association	900,00
6574-025	045 - Vie associative	Fonctionnement 2022	Waseo	Association	1 000,00
6574-311	046 - Culture	Fonctionnement 2022	Association pour le rayonnement du violoncelle	Association	59 500,00
6574-311	047 - Culture	Fonctionnement 2022	Cantus felix	Association	1 800,00
6574-311	048 - Culture	Fonctionnement 2022	Danse et spectacle	Association	500,00
6574-311	049 - Culture	Fonctionnement 2022	Hanicroches	Association	1 000,00
6574-311	050 - Culture	Fonctionnement 2022	Jean de la Lune	Association	500,00
6574-311	051 - Culture	Fonctionnement 2022	La balayette a ciel	Association	2 400,00
6574-311	052 - Culture	Fonctionnement 2022	Le concert	Association	2 500,00
6574-311	053 - Culture	Fonctionnement 2022	OHB (Orchestre d'Harmonie de Beauvais)	Association	7 000,00
6574-313	054 - Culture	Fonctionnement 2022	A vrai dire	Association	4 800,00
6574-313	055 - Culture	Fonctionnement 2022	Comité de Gestion du Théâtre du Beauvaisis (CGTB) La cause des tout petits	Association	10 000,00
6574-313	056 - Culture	Fonctionnement 2022	La yole	Association	4 800,00
6574-313	057 - Culture	Fonctionnement 2022	Théâtre de l'orage	Association	4 800,00
6574-324	058 - Culture	Fonctionnement 2022	ABC Association Beauvais Cathédrale	Association	10 000,00
6574-324	059 - Culture	Fonctionnement 2022	GEMOB (Groupe d'Etudes des Monuments et d'Oeuvres d'Arts du Beauvaisis)	Association	1 900,00
6574-324	060 - Culture	Fonctionnement 2022	GRECB (Goupe de Recherche et d'Etudes de la Céramique du Beauvaisis)	Association	1 900,00
6574-324	061 - Culture	Fonctionnement 2022	Les amis de notre-dame de Marissel	Association	500,00
6574-33	062 - Vie associative	Fonctionnement 2022	Les amis des Fêtes Jeanne Hachette	Association	75 000,00
6574-33	063 - Culture	Fonctionnement 2022	Hors cadre	Association	1 800,00
6574-33	064 - Culture	Fonctionnement 2022	La Batoude - Centre des arts du cirque et de la rue	Association	110 000,00
6574-33	065 - Culture	Fonctionnement 2022	Le Comptoir Magique	Association	75 000,00
6574-33	066 - Culture	Fonctionnement 2022	Les artistes du Beauvaisis	Association	500,00
6574-33	067 - Culture	Fonctionnement 2022	Les croquenotes et faim d'histoires	Association	750,00
6574-33	068 - Culture	Fonctionnement 2022	Photo Club Beauvaisien	Association	500,00
6574-33	069 - Culture	Fonctionnement 2022	Ricochets	Association	2 000,00
6574-40	070 - Sports	Fonctionnement 2022	A.G.V.B. (Association de Gymnastique Volontaire du Beauvaisis)	Association	500,00
6574-40	071 - Sports	Fonctionnement 2022	Académie Beauvais Escrime	Association	50 000,00
6574-40	072 - Sports	Fonctionnement 2022	AMERICAN GYM	Association	2 000,00
6574-40	073 - Sports	Fonctionnement 2022	Amphibia	Association	500,00
6574-40	074 - Sports	Fonctionnement 2022	ASBO	Association	190 000,00
6574-40	075 - Sports	Fonctionnement 2022	ASPTT	Association	23 000,00
6574-40	076 - Sports	Fonctionnement 2022	Association Course à pied et Sports Athlétiques Beauvais	Association	500,00
6574-40	077 - Sports	Fonctionnement 2022	Baby Club Beauvais	Association	1 500,00
6574-40	078 - Sports	Fonctionnement 2022	BBCO (Beauvais Basket Club Oise)	Association	30 000,00
6574-40	079 - Sports	Fonctionnement 2022	Beauvais Aquatic Club	Association	30 000,00
6574-40	080 - Sports	Fonctionnement 2022	Beauvais BOUC Sport Tambourin	Association	1 500,00

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
6574-40	081 - Sports	Fonctionnement 2022	Beauvais GR	Association	1 500,00
6574-40	082 - Sports	Fonctionnement 2022	Beauvais Oise Tennis	Association	15 000,00
6574-40	083 - Sports	Fonctionnement 2022	Beauvais Oise Union Club B.O.U.C. ATHLETISME	Association	8 000,00
6574-40	084 - Sports	Fonctionnement 2022	Beauvais Oise United Club of Badminton	Association	4 000,00
6574-40	085 - Sports	Fonctionnement 2022	Beauvais Sub Pataplouf	Association	500,00
6574-40	086 - Sports	Fonctionnement 2022	Beauvais Team Cycliste	Association	7 000,00
6574-40	087 - Sports	Fonctionnement 2022	Beauvais Triathlon	Association	25 000,00
6574-40	088 - Sports	Fonctionnement 2022	Beauvais united communeaux	Association	400,00
6574-40	089 - Sports	Fonctionnement 2022	Beauvais Wolf Basketball	Association	1 500,00
6574-40	090 - Sports	Fonctionnement 2022	Bouc Handball	Association	45 000,00
6574-40	091 - Sports	Fonctionnement 2022	Bouc Volley	Association	80 000,00
6574-40	092 - Sports	Fonctionnement 2022	BRC Beauvais XV Rugby Club	Association	190 000,00
6574-40	093 - Sports	Fonctionnement 2022	Cercle Nautique de Beauvais	Association	1 500,00
6574-40	094 - Sports	Fonctionnement 2022	Club Canoë Kayak du Beauvaisis	Association	1 500,00
6574-40	095 - Sports	Fonctionnement 2022	Club de Beauvais de la Retraite Sportive	Association	2 000,00
6574-40	096 - Sports	Fonctionnement 2022	Club d'escalade de Beauvais	Association	2 000,00
6574-40	097 - Sports	Fonctionnement 2022	Compagnie d'Arc Jeanne Hachette	Association	2 000,00
6574-40	098 - Sports	Fonctionnement 2022	Course à pied Beauvais Oise	Association	600,00
6574-40	099 - Sports	Fonctionnement 2022	Echiquier Beauvaisien	Association	1 500,00
6574-40	100 - Sports	Fonctionnement 2022	Entente Beauvaisienne de Pétanque	Association	2 500,00
6574-40	101 - Sports	Fonctionnement 2022	Football Club de Saint-Just des Marais	Association	5 000,00
6574-40	102 - Sports	Fonctionnement 2022	Foulées de la Rue	Association	2 100,00
6574-40	103 - Sports	Fonctionnement 2022	Hommes Grenouilles de Beauvais	Association	2 500,00
6574-40	104 - Sports	Fonctionnement 2022	La Vaillante de Beauvais	Association	15 000,00
6574-40	105 - Sports	Fonctionnement 2022	LAM SAI WING KUNG FU	Association	500,00
6574-40	106 - Sports	Fonctionnement 2022	Liovette Moto Club	Association	3 500,00
6574-40	107 - Sports	Fonctionnement 2022	OKCB	Association	1 500,00
6574-40	108 - Sports	Fonctionnement 2022	Pétanque Saint-Just des Marais	Association	1 000,00
6574-40	109 - Sports	Fonctionnement 2022	Réacorps (anciennement Danse et rythme)	Association	800,00
6574-40	110 - Sports	Fonctionnement 2022	St-Lucien Beauvais Pétanque (ex CSSLB Centre Sportif Saint-Lucien Beauvais)	Association	1 000,00
6574-40	111 - Sports	Fonctionnement 2022	T.T. Beauvais	Association	3 000,00
6574-40	112 - Sports	Fonctionnement 2022	Tennis Club Agglo. du Beauvaisis	Association	10 000,00
6574-40	113 - Sports	Fonctionnement 2022	Twirling Danse Beauvais	Association	1 300,00
6574-422	114 - Vie associative	Fonctionnement 2022	Voisinlieu Pour Tous	Association	85 000,00
6574-520	115 - Vie associative	Fonctionnement 2022	ADARS	Association	5 000,00
6574-520	116 - Vie associative	Fonctionnement 2022	AFIB	Association	37 000,00
6574-520	117 - Vie associative	Fonctionnement 2022	Amicale du personnel du centre hospitalier de BVS	Association	500,00
6574-520	118 - Vie associative	Fonctionnement 2022	APEI de Beauvais et sa région	Association	2 000,00
6574-520	119 - Vie associative	Fonctionnement 2022	APF : association des paralysés de France	Association	2 000,00
6574-520	120 - Vie associative	Fonctionnement 2022	Association de parents d'enfants dyslexiques (APEDYS)	Association	250,00
6574-520	121 - Vie associative	Fonctionnement 2022	Centre Intercommunal de Services à Domicile	Association	2 000,00
6574-520	122 - Vie associative	Fonctionnement 2022	Emmaüs épicerie sociale	Association	8 000,00
6574-520	123 - Vie associative	Fonctionnement 2022	Fil d'Ariane	Association	4 000,00
6574-520	124 - Vie associative	Fonctionnement 2022	GEM le Club Beauvaisien	Association	1 000,00
6574-520	125 - Vie associative	Fonctionnement 2022	JALMAV	Association	400,00
6574-520	126 - Vie associative	Fonctionnement 2022	Les restaurants du cœur	Association	2 000,00

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
6574-520	127 - Vie associative	Fonctionnement 2022	Mouvement vie libre	Association	800,00
6574-520	128 - Vie associative	Fonctionnement 2022	Secours Populaire Français – Comité de Beauvais	Association	1 000,00
6574-520	129 - Vie associative	Fonctionnement 2022	VMEH Visite des malades en établissement hospitalier	Association	800,00
6574-524	130 - Vie associative	Fonctionnement 2022	Accueil et Promotion	Association	45 000,00
6574-524	131 - Vie associative	Fonctionnement 2022	Foyer des Jeunes Travailleuses - Subvention au titre du loyer	Association	146 000,00
6574-524	132 - Vie associative	Fonctionnement 2022	Foyer des Jeunes Travailleuses - Subvention de fonctionnement	Association	50 000,00
6574-61	133 - Vie associative	Fonctionnement 2022	Club Daniele Sable	Association	2 000,00
6574-61	134 - Vie associative	Fonctionnement 2022	Détente pour tous	Association	2 000,00
6574-61	135 - Vie associative	Fonctionnement 2022	Les doigts de fée (ex : Club Féminin « Argentine Loisirs »)	Association	250,00
6574-64	136 - Petite enfance	Fonctionnement 2022	ADSEAO La Farandole	Association	41 545,00
6574-64	137 - Petite enfance	Fonctionnement 2022	Association de Gestion des Crèches & Halte-Garderie Pierre Jacoby	Association	629 500,00
6574-64	138 - Petite enfance	Fonctionnement 2022	Crescendo (Kolobane / Chat Perché)	Association	291 240,00
6574-64	139 - Petite enfance	Fonctionnement 2022	Institut Léon Bernard (Les p'tits loups)	Association	60 000,00
6574-64	140 - Petite enfance	Fonctionnement 2022	La Parentine	Association	167 800,00
6574-94	141 - Economie	Fonctionnement 2022	Beauvais shopping	Association	31 732,00

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.

(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.

(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT</b>	<b>B2.1</b>

**B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT**

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercices au-delà de N+1)
49- Plan Renovation des Ecoles<2021	3 100 000,00	0,00	3 100 000,00	2 765 244,43	0,00	0,00	0,00
50- Plan Renovation des Gymnases <2021	2 070 000,00	0,00	2 070 000,00	1 616 481,00	0,00	0,00	0,00
51- Plan renovation ALSH <2021	1 660 000,00	0,00	1 660 000,00	1 260 852,95	0,00	0,00	0,00
53- Plan Maxi Voirie <2021	11 200 000,00	0,00	11 200 000,00	10 414 088,32	0,00	0,00	0,00
54- Salle des Fetes	2 850 000,00	0,00	2 850 000,00	1 534 816,79	1 170 000,00	145 183,21	0,00
56- Pole Solidarité	2 604 000,00	0,00	2 604 000,00	2 582 448,44	0,00	0,00	0,00
57- Coeur de Ville 2e tranche	14 200 000,00	0,00	14 200 000,00	826 595,80	1 307 000,00	12 066 404,20	0,00
58- Centre technique municipal	1 500 000,00	2 500 000,00	4 000 000,00	34 213,65	1 437 000,00	2 528 786,35	0,00
59- Quadrilatère tranche 1	1 430 000,00	0,00	1 430 000,00	1 108 007,04	0,00	0,00	0,00
60- Abords Theatre et parking	2 050 000,00	0,00	2 050 000,00	1 217 046,58	0,00	832 953,42	0,00
62- NPNRU	2 750 000,00	77 172 000,00	79 922 000,00	541 707,89	5 853 542,00	73 526 750,11	0,00
64- Pôle multi modal	400 000,00	0,00	400 000,00	60 295,01	38 333,00	301 371,99	0,00
65- Etudes site ancienne prison	200 000,00	0,00	200 000,00	2 160,00	0,00	197 840,00	0,00
66- Réhabilitation Piscine Bellier	9 400 000,00	2 600 000,00	12 000 000,00	203 982,00	1 104 700,00	10 691 318,00	0,00
67- Quadrilatère tranche 2	8 700 000,00	1 800 000,00	10 500 000,00	564 142,94	600 000,00	9 335 857,06	0,00

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ENGAGEMENTS HORS BILAN</b> <b>ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE</b>	<b>B3</b>

**B3 – ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE**

<b>Libellé de la recette : Forfaits post stationnement</b>			
Reste à employer au 01/01/N :			0,00
<b>Recettes</b>			
<b>Chapitres</b>	<b>Articles</b>	<b>Libellé de l'article</b>	<b>Montant</b>
	70384	Forfaits post stationnement	250 000,00
<b>Total recettes</b>			<b>250 000,00</b>
<b>Dépenses</b>			
<b>Chapitres</b>	<b>Articles</b>	<b>Libellé de l'article</b>	<b>Montant</b>
	215x et 2315	Travaux divers de voirie (partiel)	250 000,00
<b>Total dépenses</b>			<b>250 000,00</b>
Reste à employer au 31/12/N :			0,00

<b>Libellé de la recette : Amendes de Police</b>			
Reste à employer au 01/01/N :			0,00
<b>Recettes</b>			
<b>Chapitres</b>	<b>Articles</b>	<b>Libellé de l'article</b>	<b>Montant</b>
13	1342	Amendes de Police	200 000,00
<b>Total recettes</b>			<b>200 000,00</b>
<b>Dépenses</b>			
<b>Chapitres</b>	<b>Articles</b>	<b>Libellé de l'article</b>	<b>Montant</b>
23	215x et 2315	Travaux divers de voirie (partiel)	200 000,00
<b>Total dépenses</b>			<b>200 000,00</b>
Reste à employer au 31/12/N :			0,00

TOTAL Reste à employer au 01/01/N :		0,00	
TOTAL Recettes	450 000,00	TOTAL Dépenses	450 000,00
TOTAL Reste à employer au 31/12/N :		0,00	

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N</b>	<b>C1</b>

**C1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N**

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
<b>EMPLOIS FONCTIONNELS (a)</b>		<b>2,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2,00</b>	<b>2,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2,00</b>
Directeur général des services	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général adjoint des services	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>FILIERE ADMINISTRATIVE (b)</b>		<b>127,00</b>	<b>0,00</b>	<b>127,00</b>	<b>110,00</b>	<b>6,00</b>	<b>116,00</b>
Adjt adm	C	19,00	0,00	19,00	15,00	1,00	16,00
Adjt adm Pal 1CI	C	34,00	0,00	34,00	32,00	0,00	32,00
Adjt adm Pal 2CI	C	25,00	0,00	25,00	25,00	0,00	25,00
Attaché	A	18,00	0,00	18,00	12,00	4,00	16,00
Attaché Pal	A	6,00	0,00	6,00	5,00	0,00	5,00
Attaché hors classe	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Rédacteur	B	9,00	0,00	9,00	7,00	1,00	8,00
Rédacteur Pal 1CI	B	7,00	0,00	7,00	6,00	0,00	6,00
Rédacteur Pal 2CI	B	8,00	0,00	8,00	8,00	0,00	8,00
<b>FILIERE TECHNIQUE (c)</b>		<b>497,00</b>	<b>11,03</b>	<b>508,03</b>	<b>463,60</b>	<b>28,43</b>	<b>492,03</b>
Adjt tech	C	118,00	4,87	122,87	107,44	15,43	122,87
Adjt tech Pal 1CI	C	82,00	0,00	82,00	80,00	0,00	80,00
Adjt tech Pal 2CI	C	174,00	6,16	180,16	180,16	0,00	180,16
Agent maitrise	C	33,00	0,00	33,00	29,00	0,00	29,00
Agent maitrise Pal	C	27,00	0,00	27,00	25,00	0,00	25,00
Ingenieur en chef hors classe	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Ingénieur	A	11,00	0,00	11,00	6,00	5,00	11,00
Ingénieur Pal	A	5,00	0,00	5,00	5,00	0,00	5,00
Ingénieur en chef	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Technicien	B	20,00	0,00	20,00	10,00	5,00	15,00
Technicien Pal 1CI	B	8,00	0,00	8,00	8,00	0,00	8,00
Technicien Pal 2CI	B	17,00	0,00	17,00	12,00	3,00	15,00
<b>FILIERE SOCIALE (d)</b>		<b>88,00</b>	<b>0,00</b>	<b>88,00</b>	<b>75,00</b>	<b>9,00</b>	<b>84,00</b>
ATSEM Pal 1CI	C	35,00	0,00	35,00	33,00	0,00	33,00
ATSEM Pal 2CI	C	30,00	0,00	30,00	24,00	6,00	30,00
Agent social	C	8,00	0,00	8,00	7,00	1,00	8,00
Agent social Pal 1CI	C	3,00	0,00	3,00	2,00	0,00	2,00
Agent social Pal 2CI	C	6,00	0,00	6,00	6,00	0,00	6,00
Assist soc-educ	A	2,00	0,00	2,00	1,00	1,00	2,00
Educateur Jeunes Enfants	A	3,00	0,00	3,00	1,00	1,00	2,00
Educateur j enfant CIEx	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00



GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
<b>FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)</b>		<b>23,00</b>	<b>0,00</b>	<b>23,00</b>	<b>22,00</b>	<b>1,00</b>	<b>23,00</b>
Auxiliaire puér Pal 1CI	C	12,00	0,00	12,00	12,00	0,00	12,00
Auxiliaire puér Pal 2CI	C	8,00	0,00	8,00	7,00	1,00	8,00
Cadre de santé 1CI	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Infirmier soins gx CIN	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Puér ClSup	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
<b>FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,29</b>	<b>0,29</b>	<b>0,00</b>	<b>0,29</b>	<b>0,29</b>
Techn. param ClSup	B	0,00	0,29	0,29	0,00	0,29	0,29
<b>FILIERE SPORTIVE (g)</b>		<b>10,00</b>	<b>0,00</b>	<b>10,00</b>	<b>9,00</b>	<b>1,00</b>	<b>10,00</b>
Conseiller APS	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Educateur APS	B	3,00	0,00	3,00	2,00	1,00	3,00
Educateur APS Pal 1CI	B	4,00	0,00	4,00	4,00	0,00	4,00
Educateur APS Pal 2CI	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
<b>FILIERE CULTURELLE (h)</b>		<b>8,00</b>	<b>0,50</b>	<b>8,50</b>	<b>8,00</b>	<b>0,50</b>	<b>8,50</b>
Adjt ter patr Pal 2CI	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Adjt ter patrimoine	C	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Assist conserv Pal 2CI	B	0,00	0,50	0,50	0,00	0,50	0,50
Attaché Pal conserv patr	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Attaché conserv patr	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Bibliothécaire	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
<b>FILIERE ANIMATION (i)</b>		<b>116,00</b>	<b>0,00</b>	<b>116,00</b>	<b>112,00</b>	<b>2,00</b>	<b>114,00</b>
Adjt ter anim Pal 1CI	C	15,00	0,00	15,00	15,00	0,00	15,00
Adjt ter anim Pal 2CI	C	49,00	0,00	49,00	49,00	0,00	49,00
Adjt ter animation	C	33,00	0,00	33,00	31,00	0,00	31,00
Animateur	B	12,00	0,00	12,00	10,00	2,00	12,00
Animateur Pal 1CI	B	4,00	0,00	4,00	4,00	0,00	4,00
Animateur Pal 2CI	B	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
<b>FILIERE POLICE (j)</b>		<b>52,00</b>	<b>0,00</b>	<b>52,00</b>	<b>49,00</b>	<b>0,00</b>	<b>49,00</b>
Brigadier-chef Pal	C	26,00	0,00	26,00	25,00	0,00	25,00
Chef service PM	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Chef service PM Pal 1CI	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Gardien-brigadier	C	23,00	0,00	23,00	21,00	0,00	21,00
<b>EMPLOIS NON CITES (k) (5)</b>		<b>21,00</b>	<b>13,64</b>	<b>34,64</b>	<b>2,00</b>	<b>32,64</b>	<b>34,64</b>
Assistante maternelle		1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Collaborateur de cabinet		3,00	0,00	3,00	1,00	2,00	3,00
Grade non statutaire		17,00	13,64	30,64	1,00	29,64	30,64
<b>TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)</b>		<b>942,00</b>	<b>25,46</b>	<b>967,46</b>	<b>850,60</b>	<b>80,86</b>	<b>931,46</b>

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques \* quotité de temps de travail \* période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 \* 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N</b>	<b>C1</b>

**C1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)**

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
<b>Agents occupant un emploi permanent (6)</b>				<b>0,00</b>		
ATSEM Pal 2CI	C	S	1068	0,00	3-1	CDD Contrat à durée déterminée
ATSEM Pal 2CI	C	S	1077	0,00	3-2	CDD Contrat à durée déterminée
Adjt adm	C	ADM	354	0,00	3-1	CDD Contrat à durée déterminée
Adjt tech	C	TECH	5336	0,00	3-1	CDD Contrat à durée déterminée
Adjt tech	C	TECH	354	0,00	3-1	CDD Contrat à durée déterminée
Agent social	C	S	367	0,00	3-1	CDD Contrat à durée déterminée
Animateur	B	ANIM	513	0,00	3-3-2°	CDD Contrat à durée déterminée
Animateur	B	ANIM	372	0,00	3-2	CDD Contrat à durée déterminée
Assist conserv Pal 2CI	B	CULT	415	0,00	3-2	CDD Contrat à durée déterminée
Assist soc-educ	A	S	444	0,00	3-2	CDD Contrat à durée déterminée
Assistante maternelle		OTR		0,00	A TIT-Recrutement voie de mutation	A
Attaché	A	ADM	693	0,00	3-3-2°	CDD Contrat à durée déterminée
Attaché	A	ADM	499	0,00	A NTIT-Recrutement direct NTIT	CDD Contrat à durée déterminée
Attaché	A	ADM	525	0,00	A CONT-CDI (Passage de CDD)	CDI Contrat à durée indéterminée
Attaché	A	ADM	444	0,00	3-2	CDD Contrat à durée déterminée
Auxiliaire puér Pal 2CI	C	MS	356	0,00	3-1	CDD Contrat à durée déterminée
Collaborateur de cabinet		OTR	350	0,00	A NTIT-Recrutement direct NTIT	CDD Contrat à durée déterminée
Educateur APS	B	SP	379	0,00	3-2	CDD Contrat à durée déterminée
Educateur Jeunes Enfants	A	S	444	0,00	3-1	CDD Contrat à durée déterminée
Grade non statutaire		OTR	3972	0,00	A NTIT-Recrutement direct NTIT	CDI Contrat à durée indéterminée

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Grade non statutaire		OTR	3927	0,00	3-3-1°	CDD Contrat à durée déterminée
Grade non statutaire		OTR	1771	0,00	A CONT-CDI (Direct)	CDI Contrat à durée indéterminée
Grade non statutaire		OTR	4723	0,00	A NTIT-Recrutement direct NTIT	CDI Contrat à durée indéterminée
Grade non statutaire		OTR	1137	0,00	3-3-2°	CDD Contrat à durée déterminée
Grade non statutaire		OTR	1660	0,00	A NTIT-Recrutement direct NTIT	CDD Contrat à durée déterminée
Grade non statutaire		OTR	367	0,00	3-3-1°	CDD Contrat à durée déterminée
Ingénieur	A	TECH	1695	0,00	3-3-2°	CDD Contrat à durée déterminée
Ingénieur	A	TECH	646	0,00	3-2	CDD Contrat à durée déterminée
Rédacteur	B	ADM	415	0,00	3-2	CDD Contrat à durée déterminée
Techn. param CISup	B	MT	653	0,00	A NTIT-Recrutement direct NTIT	CDI Contrat à durée indéterminée
Technicien	B	TECH	1712	0,00	3-2	CDD Contrat à durée déterminée
Technicien	B	TECH	563	0,00	A NTIT-Recrutement direct NTIT	CDI Contrat à durée indéterminée
Technicien Pal 2CI	B	TECH	1363	0,00	3-2	CDD Contrat à durée déterminée
<b>Agents occupant un emploi non permanent (7)</b>				<b>0,00</b>		
ATSEM Pal 2CI	C	S	356	0,00	3-a°	CDD Contrat à durée déterminée
ATSEM Pal 2CI	C	S	715	0,00	3-a°	CDD Contrat à durée déterminée
Adjt adm	C	ADM	354	0,00	3-a°	CDD Contrat à durée déterminée
Adjt tech	C	TECH	2124	0,00	3-a°	CDD Contrat à durée déterminée
Adjt tech	C	TECH	5690	0,00	3-a°	CDD Contrat à durée déterminée
Adjt ter animation	C	ANIM	354	0,00	3-a°	CDD Contrat à durée déterminée
Adjt ter patrimoine	C	CULT	355	0,00	3-a°	CDD Contrat à durée déterminée
C.D.D. Insertion		OTR		0,00	A CDDI-Contrat : CDDI	CDD Contrat à durée déterminée
Contrat Adulte Relais		OTR		0,00	A CONT - Contrat Adulte Relais	A
Grade non statutaire		OTR		0,00	A Arrivée collectivité	A
Rédacteur	B	ADM	513	0,00	3-a°	CDD Contrat à durée déterminée
Vacataire		OTR	53541	0,00	3-a°	A

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Vacataire		OTR	7236	0,00	A Cont. Vacataire	A
<b>TOTAL GENERAL</b>				<b>0,00</b>		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.  
TECH : Technique.  
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).  
S : Social.  
MS : Médico-social.  
MT : Médico-technique.  
SP : Sportif.  
CULT : Culturel  
ANIM : Animation.  
PM : Police.  
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :

3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.  
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.  
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).  
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.  
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.  
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.  
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.  
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.  
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.  
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.  
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.  
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnaires  
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.  
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.  
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS</b>	
<b>LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER</b>	<b>C2</b>

**C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)**

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à Hôtel de Ville (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
<b>Délégation de service public (3)</b>				
19/12/2008 - concession	Chaufferie & réseau de chaleur	GRAM SAS	société	0,00
19/04/2016 - concession	Fourrière automobile	ALLO DEPANNAGE	société	80 000,00
28/02/2017 - affermage avec ilot concessif	Service de stationnement	INDIGO INFRA Beauvais	société	70 000,00
06/06/2017 - concession	Crématorium	Stationnement		
01/09/2017 - affermage	Fourrière animale	OGF	société	0,00
		SACPA	société	103 000,00
<b>Détention d'une part du capital</b>				
-	S.A. H.L.M. DU BEAUVAISIS			139 865,59
-	SOCIETE LOCALE D'ÉPARGNE DE BEAUVAIS CENTRE			7 616,00
-	CRCAMO			76,22
-	S.A. H.L.M.			15,24
23/10/2019 -	DEPARTEMENT OISE - 1163 actions			2 500,45
	SAO (Syndicat Amengt Oise)			
<b>Garantie ou cautionnement d'un emprunt</b>				
-	1001 VIES HABITAT			413 168,61
-	ANRH			400 139,84
-	OSICA			5 912 968,29
-	SA HLM LE NOUVEAU LOGIS PICARD			17 239,01
-	SAHLM DE L'OISE			3 219 484,61
-	SAHLM DU BEAUVAISIS			23 784 686,53
-	SAS LES PATINOIRES MODERNES			1 326 000,58
-	SCI ST PIERRE			2 015 719,34
<b>Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme</b>				
-	ASBO			190 000,00
-	ASCA			451 000,00
-	BEAUVAIS SHOPPING			31 732,00
-	BEAUVAIS XV RUGBY CLUB			190 000,00
-	BOUC VOLLEY			80 000,00
-	COMITE D'OEUVRES SOCIALES DU PERSONNEL MUNICIPAL			232 427,00
-	CRECHE LA PARENTINE			167 800,00
-	CRECHE PIERRE JACOBY			629 500,00
-	CRESCENDO			291 240,00
-	FOYER DES JEUNES			146 000,00
-	TRAVAILLEUSES			
-	LA BATOUDE			110 000,00
-	LE COMPTOIR MAGIQUE			75 000,00
-	LES AMIS DES FETES JEANNE			75 000,00
-	HACHETTE			
-	VOISINLIEU POUR TOUS			85 000,00
<b>Autres</b>				

- (1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat, etc. et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.  
 (2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).  
 (3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, ...).

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT</b>	<b>C3.1</b>

**C3.1 – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT**

DESIGNATION DES ORGANISMES	DATE D'ADHESION	MODE DE FINANCEMENT (1)	MONTANT DU FINANCEMENT
<b>Etablissements publics de coopération intercommunale</b>			
Syndicat d'énergie de l'Oise SE60			0,00
Communauté d'Agglomération du Beauvaisis	01/01/2004	CET	0,00
Syndicat intercommunal pour la création et la gestion Pelouse synthétique stade St Martin le Nd	16/02/2018		0,00
<b>Autres organismes de regroupement</b>			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle, fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREEES PAR LA COMMUNE</b>	<b>C3.2</b>

### C3.2 – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREEES (1)

Catégorie d'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	N° et date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
CCAS	Centre Communal d'Action Sociale		-	SPA	Non

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.



<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE</b>	<b>C3.3</b>

**C3.3 – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE**

Catégorie d'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	N° et date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
Lotissement	Lotissement de la Longue Haie	29/06/1999	-	21600056200787	SPA	Oui
Régie à seule autonomie financière	Régie d'Exploitation de l'Elispace	27/09/2002	-	21600056200779	SPA	Oui
Lotissement	Lotissement Agel	08/07/2004	-	21600056200845	SPA	Oui

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS</b> <b>LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE</b>	<b>C3.4</b>

**C3.4 – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE**

Catégorie d'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	N° et date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)
Concession	Concession du Crématorium	26/10/2007	-	SPA
Régie directe	Baux commerciaux & locations diverses	03/05/2010	-	SPA
Régie directe	Ventes de terrains	01/07/2011	-	SPA
Régie directe	Fouilles archéologiques	01/07/2011	-	SPA
Régie directe	Delegations services publics	01/01/2018	-	SPA

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES</b>	<b>D1</b>

**D1 – TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES**

Libellés	Bases notifiées (si connues à la date de vote)	Variation des bases/(N-1) (%)	Taux appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%)	Variation de taux/N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit/N-1 (%)
TFPB	0,00	0,00	57,20	0,00	0,00	0,00
TFPNB	0,00	0,00	68,56	0,00	0,00	0,00
CFE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>			<b>39 300 000,00</b>	<b>0,00</b>

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ARRETE ET SIGNATURES</b>	<b>D2</b>

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),

A , le

,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

02- Franck PIA	
03- Sandra PLOMION	
04- Lionel CHISS	
05- Isabelle SOULA	
06- Yannick MATURA	
07- Anne-Françoise LEBRETON	
08- Mohrad LAGHRARI	
09- Corinne FOURCIN	
10- Charles LOCQUET	
11- Jacqueline MÉNOUBÉ	
12- Philippe VIBERT	
13- Hatice KILINC-SIGINIR	
14- Mamadou LY	
15- Monette-Simone VASSEUR	
16- Catherine THIEBLIN	
17- Jacques DORIDAM	
18- Ali SAHNOUN	
19- Patricia HIBERTY	
20- Guylaine CAPGRAS	
21- Frédéric BONAL	
22- Mamadou BATHILY	

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ARRETE ET SIGNATURES</b>	<b>D2</b>

23- Jérôme LIEVAIN	
24- Farida TIMMERMAN	
25- Cédric MARTIN	
26- Christophe GASPART	
27- Peggie CALLENS	
28- Charlotte COLIGNON	
29- Ludovic CASTANIE	
30- Loïc BARBARAS	
31- Vanessa FOULON	
32- Victor DEBIL-CAUX	
33- Halima KHARROUBI	
34- Antoine SALITOT	
35- Josee JAVEY	
36- Thierry AURY	
37- Dominique CLINCKEMAILLIE	
38- Leïla DAGDAD	
39- Grégory NARZIS	
40- Mehdi RAHOUI	
41- Marianne SECK	
42- Roxane LUNDY	
43- Claire MARAIS-BEUIL	
44- David MAGNIER	
45- Philippe ENJOLRAS	

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.

(2) L'assemblée délibérante étant : .

## REPUBLIQUE FRANÇAISE

**VILLE - VILLE DE BEAUVAIS (1)**

**AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE BEAUVAIS PRINCIPAL (2)**

Numéro SIRET : 21600056200779

POSTE COMPTABLE : SERVICE GESTION COMPTABLE BVS

**M. 14**

**Budget primitif**

**voté par nature**

**BUDGET : REGIE EXPLOIT ELISPACE (3)**

**ANNEE 2022**

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).

(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

## Sommaire

### I - Informations générales (6)

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Modalités de vote du budget	5

### II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections	6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres	7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres	9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	11
B2 - Balance générale du budget - Recettes	13

### III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	15
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	17
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses	18
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes	19
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	20

### IV - Annexes (7)

#### A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1)	21
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement	25
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement	47
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	78
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	82
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	83
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements	84
A4 - Etat des provisions	Sans Objet
A5 - Etalement des provisions	Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	85
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	86
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
A7.2.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (3)	Sans Objet
A7.2.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (3)	Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées	Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers	Sans Objet

#### B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement (4)	Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé	Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B1.7 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget (5)	87
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale	Sans Objet

#### C - Autres éléments d'informations

C1 - Etat du personnel	88
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (4)	Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement	90
C3.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet

#### D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes	Sans Objet
D2 - Arrêté et signatures	91

- (1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Elle n'a cependant pas à être produite par les services et activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.
- (2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT).
- (3) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers (art. L. 2313-1 du CGCT).
- (4) Ces états ne sont obligatoires que pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art. L. 5711-1 du CGCT) et leurs établissements publics.
- (5) Si la commune ou l'établissement décide d'attribuer des subventions dans le cadre du budget dans les conditions décrites à l'article L. 2311-7 du CGCT.
- (6) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.
- (7) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.



<b>Code INSEE</b> 60057	<b>VILLE DE BEAUVAIS</b> <b>REGIE EXPLOIT ELISPACE</b>	<b>BP</b> <b>2022</b>
----------------------------	---	--------------------------

<b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>	<b>I</b>
<b>INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES</b>	<b>A</b>

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 <i>in fine</i> ) :	
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		

Informations financières – ratios (2)		Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population		
2	Produit des impositions directes/population		
3	Recettes réelles de fonctionnement/population		
4	Dépenses d'équipement brut/population		
5	Encours de dette/population		
6	DGF/population		
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)		
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)		
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)		
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)		

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

<b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>	<b>I</b>
<b>MODALITES DE VOTE DU BUDGET</b>	<b>B</b>

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement,
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
  - sans (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (4) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (5) primitif de l'exercice précédent.

V – Le présent budget a été voté (6) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

- (1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».
- (2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.
- (3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.
- (4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
  - semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
  - budgétaires (délibération n° ..... du .....).
- (5) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».
- (6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
  - sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
  - avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1,
  - avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>VUE D'ENSEMBLE</b>	<b>A1</b>

**FONCTIONNEMENT**

		DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
<b>V O T E</b>	<b>CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)</b>	871 512,00	871 512,00

+

+

+

<b>R E P O R T S</b>	<b>RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)</b>	0,00	0,00
	<b>002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2)</b>	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00

=

=

=

<b>TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (3)</b>	871 512,00	871 512,00
--	------------	------------

**INVESTISSEMENT**

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
<b>V O T E</b>	<b>CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068)</b>	260 600,00	260 600,00

+

+

+

<b>R E P O R T S</b>	<b>RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)</b>	0,00	0,00
	<b>001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)</b>	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00

=

=

=

<b>TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)</b>	260 600,00	260 600,00
---	------------	------------

**TOTAL**

<b>TOTAL DU BUDGET (3)</b>	1 132 112,00	1 132 112,00
----------------------------	--------------	--------------

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.

<b>II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES</b>	<b>A2</b>

**DEPENSES DE FONCTIONNEMENT**

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	338 029,00	0,00	452 782,00	452 782,00	452 782,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	346 251,00	0,00	356 418,00	356 418,00	356 418,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	2 314,00	0,00	2 112,00	2 112,00	2 112,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses de gestion courante</b>		<b>686 594,00</b>	<b>0,00</b>	<b>811 312,00</b>	<b>811 312,00</b>	<b>811 312,00</b>
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	10 930,00	0,00	200,00	200,00	200,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>		<b>697 524,00</b>	<b>0,00</b>	<b>811 512,00</b>	<b>811 512,00</b>	<b>811 512,00</b>
023	Virement à la section d'investissement (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (5)	59 000,00	0,00	60 000,00	60 000,00	60 000,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre de fonctionnement</b>		<b>59 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>60 000,00</b>	<b>60 000,00</b>	<b>60 000,00</b>
<b>TOTAL</b>		<b>756 524,00</b>	<b>0,00</b>	<b>871 512,00</b>	<b>871 512,00</b>	<b>871 512,00</b>

+

<b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>	<b>871 512,00</b>
--	-------------------

**RECETTES DE FONCTIONNEMENT**

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	115 000,00	0,00	220 000,00	220 000,00	220 000,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	617 524,00	0,00	627 512,00	627 512,00	627 512,00
<b>Total des recettes de gestion courante</b>		<b>732 524,00</b>	<b>0,00</b>	<b>847 512,00</b>	<b>847 512,00</b>	<b>847 512,00</b>
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>		<b>732 524,00</b>	<b>0,00</b>	<b>847 512,00</b>	<b>847 512,00</b>	<b>847 512,00</b>
042	Opérat° ordre transfert entre sections (5)	24 000,00	0,00	24 000,00	24 000,00	24 000,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'ordre de fonctionnement</b>		<b>24 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>24 000,00</b>	<b>24 000,00</b>	<b>24 000,00</b>
<b>TOTAL</b>		<b>756 524,00</b>	<b>0,00</b>	<b>871 512,00</b>	<b>871 512,00</b>	<b>871 512,00</b>

+

<b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>	<b>871 512,00</b>
--	-------------------

**Pour information :**

<p style="text-align: center;"><b>AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)</b></p>	<p><b>36 000,00</b></p>	<p>Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.</p>
--	-------------------------	--

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(5)  $DF\ 023 = RI\ 021$  ;  $DI\ 040 = RF\ 042$  ;  $RI\ 040 = DF\ 042$  ;  $DI\ 041 = RI\ 041$  ;  $DF\ 043 = RF\ 043$ .

(6) Solde de l'opération  $DF\ 023 + DF\ 042 - RF\ 042$  ou solde de l'opération  $RI\ 021 + RI\ 040 - DI\ 040$ .

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES</b>	<b>A3</b>

**DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	413 500,00	0,00	236 600,00	236 600,00	236 600,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des dépenses d'équipement</b>	<b>413 500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>236 600,00</b>	<b>236 600,00</b>	<b>236 600,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des dépenses financières</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
45...	<b>Total des opé. pour compte de tiers (8)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>	<b>413 500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>236 600,00</b>	<b>236 600,00</b>	<b>236 600,00</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	24 000,00	0,00	24 000,00	24 000,00	24 000,00
041	Opérations patrimoniales (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b>	<b>24 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>24 000,00</b>	<b>24 000,00</b>	<b>24 000,00</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>437 500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>260 600,00</b>	<b>260 600,00</b>	<b>260 600,00</b>

+

<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>260 600,00</b>
---	-------------------

**RECETTES D'INVESTISSEMENT**

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	378 500,00	0,00	200 600,00	200 600,00	200 600,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des recettes d'équipement</b>	<b>378 500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>200 600,00</b>	<b>200 600,00</b>	<b>200 600,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des recettes financières</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
45...	<b>Total des opé. pour le compte de tiers (8)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>	<b>378 500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>200 600,00</b>	<b>200 600,00</b>	<b>200 600,00</b>
021	Virement de la sect° de fonctionnement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	59 000,00	0,00	60 000,00	60 000,00	60 000,00
041	Opérations patrimoniales (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>	<b>59 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>60 000,00</b>	<b>60 000,00</b>	<b>60 000,00</b>

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
	<b>TOTAL</b>	437 500,00	0,00	260 600,00	260 600,00	260 600,00
						+
<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)</b>						<b>0,00</b>
						=
<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>						<b>260 600,00</b>

**Pour information :**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

<b>AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (10)</b>	<b>36 000,00</b>
--	------------------

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(5) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(9) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(10) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021+ RI 040 – DI 040*.

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>BALANCE GENERALE DU BUDGET</b>	<b>B1</b>

**1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)**

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	452 782,00		452 782,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	356 418,00		356 418,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	<i>Achats et variation des stocks (3)</i>		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	2 112,00		2 112,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	200,00	0,00	200,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	60 000,00	60 000,00
71	<i>Production stockée (ou déstockage) (3)</i>		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	<i>Virement à la section d'investissement</i>		0,00	0,00
<b>Dépenses de fonctionnement – Total</b>		<b>811 512,00</b>	<b>60 000,00</b>	<b>871 512,00</b>

+

<b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>	<b>871 512,00</b>
--	-------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	24 000,00	24 000,00
15	<i>Provisions pour risques et charges (5)</i>		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
198	<i>Neutral. amort. subv. équip. versées</i>		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles(sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	236 600,00	0,00	236 600,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	<i>Amortissement des immobilisations (reprises)</i>		0,00	0,00
29	<i>Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)</i>		0,00	0,00
39	<i>Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)</i>		0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à rép. sur plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
49	<i>Prov. dépréc. comptes de tiers (5)</i>		0,00	0,00
59	<i>Prov. dépréc. comptes financiers (5)</i>		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
<b>Dépenses d'investissement – Total</b>		<b>236 600,00</b>	<b>24 000,00</b>	<b>260 600,00</b>

+

<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>260 600,00</b>
---	-------------------



- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir liste des opérations d'ordre.
- (3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
- (4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.
- (5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
- (6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
- (7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
- (8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
- (9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>BALANCE GENERALE DU BUDGET</b>	<b>B2</b>

**2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)**

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	<i>Achats et variation des stocks (3)</i>		0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	220 000,00		220 000,00
71	<i>Production stockée (ou déstockage)</i>		0,00	0,00
72	<i>Production immobilisée</i>		0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	627 512,00	0,00	627 512,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	24 000,00	24 000,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
79	<i>Transferts de charges</i>		0,00	0,00
<b>Recettes de fonctionnement – Total</b>		<b>847 512,00</b>	<b>24 000,00</b>	<b>871 512,00</b>

+

<b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>	<b>871 512,00</b>
--	-------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	200 600,00	0,00	200 600,00
15	<i>Provisions pour risques et charges (4)</i>		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaires)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(7) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	<i>Amortissement des immobilisations</i>		60 000,00	60 000,00
29	<i>Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)</i>		0,00	0,00
39	<i>Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)</i>		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à rép. sur plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
49	<i>Prov. dépréc. comptes de tiers (4)</i>		0,00	0,00
59	<i>Prov. dépréc. comptes financiers (4)</i>		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
021	<i>Virement de la sect° de fonctionnement</i>		0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
<b>Recettes d'investissement – Total</b>		<b>200 600,00</b>	<b>60 000,00</b>	<b>260 600,00</b>

+

<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

+

<b>AFFECTATION AU COMPTE 1068</b>	<b>0,00</b>
-----------------------------------	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>260 600,00</b>
---	-------------------

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir liste des opérations d'ordre.
- (3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
- (4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
- (5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
- (6) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
- (7) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>				<b>III</b>
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES</b>				<b>A1</b>
<b>Chap / art (1)</b>	<b>Libellé (1)</b>	<b>Pour mémoire budget précédent (2)</b>	<b>Propositions nouvelles (3)</b>	<b>Vote (4)</b>
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général</b>	<b>338 029,00</b>	<b>452 782,00</b>	<b>452 782,00</b>
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	76 000,00	156 000,00	156 000,00
60611	Eau et assainissement	5 500,00	5 000,00	5 000,00
60612	Energie - Electricité	92 000,00	91 400,00	91 400,00
60622	Carburants	600,00	600,00	600,00
60623	Alimentation	600,00	600,00	600,00
60628	Autres fournitures non stockées	5 800,00	8 000,00	8 000,00
60631	Fournitures d'entretien	2 000,00	2 500,00	2 500,00
60632	Fournitures de petit équipement	4 000,00	5 000,00	5 000,00
60636	Vêtements de travail	1 000,00	1 000,00	1 000,00
6064	Fournitures administratives	300,00	300,00	300,00
611	Contrats de prestations de services	1 536,00	1 500,00	1 500,00
6135	Locations mobilières	1 950,00	1 930,00	1 930,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	27 000,00	29 000,00	29 000,00
61551	Entretien matériel roulant	1 500,00	1 500,00	1 500,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	10 000,00	10 000,00	10 000,00
6156	Maintenance	31 185,00	31 850,00	31 850,00
6184	Versements à des organismes de formation	5 000,00	8 000,00	8 000,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	28,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	9 000,00	9 000,00	9 000,00
6232	Fêtes et cérémonies	1 000,00	1 000,00	1 000,00
6236	Catalogues et imprimés	3 500,00	3 500,00	3 500,00
6241	Transports de biens	100,00	100,00	100,00
6251	Voyages et déplacements	500,00	151,00	151,00
6256	Missions	500,00	151,00	151,00
6262	Frais de télécommunications	2 430,00	2 200,00	2 200,00
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	43 000,00	68 000,00	68 000,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	12 000,00	14 500,00	14 500,00
<b>012</b>	<b>Charges de personnel, frais assimilés</b>	<b>346 251,00</b>	<b>356 418,00</b>	<b>356 418,00</b>
6331	Versement mobilité	1 799,00	1 852,00	1 852,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	999,00	1 029,00	1 029,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	1 489,00	1 718,00	1 718,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	600,00	617,00	617,00
64111	Rémunération principale titulaires	117 217,00	136 343,00	136 343,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	2 093,00	2 009,00	2 009,00
64118	Autres indemnités titulaires	38 895,00	37 449,00	37 449,00
64131	Rémunérations non tit.	87 158,00	58 200,00	58 200,00
64138	Autres indemnités non tit.	0,00	18 818,00	18 818,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	44 058,00	42 657,00	42 657,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	35 874,00	43 096,00	43 096,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	3 225,00	3 432,00	3 432,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	4 200,00	1 000,00	1 000,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	8 147,00	7 985,00	7 985,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	200,00	0,00	0,00
6488	Autres charges	297,00	213,00	213,00
<b>014</b>	<b>Atténuations de produits</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>2 314,00</b>	<b>2 112,00</b>	<b>2 112,00</b>
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	2 190,00	2 000,00	2 000,00
65888	Autres	124,00	112,00	112,00
<b>656</b>	<b>Frais fonctionnement des groupes d'élus</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a)</b> <b>= (011 + 012 + 014 + 65 + 656)</b>		<b>686 594,00</b>	<b>811 312,00</b>	<b>811 312,00</b>
<b>66</b>	<b>Charges financières (b)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>67</b>	<b>Charges exceptionnelles (c)</b>	<b>10 930,00</b>	<b>200,00</b>	<b>200,00</b>
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	10 830,00	0,00	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	100,00	200,00	200,00
<b>68</b>	<b>Dotations provisions semi-budgétaires (d) (6)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>022</b>	<b>Dépenses imprévues (e)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES REELLES</b> <b>= a + b + c + d + e</b>		<b>697 524,00</b>	<b>811 512,00</b>	<b>811 512,00</b>
<b>023</b>	<b>Virement à la section d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8) (9)</b>	<b>59 000,00</b>	<b>60 000,00</b>	<b>60 000,00</b>
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	59 000,00	60 000,00	60 000,00
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION</b> <b>D'INVESTISSEMENT</b>		<b>59 000,00</b>	<b>60 000,00</b>	<b>60 000,00</b>
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section (10)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
<b>TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE</b>		59 000,00	60 000,00	60 000,00
<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		756 524,00	871 512,00	871 512,00

+

<b>RESTES A REALISER N-1 (11)</b>	<b>0,00</b>
-----------------------------------	-------------

+

<b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (11)</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>	<b>871 512,00</b>
--	-------------------

**Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)**

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(6) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040*.

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES</b>	<b>A2</b>

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	<b>Atténuations de charges</b>	0,00	0,00	0,00
70	<b>Produits services, domaine et ventes div</b>	115 000,00	220 000,00	220 000,00
70688	Autres prestations de services	0,00	105 000,00	105 000,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	115 000,00	115 000,00	115 000,00
73	<b>Impôts et taxes</b>	0,00	0,00	0,00
74	<b>Dotations et participations</b>	0,00	0,00	0,00
75	<b>Autres produits de gestion courante</b>	617 524,00	627 512,00	627 512,00
752	Revenus des immeubles	135 000,00	135 000,00	135 000,00
7552	Prise en charge déficit BA administratif	482 500,00	492 500,00	492 500,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	24,00	12,00	12,00
<b>TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70 + 73 + 74 + 75 + 013</b>		<b>732 524,00</b>	<b>847 512,00</b>	<b>847 512,00</b>
76	<b>Produits financiers (b)</b>	0,00	0,00	0,00
77	<b>Produits exceptionnels (c)</b>	0,00	0,00	0,00
78	<b>Reprises provisions semi-budgétaires (d) (5)</b>	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES = a+b+c+d</b>		<b>732 524,00</b>	<b>847 512,00</b>	<b>847 512,00</b>
042	<i>Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)</i>	24 000,00	24 000,00	24 000,00
777	<i>Quote-part subv invest transf cpte résul</i>	24 000,00	24 000,00	24 000,00
043	<i>Opérat° ordre intérieur de la section (9)</i>	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>		<b>24 000,00</b>	<b>24 000,00</b>	<b>24 000,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>756 524,00</b>	<b>871 512,00</b>	<b>871 512,00</b>

+

<b>RESTES A REALISER N-1 (10)</b>	<b>0,00</b>
-----------------------------------	-------------

+

<b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>	<b>871 512,00</b>
--	-------------------

**Détail du calcul des ICNE au compte 7622**

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040*.

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(8) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES</b>	<b>B1</b>

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	413 500,00	236 600,00	236 600,00
2135	Installations générales, agencements	412 925,00	36 000,00	36 000,00
2188	Autres immobilisations corporelles	575,00	200 600,00	200 600,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		<b>413 500,00</b>	<b>236 600,00</b>	<b>236 600,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DEPENSES REELLES</b>		<b>413 500,00</b>	<b>236 600,00</b>	<b>236 600,00</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections (7)	24 000,00	24 000,00	24 000,00
	Reprises sur autofinancement antérieur (8)	24 000,00	24 000,00	24 000,00
139141	Sub. transf cpte résult. Communes du GFP	24 000,00	24 000,00	24 000,00
	Charges transférées (9)	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (10)	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>24 000,00</b>	<b>24 000,00</b>	<b>24 000,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)</b>		<b>437 500,00</b>	<b>260 600,00</b>	<b>260 600,00</b>

	+
<b>RESTES A REALISER N-1 (11)</b>	<b>0,00</b>
	+
<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (11)</b>	<b>0,00</b>
	=
<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>260 600,00</b>

- (1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
- (2) Cf. Modalités de vote, I-B.
- (3) Hors restes à réaliser.
- (4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
- (5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.
- (6) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
- (7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RF 042*.
- (8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
- (9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).
- (10) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041*.
- (11) Inscrive en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES</b>	<b>B2</b>

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	378 500,00	200 600,00	200 600,00
13141	Subv. transf. Communes membres du GFP	378 500,00	200 600,00	200 600,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'équipement</b>		<b>378 500,00</b>	<b>200 600,00</b>	<b>200 600,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes financières</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des recettes d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL RECETTES REELLES</b>		<b>378 500,00</b>	<b>200 600,00</b>	<b>200 600,00</b>
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)	59 000,00	60 000,00	60 000,00
28135	Installations générales, agencements, ..	36 600,00	37 600,00	37 600,00
281533	Réseaux câblés	230,00	230,00	230,00
28158	Autres installat°, matériel et outillage	3 000,00	3 000,00	3 000,00
28184	Mobilier	1 220,00	1 220,00	1 220,00
28188	Autres immo. corporelles	17 950,00	17 950,00	17 950,00
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>59 000,00</b>	<b>60 000,00</b>	<b>60 000,00</b>
041	Opérations patrimoniales (9)	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL RECETTES D'ORDRE</b>		<b>59 000,00</b>	<b>60 000,00</b>	<b>60 000,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)</b>		<b>437 500,00</b>	<b>260 600,00</b>	<b>260 600,00</b>

	+
<b>RESTES A REALISER N-1 (10)</b>	<b>0,00</b>
	+
<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (10)</b>	<b>0,00</b>
	=
<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>260 600,00</b>

- (1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
- (2) Cf. Modalités de vote, I-B.
- (3) Hors restes à réaliser.
- (4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
- (5) Voir annexe IV-A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
- (6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DF 042.
- (7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
- (8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
- (9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.
- (10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).



<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT</b>	<b>B3</b>

Cet état ne contient pas d'information.

## IV – ANNEXES

## PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE (1)

IV  
A1

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat* publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
---------	--	--	--	----------------------------------	--------------	---------------------------	--	--------------	---------------	--	---------------------------	-------

## INVESTISSEMENT

DEPENSES												
Dépenses réelles	0	0	0	0	236 600	0	0	0	0	0	0	236 600
- Equipements municipaux (2)		0	0	0	236 600	0	0	0	0	0	0	236 600
- Equip. non municipaux (c/204) (3)		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Opérations financières	0											0
Dépenses d'ordre	0											24 000
<b>Total dépenses de l'exercice</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>260 600</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>260 600</b>
<b>RAR N-1 et reports</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total cumulé dépenses d'investissement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>260 600</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>260 600</b>
RECETTES												
<b>Total recettes de l'exercice</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>260 600</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>260 600</b>
<b>RAR N-1 et reports</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total cumulé recettes d'investissement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>260 600</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>260 600</b>

## FONCTIONNEMENT

DEPENSES												
<b>Total dépenses de l'exercice</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>871 512</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>871 512</b>
<b>RAR N-1 et reports</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total cumulé dépenses de fonctionnement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>871 512</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>871 512</b>
RECETTES												
<b>Total recettes de l'exercice</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>871 512</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>871 512</b>
<b>RAR N-1 et reports</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total cumulé recettes de fonctionnement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>871 512</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>871 512</b>

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale.

(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE</b>	<b>A1</b>

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
----------	---------	--	--	--	----------------------------------	--------------	---------------------------	--	--------------	---------------	--	---------------------------	-------

**INVESTISSEMENT**

<b>DEPENSES</b>													
<b>Total dépenses investissement</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>260 600</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>260 600</b>
Dépenses réelles		0	0	0	0	236 600	0	0	0	0	0	0	236 600
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
020	Dépenses imprévues	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16	Emprunts et dettes assimilées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	236 600	0	0	0	0	0	0	236 600
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations d'équipement		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Dépenses d'ordre</i>		<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>24 000</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>24 000</i>
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0	0	0	0	24 000	0	0	0	0	0	0	24 000
041	Opérations patrimoniales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

**RECETTES**

<b>RECETTES</b>													
<b>Total recettes investissement</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>260 600</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>260 600</b>
Recettes réelles		0	0	0	0	200 600	0	0	0	0	0	0	200 600
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
024	Produits des cessions d'immobilisations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	200 600	0	0	0	0	0	0	200 600

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
16	Emprunts et dettes assimilées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Recettes d'ordre</i>		0	0	0	0	60 000	0	0	0	0	0	0	60 000
021	<i>Virement de la sect° de fonctionnement</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
040	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	0	0	0	0	60 000	0	0	0	0	0	0	60 000
041	<i>Opérations patrimoniales</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

## FONCTIONNEMENT

DEPENSES													
<b>Total dépenses de fonctionnement</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>871 512</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>871 512</b>
Dépenses réelles		0	0	0	0	811 512	0	0	0	0	0	0	811 512
011	Charges à caractère général	0	0	0	0	452 782	0	0	0	0	0	0	452 782
012	Charges de personnel, frais assimilés	0	0	0	0	356 418	0	0	0	0	0	0	356 418
014	Atténuations de produits	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
022	Dépenses imprévues	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
65	Autres charges de gestion courante	0	0	0	0	2 112	0	0	0	0	0	0	2 112
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
66	Charges financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
67	Charges exceptionnelles	0	0	0	0	200	0	0	0	0	0	0	200
68	Dot. aux amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Dépenses d'ordre</i>		0	0	0	0	60 000	0	0	0	0	0	0	60 000
023	<i>Virement à la section d'investissement</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
042	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	0	0	0	0	60 000	0	0	0	0	0	0	60 000
043	<i>Opérat° ordre intérieur de la section</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
----------	---------	--	--	--	----------------------------------	--------------	---------------------------	--	--------------	---------------	--	---------------------------	-------

RECETTES													
<b>Total recettes de fonctionnement</b>		0	0	0	0	871 512	0	0	0	0	0	0	871 512
Recettes réelles		0	0	0	0	847 512	0	0	0	0	0	0	847 512
013	Atténuations de charges	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
70	Produits des services, du domaine, vente	0	0	0	0	220 000	0	0	0	0	0	0	220 000
73	Impôts et taxes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
74	Dotations et participations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
75	Autres produits de gestion courante	0	0	0	0	627 512	0	0	0	0	0	0	627 512
76	Produits financiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
77	Produits exceptionnels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
78	Reprise sur amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Recettes d'ordre</i>		0	0	0	0	24 000	0	0	0	0	0	0	24 000
042	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	0	0	0	0	24 000	0	0	0	0	0	0	24 000
043	<i>Opérat° ordre intérieur de la section</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT</b>	<b>A1.1</b>

**FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales**

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02						Sous-fonction 04	
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	<i>Virement à la section d'investissement</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	<i>Opérat° ordre intérieur de la section</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	<i>Opérat° ordre intérieur de la section</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.



<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT</b>	<b>A1.1</b>

### FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>SOLDE (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT</b>	<b>A1.1</b>

### FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	<b>DEPENSES (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>SOLDE (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
	<b>DEPENSES (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>SOLDE (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT</b>	<b>A1.1</b>

## FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	871 512,00	0,00	0,00	0,00	871 512,00
Dépenses de l'exercice		0,00	871 512,00	0,00	0,00	0,00	871 512,00
011	Charges à caractère général	0,00	452 782,00	0,00	0,00	0,00	452 782,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	356 418,00	0,00	0,00	0,00	356 418,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	60 000,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	2 112,00	0,00	0,00	0,00	2 112,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	871 512,00	0,00	0,00	0,00	871 512,00
Recettes de l'exercice		0,00	871 512,00	0,00	0,00	0,00	871 512,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	24 000,00	0,00	0,00	0,00	24 000,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	220 000,00	0,00	0,00	0,00	220 000,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	627 512,00	0,00	0,00	0,00	627 512,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	871 512,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	871 512,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	452 782,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	356 418,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	2 112,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	871 512,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	871 512,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	24 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	220 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	627 512,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT</b>	<b>A1.1</b>

## FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	<b>DEPENSES (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>SOLDE (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00



(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT</b>	<b>A1.1</b>

### FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT</b>	<b>A1.1</b>

## FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	<b>DEPENSES (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>SOLDE (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT</b>	<b>A1.1</b>

### FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT</b>	<b>A1.1</b>

**FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement**

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	<b>DEPENSES (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>SOLDE (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
	<b>DEPENSES (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>SOLDE (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>



(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
	<b>DEPENSES (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>SOLDE (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT</b>	<b>A1.1</b>

### FONCTION 9 – Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foire et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Restes à réaliser – reports</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>SOLDE (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT</b>	<b>A1.2</b>

**FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales**

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	<i>Opérations patrimoniales</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	<i>Virement de la sect° de fonctionnement</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	<i>Opérations patrimoniales</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1)	Libellé	Sous-fonction 02						Sous-fonction 04	
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02						Sous-fonction 04	
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>SOLDE (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT</b>	<b>A1.2</b>

### FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00



(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
<b>DEPENSES (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT</b>	<b>A1.2</b>

### FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	<b>DEPENSES (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT</b>	<b>A1.2</b>

## FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	260 600,00	0,00	0,00	0,00	260 600,00
Dépenses de l'exercice		0,00	260 600,00	0,00	0,00	0,00	260 600,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	0,00	24 000,00	0,00	0,00	0,00	24 000,00
041	<i>Opérations patrimoniales</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	236 600,00	0,00	0,00	0,00	236 600,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	260 600,00	0,00	0,00	0,00	260 600,00
Recettes de l'exercice		0,00	260 600,00	0,00	0,00	0,00	260 600,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	<i>Virement de la sect° de fonctionnement</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	0,00	60 000,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00
041	<i>Opérations patrimoniales</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	200 600,00	0,00	0,00	0,00	200 600,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	260 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	260 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	24 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	236 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	260 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	260 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00



(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	200 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT</b>	<b>A1.2</b>

## FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT</b>	<b>A1.2</b>

**FONCTION 5 – Interventions sociales et santé**

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établissements sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT</b>	<b>A1.2</b>

## FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	<b>DEPENSES (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00



(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>SOLDE (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT</b>	<b>A1.2</b>

## FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	<i>Opérations patrimoniales</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	<i>Virement de la sect° de fonctionnement</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	<i>Opérations patrimoniales</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT</b>	<b>A1.2</b>

**FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement**

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						816 Autres réseaux et services divers
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	
<b>DEPENSES (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>SOLDE (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	<i>Opérations patrimoniales</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	<i>Virement de la sect° de fonctionnement</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	<i>Opérations patrimoniales</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>SOLDE (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.



<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT</b>	<b>A1.2</b>

### FONCTION 9 – Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foire et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>SOLDE (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE</b>	<b>A2.2</b>

**A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)**

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
<b>163 Emprunts obligataires (Total)</b>					0,00									
<b>164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)</b>					0,00									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
<b>165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)</b>					0,00									
<b>167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)</b>					0,00									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
<b>168 Emprunts et dettes assimilés (Total)</b>					0,00									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
<b>Total général</b>					<b>0,00</b>									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE</b>	<b>A2.2</b>

**A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)**

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Emprunts et dettes au 01/01/N			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Taux d'intérêt			Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)				
<b>163 Emprunts obligataires (Total)</b>		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)</b>		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)</b>		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)</b>		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>168 Emprunts et dettes assimilés (Total)</b>		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>Total général</b>		<b>0,00</b>		<b>0,00</b>				<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

- (11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).
- (12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
- (13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.
- (14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.
- (15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.
- (16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX**

**IV**

**A2.3**

**A2.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)**

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
<b>TOTAL (A)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Barrière simple (B)														
<b>TOTAL (B)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Option d'échange (C)														
<b>TOTAL (C)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
<b>TOTAL (D)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
<b>TOTAL (E)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Autres types de structures (F)														
<b>TOTAL (F)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS</b>	<b>A2.4</b>

**A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)**

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
<b>Structure</b>							
<b>(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(C) Option d'échange (swaption)</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(E) Multiplicateur jusqu'à 5</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(F) Autres types de structures</b>	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.



<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS</b>	<b>A3</b>

**A3 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES**

<b>CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE</b>	<b>Délibération du</b>
<b>Biens de faible valeur</b> Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 500 €	14/12/2020

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Documents d'urbanisme	5	10/12/2021
L	Frais d'étude	5	10/12/2021
L	Logiciels, licences	2	10/12/2021
L	Subventions d'équipements < 7500€	1	10/12/2021
L	Subv équipement pour financt biens mobiliers	5	10/12/2021
L	Subv équipement pour financt biens immobiliers ou installations	30	10/12/2021
L	Subv équipement pour financt projets infrastructure interet national	40	10/12/2021
L	Voitures	10	10/12/2021
L	Camions et véhicules industriels	8	10/12/2021
L	Mobilier	15	10/12/2021
L	Matériel de bureau électrique ou électronique	8	10/12/2021
L	Matériel informatique	3	10/12/2021
L	Matériel de spectacles (barnum, podiums..)	10	10/12/2021
L	Matériels d'entretien	2	10/12/2021
L	Coffre-fort	30	10/12/2021
L	Installations et appareils de chauffage	20	10/12/2021
L	Appareils de levage - ascenseurs	30	10/12/2021
L	Appareils de laboratoire, outillages	8	10/12/2021
L	Equipements de garage et ateliers	15	10/12/2021
L	Equipements des cuisines	12	10/12/2021
L	Equipements sportifs	15	10/12/2021
L	Installations pour réseaux de voirie	30	10/12/2021
L	Signalétique	10	10/12/2021
L	Plantations d'arbres et autres agencements de terrains	15	10/12/2021
	Batiments privés, immeubles de rapport	30	10/12/2021
L	Batiments légers, abris	15	10/12/2021
L	Agencements et aménagts de bâtiments, Install. électriques et téléphoniques	20	10/12/2021
L	Instruments de musique	10	10/12/2021
L	Cheptel	5	10/12/2021
L	Matériels autres	6	10/12/2021

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b> <b>EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES</b>	<b>A6.1</b>

**DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES**

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
<b>DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B</b>		<b>24 000,00</b>	<b>I 24 000,00</b>
<b>16 Emprunts et dettes assimilées (A)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
<b>Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)</b>		<b>24 000,00</b>	<b>24 000,00</b>
10...	<i>Reprise de dotations, fonds divers et réserves</i>		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	<i>Subv. invest. transférées cpte résultat</i>	24 000,00	24 000,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3) (4)	Solde d'exécution D001 (3) (4)	TOTAL II
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>24 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>24 000,00</b>

- (1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.  
 (2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.  
 (3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.  
 (4) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b>	
<b>EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES</b>	<b>A6.2</b>

**RESSOURCES PROPRES**

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
<b>RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b</b>		<b>60 000,00</b>	<b>III 60 000,00</b>
<b>Ressources propres externes de l'année (a)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10222	FCTVA	0,00	0,00
10223	TLE	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
<b>Ressources propres internes de l'année (b) (3)</b>		<b>60 000,00</b>	<b>60 000,00</b>
15...	Provisions pour risques et charges		
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
28135	Installations générales, agencements, ..	37 600,00	37 600,00
281533	Réseaux câblés	230,00	230,00
28158	Autres installat°, matériel et outillage	3 000,00	3 000,00
28184	Mobilier	1 220,00	1 220,00
28188	Autres immo. corporelles	17 950,00	17 950,00
29...	Prov. pour dépréciat° immobilisations		
39...	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours		
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices		
49...	Prov. dépréc. comptes de tiers		
59...	Prov. dépréc. comptes financiers		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4) (5)	Solde d'exécution R001 (4) (5)	Affectation R1068 (4)	TOTAL IV
<b>Total ressources propres disponibles</b>	<b>60 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>60 000,00</b>

	Montant
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>II 24 000,00</b>
<b>Ressources propres disponibles</b>	<b>IV 60 000,00</b>
<b>Solde</b>	<b>V = IV – II (6) 36 000,00</b>

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

(6) Indiquer le signe algébrique.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET</b>	<b>B1.7</b>

**B1.7 – SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET**

(Article L. 2311-7 du CGCT)

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
<b>INVESTISSEMENT</b>					
<b>FONCTIONNEMENT</b>					
6574	001 - Ressources Humaines	Fonctionnement 2021 (quote part budget Elispace)	Comité des Œuvres Sociales du Personnel Municipal (acompte)	Association	1 186,80
6574	001 - Ressources Humaines	Fonctionnement 2021 (quote part budget Elispace)	Comité des Œuvres Sociales du Personnel Municipal (solde)	Association	508,63

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.

(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.

(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N</b>	<b>C1</b>

**C1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N**

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
<b>EMPLOIS FONCTIONNELS (a)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>FILIERE ADMINISTRATIVE (b)</b>		<b>2,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2,00</b>	<b>1,90</b>	<b>0,00</b>	<b>1,90</b>
Rédacteur Pal 1Cl	B	1,00	0,00	1,00	0,90	0,00	0,90
Rédacteur Pal 2Cl	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
<b>FILIERE TECHNIQUE (c)</b>		<b>3,00</b>	<b>0,70</b>	<b>3,70</b>	<b>1,70</b>	<b>0,00</b>	<b>1,70</b>
Adjt tech	C	0,00	0,70	0,70	0,70	0,00	0,70
Adjt tech Pal 2Cl	C	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
Technicien principal de 2Cl	B	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
<b>FILIERE SOCIALE (d)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE SPORTIVE (g)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE CULTURELLE (h)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE ANIMATION (i)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE POLICE (j)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>EMPLOIS NON CITES (k) (5)</b>		<b>1,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1,00</b>	<b>1,00</b>
Grade non statutaire		1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
<b>TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)</b>		<b>6,00</b>	<b>0,70</b>	<b>6,70</b>	<b>3,60</b>	<b>1,00</b>	<b>4,60</b>

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques \* quotité de temps de travail \* période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 \* 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N</b>	<b>C1</b>

**C1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)**

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
<b>Agents occupant un emploi permanent (6)</b>				<b>0,00</b>		
Grade non statutaire		OTR	732	0,00	3-3-1°	CDD Contrat à durée déterminée
<b>Agents occupant un emploi non permanent (7)</b>				<b>0,00</b>		
<b>TOTAL GENERAL</b>				<b>0,00</b>		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.  
 TECH : Technique.  
 URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).  
 S : Social.  
 MS : Médico-social.  
 MT : Médico-technique.  
 SP : Sportif.  
 CULT : Culturel  
 ANIM : Animation.  
 PM : Police.  
 OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :  
 3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.  
 3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.  
 3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).  
 3-2 : vacance temporaire d'un emploi.  
 3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.  
 3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.  
 3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.  
 3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.  
 3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.  
 3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.  
 38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.  
 47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels  
 110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.  
 110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.  
 A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT</b>	<b>C3.1</b>

**C3.1 – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT**

DESIGNATION DES ORGANISMES	DATE D'ADHESION	MODE DE FINANCEMENT (1)	MONTANT DU FINANCEMENT
Etablissements publics de coopération intercommunale			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle, fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ARRETE ET SIGNATURES</b>	<b>D2</b>

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),

A , le

,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

02- Franck PIA	
03- Sandra PLOMION	
04- Lionel CHISS	
05- Isabelle SOULA	
06- Yannick MATURA	
07- Anne-Françoise LEBRETON	
08- Mohrad LAGHRARI	
09- Corinne FOURCIN	
10- Charles LOCQUET	
11- Jacqueline MÉNOUBÉ	
12- Philippe VIBERT	
13- Hatice KILINC-SIGINIR	
14- Mamadou LY	
15- Monette-Simone VASSEUR	
16- Catherine THIEBLIN	
17- Jacques DORIDAM	
18- Ali SAHNOUN	
19- Patricia HIBERTY	
20- Guylaine CAPGRAS	
21- Frédéric BONAL	
22- Mamadou BATHILY	



<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ARRETE ET SIGNATURES</b>	<b>D2</b>

23- Jérôme LIEVAIN	
24- Farida TIMMERMAN	
25- Cédric MARTIN	
26- Christophe GASPART	
27- Peggie CALLENS	
28- Charlotte COLIGNON	
29- Ludovic CASTANIE	
30- Loïc BARBARAS	
31- Vanessa FOULON	
32- Victor DEBIL-CAUX	
33- Halima KHARROUBI	
34- Antoine SALITOT	
35- Josee JAVEY	
36- Thierry AURY	
37- Dominique CLINCKEMAILLIE	
38- Leïla DAGDAD	
39- Grégory NARZIS	
40- Mehdi RAHOUI	
41- Marianne SECK	
42- Roxane LUNDY	
43- Claire MARAIS-BEUIL	
44- David MAGNIER	
45- Philippe ENJOLRAS	

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.

(2) L'assemblée délibérante étant : .

## REPUBLIQUE FRANÇAISE

**VILLE - VILLE DE BEAUVAIS (1)**

**AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE BEAUVAIS PRINCIPAL (2)**

Numéro SIRET : 21600056200787

POSTE COMPTABLE : SERVICE GESTION COMPTABLE BVS

**M. 14**

**Budget primitif**

**voté par nature**

**BUDGET : LOTISST LONGUE HAIE (3)**

**ANNEE 2022**

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).

(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

# Sommaire

## I - Informations générales (6)

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Modalités de vote du budget	5

## II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections	6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres	7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres	9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	11
B2 - Balance générale du budget - Recettes	13

## III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	15
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	16
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses	17
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes	18
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	19

## IV - Annexes (7)

### A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1)	20
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement	24
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement	46
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	77
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	81
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	82
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
A4 - Etat des provisions	Sans Objet
A5 - Etalement des provisions	Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	83
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	84
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
A7.2.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (3)	Sans Objet
A7.2.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (3)	Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées	Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers	Sans Objet

### B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement (4)	Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé	Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B1.7 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget (5)	Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale	Sans Objet

### C - Autres éléments d'informations

C1 - Etat du personnel	85
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (4)	Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement	87
C3.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet

### D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes	Sans Objet
D2 - Arrêté et signatures	88

- (1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Elle n'a cependant pas à être produite par les services et activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.
- (2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT).
- (3) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers (art. L. 2313-1 du CGCT).
- (4) Ces états ne sont obligatoires que pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art. L. 5711-1 du CGCT) et leurs établissements publics.
- (5) Si la commune ou l'établissement décide d'attribuer des subventions dans le cadre du budget dans les conditions décrites à l'article L. 2311-7 du CGCT.
- (6) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.
- (7) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

<b>Code INSEE</b> 60057	<b>VILLE DE BEAUVAIS</b> <b>LOTISST LONGUE HAIE</b>	<b>BP</b> <b>2022</b>
----------------------------	--	--------------------------

<b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>	<b>I</b>
<b>INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES</b>	<b>A</b>

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 <i>in fine</i> ) :	
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		

Informations financières – ratios (2)		Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population		
2	Produit des impositions directes/population		
3	Recettes réelles de fonctionnement/population		
4	Dépenses d'équipement brut/population		
5	Encours de dette/population		
6	DGF/population		
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)		
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)		
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)		
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)		

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

<b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>	<b>I</b>
<b>MODALITES DE VOTE DU BUDGET</b>	<b>B</b>

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement,
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
  - sans (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (4) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (5) primitif de l'exercice précédent.

V – Le présent budget a été voté (6) avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

- (1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».
- (2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.
- (3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.
- (4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
  - semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
  - budgétaires (délibération n° ..... du .....).
- (5) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».
- (6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
  - sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
  - avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1,
  - avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>VUE D'ENSEMBLE</b>	<b>A1</b>

**FONCTIONNEMENT**

		DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
<b>V O T E</b>	<b>CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)</b>	496 429,78	252 200,00

<b>R E P O R T S</b>	+	+	+
	<b>RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)</b>	0,00	0,00
	<b>002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2)</b>	(si déficit) 0,00	(si excédent) 244 229,78

=	=	=
<b>TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (3)</b>	496 429,78	496 429,78

**INVESTISSEMENT**

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
<b>V O T E</b>	<b>CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068)</b>	50 000,00	116 523,18

<b>R E P O R T S</b>	+	+	+
	<b>RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)</b>	0,00	0,00
	<b>001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)</b>	(si solde négatif) 66 523,18	(si solde positif) 0,00

=	=	=
<b>TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)</b>	116 523,18	116 523,18

**TOTAL**

<b>TOTAL DU BUDGET (3)</b>	612 952,96	612 952,96
----------------------------	------------	------------

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.

<b>II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES</b>	<b>A2</b>

**DEPENSES DE FONCTIONNEMENT**

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	50 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	329 906,60	0,00	329 906,60	329 906,60	329 906,60
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses de gestion courante</b>		<b>379 906,60</b>	<b>0,00</b>	<b>379 906,60</b>	<b>379 906,60</b>	<b>379 906,60</b>
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>		<b>379 906,60</b>	<b>0,00</b>	<b>379 906,60</b>	<b>379 906,60</b>	<b>379 906,60</b>
023	Virement à la section d'investissement (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (5)	116 523,18	0,00	116 523,18	116 523,18	116 523,18
043	Opérat° ordre intérieur de la section (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre de fonctionnement</b>		<b>116 523,18</b>	<b>0,00</b>	<b>116 523,18</b>	<b>116 523,18</b>	<b>116 523,18</b>
<b>TOTAL</b>		<b>496 429,78</b>	<b>0,00</b>	<b>496 429,78</b>	<b>496 429,78</b>	<b>496 429,78</b>

+

<b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>	<b>496 429,78</b>
--	-------------------

**RECETTES DE FONCTIONNEMENT**

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	202 200,00	0,00	202 200,00	202 200,00	202 200,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes de gestion courante</b>		<b>202 200,00</b>	<b>0,00</b>	<b>202 200,00</b>	<b>202 200,00</b>	<b>202 200,00</b>
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>		<b>202 200,00</b>	<b>0,00</b>	<b>202 200,00</b>	<b>202 200,00</b>	<b>202 200,00</b>
042	Opérat° ordre transfert entre sections (5)	50 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'ordre de fonctionnement</b>		<b>50 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>50 000,00</b>	<b>50 000,00</b>	<b>50 000,00</b>
<b>TOTAL</b>		<b>252 200,00</b>	<b>0,00</b>	<b>252 200,00</b>	<b>252 200,00</b>	<b>252 200,00</b>

+

<b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)</b>	<b>244 229,78</b>
---	-------------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>	<b>496 429,78</b>
--	-------------------

**Pour information :**

<b>AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)</b>	<b>66 523,18</b>
---	------------------

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.



- (4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
- (5)  $DF\ 023 = RI\ 021$  ;  $DI\ 040 = RF\ 042$  ;  $RI\ 040 = DF\ 042$  ;  $DI\ 041 = RI\ 041$  ;  $DF\ 043 = RF\ 043$ .
- (6) Solde de l'opération  $DF\ 023 + DF\ 042 - RF\ 042$  ou solde de l'opération  $RI\ 021 + RI\ 040 - DI\ 040$ .

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES</b>	<b>A3</b>

**DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des dépenses d'équipement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des dépenses financières</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
45...	<b>Total des opé. pour compte de tiers (8)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	50 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00
041	Opérations patrimoniales (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b>	<b>50 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>50 000,00</b>	<b>50 000,00</b>	<b>50 000,00</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>50 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>50 000,00</b>	<b>50 000,00</b>	<b>50 000,00</b>

+

<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)</b>	<b>66 523,18</b>
--	------------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>116 523,18</b>
---	-------------------

**RECETTES D'INVESTISSEMENT**

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des recettes d'équipement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des recettes financières</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
45...	<b>Total des opé. pour le compte de tiers (8)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
021	Virement de la sect° de fonctionnement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	116 523,18	0,00	116 523,18	116 523,18	116 523,18
041	Opérations patrimoniales (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>	<b>116 523,18</b>	<b>0,00</b>	<b>116 523,18</b>	<b>116 523,18</b>	<b>116 523,18</b>

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
	<b>TOTAL</b>	116 523,18	0,00	116 523,18	116 523,18	116 523,18

+

<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>116 523,18</b>
---	-------------------

**Pour information :**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

<b>AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (10)</b>	<b>66 523,18</b>
--	------------------

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(5) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(9) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(10) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021+ RI 040 – DI 040*.

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>BALANCE GENERALE DU BUDGET</b>	<b>B1</b>

**1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)**

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	50 000,00		50 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	<i>Achats et variation des stocks (3)</i>		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	329 906,60		329 906,60
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
71	<i>Production stockée (ou déstockage) (3)</i>		116 523,18	116 523,18
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	<i>Virement à la section d'investissement</i>		0,00	0,00
<b>Dépenses de fonctionnement – Total</b>		<b>379 906,60</b>	<b>116 523,18</b>	<b>496 429,78</b>

+

<b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>	<b>496 429,78</b>
--	-------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
15	<i>Provisions pour risques et charges (5)</i>		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
198	<i>Neutral. amort. subv. équip. versées</i>		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles(sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	<i>Amortissement des immobilisations (reprises)</i>		0,00	0,00
29	<i>Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)</i>		0,00	0,00
39	<i>Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)</i>		0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à rép. sur plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
49	<i>Prov. dépréc. comptes de tiers (5)</i>		0,00	0,00
59	<i>Prov. dépréc. comptes financiers (5)</i>		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	50 000,00	50 000,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
<b>Dépenses d'investissement – Total</b>		<b>0,00</b>	<b>50 000,00</b>	<b>50 000,00</b>

+

<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>66 523,18</b>
--	------------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>116 523,18</b>
---	-------------------

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir liste des opérations d'ordre.
- (3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
- (4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.
- (5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
- (6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
- (7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
- (8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
- (9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>BALANCE GENERALE DU BUDGET</b>	<b>B2</b>

**2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)**

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	<i>Achats et variation des stocks (3)</i>		0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	202 200,00		202 200,00
71	<i>Production stockée (ou déstockage)</i>		50 000,00	50 000,00
72	<i>Production immobilisée</i>		0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
79	<i>Transferts de charges</i>		0,00	0,00
<b>Recettes de fonctionnement – Total</b>		<b>202 200,00</b>	<b>50 000,00</b>	<b>252 200,00</b>

+

<b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>244 229,78</b>
---	-------------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>	<b>496 429,78</b>
--	-------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
15	<i>Provisions pour risques et charges (4)</i>		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaires)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(7) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	<i>Amortissement des immobilisations</i>		0,00	0,00
29	<i>Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)</i>		0,00	0,00
39	<i>Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)</i>		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à rép. sur plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
49	<i>Prov. dépréc. comptes de tiers (4)</i>		0,00	0,00
59	<i>Prov. dépréc. comptes financiers (4)</i>		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	116 523,18	116 523,18
021	<i>Virement de la sect° de fonctionnement</i>		0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
<b>Recettes d'investissement – Total</b>		<b>0,00</b>	<b>116 523,18</b>	<b>116 523,18</b>

+

<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

+

<b>AFFECTATION AU COMPTE 1068</b>	<b>0,00</b>
-----------------------------------	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>116 523,18</b>
---	-------------------

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir liste des opérations d'ordre.
- (3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
- (4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
- (5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
- (6) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
- (7) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES</b>	<b>A1</b>

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général</b>	<b>50 000,00</b>	<b>50 000,00</b>	<b>50 000,00</b>
605	Achats matériel, équipements et travaux	50 000,00	50 000,00	50 000,00
<b>012</b>	<b>Charges de personnel, frais assimilés</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>014</b>	<b>Atténuations de produits</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>329 906,60</b>	<b>329 906,60</b>	<b>329 906,60</b>
6522	Reverst excédent BA admin. au principal	329 906,60	329 906,60	329 906,60
<b>656</b>	<b>Frais fonctionnement des groupes d'élus</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65 + 656)</b>		<b>379 906,60</b>	<b>379 906,60</b>	<b>379 906,60</b>
<b>66</b>	<b>Charges financières (b)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>67</b>	<b>Charges exceptionnelles (c)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>68</b>	<b>Dotations provisions semi-budgétaires (d) (6)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>022</b>	<b>Dépenses imprévues (e)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e</b>		<b>379 906,60</b>	<b>379 906,60</b>	<b>379 906,60</b>
<b>023</b>	<b>Virement à la section d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8) (9)</b>	<b>116 523,18</b>	<b>116 523,18</b>	<b>116 523,18</b>
71355	Variat° stocks terrains aménagés	116 523,18	116 523,18	116 523,18
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>		<b>116 523,18</b>	<b>116 523,18</b>	<b>116 523,18</b>
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section (10)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>116 523,18</b>	<b>116 523,18</b>	<b>116 523,18</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>496 429,78</b>	<b>496 429,78</b>	<b>496 429,78</b>

+	<b>RESTES A REALISER N-1 (11)</b>	<b>0,00</b>
+	<b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (11)</b>	<b>0,00</b>
=	<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>	<b>496 429,78</b>

**Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)**

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

- (1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
- (2) Cf. Modalités de vote I-B.
- (3) Hors restes à réaliser.
- (4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
- (5) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.
- (6) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
- (7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040*.
- (8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).
- (9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
- (10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
- (11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).



<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES</b>	<b>A2</b>

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	202 200,00	202 200,00	202 200,00
7015	Ventes de terrains aménagés	202 200,00	202 200,00	202 200,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70 + 73 + 74 + 75 + 013</b>		<b>202 200,00</b>	<b>202 200,00</b>	<b>202 200,00</b>
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	0,00	0,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (d) (5)	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES = a+b+c+d</b>		<b>202 200,00</b>	<b>202 200,00</b>	<b>202 200,00</b>
042	Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)	50 000,00	50 000,00	50 000,00
71355	Variat° stocks terrains aménagés	50 000,00	50 000,00	50 000,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (9)	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>		<b>50 000,00</b>	<b>50 000,00</b>	<b>50 000,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>252 200,00</b>	<b>252 200,00</b>	<b>252 200,00</b>

	+
<b>RESTES A REALISER N-1 (10)</b>	<b>0,00</b>
	+
<b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)</b>	<b>244 229,78</b>
	=
<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>	<b>496 429,78</b>

**Détail du calcul des ICNE au compte 7622**

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

- (1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
- (2) Cf. Modalités de vote I-B.
- (3) Hors restes à réaliser.
- (4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.
- (5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
- (6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RF 042 = DI 040.
- (7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).
- (8) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
- (9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
- (10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES</b>	<b>B1</b>

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DEPENSES REELLES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections (7)	50 000,00	50 000,00	50 000,00
	Reprises sur autofinancement antérieur (8)	0,00	0,00	0,00
	Charges transférées (9)	50 000,00	50 000,00	50 000,00
3555	Terrains aménagés	50 000,00	50 000,00	50 000,00
041	Opérations patrimoniales (10)	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>50 000,00</b>	<b>50 000,00</b>	<b>50 000,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)</b>		<b>50 000,00</b>	<b>50 000,00</b>	<b>50 000,00</b>

+

<b>RESTES A REALISER N-1 (11)</b>	<b>0,00</b>
-----------------------------------	-------------

+

<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (11)</b>	<b>66 523,18</b>
---	------------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>116 523,18</b>
---	-------------------

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RF 042*.

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(10) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041*.

(11) Inscrive en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>				<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES</b>				<b>B2</b>
Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'équipement</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes financières</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des recettes d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL RECETTES REELLES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)	116 523,18	116 523,18	116 523,18
3555	Terrains aménagés	116 523,18	116 523,18	116 523,18
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>116 523,18</b>	<b>116 523,18</b>	<b>116 523,18</b>
041	Opérations patrimoniales (9)	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL RECETTES D'ORDRE</b>		<b>116 523,18</b>	<b>116 523,18</b>	<b>116 523,18</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)</b>		<b>116 523,18</b>	<b>116 523,18</b>	<b>116 523,18</b>

+

<b>RESTES A REALISER N-1 (10)</b>	<b>0,00</b>
-----------------------------------	-------------

+

<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (10)</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>116 523,18</b>
---	-------------------

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV-A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DF 042.

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT</b>	<b>B3</b>

Cet état ne contient pas d'information.

## IV – ANNEXES

## PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE (1)

IV  
A1

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat* publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
---------	--	--	--	----------------------------------	--------------	---------------------------	--	--------------	---------------	--	---------------------------	-------

## INVESTISSEMENT

## DEPENSES

Dépenses réelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Equipements municipaux (2)		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Equip. non municipaux (c/204) (3)		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Opérations financières	0											0
Dépenses d'ordre	0											50 000
<b>Total dépenses de l'exercice</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>50 000</b>	<b>0</b>	<b>50 000</b>
<b>RAR N-1 et reports</b>	<b>66 523</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>66 523</b>
<b>Total cumulé dépenses d'investissement</b>	<b>66 523</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>50 000</b>	<b>0</b>	<b>116 523</b>

## RECETTES

<b>Total recettes de l'exercice</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>116 523</b>	<b>0</b>	<b>116 523</b>
<b>RAR N-1 et reports</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total cumulé recettes d'investissement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>116 523</b>	<b>0</b>	<b>116 523</b>

## FONCTIONNEMENT

## DEPENSES

<b>Total dépenses de l'exercice</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>496 430</b>	<b>0</b>	<b>496 430</b>
<b>RAR N-1 et reports</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total cumulé dépenses de fonctionnement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>496 430</b>	<b>0</b>	<b>496 430</b>

## RECETTES

<b>Total recettes de l'exercice</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>252 200</b>	<b>0</b>	<b>252 200</b>
<b>RAR N-1 et reports</b>	<b>244 230</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>244 230</b>
<b>Total cumulé recettes de fonctionnement</b>	<b>244 230</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>252 200</b>	<b>0</b>	<b>496 430</b>

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale.

(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.

IV – ANNEXES												IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE												A1

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
----------	---------	--	--	--	----------------------------------	--------------	---------------------------	--	--------------	---------------	--	---------------------------	-------

INVESTISSEMENT													
DEPENSES													
<b>Total dépenses investissement</b>		0	0	0	0	0	0	0	0	0	50 000	0	50 000
Dépenses réelles		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
020	Dépenses imprévues	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16	Emprunts et dettes assimilées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations d'équipement		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Dépenses d'ordre</i>		0	0	0	0	0	0	0	0	0	50 000	0	50 000
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0	0	0	0	0	0	0	0	0	50 000	0	50 000
041	Opérations patrimoniales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

RECETTES													
<b>Total recettes investissement</b>		0	0	0	0	0	0	0	0	0	116 523	0	116 523
Recettes réelles		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
024	Produits des cessions d'immobilisations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
16	Emprunts et dettes assimilées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Recettes d'ordre</i>		0	0	0	0	0	0	0	0	0	116 523	0	116 523
021	<i>Virement de la sect° de fonctionnement</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
040	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	116 523	0	116 523
041	<i>Opérations patrimoniales</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

## FONCTIONNEMENT

DEPENSES													
<b>Total dépenses de fonctionnement</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>496 430</b>	<b>0</b>	<b>496 430</b>
Dépenses réelles		0	0	0	0	0	0	0	0	0	379 907	0	379 907
011	Charges à caractère général	0	0	0	0	0	0	0	0	0	50 000	0	50 000
012	Charges de personnel, frais assimilés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
014	Atténuations de produits	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
022	Dépenses imprévues	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
65	Autres charges de gestion courante	0	0	0	0	0	0	0	0	0	329 907	0	329 907
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
66	Charges financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
67	Charges exceptionnelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
68	Dot. aux amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Dépenses d'ordre</i>		0	0	0	0	0	0	0	0	0	116 523	0	116 523
023	<i>Virement à la section d'investissement</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
042	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	116 523	0	116 523
043	<i>Opérat° ordre intérieur de la section</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
----------	---------	--	--	--	----------------------------------	--------------	---------------------------	--	--------------	---------------	--	---------------------------	-------

RECETTES													
<b>Total recettes de fonctionnement</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>252 200</b>	<b>0</b>	<b>252 200</b>
Recettes réelles		0	0	0	0	0	0	0	0	0	202 200	0	202 200
013	Atténuations de charges	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
70	Produits des services, du domaine, vente	0	0	0	0	0	0	0	0	0	202 200	0	202 200
73	Impôts et taxes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
74	Dotations et participations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
75	Autres produits de gestion courante	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
76	Produits financiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
77	Produits exceptionnels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
78	Reprise sur amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Recettes d'ordre</i>		<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>50 000</i>	<i>0</i>	<i>50 000</i>
042	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>50 000</i>	<i>0</i>	<i>50 000</i>
043	<i>Opérat° ordre intérieur de la section</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).



<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b> <b>PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT</b>	<b>A1.1</b>

**FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales**

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		244 229,78	0,00	0,00	0,00	0,00	244 229,78
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		244 229,78	0,00	0,00	0,00	0,00	244 229,78
<b>SOLDE (2)</b>		244 229,78	0,00	0,00	0,00	0,00	244 229,78

(1)	Libellé	Sous-fonction 02						Sous-fonction 04	
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	<i>Virement à la section d'investissement</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	<i>Opérat° ordre intérieur de la section</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	<i>Opérat° ordre intérieur de la section</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b> <b>PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT</b>	<b>A1.1</b>

### FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>SOLDE (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b> <b>PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT</b>	<b>A1.1</b>

### FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	<b>DEPENSES (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>SOLDE (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
	<b>DEPENSES (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>SOLDE (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.



<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT</b>	<b>A1.1</b>

## FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT</b>	<b>A1.1</b>

## FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	<b>DEPENSES (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>SOLDE (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT</b>	<b>A1.1</b>

**FONCTION 5 – Interventions sociales et santé**

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT</b>	<b>A1.1</b>

## FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	<b>DEPENSES (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>SOLDE (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.



<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT</b>	<b>A1.1</b>

### FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b> <b>PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT</b>	<b>A1.1</b>

**FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement**

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	<b>DEPENSES (2)</b>	0.00	496 429,78	0.00	0.00	496 429,78
	Dépenses de l'exercice	0.00	496 429,78	0.00	0.00	496 429,78
011	Charges à caractère général	0.00	50 000,00	0.00	0.00	50 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0.00	0,00	0.00	0.00	0,00
014	Atténuations de produits	0.00	0,00	0.00	0.00	0,00
022	Dépenses imprévues	0.00	0,00	0.00	0.00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0.00	0,00	0.00	0.00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0.00	116 523,18	0.00	0.00	116 523,18
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0.00	0,00	0.00	0.00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0.00	329 906,60	0.00	0.00	329 906,60
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0.00	0,00	0.00	0.00	0,00
66	Charges financières	0.00	0,00	0.00	0.00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0.00	0,00	0.00	0.00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0.00	0,00	0.00	0.00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0.00	0,00	0.00	0.00	0,00
	<b>RECETTES (2)</b>	0.00	252 200,00	0.00	0.00	252 200,00
	Recettes de l'exercice	0.00	252 200,00	0.00	0.00	252 200,00
013	Atténuations de charges	0.00	0,00	0.00	0.00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0.00	50 000,00	0.00	0.00	50 000,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0.00	0,00	0.00	0.00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0.00	202 200,00	0.00	0.00	202 200,00
73	Impôts et taxes	0.00	0,00	0.00	0.00	0,00
74	Dotations et participations	0.00	0,00	0.00	0.00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0.00	0,00	0.00	0.00	0,00
76	Produits financiers	0.00	0,00	0.00	0.00	0,00
77	Produits exceptionnels	0.00	0,00	0.00	0.00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0.00	0,00	0.00	0.00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0.00	0,00	0.00	0.00	0,00
	<b>SOLDE (2)</b>	0.00	-244 229,78	0.00	0.00	-244 229,78

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
	<b>DEPENSES (2)</b>	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>SOLDE (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
	<b>DEPENSES (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	496 429,78	0,00	0,00	0,00	0,00
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	496 429,78	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	116 523,18	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	329 906,60	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	252 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	252 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	202 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>SOLDE (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	-244 229,78	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT</b>	<b>A1.1</b>

### FONCTION 9 – Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foire et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Restes à réaliser – reports</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>SOLDE (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT</b>	<b>A1.2</b>

**FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales**

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		66 523,18	0,00	0,00	0,00	0,00	66 523,18
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		66 523,18	0,00	0,00	0,00	0,00	66 523,18
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		-66 523,18	0,00	0,00	0,00	0,00	-66 523,18

(1)	Libellé	Sous-fonction 02						Sous-fonction 04	
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00



(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02						Sous-fonction 04	
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>SOLDE (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT</b>	<b>A1.2</b>

### FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
<b>DEPENSES (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT</b>	<b>A1.2</b>

### FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	<b>DEPENSES (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
<b>DEPENSES (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>



(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT</b>	<b>A1.2</b>

## FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	<i>Opérations patrimoniales</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	<i>Virement de la sect° de fonctionnement</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	<i>Opérations patrimoniales</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT</b>	<b>A1.2</b>

## FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT</b>	<b>A1.2</b>

**FONCTION 5 – Interventions sociales et santé**

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00



(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT</b>	<b>A1.2</b>

## FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	<b>DEPENSES (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT</b>	<b>A1.2</b>

## FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	<i>Opérations patrimoniales</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	<i>Virement de la sect° de fonctionnement</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	<i>Opérations patrimoniales</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT</b>	<b>A1.2</b>

**FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement**

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00
Dépenses de l'exercice		0,00	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	116 523,18	0,00	0,00	116 523,18
Recettes de l'exercice		0,00	116 523,18	0,00	0,00	116 523,18
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	116 523,18	0,00	0,00	116 523,18
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		0,00	66 523,18	0,00	0,00	66 523,18

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						816 Autres réseaux et services divers
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00



(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>SOLDE (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	<i>Opérations patrimoniales</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	116 523,18	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	116 523,18	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	<i>Virement de la sect° de fonctionnement</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	116 523,18	0,00	0,00	0,00	0,00
041	<i>Opérations patrimoniales</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>66 523,18</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT</b>	<b>A1.2</b>

**FONCTION 9 – Action économique**

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foire et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>SOLDE (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE</b>	<b>A2.2</b>

**A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)**

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
<b>163 Emprunts obligataires (Total)</b>					0,00									
<b>164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)</b>					0,00									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
<b>165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)</b>					0,00									
<b>167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)</b>					0,00									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
<b>168 Emprunts et dettes assimilés (Total)</b>					0,00									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
<b>Total général</b>					<b>0,00</b>									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE</b>	<b>A2.2</b>

**A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)**

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Emprunts et dettes au 01/01/N			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Taux d'intérêt			Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)				
<b>163 Emprunts obligataires (Total)</b>		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)</b>		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)</b>		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)</b>		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>168 Emprunts et dettes assimilés (Total)</b>		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>Total général</b>		<b>0,00</b>		<b>0,00</b>				<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».



- (11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).
- (12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
- (13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.
- (14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.
- (15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.
- (16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX**

**IV**

**A2.3**

**A2.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)**

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
<b>TOTAL (A)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Barrière simple (B)														
<b>TOTAL (B)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Option d'échange (C)														
<b>TOTAL (C)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
<b>TOTAL (D)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
<b>TOTAL (E)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Autres types de structures (F)														
<b>TOTAL (F)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS</b>	<b>A2.4</b>

**A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)**

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
<b>Structure</b>							
<b>(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(C) Option d'échange (swaption)</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(E) Multiplicateur jusqu'à 5</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(F) Autres types de structures</b>	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES</b>	<b>A6.1</b>

**DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES**

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
<b>DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B</b>		<b>0,00</b>	<b>I 0,00</b>
<b>16 Emprunts et dettes assimilées (A)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
<b>Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10...	<i>Reprise de dotations, fonds divers et réserves</i>		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	<i>Subv. invest. transférées cpte résultat</i>	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépendances de l'exercice précédent (3) (4)	Solde d'exécution D001 (3) (4)	TOTAL II
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>66 523,18</b>	<b>66 523,18</b>

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b>	
<b>EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES</b>	<b>A6.2</b>

**RESSOURCES PROPRES**

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
<b>RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b</b>		<b>0,00</b>	<b>III 0,00</b>
<b>Ressources propres externes de l'année (a)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10222	FCTVA	0,00	0,00
10223	TLE	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
<b>Ressources propres internes de l'année (b) (3)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
15...	Provisions pour risques et charges		
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
29...	Prov. pour dépréciat° immobilisations		
39...	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours		
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices		
49...	Prov. dépréc. comptes de tiers		
59...	Prov. dépréc. comptes financiers		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4) (5)	Solde d'exécution R001 (4) (5)	Affectation R1068 (4)	TOTAL IV
<b>Total ressources propres disponibles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

	Montant
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>II 66 523,18</b>
<b>Ressources propres disponibles</b>	<b>IV 0,00</b>
<b>Solde</b>	<b>V = IV – II (6) -66 523,18</b>

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

(6) Indiquer le signe algébrique.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N</b>	<b>C1</b>

**C1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N**

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
<b>EMPLOIS FONCTIONNELS (a)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>FILIERE ADMINISTRATIVE (b)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>FILIERE TECHNIQUE (c)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>FILIERE SOCIALE (d)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>FILIERE SPORTIVE (g)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>FILIERE CULTURELLE (h)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>FILIERE ANIMATION (i)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>FILIERE POLICE (j)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>EMPLOIS NON CITES (k) (5)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques \* quotité de temps de travail \* période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 \* 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N</b>	<b>C1</b>

**C1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)**

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
<b>Agents occupant un emploi permanent (6)</b>				<b>0,00</b>		
<b>Agents occupant un emploi non permanent (7)</b>				<b>0,00</b>		
<b>TOTAL GENERAL</b>				<b>0,00</b>		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.  
 TECH : Technique.  
 URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).  
 S : Social.  
 MS : Médico-social.  
 MT : Médico-technique.  
 SP : Sportif.  
 CULT : Culturel  
 ANIM : Animation.  
 PM : Police.  
 OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :  
 3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.  
 3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.  
 3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).  
 3-2 : vacance temporaire d'un emploi.  
 3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.  
 3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.  
 3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.  
 3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.  
 3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.  
 3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.  
 38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.  
 47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels  
 110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.  
 110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.  
 A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT</b>	<b>C3.1</b>

**C3.1 – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT**

DESIGNATION DES ORGANISMES	DATE D'ADHESION	MODE DE FINANCEMENT (1)	MONTANT DU FINANCEMENT
Etablissements publics de coopération intercommunale			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle, fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.



<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ARRETE ET SIGNATURES</b>	<b>D2</b>

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),

A , le

,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

02- Franck PIA	
03- Sandra PLOMION	
04- Lionel CHISS	
05- Isabelle SOULA	
06- Yannick MATURA	
07- Anne-Françoise LEBRETON	
08- Mohrad LAGHRARI	
09- Corinne FOURCIN	
10- Charles LOCQUET	
11- Jacqueline MÉNOUBÉ	
12- Philippe VIBERT	
13- Hatice KILINC-SIGINIR	
14- Mamadou LY	
15- Monette-Simone VASSEUR	
16- Catherine THIEBLIN	
17- Jacques DORIDAM	
18- Ali SAHNOUN	
19- Patricia HIBERTY	
20- Guylaine CAPGRAS	
21- Frédéric BONAL	
22- Mamadou BATHILY	

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ARRETE ET SIGNATURES</b>	<b>D2</b>

23- Jérôme LIEVAIN	
24- Farida TIMMERMAN	
25- Cédric MARTIN	
26- Christophe GASPART	
27- Peggie CALLENS	
28- Charlotte COLIGNON	
29- Ludovic CASTANIE	
30- Loïc BARBARAS	
31- Vanessa FOULON	
32- Victor DEBIL-CAUX	
33- Halima KHARROUBI	
34- Antoine SALITOT	
35- Josee JAVEY	
36- Thierry AURY	
37- Dominique CLINCKEMAILLIE	
38- Leïla DAGDAD	
39- Grégory NARZIS	
40- Mehdi RAHOUI	
41- Marianne SECK	
42- Roxane LUNDY	
43- Claire MARAIS-BEUIL	
44- David MAGNIER	
45- Philippe ENJOLRAS	

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.

(2) L'assemblée délibérante étant : .

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

**VILLE - VILLE DE BEAUVAIS (1)**

**AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE BEAUVAIS PRINCIPAL (2)**

Numéro SIRET : 21600056200845

POSTE COMPTABLE : SERVICE GESTION COMPTABLE BVS

**M. 14**

**Budget primitif**

**voté par nature**

**BUDGET : BEAUVAIS LOTISSEMENT AGEL (3)**

**ANNEE 2022**

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).

(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

# Sommaire

## I - Informations générales (6)

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Modalités de vote du budget	5

## II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections	6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres	7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres	9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	11
B2 - Balance générale du budget - Recettes	13

## III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	15
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	16
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses	17
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes	18
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	19

## IV - Annexes (7)

### A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1)	20
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement	24
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement	46
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	77
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	81
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	82
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Autres dettes	83
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
A4 - Etat des provisions	Sans Objet
A5 - Etalement des provisions	Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	84
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	85
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
A7.2.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (3)	Sans Objet
A7.2.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (3)	Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées	Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers	Sans Objet

### B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement (4)	Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé	Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B1.7 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget (5)	Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale	Sans Objet

### C - Autres éléments d'informations

C1 - Etat du personnel	86
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (4)	Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement	88
C3.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet

### D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes	Sans Objet
D2 - Arrêté et signatures	89

- (1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Elle n'a cependant pas à être produite par les services et activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.
- (2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT).
- (3) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers (art. L. 2313-1 du CGCT).
- (4) Ces états ne sont obligatoires que pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art. L. 5711-1 du CGCT) et leurs établissements publics.
- (5) Si la commune ou l'établissement décide d'attribuer des subventions dans le cadre du budget dans les conditions décrites à l'article L. 2311-7 du CGCT.
- (6) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.
- (7) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

<b>Code INSEE</b> 60057	<b>VILLE DE BEAUVAIS</b> <b>BEAUVAIS LOTISSEMENT AGEL</b>	<b>BP</b> <b>2022</b>
----------------------------	--	--------------------------

<b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>	<b>I</b>
<b>INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES</b>	<b>A</b>

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 <i>in fine</i> ) :	
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		

Informations financières – ratios (2)		Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population		
2	Produit des impositions directes/population		
3	Recettes réelles de fonctionnement/population		
4	Dépenses d'équipement brut/population		
5	Encours de dette/population		
6	DGF/population		
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)		
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)		
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)		
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)		

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

<b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>	<b>I</b>
<b>MODALITES DE VOTE DU BUDGET</b>	<b>B</b>

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement,
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
  - sans (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (4) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (5) primitif de l'exercice précédent.

V – Le présent budget a été voté (6) avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

(5) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>VUE D'ENSEMBLE</b>	<b>A1</b>

**FONCTIONNEMENT**

		DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
<b>V O T E</b>	<b>CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)</b>	965 006,71	965 006,71

+

+

+

<b>R E P O R T S</b>	<b>RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)</b>	0,00	0,00
	<b>002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2)</b>	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00

=

=

=

<b>TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (3)</b>	<b>965 006,71</b>	<b>965 006,71</b>
--	-------------------	-------------------

**INVESTISSEMENT**

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
<b>V O T E</b>	<b>CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068)</b>	1 860 005,71	925 001,00

+

+

+

<b>R E P O R T S</b>	<b>RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)</b>	0,00	0,00
	<b>001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)</b>	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 935 004,71

=

=

=

<b>TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)</b>	<b>1 860 005,71</b>	<b>1 860 005,71</b>
---	---------------------	---------------------

**TOTAL**

<b>TOTAL DU BUDGET (3)</b>	<b>2 825 012,42</b>	<b>2 825 012,42</b>
----------------------------	---------------------	---------------------

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.



<b>II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES</b>	<b>A2</b>

**DEPENSES DE FONCTIONNEMENT**

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	10 000,00	0,00	40 000,00	40 000,00	40 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	4,71	0,00	5,71	5,71	5,71
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses de gestion courante</b>		<b>10 004,71</b>	<b>0,00</b>	<b>40 005,71</b>	<b>40 005,71</b>	<b>40 005,71</b>
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>		<b>10 004,71</b>	<b>0,00</b>	<b>40 005,71</b>	<b>40 005,71</b>	<b>40 005,71</b>
023	Virement à la section d'investissement (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (5)	925 000,00	0,00	925 001,00	925 001,00	925 001,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre de fonctionnement</b>		<b>925 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>925 001,00</b>	<b>925 001,00</b>	<b>925 001,00</b>
<b>TOTAL</b>		<b>935 004,71</b>	<b>0,00</b>	<b>965 006,71</b>	<b>965 006,71</b>	<b>965 006,71</b>

+

<b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>	<b>965 006,71</b>
--	-------------------

**RECETTES DE FONCTIONNEMENT**

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00	0,00	1,00	1,00	1,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	925 000,00	0,00	925 000,00	925 000,00	925 000,00
<b>Total des recettes de gestion courante</b>		<b>925 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>925 001,00</b>	<b>925 001,00</b>	<b>925 001,00</b>
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>		<b>925 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>925 001,00</b>	<b>925 001,00</b>	<b>925 001,00</b>
042	Opérat° ordre transfert entre sections (5)	10 004,71	0,00	40 005,71	40 005,71	40 005,71
043	Opérat° ordre intérieur de la section (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'ordre de fonctionnement</b>		<b>10 004,71</b>	<b>0,00</b>	<b>40 005,71</b>	<b>40 005,71</b>	<b>40 005,71</b>
<b>TOTAL</b>		<b>935 004,71</b>	<b>0,00</b>	<b>965 006,71</b>	<b>965 006,71</b>	<b>965 006,71</b>

+

<b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>	<b>965 006,71</b>
--	-------------------

**Pour information :**

<b>AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)</b>	<b>884 995,29</b>
---	-------------------

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(5)  $DF\ 023 = RI\ 021$  ;  $DI\ 040 = RF\ 042$  ;  $RI\ 040 = DF\ 042$  ;  $DI\ 041 = RI\ 041$  ;  $DF\ 043 = RF\ 043$ .

(6) Solde de l'opération  $DF\ 023 + DF\ 042 - RF\ 042$  ou solde de l'opération  $RI\ 021 + RI\ 040 - DI\ 040$ .

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES</b>	<b>A3</b>

**DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des dépenses d'équipement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 625 000,00	0,00	1 820 000,00	1 820 000,00	1 820 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	<b>Total des dépenses financières</b>	<b>1 625 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 820 000,00</b>	<b>1 820 000,00</b>	<b>1 820 000,00</b>
45...	<b>Total des opé. pour compte de tiers (8)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>	<b>1 625 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 820 000,00</b>	<b>1 820 000,00</b>	<b>1 820 000,00</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	10 004,71		40 005,71	40 005,71	40 005,71
041	Opérations patrimoniales (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	<b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b>	<b>10 004,71</b>		<b>40 005,71</b>	<b>40 005,71</b>	<b>40 005,71</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>1 635 004,71</b>	<b>0,00</b>	<b>1 860 005,71</b>	<b>1 860 005,71</b>	<b>1 860 005,71</b>

+

<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>1 860 005,71</b>
---	---------------------

**RECETTES D'INVESTISSEMENT**

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des recettes d'équipement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des recettes financières</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
45...	<b>Total des opé. pour le compte de tiers (8)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
021	Virement de la sect° de fonctionnement (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	925 000,00		925 001,00	925 001,00	925 001,00
041	Opérations patrimoniales (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	<b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>	<b>925 000,00</b>		<b>925 001,00</b>	<b>925 001,00</b>	<b>925 001,00</b>

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
	<b>TOTAL</b>	925 000,00	0,00	925 001,00	925 001,00	925 001,00
						+
<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)</b>						<b>935 004,71</b>
						=
<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>						<b>1 860 005,71</b>

**Pour information :**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

<b>AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (10)</b>	<b>884 995,29</b>
--	-------------------

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(5) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(9) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(10) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021+ RI 040 – DI 040*.

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>BALANCE GENERALE DU BUDGET</b>	<b>B1</b>

**1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)**

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	40 000,00		40 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	<i>Achats et variation des stocks (3)</i>		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	5,71		5,71
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
71	<i>Production stockée (ou déstockage) (3)</i>		925 001,00	925 001,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	<i>Virement à la section d'investissement</i>		0,00	0,00
<b>Dépenses de fonctionnement – Total</b>		<b>40 005,71</b>	<b>925 001,00</b>	<b>965 006,71</b>

+

<b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>	<b>965 006,71</b>
--	-------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
15	<i>Provisions pour risques et charges (5)</i>		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	1 820 000,00	0,00	1 820 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
198	<i>Neutral. amort. subv. équip. versées</i>		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles(sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	<i>Amortissement des immobilisations (reprises)</i>		0,00	0,00
29	<i>Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)</i>		0,00	0,00
39	<i>Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)</i>		0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à rép. sur plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
49	<i>Prov. dépréc. comptes de tiers (5)</i>		0,00	0,00
59	<i>Prov. dépréc. comptes financiers (5)</i>		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	40 005,71	40 005,71
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
<b>Dépenses d'investissement – Total</b>		<b>1 820 000,00</b>	<b>40 005,71</b>	<b>1 860 005,71</b>

+

<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>1 860 005,71</b>
---	---------------------

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir liste des opérations d'ordre.
- (3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
- (4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.
- (5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
- (6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
- (7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
- (8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
- (9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>BALANCE GENERALE DU BUDGET</b>	<b>B2</b>

**2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)**

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	<i>Achats et variation des stocks (3)</i>		0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	1,00		1,00
71	<i>Production stockée (ou déstockage)</i>		40 005,71	40 005,71
72	<i>Production immobilisée</i>		0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	925 000,00	0,00	925 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
79	<i>Transferts de charges</i>		0,00	0,00
<b>Recettes de fonctionnement – Total</b>		<b>925 001,00</b>	<b>40 005,71</b>	<b>965 006,71</b>

+

<b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>	<b>965 006,71</b>
--	-------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
15	<i>Provisions pour risques et charges (4)</i>		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaires)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(7) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	<i>Amortissement des immobilisations</i>		0,00	0,00
29	<i>Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)</i>		0,00	0,00
39	<i>Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)</i>		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à rép. sur plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
49	<i>Prov. dépréc. comptes de tiers (4)</i>		0,00	0,00
59	<i>Prov. dépréc. comptes financiers (4)</i>		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	925 001,00	925 001,00
021	<i>Virement de la sect° de fonctionnement</i>		0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
<b>Recettes d'investissement – Total</b>		<b>0,00</b>	<b>925 001,00</b>	<b>925 001,00</b>

+

<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>935 004,71</b>
--	-------------------

+

<b>AFFECTATION AU COMPTE 1068</b>	<b>0,00</b>
-----------------------------------	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>1 860 005,71</b>
---	---------------------

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir liste des opérations d'ordre.
- (3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
- (4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
- (5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
- (6) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
- (7) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.



<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES</b>	<b>A1</b>

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général</b>	<b>10 000,00</b>	<b>40 000,00</b>	<b>40 000,00</b>
605	Achats matériel, équipements et travaux	10 000,00	40 000,00	40 000,00
<b>012</b>	<b>Charges de personnel, frais assimilés</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>014</b>	<b>Atténuations de produits</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>4,71</b>	<b>5,71</b>	<b>5,71</b>
65888	Autres	4,71	5,71	5,71
<b>656</b>	<b>Frais fonctionnement des groupes d'élus</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65 + 656)</b>		<b>10 004,71</b>	<b>40 005,71</b>	<b>40 005,71</b>
<b>66</b>	<b>Charges financières (b)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>67</b>	<b>Charges exceptionnelles (c)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>68</b>	<b>Dotations provisions semi-budgétaires (d) (6)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>022</b>	<b>Dépenses imprévues (e)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e</b>		<b>10 004,71</b>	<b>40 005,71</b>	<b>40 005,71</b>
<b>023</b>	<b>Virement à la section d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8) (9)</b>	<b>925 000,00</b>	<b>925 001,00</b>	<b>925 001,00</b>
71355	Variat° stocks terrains aménagés	925 000,00	925 001,00	925 001,00
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>		<b>925 000,00</b>	<b>925 001,00</b>	<b>925 001,00</b>
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section (10)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>925 000,00</b>	<b>925 001,00</b>	<b>925 001,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>935 004,71</b>	<b>965 006,71</b>	<b>965 006,71</b>

+

<b>RESTES A REALISER N-1 (11)</b>	<b>0,00</b>
-----------------------------------	-------------

+

<b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (11)</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>	<b>965 006,71</b>
--	-------------------

**Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)**

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(6) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040*.

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES</b>	<b>A2</b>

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00	1,00	1,00
7015	Ventes de terrains aménagés	0,00	1,00	1,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	925 000,00	925 000,00	925 000,00
7552	Prise en charge déficit BA administratif	925 000,00	925 000,00	925 000,00
<b>TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70 + 73 + 74 + 75 + 013</b>		<b>925 000,00</b>	<b>925 001,00</b>	<b>925 001,00</b>
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	0,00	0,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (d) (5)	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES = a+b+c+d</b>		<b>925 000,00</b>	<b>925 001,00</b>	<b>925 001,00</b>
042	Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)	10 004,71	40 005,71	40 005,71
71355	Variat° stocks terrains aménagés	10 004,71	40 005,71	40 005,71
043	Opérat° ordre intérieur de la section (9)	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>		<b>10 004,71</b>	<b>40 005,71</b>	<b>40 005,71</b>
<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>935 004,71</b>	<b>965 006,71</b>	<b>965 006,71</b>

+

<b>RESTES A REALISER N-1 (10)</b>	<b>0,00</b>
-----------------------------------	-------------

+

<b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>	<b>965 006,71</b>
--	-------------------

**Détail du calcul des ICNE au compte 7622**

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RF 042 = DI 040.

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(8) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES</b>	<b>B1</b>

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 625 000,00	1 820 000,00	1 820 000,00
1641	Emprunts en euros	1 625 000,00	0,00	0,00
168741	Dettes - Communes membres du GFP	0,00	1 820 000,00	1 820 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>1 625 000,00</b>	<b>1 820 000,00</b>	<b>1 820 000,00</b>
<b>Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DEPENSES REELLES</b>		<b>1 625 000,00</b>	<b>1 820 000,00</b>	<b>1 820 000,00</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections (7)	10 004,71	40 005,71	40 005,71
	Reprises sur autofinancement antérieur (8)	0,00	0,00	0,00
	Charges transférées (9)	10 004,71	40 005,71	40 005,71
3555	Terrains aménagés	10 004,71	40 005,71	40 005,71
041	Opérations patrimoniales (10)	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>10 004,71</b>	<b>40 005,71</b>	<b>40 005,71</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)</b>		<b>1 635 004,71</b>	<b>1 860 005,71</b>	<b>1 860 005,71</b>

+

<b>RESTES A REALISER N-1 (11)</b>	<b>0,00</b>
-----------------------------------	-------------

+

<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (11)</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>1 860 005,71</b>
---	---------------------

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RF 042*.

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(10) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041*.

(11) Inscire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>				<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES</b>				<b>B2</b>
Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'équipement</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes financières</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des recettes d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL RECETTES REELLES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)	925 000,00	925 001,00	925 001,00
3555	Terrains aménagés	925 000,00	925 001,00	925 001,00
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>925 000,00</b>	<b>925 001,00</b>	<b>925 001,00</b>
041	Opérations patrimoniales (9)	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL RECETTES D'ORDRE</b>		<b>925 000,00</b>	<b>925 001,00</b>	<b>925 001,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)</b>		<b>925 000,00</b>	<b>925 001,00</b>	<b>925 001,00</b>

+

<b>RESTES A REALISER N-1 (10)</b>	<b>0,00</b>
-----------------------------------	-------------

+

<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (10)</b>	<b>935 004,71</b>
---	-------------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>1 860 005,71</b>
---	---------------------

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV-A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DF 042.

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT</b>	<b>B3</b>

Cet état ne contient pas d'information.

## IV – ANNEXES

## PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE (1)

IV  
A1

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat* publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
---------	--	--	--	----------------------------------	--------------	---------------------------	--	--------------	---------------	--	---------------------------	-------

## INVESTISSEMENT

## DEPENSES

Dépenses réelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 820 000	0	1 820 000
- Equipements municipaux (2)		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Equip. non municipaux (c/204) (3)		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Opérations financières	0											0
Dépenses d'ordre	0											40 006
<b>Total dépenses de l'exercice</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 860 006</b>	<b>0</b>	<b>1 860 006</b>
<b>RAR N-1 et reports</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total cumulé dépenses d'investissement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 860 006</b>	<b>0</b>	<b>1 860 006</b>
<b>RECETTES</b>												
<b>Total recettes de l'exercice</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>925 001</b>	<b>0</b>	<b>925 001</b>
<b>RAR N-1 et reports</b>	<b>935 005</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>935 005</b>
<b>Total cumulé recettes d'investissement</b>	<b>935 005</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>925 001</b>	<b>0</b>	<b>1 860 006</b>

## FONCTIONNEMENT

## DEPENSES

<b>Total dépenses de l'exercice</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>965 007</b>	<b>0</b>	<b>965 007</b>
<b>RAR N-1 et reports</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total cumulé dépenses de fonctionnement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>965 007</b>	<b>0</b>	<b>965 007</b>
<b>RECETTES</b>												
<b>Total recettes de l'exercice</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>965 007</b>	<b>0</b>	<b>965 007</b>
<b>RAR N-1 et reports</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total cumulé recettes de fonctionnement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>965 007</b>	<b>0</b>	<b>965 007</b>

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale.

(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.

## IV – ANNEXES

## PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE

IV

A1

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
----------	---------	--	--	--	----------------------------------	--------------	---------------------------	--	--------------	---------------	--	---------------------------	-------

## INVESTISSEMENT

## DEPENSES

Total dépenses investissement		0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 860 006	0	1 860 006
Dépenses réelles		0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 820 000	0	1 820 000
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
020	Dépenses imprévues	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16	Emprunts et dettes assimilées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 820 000	0	1 820 000
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations d'équipement		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		0	0	0	0	0	0	0	0	0	40 006	0	40 006
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0	0	0	0	0	0	0	0	0	40 006	0	40 006
041	Opérations patrimoniales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

## RECETTES

Total recettes investissement		0	0	0	0	0	0	0	0	0	925 001	0	925 001
Recettes réelles		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
024	Produits des cessions d'immobilisations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
16	Emprunts et dettes assimilées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Recettes d'ordre</i>		0	0	0	0	0	0	0	0	0	925 001	0	925 001
021	<i>Virement de la sect° de fonctionnement</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
040	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	925 001	0	925 001
041	<i>Opérations patrimoniales</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

## FONCTIONNEMENT

DEPENSES													
<b>Total dépenses de fonctionnement</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>965 007</b>	<b>0</b>	<b>965 007</b>
Dépenses réelles		0	0	0	0	0	0	0	0	0	40 006	0	40 006
011	Charges à caractère général	0	0	0	0	0	0	0	0	0	40 000	0	40 000
012	Charges de personnel, frais assimilés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
014	Atténuations de produits	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
022	Dépenses imprévues	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
65	Autres charges de gestion courante	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6	0	6
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
66	Charges financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
67	Charges exceptionnelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
68	Dot. aux amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Dépenses d'ordre</i>		0	0	0	0	0	0	0	0	0	925 001	0	925 001
023	<i>Virement à la section d'investissement</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
042	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	925 001	0	925 001
043	<i>Opérat° ordre intérieur de la section</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0



Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
----------	---------	--	--	--	----------------------------------	--------------	---------------------------	--	--------------	---------------	--	---------------------------	-------

RECETTES													
<b>Total recettes de fonctionnement</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>965 007</b>	<b>0</b>	<b>965 007</b>
Recettes réelles		0	0	0	0	0	0	0	0	0	925 001	0	925 001
013	Atténuations de charges	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
70	Produits des services, du domaine, vente	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1
73	Impôts et taxes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
74	Dotations et participations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
75	Autres produits de gestion courante	0	0	0	0	0	0	0	0	0	925 000	0	925 000
76	Produits financiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
77	Produits exceptionnels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
78	Reprise sur amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Recettes d'ordre</i>		<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>40 006</i>	<i>0</i>	<i>40 006</i>
042	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>40 006</i>	<i>0</i>	<i>40 006</i>
043	<i>Opérat° ordre intérieur de la section</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT</b>	<b>A1.1</b>

**FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales**

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02						Sous-fonction 04	
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b> <b>PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT</b>	<b>A1.1</b>

### FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>SOLDE (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b> <b>PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT</b>	<b>A1.1</b>

### FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	<b>DEPENSES (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>SOLDE (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
	<b>DEPENSES (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>SOLDE (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).



(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT</b>	<b>A1.1</b>

## FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b> <b>PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT</b>	<b>A1.1</b>

## FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	<b>DEPENSES (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>SOLDE (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT</b>	<b>A1.1</b>

**FONCTION 5 – Interventions sociales et santé**

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT</b>	<b>A1.1</b>

## FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	<b>DEPENSES (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>SOLDE (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).



(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT</b>	<b>A1.1</b>

### FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b> <b>PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT</b>	<b>A1.1</b>

**FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement**

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	<b>DEPENSES (2)</b>	0.00	965 006.71	0.00	0.00	965 006.71
	Dépenses de l'exercice	0.00	965 006.71	0.00	0.00	965 006.71
011	Charges à caractère général	0.00	40 000,00	0.00	0.00	40 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0.00	0,00	0.00	0.00	0,00
014	Atténuations de produits	0.00	0,00	0.00	0.00	0,00
022	Dépenses imprévues	0.00	0,00	0.00	0.00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0.00	0,00	0.00	0.00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0.00	925 001,00	0.00	0.00	925 001,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0.00	0,00	0.00	0.00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0.00	5,71	0.00	0.00	5,71
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0.00	0,00	0.00	0.00	0,00
66	Charges financières	0.00	0,00	0.00	0.00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0.00	0,00	0.00	0.00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0.00	0,00	0.00	0.00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0.00	0,00	0.00	0.00	0,00
	<b>RECETTES (2)</b>	0.00	965 006.71	0.00	0.00	965 006.71
	Recettes de l'exercice	0.00	965 006.71	0.00	0.00	965 006.71
013	Atténuations de charges	0.00	0,00	0.00	0.00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0.00	40 005,71	0.00	0.00	40 005,71
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0.00	0,00	0.00	0.00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0.00	1,00	0.00	0.00	1,00
73	Impôts et taxes	0.00	0,00	0.00	0.00	0,00
74	Dotations et participations	0.00	0,00	0.00	0.00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0.00	925 000,00	0.00	0.00	925 000,00
76	Produits financiers	0.00	0,00	0.00	0.00	0,00
77	Produits exceptionnels	0.00	0,00	0.00	0.00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0.00	0,00	0.00	0.00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0.00	0,00	0.00	0.00	0,00
	<b>SOLDE (2)</b>	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
	<b>DEPENSES (2)</b>	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>SOLDE (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
	<b>DEPENSES (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	965 006,71	0,00	0,00	0,00	0,00
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	965 006,71	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	925 001,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	5,71	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	965 006,71	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	965 006,71	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	40 005,71	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	925 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>SOLDE (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b> <b>PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT</b>	<b>A1.1</b>

### FONCTION 9 – Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foire et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Restes à réaliser – reports</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>SOLDE (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT</b>	<b>A1.2</b>

**FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales**

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	<i>Opérations patrimoniales</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		935 004,71	0,00	0,00	0,00	0,00	935 004,71
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	<i>Virement de la sect° de fonctionnement</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	<i>Opérations patrimoniales</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00



(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		935 004,71	0,00	0,00	0,00	0,00	935 004,71
<b>SOLDE (2)</b>		<b>935 004,71</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>935 004,71</b>

(1)	Libellé	Sous-fonction 02						Sous-fonction 04	
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02						Sous-fonction 04	
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>SOLDE (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT</b>	<b>A1.2</b>

### FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
<b>DEPENSES (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT</b>	<b>A1.2</b>

### FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	<b>DEPENSES (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
<b>DEPENSES (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00



(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT</b>	<b>A1.2</b>

## FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	<i>Opérations patrimoniales</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	<i>Virement de la sect° de fonctionnement</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	<i>Opérations patrimoniales</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT</b>	<b>A1.2</b>

### FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.



<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT</b>	<b>A1.2</b>

**FONCTION 5 – Interventions sociales et santé**

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT</b>	<b>A1.2</b>

## FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	<b>DEPENSES (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES (2)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>SOLDE (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT</b>	<b>A1.2</b>

## FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	<i>Opérations patrimoniales</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	<i>Virement de la sect° de fonctionnement</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	<i>Opérations patrimoniales</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT</b>	<b>A1.2</b>

**FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement**

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	1 860 005,71	0,00	0,00	1 860 005,71
Dépenses de l'exercice		0,00	1 860 005,71	0,00	0,00	1 860 005,71
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	40 005,71	0,00	0,00	40 005,71
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	1 820 000,00	0,00	0,00	1 820 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	925 001,00	0,00	0,00	925 001,00
Recettes de l'exercice		0,00	925 001,00	0,00	0,00	925 001,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	925 001,00	0,00	0,00	925 001,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00



(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		0,00	-935 004,71	0,00	0,00	-935 004,71

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						816 Autres réseaux et services divers
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>SOLDE (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	1 860 005,71	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	1 860 005,71	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	40 005,71	0,00	0,00	0,00	0,00
041	<i>Opérations patrimoniales</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	1 820 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	925 001,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	925 001,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	<i>Virement de la sect° de fonctionnement</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	925 001,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	<i>Opérations patrimoniales</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>SOLDE (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-935 004,71</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT</b>	<b>A1.2</b>

### FONCTION 9 – Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foire et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>SOLDE (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE</b>	<b>A2.2</b>

**A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)**

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
<b>163 Emprunts obligataires (Total)</b>					0,00									
<b>164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)</b>					0,00									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
<b>165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)</b>					0,00									
<b>167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)</b>					0,00									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
<b>168 Emprunts et dettes assimilés (Total)</b>					0,00									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
<b>Total général</b>					<b>0,00</b>									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).



<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE</b>	<b>A2.2</b>

**A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)**

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Emprunts et dettes au 01/01/N			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Taux d'intérêt			Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)				
<b>163 Emprunts obligataires (Total)</b>		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)</b>		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)</b>		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)</b>		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>168 Emprunts et dettes assimilés (Total)</b>		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>Total général</b>		<b>0,00</b>		<b>0,00</b>				<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

- (11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).
- (12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
- (13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.
- (14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.
- (15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.
- (16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX**

**IV**

**A2.3**

**A2.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)**

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
<b>TOTAL (A)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Barrière simple (B)														
<b>TOTAL (B)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Option d'échange (C)														
<b>TOTAL (C)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
<b>TOTAL (D)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
<b>TOTAL (E)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Autres types de structures (F)														
<b>TOTAL (F)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS</b>	<b>A2.4</b>

**A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)**

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
<b>Structure</b>							
<b>(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(C) Option d'échange (swaption)</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(E) Multiplicateur jusqu'à 5</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(F) Autres types de structures</b>	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE AUTRES DETTES</b>	<b>A2.7</b>

**A2.7 – AUTRES DETTES***(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)*

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dettes restantes
Avances du budget principal	3 900 000,00	1 820 000,00	30 000,00

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b> <b>EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES</b>	<b>A6.1</b>

**DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES**

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
<b>DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B</b>		<b>1 820 000,00</b>	<b>I 1 820 000,00</b>
<b>16 Emprunts et dettes assimilées (A)</b>		<b>1 820 000,00</b>	<b>1 820 000,00</b>
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	1 820 000,00	1 820 000,00
<b>Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10...	<i>Reprise de dotations, fonds divers et réserves</i>		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	<i>Subv. invest. transférées cpte résultat</i>	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3) (4)	Solde d'exécution D001 (3) (4)	TOTAL II
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>1 820 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 820 000,00</b>

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b>	
<b>EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES</b>	<b>A6.2</b>

**RESSOURCES PROPRES**

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
<b>RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b</b>		<b>0,00</b>	<b>III 0,00</b>
<b>Ressources propres externes de l'année (a)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10222	FCTVA	0,00	0,00
10223	TLE	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
<b>Ressources propres internes de l'année (b) (3)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
15...	Provisions pour risques et charges		
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
29...	Prov. pour dépréciat° immobilisations		
39...	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours		
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices		
49...	Prov. dépréc. comptes de tiers		
59...	Prov. dépréc. comptes financiers		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4) (5)	Solde d'exécution R001 (4) (5)	Affectation R1068 (4)	TOTAL IV
<b>Total ressources propres disponibles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>935 004,71</b>	<b>0,00</b>	<b>935 004,71</b>

	Montant	
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	II	<b>1 820 000,00</b>
<b>Ressources propres disponibles</b>	IV	<b>935 004,71</b>
<b>Solde</b>	V = IV – II (6)	<b>-884 995,29</b>

- (1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.  
 (2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.  
 (3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.  
 (4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.  
 (5) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.  
 (6) Indiquer le signe algébrique.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N</b>	<b>C1</b>

**C1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N**

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
<b>EMPLOIS FONCTIONNELS (a)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>FILIERE ADMINISTRATIVE (b)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>FILIERE TECHNIQUE (c)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>FILIERE SOCIALE (d)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>FILIERE SPORTIVE (g)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>FILIERE CULTURELLE (h)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>FILIERE ANIMATION (i)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>FILIERE POLICE (j)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>EMPLOIS NON CITES (k) (5)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques \* quotité de temps de travail \* période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 \* 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.



<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N</b>	<b>C1</b>

**C1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)**

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
<b>Agents occupant un emploi permanent (6)</b>				<b>0,00</b>		
<b>Agents occupant un emploi non permanent (7)</b>				<b>0,00</b>		
<b>TOTAL GENERAL</b>				<b>0,00</b>		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.  
 TECH : Technique.  
 URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).  
 S : Social.  
 MS : Médico-social.  
 MT : Médico-technique.  
 SP : Sportif.  
 CULT : Culturel  
 ANIM : Animation.  
 PM : Police.  
 OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :  
 3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.  
 3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.  
 3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).  
 3-2 : vacance temporaire d'un emploi.  
 3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.  
 3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.  
 3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.  
 3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.  
 3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.  
 3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.  
 38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.  
 47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels  
 110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.  
 110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.  
 A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT</b>	<b>C3.1</b>

**C3.1 – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT**

DESIGNATION DES ORGANISMES	DATE D'ADHESION	MODE DE FINANCEMENT (1)	MONTANT DU FINANCEMENT
Etablissements publics de coopération intercommunale			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle, fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ARRETE ET SIGNATURES</b>	<b>D2</b>

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),

A , le

,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

02- Franck PIA	
03- Sandra PLOMION	
04- Lionel CHISS	
05- Isabelle SOULA	
06- Yannick MATURA	
07- Anne-Françoise LEBRETON	
08- Mohrad LAGHRARI	
09- Corinne FOURCIN	
10- Charles LOCQUET	
11- Jacqueline MÉNOUBÉ	
12- Philippe VIBERT	
13- Hatice KILINC-SIGINIR	
14- Mamadou LY	
15- Monette-Simone VASSEUR	
16- Catherine THIEBLIN	
17- Jacques DORIDAM	
18- Ali SAHNOUN	
19- Patricia HIBERTY	
20- Guylaine CAPGRAS	
21- Frédéric BONAL	
22- Mamadou BATHILY	

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ARRETE ET SIGNATURES</b>	<b>D2</b>

23- Jérôme LIEVAIN	
24- Farida TIMMERMAN	
25- Cédric MARTIN	
26- Christophe GASPART	
27- Peggie CALLENS	
28- Charlotte COLIGNON	
29- Ludovic CASTANIE	
30- Loïc BARBARAS	
31- Vanessa FOULON	
32- Victor DEBIL-CAUX	
33- Halima KHARROUBI	
34- Antoine SALITOT	
35- Josee JAVEY	
36- Thierry AURY	
37- Dominique CLINCKEMAILLIE	
38- Leïla DAGDAD	
39- Grégory NARZIS	
40- Mehdi RAHOUI	
41- Marianne SECK	
42- Roxane LUNDY	
43- Claire MARAIS-BEUIL	
44- David MAGNIER	
45- Philippe ENJOLRAS	

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.

(2) L'assemblée délibérante étant : .

**Rapport n° B-DEL-2022-0009**

Commission : Commission générale  
Service : Finances

**Finances – Budget 2022 - Création, modification et suppression d'autorisations de programmes ou d'engagements**

La réglementation budgétaire et comptable n'impose aux collectivités locales et aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) qu'une programmation annuelle en matière d'investissement. Cependant, chargés de la maîtrise d'ouvrage d'investissements conséquents, dont la réalisation dépasse le cadre annuel, ils peuvent programmer la réalisation de certains investissements sur plusieurs années.

Les créations et modifications des autorisations de programme et crédits de paiement, proposées dans la présente délibération sont intégrées au projet de budget primitif 2022.

En rapport avec les délibérations approuvant le projet NPNRU (délibération du 10/12/2021), Piscine Bellier (délibération du 23/09/2021), Quadrilatère (dossiers du jour), et la délibération exposant le Plan Pluriannuel des investissements PPI 2021-2026, il est proposé les augmentations d'autorisations de programme suivantes :

- AP 58/ Centre Technique Municipal : augmentation de 2.500.000€ portant le total du projet à 4.000.000€
- AP 62/ NPNRU : augmentation de 77.172.000€ portant le total du projet à 79.922.000€
- AP 66/ Piscine Bellier : augmentation de 2.600.000€ portant le total du projet à 12.000.000€
- AP 67/ Quadrilatère : augmentation de 1.800.000€ portant le total du projet à 10.500.000€

Suite au paiement des dernières factures, il est proposé la clôture des autorisations de programme suivantes :

- AP 47/ Maison de quartier St Lucien
- AP 52/ Plan Lumière
- AP 55/ Local espaces verts St Jean
- AP 61/ Stade Omet terrain synthétique

Il est proposé au conseil municipal d'arrêter les autorisations de programme et crédits de paiement tels que figurant dans le tableau suivant



**B2.1 - SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT - BP 2022**

No AP	Libellé	Montant des AP			Montant des CP		
		Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice 2022 (BP)	Total cumulé	Crédits de paiement antérieurs (cumul au 31/12/21)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2022 (BP)	Restes à financer (exercices au-delà de 2022)
49	Plan de rénovation des ecoles<2021	3 100 000		3 100 000	2 765 244,43		-terminé-
50	Plan de réhabilitation des gymnases<2021	2 070 000		2 070 000	1 616 481,00		-terminé-
51	Plan de rénovation des Accueils de Loisirs sans Hébergement<2021	1 660 000		1 660 000	1 260 852,95		-terminé-
53	Plan Maxi Voirie<2021	11 200 000		11 200 000	10 414 088,32	0,00	-terminé-
54	Salle des Fêtes Elispac	2 850 000		2 850 000	1 534 816,79	1 170 000,00	145 183,21
56	Pôle solidarité	2 604 000		2 604 000	2 582 448,44	0,00	-terminé-
57	Cœur de Ville 2e tranche	14 200 000		14 200 000	826 595,80	1 307 000,00	12 066 404,20
58	Centre technique Municipal - renovation batiments	1 500 000	2 500 000	4 000 000	34 213,65	1 437 000,00	2 528 786,35
59	Quadrilatère trvx mise en conformité tranche 1	1 430 000		1 430 000	1 108 007,04		-terminé-
60	Abords Theatre et parking	2 050 000		2 050 000	1 217 046,58	0,00	832 953,42
62	NPRU Argentine/St Lucien	2 750 000	77 172 000	79 922 000	541 707,89	5 853 542,00	73 526 750,11
64	Pole Multi modal	400 000		400 000	60 295,01	38 333,00	301 371,99
65	Etudes Site ancienne prison	200 000		200 000	2 160,00	0,00	197 840,00
66	Réhabilitation Piscine Bellier	9 400 000	2 600 000	12 000 000	203 982,00	1 104 700,00	10 691 318,00
67	Quadrilatère tranche 2	8 700 000	1 800 000	10 500 000	564 142,94	600 000,00	9 335 857,06
	<b>Total &gt;&gt;&gt;</b>	<b>64 114 000</b>	<b>84 072 000</b>	<b>148 186 000</b>	<b>24 732 082,84</b>	<b>11 510 575,00</b>	<b>109 626 464,34</b>

**Autorisations de programme à clôturer :**

No AP	Libellé	Montant des AP			Montant des CP		
		Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice 2022 (BP)	Total cumulé	Crédits de paiement antérieurs (cumul au 31/12/21)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2022 (BP)	Restes à financer (exercices au-delà de 2022)
47	Rénovation maison quartier St Lucien (centre social interquartiers)	3 350 000		3 350 000	3 158 473,93		à clôturer
52	Plan Lumière (renouvelit de l'éclairage public / contrat de performance énergétique)<2021	10 250 000		10 250 000	9 813 774,54	0,00	à clôturer
55	Local serv espaces verts Coteaux St Jean	1 100 000		1 100 000	1 046 049,46	0,00	à clôturer
61	Stade Omet -terrain synthétique	1 270 000		1 270 000	1 225 136,32		à clôturer
	<b>Total &gt;&gt;&gt;</b>	<b>15 970 000</b>	<b>0</b>	<b>15 970 000</b>	<b>15 243 434,25</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

**Rapport n° B-DEL-2022-0010**

Commission : Commission générale  
Service : Finances

**Finances - Budgets annexes de zones : reprise anticipée des résultats 2021(Budget lotissements de la longue Haie et lotissement Agel)**

Conformément à l'article L2311-5 et R2311-13 du code général des collectivités territoriales (CGCT), le conseil communal peut, au titre de l'exercice clos et avant l'adoption de son compte administratif, reporter de manière anticipée au budget le résultat de la section de fonctionnement, le besoin de financement de la section d'investissement, ou, le cas échéant, l'excédent de la section d'investissement, ainsi que la prévision d'affectation.

Considérant les fiches de calcul des résultats prévisionnels établies par l'ordonnateur et conformes aux comptes du comptable, il est proposé de procéder à cette reprise anticipée des résultats 2021 aux budgets primitifs 2022 des budgets annexes de zones, comme suit

	Solde de clôture 2020	Résultat de l'exercice 2021	<b>VOTE</b> Résultat de clôture 2021 à reporter sur 2022
<b>LONGUE HAIE</b>			
Investissement	<b>-66 523,18</b>	0,00	<b>-66 523,18</b>
Fonctionnement	<b>244 229,78</b>	0,00	<b>244 229,78</b>
<b>AGEL</b>			
Investissement	<b>710 004,71</b>	225 000,00	<b>935 004,71</b>
Fonctionnement	0,00	0,00	<b>0,00</b>

Il est proposé au conseil municipal :

- de décider la reprise anticipée des résultats de l'exercice 2021 aux budgets primitifs 2022 des 2 budgets de zones susvisés ;
- de constater aux budgets primitifs 2022 de ces budgets, les reports en section de fonctionnement (article 002), et les reports en section d'investissement (article 001) tels qu'indiqués en dernière colonne du tableau





**Rapport n° B-DEL-2022-0016**

Commission : Commission générale  
Service : Finances

**Programmation Pluriannuelle des Investissements (PPI) sur la période 2021-2026**

La présente délibération a pour objet l'approbation de la Programmation Pluriannuelle des Investissements de la Ville de Beauvais sur la période 2021-2026.

- Le projet de mandat

Le projet de mandat de la Ville de Beauvais a été réalisé dans un contexte inédit de crise sanitaire mondiale, impactant significativement les finances publiques mais également la réalisation des opérations programmées.

Point de rencontre entre les orientations déterminées par les élus municipaux et les besoins recensés par l'administration, le projet de mandat définit précisément les priorités d'action de la Ville jusqu'à 2026, tant en fonctionnement qu'en investissement.

Cet outil stratégique s'appuie sur les quatre grands objectifs fixés par l'exécutif :

- Prendre soin de la nature ;
- Prendre soin de l'homme ;
- Prendre soin de la ville ;
- Promouvoir une administration durable.

Ces grands principes, qui s'inspirent de la théorie du « *care* » (ou théorie du soin), déclinent chacun plusieurs programmes, composés d'actions.

46 actions ont ainsi été retenues dans le cadre du projet de mandat, parmi lesquelles 31 figurent dans le PPI 2021-2026 et constituent le socle de l'ensemble des projets que portera la Ville d'ici 2026.

Cette structuration du projet permet de :

- Donner du sens à l'action municipale en reliant les projets les uns aux autres dans un objectif partagé ;
- Encourager la transversalité entre délégations politiques et entre services ;
- Définir les outils de planification et de pilotage de l'action publique.

Cette programmation pluriannuelle est un processus continu de pilotage de projets qui permet de formaliser la stratégie d'action de la collectivité.

En outre, elle constitue un engagement auprès des habitants du territoire ainsi que des acteurs économiques et sociaux. Elle permet enfin de promouvoir une stratégie de partenariats auprès des principaux acteurs publics.

La réalisation de cette démarche répond, par ailleurs, à un engagement pris par l'exécutif auprès de la Chambre Régionale des Comptes des Hauts-de-France, laquelle avait formulé, dans son rapport de contrôle de 2020, une recommandation visant à la formalisation d'un « plan pluriannuel d'investissement basé sur la prospective financière ».

- La prospective financière

Le débat d'orientation budgétaire au titre de l'exercice 2022, présenté lors de la séance du conseil municipal du 10 décembre 2021, a exposé le contexte financier contraint dans lequel se situe la Ville de Beauvais, en raison, notamment de la crise sanitaire et de ses conséquences budgétaires sur les grands équilibres de la collectivité.

Dans ce contexte, la Ville a souhaité réaliser, préalablement à la validation du projet de mandat, une étude de prospective financière et budgétaire lui permettant de déterminer ses capacités d'investissement sur la période 2021-2026.

Fort de sa « *situation financière stable et satisfaisante* » (rapport de la Chambre Régionale des Comptes des Hauts-de-France 2020), la collectivité est en capacité de rehausser son niveau d'investissement par rapport à la dernière mandature.

Sur la base d'une prospective financière fixant les seuils de sensibilité budgétaire (taux d'endettement, taux d'épargne brute et capacité de désendettement) à des niveaux inférieurs aux seuils de vigilance, l'estimation globale de la capacité d'investissement de la Ville, compte-tenu des taux d'exécution budgétaires constatés sur le précédent mandat, est de l'ordre de 189 millions d'euros pour l'ensemble du mandat.

Ce montant, bien supérieur à celui de la période 2014-2020 (environ 100 M€), traduit ainsi la volonté forte de l'exécutif d'investir pour l'économie locale ainsi que pour l'avenir du territoire.

A ce stade, l'estimation des recettes d'investissement se situe autour de 23%, tous projets confondus, soit un montant prévisionnel d'environ 43 millions d'euros, provenant principalement des partenaires de la Ville que sont l'Etat, la Région des Hauts-de-France et le Département de l'Oise.

- L'élaboration et le pilotage de la PPI

La PPI a été élaborée de manière collégiale entre les adjoints, conseillers délégués et les services de la collectivité.

Durant de nombreux mois, la définition des axes de travail puis la priorisation des projets ont été menées conjointement par l'exécutif et l'administration.

Cette PPI, engagée dès l'exercice 2021, sera pilotée de façon continue afin d'évaluer l'état d'avancement des projets, de veiller à la maîtrise des délais et des enveloppes financières mais également d'ajuster, si nécessaire, le projet de mandat.

Les projets inscrits dans la PPI n'ont pas tous le même statut. Certains constituent la mise en œuvre d'opérations impulsées lors du précédent mandat (ex : piscine Bellier, Le Quadrilatère...) ou répondant à des engagements contractualisés (ex : NPNRU Argentine et Saint-Lucien...) et d'autres représentent des actions portées par la nouvelle équipe municipale (ex : modernisation du centre technique municipal).

Ainsi, si certaines opérations ont pu être chiffrées très précisément, d'autres, dont les études sont actuellement en cours ou à venir, pourront faire l'objet d'actualisation.

La crise sanitaire a considérablement ralenti certaines opérations initialement programmées en 2021 ou 2022, lesquelles ont mécaniquement glissé dans le temps. En parallèle, d'autres projets fermement contractualisés pèsent également sur les exercices à venir.

Cette réalité opérationnelle crée, par voie de conséquence, un effet « pic d'investissement » pour les exercices 2023 et 2024. Cette prévision budgétaire conduira fort probablement la Ville à réviser sa programmation avant l'exercice 2024, selon la situation sanitaire et économique du pays et l'état d'avancement réel des projets.

#### - La programmation

La PPI de la Ville de Beauvais a été bâtie autour des quatre grands objectifs structurant le projet de mandat. Elle représente également la concrétisation opérationnelle de plusieurs dispositifs majeurs pour notre territoire : le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) contractualisé avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine, le Plan Action cœur de ville conventionné avec l'Etat, le Plan Climat-Air-Énergie Territorial (PCAET) élaboré par la Communauté d'Agglomération du Beauvaisis.

Le projet GAIA (Génération pour une Ambition écologIque et humAine), pacte écologique et humain pour faire de Beauvais une ville verte, irrigue en profondeur le projet de mandat et la programmation pluri-annuelle d'investissement.

GAIA s'inscrit dans la continuité de tout ce qui a déjà été mis en place par l'équipe municipale depuis 2001 en faveur de la préservation de l'environnement, de la valorisation du patrimoine naturel de la ville et de la lutte contre le dérèglement climatique.

Aujourd'hui, l'ambition clairement affichée à travers GAIA est de prendre soin de la Nature, partout autour de nous, afin d'offrir aux Beauvaisiens un cadre de vie non seulement agréable mais encore préservé. C'est aussi l'expression d'un dynamisme fort et d'une volonté puissante de lutter contre le dérèglement climatique et de contribuer efficacement à la nécessaire transition écologique.

Ce pacte pour une ville verte déclinera, jusqu'en 2026 et au-delà, six objectifs :

- faire de Beauvais une ville jardin ;
- accompagner la transition vers la ville « climato-compatible » ;
- faire de la santé un objectif majeur ;
- éduquer à notre environnement pour mieux vivre Beauvais ;
- adapter la ville à d'autres mobilités que la voiture ;
- habiter Beauvais demain, dans un climat modifié et plus chaud.

Ils sont déclinés en 28 programmes et 75 actions, dont une partie est d'ores et déjà intégrée dans la PPI 2021-2026.

## **1. PRENDRE SOIN DE LA NATURE : 28 M€**

Les précédents mandats ont permis de construire l'image de « Beauvais, la ville fleurie ». A l'heure de l'urgence climatique et des prises de conscience collectives, il est indispensable d'accélérer les engagements en affirmant la vision de « Beauvais, ville-jardin », unissant les humains avec les espèces du domaine végétal et celles du monde animal. La préservation de la biodiversité, de la qualité de l'air et de l'eau, la sensibilisation à l'environnement et à la décarbonisation constituent les principaux programmes de ce premier axe.

Pour ce faire :

- 9,2 M€ seront consacrés au développement des aires de pleine nature, comprenant notamment l'aménagement du parc J.Baker (2,6 M€) ;
- 1,7 M€ seront consacrés à l'aménagement et à l'animation des trames vertes ;
- 4,6 M€ seront consacrés à la promotion de l'eau dans la ville, comprenant notamment le réaménagement des berges du Thérain pont St-Jean (0,9 M€) ;
- 0,6 M€ seront consacrés à encourager les initiatives et comportements durables ;
- 10,6 M€ seront consacrés à encourager le bas carbone, comprenant notamment la rénovation du bâtiment G du centre technique municipal (4 M€) ;
- 1,4 M€ seront consacrés à l'entretien durable des espaces.

## **2. PRENDRE SOIN DE L'HOMME : 75 M€**

L'harmonie sociale et la qualité de vie ont toujours été au premier rang des préoccupations de la collectivité. Dans chacun de ses engagements transparait cette volonté de tout mettre en œuvre pour que chaque Beauvaisien puisse, quels que soient son âge et sa situation, s'épanouir et vivre bien.

Avoir un emploi, pouvoir se loger dans de bonnes conditions, vivre dans un environnement tranquille et sûr, bénéficier d'un cadre de vie agréable et préservé... telles sont les ambitions qu'il convient de rappeler, particulièrement en cette période de crise.

Pour ce faire :

- 1,7 M€ seront consacrés à la promotion d'une politique inclusive en faveur des personnes en situation de handicap ;
- 6,5 M€ seront consacrés au développement des services à la famille ;
- 39 000 € seront consacrés à l'équilibre emploi/formation pour les jeunes ;
- 1,6M€ seront consacrés à encourager la création d'emplois ;
- 41,9 M€ seront consacrés à la rénovation des équipements de proximité, comprenant notamment la restructuration complète de la piscine A.Bellier (12 M€) ;
- 16,1 M€ seront consacrés au déploiement d'équipements et de services adaptés aux usagers, comprenant notamment la réhabilitation du groupe scolaire Europe-Grenouillère à St-Lucien (12 M€) ;
- 1,5 M€ seront consacrés à encourager la jeunesse à s'épanouir, de divertir et s'éduquer ;
- 5,2 M€ seront consacrés à assurer la sécurité des habitants en garantissant la tranquillité publique.

### **3. PRENDRE SOIN DE NOTRE VILLE : 71 M€**

La Ville de Beauvais est une mosaïque de 8 quartiers : le centre-ville, dont le visage se transforme au gré de l'avancée du projet « cœur de Ville », 4 quartiers qui sont d'anciens villages et en ont gardé la forme urbaine et 3 quartiers de grands ensembles, tous classés dans la géographie prioritaire de la politique de la Ville et qui mutent sous l'impulsion des grands programmes nationaux de renouvellement urbain.

Le bien-être des Beauvaisiens passe inévitablement par le développement de la ville et de ses quartiers. Par de nombreuses actions engagées ou programmées (Plan action cœur de Ville, NPNRU, GAIA...), le mandat 2021-2026 marquera une nouvelle transition pour le territoire, laquelle devra être accompagnée de plusieurs programmes innovants.

Pour ce faire :

- 32,3 M€ seront consacrés à l'aménagement de l'espace urbain, comprenant notamment le programme de modernisation des voiries communales (27 M€) ;
- 5,6 M€ seront consacrés à la mise en valeur de l'espace public ;
- 1,7 M€ seront consacrés à la promotion de la politique en faveur du vélo ;
- 2,2 M€ seront consacrés au partage de l'espace public ;
- 8,9 M€ seront consacrés à la rénovation des équipements publics vieillissants, comprenant notamment le programme de modernisation des écoles (2,4 M€ - hors NPNRU) ;
- 1,4 M€ seront consacrés à la rénovation du patrimoine historique municipal ;
- 5 M€ seront consacrés à la réconciliation entre économie et écologie ;
- 0,9 M€ seront consacrés au développement de l'offre de loisirs ;
- 0,6 M€ seront consacrés à la création et au soutien des manifestations et événements fédérateurs ;
- 11 M€ seront consacrés à la promotion des équipements rayonnants, comprenant notamment la réhabilitation du Quadrilatère (10,5 M€) ;
- 80 000 € seront consacrés à l'obtention de labels ;
- 1 M€ seront consacrés à encourager le développement de la ville intelligente et connectée.

### **4. PROMOUVOIR UNE ADMINISTRATION DURABLE : 15 M€**

Les agents municipaux contribuent directement à la qualité des services publics et sont au cœur des priorités du mandat.

Soucieuse d'accompagner efficacement la nécessaire modernisation de ses services, la Ville entend promouvoir une administration durable, garante de la santé et de la sécurité des agents, exemplaire sur le plan de la préservation écologique, innovante et attractive.

Pour ce faire :

- 0,2 M€ seront consacrés au développement d'une politique de prévention ;
- 3,4 M€ seront consacrés à garantir la sécurité des agents ;
- 5,6 M€ seront consacrés au renouvellement du parc de véhicules et à la rénovation des logements de fonction ;
- 3 M€ seront consacrés à l'aménagement des espaces de travail, comprenant notamment la création de la maison du personnel (0,4 M€) ;
- 3,2 M€ seront consacrés au développement des nouvelles technologies.

Il est proposé au conseil municipal d'approuver la Programmation Pluriannuelle des Investissements (PPI) de la Ville de Beauvais sur la période 2021-2026.

PROJET DE MANDAT 2020-2026  
 Programmation Pluriannuelle des Investissements  
 VILLE DE BEAUVAIS 2021-2026

OBJECTIFS	PROGRAMMES	ACTIONS	PPI VOTE			2021	2022	2023	2024	2025	2026
			Dépenses 2021-2026	Recettes 2021-2026	Charge nette	Projection du compte administratif	Projection du BP	Prévisions	Prévisions	Prévisions	Prévisions
PRENDRE SOIN DE LA NATURE	Faire de Beauvais une ville jardin	Développer des aires de pleine nature	9 224 027 €			2 230 303 €	1 332 811 €	3 283 401 €	797 512 €	790 000 €	790 000 €
		Aménager et animer les trames vertes	1 718 362 €			59 960 €	445 027 €	642 000 €	483 866 €	57 509 €	30 000 €
		Promouvoir l'eau dans la ville	4 571 600 €			83 093 €	1 456 000 €	626 544 €	500 585 €	825 403 €	1 079 975 €
		Eduquer à un environnement naturel	611 784 €			11 784 €	290 000 €	175 000 €	45 000 €	45 000 €	45 000 €
		Favoriser une ville durable	10 594 201 €			464 041 €	2 608 590 €	2 969 270 €	2 665 000 €	1 206 684 €	680 616 €
		Entretien durablement les espaces	1 404 392 €			163 392 €	341 000 €	225 000 €	225 000 €	225 000 €	225 000 €
<b>TOTAL OBJECTIF 1 PRENDRE SOIN DE LA NATURE</b>			<b>28 124 366 €</b>	<b>6 468 604 €</b>	<b>21 655 762 €</b>	<b>3 012 573 €</b>	<b>6 473 428 €</b>	<b>7 921 215 €</b>	<b>4 716 963 €</b>	<b>3 149 596 €</b>	<b>2 850 591 €</b>
PRENDRE SOIN DE L'HOMME	Encourager la bienveillance et la citoyenneté	Promouvoir une politique inclusive des personnes en situation de handicap	1 709 055 €			112 255 €	264 800 €	333 000 €	333 000 €	333 000 €	333 000 €
		Développer les services à la famille	6 516 256 €			1 236 076 €	1 357 000 €	1 395 000 €	1 695 000 €	538 180 €	295 000 €
	Favoriser l'accès à l'emploi	Contribuer à l'équilibre emploi/formation pour les jeunes	39 084 €			39 084 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
		Encourager la création d'emplois	1 632 306 €			1 632 306 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
	Favoriser l'épanouissement et le bien-être	Rénover les équipements de proximité	41 936 129 €			1 927 492 €	3 775 988 €	11 206 004 €	13 924 683 €	7 419 128 €	3 682 834 €
		Disposer d'équipements et de services adaptés aux usages	16 104 885 €			0 €	2 000 €	1 538 456 €	1 701 199 €	6 543 081 €	6 320 149 €
		Encourager la jeunesse à s'épanouir, se divertir et s'éduquer	1 531 899 €			91 899 €	146 000 €	316 000 €	316 000 €	316 000 €	346 000 €
		Assurer la sécurité des habitants en garantissant la tranquillité publique	5 205 787 €			413 564 €	708 900 €	961 038 €	1 240 000 €	1 140 000 €	742 285 €
<b>TOTAL OBJECTIF 2 PRENDRE SOIN DE L'HOMME</b>			<b>74 675 401 €</b>	<b>17 175 342 €</b>	<b>57 500 059 €</b>	<b>5 452 676 €</b>	<b>6 254 688 €</b>	<b>15 749 498 €</b>	<b>19 209 882 €</b>	<b>16 289 389 €</b>	<b>11 719 268 €</b>
PRENDRE SOIN DE NOTRE VILLE	Embelleir la ville et promouvoir de nouvelles mobilités	Aménager l'espace urbain	32 291 768 €			2 824 196 €	6 276 663 €	8 819 128 €	6 691 429 €	2 947 756 €	4 732 596 €
		Mettre en valeur l'espace public	5 568 282 €			427 282 €	541 000 €	1 150 000 €	1 150 000 €	1 150 000 €	1 150 000 €
		Promouvoir une politique vélo ambitieuse	1 713 500 €			0 €	393 500 €	330 000 €	330 000 €	330 000 €	330 000 €
		Partager l'espace public	2 235 320 €			419 366 €	481 000 €	315 500 €	315 500 €	315 500 €	388 454 €
	Entretien durablement le patrimoine communal	Rénover les équipements vieillissants	8 871 498 €			1 468 814 €	1 777 100 €	1 515 412 €	1 363 000 €	1 363 000 €	1 384 172 €
		Rénover le patrimoine historique	1 392 783 €			70 647 €	661 000 €	320 000 €	120 000 €	129 136 €	92 000 €
	Assurer un développement harmonieux de la Ville	Réconcilier économie et écologie	5 035 431 €			4 001 €	899 086 €	1 109 086 €	1 009 086 €	1 009 086 €	1 005 086 €
		Développer l'offre de loisirs	891 550 €			124 950 €	266 600 €	125 000 €	125 000 €	125 000 €	125 000 €
		Créer et soutenir les manifestations et les événements fédérateurs	551 584 €			66 584 €	160 000 €	250 000 €	25 000 €	25 000 €	25 000 €
		Promouvoir les équipements rayonnants	11 092 356 €			523 714 €	771 356 €	2 266 000 €	7 531 286 €	0 €	0 €
	Promouvoir une ville attractive, accueillante et équitable	Se fédérer et obtenir la labellisation des actions reconnues	80 000 €			0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	80 000 €
		Encourager la ville intelligente et connectée	1 044 966 €			294 966 €	220 000 €	260 000 €	90 000 €	90 000 €	90 000 €
<b>TOTAL OBJECTIF 3 PRENDRE SOIN DE NOTRE VILLE</b>			<b>70 769 038 €</b>	<b>16 276 879 €</b>	<b>54 492 159 €</b>	<b>6 224 520 €</b>	<b>12 447 305 €</b>	<b>16 460 126 €</b>	<b>18 750 301 €</b>	<b>7 484 478 €</b>	<b>9 402 308 €</b>
PROMOUVOIR UNE ADMINISTRATION DURABLE	Garantir la santé des agents et leur sécurité au travail	Développer une politique de prévention	191 900 €			2 066 €	59 400 €	32 500 €	32 500 €	32 500 €	32 934 €
		Garantir la sécurité pour tous	3 387 672 €			521 599 €	973 500 €	607 000 €	427 000 €	427 000 €	431 573 €
	Contribuer à la préservation de l'environnement	Renouveler le parc de véhicules et de logements de fonctions	5 635 582 €			907 082 €	888 500 €	960 000 €	960 000 €	960 000 €	960 000 €
		Aménager les espaces de travail	2 986 740 €			159 539 €	744 200 €	520 000 €	520 000 €	520 000 €	523 001 €
	Améliorer la qualité de vie au travail	3 206 899 €			504 359 €	722 540 €	495 000 €	495 000 €	495 000 €	495 000 €	
<b>TOTAL OBJECTIF 4 PROMOUVOIR UNE ADMINISTRATION DURABLE</b>			<b>15 408 793 €</b>	<b>3 544 022 €</b>	<b>11 864 771 €</b>	<b>2 094 645 €</b>	<b>3 388 140 €</b>	<b>2 614 500 €</b>	<b>2 434 500 €</b>	<b>2 434 500 €</b>	<b>2 442 508 €</b>
<b>TOTAL BUDGET PRINCIPAL</b>			<b>188 977 598 €</b>	<b>43 464 848 €</b>	<b>145 512 750 €</b>	<b>16 784 414 €</b>	<b>28 563 561 €</b>	<b>42 745 339 €</b>	<b>45 111 646 €</b>	<b>29 357 963 €</b>	<b>26 414 675 €</b>



**Rapport n° B-DEL-2022-0011**

Commission : Commission générale  
Service : Ressources Humaines

**Tableau des effectifs**

Il est proposé un ajustement du tableau des emplois de la ville de Beauvais pour les motifs suivants :

- Modification de grades suite aux remplacements d'agents partis (mutation, retraite...),
- Création d'emplois afin de répondre à des besoins supplémentaires des services, notamment,

<b>Nature de la modification du tableau (motif)</b>	<b>Direction/ Service</b>	<b>Emploi / grade préexistant à temps complet* à supprimer à terme dans l'attente de l'avis du comité technique sauf indications contraires</b>	<b>Emploi / grade créé à temps complet* (Fonctionnaires ou contractuels)</b>	<b>Nb</b>
Création/ Suppression (Mobilité et retraite)	Patrimoine bâti	1 Menuisier et 1 Maçon/ Adjoint technique principal de 2 <sup>e</sup> classe et de 1 <sup>re</sup> classe	1 Menuisier et 1 Maçon/ Cadre d'emplois des adjoints techniques	2
Création/ Suppression (Réorganisation suite retraite)	DEEJ/ Maison France service	Agent d'accueil/ Adjoint administratif principal de 1 <sup>re</sup> classe	Conseiller numérique/ Rédacteur	1
Création/ Suppression (Mutation)	Espaces publics	Technicien études et travaux/ Technicien	Technicien études et travaux/ Adjoint technique principal de 2 <sup>e</sup> classe	1
Création/ Suppression (fondement juridique du recrutement)	Espaces publics	Technicien ouvrages d'art/ Cadre d'emplois des techniciens	Technicien ouvrages d'art/ Cadre d'emplois des techniciens ou le cas échéant agent contractuel de catégorie B sur le fondement de l'article 3.3 2° de la Loi 84-53 (contrat de 3 ans maximum renouvelable, compte de la nature des fonctions ou des besoins des services)	1

<b>Nature de la modification du tableau (motif)</b>	<b>Direction/ Service</b>	<b>Emploi / grade préexistant à temps complet* à supprimer à terme dans l'attente de l'avis du comité technique sauf indications contraires</b>	<b>Emploi / grade créé à temps complet* (Fonctionnaires ou contractuels)</b>	<b>Nb</b>
Création/ Suppression (Mutation)	Parcs et jardins, garage, propreté	Jardinier/ Adjoint technique principal de 2 <sup>e</sup> classe	Jardinier/ Cadre d'emplois des adjoints techniques	1
Création/ Suppression (retraite)	Prévention/ CSU	Agent de supervision urbaine/ Adjoint technique principal de de 1 <sup>re</sup> classe	Agent de supervision urbaine/ Adjoint technique	1
Création	Direction générale adjointe des services	X	Assistant – e de direction/ Cadre d'emplois des rédacteurs	1
Création	Affaires culturelles/ Service Archéologie	X	Agent technique des fouilles /Adjoint technique	1

\* sauf indication contraire

Considérant l'inscription des crédits nécessaires au budget prévisionnel 2022, au chapitre 012 - charges de personnel et frais assimilés,

Il est proposé au conseil municipal d'approuver les termes de ce rapport et de décider de la création des postes susvisés.

**Rapport n° B-DEL-2022-0002**

Commission : Commission générale  
Service : État Civil - Élections - Réglementation

**Convention de partage d'un dispositif de recueil mobile (DR Mobile) dans le cadre des demandes de cartes d'identité et de passeports entre les communes de Beauvais, Bresles, Crèvecœur-le-Grand et Auneuil**

Le recueil des demandes de cartes nationales d'identité et de passeports s'effectue désormais de manière déterritorialisée au moyen d'un dispositif de recueil.

L'agence nationale des titres sécurisés (ANTS) met à disposition de la commune de Beauvais un dispositif de recueil mobile (DR Mobile), aux fins notamment de prendre en charge les demandes de cartes nationales d'identité et de passeports des demandeurs qui ne sont pas en capacité de se déplacer vers une mairie équipée.

Le DR Mobile permet de délivrer des cartes nationales d'identité et des passeports aux usagers ayant des difficultés à se déplacer tels que les personnes âgées hébergées dans une structure collective de type établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD), les personnes hospitalisées, les personnes handicapées. La proximité géographique d'un DR Mobile évite des déplacements à Senlis, seule commune équipée à ce jour sur le département de l'Oise.

La commune d'Auneuil est déjà équipée d'au moins un dispositif de recueil fixe et les communes de Crèvecœur-le-Grand et Bresles ont un EHPAD sur leur territoire.

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la commune de Beauvais met à disposition de 3 communes membres de l'EPCI (Auneuil, Crèvecœur-le-Grand et Bresles) un DR Mobile. Elle définit les modalités d'utilisation de ce dernier pour le recueil des demandes de cartes nationales d'identité et de passeports et la remise des titres aux demandeurs. La présente convention ne s'applique pas aux demandes de cartes nationales d'identité formulées par les personnes détenues.

La commune de Beauvais met à disposition des 3 communes un DR Mobile afin de leur permettre de recueillir, de manière itinérante, les demandes au bénéfice des usagers ayant des difficultés à se déplacer : les personnes âgées hébergées dans une structure collective de type EHPAD, les personnes hospitalisées, les personnes handicapées.

Le DR Mobile est mis à disposition des communes en fonction des demandes des usagers à mobilité réduite ou dans l'incapacité totale de se déplacer dans une mairie équipée d'un dispositif de recueil fixe pour accomplir les démarches de demandes d'une carte nationale d'identité et/ou d'un passeport.

Une réservation du matériel sera adressée à la mairie de Beauvais par mail via l'adresse dédiée : « formalitescitoyennes@beauvais.fr », au moins quinze jours avant l'utilisation du matériel. Le DR Mobile sera utilisé par la commune de Beauvais comme un dispositif de recueil fixe le reste du temps.

L'équipement mis à disposition de la commune membre comprend :

- Un ordinateur portable,
- Un support de badge pour la connexion au DR Mobile,
- Un lecteur d'empreintes,
- Un scanner permettant la numérisation des documents,
- Une imprimante permettant l'édition du récépissé de dépôt de la demande,
- Une douchette,
- Un appareil photo
- Une sacoche de transport

Un agent titulaire ou contractuel au moins désigné par commune sera formé et habilité par l'Agence nationale des titres sécurisés. L'habilitation est demandée par la commune auprès de l'ANTS, sous couvert des services de l'Etat. Les modalités sont annexées à la convention (1). La commune s'engage à informer l'Etat de tout changement d'affectation des agents concernés.

L'agent de la commune est responsable de l'utilisation du DR Mobile, de son transport et de son utilisation, conformément à la réglementation en vigueur et aux principes de sécurité des systèmes d'information, de sa prise en charge auprès de la mairie de Beauvais et de sa restitution.

Il interviendra pour la commune et les communes avoisinantes selon un découpage géographique des communes les plus proches annexé à la convention (2).

La commune souscrira une assurance couvrant les risques de dommages au matériel et une assurance responsabilité civile.

La présente convention est conclue pour une durée d'un an, renouvelable par tacite reconduction à compter de la date de sa signature par les parties.

En cas de modification des règles juridiques et techniques applicables, la convention peut être modifiée par avenant à l'initiative de l'une des communes.

En cas de non-respect d'une des clauses de la présente convention, la mairie de Beauvais et/ou l'une des communes peut suspendre ou résilier la convention sous réserve d'un préavis de 2 mois.

Il est proposé au conseil municipal :

- d'approuver les termes de ce rapport ;
- d'autoriser madame le maire ou l'adjoint délégué à signer la convention ci-annexée.



## Guide pour remplir les demandes d'habilitations

l'utilisation de la nouvelle application de demande, d'instruction et de validation des passeports biométriques.

L'Agence Nationale des Titres Sécurisés attribue à chaque agent une CAP numéroté, associé à un code PIN communiqué par envoi séparé (comme pour les cartes bleues, par exemple).

### PROCESSUS D'HABILITATION

Le « demandeur » est l'autorité qui fait la demande pour ses agents : le Maire.

agents auquel sera attribué une CAP, ainsi que leur site de rattachement. Tous les agents concernés signent le formulaire.

d'autant d'agents que nécessite le bon fonctionnement de son service et peut utiliser plusieurs formulaires à cet effet. Il est possible d'habiliter des agents moins expérimentés uniquement pour la remise des passeports.

demande en version papier signée et cachetée ainsi que sa version électronique à sa préfecture de rattachement.

La Préfecture valide les demandes et se charge de les acheminer à l'ANTS.

acheminer aux sites concernés.

### DROITS ACCORDES

**Concernant les agents de mairie**, ceux-ci peuvent être habilités pour :

<b>Recueil</b> : Droit d'utiliser le Dispositif de Recueil pour enregistrer des demandes de passeport en Mairie ou faire un complément de demande. titres à remettre (relance, destruction).
---

ou le support ANTS au 08 11 10 16 85



AGENCE NATIONALE DES TITRES SÉCURISÉS

**TES – PASSEPORTS**  
**DEMANDE D'HABILITATION POUR AGENTS DE MAIRIE - DR MOBILES**

DEMANDEUR				
Date de la demande			Signature	Cachet
Nom	Prénom	Qualité		
		MAIRE		

AGENTS A HABILITER								
Nom	Prénom	Date de naissance	Téléphone	Courriel	N° de la carte	Code postal	Remise	Signature de l'agent à habilitier
							DR mobile	

AUTORISATION PREFECTURE				
Date de l'autorisation			Signature	Cachet
Nom	Prénom	Qualité		

AUTORISATION ANTS (cadre réservé à l'ANTS)				
Date de l'autorisation			Signature	Cachet
Nom	Prénom	Qualité		

## Découpage géographique des communes

### Auneuil

Allonne, Auteuil, Aux Marais, Berneuil-en-Bray, Frocourt, Rainvillers, Saint Léger-en-Bray, Saint Martin-le-Nœud, Saint Paul, Warluis.

### Beauvais

Bonlier, Fontaine St Lucien, Fouquénies, Fouquerolles, Goincourt, Guignecourt, Haudivillers, Herchies, Juvignies, Lafraye, Le Mont St Adrien, Maisoncelle St Pierre, Milly-sur-Thérain, Nivillers, Pierrefitte-en-Beauvaisis, Saint Germain-la-Poterie, Savignies, Therdonne, Tillé, Troissereux, Vellenne, Verderel-les-Sauqueuse.

### Bresles

Bailleul-sur-Thérain, Hermes, La Neuville-en-Hez, La Rue St Pierre, Laversines, Le Fay St Quentin, Litz, Rémérangles, Rochy Condé.

### Crèvecœur le Grand

Auchy-la-Montagne, Francastel, Lachaussée-du-Bois-d'Écu, Le Saulchoy, Luchy, Maulers, Muidorge, Rotangy.





**CONVENTION**  
De partage d'un dispositif de recueil mobile (DR Mobile) dans le cadre des demandes  
de cartes d'identité et de passeports  
  
entre les communes de Beauvais, Bresles, Crèvecœur le Grand et Auneuil

Le recueil des demandes de cartes nationales d'identité et de passeports s'effectue désormais de manière déterritorialisée au moyen d'un dispositif de recueil ;

L'agence nationale des titres sécurisés (ANTS) met à disposition de la commune de Beauvais un dispositif de recueil mobile (DR Mobile), aux fins notamment de prendre en charge les demandes de cartes nationales d'identité et de passeports des demandeurs qui ne sont pas en capacité de se déplacer vers une mairie équipée ;

Le DR Mobile permet de délivrer des cartes nationales d'identité et des passeports aux usagers ayant des difficultés à se déplacer tels que les personnes âgées hébergées dans une structure collective de type établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD), les personnes hospitalisées, les personnes handicapées. La proximité géographique d'un DR Mobile évite des déplacements à Senlis, seule commune équipée à ce jour sur le département de l'Oise.

Considérant que la commune d'Auneuil est déjà équipée d'au moins un dispositif de recueil fixe et que les communes de Crèvecœur-le-Grand et Bresles ont un EHPAD sur leur territoire ;

ENTRE :

Les villes de :

- Beauvais, représentée par Caroline CAYEUX, maire, habilitée aux présentes par délibération du conseil municipal en date du XXXXX,
- Auneuil, représentée par Hans DEKKERS, maire, habilité aux présentes par délibération du conseil municipal en date du XXXXX
- Crèvecœur-le-Grand représentée par Aymeric BOUREAU, maire, habilité aux présentes par délibération du conseil municipal en date du XXXXX
- Bresles représentée par Dominique CORDIER, maire, habilité aux présentes par délibération du conseil municipal en date du XXXXX

Il est convenu ce qui suit :

**Article 1 : Objet de la convention de partage de matériel**

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la commune de Beauvais, met à disposition de 3 communes membres de l'EPCI (Auneuil, Crèvecœur-le-Grand et Bresles) un DR Mobile. Elle définit les modalités d'utilisation de ce dernier pour le recueil des demandes de cartes nationales d'identité et de passeports et la remise des titres aux demandeurs. La présente convention ne s'applique pas aux demandes de cartes nationales d'identité formulées par les personnes détenues.

## **Article 2 : Conditions et modalités de la mise à disposition du DR Mobile**

La commune de Beauvais met à disposition des 3 communes un DR Mobile afin de leur permettre de recueillir, de manière itinérante, les demandes au bénéfice des usagers ayant des difficultés à se déplacer : les personnes âgées hébergées dans une structure collective de type EHPAD, les personnes hospitalisées, les personnes handicapées.

Le DR Mobile est mis à disposition des communes en fonction des demandes des usagers à mobilité réduite ou dans l'incapacité totale de se déplacer dans une mairie équipée d'un dispositif de recueil fixe pour accomplir les démarches de demandes d'une carte nationale d'identité et/ou d'un passeport.

Une réservation du matériel sera adressée à la mairie de Beauvais par mail via l'adresse dédiée : « formalitescitoyennes@beauvais.fr », au moins quinze jours avant l'utilisation du matériel. Le DR Mobile sera utilisé par la commune de Beauvais comme un dispositif de recueil fixe le reste du temps.

L'équipement mis à disposition de la commune membre comprend :

- Un ordinateur portable,
- Un support de badge pour la connexion au DR Mobile,
- Un lecteur d'empreintes,
- Un scanner permettant la numérisation des documents,
- Une imprimante permettant l'édition du récépissé de dépôt de la demande,
- Une douchette,
- Un appareil photo
- Une sacoche de transport

## **Article 3 : Missions et obligations des communes**

Un agent titulaire ou contractuel au moins désigné par commune sera formé et habilité par l'Agence nationale des titres sécurisés. L'habilitation est demandée par la commune auprès de l'ANTS, sous couvert des services de l'Etat. Les modalités sont annexées à la convention (1). La commune s'engage à informer l'Etat de tout changement d'affectation des agents concernés.

L'agent de la commune est responsable de l'utilisation du DR Mobile, de son transport et de son utilisation, conformément à la réglementation en vigueur et aux principes de sécurité des systèmes d'information, de sa prise en charge auprès de la mairie de Beauvais et de sa restitution.

Il interviendra pour la commune et les communes avoisinantes selon un découpage géographique des communes les plus proches annexé à la convention (2).

La commune souscrira une assurance couvrant les risques de dommages au matériel et une assurance responsabilité civile.

## **Article 4 : Durée et date d'effet de la convention**

La présente convention est conclue pour une durée d'un an, renouvelable par tacite reconduction à compter de la date de sa signature par les parties.

**Article 5 : Modification ou résiliation**

En cas de modification des règles juridiques et techniques applicables, la convention peut être modifiée par avenant à l'initiative de l'une des communes.

En cas de non-respect d'une des clauses de la présente convention, la mairie de Beauvais et/ou l'une des communes peut suspendre ou résilier la convention sous réserve d'un préavis de 2 mois.

Le Maire de Beauvais,

Le Maire de Bresles,

Caroline CAYEUX

Dominique CORDIER

Le Maire d'Auneuil,

Le Maire de Crèvecœur-le-Grand,

Hans DEKKERS

Aymeric BOURLEAU

**Rapport n° B-DEL-2022-0012**

Commission : Commission générale  
Service : Eau et Assainissement

**Environnement - Présentation des rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable, de l'assainissement et des déchets pour l'année 2020 et du rapport du délégataire du service public de l'eau potable.**

Conformément aux dispositions du décret n° 95-635 du 6 mai 1995 et de l'article L. 2224-5 du code général des collectivités territoriales, le maire doit présenter à son conseil les rapports sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable, de l'assainissement et des déchets de l'année 2020, dont la ville de Beauvais a confié la compétence à la communauté d'agglomération du Beauvaisis. Ces rapports ont été examinés par la commission consultative des services publics locaux et présentés en conseil communautaire.

Les présents rapports, au nombre 6, concernent, pour l'année 2020, les compétences suivantes :

**Eau potable**

- Le rapport sur le prix et la qualité du service d'eau potable (encore propre à la ville de Beauvais pour l'année 2020) expose les indicateurs techniques et financiers, l'organisation et les performances du service d'eau potable de la ville de Beauvais.
- Le rapport du délégataire sur le service d'eau potable de la ville de Beauvais comporte les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de concession et une analyse de la qualité des ouvrages ou du service.

**Assainissement collectif**

- Le rapport sur le prix et la qualité du service d'assainissement collectif intéresse 31 communes de la CAB, dont la quasi-totalité des habitants de Beauvais, pour une population globale desservie d'environ 95 000 habitants.

**Assainissement non collectif**

- Le rapport sur le prix et la qualité du service d'assainissement non collectif intéresse 10 000 habitants répartis sur les 53 communes de la CAB, dont 30 logements sur la commune de Beauvais.

## Déchets ménagers et assimilés

- Le rapport sur le prix et la qualité du service public de prévention et de collecte des déchets ménagers et assimilés permet d'informer les citoyens sur le fonctionnement, le coût, le financement et la qualité du service et ainsi favoriser la prise de conscience des enjeux de la prévention et du tri des déchets, mais aussi de l'économie circulaire et de leur propre rôle dans la gestion locale des déchets ;
- Le rapport élaboré par le syndicat mixte du département de l'Oise (SMDO) présente les indicateurs techniques et financiers de l'exercice de la compétence traitement et valorisation des déchets, exercée par ce syndicat.

Les rapports ont été présentés à la commission consultative des services publics locaux.

En conséquence, il est proposé au conseil municipal de prendre acte de la présentation des cinq rapports annuels susvisés sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable, de l'assainissement et des déchets pour l'année 2020 et du rapport du délégataire du service public de l'eau potable.

## Communauté d'agglomération du Beauvaisis

### Périmètre de la ville de Beauvais Service public de l'eau potable

## Rapport annuel sur le prix et la qualité du service - Exercice 2020

Application de la loi n° 95-101 du 2 février 1995 et du décret n° 95-635 du 6 mai 1995, relatifs aux rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement.



## SOMMAIRE

1	PREAMBULE .....	3
2	SYNTHESE DU RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE D'EAU POTABLE 2020 .....	4
3	PRESENTATION DU SERVICE .....	7
3.1	Organisation de la compétence eau potable à Beauvais .....	7
3.2	Durée et objet du contrat de délégation de service public (DSP) .....	7
4	BILAN D'EXPLOITATION TECHNIQUE .....	8
4.1	Production .....	8
4.1.1	Caractéristiques des installations de production .....	8
4.1.2	Bilan des volumes produits - Analyse du bilan de production.....	9
4.2	Stockage et distribution.....	11
4.2.1	Descriptif du réseau et des équipements .....	11
4.2.2	Bilan de distribution .....	14
4.3	Qualité de l'eau distribuée .....	16
4.3.1	Contrôle qualité : analyses réalisées et conformité .....	16
4.3.2	Problématique du chlorure de vinyle monomère .....	17
5	FAITS MAJEURS 2020 SUR LES INFRASTRUCTURES D'EAU POTABLE .....	18
5.1	Principales ruptures de canalisations d'eau potable .....	18
5.2	Renouvellement et renforcement du réseau de distribution .....	19
5.3	Entretien et réhabilitation des réservoirs .....	20
5.4	Travaux de renouvellement des équipements.....	20
5.5	Volumes d'eaux prélevés non comptabilisés .....	21
5.6	Diagnostic des forages.....	21
5.7	Travaux pour la régénération du forage F0.....	22
5.8	Lutte contre les prélèvements d'eau potable illégaux.....	22
5.9	Protection de la ressource en eau, prévention des pollutions .....	23
5.9.1	Captages de la plaine du Canada .....	23
5.9.2	Sources de Friancourt .....	25
6	ORIENTATIONS POUR L'AVENIR .....	25
6.1	Schéma directeur eau potable – Etude d'amélioration de l'alimentation en eau potable du centre-ville.....	25
6.2	Transfert de la compétence eau potable .....	26
6.3	Préconisations de renouvellement de réseaux issues de l'étude patrimoniale .....	26
6.4	Etude de diagnostic multi-pressions et reconquête de la qualité de l'eau des sources de Friancourt.....	27
7	GESTION DU SERVICE.....	27
7.1	Nombre de clients et volume vendu .....	27
7.2	Relations avec la clientèle .....	28
7.3	Mise en place de la télérelève.....	28
8	INDICATEURS DE PERFORMANCE DU SERVICE.....	29
8.1	Indicateurs descriptif du service.....	29
8.2	Indicateurs de qualité de service à l'utilisateur .....	29
8.3	Indicateurs de qualité de l'eau .....	30
8.4	Indicateurs de gestion financière et patrimoniale .....	30
8.5	Indicateurs de performance environnementale .....	31
9	DONNÉES BUDGETAIRES ET FINANCIÈRES .....	32
9.1	Données budgétaires.....	32
9.2	Tarifs eau potable et assainissement .....	33
9.3	Facture – type.....	34

# 1 PREAMBULE

**Extrait note d'information du ministère de l'écologie et du développement durable : *Le rapport annuel sur le prix et la qualité du service***

**Le rapport annuel du maire ou du président de l'EPCI sur le prix et la qualité du service public...**

“ Le maire présente au conseil municipal ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) présente à son assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'assainissement destiné notamment à l'information des usagers ” (art. L. 2224-5 du code général des collectivités territoriales (CGCT)).

**... à destination des usagers...**

Le rapport annuel est un outil de communication entre les élus, leur assemblée délibérante et les usagers des services d'eau et d'assainissement. Il doit pouvoir être librement consulté en mairie. Seules les communes de 3 500 habitants et plus sont soumises à une obligation d'affichage (art. L. 1411-13 du CGCT).

**... pour plus de transparence...**

L'élaboration du rapport annuel sur le prix et la qualité du service répond aux principes de gestion décentralisée des services d'eau et d'assainissement, de transparence et d'évaluation des politiques publiques.

Le rapport annuel devra être examiné par la commission consultative des services publics locaux (CCSPL) (art. L. 1413-1 du CGCT) constituée à l'initiative du maire dans les communes de plus de 10 000 habitants, du président de l'EPCI de plus de 50 000 habitants ou du président du syndicat mixte comprenant au moins une commune de plus de 10 000 habitants. Cette présentation à la CCSPL permet de prendre en compte les attentes des usagers et d'améliorer la lisibilité de ce rapport.

**... élaboré par la collectivité responsable de l'organisation du service...**

Le maire ou le président de l'EPCI a la responsabilité de la rédaction et de la mise en forme du rapport ainsi que de sa communication. Les gestionnaires et les agences de l'eau apportent leur appui pour collecter et traiter certaines données de base.

**... présenté avant le 30 septembre**

Ce rapport doit désormais être présenté dans les 9 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné, soit au plus tard le 30 septembre. En intercommunalité, le conseil municipal de chaque commune adhérant à un EPCI est destinataire du rapport annuel adopté par cet établissement. Le maire présente au conseil municipal, dans les douze mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné, le ou les rapports qu'il aura reçu(s) du ou des EPCI, soit au plus tard le 31 décembre. Il indique dans une note liminaire la nature exacte du service assuré par ce ou ces établissements.

**... pour mieux évaluer la qualité et le prix du service à l'utilisateur.**

Les articles D. 2224-1 à 4 du CGCT fixent la liste des indicateurs techniques (ressources, qualité, volume, etc.) et financiers (tarification, dettes, investissements, etc.) qui doivent au moins figurer dans le rapport. Les rapports peuvent être complétés par tout indicateur jugé utile. Ils peuvent également être agrémentés de plans, de croquis ou de photos sur la localisation des ressources et le cycle de l'eau au niveau de la collectivité par exemple. Si les compétences de la collectivité évoluent peu d'une année sur l'autre, seuls les indicateurs relatifs au prix et à la qualité de service ainsi que des travaux devront être actualisés.

L'article L. 2224-5 du CGCT impose au maire de joindre à son rapport annuel sur le prix de l'eau, la note établie par l'agence de l'eau sur les redevances figurant sur la facture d'eau des abonnés et sur la réalisation de son programme d'intervention. Cette note établie sur la base de l'activité 2020 de l'agence de l'eau Seine Normandie est jointe en annexe au présent rapport.



## 2 SYNTHÈSE DU RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE D'EAU POTABLE 2020

### LES CHIFFRES DU SERVICE

Habitants desservis	57 582
Usagers (clients)	27 008
Points de production	6
Capacité de production d'eau potable (m <sup>3</sup> /j)	25 800
Réservoirs de stockage	7
Volume de stockage (m <sup>3</sup> )	20 300
Longueur de réseau (km)	343
Nombre de branchements (unité)	13 275
Volume total d'eau potable vendu (m <sup>3</sup> /an)	3 597 716

### L'ESSENTIEL DE L'ANNEE 2020

#### Production d'eau potable

- Travaux de régénération du forage F0 (mai-juin 2020) par scaphandriers.
- Diagnostic du génie-civil du réservoir Mont Capron.
- Finalisation de l'étude de diagnostic territorial multi-pressions, en vue de la définition d'un plan d'actions de reconquête de la qualité de l'eau pour les sources de Friancourt.
- Etude diagnostic et mesures de productivité des forages F1, F2bis et F4 et des sources de Friancourt.
- Avancement des travaux de mise en conformité du site de production d'eau potable de Friancourt, suite aux préconisations de l'agence régionale de santé (ARS).
- Renouvellement de la pompe du forage F1, de l'hydraulique du forage F2bis et de l'analyseur de chlore au réservoir du Mont Capron.
- Mise en œuvre des prescriptions de l'arrêté de déclaration d'utilité publique de protection des captages de la plaine du Canada : état des lieux et propositions d'aides financières aux particuliers pour la mise en conformité de l'assainissement et des stockages d'hydrocarbures.

#### Distribution de l'eau potable (réseaux, réservoirs, station de reprise, branchements)

- Installation de 5 bornes de puisage et lutte contre les prélèvements illégaux sur les hydrants.
- Diffusion d'une plaquette d'information sur les bornes de puisage.
- Remplacement et mise en domaine public de canalisations de distribution et adduction d'eau potable rues de la Trépinrière et du Général Koenig.
- Création d'une passerelle d'exploitation au réservoir du parc des Eaux
- Renouvellement de la fontainerie et mise en place de pompes de secours au réservoir Pouponnière (2020-2021)
- Renouvellement de 6 poteaux d'incendie, d'un débitmètre rue de Clermont, d'un compteur dans le local surpression Antoine Caron, d'un ballon anti-bélier dans le local surpresseur Binet.

#### Gestion du service

- Lancement de l'étude sur le transfert de la compétence eau potable à la communauté d'agglomération du Beauvaisis

## LES PREVISIONS POUR L'ANNEE 2021



### Production d'eau potable

- Mise en œuvre des prescriptions de l'arrêté de déclaration d'utilité publique de protection des captages de la plaine du Canada : réalisation de travaux de mise en conformité chez les particuliers.
- Bouchage d'un puits d'essai de pompage à Goincourt.
- Etude pour l'installation de plaques signalétiques normalisées pour le repérage des bouches incendies.
- Aménagement d'une aire d'aspiration pour renforcer la défense incendie du quartier du théâtre.
- Début de la mise en œuvre du plan d'actions de reconquête de la qualité de l'eau à Friancourt.
- Désignation d'un maître d'œuvre pour les travaux de réhabilitation du réservoir Mont Capron

### Distribution de l'eau potable (réseaux, réservoirs, station de reprise, branchements)

- Etude pour l'installation d'une borne de puisage supplémentaire à la station d'épuration de Beauvais et au parc Kennedy.
- Remplacement des canalisations d'adduction et de distribution d'eau potable (ø 250 mm) rue de Sénéfontaine.
- Programmation des travaux de renforcement du réseau d'eau potable en lien avec les programmes de rénovation urbaine des quartiers Argentine et Saint-Lucien : rue du Poitou et liaison entre le réservoir de la Pouponnière et le château d'eau d'Argentine en traversée de l'avenue Jean Moulin.

### Gestion du service

- Poursuite de l'étude sur le transfert de la compétence eau potable à la communauté d'agglomération du Beauvaisis.
- Création d'un page dédiée à l'eau potable sur le site internet de la ville de Beauvais.



## LES INDICATEURS DE PERFORMANCE DU SERVICE

<b>Indicateurs réglementaires (Arrêté du 2 mai 2007 modifié - annexe II)</b>		<b>Valeur</b>
<b>Descriptif du service</b>		
[D101.0]	Nombre d'habitants desservis total (estimation)	<b>57 582</b>
[D102.0]	Prix du service d'eau potable (hors assainissement) au m <sup>3</sup> pour 120 m <sup>3</sup>	<b>1,36 € TTC</b>
<b>Qualité de service à l'usager</b>		<b>Valeur</b>
[D 151.0]	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	<b>1 jour ouvrable</b>
[P152.1]	Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	<b>100 %</b>
[P151.1]	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées	<b>1,26 u/1000 abonnés</b>
[P155.1]	Taux de réclamations	<b>0,33 u/1000 abonnés</b>
<b>Qualité de l'eau</b>		<b>Valeur</b>
[P101.1]	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie	<b>98,9 %</b>
[P102.2]	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques	<b>99,0 %</b>
<b>Gestion financière et patrimoniale</b>		<b>Valeur</b>
[P107.2]	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable	<b>0,60 %</b>
[P103.2]	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	<b>110</b>
[P109.0]	Montant des abandons de créances ou versements à un fond de solidarité	<b>844 €</b>
[P153.2]	Durée d'extinction de la dette du service de l'eau potable de la collectivité	<b>6 ans</b>
[P154.0]	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	<b>4,36 %</b>
<b>Performance environnementale</b>		<b>Valeur</b>
[P104.3]	Rendement du réseau de distribution	<b>90,3 %</b>
[P105.3]	Indice linéaire des volumes non comptés	<b>4,32 m<sup>3</sup>/j/km</b>
[P106.3]	Indice linéaire de pertes en réseau	<b>4,08 m<sup>3</sup>/j/km</b>
[P108.3]	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	<b>80 %</b>

### 3 PRESENTATION DU SERVICE

#### 3.1 ORGANISATION DE LA COMPÉTENCE EAU POTABLE À BEAUVAIS

La ville de Beauvais exerce en 2020 la compétence eau potable, dans le cadre d'une convention de délégation de compétence avec la communauté d'agglomération du Beauvais (avec une échéance au 30 juin 2020), et à ce titre assure l'alimentation en eau potable de 57 582 habitants. En effet, la communauté d'agglomération du Beauvais est compétente en eau potable depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020. La gestion de l'eau potable sur la ville de Beauvais est confiée à une société privée dans le cadre d'une délégation de service public (DSP).

La ville a pour mission le suivi et l'encadrement des prestations d'exploitation confiées au délégataire, ainsi que la réalisation des investissements nécessaires pour assurer la pérennité du patrimoine de production, de stockage et de distribution de l'eau potable, lequel est constitué de :

- 6 installations de production d'une capacité totale de 25 800 m<sup>3</sup> par jour ;
- 7 réservoirs d'une capacité totale de stockage de 20 300 m<sup>3</sup> ;
- 343 kilomètres de canalisations (y compris les branchements) ;
- 13 275 branchements.

Le service « eau potable et rivières » de la ville de Beauvais est intégré à la direction de l'environnement et se compose en 2020 d'un directeur (mutualisé pour les compétences eau, assainissement et déchets) et de deux techniciens qui suivent l'ensemble des travaux et des études.

#### 3.2 DURÉE ET OBJET DU CONTRAT DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC (DSP)

Après une procédure de consultation et de négociation lancée en 2010, la ville de Beauvais a confié, par délibération en date du 7 juillet 2011, la délégation de son service public de l'eau potable à la SEAO (filiale de VEOLIA-EAU), pour une durée de 12 ans à compter du 1<sup>er</sup> août 2011. Le contrat de délégation confie au délégataire la gestion et la continuité du service de distribution de l'eau, ce qui comprend les prestations suivantes : production, élévation, distribution.

L'entretien des réseaux et des ouvrages et la surveillance des installations incombent au délégataire. Le contrat inclut également le suivi des relations avec les usagers du service (branchements, compteurs, facturation). Des prestations complémentaires (ingénierie, études) ont également été intégrées au contrat de DSP :

- La mise en place de la télérelève des compteurs d'eau ;
- La sectorisation du réseau, c'est-à-dire l'installation de points de mesure télégrés sur les canalisations de gros diamètre afin de détecter au plus tôt les fuites importantes sur les réseaux d'adduction d'eau ;
- La mise en œuvre du dispositif de surveillance permanente, appelé "Res'Echo", qui permet la détection précoce des fuites via des capteurs acoustiques ;
- Le programme « Eau pour tous » constitué d'un ensemble de dispositifs permettant d'accueillir les demandes des usagers en difficulté et un accès au plus grand nombre au service de l'eau ;
- Le suivi du vieillissement du réseau par étude métallographique.

## 4 BILAN D'EXPLOITATION TECHNIQUE

### 4.1 PRODUCTION

#### 4.1.1 CARACTÉRISTIQUES DES INSTALLATIONS DE PRODUCTION

La ville de Beauvais dispose de 6 unités de production d'eau potable : 5 forages et 1 source. L'eau, avant distribution, est préalablement désinfectée par chloration.

Chacun des points de production bénéficie d'un arrêté préfectoral portant autorisation de prélèvement, d'utilisation et de distribution de l'eau en vue de la consommation humaine et d'un arrêté préfectoral relative à l'instauration des périmètres de protection des captages. Les forages, éléments-clés du système de production d'eau potable sont, comme tout équipement, sujets au vieillissement. Aussi, afin de connaître leur carte d'identité et leur état de santé à un instant de leur vie, il est nécessaire d'en réaliser une inspection périodique, au minimum tous les dix ans (Article 11 de l'arrêté du 11 septembre 2003). Le tableau 1 indique les volumes de prélèvement autorisés par arrêté préfectoral pour chaque unité de production et l'année du dernier diagnostic.

**Illustration 1 - Seuils d'autorisation préfectorale de prélèvement d'eau**

Installation de production	Localisation	Seuil d'autorisation de prélèvement par arrêté préfectoral		Date de l'arrêté préfectoral	Echéance	Année de la dernière inspection
		Volume horaire (m <sup>3</sup> /h)	Volume journalier (m <sup>3</sup> /j)			
Forage F0	Beauvais	925	18 500	6 juin 2017	31 décembre 2035	2020
Forage F1						2020
Forage F3						2018
Forage F4						2020
Forage F2bis	Fouquénies	400	8 000	6 juin 2017	31 décembre 2035	2020
Sources de Friancourt	Auneuil	190	(1)	8 août 1984	/	2020

(1) Non précisé dans l'arrêté préfectoral

**Photos 1 et 2 : Vue de la pompe du forage F1 et inspection des sources de Friancourt**

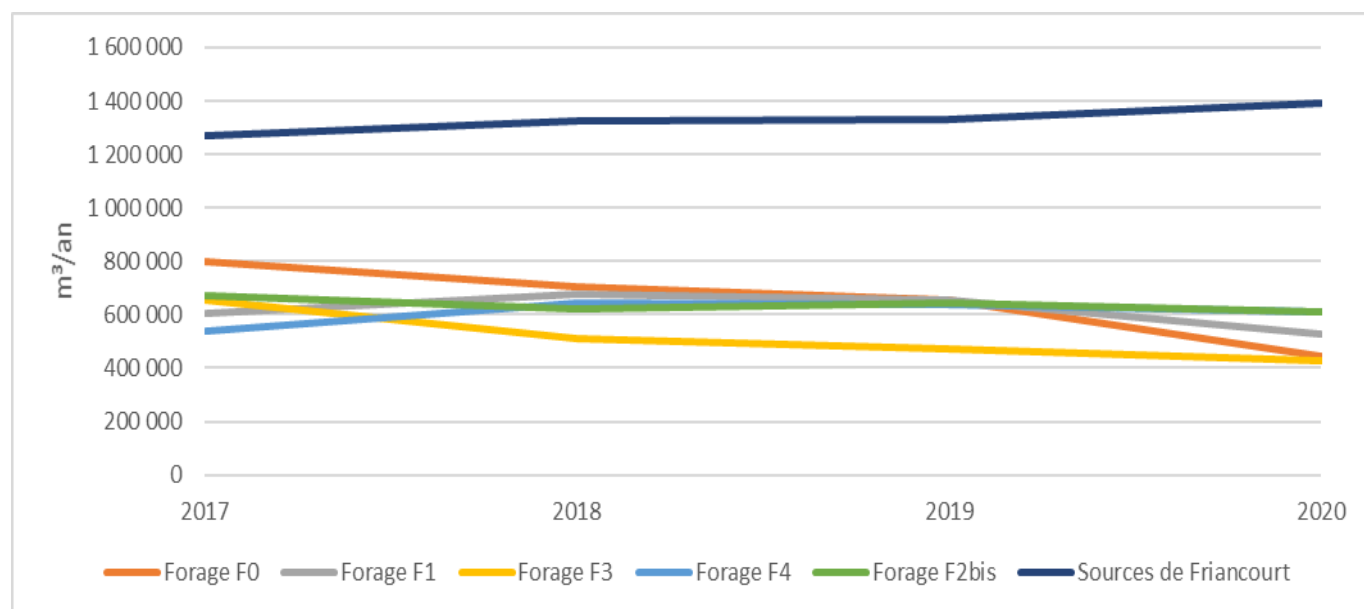


#### 4.1.2 BILAN DES VOLUMES PRODUITS - ANALYSE DU BILAN DE PRODUCTION

**Illustration 2 - Evolution 2017- 2020 des volumes produits (m<sup>3</sup>/an)**

Installation de production (m <sup>3</sup> /an)	2017	2018	2019	2020	Evolution % A/A-1	Participation au volume produit sur l'ensemble du service
<b>Forage F0</b>	800 175	704 582	652 619	443 469	- 32,0	11,1 %
<b>Forage F1</b>	602 501	678 926	656 100	526 940	- 19,7	13,1 %
<b>Forage F2bis</b>	672 092	622 203	642 194	609 121	- 5,2	15,2 %
<b>Forage F3</b>	654 950	512 612	470 698	427 105	- 9,3	10,6 %
<b>Forage F4</b>	538 082	642 223	640 734	608 218	- 5,1	15,2 %
<b>Sources de Friancourt</b>	1 268 388	1 322 671	1 333 404	1 393 705	+ 4,5	34,8 %
<b>TOTAL</b>	<b>4 536 188</b>	<b>4 483 217</b>	<b>4 395 749</b>	<b>4 008 558</b>	<b>- 8,8</b>	<b>100,00</b>

**Graphe 1. Evolution des volumes d'eau produits (m<sup>3</sup>/an) par unité de production**



Les forages F1, F2bis et F4 alimentent le réservoir du Parc des Eaux. Les forages F0 et F3, et les sources de Friancourt, alimentent le réservoir du Mont Capron.

Le volume produit par les cinq forages (hors sources de Friancourt) a baissé en 2020. Cette baisse résulte d'abord d'une baisse globale des volumes produits de 8,8 % et ensuite d'une sollicitation accrue des sources de Friancourt de plus de 4 %. Ces sources sont mobilisées de façon privilégiée car elles alimentent le réservoir du Mont Capron gravitairement, sans besoin d'énergie électrique.

La production des sources de Friancourt a augmenté entre 2019 et 2020. Elle est étroitement liée au niveau de la nappe, qui a maintenu un niveau constant et élevé suite à la recharge notable de l'hiver 2020. Les sources participent à hauteur d'environ 30 à 35 % du volume total d'eau produit, d'où l'enjeu de conserver et protéger cette ressource.

**Illustration 3 - Production journalière moyenne comparée à la capacité de production**

Installation de production	Volume produit en 2020		Capacité de production journalière estimée CP (en m <sup>3</sup> /j)	Rapport P/CP %
	Total (m <sup>3</sup> /an)	Production journalière moyenne estimée P (m <sup>3</sup> /j)		
Forage F0	443 469	1 215	3 000	40,5
Forage F1	526 940	1 444	5 500	26,2
Forage F2bis	609 121	1 669	8 000	20,9
Forage F3	427 105	1 170	5 300	22,1
Forage F4	608 218	1 666	4 700	35,5
Source de Friancourt	1 393 705	3 818	4 560	83,7
<b>TOTAL</b>	<b>4 008 558</b>	<b>10 982</b>	<b>31 060</b>	<b>35,4</b>

La capacité de production (**CP**) d'un forage est une valeur théorique, déterminée par l'équipement du système de pompage. Pour les sources de Friancourt, qui s'écoulent gravitairement sans système de pompage, il s'agit de la valeur estimée par l'hydrogéologue lors de l'établissement de la déclaration d'utilité publique.

La production journalière moyenne (**P**) a été calculée à partir du volume total produit de l'année, en prenant comme hypothèse un pompage régulier sur 365 jours.

Pour les forages, au maximum 40 % de la capacité de production est mobilisée en moyenne journalière, ce qui laisse une réserve de production suffisante pour faire face à un éventuel accroissement des besoins en eau, aux pics de consommation et à une rupture de la production sur une des ressources.

Les sources de Friancourt sont exploitées au maximum de leur capacité de production, car elles s'écoulent gravitairement sans dépense d'énergie depuis Auneuil jusqu'à Beauvais.

## 4.2 STOCKAGE ET DISTRIBUTION

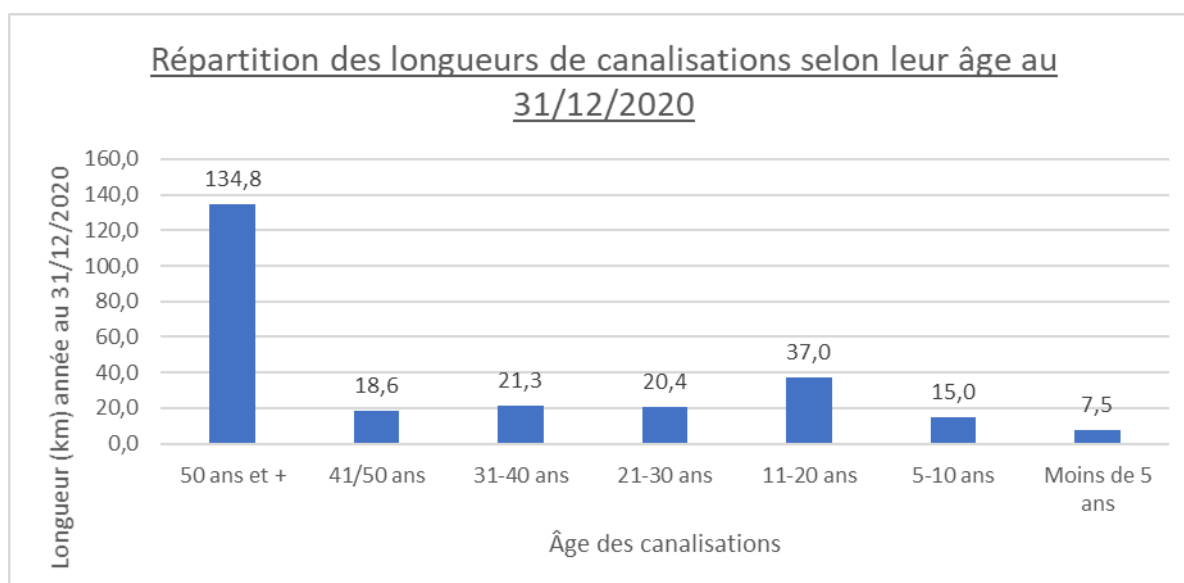
### 4.2.1 DESCRIPTIF DU RÉSEAU ET DES ÉQUIPEMENTS

#### 4.2.1.1 LE RÉSEAU DE DISTRIBUTION ET D'ADDUCTION D'EAU POTABLE

**Illustration 4 - Inventaire du patrimoine : linéaire et nombre des éléments constitutifs du réseau d'adduction et de distribution**

Année	2017	2018	2019	2020	% A/A-1
Longueur du réseau de canalisations (km)	263,4	263,4	263,2	263,2	/
Longueur canalisations + branchements (km)	342,3	342,6	342,6	342,7	+ 0,03%
Nombre de branchements (unité)	13 203	13 223	13 264	13 275	+ 0,08 %
Nombre de compteurs (unité)	28 749	28 799	28 896	29 046	+ 0,5 %

**Graphe 2. Age du réseau : Répartition du linéaire de canalisations par classe d'âge**



Fin 2020, nous comptabilisons un linéaire de 135 kilomètres de canalisations âgées de plus de 50 ans, soit 53 % du linéaire total.

Le vieillissement des canalisations est un des paramètres favorisant l'apparition des fuites, au même titre que d'autres facteurs comme la densité du trafic automobile, le gel,... . Les casses des canalisations survenues en 2020 aux carrefours boulevard de l'Assaut/rue Gambetta et rue du Maréchal Leclerc/rue Lucien Lainé en sont un parfait exemple. Ces canalisations structurantes ont été posées en 1945.



Les travaux menés par la ville visent à renouveler en priorité les réseaux les plus anciens, les plus défectueux et les plus stratégiques.

La ville a pour objectif un taux de renouvellement proche de 1 %. En 2020, 650 mètres de réseau ont été renouvelés (la liste des tronçons renouvelés est donnée dans le tableau 12 du présent rapport). Le taux moyen en 2020 de renouvellement des réseaux sur 5 ans est de 0,60 %.

**Illustration 5 - Renouvellement du réseau d'eau potable (linéaire et budget)**

<b>Années</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>
Longueur totale du réseau de canalisations (m) (A)	263 361	263 411	263 390	263 178	263 178
Longueur de réseau renouvelé (m) (B)	2 233	2 440	1 827	690	700
Taux de renouvellement annuel (B/A)	0,85%	0,93%	0,69%	0,26%	0,25%
Taux moyen de renouvellement sur 5 ans (%)	0,77%	0,92%	0,86%	0,74%	0,60%
Budget annuel consacré au renouvellement des réseaux (k€ TTC)	1 173	972	1 182	692	743

A noter que le montant des travaux n'est pas directement proportionnel au linéaire renouvelé, car le montant des travaux dépend du diamètre des canalisations et des contraintes techniques du chantier (encombrement du sous-sol, circulation, passage d'ouvrage d'art ou de cours d'eau, ...).

#### 4.2.1.2 INSTALLATIONS DE STOCKAGE, CAPACITÉ DES RÉSERVOIRS

**Illustration 6 - Récapitulatif des capacités de stockage**

Dénomination de l'ouvrage	Capacité de stockage (m <sup>3</sup> )	Type de réservoir
Réservoir Borel	800	Tour
Réservoir mont Capron	3 000	Semi enterré
Réservoir parc des Eaux	1 500	Semi enterré
Réservoir Pontoise	8 500	Semi enterré
Station de reprise Pouponnière	2 500	Bâche de reprise
Réservoir Saint-Jean	1 500	Tour
Réservoir ZUP Argentine	2 500	Tour
<b>Total</b>	<b>20 300</b>	

Les 7 réservoirs de la ville de Beauvais ont une capacité de stockage cumulée de 20 300 m<sup>3</sup>.

#### 4.2.1.3 COMPARAISON DES CAPACITÉS DE STOCKAGE, DE PRODUCTION ET DES BESOINS DE DISTRIBUTION

**Illustration 7 - Bilan Production / Stockage / Besoins**

Année	2020
Capacité de production journalière totale (m <sup>3</sup> /j)	25 800
Capacité de stockage (m <sup>3</sup> )	20 300
Volume journalier moyen introduit dans le réseau (m <sup>3</sup> /j)	4 030 720 m <sup>3</sup> / 365 jours = 11 043

La capacité de stockage globale sur l'ensemble de la ville est suffisante, elle permet en théorie de stocker le volume moyen de près de 2 jours de consommation. Il existe néanmoins des disparités selon les secteurs géographiques de distribution, certains présentant une autonomie plus limitée et notamment le centre-ville et le quartier Saint-Jean. Le schéma directeur hydraulique réalisé en 2009-2010 a permis de préciser ce point (cf. § 6.1.).

La capacité de production journalière est le double du volume journalier moyen mis en distribution.

## 4.2.2 BILAN DE DISTRIBUTION

### 4.2.2.1 BILAN DES VOLUMES DISTRIBUÉS

**Illustration 8 - Récapitulatif des volumes entrants, volumes sortants et calcul du rendement**

Années			2017	2018	2019	2020	% A/A-1
Entrées	Volume produit (m <sup>3</sup> )	A	4 536 188	4 483 217	4 395 749	4 008 558	-9,7%
	Volume importé / acheté (m <sup>3</sup> )	B	38 264	22 617	25 227	22 162	-13,8%
	<b>Total volume d'eau (m<sup>3</sup>) introduit dans le réseau</b>	<b>C = A + B</b>	<b>4 574 452</b>	<b>4 505 834</b>	<b>4 420 976</b>	<b>4 030 720</b>	<b>-9,7%</b>
Sorties	Volume exporté / vendu (m <sup>3</sup> )	D	29 500	43 924	14 232	10 101	-40,9%
	Volume consommé autorisé 365 jours (m <sup>3</sup> )	E	3 865 651	3 951 367	3 784 065	3 627 816	-4,3%
	<b>Total volume d'eau (m<sup>3</sup>) sorti du réseau</b>	<b>G = D + E</b>	<b>3 895 151</b>	<b>3 995 291</b>	<b>3 798 297</b>	<b>3 637 917</b>	<b>-4,4%</b>
<b>Rendement du réseau</b>		<b>R = G/C</b>	<b>85,2%</b>	<b>88,7%</b>	<b>85,9%</b>	<b>90,3%</b>	<b>5,1%</b>
Volume de perte de distribution (m <sup>3</sup> )		C - G	679 301	510 543	622 679	392 803	-58,5%

Le volume des pertes en réseau a fortement diminué à cause de réparations de fuites au carrefour du boulevard de l'Assaut/Gambetta et également rue du Maréchal Leclerc, mais aussi de l'absence de fuites majeures en 2020. De plus, les confinements sanitaires ont diminué la circulation routière et facilité les écoutes en vue de la recherche de fuites ; certaines fuites, difficiles à détecter, ont ainsi pu être réparées. Il se peut également que les prélèvements illicites sur les poteaux d'incendie aient baissé en raison du ralentissement de l'activité et de l'installation de bornes de puisage.

Ces chiffres montrent la nécessité de poursuivre les efforts d'investissement de la collectivité en matière de renouvellement des canalisations, structurantes ou non et les campagnes de recherche de fuites menées tous les ans par l'exploitant.

Le rendement du réseau a donc augmenté de plus de 5 % entre 2019 et 2020, du fait d'une baisse des volumes de pertes de distribution. L'objectif de rendement contractuel est de 85 % au-delà de la 6<sup>e</sup> année du contrat, et 87 % à la fin du contrat de DSP.

### 4.2.2.2 BILAN DES ÉCHANGES AVEC LE SIAEAB

Les volumes « importés » et « exportés » dans le tableau 8 représentent les échanges avec le syndicat intercommunal d'alimentation en eau de l'agglomération Beauvaisienne (SIAEAB), dans le cadre de l'accord d'échange. Ces volumes d'échanges sont conformes à la convention d'échange d'eau établie avec ce syndicat.

### 4.2.2.3 PERFORMANCES DU RÉSEAU DE DISTRIBUTION

**Illustration 9 - Fuites et rendement global du réseau**

Années	2017	2018	2019	2020	% A-1/A
Rendement du réseau (%)	85,2%	88,7%	85,9%	90,3%	5,1%
Nombre de fuites sur canalisation	19	10	26	27	3,8%
Nombre de fuites sur branchements	56	66	66	60	-9,1%
Nombre de fuites sur compteurs et accessoires	86	66	1	3	200,0%
Nombre de fuites réparées	161	142	93	90	-3,2%

L'engagement 111 du Grenelle de l'environnement sur la limitation des pertes par fuites sur les réseaux d'eau potable est à l'origine du décret « fuites »<sup>1</sup>. Ce dernier impose à tous les services d'eau le respect d'un rendement seuil calculé individuellement en fonction de la taille de la collectivité et de la sensibilité quantitative de la ressource en eau dans laquelle elle puise. Cette réglementation est entrée en vigueur à compter de l'exercice 2013. Tout service ayant un rendement supérieur à 85 % est considéré comme conforme aux exigences réglementaires. Le rendement seuil pour la ville de Beauvais de 78 % est toujours atteint, grâce à la mise en œuvre d'un plan d'actions en lien avec l'exploitant pour résorber les fuites depuis plusieurs années.

Le volume des pertes en distribution (Cf. tableau 8) a diminué de près de 230 000 m<sup>3</sup> sur l'année 2020, ce qui explique la hausse du rendement de plus de 4 % (malgré une diminution du volume vendu).

Le nombre de fuites sur branchements est relativement stable depuis 4 ans. Les confinements ont facilité la détection des fuites, ce qui explique que les fuites sur canalisations restent en 2020 à un niveau élevé. A noter qu'en règle générale, une fuite sur une canalisation a plus de conséquence en matière de volume perdu qu'une fuite sur branchement ou accessoire de compteur.

### 4.2.2.4 ACTIONS DE RÉDUCTION DES FUITES POUR L'AMÉLIORATION DU RENDEMENT DE RÉSEAU

Au titre du contrat de DSP, effectif depuis le 1<sup>er</sup> août 2011 et des actions portées par la collectivité, cinq types d'interventions contribuent à la baisse des volumes de pertes de distribution :

- L'exploitation de 20 pré-localisateurs en centre-ville permet d'ausculter de façon continue le réseau pour détecter les fuites.
- Le suivi de 23 débitmètres permet une sectorisation plus fine du réseau de la ville en 13 secteurs de distribution, contre 6 auparavant. Cette sectorisation contribue progressivement à une connaissance géographique beaucoup plus fine des volumes mis en distribution et également des pertes d'eau.
- La mise en service depuis 2013 des équipements de télérelève a facilité la détection des surconsommations pouvant être à l'origine de fuite d'eau sur les branchements des particuliers.
- L'installation de bornes de puisage par la ville de Beauvais en 2020 et parallèlement la mise en place de détections d'ouverture de certains poteaux d'incendie.
- L'installation en 2018 de compteurs sur la majorité des bouches d'arrosage.
- L'installation de compteurs en limite de propriété sur les secteurs d'habitat collectif.

<sup>1</sup> Décret 2012-97 du 27 janvier 2012 relatif à la définition d'un descriptif détaillé des réseaux des services publics de l'eau et de l'assainissement et d'un plan d'actions pour la réduction des pertes d'eau du réseau de distribution d'eau potable

Le linéaire total ausculté par corrélation acoustique en 2019 était de 128,5 km, soit près de 40 % du linéaire total de canalisations de la ville. Ce chiffre est de 69 km en 2020, soit 20 % du linéaire total de canalisations.

Enfin, le renouvellement du réseau reste un paramètre clef de l'amélioration du rendement du réseau, par la suppression des canalisations anciennes ou défailtantes pouvant être à l'origine de casses et de fuites. Les efforts menés par la ville depuis 2009 dans ce domaine ont contribué également à l'amélioration du rendement.

L'indice linéaire de perte en réseau (ILP) reste satisfaisant pour une ville semi-urbaine (cf. § 8.5 indicateur P106.3). Cet indice passe entre 2019 et 2020 de 6,5 m<sup>3</sup>/km/j à 4,1 m<sup>3</sup>/km/j.

#### 4.2.2.5 PRESSION DE SERVICE

La pression de service dépend de la localisation de l'utilisateur par rapport au réservoir ou au château d'eau qui l'alimente. Une pression confortable se situe entre 2 et 3 bars. Cette condition est remplie sur l'ensemble des secteurs de distribution de la ville de Beauvais, à l'exception de celui du centre-ville qui connaît des pressions faibles au compteur, parfois inférieures à 2 bars.

Cette situation est liée à l'implantation et à la cote des deux réservoirs qui desservent le centre-ville (Mont Capron et parc des Eaux), qui n'offrent pas une différence de niveau suffisante. Le schéma directeur d'eau potable mis à jour en 2009-2010 a permis de préciser ce point et de proposer divers scénarii pour essayer de remédier à cette contrainte (cf. § 6.1.). Parmi les possibilités étudiées, la création d'un réservoir supplémentaire reste la plus prometteuse.

### 4.3 QUALITÉ DE L'EAU DISTRIBUÉE

#### 4.3.1 CONTRÔLE QUALITÉ : ANALYSES RÉALISÉES ET CONFORMITÉ

Le nombre de paramètres analysés par l'agence régionale de la santé (ARS) dans le cadre du contrôle officiel, et ceux réalisés par le délégataire, sont récapitulés dans le tableau 10.

Il s'agit des contrôles effectués à la fois sur l'eau produite (l'eau de chaque ressource après simple chloration) et sur l'eau distribuée (l'eau des différentes ressources après mélange et distribution).

**Illustration 10 - Nombre d'analyses de la qualité de l'eau réalisées en 2020**

Type d'analyses	Microbiologique	Physico-chimique
Contrôles réglementaires ARS	481	5 270
Autocontrôle délégataire	510	89

Le taux de conformité au regard des contrôles réglementaires par rapport aux limites de qualité s'établit à 98,9 % pour les paramètres microbiologiques et 99,0 % pour les paramètres physico-chimiques.

Les non conformités par rapport aux limites de qualité concernent :

- Non-conformité E.COLI (2 n/ 100mL ) le 13/10/2020 au forage des sources de Friancourt,
- Non-conformité E.COLI (3 n/ 100mL ) le 13/10/2020 au forage des sources de Friancourt,
- Non-conformité ENTEROCOQUES FECAUX (3 n/ 100 ml) le 13/10/2020 au forage des sources de Friancourt,
- Non-conformité ENTEROCOQUES FECAUX (2 n/ 100 ml) le 13/10/2020 au forage des sources de Friancourt,
- Non-conformité PLOMB (83 µg/l) le 08/09/2020 à Beauvais.

5 non-conformités par rapport aux référentiels de qualité ont été constatées :

- Non-conformité BACTERIES SULFITO-REDUCTRICES (1 n/ 100 ml) le 06/04/2020 au forage 1,
- Non-conformité BACTERIES SULFITO-REDUCTRICES (1 n/ 100 ml) le 23/11/2020 au forage 1,
- Non-conformité BACTERIES COLIFORMES (3 n/ 100 ml) le 13/10/2020 au forage des sources de Friancourt,
- Non-conformité BACTERIES COLIFORMES (5 n/ 100 ml) le 13/10/2020 au forage des sources de Friancourt,
- Non-conformité CARBONE ORGANIQUE TOTAL (2,03 mg/l C) le 10/03/2020 au forage 2bis.

Les données sont celles mesurées aux points de distribution.

#### Illustration 11 - Caractéristiques physico-chimiques principales de l'eau distribuée

Paramètres	mini	maxi	Nombre d'analyses	Limites/Référence de qualité
Titre Hydrotimétrique (dureté)	29,6	35,5	29	Pas de seuil – unité : °F
Nitrates	13,2	44,4	90	50 mg/l
Fluorures	113	197	8	1 500 µg/l
Pesticides Totaux	0,03	0,13	8	0,5 µg/l
Chlorures	16,6	23,8	29	250 mg/l
Sulfates	5,7	21,8	29	250 mg/l

#### 4.3.2 PROBLÉMATIQUE DU CHLORURE DE VINYLE MONOMÈRE

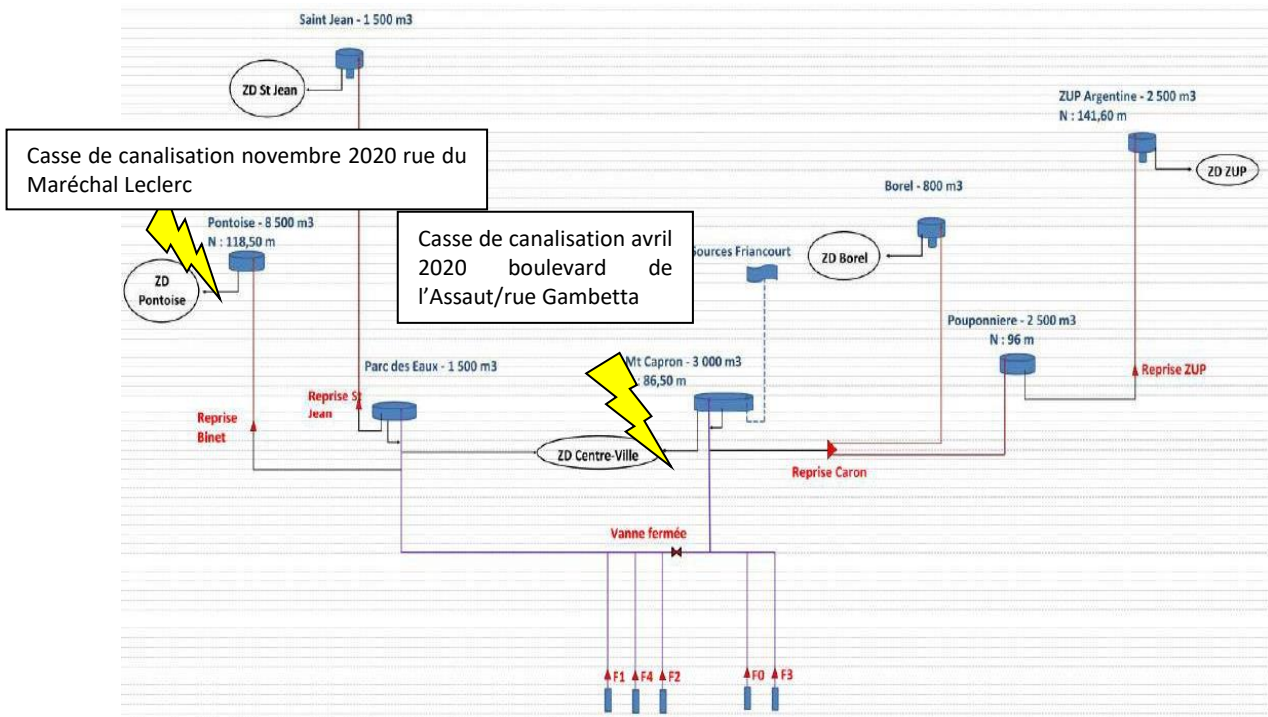
Le chlorure de vinyle monomère (CVM) est un produit chimique purement synthétique. Il n'existe aucune source naturelle de ce composé. La présence de CVM dans l'eau destinée à la consommation humaine provient d'une migration dans l'eau à partir de certaines conduites en polychlorure de vinyle (PVC) des réseaux de distribution d'eau. Certaines canalisations en PVC antérieures à 1980 (date de modification du procédé de fabrication) peuvent donc avoir potentiellement une teneur en CVM résiduel beaucoup plus élevée, et sont ainsi les seules à pouvoir induire une migration de CVM dans l'eau, sous certaines conditions, notamment quand l'eau circule lentement dans les canalisations (cas des extrémités de réseaux par exemple) et quand la température de l'eau est élevée.

En 2014, un inventaire des réseaux à risques a été mené et communiqué à la délégation de l'ARS de l'Oise. Sur Beauvais, la présence de canalisation de distribution en PVC est peu importante ; elle représente de l'ordre de 3 % du patrimoine. Toutefois et compte tenu du fait que ces canalisations en PVC, posées majoritairement dans les années 70, sont assez cassantes et sont à l'origine de nombreuses fuites, la collectivité a entamé des programmes de renouvellement de ces réseaux par des conduites en fonte. Aucun remplacement de conduites en PVC n'a été réalisé en 2020.

La limite de qualité pour le CVM est fixée à 0,5 µg/L. Les analyses réalisées par le délégataire ou par l'agence régionale de santé en 2020 se le paramètre CVM se sont révélées conformes.

## 5 FAITS MAJEURS 2020 SUR LES INFRASTRUCTURES D'EAU POTABLE

### 5.1 PRINCIPALES RUPTURES DE CANALISATIONS D'EAU POTABLE



**Graph 3. Synoptique indiquant la localisation des canalisations ayant fait l'objet de casses notables en 2020.**

**Photo 3 (ci-dessous) : Chaussée endommagée par la fuite d'eau rue du Maréchal Leclerc**



Le 12 novembre 2020, une canalisation de  $\varnothing$  300 mm posée dans les années 1940 s'est cassée. Cela a conduit à des désordres importants sur la chaussée et à une interruption de la distribution d'eau potable pendant environ 8 heures sur une partie de la rue de Saint-Just-des-Marais. La circulation routière a été fortement perturbée et la ligne de bus empruntant cette rue a dû être déviée.

La fuite rue Gambetta était localisée sur une canalisation  $\varnothing$  400 mm datant des années 1940. Cette canalisation étant doublée, la distribution d'eau potable n'a pas été perturbée. L'intervention le 21 avril 2020 en tranchée ouverte au carrefour rue Gambetta/Jean de Lignières, pour poser une plaque pleine, n'a que peu affecté la circulation, car cette réparation a eu lieu pendant le premier confinement.

Travaux à la charge de la ville (réseau et branchements autres que les plombs) et du délégataire (branchements plomb).

La liste des travaux de renouvellement de canalisations réalisés par la collectivité est reprise dans le tableau ci-dessous :

**Illustration 12 - Travaux de renouvellement de canalisations en 2020**

Diamètre (mm)	60	80	100	125	150	175	200	250	300	400	450	Total	Reprise des branchements
Rues de la Trépinère et du Général Koenig - canalisations posées	37	13	124				166		184	220		744	43
Rues de la Trépinère et du Général Koenig - canalisations posées supprimées	-37	-13		-75		-360		-50	-55	-110		-700	

Les tronçons remplacés en 2020 n'étaient pas classés prioritaires par l'étude de gestion patrimoniale. Les travaux de renforcement de canalisations dans les rues de la Trépinère et du Général Koenig ont été motivés par plusieurs facteurs :

- Coordination avec travaux de réfection de voirie et de trottoirs 2020 ;
- Passage en domaine privé d'une canalisation structurante d'adduction  $\varnothing$  450 mm (1969), qui a été dévoyée vers le domaine public ;
- Vieillesse (1945) et caractère structurant des canalisations de distribution ( $\varnothing$  300 mm) ;
- Nombreuses casses de branchements avec présence d'un établissement scolaire.

Suite à la rupture d'une canalisation en septembre 2018 qui a conduit à la coupure d'eau d'une partie du centre-ville, il a été mis à l'étude le remplacement de la conduite entre la rue de Bretagne et le boulevard Aristide Briand. Cette opération suppose des traversées de rivière et de la voie ferrée, ce qui nécessite des délais d'études longs.

Il est à signaler que la totalité des branchements en plomb en partie publique connus de la collectivité et du délégataire a été supprimée au 31 décembre 2016. De plus, aucun branchement en plomb non identifié n'a été mis à jour en 2020.

**Tableau 13 - Etat des branchements en plomb**

Années	2016	2017	2018	2019	2020
Nombre de branchements total	13 170	13203	13223	13264	13275
<i>dont branchements plomb restant au 31 décembre de l'année</i>	0	0	0	0	0
Nombre de branchements plomb supprimés dans l'année	101	6	4	1	0



### 5.3 ENTRETIEN ET RÉHABILITATION DES RÉSERVOIRS

Le nettoyage annuel des réservoirs est obligatoire. Il donne l'occasion de procéder à un contrôle régulier de l'intérieur des cuves et réservoirs.

**Illustration 13 - Date de nettoyage des réservoirs et principales observations faites lors du nettoyage des réservoirs (prestations à la charge du délégataire)**

Ouvrage	Date de nettoyage	Observations de la part du délégataire
Réservoir ZUP Argentine	08/07/2020	Aucune observation
Station de reprise de la Pouponnière	Pas de nettoyage	Impossibilité technique – renouvellement et modification de la fontainerie prévus dans le cadre du budget renouvellement en 2021.
Réservoir du Mont Capron	17/09/2020	Le toit du réservoir montre des signes d'infiltration : un diagnostic du génie civil du réservoir a été réalisé en septembre 2019 lors de la vidange du réservoir.
Réservoir Parc des Eaux	11/03/2020 et 16/09/2020	Aucune observation
Réservoir Borel	01/10/2020	Aucune observation
Réservoir Pontoise	22/10/2020	Aucune observation
Réservoir Saint Jean	30/09/2020	Aucune observation

### 5.4 TRAVAUX DE RENOUELEMENT DES ÉQUIPEMENTS

**Illustration 14 - Travaux sur le réseau de distribution d'eau potable pris en charge par le délégataire**

Nature de l'intervention	Quantité	
Suppression de branchements en plomb (découverts et supprimés pendant l'année)	0	
Création de nouveaux branchements	9	
Création de poteaux ou bouches d'incendie	0	
Renouvellement de poteaux ou bouches d'incendie	6	<ul style="list-style-type: none"> <li>- PI 32 situé rue Fontaine Bellerie</li> <li>- PI 267 situé rue Docteur Leblond</li> <li>- PI 362 situé avenue Blaise Pascal</li> <li>- PI 418 situé avenue Jean Rostand</li> <li>- PI 426 situé route forestière du Beauvaisis</li> <li>- PI 465 situé rue Charles Tellier</li> </ul>
Renouvellement de vannes	0	

## 5.5 VOLUMES D'EAUX PRÉLEVÉS NON COMPTABILISÉS

Des interventions ont été mises en œuvre pour réduire les volumes d'eau prélevés non comptabilisés :

- Installation de 5 bornes de puisage et lutte contre les prélèvements illégaux sur les hydrants.
- Diffusion d'une plaquette d'information sur les bornes de puisage.
- Installation de compteurs d'eau en limite de propriété lors des travaux de renouvellement de réseaux.

## 5.6 DIAGNOSTIC DES FORAGES

L'article 11 de l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forages, création de puits ou d'ouvrages souterrains soumis à déclaration impose l'entretien régulier des forages, puits, ouvrages souterrains et ouvrages connexes à ces derniers, utilisés pour effectuer la surveillance des eaux souterraines ou un prélèvement dans ces eaux.

Cet article prévoit également l'obligation d'inspection périodique (minimum tous les 10 ans) de ces ouvrages situés dans les périmètres de protection des captages d'eau destinée à l'alimentation humaine et ceux qui interceptent plusieurs aquifères superposés. Le compte-rendu de l'inspection doit être adressé au préfet dans les trois mois suivant sa réalisation. Dans ce contexte, un diagnostic de productivité des forages F1, F2bis et F4 de la plaine du Canada et des sources de Friancourt a été réalisé.

Les comptes rendus montrent, pour les forages F1, F2bis, F4, un maintien de la productivité, et un bon état général des ouvrages.

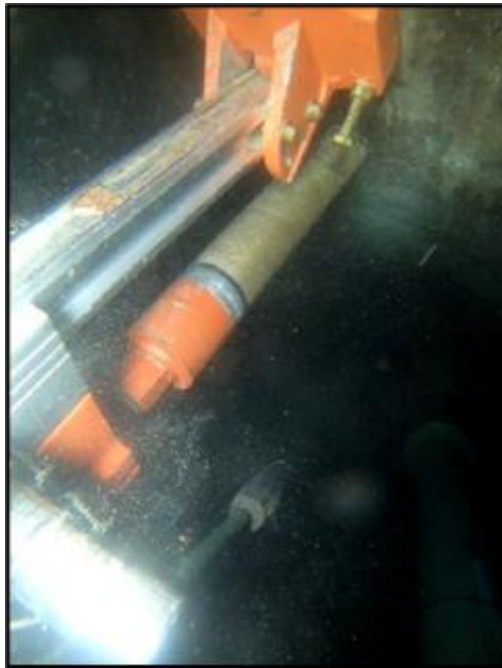
Un diagnostic a également été réalisé sur le site des sources de Friancourt, avec une inspection de l'intérieur des galeries par des scaphandriers. L'état général de l'ouvrage est également satisfaisant, des travaux d'élimination des intrusions racinaires et de retrait de certains dépôts de calcaire seront à envisager, ainsi qu'une amélioration de la protection de la cheminée de décharge.



**Photo 4 : Inspection des sources de Friancourt**

## 5.7 TRAVAUX POUR LA RÉGÉNÉRATION DU FORAGE F0

Le forage F0 a fait l'objet de travaux de régénération et de modification en mai et juin 2020, en faisant appel au service de scaphandriers. Les barbacanes existantes ont été débouchées et 20 nouvelles barbacanes ont été créées. Les pompages d'essai ont pu démontrer l'impact bénéfique des travaux sur la productivité de ce forage. L'amélioration est de plus de 50 %, puisque le débit spécifique est passé de 85,2 m<sup>3</sup>/h/m en 2008 à 129,9 m<sup>3</sup>/h/m après les travaux.



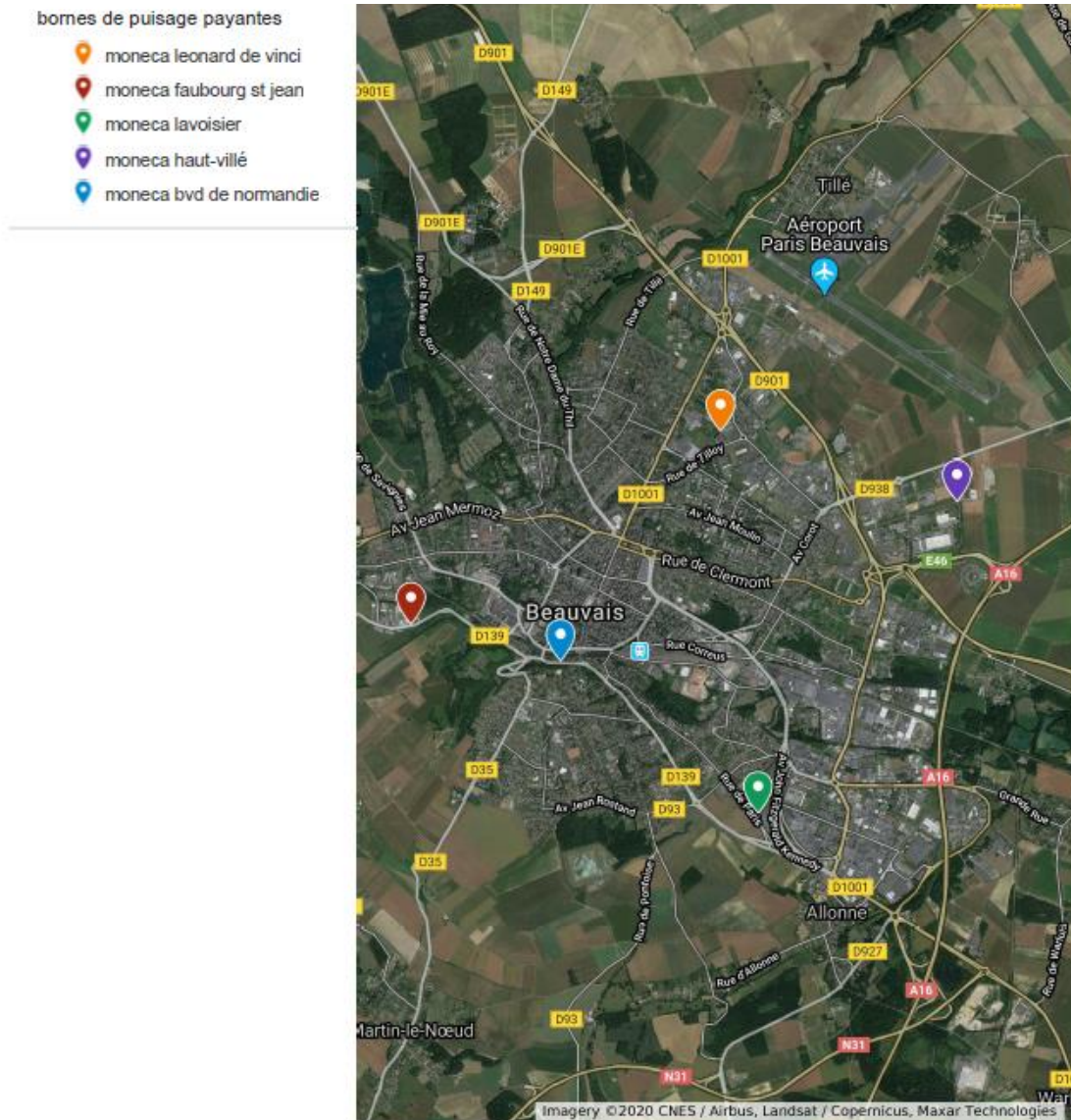
**Photo 5 : Percement d'une nouvelle barbacane dans le puits en béton armé du forage**

## 5.8 LUTTE CONTRE LES PRÉLÈVEMENTS D'EAU POTABLE ILLÉGAUX

La ville de Beauvais a installé des bornes de puisage avec places de parking, pour permettre aux entreprises de remplir des réservoirs d'eau en toute légalité, sans devoir prendre de l'eau aux poteaux incendies (non comptabilisée, non facturée, risque de détérioration d'équipements réservés aux services de secours). Le tarif de fourniture et de recharge des cartes prépayées est le même que les tarifs de vente d'eau potable, hors assainissement.

La mise en service des bornes a été effective en septembre 2020. Il a été distribué 12 cartes pour un volume crédité de 20 000 € aux entreprises et 32 cartes pour un volume de 5 500 m<sup>3</sup> pour la ville de Beauvais et la CAB.

En complément de cette disposition, la collectivité a également sollicité le délégataire pour la mise en place de 10 détecteurs amovibles de prise d'eau sur les hydrants, fonctionnels depuis fin 2018.



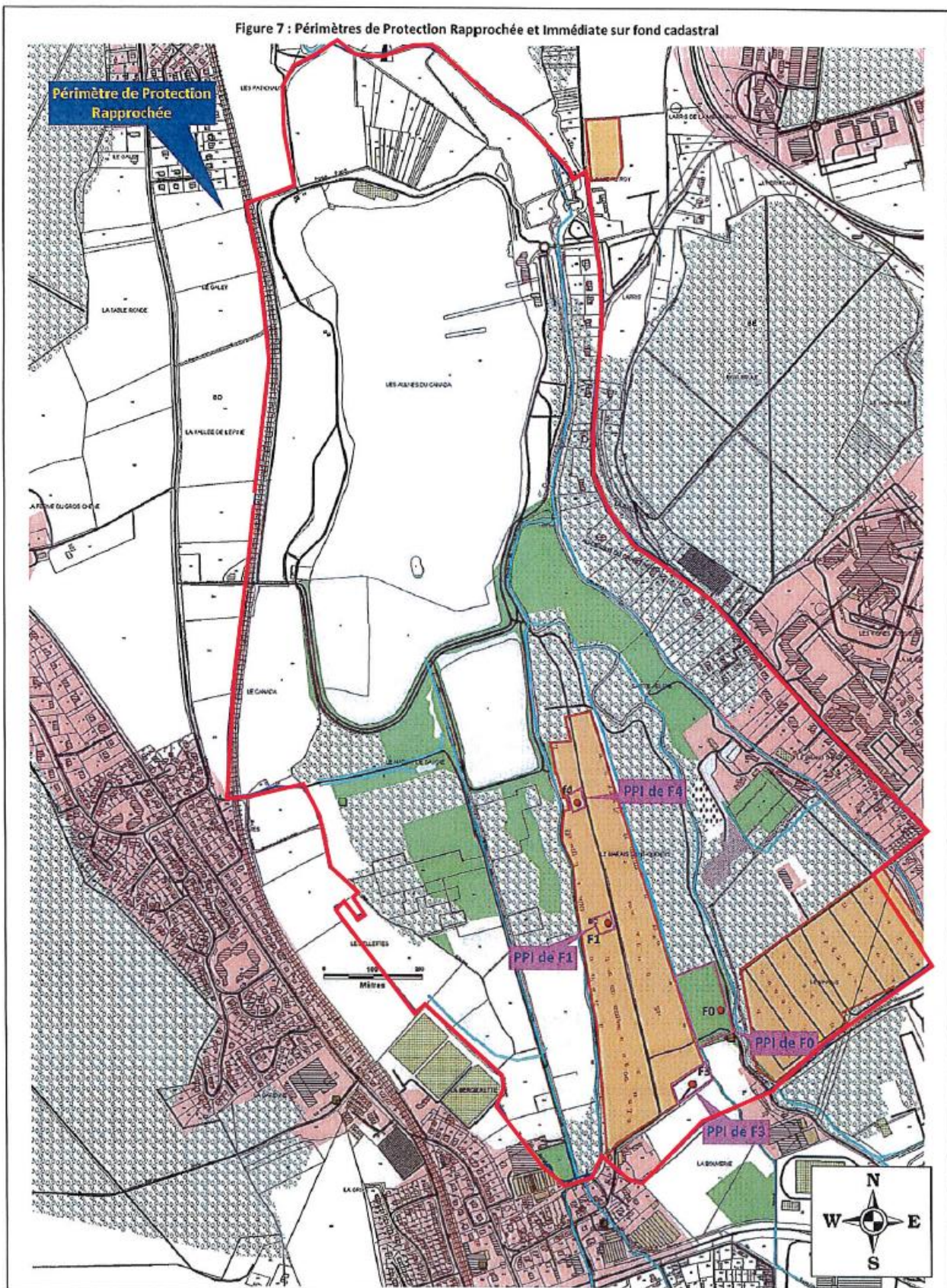
**Illustration 15 - Plan d'implantation des 5 bornes de puisage en service.**

## 5.9 PROTECTION DE LA RESSOURCE EN EAU, PRÉVENTION DES POLLUTIONS

### 5.9.1 CAPTAGES DE LA PLAINE DU CANADA

La ville de Beauvais dispose de 6 unités de production d'eau potable représentant 70 % de la production d'eau globale sur la ville de Beauvais : 5 forages et 1 source, dont 4 dans la plaine du Canada sur Beauvais et une plus amont sur la commune de Fouquenies. Dans le cadre de l'arrêté préfectoral du 12 mai 2017, un suivi du respect des prescriptions ou interdiction a été mis en place, notamment via un inventaire et une sensibilisation des riverains au sein du périmètre de protection rapproché (sensibilisation au sein des jardins familiaux, contrôles chez les riverains).

Des contrôles de conformité des systèmes d'assainissement collectifs et non collectifs en partie privative ont été réalisés entre juin et octobre 2020, ainsi que des vérifications des installations de stockage d'hydrocarbures (cuves contrôlables visuellement, avec rétention).



AVIS SA/05201520 Mai 2015 28 / 29  
Samid AZIZ, Coordonnateur des Hydrogéologues Agréés, 10 rue Duceris 93 600 Aulnay-sous-Bols

**Illustration 16 - Carte des périmètres de protection rapproché des captages de la plaine du Canada : emprise des contrôles à réaliser dans le cadre de l'arrêté de DUP.**

<b>Nombre de contrôles à réaliser :</b>	<b>85</b>
<b>Assainissement collectif (AC)</b>	
Contrôles à réaliser	66
Contrôles réalisés	64
AC conforme	57
AC non conforme	7
AC absent	2
<b>Assainissement non collectif (ANC)</b>	
Contrôles à réaliser	19
Contrôles réalisés	19
ANC conforme	11
ANC non conforme	8
<b>Stockage hydrocarbures</b>	
Chauffage fioul	16
Dont cuve non conforme	9
Autre mode chauffage	69

**Illustration 17 - Bilan des contrôles réalisés dans le périmètre de protection rapprochée des captages d'eau potable de la plaine du Canada.**

#### 5.9.2 SOURCES DE FRIANCOURT

L'ensemble des prescriptions émises par l'ARS lors de son inspection en 2019 ont été mises en œuvre. Seul le forage du SIAEB présent sur le périmètre de protection du captage des sources de Francourt reste à sécuriser par la pose de capots et alarmes.

## 6 ORIENTATIONS POUR L'AVENIR

### 6.1 SCHÉMA DIRECTEUR EAU POTABLE – ETUDE D'AMÉLIORATION DE L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DU CENTRE-VILLE

Le schéma directeur de l'eau potable de la ville de Beauvais réalisé en 1996 et réactualisé en 2009-2010 a abouti aux conclusions suivantes concernant les performances de la distribution et de la production de l'eau à Beauvais :

- Pression de distribution correcte sur la ville à l'exception d'une partie de la zone du centre-ville (CV) où des pressions inférieures à 2 bars sont enregistrées.
- Bon niveau de sécurité : la capacité des réservoirs existants assure aujourd'hui une autonomie et un temps de réaction suffisant en cas de problème (panne, pollution). Toutefois, dans le cadre de son développement urbain et économique, la ville de Beauvais devra disposer d'une capacité de stockage supplémentaire de 4000 m<sup>3</sup> à l'horizon 2020 – 2030.
- Ressources suffisantes pour répondre aux besoins en eau actuels et futurs aux vues des perspectives d'urbanisation à l'horizon 2030.
- Concentration de 5 des 6 captages de la Ville dans un secteur géographique restreint, la vallée alluviale du Thérain au droit du plan d'eau du Canada, ce qui constitue un facteur de risque en cas de pollution.

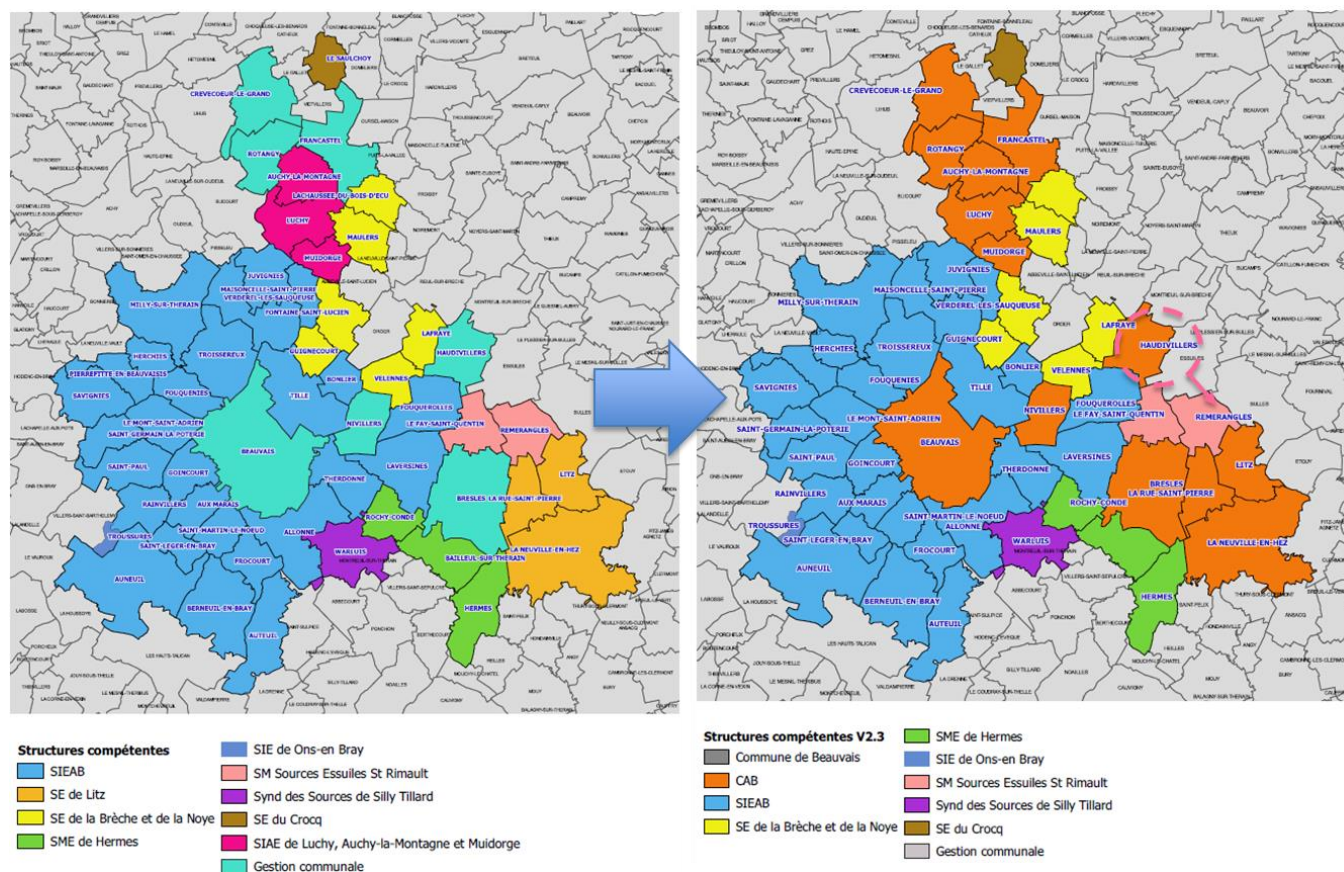
Dans le cadre de sa réflexion sur l'amélioration de l'alimentation en eau potable, la ville de Beauvais a décidé de mener une étude plus approfondie sur l'alimentation en eau potable de la zone de distribution du centre-ville, avec la possibilité de mettre en place un nouveau réservoir.

## 6.2 TRANSFERT DE LA COMPÉTENCE EAU POTABLE

La loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) du 7 août 2015 prévoit que le transfert de la compétence eau vers les communautés d'agglomération, est obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020. Une étude débutée fin 2019 est en cours pour définir les modalités et les conséquences financières, techniques et juridiques d'un transfert de la compétence eau potable de la ville de Beauvais à la communauté d'agglomération du Beauvaisis.

Dans l'attente des orientations de l'étude de gouvernance relative à la prise de compétence eau potable, la communauté d'agglomération du Beauvaisis a décidé de déléguer à la ville de Beauvais la compétence eau potable, pour une durée de 18 mois avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2020.

La compétence eau potable sera exercée par la CAB à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2021 sur les communes de Beauvais, Crèvecœur-le-Grand, Rotangy, Francastel, Nivillers, Haudivillers, Bresles, et à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2021 sur les communes composantes les syndicats de Luchy, et Litz.



**Illustration 18 - Scénario d'organisation de la compétence au potable avant le 1<sup>er</sup> janvier 2020 et scénario retenu pour l'exercice de la compétence eau potable par la CAB.**

## 6.3 PRÉCONISATIONS DE RENOUVELLEMENT DE RÉSEAUX ISSUES DE L'ÉTUDE PATRIMONIALE

En partenariat avec VEOLIA Eau, la ville de Beauvais a mis en place une modélisation des taux de défaillance via l'outil MOSARE, dans le but de définir les priorités de renouvellement des réseaux. La collectivité peut se baser sur cette hiérarchisation afin de bâtir son programme prévisionnel de renouvellement des réseaux. L'approche de modélisation va s'affiner avec le temps, au fil de

l'enrichissement des bases « incidents » et « analyses » et de la prise en compte de nouveaux paramètres (travaux de voirie).

A ce stade, les taux de connaissance des matériaux et des années de pose sont bons sur la ville de Beauvais. Le réseau étudié, de 263 kilomètres, est constitué de conduites en fonte. Le secteur d'étude comporte 7 étages de pression. Le secteur du centre-ville présente l'indice linéaire de réparation le plus élevé.

Ce sont les canalisations en matière plastique de faible diamètre posées dans les années 1970 qui présentent le risque de défaillance le plus élevé. Les tronçons dont les analyses métallographiques ont mis en évidence des piqûres de corrosion profondes sont venues s'ajouter à la liste des priorités de renouvellement au même titre que certaines fontes grises anciennes de petits diamètres.

## 6.4 ETUDE DE DIAGNOSTIC MULTI-PRESSIONS ET RECONQUÊTE DE LA QUALITÉ DE L'EAU DES SOURCES DE FRIANCOURT

La source de Friancourt est inscrite sur la liste des captages prioritaires. La réglementation prévoit une obligation, pour le maître d'ouvrage, de réaliser une délimitation de l'aire d'alimentation du captage (AAC) et de mettre en œuvre un plan d'actions visant la réduction des pollutions diffuses. La ville de Beauvais a démarré cette étude en 2019 en vue de se conformer à cette obligation réglementaire.

Une enquête basée sur les pratiques agricoles et non-agricoles a été réalisée, le diagnostic a été finalisé fin 2019. Le plan d'actions a été présenté en réunion publique. Les différents axes de travail sur le volet agricole validés par les différents acteurs en février 2020 sont les suivants :

- Réduction des risques de pollutions ponctuelles au siège de l'exploitation et au champ,
- Réduction des pollutions diffuses en azotes et produits phytosanitaires via une réflexion sur les rotations et le développement des cultures bas intrants, la réalisation d'aménagements sur le territoire et l'amélioration de la structure des sols

Concernant le volet non-agricole, les axes de travail sont les suivants :

- Mises aux normes de l'ensemble des dispositifs d'assainissement individuels et des cuves à fioul répertoriées sur l'AAC,
- Sensibiliser les particuliers et jardiniers amateurs aux méthodes alternatives à l'utilisation de produits phytosanitaires,
- Surveillance qualitative spécifique – hydrocarbures,
- Aménagement des abreuvoirs présents sur l'AAC,
- Evacuation des dépôts sauvages et divers identifiés au droit de l'AAC et remise en état des sites,
- Sensibilisation des riverains et des locaux à la présence d'une AAC.

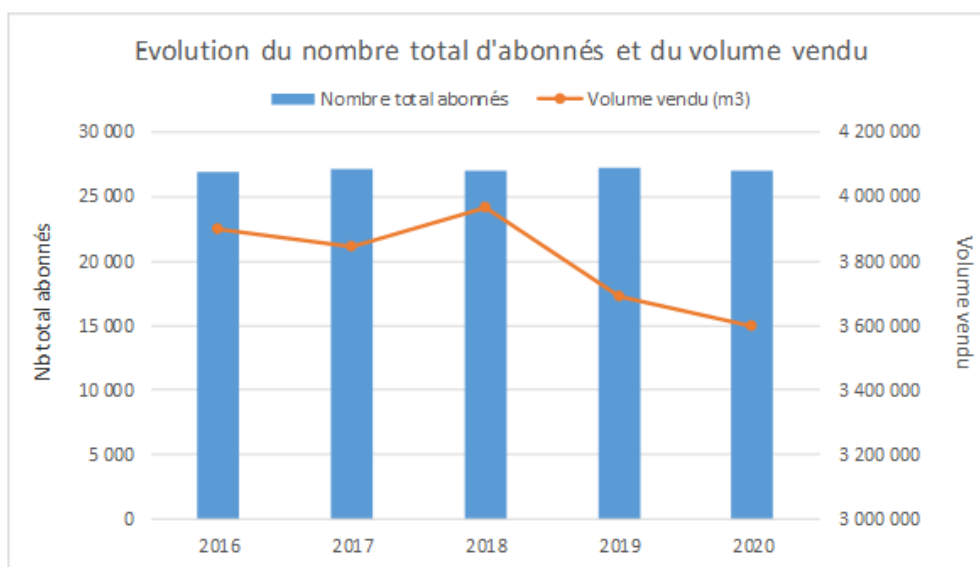
## 7 GESTION DU SERVICE

### 7.1 NOMBRE DE CLIENTS ET VOLUME VENDU

	2016	2017	2018	2019	2020	%A/A-1
Nombre total abonnés	26 881	27 093	26 989	27 185	27 008	-0,66%
Volume vendu (m <sup>3</sup> )	3 899 085	3 844 580	3 964 505	3 691 329	3 597 716	-2,60%

Illustration 19 - Evolution du nombre d'abonnés et volume vendu





**Illustration 20 - Evolution du nombre total d'abonné et volume vendu**

Le volume vendu a fortement diminué du fait de la fermeture de l'entreprise Nestlé (en 2018), gros consommateur d'eau, et de l'interruption de l'activité économique pendant les confinements sanitaires.

## 7.2 RELATIONS AVEC LA CLIENTÈLE

Le rapport annuel du délégataire sur l'exercice 2020 indique un taux de satisfaction de la clientèle pour la région (qualité de l'accueil, ...) de 85 %. Les informations données correspondaient aux taux mesurés par l'institut de sondage IPSOS au niveau de la région Flandre Artois Picardie et non spécifiquement sur la ville de Beauvais.

## 7.3 MISE EN PLACE DE LA TÉLÉRELÈVE

Cette opération, inscrite dans le nouveau contrat de DSP, constitue une modification majeure de la relation avec la clientèle, car chaque abonné a désormais la possibilité de suivre de façon continue sa consommation d'eau sur un compte client qu'il aura ouvert sur internet.

La facturation s'effectue exclusivement sur la consommation réelle et non plus sur une estimation. Cela ouvre également la possibilité pour chaque abonné de recevoir des alertes en cas de consommation anormale souvent causée par des fuites difficilement détectables sur le réseau privé, et qui occasionnent des factures élevées.

Le déploiement de la télérelève a débuté en 2012. L'objectif était un déploiement sur 3 ans de cette technologie sur l'ensemble de la ville de Beauvais. A la fin de l'année 2020, 28 001 compteurs d'eau ont été équipés et donc 96,4 % des abonnés peuvent avoir accès à ce service.

Année	Au 31/12/2020
Nombre de compteurs télérelevés	27 890
Nombre de compteurs radiorelevés	111
Nombre de compteurs non équipés	1 045
Nombre de compteurs total	29 046

**Illustration 21 - Déploiement de la télérelève**

Il resterait environ 1000 logements pour lesquels le délégataire n'a pas réussi à avoir accès au compteur d'eau. Les propriétaires de ces logements font l'objet de relances régulières, afin de permettre l'installation de l'équipement de télérelève. Il s'agit majoritairement de compteurs des immeubles d'habitations collectifs ou de logements inhabités. Les mutations de propriétaires engendrent systématiquement l'installation d'un module de télérelève.

## 8 INDICATEURS DE PERFORMANCE DU SERVICE

Prévu par l'article L. 2224-5 du code général des collectivités territoriales, le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable et de l'assainissement doit respecter de nouvelles exigences depuis la loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006. Les indicateurs de suivi ont été institués par le décret n° 2007-675 du 2 mai 2007 et définis par l'arrêté du 2 mai 2007 relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics d'eau potable et d'assainissement modifié par l'arrêté du 2 décembre 2013.

L'Observatoire des services publics d'eau et d'assainissement a publié en mai 2017 un rapport intitulé : « Panorama des services et de leur performance en 2014 » qui fait la synthèse, au moyen des indicateurs définis par décret du 2 mai 2007, des performances atteintes par les différents services d'eau potable en France. Dans un objectif de comparaison des performances du service eau potable de la ville de Beauvais par rapport à d'autres services, nous avons indiqué dans la colonne « Observation », lorsque celle-ci était disponible, la valeur de l'indicateur moyen national, issue de ce rapport, pour des collectivités de taille comparable à Beauvais (c'est à dire collectivités urbaines de 50 000 à 100 000 habitants). Lorsque ce chiffre est suivi d'un astérisque\*, cela signifie que la valeur indiquée est la valeur nationale, toutes collectivités confondues.

### 8.1 INDICATEURS DESCRIPTIF DU SERVICE

→ Estimation du nombre d'habitants desservis (D101.0)

2017	2018	2019	2020	Observation
56 284	56 425	57 548	57 582	/

→ Prix TTC du service d'eau potable (hors assainissement) au m<sup>3</sup> pour 120 m<sup>3</sup> (D102.0) au 01/01/2018

2017	2018	2019	2020	Observation
1,51 €/m <sup>3</sup> TTC	1,36 €/m <sup>3</sup> TTC	1,37 €/m <sup>3</sup> TTC	1,36 €/m <sup>3</sup> TTC	2,10 €/m <sup>3</sup> TTC

### 8.2 INDICATEURS DE QUALITÉ DE SERVICE À L'USAGER

→ Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés (D151.0)

Cet indicateur correspond au délai maximal auquel s'est engagé le service d'eau potable pour fournir de l'eau aux nouveaux abonnés dotés d'un branchement fonctionnel (unité : jour ouvrable).

2017	2018	2019	2020	Observation
1 j	1 j	1 j	1 j	/

→ Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés (P152.1)

2017	2018	2019	2020	Observation
100%	100%	100%	100%	/

→ Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées (P151.1)

Cet indicateur sert à mesurer la continuité du service d'eau potable en suivant le nombre de coupures d'eau imprévues pour lesquelles les abonnés concernés n'ont pas été prévenus au moins 24h à l'avance, rapporté à 1000 abonnés (unité/1000 abonnés).

2017	2018	2019	2020	Observation
0,78	0,63	0,96	1,26	2,5 *

→ Taux de réclamations (P155.1)

Nombre de réclamations écrites correspondant à des écarts ou non-conformités vis-à-vis d'engagements contractuels, d'engagements de service ou vis-à-vis de la réglementation (Unité pour 1000 abonnés).

2017	2018	2019	2020	Observation
0,52	0,04	0,96	0.33	4,7 *

### 8.3 INDICATEURS DE QUALITÉ DE L'EAU

➔ Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie (P101.1)

2017	2018	2019	2020	Observation
100 %	100 %	100 %	98,9 %	99,5 %*

➔ Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques (P102.1)

2017	2018	2019	2020	Observation
100 %	100 %	100 %	99,0 %	98,3 %*

### 8.4 INDICATEURS DE GESTION FINANCIÈRE ET PATRIMONIALE

➔ Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2)

Cet indicateur donne le pourcentage de renouvellement moyen annuel (calculé sur les 5 dernières années) du réseau d'eau potable par rapport à la longueur totale du réseau, hors branchements.

2017	2018	2019	2020	Observation
0,92 %	0,86 %	0,74 %	0,60 %	0,54 % *

➔ Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable (P103.2)

Cet indicateur évalue, sur une échelle de 0 à 120 points, à la fois le niveau de connaissance du réseau et des branchements et l'existence d'une politique de renouvellement pluriannuelle du service d'eau potable.

2017	2018	2019	2020	Observation
110	110	110	110	93*

➔ Montant des abandons de créances ou versements à un fond de solidarité (P109.0 service de l'eau potable)

Abandons de créance annuels et montants versés à un fonds de solidarité divisé par le volume facturé (TVA exclue).

2017	2018	2019	2020	Observation
0,0006 €/m <sup>3</sup>	0,0004 €/ m <sup>3</sup>	1302 €, soit 0,0003 €/m <sup>3</sup>	844 €, soit 0,0002 €/m <sup>3</sup>	/

Il n'existe pas de fonds de solidarité logement dans l'Oise, mais une convention solidarité eau créée en 2010 entre le centre communal d'action sociale (CCAS) de la ville de Beauvais et la société SEAO délégataire du service de l'eau. Dans ce calcul, il est pris en compte : les abandons de créances par la ville liés aux exonérations sur la facture d'eau accordées à titre exceptionnel suite à une demande d'abonnés ayant subi une fuite d'eau ainsi que les fonds attribués par la commission sociale de l'eau.

➔ Durée d'extinction de la dette du service de l'eau potable de la collectivité (P153.2)

*Durée théorique nécessaire pour rembourser la dette du service d'eau potable si la collectivité affecte à ce remboursement la totalité de l'autofinancement dégagé par le service.*

2017	2018	2019	2020	Observation
4,8 années	5,7 années	5,2 années	6,0 années	3,2 années *

➔ Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente (P154.0)

2017	2018	2019	2020	Observation
3,05 %	2,67 %	3,71 %	4,36 %	1,1 % *

## 8.5 INDICATEURS DE PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE

➔ Rendement du réseau de distribution (P104.3)

*Il s'agit de mesurer la part du volume d'eau consommé de manière autorisée (donc sans compter les fuites ou vols d'eau), ou bien exporté vers d'autres services d'eau potable, par rapport au volume total produit par les forages (plus d'éventuels imports d'eau depuis d'autres services d'eau potable).*

2017	2018	2019	2020	Observation
85,2 %	88,7 %	84,9 %	90,3 %	76,2 %*

➔ Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3)

*Cet indicateur permet de connaître par km de réseau la part des volumes mis en distribution qui ne font pas l'objet d'un comptage lors de leur distribution aux abonnés. Sa valeur et son évolution sont le reflet du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés et de l'efficacité de la gestion du réseau (m<sup>3</sup>/jour/km).*

2017	2018	2019	2020	Observation
7,32	5,54	7,18	4,32	3,8 *

➔ Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3)

*Cet indicateur permet de connaître par km de réseau la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés avec autorisation sur le périmètre du service. Sa valeur et son évolution sont le reflet d'une part de la politique de maintenance et de renouvellement du réseau qui vise à lutter contre les pertes d'eau en réseau, et d'autre part des actions menées pour lutter contre les volumes détournés et pour améliorer la précision du comptage chez les abonnés (m<sup>3</sup>/jour/km).*

2017	2018	2019	2020	Observation
7,07	5,31	6,48	4,08	3,3 *

➔ Estimation des volumes consommés autorisés non comptés

*Volume consommé sans comptage (manœuvre incendie...) + volume de service (nettoyage des réservoirs, désinfection avant raccordement, ...).*

2017	2018	2019	2020	Observation
21 689 m <sup>3</sup> /an	21 638 m <sup>3</sup> /an	21 706 m <sup>3</sup> /an	23 229 m <sup>3</sup> /an	/

➔ Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau (P108.3)

*0% : aucune action ; 20% Etudes environnementale et hydrogéologique en cours ; 40% Avis de l'hydrogéologue rendu ; 50% Dossier recevable déposé en préfecture ; 60% Arrêté préfectoral ; 80% Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrain acquis, servitudes mises en place, travaux terminés) tel que constaté en application de la circulaire DGS-SDA 2005-59 du 31 janvier 2005. Cet indice est atteint lorsque la DDASS a effectué l'inspection et le contrôle des travaux ; 100% procédure de révision en cours*

2017	2018	2019	2020	Observation
80 %	80 %	80 %	80 %	74 % *

## 9 DONNES BUDGETAIRES ET FINANCIERES

### 9.1 DONNÉES BUDGÉTAIRES.

Année	2017	2018	2019	2020
<b>SURTAXE EAU</b>				
Montant de la surtaxe eau perçue par la collectivité	1 258 895,06	956 596,60	1 178 903,71	966 935,43
<b>DETTE DE LA COLLECTIVITE</b>				
Capital restant dû	5 085 986,49	5 412 732,89	5 240 301,58	5 213 111,40
Montant des annuités payées au cours de l'exercice dont :	494 282,69	562 772,39	530 514,72	519 446,14
- Intérêts	71 138,08	79 518,79	79 518,79	74 255,96
- Remboursement de capital	423 144,61	483 253,60	452 431,31	445 190,18

**Illustration 22 - Données du budget eau potable pour l'année 2020**

## 9.2 TARIFS EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT

EAU POTABLE			
Nature	Part du Déléataire €	Part de la collectivité ville de Beauvais €	
Abonnement semestriel compteur 15 mm	14,18	0,00	
Tranches de consommation	0 à 15 m <sup>3</sup>	0,1142	0,12
	16 à 50 m <sup>3</sup>	0,4046	0,32
	51 à 100 m <sup>3</sup>	0,5157	0,32
	101 à 3 000 m <sup>3</sup>	0,6268	0,37
	3 001 à 6 000 m <sup>3</sup>	0,6268	0,37
	6 001 à 10 000 m <sup>3</sup>	0,5713	0,32
	10 001 à 24 000 m <sup>3</sup>	0,5157	0,32
	24 001 à 48 000 m <sup>3</sup>	0,4602	0,27
	48 001 à 200 000 m <sup>3</sup>	0,4046	0,22
200 001 m <sup>3</sup> et plus	0,4046	0,17	
ASSAINISSEMENT			
Abonnement semestriel assainissement	CAB	5,7	
Redevance assainissement	CAB	1,5698	
TAXES ET REDEVANCES pour les organismes publics			
Préservation des ressources en eau	Agence de l'Eau	0,0812	
Lutte contre la pollution	Agence de l'Eau	0,2200	
Modernisation des Réseaux	Agence de l'Eau	0,1850	
TVA (eau potable + redevance prélèvement + redevance pollution)	Trésor public	5,5 %	
TVA (assainissement + redevance modernisation des réseaux)	Trésor public	10,0 %	

**Illustration 23 - Tarifs de l'eau potable et de l'assainissement au 1<sup>er</sup> janvier 2021 sur la ville de Beauvais**

La tarification et ses modalités en vigueur sur la commune sont conformes à la loi sur l'eau parue au Journal Officiel du 4 janvier 1992. Elle comporte un abonnement et une part variable fonction de la quantité d'eau réelle consommée.

### 9.3 FACTURE – TYPE

Le tableau ci-après représente l'évolution de la facture type (correspondant à une consommation domestique de référence de 120 m<sup>3</sup>/an) établie sur la base des tarifs au 1<sup>er</sup> janvier 2020 et 2021.

EAU - Rémunération du fermier	m <sup>3</sup>	Tarif 2020 (€)	Montant	Tarif 2021 (€)	Montant
Tranche de 0 à 15 m <sup>3</sup>	15	0,1126	1,69	0,1142	1,71
Tranche de 16 à 50 m <sup>3</sup>	35	0,3988	13,96	0,4046	14,16
Tranche de 51 à 100 m <sup>3</sup>	50	0,5083	25,42	0,5157	25,79
Tranche de 101 à 3000 m <sup>3</sup>	20	0,6179	12,36	0,6268	12,54
Redevance fixe semestrielle	2,00	13,97	27,94	14,18	28,36
Sous-total fermier € HT (TVA applicable 5,5%)			81,36		82,56
Prix fermier ramené au m <sup>3</sup>			0,68		0,69

Surtaxe eau (part communale)					
Tranche de 0 à 15 m <sup>3</sup>	15	0,12	1,80	0,12	1,80
Tranche de 16 à 50 m <sup>3</sup>	35	0,32	11,20	0,32	11,20
Tranche de 51 à 100 m <sup>3</sup>	50	0,32	16,00	0,32	16,00
Tranche de 101 à 3000 m <sup>3</sup>	20	0,37	7,40	0,37	7,40
Sous-total part communale € HT (TVA applicable 5,5%)			36,40		36,40
Prix ramené au m <sup>3</sup>			0,30		0,30

Redevance assainissement - part fixe semestrielle (TVA applicable 10%)	2,00	3,9	7,80	5,70	11,40
Redevance assainissement (TVA applicable 10%)	120,00	1,5698	188,38	1,5698	188,38

Agence de l'eau					
Préservation des ressources en eau (TVA applicable 5,5%)	120,00	0,0974	11,69	0,0812	11,69
Lutte contre la pollution (TVA applicable 5,5%)	120,00	0,22	26,40	0,22	26,40
Modernisation des Réseaux (TVA applicable 10%)	120,00	0,185	22,20	0,185	22,20
Prix ramené au m <sup>3</sup>			0,50		0,50

<b>Total HT</b>			374,22		379,02
<b>TVA</b>			30,41		30,73
<b>Total TTC</b>			404,63		407,80
<b>Prix ramené au m<sup>3</sup> (€ TTC)</b>			<b>3,37</b>		<b>3,40</b>

**Illustration 24 - Facture type 120 m<sup>3</sup> sur la ville de Beauvais - Evolution entre le 1<sup>er</sup> janvier 2020 et le 1<sup>er</sup> janvier 2021**



## RAPPORT ANNUEL DU DÉLÉGATAIRE

### Ville de Beauvais - Affermage du Service Eau






## **REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES**

Le Règlement Général pour la Protection des Données, entré en vigueur le 25/05/2018, a renforcé les droits et libertés des personnes physiques sur leurs données à caractère personnel. Afin de s'y conformer, les Responsables de traitement doivent adapter les mesures de protection les concernant. En conséquence, Veolia Eau France communique à travers le rapport annuel uniquement des données anonymisées ou agrégées.

### **REPERES DE LECTURE**

Le document intègre différents pictogrammes qui vous sont présentés ci-dessous.

<b>Repère visuel</b>	<b>Objectif</b>
 ENGAGEMENT	<b>Identifier rapidement nos engagements clés</b>
 FOCUS	<b>Mettre en évidence certaines de nos innovations et nos points différenciants</b>
 RESPONSABILITÉ	<b>Identifier nos démarches en termes de responsabilité environnementale, sociale, et sociétale</b>

# Avant-propos



## Veolia – Rapport annuel du délégataire 2020

Madame le Maire,

Je suis heureux de vous adresser le **Rapport Annuel du Délégué** pour l'année 2020. Vous y retrouverez l'ensemble des informations techniques, économiques et environnementales relatives à la gestion de votre service d'eau.

Cette année 2020, si particulière, a mis à rude épreuve nos liens sociaux comme nos modèles économiques. Au plus fort de la crise de la Covid-19, nos équipes ont été mobilisées 24h/24 pour assurer la performance des services essentiels que nous fournissons à vos administrés. Du national au local, des cellules de pilotage de la crise ont été mises en place pour assurer le plan de continuité des activités. Cette crise a confirmé notre réactivité, notre ancrage territorial et la proximité avec vous, clients, ainsi qu'avec les usagers du service, citoyens-consommateurs. A ce propos, 93% des Français\*, interrogés à l'issue du premier confinement, estiment que les professionnels de l'eau ont joué un rôle essentiel en assurant la continuité du service.

Cette crise a aussi été un puissant accélérateur dans la prise de conscience des impératifs écologiques et de leurs conséquences sur nos sociétés. Chez Veolia, nous sommes plus que jamais convaincus du caractère essentiel de nos métiers : pour garantir l'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous ; pour lutter contre le réchauffement climatique et pour accompagner nos clients, collectivités et industriels, à s'y adapter ; pour contribuer, à long-terme, en tant que partenaire durable du service public, à la résilience et à l'attractivité des territoires. Nous sommes pleinement engagés dans la transformation écologique afin d'offrir aux collectivités des solutions innovantes pour faire face aux défis à venir.

Aujourd'hui, grâce à notre nouveau projet stratégique Impact Eau France, nous sommes prêts à faire de l'Eau un accélérateur de cette transformation écologique à la fois verte et inclusive. Nous prenons notamment 5 engagements climat à horizon 2023, sur l'empreinte carbone, le prélèvement de la ressource en eau, la biodiversité, la formation des salariés et l'accompagnement des consommateurs.

L'eau, à la fois « marqueur » du changement climatique et bien essentiel du quotidien, doit répondre à des attentes et des usages toujours plus nombreux : sécurité et qualité de l'eau distribuée, lutte contre les îlots de chaleur, réutilisation des eaux usées, gestion des nouveaux polluants... – sans compter l'attente légitime, de la part du consommateur, d'une expérience client innovante et agile, mais aussi inclusive et solidaire.

Les femmes et les hommes de l'activité Eau France de Veolia, représentés par notre Directeur/Directrice de Territoire, sont à vos côtés pour vous permettre de répondre à ces défis et d'anticiper ceux à venir. Soyez certain de leur engagement pour construire avec vous, pour votre territoire et ses habitants, les solutions durables les plus adaptées à votre service d'eau.

Je vous remercie de la confiance que vous accordez à nos équipes et vous prie d'agréer, Madame le Maire, l'expression de mes salutations les plus respectueuses.

**Frédéric Van Heems,**  
Directeur Général, Eau France

*\*Selon le baromètre C.I.Eau / Kantar « Les Français et l'eau », 2020.*

# PRESENTATION Eau France

Au cours des quatre dernières années, « Osons 20/20 ! », notre précédent projet stratégique, a permis de redonner des bases solides à l'Eau France pour accompagner nos clients.

Au cœur de cette transformation se trouve **l'écoute** de toutes nos parties prenantes :

- ✓ de nos clients collectivités, avec de nouveaux « Contrats de Service Public » sur-mesure et flexibles, où notre rémunération est basée sur une performance que nous définissons ensemble, avec nos modules digitaux d'hypervision qui recueillent et analysent en temps réel et en toute transparence les informations du terrain, pour rendre le service de l'eau plus efficace pour tous
- ✓ des citoyens-consommateurs, avec un principe de «Relation Attentionnée» qui nous invite à prendre en compte leur satisfaction et leurs réclamations, pour améliorer toujours davantage le service, mieux anticiper leurs besoins, développer de nouveaux services et de leur donner les moyens de s'informer et d'agir sur leur consommation d'eau, leur "empreinte eau"
- ✓ des territoires et des industriels, en apportant des solutions locales et partenariales qui répondent à leurs enjeux spécifiques.
- ✓ de nos salariés, en donnant à chacun les moyens de travailler en sécurité, de se former, de s'engager et de grandir dans l'entreprise, avec plus de responsabilités confiées à ceux qui agissent sur le terrain, directement à vos côtés

Aujourd'hui, plus solide que jamais sur nos fondamentaux, nous sommes prêts avec « **Impact Eau France** » à faire de l'eau un accélérateur de la transformation écologique et ainsi être "créateurs d'utilité".

- ✓ Par une transformation verte : en élargissant nos offres sur l'eau potable et l'assainissement à l'ensemble du cycle de l'eau et du climat.
- ✓ Par une **transformation inclusive au sens large** : en embarquant et en accompagnant dans cette transformation écologique l'ensemble de nos parties prenantes, en nous appuyant sur leurs différences, en co-construisant les solutions et en partageant les enjeux, les responsabilités et les résultats.

**Veolia est le leader et LA référence du cycle de l'eau en France, pour le compte des collectivités publiques et des industriels.**

Nos équipes maîtrisent le traitement et le suivi de la qualité de l'eau à toutes les étapes de son cycle, depuis le prélèvement dans la ressource naturelle jusqu'au rejet dans le milieu. Au-delà de notre expertise, nous innovons au quotidien pour rendre nos services, procédés de traitements et installations toujours plus performantes, au service d'une eau et d'un assainissement de qualité.

**24,9 millions** de personnes desservies en eau potable

**2051** usines de dépollution des eaux usées gérées

**6,9** millions de clients abonnés

**14,8** millions d'habitants raccordés en assainissement

**1,6** milliard de m<sup>3</sup> d'eau potable distribués

**1,2** milliard de m<sup>3</sup> d'eaux usées collectées et dépolluées

**2172** usines de production d'eau potable gérées

### **Contribuer au progrès humain, une raison d'être qui résonne dans l'opinion**

La raison d'être de Veolia est de contribuer au progrès humain, en s'inscrivant résolument dans les Objectifs de Développement Durable définis par l'ONU, afin de parvenir à un avenir meilleur et plus durable pour tous. C'est dans cette perspective que Veolia se donne pour mission de "Ressourcer le monde", en exerçant son métier de services à l'environnement.

Veolia s'engage sur une performance plurielle. Nous adressons le même niveau d'attention et d'exigence à nos différentes performances, qui sont complémentaires et forment un cercle vertueux : performance économique et financière, performance commerciale, performance sociale, performance sociétale et performance environnementale.

# Sommaire

<b>1. L'ESSENTIEL DE L'ANNÉE.....</b>	<b>8</b>
1.1 Un dispositif à votre service.....	9
1.2 Présentation du contrat.....	10
1.3 Les chiffres clés.....	11
1.4 L'essentiel de l'année 2020.....	12
1.5 Les indicateurs réglementaires 2020.....	17
1.6 Autres chiffres clés de l'année 2020.....	18
1.7 Le prix du service public de l'eau.....	20
<b>2. LES CONSOMMATEURS DE VOTRE SERVICE ET LEUR CONSOMMATION .....</b>	<b>21</b>
2.1 Les consommateurs abonnés du service .....	22
2.2 La satisfaction des consommateurs : personnalisation et considération au rendez-vous.....	23
2.3 Données économiques.....	25
<b>3. LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE.....</b>	<b>27</b>
3.1 L'inventaire des installations.....	28
3.2 L'inventaire des réseaux.....	30
3.3 Les indicateurs de suivi du patrimoine .....	32
3.4 Gestion du patrimoine.....	34
<b>4. LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITÉ OPÉRATIONNELLE POUR VOTRE SERVICE .....</b>	<b>38</b>
4.1 La qualité de l'eau .....	39
4.2 La maîtrise des prélèvements sur la ressource, volumes et rendement du réseau .....	42
4.3 La maintenance du patrimoine .....	47
4.4 L'efficacité environnementale .....	49
<b>5. RAPPORT FINANCIER DU SERVICE .....</b>	<b>51</b>
5.1 Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE).....	52
5.2 Situation des biens.....	55
5.3 Les investissements et le renouvellement .....	56
5.4 Les engagements à incidence financière .....	57
<b>6. ANNEXES.....</b>	<b>60</b>
6.1 La facture 120 m <sup>3</sup> .....	61
6.2 Attestations d'assurances .....	62
6.3 Les données consommateurs par commune .....	63
6.4 Le synoptique du réseau.....	64
6.5 La qualité de l'eau .....	65
6.6 Le bilan énergétique du patrimoine .....	86

6.7	<i>Annexes financières</i> .....	88
6.8	<i>Reconnaissance et certification de service</i> .....	98
6.9	<i>Actualité réglementaire 2020</i> .....	101
6.10	<i>Glossaire</i> .....	107

# 1.

L'ESSENTIEL DE  
L'ANNÉE



En tant que délégataire, Veolia s'engage à vous fournir, en toute transparence, l'ensemble des informations relatives à votre service d'eau Cette première partie en fait la synthèse : vos interlocuteurs, les informations relatives à votre contrat, les faits marquants de l'année écoulée et les chiffres clés (indicateurs réglementaires et autres données chiffrées liées à la production et à la distribution, au patrimoine, aux services apportés aux consommateurs, etc.)

## 1.1 Un dispositif à votre service

### VOTRE LIEU D'ACCUEIL

1, Rue du Thérain  
60000 BEAUVAIS

Du Lundi au Vendredi de 08h00 à 17h00

### TOUTES VOS DEMARCHES SANS VOUS DEPLACER

### LES INTERLOCUTEURS VEOLIA A VOS COTES

Fonction	Nom
Directeur de Territoire	François DE-FRUYT
Directeur Développement	Hervé NICOLAS
Directeur des Opérations	Eric DUQUESNE
Manager de Service	Sébastien VANDEPUTTE
Responsable Equipe Production	Benoît ALVAREZ
Responsable Equipe Réseau	Jérôme LOPEZ
Responsable Equipe Réseau	Teddy SPICHER



## 1.2 Présentation du contrat

### Données clés

---

✓ Déléataire	Sté des Eaux et de l'Assainissement de l'Oise
✓ Périmètre du service	BEAUVAIS
✓ Numéro du contrat	Q3800
✓ Nature du contrat	Affermage
✓ Date de début du contrat	01/08/2011
✓ Date de fin du contrat	31/07/2023
✓ Les engagements vis-à-vis des tiers	

En tant que délégataire du service, Sté des Eaux et de l'Assainissement de l'Oise assume des engagements d'échanges d'eau avec les collectivités voisines ou les tiers (voir tableau ci-dessous).

#### ✓ Liste des avenants

Avenant N°	Date d'effet	Commentaire
1	05/10/2017	Avenant conso Loi Brottes, rémunération, amiante, SIG, branchements plomb, analyseurs de chlore, bornes de puisage et détecteurs de prise d'eau

# 1.3 Les chiffres clés

Ville de Beauvais - Affermage du Service Eau

## Chiffres clés



57 582

Nombre d'habitants desservis



27 008

Nombre d'abonnés  
(clients)



6

Nombre d'installations de  
production



7

Nombre de réservoirs



343

Longueur de réseau  
(km)



98,9

Taux de conformité  
microbiologique (%)



90,3

Rendement de réseau (%)



141

Consommation moyenne (l/hab/j)

## 1.4 L'essentiel de l'année 2020



Madame, Monsieur

L'année 2020 aura été marquée par la diffusion mondiale du coronavirus. Côté France, l'Oise aura été particulièrement impactée. Dès le 6 mars 2020, soit 11 jours avant l'ensemble du pays, notre département de l'Oise connaissait, en avant-première, le confinement et son désormais fameux mot d'ordre : « restez chez vous ! ». Une antériorité qui aura permis à notre Territoire, aussi, de servir de laboratoire à l'ensemble des équipes Veolia de la région et de la nation.

Car, vous le savez, la production et la distribution d'une eau de qualité, ainsi que la collecte et le traitement des eaux usées, nécessitent une présence terrain 24h/24, en toutes circonstances, spécifiquement en cas d'urgence. L'entretien des installations et l'assistance de nos usagers ont donc continué. Sans interruption. Nous nous sommes adaptés, nous avons innové pour protéger les hommes et les femmes de notre entreprise tout en leur permettant de remplir leurs missions essentielles. Nous avons assuré, à tout prix, la continuité de vos services.



Dans un contexte difficile, tout au long de l'année, nous avons par ailleurs tenu le cap de nos ambitions stratégiques et réaffirmé notre position de leader de la transformation écologique. Dans l'Oise, en 2020, le développement de l'hypervision 360 s'est avéré l'une de nos priorités. Cette plateforme digitale permet d'optimiser l'efficacité de nos opérations de maintenance et d'entretien. Avec à la clé, une aide pour faire les meilleurs choix environnementaux et patrimoniaux mais aussi de réelles économies.

Cette plateforme HV360 est désormais accessible à nos collectivités partenaires pour leur permettre de suivre en toute transparence leurs services d'eau et d'assainissement.

En 2020, et en 2021, nous poursuivrons la promotion de ce qui nous paraît être l'avenir des services d'eau. Au premier rang desquels la télérelève dans le cadre de la préservation de la ressource en eau ou encore les unités de décarbonatation pour encourager à la consommation alimentaire de l'eau du robinet et accroître le pouvoir d'achat des habitants. Nous le ferons en nous appuyant sur celles et ceux qui font vivre vos services, dans la proximité et la bienveillance : nos agents ! Ce sont eux qui ont co-construit notre projet du Territoire Oise autour de 10 mots fondateurs. Un projet dont vous constaterez, j'en suis sûr, toute la plus-value au cours des 3 prochaines années

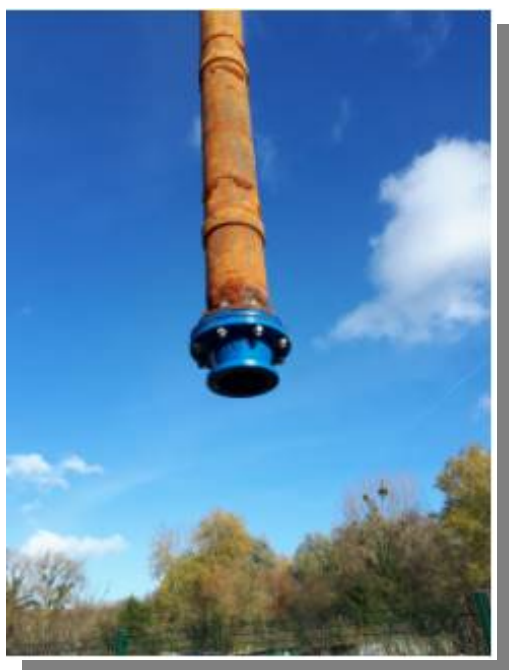
Un projet que je me ferais un plaisir de vous présenter et pour lequel je remercie l'ensemble des agents qui y contribuent, en télétravail, sur le terrain ou au bureau, au gré de l'évolution de la situation. 2020 aura démontré, j'en suis sûr, notre capacité à être au rendez-vous de vos attentes. 2021 le sera tout autant.

Je reste évidemment, avec mes équipes, à votre disposition pour tout complément ou précision d'information.

## 1.4.1 Principaux faits marquants de l'année

### ➤ TRAVAUX DIVERS SUR INSTALLATIONS

- **Le 19/02/2020** : Renouvellement du débitmètre situé rue de Clermont
- **Le 25/02/2020** : Renouvellement de la pompe vide cave du forage F1
- **Le 29/04/2020** : Renouvellement du compteur situé rue Antoine Caron
- **Le 17/06/2020** : Renouvellement de l'hydraulique au forage F2
- **Le 24/06/2020** : Renouvellement du Charlatte situé à la reprise Binet
- **Le 21/10/2020** : Renouvellement de l'analyseur de chlore situé au réservoir du Mont Capron
- **Le 12/11/2020** : Renouvellement de la pompe du forage F1 de Beauvais



## ➤ TRAVAUX DIVERS SUR LE RESEAU

- **Le 21/04/2020** : Fuite apparue sur le boulevard de l'Assaut : Détachement de conduite au niveau de la rue Gambetta et le Boulevard de l'Assaut



## ➤ PROTECTION INCENDIE

- ✓ Renouvellement des poteaux incendie :

- PI 32 situé rue Fontaine Bellerie
- PI 267 situé rue Docteur Leblond
- PI 362 situé avenue Blaise Pascal
- PI 418 situé avenue Jean Rostand
- PI 426 situé route forestière du Beauvaisis
- PI 465 situé rue Charles Tellier

## 1.4.2 Propositions d'amélioration

### 💧 PRECONISATIONS ISSUES DE L'ETUDE DE GESTION PATRIMONIALE

Le document Etude de Gestion Patrimoniale Mosare est disponible sur la clé USB fournie avec le RAD.



*Janvier 2020*



Direction Technique

## Eau adoucie

Nous avons fait le constat suivant : l'eau de votre réseau est une eau dure voire très dure. Cela génère un mécontentement sur l'eau distribuée chez vos administrés. En effet, le calcaire est présent partout dans la maison. Cette lutte anti-calcaire représente un surcoût financier d'en moyenne 300€/an par foyer.

Ce calcaire a un coût social, tout le monde n'a pas accès à un adoucissement individuel, et un coût écologique. En effet, 1 mm de calcaire sur une résistance augmente la consommation d'énergie de 9%.

Nous vous proposons une solution afin de permettre à vos administrés d'économiser environ 200€/an de pouvoir d'achat par famille, en étudiant la possibilité de mettre en place un adoucissement collectif.

## EVOLUTIONS REGLEMENTAIRES

### **Gestion des risques sanitaires associés aux pesticides ou leurs métabolites.**

L'instruction DGS/EA4/2020/177 à destination des Agences Régionales de Santé (ARS) et des préfets, en date du 18 décembre 2020 (mise en ligne le 29 janvier 2021) est venue préciser les modalités de gestion des risques sanitaires en cas de présence de pesticides et de métabolites de pesticides dans les Eaux Destinées à la Consommation Humaine (EDCH). Ces modalités de gestion sont exercées par les ARS en lien

avec les Collectivités, responsables, le cas échéant, de la mise en œuvre des actions correctives. Cette instruction précise notamment les modalités avec lesquelles les ARS sélectionnent les pesticides et les métabolites de pesticides à prendre en compte dans le contrôle sanitaire des EDCH.

Par rapport à la précédente instruction de décembre 2010, cette nouvelle instruction intègre les avis de l'Anses les plus récents, dont l'avis du 30 janvier 2019 relatif à l'évaluation de la pertinence des métabolites de pesticides dans les EDCH. Cette instruction s'inscrit également en cohérence avec la nouvelle Directive Européenne adoptée le 16 décembre 2020.

Depuis la publication de cette instruction, un nouvel avis de l'Anses, en date du 14 janvier 2021, (saisine n°2019-SA-0129) est venu préciser le classement comme pertinent ou non-pertinent de trois métabolites, issus de la dégradation du métolachlore, dont la présence est aujourd'hui fréquemment détectée dans les ressources en eau.

Toute l'équipe locale de Veolia est naturellement à votre disposition pour répondre à vos différentes questions et échanger de manière approfondie sur les éventuelles conséquences pour votre service de cette toute nouvelle instruction.

## 1.5 Les indicateurs réglementaires 2020

INDICATEURS DESCRIPTIFS DES SERVICES		PRODUCTEUR	VALEUR 2019	VALEUR 2020
[D101.0]	Nombre d'habitants desservis total (estimation)	Collectivité (2)	57 548	57 582
[D102.0]	Prix du service de l'eau au m <sup>3</sup> TTC	Délégataire	1,37 Euro/m <sup>3</sup>	1,36 Euro/m <sup>3</sup>
[D151.0]	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service	Délégataire	1 j	1 j
INDICATEURS DE PERFORMANCE		PRODUCTEUR	VALEUR 2019	VALEUR 2020
[P101.1]	Taux de conformité des prélèvements microbiologiques	ARS (1)	100,0 %	98,9 %
[P102.1]	Taux de conformité des prélèvements physico-chimiques	ARS (1)	100,0 %	99,0 %
[P103.2]	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	Collectivité et Délégataire (2)	110	110
[P104.3]	Rendement du réseau de distribution	Délégataire	85,9 %	90,3 %
[P105.3]	Indice linéaire des volumes non comptés	Délégataire	7,18 m <sup>3</sup> /jour/km	4,32 m <sup>3</sup> /jour/km
[P106.3]	Indice linéaire de pertes en réseau	Délégataire	6,48 m <sup>3</sup> /jour/km	4,08 m <sup>3</sup> /jour/km
[P107.2]	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable	Collectivité (2)	0,74 %	0,55 %
[P108.3]	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	Collectivité (1)	80 %	80 %
[P109.0]	Nombre d'abandons de créance et versements à un fonds de solidarité	Collectivité (2)	76	34
[P109.0]	Montant des abandons de créances ou des versements à un fonds de solidarité	Collectivité (2)	1 302	844
[P151.1]	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées	Délégataire	0,96 u/1000 abonnés	1,26 u/1000 abonnés
[P152.1]	Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	Délégataire	100,00 %	100,00 %
[P153.2]	Durée d'extinction de la dette de la collectivité	Collectivité	A la charge de la collectivité	
[P154.0]	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	Délégataire	3,71 %	4,36 %
[P155.1]	Taux de réclamations	Délégataire	0,63 u/1000 abonnés	0,33 u/1000 abonnés

(1) La donnée indiquée est celle du système d'information du délégataire

(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

En rouge figurent les codes indicateurs exigibles seulement pour les rapports soumis à examen de la CCSPL



## 1.6 Autres chiffres clés de l'année 2020

L'EFFICACITE DE LA PRODUCTION ET DE LA DISTRIBUTION		PRODUCTEUR	VALEUR 2019	VALEUR 2020
VP.062	Volume prélevé	Délégataire	4 395 749 m <sup>3</sup>	4 008 558 m <sup>3</sup>
VP.059	Volume produit	Délégataire	4 395 749 m <sup>3</sup>	4 008 558 m <sup>3</sup>
VP.060	Volume acheté à d'autres services d'eau potable	Délégataire	25 227 m <sup>3</sup>	22 162 m <sup>3</sup>
	Volume mis en distribution (m <sup>3</sup> )	Délégataire	4 406 744 m <sup>3</sup>	4 020 619 m <sup>3</sup>
VP.220	Volume de service du réseau	Délégataire	66 906 m <sup>3</sup>	23 229 m <sup>3</sup>
	Volume consommé autorisé année entière	Délégataire	3 784 065 m <sup>3</sup>	3 627 816 m <sup>3</sup>
	Nombre de fuites réparées	Délégataire	93	90
LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE		PRODUCTEUR	VALEUR 2019	VALEUR 2020
	Nombre d'installations de production	Délégataire	6	6
	Capacité totale de production	Délégataire	25 800 m <sup>3</sup> /j	25 800 m <sup>3</sup> /j
	Nombre de réservoirs ou châteaux d'eau	Délégataire	7	7
	Capacité totale des réservoirs ou châteaux d'eau	Délégataire	20 300 m <sup>3</sup>	20 300 m <sup>3</sup>
	Longueur de réseau	Délégataire	343 km	343 km
VP.077	Longueur de canalisation de distribution (hors branchements)	Collectivité (2)	263 km	263 km
VP.140	Longueur de canalisation renouvelée par le délégataire	Délégataire	0 ml	0 ml
	Nombre de branchements	Délégataire	13 264	13 275
	Nombre de branchements en plomb	Délégataire	0	0
	Nombre de branchements en plomb supprimés	Délégataire	1	0
	Nombre de branchements neufs	Délégataire	21	11
	Nombre de compteurs	Délégataire	28 896	29 046
	Nombre de compteurs remplacés	Délégataire	313	312
LES CONSOMMATEURS ET LEUR CONSOMMATION D'EAU		PRODUCTEUR	VALEUR 2019	VALEUR 2020
	Nombre de communes	Délégataire	1	1
VP.056	Nombre total d'abonnés (clients)	Délégataire	27 185	27 008
	- Abonnés domestiques	Délégataire	27 152	26 976
	- Abonnés non domestiques	Délégataire	32	31
	- Abonnés autres services d'eau potable	Délégataire	1	1
	Volume vendu	Délégataire	3 691 329 m <sup>3</sup>	3 597 716 m <sup>3</sup>
	- Volume vendu aux abonnés domestiques	Délégataire	3 577 582 m <sup>3</sup>	3 527 989 m <sup>3</sup>
	- Volume vendu aux abonnés non domestiques	Délégataire	99 515 m <sup>3</sup>	59 626 m <sup>3</sup>
VP.061	- Volume vendu à d'autres services d'eau potable	Délégataire	14 232 m <sup>3</sup>	10 101 m <sup>3</sup>
	Consommation moyenne	Délégataire	143 l/hab/j	141 l/hab/j
	Consommation individuelle unitaire	Délégataire	107 m <sup>3</sup> /abo/an	105 m <sup>3</sup> /abo/an

(1) La donnée indiquée est celle du système d'information du délégataire

(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

LA SATISFACTION DES CONSOMMATEURS ET L'ACCES A L'EAU		PRODUCTEUR	VALEUR 2019	VALEUR 2020
--	--	------------	-------------	-------------

Existence d'une mesure de satisfaction consommateurs	Déléataire	<b>Mesure statistique d'entreprise</b>	<b>Mesure statistique d'entreprise</b>
Taux de satisfaction globale par rapport au Service	Déléataire	<b>87 %</b>	<b>85 %</b>
Existence d'une Commission consultative des Services Publics Locaux	Déléataire	<b>Oui</b>	<b>Oui</b>
Existence d'une Convention Fonds Solidarité Logement « Eau »	Déléataire	<b>Non</b>	<b>Non</b>
<b>LES CERTIFICATS</b>	<b>PRODUCTEUR</b>	<b>VALEUR 2019</b>	<b>VALEUR 2020</b>
Certifications ISO 9001, 14001, 50001	Déléataire	<b>En vigueur</b>	<b>En vigueur</b>
Réalisation des analyses par un laboratoire accrédité	Déléataire	<b>Oui</b>	<b>Oui</b>

## 1.7 Le prix du service public de l'eau

### LA FACTURE 120 M<sup>3</sup>

En France, l'intégralité des coûts du service public est supportée par la facture d'eau. La facture type de 120m<sup>3</sup> représente l'équivalent de la consommation d'eau d'une année pour un ménage de 3 à 4 personnes.

A titre indicatif sur la commune de BEAUVAIS, l'évolution du prix du service de l'eau (redevances comprises, mais hors assainissement) par m<sup>3</sup> **[D102.0]** pour 120 m<sup>3</sup>, au tarif en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier, est la suivante :

<b>BEAUVAIS</b> <b>Prix du service de l'eau potable</b>	<b>Volume</b>	<b>Prix</b> <b>Au</b> <b>01/01/2021</b>	<b>Montant</b> <b>Au</b> <b>01/01/2020</b>	<b>Montant</b> <b>Au</b> <b>01/01/2021</b>	<b>N/N-1</b>
<b>Part délégataire</b>			<b>81,37</b>	<b>82,56</b>	<b>1,46%</b>
Abonnement			27,94	28,36	1,50%
Consommation	120	0,4517	53,43	54,20	1,44%
<b>Part communale</b>			<b>36,40</b>	<b>36,40</b>	<b>0,00%</b>
Consommation	120	0,3033	36,40	36,40	0,00%
<b>Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)</b>	<b>120</b>	<b>0,0812</b>	<b>11,69</b>	<b>9,74</b>	<b>-16,68%</b>
<b>Organismes publics</b>			<b>26,40</b>	<b>26,40</b>	<b>0,00%</b>
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120	0,2200	26,40	26,40	0,00%
<b>Total € HT</b>			<b>155,86</b>	<b>155,10</b>	<b>-0,49%</b>
TVA			8,57	8,53	-0,47%
<b>Total TTC</b>			<b>164,43</b>	<b>163,63</b>	<b>-0,49%</b>
<b>Prix TTC du service au m3 pour 120 m3</b>			<b>1,37</b>	<b>1,36</b>	<b>-0,73%</b>

Les factures type sont présentées en annexe.

# 2.

LES  
CONSOmmATEURS  
DE VOTRE SERVICE  
ET LEUR  
CONSOmmATION



Veolia fait de la « Relation Attentionnée » le principe transversal qui guide l'ensemble de sa relation aux consommateurs des services d'eau et d'assainissement, dans toutes ses actions au quotidien. Dans ce chapitre, figurent les informations relatives à la satisfaction des consommateurs de votre service, ainsi que les données liées à la consommation (interruptions de service, impayés, aides financières).

## 2.1 Les consommateurs abonnés du service

### → Le nombre d'abonnés

Le nombre de consommateurs abonnés (clients) par catégorie constaté au 31 décembre, au sens de l'arrêté du 2 mai 2007, figure au tableau suivant :

	2016	2017	2018	2019	2020	N/N-1
<b>Nombre total d'abonnés (clients)</b>	<b>26 881</b>	<b>27 093</b>	<b>26 989</b>	<b>27 185</b>	<b>27 008</b>	<b>-0,7%</b>
domestiques ou assimilés	26 839	27 050	26 953	27 152	26 976	-0,6%
autres que domestiques	41	42	35	32	31	-3,1%
autres services d'eau potable	1	1	1	1	1	0,0%

### → Les principaux indicateurs de la relation consommateurs

	2016	2017	2018	2019	2020	N/N-1
Nombre d'interventions avec déplacement chez le client	2 569	2 151	1 132	584	1 062	81,8%
Nombre annuel de demandes d'abonnement	3 633	3 766	3 180	3 366	2 617	-22,3%
Taux de clients mensualisés	38,0 %	39,9 %	42,9 %	44,3 %	46,4 %	4,7%
Taux de clients prélevés hors mensualisation	20,5 %	21,8 %	22,8 %	22,8 %	22,6 %	-0,9%
Taux de mutation	13,7 %	14,1 %	12,1 %	12,7 %	9,9 %	-22,0%

Les données consommateurs par commune sont disponibles en annexe.

## 2.2 La satisfaction des consommateurs : personnalisation et considération au rendez-vous

Veolia place les consommateurs de services d'eau et d'assainissement au cœur de son action.

Veolia s'engage à prendre autant soin d'eux que de la qualité de l'eau qu'elle leur apporte ou de leur environnement. Au quotidien, nous souhaitons ainsi que les consommateurs se sentent bienvenus et considérés lorsqu'ils interagissent avec nos équipes, grâce à des interlocuteurs qu'ils comprennent et qui les comprennent... et bien sûr grâce à des femmes et des hommes résolument engagés à leur service.

Satisfaire les consommateurs des services que nous exploitons commence par recueillir régulièrement le jugement qu'ils portent sur ces services : leur apporter de la considération, personnaliser les réponses et les services qui leur sont proposés, cela commence toujours par être à l'écoute de ce qu'ils ont à nous dire, de ce qu'ils pensent de nous.

Le baromètre de satisfaction réalisé par Veolia porte sur les principaux critères d'appréciation de nos prestations :

- ✓ la qualité de l'eau
- ✓ la qualité de la relation avec le consommateur abonné : accueil par les conseillers des Centres d'appel, par ceux de l'accueil de proximité...
- ✓ la qualité de l'information adressée aux abonnés

Les résultats représentatifs de la région dont dépend votre service en décembre 2020 sont :

	2016	2017	2018	2019	2020	N/N-1
Satisfaction globale	89	86	88	87	85	-2
La continuité de service	95	95	95	96	94	-2
La qualité de l'eau distribuée	79	77	73	80	70	-10
Le niveau de prix facturé	54	55	65	66	64	-2
La qualité du service client offert aux abonnés	86	80	85	86	83	-3
Le traitement des nouveaux abonnements	90	85	87	93	90	-3
L'information délivrée aux abonnés	76	76	74	79	77	-2

### Composition de votre eau !



*Le calcaire, les nitrates, le chlore sont également une cause potentielle d'insatisfaction. Sur le site internet ou sur simple appel chaque consommateur, qu'il soit abonné au service ou habite en logement collectif sans abonnement direct peut demander la composition de son eau.*



### → *Les 5 promesses aux consommateurs de Veolia*

Par ces 5 promesses, Veolia concrétise sa volonté de placer les consommateurs du territoire au cœur de son action. Elles témoignent de la mobilisation quotidienne des femmes et des hommes de Veolia à leur service, tout au long de leur parcours avec le service : : nous leur devons chaque jour une eau potable distribuée à domicile, l'assainissement de leurs eaux usées, mais aussi un accompagnement, une réactivité et une transparence sans faille.

**#1 Qualité** : « Nous nous mobilisons à 100% pour la qualité de votre eau ».

**#2 Intervention** : « Nous réagissons et vous aidons à faire face aux incidents »

**#3 Budget** : « Nous vous accompagnons dans la gestion de votre facture d'eau »

**#4 Services** : « Nous sommes à votre écoute quand et comme vous le souhaitez »

**#5 Conseil** : « Nous vous aidons à maîtriser votre consommation »

## 2.3 Données économiques

### → Le taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente [P154.0]

Le taux d'impayés est calculé au 31/12 de l'année 2020 sur les factures émises au titre de l'année précédente. Le taux d'impayés correspond aux retards de paiement.

C'est une donnée différente de la rubrique « pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement » figurant dans le CARE ; cette dernière reprend essentiellement les pertes définitivement comptabilisées. Celles-ci peuvent être enregistrées avec de plus grands décalages dans le temps compte tenu des délais nécessaires à leur constatation définitive.

Une détérioration du taux d'impayés témoigne d'une dégradation du recouvrement des factures d'eau. Une telle dégradation peut annoncer la progression des factures qui seront enregistrées ultérieurement en pertes sur créances irrécouvrables.

	2016	2017	2018	2019	2020
<b>Taux d'impayés</b>	<b>2,18 %</b>	<b>3,05 %</b>	<b>2,67 %</b>	<b>3,71 %</b>	<b>4,36 %</b>
Montant des impayés au 31/12/N en € TTC (sur factures N-1)	139 283	194 486	170 121	246 568	245 916
Montant facturé N - 1 en € TTC	6 396 156	6 386 788	6 370 734	6 652 156	5 639 458

La loi Brottes du 15 avril 2013 a modifié les modalités de recouvrement des impayés par les services d'eau dans le cas des résidences principales. Quelles que soient les circonstances, les services d'eau ont interdiction de recourir aux coupures d'eau en cas d'impayés et doivent procéder au recouvrement des factures par toutes les autres voies légales offertes par la réglementation. Elles demeurent uniquement possibles dans le cas de résidences secondaires ou de locaux à strict usage professionnel, hors habitation. Cette situation a potentiellement pour effet de renchérir les coûts de recouvrement et/ou de pénaliser les recettes de l'ensemble des acteurs (délégataires, collectivités...).

### → Les interruptions non-programmées du service public de l'eau

La continuité du service public est un élément majeur de satisfaction des consommateurs.

Le taux d'occurrence des interruptions de service non programmées [P151.1] est calculé à partir du nombre de coupures d'eau qui n'ont pas fait l'objet d'une information au moins 24h avant. En 2020, ce taux pour votre service est de 1,26/ 1000 abonnés.

	2016	2017	2018	2019	2020
<b>Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées (pour 1 000 abonnés)</b>	<b>1,41</b>	<b>0,78</b>	<b>0,63</b>	<b>0,96</b>	<b>1,26</b>
Nombre d'interruptions de service	38	21	17	26	34
Nombre d'abonnés (clients)	26 881	27 093	26 989	27 185	27 008

### → Le montant des abandons de créance et total des aides accordées [P109.0]

L'accompagnement en cas de difficulté à payer les factures d'eau est une priorité pour votre collectivité et pour Veolia. Les dispositifs mis en œuvre s'articulent autour de trois axes fondamentaux :



- ✓ Urgence financière : des facilités de paiement (échéanciers, mensualisation...) sont proposées aux abonnés rencontrant temporairement des difficultés pour régler leur facture d'eau
- ✓ Accompagnement : en partenariat avec les services sociaux, nous nous engageons à accueillir et orienter les personnes en situation de précarité, en recherchant de façon personnalisée les solutions les plus adaptées pour faciliter l'accès à l'eau
- ✓ Assistance : pour les foyers en grande difficulté financière, Veolia participe au dispositif Solidarité Eau intégré au Fonds de Solidarité Logement départemental

En 2020, le montant des abandons de créance s'élevait à 844 €.

Le nombre de demandes d'abandons de créance reçues par le délégataire et les montants accordés figurent au tableau ci-après :

	2016	2017	2018	2019	2020
Nombre de demandes d'abandon de créance à caractère social reçues par le délégataire	146	97	111	76	34
Montant des abandons de créances ou des versements à un fonds de solidarité par le délégataire (€)	2 281,36	1 313,52	1 581,48	1 301,60	843,99
Volume vendu selon le décret (m3)	3 899 085	3 844 580	3 964 505	3 691 329	3 597 716

Ces éléments permettent à la Collectivité de calculer l'indicateur du décret **[P 109.0]**, en ajoutant à ce montant ses propres versements et en divisant par le volume vendu.

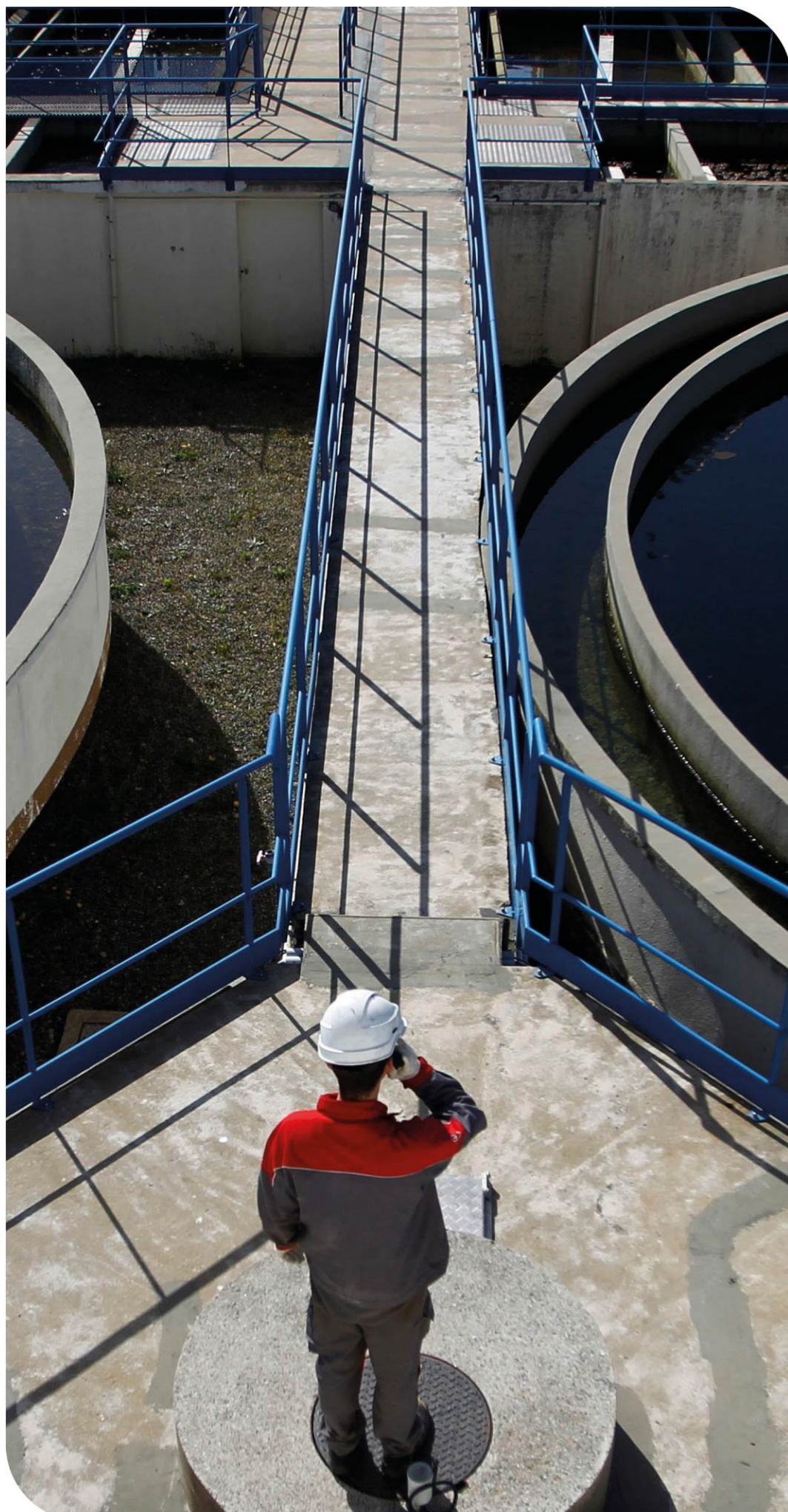
### → *Les échéanciers de paiement*

Le nombre d'échéanciers de paiement figure au tableau ci-après :

	2016	2017	2018	2019	2020
Nombre d'échéanciers de paiements ouverts au cours de l'année	5 630	4 055	4 202	3 850	1 914

# 3.

LE PATRIMOINE DE  
VOTRE SERVICE



Prélever, produire, distribuer, stocker, surveiller... : une gestion optimisée du patrimoine est la garantie de son fonctionnement durable et d'un service performant au consommateur. Vous retrouverez dans cette partie l'inventaire des installations et des réseaux associés à votre contrat, ainsi que le bilan des renouvellements et des travaux neufs réalisés sur ces ouvrages durant l'année écoulée. Au-delà, la prise en compte du patrimoine naturel (animaux, végétaux, eau, air, sols) et la gestion des infrastructures vertes, contribuent pleinement à la performance du service et au bien-être des usagers.

## 3.1 L'inventaire des installations

Cette section présente la liste des installations de prélèvement et de production associées au contrat.

Installation de production	Capacité de production (m3/j)	Capacité de stockage (m3)
Forage F0 de BEAUVAIS	3 000	
Forage F1 de BEAUVAIS	4 600	
Forage F2BIS de BEAUVAIS	5 000	
Forage F3 de BEAUVAIS	4 800	
Forage F4 de BEAUVAIS	4 600	
Source FRIANCOURT de BEAUVAIS	3 800	
<b>Capacité totale</b>	<b>25 800</b>	

Réservoir ou château d'eau	Capacité de stockage (m3)
Réservoir et Reprise POUPONNIERE - BEAUVAIS	2 500
Réservoir MONT CAPRON de BEAUVAIS	3 000
Réservoir ou château d'eau: PARC DES EAUX	1 500
Réservoir PONTOISE de BEAUVAIS	8 500
Réservoir RUE LOUIS BOREL de BEAUVAIS	800
Réservoir ST JEAN de BEAUVAIS	1 500
Réservoir ZUP de BEAUVAIS	2 500
<b>Capacité totale</b>	<b>20 300</b>

Installation de reprise, de pompage ou surpresseur	Débit des pompes (m3/h)
Installation de reprise: ZUP POUPONNIERE	300
Reprise BINET de BEAUVAIS	560
Reprise CARON de BEAUVAIS	400
Réservoir et Reprise PARC DES EAUX de BEAUVAIS	245
Surpresseur: 001-SUR POUPONNIERES SEC (RES)	60

**Autres installations eau**

Débit des pompes (m3/h)
Autres installations eau: AMENEE SOURCES FRIANCOURT

## 3.2 L'inventaire des réseaux

Cette section présente la liste :

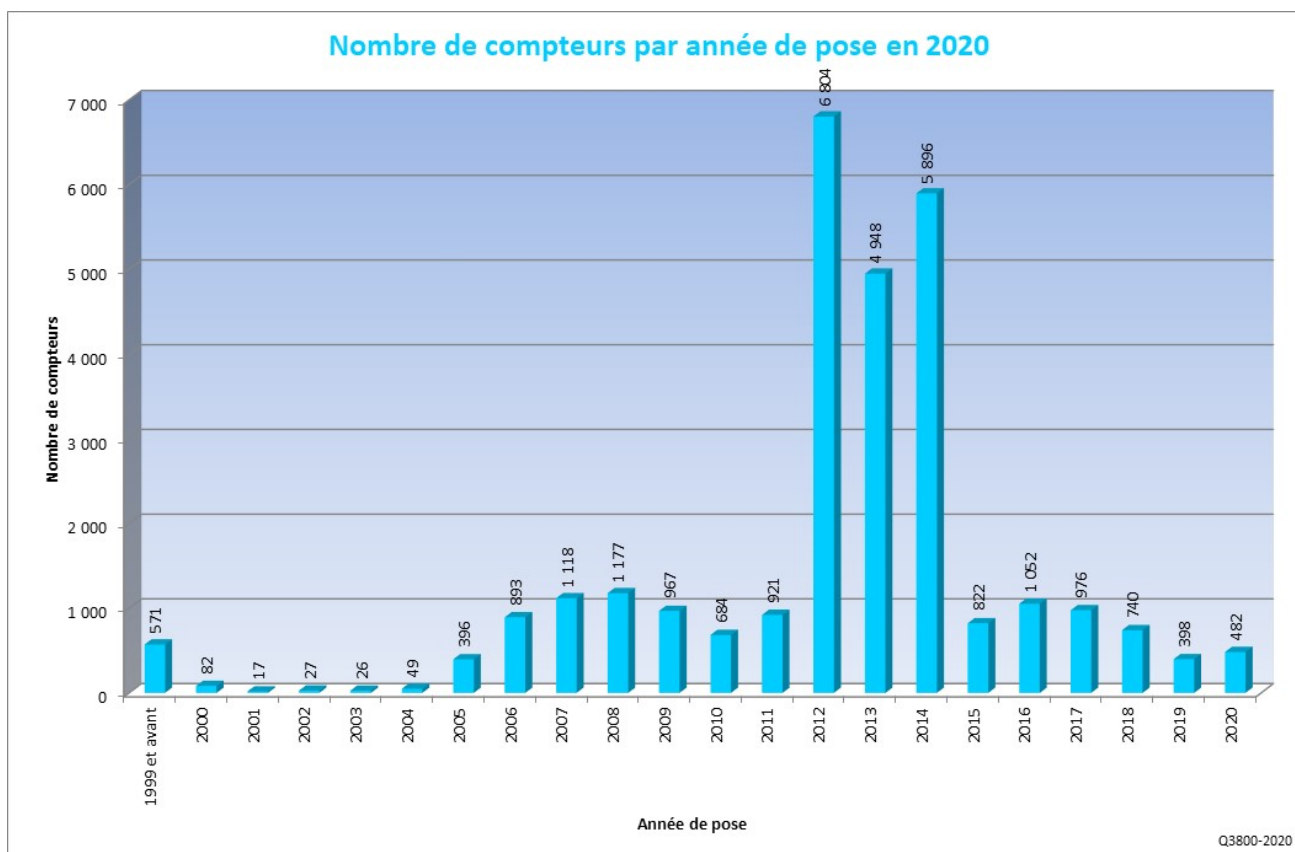
- ✓ des réseaux de distribution,
- ✓ des équipements du réseau,
- ✓ des branchements en domaine public,
- ✓ des outils de comptage

Les biens désignés comme biens de retour ou biens de reprise sont ceux expressément désignés comme tels au contrat, conformément au décret 2016-86 du 1er février 2016. S'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire.

### → Les réseaux, équipements, branchements et outils de comptage

	2016	2017	2018	2019	2020	N/N-1
<b>Canalisations</b>						
Longueur totale du réseau (km)	342,0	342,3	342,6	342,6	342,7	0,0%
Longueur de distribution (ml)	342 037	342 325	342 563	342 637	342 702	0,0%
<i>dont canalisations</i>	263 361	263 411	263 390	263 178	263 205	0,0%
<i>dont branchements</i>	78 676	78 914	79 173	79 459	79 497	0,0%
<b>Equipements</b>						
Nombre d'appareils publics	768	768	769	780	781	0,1%
<i>dont poteaux d'incendie</i>	598	601	602	613	615	0,3%
<i>dont bouches d'incendie</i>	64	63	63	63	64	1,6%
<i>dont bouches de lavage</i>	61	59	59	59	59	0,0%
<i>dont bornes fontaine</i>	1	1	1	1	1	0,0%
<i>dont bouches d'arrosage</i>	44	44	44	44	42	-4,5%
<b>Branchements</b>						
Nombre de branchements	13 170	13 203	13 223	13 264	13 275	0,1%

	2016	2017	2018	2019	2020	N/N-1	Qualification
<b>Compteurs</b>							
Nombre de compteurs	28 687	28 749	28 799	28 896	29 046	0,5%	Bien de reprise
<i>dont sur abonnements en service</i>	26 863	27 063	26 946	27 155	26 982	-0,6%	
<i>dont sur abonnements résiliés sans successeur</i>	1 824	1 686	1 853	1 741	2 064	18,6%	



	Canalisation d'adduction (ml)	Canalisation distribution (ml)	Total (ml)
<b>Longueur totale tous DN (ml)</b>		<b>263 205</b>	<b>263 205</b>
DN 25 (mm)		232	232
DN 40 (mm)		1 040	1 040
DN 50 (mm)		2 500	2 500
DN 60 (mm)		31 979	31 979
DN 63 (mm)		793	793
DN 75 (mm)		408	408
DN 80 (mm)		12 849	12 849
DN 100 (mm)		55 705	55 705
DN 125 (mm)		1 554	1 554
DN 150 (mm)		61 026	61 026
DN 160 (mm)		588	588
DN 175 (mm)		2 178	2 178
DN 200 (mm)		28 098	28 098
DN 250 (mm)		14 701	14 701
DN 300 (mm)		25 578	25 578
DN 350 (mm)		10 128	10 128
DN 400 (mm)		5 665	5 665
DN 450 (mm)		8 128	8 128
DN indéterminé (mm)		55	55

## 3.3 Les indicateurs de suivi du patrimoine

Dans le cadre d'une responsabilité partagée – selon le cadre défini par le contrat - Veolia met en œuvre une démarche de gestion durable et optimisée du patrimoine afin de garantir le maintien en condition opérationnelle des ouvrages et le bon fonctionnement des équipements.

La mise à jour de l'intégralité des données patrimoniales du service est réalisée grâce à des outils de connaissance des installations et, pour les réseaux, d'un Système d'Information Géographique (SIG). L'analyse de l'ensemble des données apporte à la collectivité une connaissance détaillée de son patrimoine et de son état.

### 3.3.1 Le taux moyen de renouvellement des réseaux

Le tableau suivant permet à la collectivité de calculer le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable. La dernière ligne précise le linéaire renouvelé porté à la connaissance du délégataire. La collectivité pourra calculer le taux moyen de renouvellement en ajoutant aux valeurs de la dernière ligne le linéaire renouvelé sous sa maîtrise d'ouvrage, en moyennant sur 5 ans et en divisant par la longueur totale du réseau.

	2016	2017	2018	2019	2020
<b>Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (%)</b>	<b>0,77</b>	<b>0,82</b>	<b>0,80</b>	<b>0,74</b>	<b>0,55</b>
Longueur du réseau de desserte (hors adduction et hors branchements) (ml)	263 361	263 411	263 390	263 178	263 205
Longueur renouvelée totale (ml)	2 233	2 441	1 826	690	0
Longueur renouvelée par le délégataire (ml)	0	0	0	0	0

### 3.3.2 L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux [P103.2]

L'obligation de réalisation d'un descriptif détaillé des ouvrages d'eau, tel que le définit l'article D.2224-5-1 du Code Général des Collectivités Territoriales répond à l'objectif de mettre en place une gestion patrimoniale des réseaux.

Il faut que l'Indice de Connaissance et Gestion patrimoniale du réseau atteigne un total de 40 points sur les 45 premiers points accessibles pour que le service soit réputé disposer du descriptif détaillé.

Depuis 2015, les services d'eau ne disposant pas du descriptif détaillé se sont vus appliquer un doublement de la redevance pour les prélèvements réalisés sur la ressource en eau.

Calculé sur un barème de 120 points (ou 100 points pour les services n'ayant pas la mission de distribution), la valeur de cet indice **[P103.2]** pour l'année 2020 est de :

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau	2016	2017	2018	2019	2020
Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux	110	110	110	110	110

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau		Barème	Valeur ICGPR
<b>Code VP</b>	<b>Partie A : Plan des réseaux (15 points)</b>		
<b>VP.236</b>	Existence d'un plan des réseaux	10	10
<b>VP.237</b>	Mise à jour annuelle du plan des réseaux	5	5
<b>Code VP</b>	<b>Partie B : Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont comptabilisés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)</b>		
<b>VP.238</b>	Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques		Oui
<b>VP.239</b>	Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres.		99,95 %
<b>VP.240</b>	Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux à partir d'une procédure formalisée pour les informations suivantes relatives aux tronçons de réseaux : linéaire, catégorie d'ouvrage, précision cartographique, matériaux et diamètres		Oui
<b>Combinaison des variables VP238, VP239 et VP240</b>	Informations structurelles complètes sur tronçon (diamètre, matériaux)	15	15
<b>VP.241</b>	Connaissance pour chaque tronçon de l'âge des canalisations	15	15
<b>Total Parties A et B</b>		<b>45</b>	<b>45</b>
<b>Code VP</b>	<b>Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 points qui ne sont comptabilisés que si 40 points au moins ont été obtenus pour la partie A et B)</b>		
<b>VP.242</b>	Localisation et description des ouvrages annexes et des servitudes	10	10
<b>VP.243</b>	Inventaire pompes et équipements électromécaniques	10	10
<b>VP.244</b>	Dénombrement et localisation des branchements sur les plans de réseaux	10	0
<b>VP.245</b>	Inventaire caractéristiques compteurs et références carnet métrologique	10	10
<b>VP.246</b>	Inventaire secteurs de recherche de pertes eau	10	10
<b>VP.247</b>	Localisation des autres interventions	10	10
<b>VP.248</b>	Mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations	10	10
<b>VP.249</b>	Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux	5	5
<b>Total:</b>		<b>120</b>	<b>110</b>

La valeur de l'indice atteint le seuil des 40 premiers points du barème. En conséquence, le service dispose au 31 décembre 2020 du descriptif détaillé tel qu'exigé par la réglementation. Toutefois, un plan d'action visant à compléter l'inventaire des canalisations pourra être utilement mis en œuvre pour consolider ce descriptif détaillé. Veolia se tient à la disposition de vos services pour établir ce plan d'action.

Dans le cadre de sa mission, Veolia procédera régulièrement à l'actualisation des informations patrimoniales à partir des données acquises dans le cadre de ses missions ainsi que les informations que vos services lui auront communiquées, notamment, celles relatives aux extensions de réseau.



## 3.4 Gestion du patrimoine

### 3.4.1 Les renouvellements réalisés

Le renouvellement des installations techniques du service conditionne la performance à court et long termes du service. A court terme, les actions d'exploitation permettent de maintenir ou d'améliorer la performance technique des installations. A long terme, elles deviennent insuffisantes pour compenser leur vieillissement, et il faut alors envisager leur remplacement, en cohérence avec les niveaux de service fixés par la collectivité.

Le renouvellement peut concerner les installations (usines, réservoirs...) ainsi que les équipements du réseau. Il peut correspondre au remplacement à l'identique (ou à caractéristiques identiques compte tenu des évolutions technologiques) complet ou partiel d'un équipement, ou d'un certain nombre d'articles d'un lot (ex : compteurs).

Le renouvellement peut être assuré soit dans le cadre d'un Programme Contractuel, d'une Garantie de Continuité de Service ou d'un Compte de renouvellement. Le suivi des renouvellements à faire et réalisés chaque année est enregistré dans une application informatique dédiée.

→ *Les installations*

<b>Installations électromécaniques</b>	<b>Opération réalisée dans l'exercice</b>	<b>Mode de gestion</b>
<b>PRODUCTION CANADA</b>		
<b>FORAGE 1</b>		
POMPE IMMERGEE - 48 KW - 260 M3H	Renouvellement	Compte
HYDRAULIQUE TUYAUTERIE	Renouvellement	Compte
VIDE CAVE	Renouvellement	Compte
<b>FORAGE 2 BIS</b>		
HYDRAULIQUE TUYAUTERIE	Renouvellement	Compte
<b>FORAGE 3</b>		
POSTE DE TRAITEMENT	Rénovation	Compte
<b>RESERVOIRS</b>		
<b>RESERVOIR SEMI-ENTERRE CAPRON - 3000 M3</b>		
ANALISEUR DE CHLORE EN CONTINU	Renouvellement	Compte
<b>REPRISE PARC DES EAUX</b>		
POMPE HORIZONTALE 1 - 132 KW - 280 M3H	Rénovation	Compte
HYDRAULIQUE TUYAUTERIE	Renouvellement	Compte
<b>REPRISE ANTOINE CARON</b>		
<b>REFOULEMENT CARON BOREL</b>		
COMPTEUR SECTO	Renouvellement	Compte
<b>REPRISE BINET</b>		
POMPE HORIZONTALE 1 - 75 KW - 300 M3H	Rénovation	Compte
ANTI BELIER - 2000 L - 6.2 BARS	Renouvellement	Compte
<b>REPRISE ARGENTINE</b>		
<b>ZUP POUPONNIERE</b>		
POMPE 1	Rénovation	Compte
HYDRAULIQUE TUYAUTERIE	Renouvellement	Compte
POMPE 4	Renouvellement	Compte
POMPE 5	Renouvellement	Compte

### → *Les compteurs*

En ce qui concerne les compteurs d'eau froide en service, le renouvellement est réalisé de manière à répondre aux obligations contractuelles et assurer la conformité réglementaire du parc de compteurs.

En France, le « contrôle en service des compteurs d'eau froide potable » est réglementé par l'arrêté du 6 mars 2007. Parmi les méthodes proposées par cet arrêté, Veolia a choisi celle qui donne la meilleure connaissance du parc : la mise en place d'un système qualité pour utiliser ses propres moyens de contrôle. Les compteurs de diamètre nominal strictement inférieur à 40 mm sont inspectés selon une méthode statistique définie par cet arrêté tandis que les autres compteurs sont renouvelés selon la méthode de renouvellement suivant l'âge et la classe du compteur.

Un carnet métrologique comprenant les informations demandées par la décision du 30 décembre 2008 est tenu à jour pour chaque compteur éligible.

Veolia a été autorisé par décision ministérielle à utiliser la procédure de contrôle statistique par le détenteur pour les compteurs qu'elle détient ou gère au titre d'un contrat de délégation de service public. Le système qualité de Veolia est accrédité (accréditation n° 3-1316 (précédemment accréditation n° 2 – 5146 jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre 2016) portée disponible sur WWW.COFRAC.fr) pour faire inspecter les compteurs par ses laboratoires.

Les lots de compteurs inspectés depuis 2010 sont conformes à la réglementation. Ces méthodes statistiques permettent de mettre en œuvre une stratégie de renouvellement préventif optimisée et contribuent à la maîtrise des technologies de comptage et au suivi du vieillissement des compteurs au cours du temps.

Renouvellement des compteurs	2016	2017	2018	2019	2020	N/N-1
Nombre de compteurs	28 687	28 749	28 799	28 896	29 046	0,5%
Nombre de compteurs remplacés	900	732	630	313	312	-0,3%
Taux de compteurs remplacés	3,1	2,6	2,2	1,1	1,1	0,0%

### → Les réseaux

	Quantité renouvelée dans l'exercice	Mode de gestion
<b>Réseau (lot)</b>		
ACCESSOIRES HYDRAULIQUES EAU ( HYDRANTS)	16	Compte

### → Les branchements

Renouvellement des branchements plomb	2016	2017	2018	2019	2020	N/N-1
Nombre de branchements	13 170	13 203	13 223	13 264	13 275	0,1%
<i>dont branchements plomb au 31 décembre (*)</i>	0	0	0	0	0	0%
<i>% de branchements plomb restant au 31 décembre</i>	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0%
<i>Branchements plomb découverts pendant l'année</i>	80	6	4	1		
Branchements plomb supprimés pendant l'année (**)	101	6	4	1	0	-100,0%

(\*) inventaire effectué au vu de la partie visible au droit du compteur

(\*\*) par le Délégué et par la Collectivité

## 3.4.2 Les travaux neufs réalisés

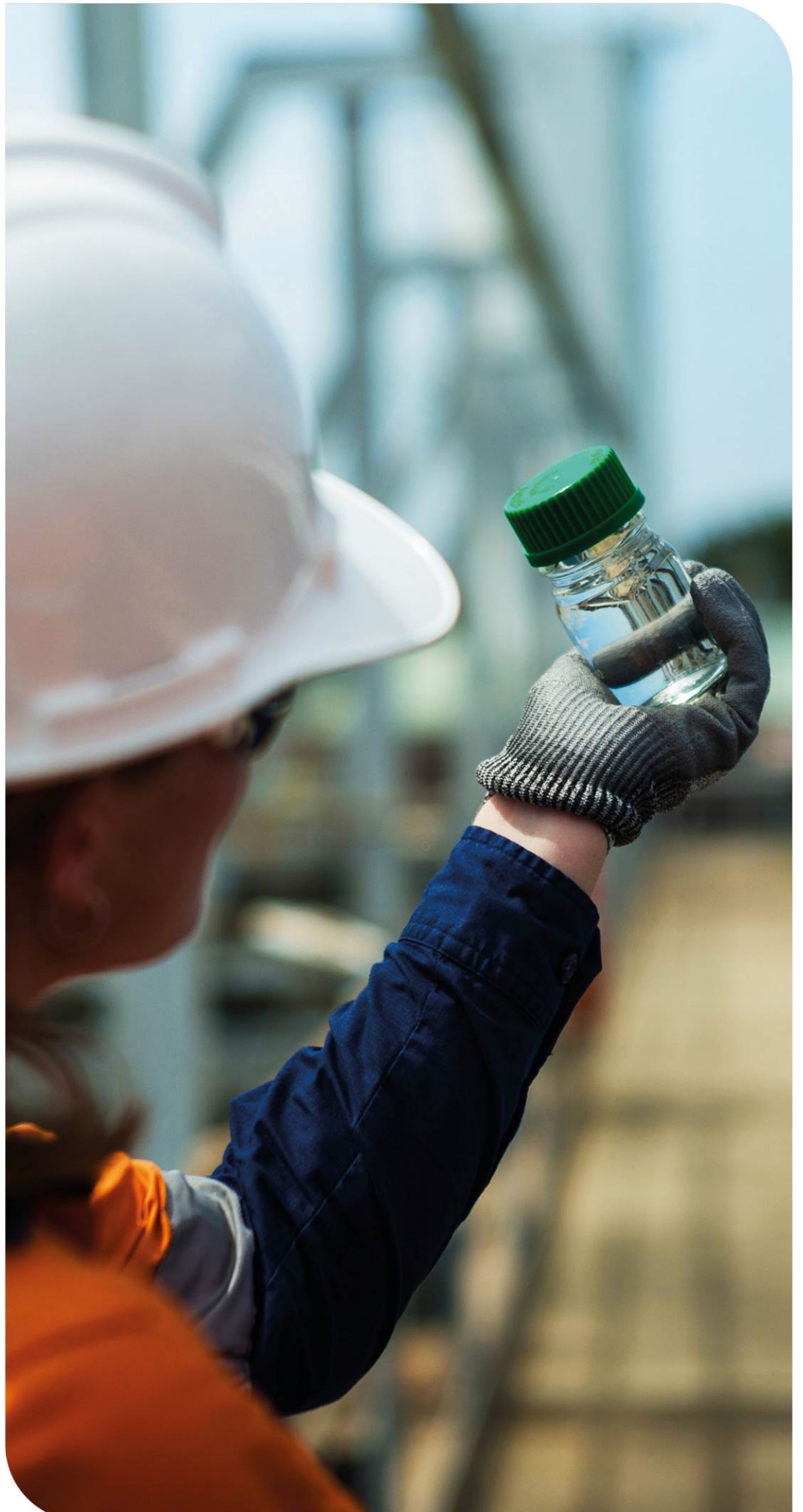
### → Les réseaux, branchements et compteurs

Les principales opérations réalisées par le délégataire figurent au tableau suivant :

Objet	Contrat	Adresse	Commune	Date de travaux
Branchement eau potable	Q3800	Rue Maitre Denis	BEAUVAIS	09/02/2020
Branchement eau potable	Q3800	62 Bis Rue du Maréchal Joffre	BEAUVAIS	28/02/2020
Branchement eau potable	Q3800	Rue Hyppolyte Bayard	BEAUVAIS	09/02/2020
Branchement eau potable	Q3800	Rue de Savignies (entre le 193 et 195)	BEAUVAIS	09/02/2020
Branchement eau potable	Q3800	17 Sentier de la Place	BEAUVAIS	09/03/2020
Branchement eau potable	Q3800	28 Rue Jean Baptiste Godin	BEAUVAIS	03/04/2020
Branchement eau potable	Q3800	24- 26 Rue Gustave Eiffel	BEAUVAIS	06/02/2020
Branchement eau potable	Q3800	1 Rue Charles Tellier	BEAUVAIS	28/07/2020
Branchement eau potable	Q3800	153 Rue de la Mie au Roy	BEAUVAIS	29/09/2020

# 4.

LA PERFORMANCE  
ET L'EFFICACITÉ  
OPÉRATIONNELLE  
POUR VOTRE  
SERVICE



Les consommateurs exigent au quotidien un service d'eau performant, avec comme premier critère de satisfaction la qualité de l'eau distribuée. Ce chapitre présente l'ensemble des données relatives à la composition et à la qualité de l'eau produite et distribuée. Vous y trouverez également les informations sur l'efficacité de la production et de la distribution, ainsi que la performance environnementale de votre contrat (protection des ressources, bilan énergétique).

## 4.1 La qualité de l'eau

La qualité de l'eau distribuée constitue l'enjeu prioritaire de performance des services. Elle figure légitimement au premier rang des exigences des consommateurs de service d'eau.

Les phénomènes de dégradation de la qualité de l'eau sont complexes et leur maîtrise nécessite une vigilance à tous les stades de vie des infrastructures du service (conception, travaux, exploitation...).

### 4.1.1 Le contrôle de la qualité de l'eau

Dans tous les services qui lui sont confiés, Veolia fait le choix de compléter le contrôle réglementaire réalisé par l'Agence Régionale de Santé, par un plan d'auto-contrôle de la qualité de l'eau sur la ressource et sur l'eau produite ainsi que distribuée. Les prélèvements sont réalisés sur les points de captage, dans les usines de production d'eau potable et sur le réseau de distribution jusqu'au robinet du consommateur. Le contrôle réglementaire réalisé par l'ARS porte sur l'ensemble des paramètres réglementaires microbiologiques et physico-chimiques. L'auto-contrôle est adapté à chaque service et cible davantage les paramètres réglementés pour un suivi du bon fonctionnement des installations et de la qualité de l'eau distribuée.

Le tableau suivant présente le nombre de résultats d'analyses réalisées sur l'ensemble des systèmes. Le détail des paramètres est disponible en annexe.

	Contrôle sanitaire	Surveillance par le délégataire	Analyses supplémentaires
Microbiologique	481	510	42
Physico-chimique	5270	89	

### 4.1.2 L'eau produite et distribuée

#### → Conformité des paramètres analytiques

Détail des non-conformités par rapport aux limites de qualité :

Paramètre	Mini	Maxi	Nb de non-conformités Contrôle Sanitaire	Nb de non-conformités Surveillance Déléguataire	Nb d'analyses Contrôle Sanitaire	Nb d'analyses Surveillance Déléguataire	Valeur du seuil et unité
E.Coli /100ml	0	3	1	1	88	72	0 n/100ml
Entérocoques fécaux	0	3	1	1	88	72	0 n/100ml
Plomb	1,2	83	1	0	4	0	10 µg/l

- Non-conformité E.COLI (2 n/ 100mL ) le 13/10/2020 au forage des sources de Friancourt

- Non-conformité E.COLI (3 n/ 100mL ) le 13/10/2020 au forage des sources de Friancourt

- Non-conformité ENTEROCOQUES FECAUX ( 3 n/ 100mL ) le 13/10/2020 au forage des sources de Friancourt
- Non-conformité ENTEROCOQUES FECAUX ( 2 n/ 100mL ) le 13/10/2020 au forage des sources de Friancourt
- Non-conformité PLOMB ( 83 µg/L ) le 08/09/2020 à Beauvais

Détail des non-conformités par rapport aux références de qualité :

Paramètre	Mini	Maxi	Nb de non-conformités Contrôle Sanitaire	Nb de non-conformités Surveillance Délégitaire	Nb d'analyses Contrôle Sanitaire	Nb d'analyses Surveillance Délégitaire	Valeur du seuil et unité
Bact et spores sulfito-rédu	0	1	2	0	29	72	0 n/100ml
Bactéries Coliformes	0	5	1	1	88	72	0 n/100ml
Carbone Organique Total	0,38	2,03	1	0	29	0	2 mg/l C

- Non-conformité BACTERIES SULFITO-REDUCTRICES ( 1 n/ 100mL ) le 06/04/2020 au forage 1
- Non-conformité BACTERIES SULFITO-REDUCTRICES ( 1 n/ 100mL ) le 23/11/2020 au forage 1
- Non-conformité BACTERIES COLIFORMES ( 3 n/ 100mL ) le 13/10/2020 au forage des sources de Friancourt
- Non-conformité BACTERIES COLIFORMES ( 5 n/ 100mL ) le 13/10/2020 au forage des sources de Friancourt
- Non-conformité CARBONE ORGANIQUE TOTAL ( 2.03 mg/L C ) le 10/03/2020 au forage 2bis

### → Composition de l'eau du robinet

Les données sont celles observées aux points de mise en distribution et de consommation. Les résultats sur les ressources ne sont pas pris en compte dans ce tableau. La caractérisation de l'eau résulte ici d'analyses réglementaires réalisées pour le compte de l'Agence Régionale de Santé, et des analyses d'auto-contrôle pilotées par Veolia.

Paramètre	Mini	Maxi	Nb d'analyses	Unité	Valeur du seuil
Chlorures	16,60	23,20	29	mg/l	250
Fluorures	113	197	8	µg/l	1500
Nitrates	13,20	44,40	90	mg/l	50
Pesticides totaux	0,03	0,13	8	µg/l	0,5
Sulfates	5,70	21,80	29	mg/l	250
Titre Hydrotimétrique	29,60	35,20	29	°F	Sans objet

### 4.1.3 L'évolution de la qualité de l'eau

#### → Historique des données du contrôle officiel (ARS)

Les indicateurs de conformité des prélèvements réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité concernent les paramètres microbiologiques [P101.1] et physico-chimiques [P102.1]. Le résultat des analyses du contrôle officiel peut être consulté sur le site du ministère : <http://social-sante.gouv.fr/sante-et-environnement/eaux/article/qualite-de-l-eau-potable>

	2016	2017	2018	2019	2020
<b>Paramètres microbiologiques</b>					
<b>Taux de conformité microbiologique</b>	<b>98,80 %</b>	<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>	<b>98,85 %</b>
Nombre de prélèvements conformes	82	88	85	91	86
Nombre de prélèvements non conformes	1	0	0	0	1
Nombre total de prélèvements	83	88	85	91	87
<b>Paramètres physico-chimique</b>					
<b>Taux de conformité physico-chimique</b>	<b>97,67 %</b>	<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>	<b>98,96 %</b>
Nombre de prélèvements conformes	84	92	93	96	95
Nombre de prélèvements non conformes	2	0	0	0	1
Nombre total de prélèvements	86	92	93	96	96

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

#### → Chlorure de Vinyle Monomère

Le Chlorure de Vinyle Monomère (CVM) constitue la principale matière première du PVC. Cette substance est classée comme cancérigène et sa limite de qualité dans les eaux destinées à la consommation humaine est fixée à 0,5 µg/L. Des dépassements de cette limite de qualité sont susceptibles d'être observés du fait d'une migration dans l'eau distribuée du CVM résiduel contenu dans les parois de certaines canalisations en PVC produites avant 1980.

L'instruction de la Direction Générale de la Santé, DGS/EA4/2020/67, en date du 29 avril 2020 modifie l'instruction no DGS/EA4/2012/366 du 18 octobre 2012 relative au chlorure de vinyle monomère dans l'eau destinée à la consommation humaine. Celle-ci positionne la Collectivité au centre du dispositif de gestion préventive et corrective des risques sanitaires liés à la présence du CVM dans l'eau destinée à la consommation humaine. Aussi, cette instruction transfère à la Collectivité, et non plus aux ARS, la responsabilité de réaliser les étapes préalables de repérage des canalisations « à risque » et de surveillance de la qualité de l'eau sur les canalisations identifiées comme « à risque ».

En cas de dépassements de la limite de qualité, l'instruction du 29 avril 2020 modifie aussi les délais impartis pour rétablir la qualité de l'eau en fonction des concentrations observées en CVM. Pour autant, cette nouvelle instruction préconise comme prioritaire la mise en œuvre de solutions définitives, fondées essentiellement sur le remplacement des canalisations, plutôt que le recours aux purges (solution considérée non-pérenne).

#### Situation sur votre service :

Au titre de l'adaptation de l'auto-surveillance, nous avons engagé des recherches sur le paramètre CVM au cours de l'année 2020. A ce jour, toutes les analyses réalisées par Veolia ou par l'Agence Régionale de Santé se sont révélées conformes.



## 4.2 La maîtrise des prélèvements sur la ressource, volumes et rendement du réseau

### 4.2.1 L'efficacité de la production : le volume prélevé et produit

#### → Le volume prélevé

Les autorisations de prélèvement maximales par ressource sont les suivantes :

	Débit horaire (m3/h)	Volume journalier (m3/jour)
Forage F0 de BEAUVAIS	150	3 000
Forage F1 de BEAUVAIS	275	5 500
Forage F2BIS de BEAUVAIS	400	8 000
Forage F3 de BEAUVAIS	265	5 300
Forage F4 de BEAUVAIS	235	4 700
Source FRIANCOURT de BEAUVAIS	190	3 800

Le volume prélevé par ressource et par nature d'eau est détaillé ci-après :

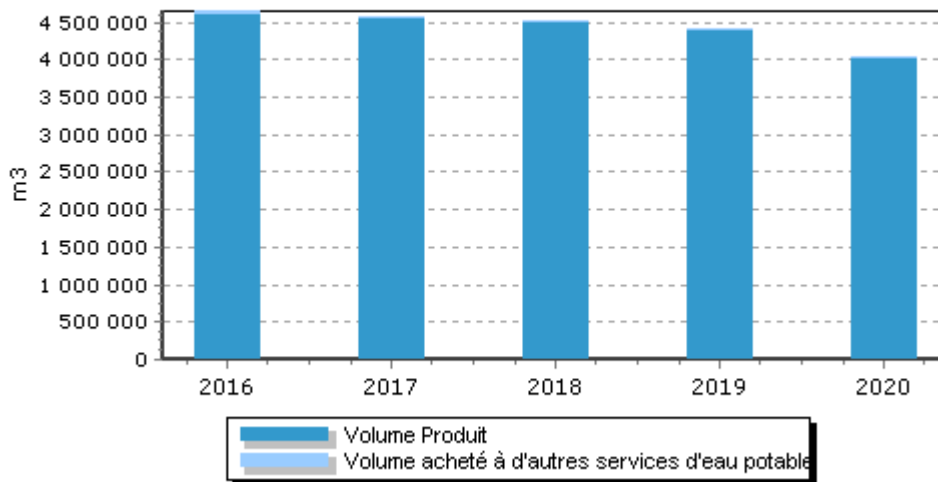
	2016	2017	2018	2019	2020	N/N-1
<b>Volume prélevé (m3)</b>	<b>4 598 783</b>	<b>4 536 188</b>	<b>4 483 217</b>	<b>4 395 749</b>	<b>4 008 558</b>	<b>-8,8%</b>
<b>Volume prélevé par ressource (m3)</b>						
Forage F0 de BEAUVAIS	863 336	800 175	704 582	652 619	443 469	-32,0%
Forage F1 de BEAUVAIS	731 012	602 501	678 926	656 100	526 940	-19,7%
Forage F2BIS de BEAUVAIS	618 920	672 092	622 203	642 194	609 121	-5,2%
Forage F3 de BEAUVAIS	708 700	654 950	512 612	470 698	427 105	-9,3%
Forage F4 de BEAUVAIS	284 401	538 082	642 223	640 734	608 218	-5,1%
Source FRIANCOURT de BEAUVAIS	1 392 414	1 268 388	1 322 671	1 333 404	1 393 705	4,5%
<b>Volume prélevé par nature d'eau (m3)</b>						
Eau souterraine non influencée	4 598 783	4 536 188	4 483 217	4 395 749	4 008 558	-8,8%

#### → Le volume produit et mis en distribution

Les volumes produit et mis en distribution prennent en compte, le cas échéant, le volume acheté et vendu à d'autres services d'eau potable :

	2016	2017	2018	2019	2020	N/N-1
<b>Volume prélevé (m3)</b>	<b>4 598 783</b>	<b>4 536 188</b>	<b>4 483 217</b>	<b>4 395 749</b>	<b>4 008 558</b>	<b>-8,8%</b>
Besoin des usines	0	0	0	0	0	0%
<b>Volume produit (m3)</b>	<b>4 598 783</b>	<b>4 536 188</b>	<b>4 483 217</b>	<b>4 395 749</b>	<b>4 008 558</b>	<b>-8,8%</b>
Volume acheté à d'autres services d'eau potable	51 289	38 264	22 617	25 227	22 162	-12,1%
Volume vendu à d'autres services d'eau potable	43 457	29 500	43 924	14 232	10 101	-29,0%
<b>Volume mis en distribution (m3)</b>	<b>4 606 615</b>	<b>4 544 952</b>	<b>4 461 910</b>	<b>4 406 744</b>	<b>4 020 619</b>	<b>-8,8%</b>

## Evolution des volumes produits et achetés à d'autres services d'eau potable



Le volume acheté à d'autres services d'eau potable est détaillé ci-après :

	2016	2017	2018	2019	2020	N/N-1
<b>Volume acheté à d'autres services d'eau potable (m3)</b>	<b>51 289</b>	<b>38 264</b>	<b>22 617</b>	<b>25 227</b>	<b>22 162</b>	<b>-12,1%</b>
SI EAU AGGLO BEAUVAISIENNE	51 289	38 264	22 617	25 227	22 162	-12,1%

### 4.2.2 L'efficacité de la distribution : le volume vendu, le volume consommé et leur évolution

#### → Le volume vendu

Le volume vendu est celui constaté sur les factures émises au cours de l'exercice. Il est égal au volume consommé autorisé augmenté du volume vendu à d'autres services d'eau potable, après déduction du volume de service du réseau, des dotations gratuites (dégrèvements pour fuites par exemple) et des éventuels forfaits de consommation.

Selon la typologie de l'arrêté du 2 mai 2007 (rapport sur le prix et la qualité du service), le volume vendu se décompose ainsi :

	2016	2017	2018	2019	2020	N/N-1
<b>Volume vendu selon le décret (m3)</b>	<b>3 899 085</b>	<b>3 844 580</b>	<b>3 964 505</b>	<b>3 691 329</b>	<b>3 597 716</b>	<b>-2,5%</b>
<b>Sous-total volume vendu aux abonnés du service</b>	<b>3 855 628</b>	<b>3 815 080</b>	<b>3 920 581</b>	<b>3 677 097</b>	<b>3 587 615</b>	<b>-2,4%</b>
domestique ou assimilé	3 174 515	3 089 687	3 365 242	3 577 582	3 527 989	-1,4%
autres que domestiques	681 113	725 393	555 339	99 515	59 626	-40,1%
<b>Volume vendu à d'autres services d'eau potable</b>	<b>43 457</b>	<b>29 500</b>	<b>43 924</b>	<b>14 232</b>	<b>10 101</b>	<b>-29,0%</b>

Le volume vendu aux autres services d'eau potable est détaillé comme suit :

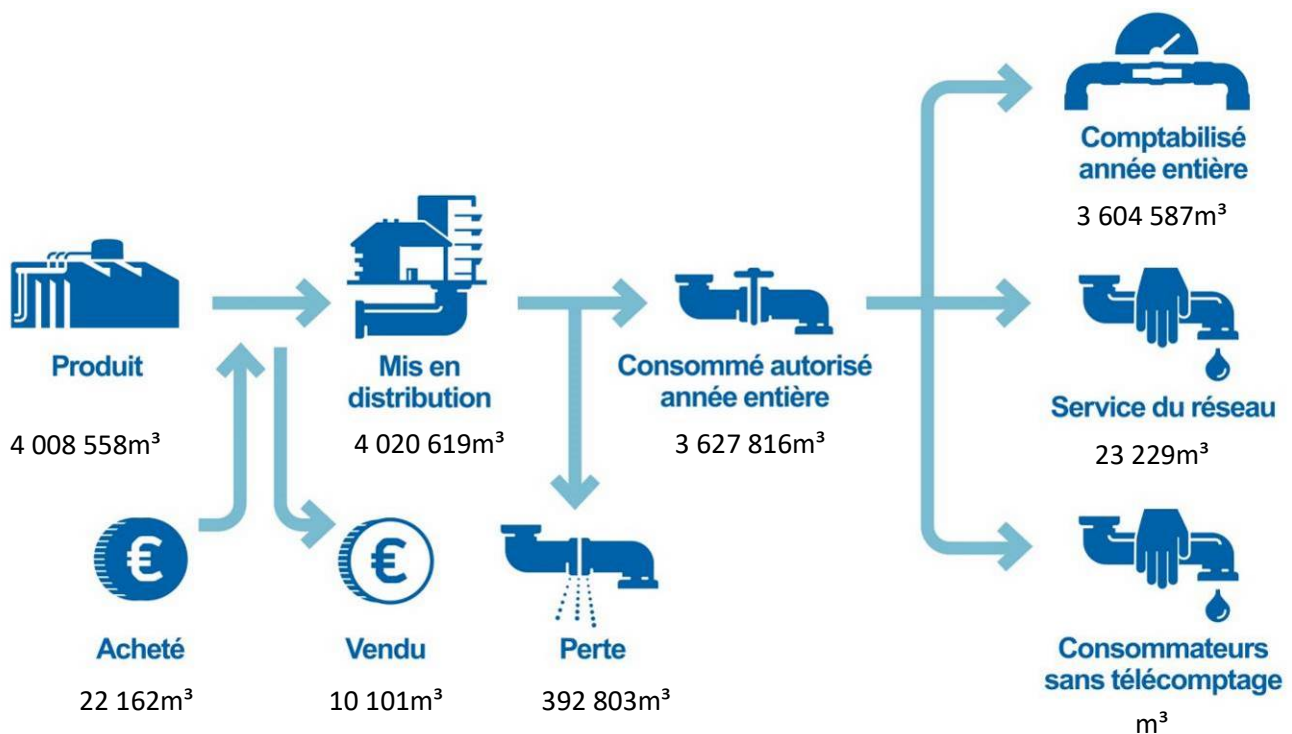
	2016	2017	2018	2019	2020	N/N-1
<b>Volume vendu à d'autres services d'eau potable (m3)</b>	<b>43 457</b>	<b>29 500</b>	<b>43 924</b>	<b>14 232</b>	<b>10 101</b>	<b>-29,0%</b>
SI EAU AGGLO BEAUVAISIENNE	43 457	29 500	43 924	14 232	10 101	-29,0%

### → Le volume consommé

Le volume consommé autorisé est la somme du volume comptabilisé (issu des campagnes de relevés de l'exercice), du volume des consommateurs sans comptage (défense incendie, arrosage public, ...) et du volume de service du réseau (purges, vidanges de biefs, nettoyage des réservoirs,...). Il est ramené à l'année entière par un calcul prorata temporis sur la part comptabilisée, en fonction du nombre de jours de consommation.

	2016	2017	2018	2019	2020	N/N-1
Volume comptabilisé hors ventes en gros (m3)	3 869 378	3 841 450	3 929 729	3 717 159	3 604 587	-3,0%
<b>Volume comptabilisé hors ventes en gros 365 jours (m3)</b>	<b>3 869 378</b>	<b>3 841 450</b>	<b>3 929 729</b>	<b>3 717 159</b>	<b>3 604 587</b>	<b>-3,0%</b>
Nombre de jours de consommation entre 2 relevés annuels	366	365	365	365	366	0,3%
Volume consommateurs sans comptage (m3)		2 512				
Volume de service du réseau (m3)	21 745	21 689	21 638	66 906	23 229	-65,3%
<b>Volume consommé autorisé (m3)</b>	<b>3 891 123</b>	<b>3 865 651</b>	<b>3 951 367</b>	<b>3 784 065</b>	<b>3 627 816</b>	<b>-4,1%</b>
<b>Volume consommé autorisé 365 jours (m3)</b>	<b>3 891 123</b>	<b>3 865 651</b>	<b>3 951 367</b>	<b>3 784 065</b>	<b>3 627 816</b>	<b>-4,1%</b>

### → Synthèse des flux de volumes



### 4.2.3 La maîtrise des pertes en eau

La maîtrise des pertes en eau est la résultante de deux principaux facteurs, à savoir, l'état du patrimoine et l'efficacité opérationnelle de l'exploitant pour détecter, localiser et réparer les fuites au plus vite.

La Loi Grenelle 2 a imposé un rendement minimum pour les réseaux de distribution d'eau potable, dont la valeur « seuil » dépend de la densité de l'habitat et de la taille du service, ainsi que de la disponibilité de la ressource en eau.

En cas de non atteinte de ce rendement minimum, la collectivité dispose d'un délai de deux ans pour élaborer un « plan d'actions » visant à maîtriser les pertes en eau et améliorer le rendement. La non-réalisation de ce plan d'actions entraîne le doublement de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau de l'Agence de l'eau.

Le tableau ci-dessous présente les principaux indicateurs de performance pour l'année 2020 qui rendent compte de la maîtrise des pertes en eau du service.

Année	Rdt (%)	Objectif Rdt Grenelle2(%)	ILP (m³/j/km)	ILVNC (m³/j/km)	ILC (m³/j/km)
2020	90,3	72,55	4,08	4,32	37,76

*Rdt (Rendement du réseau de distribution (%)) : (volume consommé autorisé année entière + volume vendu à d'autres services) / (volume produit + volume acheté à d'autres services)*

*Objectif Rdt Grenelle 2 (%) : Seuil de rendement à atteindre compte-tenu des caractéristiques du service, estimé conformément au décret du 27 janvier 2012*

*ILP (indice linéaire des pertes (m³/j/km)) : (volume mis en distribution – volume consommé autorisé année entière) / ((longueur de canalisation de distribution)/nombre de jours dans l'année)*

*ILVNC (indice linéaire des volumes non-comptés (m³/j/km)) : (volume mis en distribution – volume comptabilisé année entière) / ((longueur de canalisation de distribution)/ nombre de jours dans l'année)*

*ILC (indice linéaire de consommation (m³/j/km)) : (volume consommé autorisé année entière + volume vendu à d'autres services) / ((longueur de canalisation de distribution hors branchements)/nombre de jours dans l'année)*

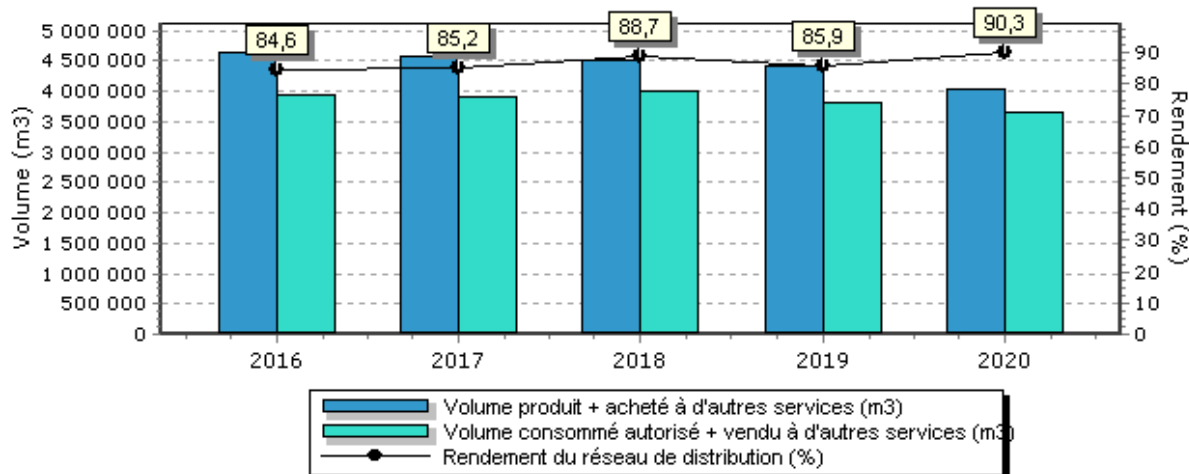
	2016	2017	2018	2019	2020	N/N-1
<b>Rendement du réseau de distribution (%) (A+B)/(C+D)</b>	<b>84,6 %</b>	<b>85,2 %</b>	<b>88,7 %</b>	<b>85,9 %</b>	<b>90,3 %</b>	<b>5,1%</b>
Volume consommé autorisé 365 jours (m3) . . . . . A	3 891 123	3 865 651	3 951 367	3 784 065	3 627 816	-4,1%
Volume vendu à d'autres services (m3) . . . . . B	43 457	29 500	43 924	14 232	10 101	-29,0%
Volume produit (m3) . . . . . C	4 598 783	4 536 188	4 483 217	4 395 749	4 008 558	-8,8%
Volume acheté à d'autres services (m3) . . . . . D	51 289	38 264	22 617	25 227	22 162	-12,1%

Selon les prestations assurées dans le cadre du contrat, certains termes de la formule peuvent être sans objet. Ils ne sont alors pas affichés dans le tableau

(A = Volume consommé autorisé 365 jours ; B = Volume vendu à d'autres services ; C = Volume produit ; D = Volume acheté à d'autres services)

Calcul effectué selon la circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008

### Evolution du rendement du réseau de distribution



Sous réserve de la confirmation qui sera émise par l'Agence de l'Eau, le rendement de réseau 2020 étant supérieur au seuil de rendement « Grenelle 2 », il n'est pas nécessaire d'établir un plan d'actions spécifique. Veolia poursuivra ses efforts pour améliorer la performance du réseau dans la continuité des actions mises en œuvre en 2020.

→ *L'indice linéaire des volumes non comptés [P105.3] et l'indice linéaire de pertes en réseau [P106.3]*

	2016	2017	2018	2019	2020
<b>Indice linéaire des volumes non comptés (m³/km/j) (A-B)/(L/1000)/365</b>	<b>7,65</b>	<b>7,32</b>	<b>5,54</b>	<b>7,18</b>	<b>4,32</b>
Volume mis en distribution (m3) . . . . . A	4 606 615	4 544 952	4 461 910	4 406 744	4 020 619
Volume comptabilisé 365 jours (m3) . . . . . B	3 869 378	3 841 450	3 929 729	3 717 159	3 604 587
Longueur de canalisation de distribution (ml) . . . . . L	263 361	263 411	263 390	263 178	263 205

	2016	2017	2018	2019	2020
<b>Indice linéaire de pertes en réseau (m³/km/j) (A-B)/(L/1000)/365</b>	<b>7,42</b>	<b>7,07</b>	<b>5,31</b>	<b>6,48</b>	<b>4,08</b>
Volume mis en distribution (m3) . . . . . A	4 606 615	4 544 952	4 461 910	4 406 744	4 020 619
Volume consommé autorisé 365 jours (m3) . . . . . B	3 891 123	3 865 651	3 951 367	3 784 065	3 627 816
Longueur de canalisation de distribution (ml) . . . . . L	263 361	263 411	263 390	263 178	263 205

## 4.3 La maintenance du patrimoine



On distingue deux types d'interventions :

- ✓ Des opérations programmées d'entretien, maintenance, réparation ou renouvellement, définies grâce à des outils d'exploitation, analysant notamment les risques de défaillance,
- ✓ Des interventions non-programmées (urgences ou crises) qui nécessitent une réactivité maximale des équipes opérationnelles grâce à des procédures d'intervention parfaitement décrites et éprouvées. Les interruptions de service restent ainsi l'exception.

La réalisation de ces interventions conduit le cas échéant à faire appel à des compétences mutualisées (régionales ou nationales) et bénéficie d'outils informatiques de maintenance et de gestion des interventions.



### *La gestion centralisée des interventions*

Le pilotage des interventions de nos techniciens est centralisé, qu'elles soient programmées ou imprévues, qu'il s'agisse de la maintenance d'un équipement, d'une intervention sur le branchement d'un abonné, d'une réparation de fuite ou encore d'un prélèvement pour analyse.

### 4.3.1 Les opérations de maintenance des installations

→ *Les installations*

Nom du réservoir	Date de nettoyage	Commentaires
RES_BEAUVAIS_BOREL	01/10/2020	
RES_BEAUVAIS_MT_CAPRON	17/09/2020	
RES_BEAUVAIS_PARC_EAUX	Le 11/03/2020 et 16/09/2020	
RES_BEAUVAIS_ST_JEAN	30/09/2020	
RES_BEAUVAIS_ZUP	08/07/2020	
RES_POUPONNIERES	-	Nettoyage non réalisé car travaux en cours
RES_PONTOISE	22/10/2020	

### 4.3.2 Les opérations de maintenance du réseau

Le SIG est un composant essentiel de la gestion du patrimoine réseau. En effet, le SIG permet l'inventaire et la localisation des canalisations et des branchements, ainsi que la connaissance des événements d'exploitation. Cette capitalisation des informations permet d'intervenir efficacement au quotidien et de construire une stratégie optimisée de l'exploitation et du renouvellement.

### 4.3.3 Les recherches de fuites

Le nombre de fuites décelées et réparées figure au tableau suivant :

	2016	2017	2018	2019	2020	N/N-1
Nombre de fuites sur canalisations	31	19	10	26	27	3,8%
Nombre de fuites par km de canalisations	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0%
Nombre de fuites sur branchement	80	56	66	66	60	-9,1%
Nombre de fuites pour 100 branchements	0,6	0,4	0,5	0,5	0,5	0,0%
Nombre de fuites sur compteur	83	86	66	1	3	200,0%
Nombre de fuites sur équipement	0	0	0	0	0	0%
Nombre de fuites sur autre support	0	0	0	0	0	0%
Nombre de fuites réparées	194	161	142	93	90	-3,2%
Linéaire soumis à recherche de fuites	132 080	111 844	136 712	17 504	68 759	292,8%

## 4.4 L'efficacité environnementale

### 4.4.1 La protection des ressources en eau



La mise en place de périmètres de protection et leur surveillance est indispensable à la préservation de la ressource en eau aussi bien pour les installations gérées en propre que pour les achats d'eau. Le périmètre de protection est un des principaux moyens pour éviter la dégradation de la ressource par des pollutions accidentelles ou diffuses. L'indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource du service **[P108.3]** permet d'évaluer ce processus.

	2016	2017	2018	2019	2020
<b>Indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource</b>	<b>80 %</b>	<b>80 %</b>	<b>80 %</b>	<b>80 %</b>	<b>80 %</b>

Pour chaque installation de production, cet indice se décompose de la façon suivante :

<b>Indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource par installation de production</b>	2016	2017	2018	2019	2020
Forage F0 de BEAUVAIS	80 %	80 %	80 %	80 %	80 %
Forage F1 de BEAUVAIS	80 %	80 %	80 %	80 %	80 %
Forage F2BIS de BEAUVAIS	80 %	80 %	80 %	80 %	80 %
Forage F3 de BEAUVAIS	80 %	80 %	80 %	80 %	80 %
Forage F4 de BEAUVAIS	80 %	80 %	80 %	80 %	80 %
Source FRIANCOURT de BEAUVAIS	80 %	80 %	80 %	80 %	80 %

### 4.4.2 Le bilan énergétique du patrimoine



Un management de la performance énergétique des installations est mis en œuvre. La performance énergétique des équipements est prise en compte dans leur renouvellement. Cela contribue ainsi à la réduction des consommations d'énergie et à la limitation des émissions de gaz à effet de serre.

	2016	2017	2018	2019	2020	N/N-1
<b>Energie relevée consommée (kWh)</b>	<b>1 835 414</b>	<b>1 882 482</b>	<b>1 996 831</b>	<b>1 816 464</b>	<b>2 421 007</b>	<b>33,3%</b>
Installation de reprise	1 157 125	1 183 273	1 277 721	1 173 686	1 625 187	38,5%
Installation de production	678 289	699 209	719 110	642 778	553 194	-13,9%
Réservoir ou château d'eau	0		0	0	242 626	100%

Le tableau détaillé du Bilan énergétique du patrimoine se trouve en annexe.

### 4.4.3 La consommation de réactifs

Selon les cas, le choix du réactif est établi de façon à optimiser le traitement :

- ✓ assurer une eau de qualité conforme aux normes de potabilité,
- ✓ réduire les quantités de réactifs à utiliser.



#### 4.4.4 La valorisation des sous-produits

##### → *La valorisation des déchets liés au service*



RESPONSABILITÉ

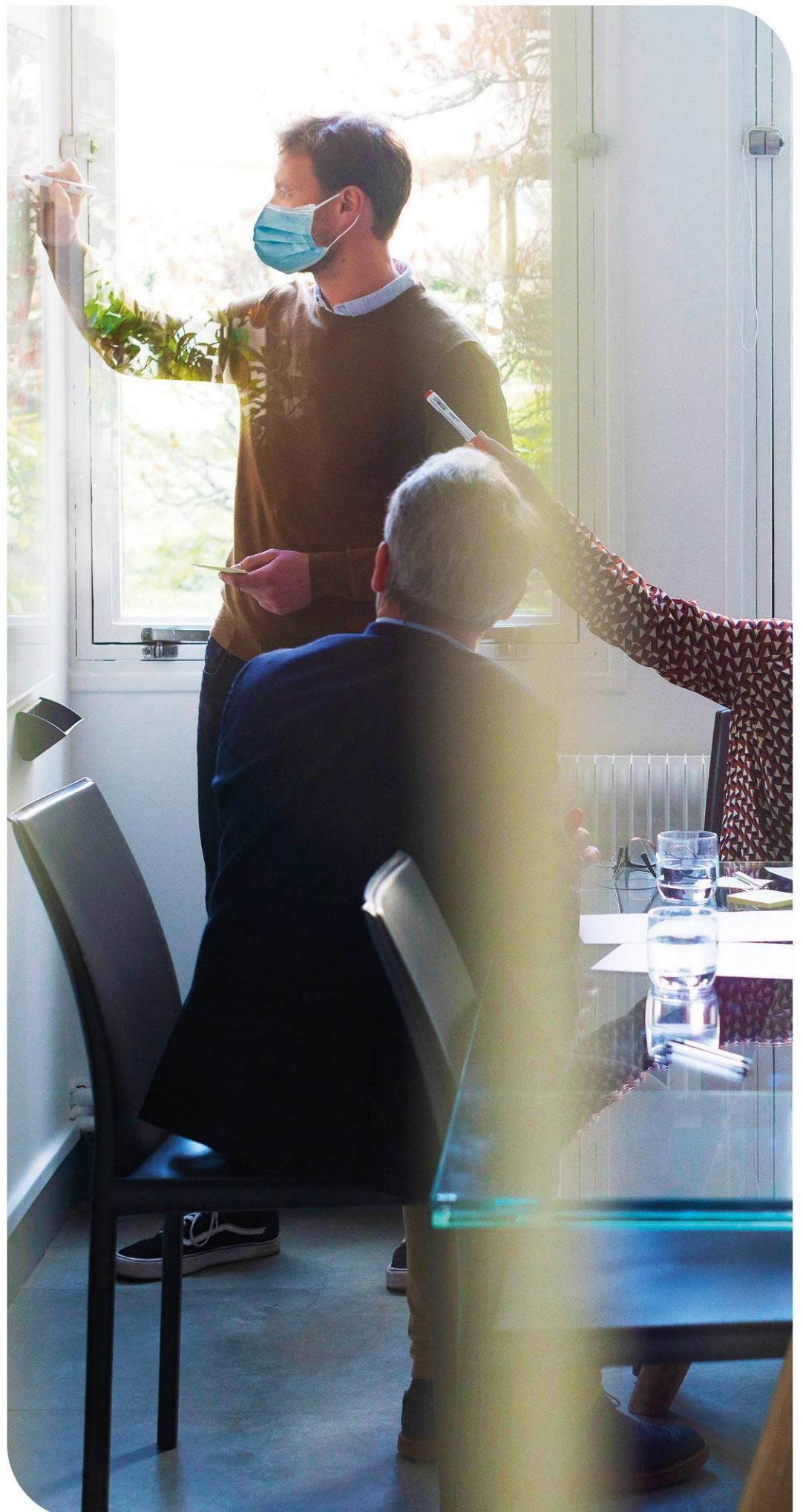
Les déchets liés à l'activité du service sont gérés suivant des filières respectueuses de l'environnement. Le recyclage des matériaux est privilégié.

L'engagement de responsabilité environnementale permet à Veolia de développer des bonnes pratiques en termes de gestion des déchets. Ainsi, de plus en plus, les équipes opérationnelles trient à la source les huiles, graisses et absorbants (matières souillées par des solvants, des huiles...), les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), les déchets d'activité réseau, les déchets métalliques, les emballages (carton, bois, polystyrène...), les déchets de laboratoire (verrerie, sous-produits d'analyses) et les déchets de bureaux (papier, plastique, verre, piles, cartouches d'imprimantes...).

La collecte sélective de chaque catégorie de produits est mise en place sur certains lieux de leur production (usines, ateliers, bureaux, chantiers...). Ils sont alors évacués dans des filières de valorisation agréées.

# 5.

## RAPPORT FINANCIER DU SERVICE



Ce chapitre présente le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE). Il fait également le point sur la situation des biens, les programmes d'investissement et de renouvellement, ainsi que les engagements du délégataire à incidence financière.

## 5.1 Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE)

Le présent chapitre est présenté conformément aux dispositions du décret 2016-86 du 1<sup>er</sup> février 2016.

### → *Le CARE*

Le compte annuel et l'état détaillé des produits figurent ci-après. Les modalités retenues pour la détermination des produits et charges et l'avis des Commissaires aux Comptes sont présentés en annexe du présent rapport « Annexes financières ».

Les données ci-dessous sont en Euros.

**Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation**  
**Année 2020**  
 (en application du décret du 14 mars 2005)

Collectivité: Q3800 - BEAUVAIS

Eau

LIBELLE	2019	2020	Ecart %
<b>PRODUITS</b>	<b>4 946 950</b>	<b>4 800 173</b>	<b>-2.97 %</b>
Exploitation du service	2 619 714	2 556 942	
Collectivités et autres organismes publics	1 966 313	2 008 569	
Travaux attribués à titre exclusif	55 258	25 681	
Produits accessoires	305 666	208 981	
<b>CHARGES</b>	<b>4 405 055</b>	<b>5 023 449</b>	<b>14.04 %</b>
Personnel	672 750	714 503	
Energie électrique	195 949	153 218	
Combustibles	8 386	4 947	
Produits de traitement	13 539	11 833	
Analyses	11 370	15 590	
Sous-traitance, matières et fournitures	676 908	1 089 372	
Impôts locaux et taxes	27 935	26 692	
Autres dépenses d'exploitation	92 770	282 079	
<i>télécommunications, poste et telegestion</i>	<i>21 640</i>	<i>24 545</i>	
<i>engins et véhicules</i>	<i>114 487</i>	<i>166 305</i>	
<i>informatique</i>	<i>86 232</i>	<i>88 235</i>	
<i>assurances</i>	<i>30 011</i>	<i>29 329</i>	
<i>locaux</i>	<i>83 240</i>	<i>79 168</i>	
<i>autres</i>	<i>- 242 839</i>	<i>- 105 503</i>	
Contribution des services centraux et recherche	202 817	179 053	
Collectivités et autres organismes publics	1 966 313	2 008 569	
Charges relatives aux renouvellements	257 852	261 220	
<i>fonds contractuel ( renouvellements )</i>	<i>257 852</i>	<i>261 220</i>	
Charges relatives aux investissements	39 347	51 720	
<i>programme contractuel ( investissements )</i>	<i>39 347</i>	<i>51 720</i>	
Charges relatives aux compteurs du domaine privé	180 775	181 314	
Pertes sur créances irrécouvrables-Contentieux recouvrement	58 344	43 339	
<b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>	<b>541 897</b>	<b>- 223 276</b>	<b>NS</b>
Impôt sur les sociétés (calcul normatif)	180 612	0	
<b>RESULTAT</b>	<b>361 284</b>	<b>- 223 277</b>	<b>NS</b>

Conforme à la circulaire FP2E de janvier 2006

3/16/2021

→ **L'état détaillé des produits**

L'état suivant détaille les produits figurant sur la première ligne du CARE :

Les données ci-dessous sont en Euros.

**Etat détaillé des produits (1)**  
**Année 2020**

Collectivité: Q3800 - BEAUVAIS

Eau

LIBELLE	2019	2020	Ecart %
Recettes liées à la facturation du service	2 475 905	2 412 483	-2.56 %
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	2 434 644	2 439 817	
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	41 261	- 27 333	
Autres recettes liées à l'exploitation du service	143 809	144 458	0.45 %
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	143 809	144 458	
<b>Exploitation du service</b>	<b>2 619 714</b>	<b>2 556 942</b>	<b>-2.40 %</b>
Produits : part de la collectivité contractante	1 100 427	1 076 050	-2.22 %
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	1 079 942	1 098 879	
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	20 485	- 22 829	
Redevance prélèvement (Agence de l'Eau)	358 189	299 673	-16.34 %
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	352 124	322 596	
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	6 064	- 22 924	
Redevance de lutte contre la pollution (Agence de l'Eau)	507 574	635 263	25.16 %
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	621 337	647 217	
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	- 113 763	- 11 954	
Redevance Modernisation réseau	124	- 2 417	NS
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	124	- 2 417	
<b>Collectivités et autres organismes publics</b>	<b>1 966 313</b>	<b>2 008 569</b>	<b>2.15 %</b>
<b>Produits des travaux attribués à titre exclusif</b>	<b>55 258</b>	<b>25 681</b>	<b>NS</b>
<b>Produits accessoires</b>	<b>305 666</b>	<b>208 981</b>	<b>-31.63 %</b>

(1) Cette page contient le détail de la première ligne du CARE (produits hors TVA).

3/16/21

Compte tenu des arrondis effectués pour présenter la valeur sans décimale, le total des produits ci-dessus peut être différent à quelques euros près du total des produits inscrits sur le compte annuel de résultat de l'exploitation.

## 5.2 Situation des biens

### → *Variation du patrimoine immobilier*

Cet état retrace les opérations d'acquisition, de cession ou de restructuration d'ouvrages financées par le délégataire, qu'il s'agisse de biens du domaine concédé ou de biens de reprise.

### → *Inventaire des biens*

L'inventaire au 31 décembre de l'exercice est établi selon les préconisations de la FP2E. Les biens désignés comme biens de retour ou biens de reprise sont ceux expressément désignés comme tels au contrat, conformément au décret 2016-86 du 1er février 2016. S'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire.

### → *Situation des biens*

La situation des biens est consultable aux chapitres 3.1 et 3.2.

Par ce compte rendu, Veolia présente une vue d'ensemble de la situation du patrimoine du service délégué, à partir des constats effectués au quotidien (interventions, inspections, auto-surveillance, astreinte,...) et d'une analyse des faits marquants, des études disponibles et d'autres informations le cas échéant.

Ce compte rendu permet ainsi à la Collectivité, par une connaissance précise des éventuels problèmes, de leur probable évolution et des solutions possibles, de mieux programmer ses investissements.

Les biens dont l'état ou le fonctionnement sont satisfaisants, ou pour lesquels Veolia n'a pas décelé d'indice négatif, et qui à ce titre n'appellent pas ici de commentaire particulier, ne figurent pas dans ce compte rendu.

## 5.3 Les investissements et le renouvellement

Les états présentés permettent de tracer, selon le format prévu au contrat, la réalisation des programmes d'investissement et/ou de renouvellement à la charge du délégataire, et d'assurer le suivi des fonds contractuels d'investissement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

### → Programme contractuel d'investissement

Installations électromécaniques	Montant en €
<b>DIVERS</b>	
<b>GESTION PATRIMONIALE</b>	
MOSARE 2020	10 070,98
<b>PUISAGE</b>	
BORNE MONEQUA	37 670,30
DETECTEUR PRISE D'EAU	7 130,02

### → Programme contractuel de renouvellement

#### → Les autres dépenses de renouvellement

Les états présentés dans cette section permettent de suivre les dépenses réalisées dans le cadre d'une obligation en garantie pour la continuité du service ou d'un fonds contractuel de renouvellement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

#### Dépenses relevant d'une garantie pour la continuité du service :

Cet état fournit, sous la forme préconisée par la FP2E, les dépenses de renouvellement réalisées au cours de l'exercice dans le cadre d'une obligation en garantie pour la continuité du service.

#### Dépenses relevant d'un fonds de renouvellement :

Un fonds de renouvellement a été défini au contrat. Les dépenses et la situation du fonds relatif à l'exercice sont résumées dans les tableaux suivants :

	2016	2017	2018	2019	2020
<b>Solde à fin de l'exercice (€)</b>				<b>-575 955,27</b>	<b>-558 794,72</b>
Dotations de l'exercice					263 898,60
Dépense de l'exercice					246 738,05

## 5.4 Les engagements à incidence financière

Ce chapitre a pour objectif de présenter les engagements liés à l'exécution du service public et qui, à ce titre, peuvent entraîner des obligations financières entre Veolia, actuel délégataire de service, et toute entité (publique ou privée) qui pourrait être amenée à reprendre à l'issue du contrat l'exécution du service. Ce chapitre constitue pour les élus un élément de transparence et de prévision.

Conformément aux préconisations de l'Ordre des Experts Comptables, ce chapitre ne présente que les « engagements significatifs, sortant de l'ordinaire, nécessaires à la continuité du service, existant à la fin de la période objet du rapport, et qui à la fois devraient se continuer au-delà du terme normal de la convention de délégation et être repris par l'exploitant futur ».

Afin de rester simples, les informations fournies ont une nature qualitative. A la demande de la Collectivité, et en particulier avant la fin du contrat, Veolia pourra détailler ces éléments.

### 5.4.1 Flux financiers de fin de contrat

Les flux financiers de fin de contrat doivent être anticipés dans les charges qui s'appliqueront immédiatement à tout nouvel exploitant du service. Sur la base de ces informations, il est de la responsabilité de la Collectivité, en qualité d'entité organisatrice du service, d'assurer la bonne prise en compte de ces contraintes dans son cahier des charges.

#### → Régularisations de TVA

Si Veolia a assuré pour le compte de la Collectivité la récupération de la TVA au titre des immobilisations (investissements) mises à disposition<sup>1</sup>, deux cas se présentent :

- ✓ Le nouvel exploitant est assujéti à la TVA<sup>2</sup> : aucun flux financier n'est nécessaire. Une simple déclaration des montants des immobilisations, dont la mise à disposition est transférée, doit être adressée aux Services de l'Etat.
- ✓ Le nouvel exploitant n'est pas assujéti à la TVA : l'administration fiscale peut être amenée à réclamer à Veolia la part de TVA non amortie sur les immobilisations transférées. Dans ce cas, le repreneur doit s'acquitter auprès de Veolia du montant dû à l'Administration Fiscale pour les immobilisations transférées, et simultanément faire valoir ses droits auprès du Fonds de Compensation de la TVA. Le cahier des charges doit donc imposer au nouvel exploitant de disposer des sommes nécessaires à ce remboursement.

#### → Biens de retour

Les biens de retour (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) sont remis gratuitement à la Collectivité à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat.

#### → Biens de reprise

Les biens de reprise (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) seront remis au nouvel exploitant, si celui-ci le souhaite, à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat. Ces biens doivent généralement être achetés par le nouvel exploitant.

#### → Autres biens ou prestations

Hormis les biens de retour et les biens de reprise prévus au contrat, Veolia utilise, dans le cadre de sa liberté de gestion, certains biens et prestations. Le cas échéant, sur demande de la Collectivité et selon des

<sup>1</sup> art. 210 de l'annexe II du Code Général des Impôts

<sup>2</sup> Conformément au principe posé par le nouvel article 257 bis du Code Général des Impôts précisé par l'instruction 3 A 6 36 parue au BOI N°50 du 20 Mars 2006 repris dans le BOFiP (BOI-TVA-CHAMP-10-10-50-10)



conditions à déterminer, les parties pourront convenir de leur mise à disposition auprès du nouvel exploitant.

#### → **Consommations non relevées et recouvrement des sommes dues au délégataire à la fin du contrat**

Les sommes correspondantes au service exécuté jusqu'à la fin du contrat sont dues au délégataire sortant. Il y a lieu de définir avec la Collectivité les modalités de facturation (relevé spécifique, prorata temporis) et de recouvrement des sommes dues qui s'imposeront au nouvel exploitant, ainsi que les modalités de reversement des surtaxes correspondantes.

#### **5.4.2 Dispositions applicables au personnel**

Les dispositions applicables au personnel du délégataire sortant s'apprécient dans le contexte de la période de fin de contrat. Les engagements qui en découlent pour le nouvel exploitant ne peuvent pas faire ici l'objet d'une présentation totalement exhaustive, pour deux motifs principaux :

- ✓ ils évoluent au fil du temps, au gré des évolutions de carrière, des aléas de la vie privée des agents et des choix d'organisation du délégataire,
- ✓ ils sont soumis à des impératifs de protection des données personnelles.

Veolia propose de rencontrer la Collectivité sur ce sujet pour inventorier les contraintes qui s'appliqueront en fin de contrat.

#### → **Dispositions conventionnelles applicables aux salariés de Veolia**

Les salariés de Veolia bénéficient :

- ✓ des dispositions de la Convention Collective Nationale des Entreprises des Services d'Eau et d'Assainissement du 12 avril 2000 ;
- ✓ des dispositions de l'accord interentreprises de l'Unité Economique et Sociale " Veolia - Générale des Eaux " du 12 novembre 2008 qui a pris effet au 1<sup>er</sup> janvier 2009, d'accords conclus dans le cadre de cette Unité Economique et Sociale et qui concernent notamment : l'intéressement et la participation, le temps de travail des cadres, la protection sociale (retraite, prévoyance, handicap, formation) et d'accords d'établissement, usages et engagements unilatéraux.

#### → **Protection des salariés et de l'emploi en fin de contrat**

Des dispositions légales assurent la protection de l'emploi et des salariés à l'occasion de la fin d'un contrat, lorsque le service est susceptible de changer d'exploitant, que le futur exploitant ait un statut public ou privé. A défaut, il est de la responsabilité de la Collectivité de prévoir les mesures appropriées.

Lorsque l'entité sortante constitue une entité économique autonome, c'est-à-dire comprend des moyens corporels (matériel, outillage, marchandises, bâtiments, ateliers, terrains, équipements), des éléments incorporels (clientèle, droit au bail, etc.) et du personnel affecté, le tout organisé pour une mission identifiée, l'ensemble des salariés qui y sont affectés sont automatiquement transférés au nouvel exploitant, qu'il soit public ou privé (art. L 1224-1 du Code du Travail).

Dans cette hypothèse, Veolia transmettra à la Collectivité, à la fin du contrat, la liste des salariés affectés au contrat ainsi que les éléments d'information les concernant (en particulier masse salariale correspondante).

Le statut applicable à ces salariés au moment du transfert et pendant les trois mois suivants est celui en vigueur chez Veolia. Au-delà de ces trois mois, le statut Veolia est soit maintenu pendant une période de douze mois maximum, avec maintien des avantages individuels acquis au-delà de ces douze mois, soit aménagé au statut du nouvel exploitant.

Lorsque l'entité sortante ne constitue pas une entité économique autonome mais que le nouvel exploitant entre dans le champ d'application de la Convention collective Nationale des entreprises d'eau et

d'assainissement d'avril 2000, l'application des articles 2.5.2 ou 2.5.4 de cette Convention s'impose tant au précédent délégataire qu'au nouvel exploitant avant la fin de la période de 12 mois.

A défaut d'application des dispositions précitées, seule la Collectivité peut prévoir les modalités permettant la sauvegarde des emplois correspondant au service concerné par le contrat de délégation qui s'achève. Veolia se tient à la disposition de la Collectivité pour fournir en amont les informations nécessaires à l'anticipation de cette question.

En tout état de cause, d'un point de vue général, afin de clarifier les dispositions applicables et de protéger l'emploi, nous proposons de préciser avec la Collectivité avant la fin du contrat, le cadre dans lequel sera géré le statut des salariés et la protection de l'emploi à la fin du contrat. Il est utile que ce cadre soit précisé dans le cahier des charges du nouvel exploitant.

La liste nominative des agents<sup>3</sup> affectés au contrat peut varier en cours de contrat, par l'effet normal de la vie dans l'entreprise : mutations, départs et embauches, changements d'organisation, mais aussi par suite d'événements de la vie personnelle des salariés. Ainsi, la liste nominative définitive ne pourra être constituée qu'au cours des dernières semaines d'exécution du contrat.

### → *Comptes entre employeurs successifs*

Les dispositions à prendre entre employeurs successifs concernant le personnel transféré sont les suivantes :

- ✓ de manière générale, dispositions identiques à celles appliquées en début du contrat,
- ✓ concernant les salaires et notamment salaires différés : chaque employeur supporte les charges afférentes aux salaires (et les charges sociales ou fiscales directes ou indirectes y afférant) rattachables à la période effective d'activité dont il a bénéficié ; le calcul est fait sur la base du salaire de référence ayant déterminé le montant de la charge mais plafonné à celui applicable au jour de transfert : ce compte déterminera notamment les prorata 13<sup>ème</sup> mois, de primes annuelles, de congés payés, décomptes des heures supplémentaires ou repos compensateurs,....,
- ✓ concernant les autres rémunérations : pas de comptes à établir au titre des rémunérations différées dont les droits ne sont exigibles qu'en cas de survenance d'un événement ultérieur non encore intervenu : indemnité de départ à la retraite, droits à des retraites d'entreprises à prestations définies, médailles du travail,...

---

<sup>3</sup> Certaines informations utiles ont un caractère confidentiel et n'ont pas à figurer dans le rapport annuel qui est un document public. Elles pourront être fournies, dans le respect des droits des personnes intéressées, séparément à l'autorité délégante, sur sa demande justifiée par la préparation de la fin de contrat.

# 6.

## ANNEXES



## 6.1 La facture 120 m<sup>3</sup>

Facture annuelle type complète, eau et assainissement, toutes taxes et redevances comprises pour un client ayant consommé 120 m<sup>3</sup> et doté d'un compteur de 15 mm de diamètre (dans le cas où il existe différentes tranches tarifaires entre 0 et 120 m<sup>3</sup>, les prix unitaires affichés ci-après sont des prix moyens pour une consommation de 120 m<sup>3</sup>).

BEAUVAIS	m <sup>3</sup>	Prix au 01/01/2021	Montant au 01/01/2020	Montant au 01/01/2021	N/N-1
<b>Production et distribution de l'eau</b>			<b>129,46</b>	<b>128,70</b>	<b>-0,59%</b>
<b>Part délégataire</b>			<b>81,37</b>	<b>82,56</b>	<b>1,46%</b>
Abonnement			27,94	28,36	1,50%
Consommation	120	0,4517	53,43	54,20	1,44%
<b>Part communale</b>			<b>36,40</b>	<b>36,40</b>	<b>0,00%</b>
Consommation	120	0,3033	36,40	36,40	0,00%
<b>Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)</b>	<b>120</b>	<b>0,0812</b>	<b>11,69</b>	<b>9,74</b>	<b>-16,68%</b>
<b>Collecte et dépollution des eaux usées</b>			<b>196,18</b>	<b>199,78</b>	<b>1,84%</b>
<b>Part communale</b>			<b>188,38</b>	<b>188,38</b>	<b>0,00%</b>
Consommation	120	1,5698	188,38	188,38	0,00%
<b>Part communautaire</b>			<b>7,80</b>	<b>11,40</b>	<b>46,15%</b>
Abonnement			7,80	11,40	46,15%
<b>Organismes publics et TVA</b>			<b>79,01</b>	<b>79,33</b>	<b>0,41%</b>
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120	0,2200	26,40	26,40	0,00%
Modernisation du réseau de collecte	120	0,1850	22,20	22,20	0,00%
TVA			30,41	30,73	1,05%
<b>TOTAL € TTC</b>			<b>404,65</b>	<b>407,81</b>	<b>0,78%</b>

## 6.2 Attestations d'assurances

Dans le cadre de ses obligations contractuelles, Veolia a souscrit aux polices d'assurance suivantes :

- Assurance de responsabilité civile : cette assurance couvre Veolia des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, quel qu'en soit le fondement juridique, que Veolia est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers à raison des dommages corporels, matériels et immatériels qui trouvent leur origine dans l'exécution de ses obligations.

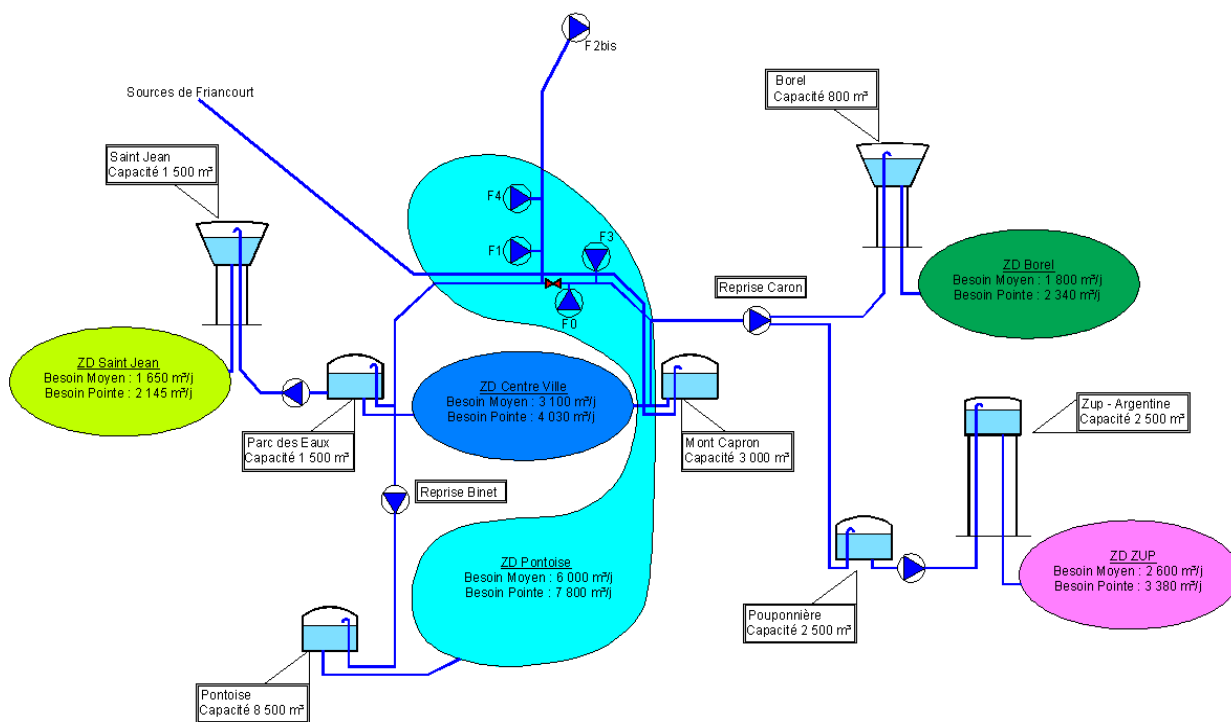
- Assurance de dommages aux biens : cette assurance est souscrite par Veolia pour son propre compte. Elle a pour objet de garantir les biens affermés contre les dommages résultant de l'exploitation du service.

L'ensemble de ces attestations d'assurance est disponible sur simple demande de la Collectivité.

## 6.3 Les données consommateurs par commune

	2016	2017	2018	2019	2020	N/N-1
<b>BEAUVAIS</b>						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	56 772	56 284	56 425	57 548	57 582	0,1%
Nombre d'abonnés (clients)	26 880	27 092	26 988	27 184	27 007	-0,7%
Volume vendu (m3)	3 855 628	3 815 080	3 920 581	3 677 097	3 587 615	-2,4%

## 6.4 Le synoptique du réseau



## 6.5 La qualité de l'eau

### 6.5.1 La ressource

Le tableau suivant présente le nombre de résultats d'analyses obtenus sur l'ensemble des ressources du service :

	Contrôle sanitaire		Surveillance par le délégataire	
	Nb total de résultats d'analyses	Nb de résultats d'analyses conformes	Nb total de résultats d'analyses	Nb de résultats d'analyses conformes
Microbiologique	12	12	78	78
Physico-chimique	3157	3157	3	3

Détail des non-conformités sur la ressource :

Tous les résultats sont conformes.

### 6.5.2 L'eau produite et distribuée

La qualité de l'eau produite et distribuée est évaluée au regard des limites de qualité et des références de qualité définies par la réglementation :

- ✓ les limites de qualité visent les paramètres susceptibles de générer des risques immédiats ou à plus long terme pour la santé du consommateur,
- ✓ les références de qualité sont des valeurs indicatives établies à des fins de suivi des installations de production et de distribution d'eau potable. Un dépassement ne traduit pas forcément un risque sanitaire pour le consommateur mais implique la mise en œuvre d'actions correctives.

#### → Conformité des prélèvements

Tableaux synthétiques de la conformité des prélèvements aux limites de qualité :

Limite de qualité	Contrôle Sanitaire		Surveillance du Délégataire		Contrôle sanitaire et surveillance du délégataire	
	Nb PLV total	Nb PLV conformes	Nb PLV total	Nb PLV conformes	Nb PLV total	Nb PLV conformes
Microbiologique	87	86	72	71	159	157
Physico-chimie	96	95	0	0	96	95

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.



	Taux de conformité Contrôle Sanitaire	Taux de conformité Surveillance du Délégué	Taux de conformité Contrôle Sanitaire et Surveillance du Délégué
Microbiologique	98,9 %	98,6 %	98,7 %
Physico-chimie	99,0 %	%	99,0 %

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

### → Conformité des paramètres analytiques

Le tableau suivant présente en détail les résultats d'analyses et leur conformité en distinguant les paramètres soumis à limite de qualité des paramètres soumis à une référence de qualité<sup>4</sup> :

	Contrôle sanitaire		Surveillance par le délégué	
	Nb total de résultats d'analyses	Conformité aux limites / Respect des Références	Nb total de résultats d'analyses	Conformité aux limites / Respect des Références
<b>Paramètres soumis à Limite de Qualité</b>				
Microbiologique	176	174	144	142
Physico-chimique	636	635		
<b>Paramètres soumis à Référence de Qualité</b>				
Microbiologique	293	290	288	287
Physico-chimique	871	870	86	86
<b>Autres paramètres analysés</b>				
Microbiologique				
Physico-chimique	610			

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

### 6.5.3 Nombre de résultats et conformité des analyses sur l'eau produite et distribuée par entités réseau

<sup>4</sup> Attention, tous les paramètres analysés ne sont pas forcément soumis à limite ou à référence de qualité.

PC - 001-FOR F0

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
E.Coli /100ml	0		0	1	n/100ml	<= 20000
Entérocoques fécaux	0		0	1	n/100ml	<= 10000
Pentachlorobenzène	0	0	0	1	µg/l	
Carbonates	0	0	0	1	mg/l CO3	
CO2 agressif	11.6	11.6	11.6	1	mg/l	
CO2 libre	43.5	43.5	43.5	1	mg/l CO2	
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	2		2	1	Qualitatif	
Hydrogénocarbonates	343	343	343	1	mg/l	
pH à température de l'eau	7.1	7.1	7.1	1	Unité pH	
pH d'équilibre (à T pH insitu)	7.23	7.23	7.23	1	Unité pH	
pH mesuré au labo	7.3	7.3	7.3	1	Unité pH	
Titre Alcalimétrique	0	0	0	1	°F	
Titre Alcalimétrique Complet	28.1	28.1	28.1	1	°F	
Titre Hydrotimétrique	32	32	32	1	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Turbidité	0	0	0	1	NFU	
Biphényle	0	0	0	1	µg/l	
Température de l'eau	12	12	12	1	°C	<= 25
Température de mesure du pH	12	17	22	2	°C	
Fer dissous	0	0	0	1	µg/l	
Manganèse total	0	0	0	1	µg/l	
Calcium	123	123	123	1	mg/l	
Chlorures	18.9	18.9	18.9	1	mg/l	<= 200
Conductivité à 25°C	650	650	650	1	µS/cm	
Magnésium	4.8	4.8	4.8	1	mg/l	
Potassium	2.1	2.1	2.1	1	mg/l	
Silicates (en mg/l de SiO2)	11.8	11.8	11.8	1	mg/l	
Sodium	9.3	9.3	9.3	1	mg/l	<= 200
Sulfates	11.2	11.2	11.2	1	mg/l	<= 250
Carbone Organique Total	0.5	0.5	0.5	1	mg/l C	<= 10
Oxygène dissous	7	7	7	1	mg/l	
Déséthylatrazine	0.047	0.047	0.047	1	µg/l	<= 2
Ammonium	0	0	0	1	mg/l	<= 4
Nitrates	31.3	31.3	31.3	1	mg/l	<= 100
Nitrites	0	0	0	1	mg/l	
Antimoine	0	0	0	1	µg/l	
Arsenic	0	0	0	1	µg/l	<= 100
Bore	0	0	0	1	µg/l	
Cadmium	0	0	0	1	µg/l	<= 5
Fluorures	114	114	114	1	µg/l	
Nickel	0.8	0.8	0.8	1	µg/l	
Sélénium	0.6	0.6	0.6	1	µg/l	<= 10
Hexachlorobutadiène	0	0	0	1	µg/l	<= 2

Pesticides totaux	0.064	0.064	0.064	1	µg/l	<= 5
Phosphate de tributyle	0	0	0	1	µg/l	<= 2
Atrazine	0.017	0.017	0.017	1	µg/l	<= 2
Total Atrazine et Métabolites	0.064	0.064	0.064	1	µg/l	<= 5

PC - 002-FOR F1

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
E.Coli /100ml	0		0	1	n/100ml	<= 20000
Entérocoques fécaux	0		0	1	n/100ml	<= 10000
Pentachlorobenzène	0	0	0	1	µg/l	
Carbonates	0	0	0	1	mg/l CO3	
CO2 agressif	12.9	12.9	12.9	1	mg/l	
CO2 libre	43	43	43	1	mg/l CO2	
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	2		2	1	Qualitatif	
Hydrogénocarbonates	342	342	342	1	mg/l	
pH à température de l'eau	7.1	7.1	7.1	1	Unité pH	
pH d'équilibre (à T pH insitu)	7.25	7.25	7.25	1	Unité pH	
pH mesuré au labo	7.2	7.2	7.2	1	Unité pH	
Titre Alcalimétrique	0	0	0	1	°F	
Titre Alcalimétrique Complet	28	28	28	1	°F	
Titre Hydrotimétrique	31.4	31.4	31.4	1	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Turbidité	0	0	0	1	NFU	
Biphényle	0	0	0	1	µg/l	
Température de l'eau	12	12	12	1	°C	<= 25
Température de mesure du pH	11.8	17.65	23.5	2	°C	
Fer dissous	0	0	0	1	µg/l	
Manganèse total	0	0	0	1	µg/l	
Calcium	115	115	115	1	mg/l	
Chlorures	16.8	16.8	16.8	1	mg/l	<= 200
Conductivité à 25°C	610	610	610	1	µS/cm	
Magnésium	5	5	5	1	mg/l	
Potassium	1.3	1.3	1.3	1	mg/l	
Silicates (en mg/l de SiO2)	12.1	12.1	12.1	1	mg/l	
Sodium	8.2	8.2	8.2	1	mg/l	<= 200
Sulfates	8.1	8.1	8.1	1	mg/l	<= 250
Carbone Organique Total	0.75	0.75	0.75	1	mg/l C	<= 10
Oxygène dissous	4.2	4.2	4.2	1	mg/l	
Déséthylatrazine	0.026	0.026	0.026	1	µg/l	<= 2
Ammonium	0	0	0	1	mg/l	<= 4
Nitrates	18.8	18.8	18.8	1	mg/l	<= 100
Nitrites	0	0	0	1	mg/l	
Antimoine	0	0	0	1	µg/l	
Arsenic	0	0	0	1	µg/l	<= 100
Bore	0	0	0	1	µg/l	
Cadmium	0	0	0	1	µg/l	<= 5
Fluorures	168	168	168	1	µg/l	
Nickel	0	0	0	1	µg/l	
Sélénium	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Hexachlorobutadiène	0	0	0	1	µg/l	<= 2

Pesticides totaux	0.037	0.037	0.037	1	µg/l	<= 5
Phosphate de tributyle	0	0	0	1	µg/l	<= 2
Atrazine	0.011	0.011	0.011	1	µg/l	<= 2
Total Atrazine et Métabolites	0.037	0.037	0.037	1	µg/l	<= 5

**PC - 003-FOR F2BIS**

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	6	n/100ml	
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		15	6	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		1	6	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		4	6	n/100ml	
E.Coli /100ml	0		2	7	n/100ml	<= 20000
Entérocoques fécaux	0		0	7	n/100ml	<= 10000
Pentachlorobenzène	0	0	0	1	µg/l	
Carbonates	0	0	0	1	mg/l CO3	
CO2 agressif	13.6	13.6	13.6	1	mg/l	
CO2 libre	42.3	42.3	42.3	1	mg/l CO2	
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	2		2	1	Qualitatif	
Hydrogénocarbonates	333	333	333	1	mg/l	
pH à température de l'eau	7.1	7.1	7.1	1	Unité pH	
pH d'équilibre (à T pH insitu)	7.27	7.27	7.27	1	Unité pH	
pH mesuré au labo	7.2	7.2	7.2	1	Unité pH	
Titre Alcalimétrique	0	0	0	1	°F	
Titre Alcalimétrique Complet	27.3	27.3	27.3	1	°F	
Titre Hydrotimétrique	33.6	33.6	33.6	1	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Turbidité	0	0.075	0.15	2	NFU	
Biphényle	0	0	0	1	µg/l	
Température de l'eau	11	11	11	1	°C	<= 25
Température de mesure du pH	11.3	16.25	21.2	2	°C	
Fer dissous	0	0	0	1	µg/l	
Manganèse total	0	0	0	1	µg/l	
Calcium	116	116	116	1	mg/l	
Chlorures	16	16	16	1	mg/l	<= 200
Conductivité à 25°C	625	625	625	1	µS/cm	
Magnésium	5.7	5.7	5.7	1	mg/l	
Potassium	1.6	1.6	1.6	1	mg/l	
Silicates (en mg/l de SiO2)	10.7	10.7	10.7	1	mg/l	
Sodium	8.2	8.2	8.2	1	mg/l	<= 200
Sulfates	6.7	6.7	6.7	1	mg/l	<= 250
Carbone Organique Total	0.82	0.82	0.82	1	mg/l C	<= 10
Oxygène dissous	7.5	7.5	7.5	1	mg/l	
Déséthylatrazine	0.018	0.018	0.018	1	µg/l	<= 2
Ammonium	0	0	0	1	mg/l	<= 4
Nitrates	26.4	26.4	26.4	1	mg/l	<= 100
Nitrites	0	0	0	1	mg/l	
Antimoine	0	0	0	1	µg/l	
Arsenic	0	0	0	1	µg/l	<= 100
Bore	0	0	0	1	µg/l	
Cadmium	0	0	0	1	µg/l	<= 5

Fluorures	145	145	145	1	µg/l	
Nickel	0	0	0	1	µg/l	
Sélénium	0.7	0.7	0.7	1	µg/l	<= 10
Hexachlorobutadiène	0	0	0	1	µg/l	<= 2
Pesticides totaux	0.026	0.026	0.026	1	µg/l	<= 5
Phosphate de tributyle	0	0	0	1	µg/l	<= 2
Atrazine	0.008	0.008	0.008	1	µg/l	<= 2
Total Atrazine et Métabolites	0.026	0.026	0.026	1	µg/l	<= 5

PC - 004-FOR F3

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	6	n/100ml	
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		5	6	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		0	6	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		1	6	n/100ml	
E.Coli /100ml	0		0	7	n/100ml	<= 20000
Entérocoques fécaux	0		0	7	n/100ml	<= 10000
Pentachlorobenzène	0	0	0	1	µg/l	
Carbonates	0	0	0	1	mg/l CO3	
CO2 agressif	13.2	13.2	13.2	1	mg/l	
CO2 libre	41.7	41.7	41.7	1	mg/l CO2	
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	2		2	1	Qualitatif	
Hydrogénocarbonates	331	331	331	1	mg/l	
pH à température de l'eau	7.1	7.1	7.1	1	Unité pH	
pH d'équilibre (à T pH insitu)	7.27	7.27	7.27	1	Unité pH	
pH mesuré au labo	7.3	7.3	7.3	1	Unité pH	
Titre Alcalimétrique	0	0	0	1	°F	
Titre Alcalimétrique Complet	27.1	27.1	27.1	1	°F	
Titre Hydrotimétrique	31.4	31.4	31.4	1	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Turbidité	0	0.075	0.15	2	NFU	
Biphényle	0	0	0	1	µg/l	
Température de l'eau	13	13	13	1	°C	<= 25
Température de mesure du pH	12.7	16	19.3	2	°C	
Fer dissous	0	0	0	1	µg/l	
Manganèse total	49	49	49	1	µg/l	
Calcium	116	116	116	1	mg/l	
Chlorures	17.7	17.7	17.7	1	mg/l	<= 200
Conductivité à 25°C	610	610	610	1	µS/cm	
Magnésium	4.7	4.7	4.7	1	mg/l	
Potassium	1.5	1.5	1.5	1	mg/l	
Silicates (en mg/l de SiO2)	12.1	12.1	12.1	1	mg/l	
Sodium	9.2	9.2	9.2	1	mg/l	<= 200
Sulfates	9.2	9.2	9.2	1	mg/l	<= 250
Carbone Organique Total	1.52	1.52	1.52	1	mg/l C	<= 10
Oxygène dissous	2.2	2.2	2.2	1	mg/l	
Déséthylatrazine	0.031	0.031	0.031	1	µg/l	<= 2
Ammonium	0	0	0	1	mg/l	<= 4
Nitrates	16.6	16.6	16.6	1	mg/l	<= 100
Nitrites	0	0	0	1	mg/l	
Antimoine	0	0	0	1	µg/l	
Arsenic	0	0	0	1	µg/l	<= 100
Bore	0	0	0	1	µg/l	
Cadmium	0	0	0	1	µg/l	<= 5



Fluorures	199	199	199	1	µg/l	
Nickel	1	1	1	1	µg/l	
Sélénium	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Hexachlorobutadiène	0	0	0	1	µg/l	<= 2
Pesticides totaux	0.039	0.039	0.039	1	µg/l	<= 5
Phosphate de tributyle	0	0	0	1	µg/l	<= 2
Atrazine	0.008	0.008	0.008	1	µg/l	<= 2
Total Atrazine et Métabolites	0.039	0.039	0.039	1	µg/l	<= 5

PC - 005-FOR F4

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	1	n/100ml	
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		0	1	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		0	1	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		0	1	n/100ml	
E.Coli /100ml	0		0	2	n/100ml	<= 20000
Entérocoques fécaux	0		0	2	n/100ml	<= 10000
Pentachlorobenzène	0	0	0	1	µg/l	
Carbonates	0	0	0	1	mg/l CO3	
CO2 agressif	3.8	3.8	3.8	1	mg/l	
CO2 libre	33.4	33.4	33.4	1	mg/l CO2	
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	2		2	1	Qualitatif	
Hydrogénocarbonates	338	338	338	1	mg/l	
pH à température de l'eau	7.2	7.2	7.2	1	Unité pH	
pH d'équilibre (à T pH insitu)	7.25	7.25	7.25	1	Unité pH	
pH mesuré au labo	7.2	7.2	7.2	1	Unité pH	
Titre Alcalimétrique	0	0	0	1	°F	
Titre Alcalimétrique Complet	27.7	27.7	27.7	1	°F	
Titre Hydrotimétrique	31.5	31.5	31.5	1	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Turbidité	0	0.18	0.36	2	NFU	
Biphényle	0	0	0	1	µg/l	
Température de l'eau	12	12	12	1	°C	<= 25
Température de mesure du pH	11.8	14.85	17.9	2	°C	
Fer dissous	0	0	0	1	µg/l	
Manganèse total	0	0	0	1	µg/l	
Calcium	116	116	116	1	mg/l	
Chlorures	16.9	16.9	16.9	1	mg/l	<= 200
Conductivité à 25°C	600	600	600	1	µS/cm	
Magnésium	5.5	5.5	5.5	1	mg/l	
Potassium	1.7	1.7	1.7	1	mg/l	
Silicates (en mg/l de SiO2)	12.6	12.6	12.6	1	mg/l	
Sodium	8.6	8.6	8.6	1	mg/l	<= 200
Sulfates	6.8	6.8	6.8	1	mg/l	<= 250
Carbone Organique Total	0.55	0.55	0.55	1	mg/l C	<= 10
Oxygène dissous	6.5	6.5	6.5	1	mg/l	
Déséthylatrazine	0.022	0.022	0.022	1	µg/l	<= 2
Ammonium	0	0	0	1	mg/l	<= 4
Nitrates	25.4	25.4	25.4	1	mg/l	<= 100
Nitrites	0	0	0	1	mg/l	
Antimoine	0	0	0	1	µg/l	
Arsenic	0	0	0	1	µg/l	<= 100
Bore	0	0	0	1	µg/l	
Cadmium	0	0	0	1	µg/l	<= 5

Fluorures	190	190	190	1	µg/l	
Nickel	0	0	0	1	µg/l	
Sélénium	0.7	0.7	0.7	1	µg/l	<= 10
Hexachlorobutadiène	0	0	0	1	µg/l	<= 2
Pesticides totaux	0.06	0.06	0.06	1	µg/l	<= 5
Prosulfocarbe	0.028	0.028	0.028	1	µg/l	<= 2
Phosphate de tributyle	0	0	0	1	µg/l	<= 2
Atrazine	0.01	0.01	0.01	1	µg/l	<= 2
Total Atrazine et Métabolites	0.032	0.032	0.032	1	µg/l	<= 5

PC - 006-FOR SOURCE DE FRIANCOURT

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
E.Coli /100ml	0		0	1	n/100ml	<= 20000
Entérocoques fécaux	0		0	1	n/100ml	<= 10000
Pentachlorobenzène	0	0	0	1	µg/l	
Carbonates	0	0	0	1	mg/l CO3	
CO2 agressif	1.4	1.4	1.4	1	mg/l	
CO2 libre	32.3	32.3	32.3	1	mg/l CO2	
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	2		2	1	Qualitatif	
Hydrogénocarbonates	326	326	326	1	mg/l	
pH à température de l'eau	7.2	7.2	7.2	1	Unité pH	
pH d'équilibre (à T pH insitu)	7.22	7.22	7.22	1	Unité pH	
pH mesuré au labo	7.4	7.4	7.4	1	Unité pH	
Titre Alcalimétrique	0	0	0	1	°F	
Titre Alcalimétrique Complet	26.7	26.7	26.7	1	°F	
Titre Hydrotimétrique	35.5	35.5	35.5	1	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Turbidité	0	0	0	1	NFU	
Biphényle	0	0	0	1	µg/l	
Température de l'eau	12	12	12	1	°C	<= 25
Température de mesure du pH	11.6	16.05	20.5	2	°C	
Fer dissous	0	0	0	1	µg/l	
Manganèse total	0	0	0	1	µg/l	
Calcium	134	134	134	1	mg/l	
Chlorures	20.8	20.8	20.8	1	mg/l	<= 200
Conductivité à 25°C	665	665	665	1	µS/cm	
Magnésium	2.4	2.4	2.4	1	mg/l	
Potassium	1.4	1.4	1.4	1	mg/l	
Silicates (en mg/l de SiO2)	25	25	25	1	mg/l	
Sodium	5.7	5.7	5.7	1	mg/l	<= 200
Sulfates	25.1	25.1	25.1	1	mg/l	<= 250
Carbone Organique Total	0.65	0.65	0.65	1	mg/l C	<= 10
Oxygène dissous	9.5	9.5	9.5	1	mg/l	
Déséthylatrazine	0.071	0.071	0.071	1	µg/l	<= 2
Ammonium	0	0	0	1	mg/l	<= 4
Nitrates	44.7	44.7	44.7	1	mg/l	<= 100
Nitrites	0	0	0	1	mg/l	
Antimoine	0	0	0	1	µg/l	
Arsenic	0	0	0	1	µg/l	<= 100
Bore	0	0	0	1	µg/l	
Cadmium	0	0	0	1	µg/l	<= 5
Fluorures	109	109	109	1	µg/l	
Nickel	0.6	0.6	0.6	1	µg/l	
Sélénium	0.6	0.6	0.6	1	µg/l	<= 10
Hexachlorobutadiène	0	0	0	1	µg/l	<= 2

Pesticides totaux	0.092	0.092	0.092	1	µg/l	<= 5
Phosphate de tributyle	0	0	0	1	µg/l	<= 2
Atrazine	0.021	0.021	0.021	1	µg/l	<= 2
Total Atrazine et Métabolites	0.092	0.092	0.092	1	µg/l	<= 5

#### UP - 001-FOR BEAUVAIS FO

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	9	n/100ml	= 0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		1	9	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		0	9	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		0	9	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	9	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	9	n/100ml	= 0
pH à température de l'eau	7	7.075	7.1	4	Unité pH	[6,5 - 9]
pH mesuré au labo	7.1	7.125	7.2	4	Unité pH	[6,5 - 9]
Titre Alcalimétrique Complet	27.6	28.125	28.9	4	°F	
Titre Hydrotimétrique	31.6	32.45	33	4	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	4	Qualitatif	
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	4	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	4	Qualitatif	
Turbidité	0	0.096	0.36	7	NFU	<= 2
Température de l'eau	12	12	12	4	°C	<= 25
Température de mesure du pH	11.8	15.15	22.2	8	°C	
Chlorures	18.4	18.95	19.9	4	mg/l	<= 250
Conductivité à 25°C	625	641.25	650	4	µS/cm	[200 - 1200]
Sulfates	10.5	11.2	12.2	4	mg/l	<= 250
Carbone Organique Total	0.47	0.51	0.58	4	mg/l C	<= 2
Ammonium	0	0	0	4	mg/l	<= 0.1
Nitrates	30.4	30.525	30.7	4	mg/l	<= 50
Nitrites	0	0	0	4	mg/l	<= 0.1
Chlore libre	0.4	0.486	0.55	7	mg/l	
Chlore total	0.43	0.514	0.56	7	mg/l	

**UP - 002-FOR BEAUVAIS F1**

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		1	12	n/100ml	= 0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		14	12	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		4	12	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		0	12	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	12	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	12	n/100ml	= 0
pH à température de l'eau	7.1	7.1	7.1	4	Unité pH	[6,5 - 9]
pH mesuré au labo	7.1	7.225	7.3	4	Unité pH	[6,5 - 9]
Titre Alcalimétrique Complet	25.7	27.425	29.2	4	°F	
Titre Hydrotimétrique	30	31.325	32.5	4	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	4	Qualitatif	
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	4	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	4	Qualitatif	
Turbidité	0	0.116	0.37	7	NFU	<= 2
Température de l'eau	11	11.75	12	4	°C	<= 25
Température de mesure du pH	11.4	15.338	20.4	8	°C	
Chlorures	16.6	17	17.4	4	mg/l	<= 250
Conductivité à 25°C	600	610	615	4	µS/cm	[200 - 1200]
Sulfates	7.6	8.25	8.8	4	mg/l	<= 250
Carbone Organique Total	0.65	0.75	0.87	4	mg/l C	<= 2
Ammonium	0	0	0	4	mg/l	<= 0.1
Nitrates	17.4	18.575	19.5	4	mg/l	<= 50
Nitrites	0	0	0	4	mg/l	<= 0.1
Chlore libre	0.37	0.406	0.47	7	mg/l	
Chlore total	0.38	0.433	0.53	7	mg/l	

UP - 003-FOR BEAUVAIS F2BIS

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	15	n/100ml	= 0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		5	15	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		2	15	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		0	15	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	15	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	15	n/100ml	= 0
pH à température de l'eau	7.1	7.125	7.2	4	Unité pH	[6,5 - 9]
pH mesuré au labo	7.2	7.25	7.3	4	Unité pH	[6,5 - 9]
Titre Alcalimétrique Complet	27.4	27.85	28.6	4	°F	
Titre Hydrotimétrique	29.6	31.6	33.8	4	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	4	Qualitatif	
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	4	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	4	Qualitatif	
Turbidité	0	0.06	0.21	6	NFU	<= 2
Température de l'eau	10	11	12	4	°C	<= 25
Température de mesure du pH	10	14.725	21.5	8	°C	
Chlorures	16.6	17.3	18.9	4	mg/l	<= 250
Conductivité à 25°C	605	616.25	630	4	µS/cm	[200 - 1200]
Sulfates	6.4	6.875	7.9	4	mg/l	<= 250
Carbone Organique Total	0.51	0.98	2.03	4	mg/l C	<= 2
Ammonium	0	0	0	4	mg/l	<= 0.1
Nitrates	19.8	25.25	27.5	4	mg/l	<= 50
Nitrites	0	0	0	4	mg/l	<= 0.1
Chlore libre	0.08	0.648	1.63	6	mg/l	
Chlore total	0.09	0.69	1.65	6	mg/l	

UP - 004-FOR BEAUVAIS F3

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	15	n/100ml	= 0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		12	15	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		5	15	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		0	15	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	15	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	15	n/100ml	= 0
pH à température de l'eau	7.1	7.14	7.2	5	Unité pH	[6,5 - 9]
pH mesuré au labo	7.1	7.24	7.5	5	Unité pH	[6,5 - 9]
Titre Alcalimétrique Complet	27.2	27.78	28.5	5	°F	
Titre Hydrotimétrique	30.2	31.78	32.9	5	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	5	Qualitatif	
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	5	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	5	Qualitatif	
Turbidité	0	0.1	0.46	8	NFU	<= 2
Température de l'eau	12	12.6	13	5	°C	<= 25
Température de mesure du pH	12	14.67	19.2	10	°C	
Chlorures	18.2	18.64	19.2	5	mg/l	<= 250
Conductivité à 25°C	590	606	615	5	µS/cm	[200 - 1200]
Sulfates	9.4	10.42	11.4	5	mg/l	<= 250
Carbone Organique Total	1.11	1.286	1.47	5	mg/l C	<= 2
Ammonium	0	0	0	5	mg/l	<= 0.1
Nitrates	13.2	15.48	18.6	5	mg/l	<= 50
Nitrites	0	0	0	5	mg/l	<= 0.1
Chlore libre	0.23	0.566	0.83	8	mg/l	
Chlore total	0.24	0.603	0.89	8	mg/l	



UP - 005-FOR BEAUVAIS F4

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	10	n/100ml	= 0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		1	10	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		21	10	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		0	10	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	10	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	10	n/100ml	= 0
pH à température de l'eau	7.1	7.125	7.2	4	Unité pH	[6,5 - 9]
pH mesuré au labo	7.2	7.3	7.4	4	Unité pH	[6,5 - 9]
Titre Alcalimétrique Complet	27.1	27.525	28.5	4	°F	
Titre Hydrotimétrique	30.4	30.6	30.8	4	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	4	Qualitatif	
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	4	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	4	Qualitatif	
Turbidité	0	0.067	0.18	7	NFU	<= 2
Température de l'eau	12	12.5	14	4	°C	<= 25
Température de mesure du pH	11.7	16.025	21.5	8	°C	
Chlorures	17.3	17.425	17.7	4	mg/l	<= 250
Conductivité à 25°C	610	618.75	630	4	µS/cm	[200 - 1200]
Sulfates	5.7	6.225	7.1	4	mg/l	<= 250
Carbone Organique Total	0.38	0.478	0.64	4	mg/l C	<= 2
Ammonium	0	0	0	4	mg/l	<= 0.1
Nitrates	25.8	27.025	28.5	4	mg/l	<= 50
Nitrites	0	0	0	4	mg/l	<= 0.1
Chlore libre	0.45	0.65	0.89	7	mg/l	
Chlore total	0.47	0.676	0.91	7	mg/l	

**UP - 006-FOR SOURCES DE FRIANCOURT**

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	11	n/100ml	= 0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		40	11	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		4	11	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		5	11	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		3	11	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		3	11	n/100ml	= 0
pH à température de l'eau	7.1	7.2	7.3	5	Unité pH	[6,5 - 9]
pH mesuré au labo	7.2	7.32	7.5	5	Unité pH	[6,5 - 9]
Titre Alcalimétrique Complet	25.8	26.34	26.9	5	°F	
Titre Hydrotimétrique	32.8	33.74	35.2	5	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	5	Qualitatif	
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	5	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	5	Qualitatif	
Turbidité	0	0.13	0.45	8	NFU	<= 2
Température de l'eau	8	11	12	5	°C	<= 25
Température de mesure du pH	8	15.19	21.7	10	°C	
Chlorures	20.8	21.72	23.2	5	mg/l	<= 250
Conductivité à 25°C	645	653	660	5	µS/cm	[200 - 1200]
Sulfates	21.5	21.72	21.8	5	mg/l	<= 250
Carbone Organique Total	0.42	0.498	0.63	5	mg/l C	<= 2
Ammonium	0	0	0	5	mg/l	<= 0.1
Nitrates	41.8	43.24	44.4	5	mg/l	<= 50
Nitrites	0	0	0	5	mg/l	<= 0.1
Chlore libre	0	0.746	2.4	8	mg/l	
Chlore total	0	0.805	2.41	8	mg/l	

**ZD - Beauvais**

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	29	n/100ml	= 0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		300	88	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		62	88	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		0	88	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	88	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	88	n/100ml	= 0
pH à température de l'eau	7	7.362	7.7	74	Unité pH	[6,5 - 9]
pH mesuré au labo	7.2	7.455	7.8	62	Unité pH	[6,5 - 9]
Titre Alcalimétrique Complet	26.4	26.667	27.2	3	°F	
Titre Hydrotimétrique	32.6	33.533	34.6	3	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	62	Qualitatif	
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	70	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	70	Qualitatif	
Turbidité	0	0.049	0.51	81	NFU	<= 2
Acrylamide	0	0	0	12	µg/l	<= 0.1
Epichlorohydrine	0	0	0	12	µg/l	<= 0.1
Température de l'eau	8	13.662	22	74	°C	<= 25
Température de mesure du pH	8	15.963	22.6	136	°C	
Fer total	0	0	0	12	µg/l	<= 200
Manganèse total	0	0.963	2.9	8	µg/l	<= 50
Chlorures	16.6	19.067	20.8	3	mg/l	<= 250
Conductivité à 25°C	610	640.081	665	62	µS/cm	[200 - 1200]
Sulfates	6.6	14.733	19.9	3	mg/l	<= 250
Carbone Organique Total	0.49	0.783	0.96	3	mg/l C	<= 2
Atrazine déséthyl-2-hydroxy	0	0.001	0.005	8	µg/l	<= 0.1
Déséthylatrazine	0.019	0.052	0.096	8	µg/l	<= 0.1
Ammonium	0	0.001	0.056	62	mg/l	<= 0.1
Nitrates	21.9	34.213	43.9	64	mg/l	<= 50
Nitrites	0	0	0	64	mg/l	<= 0.5
Aluminium total	0	0	0	8	mg/l	<= 0.2
Antimoine	0	0	0	4	µg/l	<= 5
Arsenic	0	0.113	0.9	8	µg/l	<= 10
Baryum	0.023	0.028	0.032	8	mg/l	<= 0.7
Bore	8	11.375	16	8	µg/l	<= 1000
Cadmium	0	0	0	4	µg/l	<= 5
Chrome total	0	0	0	4	µg/l	<= 50
Cuivre	0.05	0.113	0.21	4	mg/l	<= 2
Cyanures totaux	0	0	0	8	µg/l	<= 50
Fluorures	113	153.375	197	8	µg/l	<= 1500
Mercure	0	0	0	8	µg/l	<= 1
Nickel	0.6	1.35	3	4	µg/l	<= 20
Plomb	1.2	21.675	83	4	µg/l	<= 10
Sélénium	0.5	0.6	0.7	8	µg/l	<= 10
Chlorure de vinyl monomère	0	0	0	12	µg/l	<= 0.5
Dichloroéthane-1,2	0	0	0	8	µg/l	<= 3

Tetra + Trichloroéthylène	0	0	0	8	µg/l	<= 10
Tétrachloroéthylène-1,1,2,2	0	0	0	8	µg/l	
Trichloroéthylène	0	0	0	8	µg/l	
Benzo(a)pyrène	0	0	0	4	µg/l	<= 0.01
Benzo(11,12)fluoranthène	0	0	0	4	µg/l	<= 0.1
Benzo(1,12)pérylène	0	0	0	4	µg/l	<= 0.1
Benzo(3,4)fluoranthène	0	0	0	4	µg/l	<= 0.1
Fluoranthène	0.007	0.044	0.116	4	µg/l	
Hydroca.polycycl.arom. 4sub nx	0	0	0	4	µg/l	<= 0.1
Indéno(1,2,3-cd) Pyrène	0	0	0	4	µg/l	<= 0.1
Pesticides totaux	0.029	0.069	0.127	8	µg/l	<= 0.5
Chlore libre	0	0.337	1.16	78	mg/l	
Chlore total	0	0.368	1.22	78	mg/l	
Bromates	0	0	0	8	µg/l	<= 10
Bromoforme	0	1.967	5.1	12	µg/l	
Chloroforme	0	1.417	5.6	12	µg/l	
Dibromomonochlorométhane	1.4	3.842	6.9	12	µg/l	
Dichloromonobromométhane	0	2.417	5.9	12	µg/l	
Trihalométhanes totaux (4)	1.7	9.642	17.9	12	µg/l	<= 100
Benzène	0	0	0	8	µg/l	<= 1
Atrazine	0.01	0.016	0.027	8	µg/l	<= 0.1
Total Atrazine et Métabolites	0.029	0.069	0.127	8	µg/l	<= 0.5

## 6.6 Le bilan énergétique du patrimoine

→ *Bilan énergétique détaillé du patrimoine*

### Installation de production

	2016	2017	2018	2019	2020	N/N-1
<b>Forage F0 de BEAUVAIS</b>						
Energie relevée consommée (kWh)	471 745	272 076	263 620	218 692	168 752	-22,8%
Energie facturée consommée (kWh)	520 832	275 340	250 618		172 314	
Consommation spécifique (Wh/m3)	546	340	374	335	381	13,7%
Volume produit refoulé (m3)	863 336	800 175	704 582	652 619	443 469	-32,0%
<b>Forage F1 de BEAUVAIS</b>						
Volume produit refoulé (m3)	731 012	602 501	678 926	656 100	526 940	-19,7%
<b>Forage F2BIS de BEAUVAIS</b>						
Energie relevée consommée (kWh)	140 326	138 126	135 272	135 744	129 977	-4,2%
Energie facturée consommée (kWh)	134 611	135 207	135 272		139 392	
Consommation spécifique (Wh/m3)	227	206	217	211	213	0,9%
Volume produit refoulé (m3)	618 920	672 092	622 203	642 194	609 121	-5,2%
<b>Forage F3 de BEAUVAIS</b>						
Volume produit refoulé (m3)	708 700	654 950	512 612	470 698	427 105	-9,3%
<b>Forage F4 de BEAUVAIS</b>						
Energie relevée consommée (kWh)	66 218	289 007	320 218	288 342	254 465	-11,7%
Energie facturée consommée (kWh)	24 462	298 563	303 143		373 711	
Consommation spécifique (Wh/m3)	233	537	499	450	418	-7,1%
Volume produit refoulé (m3)	284 401	538 082	642 223	640 734	608 218	-5,1%
<b>Source FRIANCOURT de BEAUVAIS</b>						
Energie facturée consommée (kWh)	3 521	3 682	4 137	3 999	2 884	-27,9%

### Installation de reprise, de pompage ou surpresseur

	2016	2017	2018	2019	2020	N/N-1
<b>Installation de reprise: ZUP POUPONIERE</b>						
Energie relevée consommée (kWh)	269 340	261 791	269 540	260 452	242 626	-6,8%
Energie facturée consommée (kWh)	314 019	262 047	266 005		329 114	
Consommation spécifique (Wh/m3)	277	268	274	272	264	-2,9%
Volume pompé (m3)	973 715	977 243	982 497	958 960	917 897	-4,3%
<b>Reprise BINET de BEAUVAIS</b>						
Energie relevée consommée (kWh)	711 941	739 162	827 768	716 940	689 319	-3,9%
Energie facturée consommée (kWh)	723 531	731 526	790 649			
Consommation spécifique (Wh/m3)	435	466	471	539	595	10,4%
Volume pompé (m3)	1 636 645	1 585 103	1 756 639	1 330 666	1 158 796	-12,9%
<b>Reprise CARON de BEAUVAIS</b>						
Energie relevée consommée (kWh)	175 844	182 320	180 413	196 294	196 757	0,2%
Energie facturée consommée (kWh)	175 844	193 639	180 413		213 603	
Consommation spécifique (Wh/m3)	109	112	128	123	134	8,9%
Volume pompé (m3)	1 611 855	1 631 998	1 410 384	1 598 198	1 470 694	-8,0%
<b>Réservoir et Reprise PARC DES EAUX de BEAUVAIS</b>						
Energie relevée consommée (kWh)			0		496 485	
Energie facturée consommée (kWh)					650 312	
Consommation spécifique (Wh/m3)			0		854	
Volume pompé (m3)	579 197	600 937	567 051	613 221	581 320	-5,2%

## 6.7 Annexes financières

### → *Les modalités d'établissement du CARE*

#### 6.7.1.1 Introduction générale

Les articles R 3131-2 à R 3131-4 du Code de la Commande Publique fournissent des précisions sur les données devant figurer dans le Rapport Annuel du Déléguataire prévu à l'article L 3131-5 du même Code, et en particulier sur le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation (CARE) de la délégation.

Le CARE établi au titre de 2020 respecte ces principes. La présente annexe fournit les informations relatives à ses modalités d'établissement.

#### 6.7.1.2 Organisation de la Société au sein de la Région et de Veolia Eau France

L'organisation de la Société de l'Eau et de l'Assainissement de l'Oise au sein de la Région Hauts de France de Veolia Eau (groupe Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux) comprend différents niveaux opérationnels qui apportent quotidiennement leur contribution au bon fonctionnement des services publics de distribution d'eau potable et d'assainissement qui leur sont confiés.

La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent en effet un des principes majeurs d'organisation de Veolia Eau et de ses sociétés.

Par ailleurs, à l'écoute de ses clients et des consommateurs, Veolia Eau est convaincu que si l'eau est au cœur des grands défis du 21ème siècle, il convient aussi d'être très attentif à la quête grandissante de transparence, de proximité et d'implication des collectivités ainsi qu'à la recherche constante d'efficacité et de qualité.

L'organisation de Veolia Eau, construite depuis 2018 selon une logique « gLocale » dans le cadre du projet d'entreprise « Osons 20/20 », répond à ces enjeux. Elle permet à la fois de partager le meilleur de ce que peut apporter un grand groupe en matière de qualité, d'innovation, de solutions et d'investissements (« global ») ; mais aussi en s'appuyant sur 66 « Territoires », avec des moyens renforcés pour l'exploitation, toujours plus ancrés localement et avec un réel pouvoir de décision (« local »). 9 Régions viennent quant à elles assumer un rôle de coordination et de mutualisation au bénéfice des Territoires.

Au sein de cette organisation, et notamment pour accroître la qualité des services rendus à ses clients, la Société de l'Eau et de l'Assainissement de l'Oise a pris part à la démarche engagée par Veolia Eau visant à accroître la collaboration entre ses différentes sociétés.

Dans ce contexte, la Société de l'Eau et de l'Assainissement de l'Oise est associée à d'autres sociétés du Groupe pour mettre en commun au sein d'un GIE national un certain nombre de fonctions supports (service clientèle, ressources humaines, bureau d'études techniques, service achats, expertises nationales...) ; étant précisé que cette mise en commun peut être organisée en tant que de besoin sur des périmètres plus restreints (au niveau d'une Région ou d'un Territoire par exemple).

Aujourd'hui, les exploitations de la Société de l'Eau et de l'Assainissement de l'Oise bénéficient des interventions tant de ses moyens propres que des interventions du GIE national, au travers d'une organisation décentralisant, au niveau adapté, les différentes fonctions.

L'architecture comptable de la Société de l'Eau et de l'Assainissement de l'Oise est le reflet de cette structure décentralisée et mutualisée. Elle permet de suivre aux niveaux adéquats les produits et les charges relevant d'une part de la Région (niveaux successifs de la Région, du Territoire, du Service Local), et d'autre part les charges de niveau national (contribution des services centraux).

En particulier, conformément aux principes du droit des sociétés, et à partir d'un suivi analytique commun à toutes les sociétés membres du GIE national, la Société facture à ce dernier le coût des moyens qu'elle met à sa disposition ; réciproquement, le GIE national lui facture le coût de ses prestations.

Le compte annuel de résultat de l'exploitation relatif à un contrat de délégation de service public, établi sous la responsabilité de la Société délégataire, regroupe l'ensemble des produits et des charges imputables à ce contrat, selon les règles exposées ci-dessous.

La présente annexe a pour objet de préciser les modalités de détermination de ces produits et de ces charges.

### **6.7.1.3 Faits Marquants**

Comme évoqué précédemment, Veolia Eau a mis en œuvre à compter de 2018 une nouvelle organisation plus adaptée aux enjeux du secteur. Quelques actions complémentaires ont eu lieu en 2020 pour achever ce déploiement et, à ce titre, des coûts de restructuration, par nature exceptionnels, ont été engendrés et repartis entre les contrats de la Société

#### **Changement de modalité de répartition des charges indirectes liées à la fonction consommateurs**

D'autre part, le projet d'entreprise « Osons 20/20 ! » comporte d'importantes ambitions en termes de relation consommateurs, avec la volonté de mettre celle-ci au cœur des opérations tout en modernisant les outils utilisés. Cette dynamique se traduit à la fois par la mise en place dans l'ensemble des Territoires de compétences consommateurs de terrain tout en professionnalisant toujours davantage les processus de masse tels que facturation, encaissement, centre d'appels.

Ces dernières fonctions sont mutualisées au sein de 2 plateformes nationales:

- la plateforme Produits & Cash qui gère la facturation de masse, les encaissements, la relation et les échanges de données avec les prestataires de recouvrement, les reversements aux collectivités.
- La plateforme RC 360 qui gère les flux mails, courriers, appels téléphonique des consommateurs.

Ces plateformes sont désormais totalement opérationnelles et disposent de nouveaux outils informatiques qui permettent une mesure de leur activité avec un degré accru de finesse et de fiabilité.

Pour cette raison, il a été jugé possible et pertinent de faire évoluer les modalités de répartition entre les contrats du coût des plateformes (et simultanément de la fonction « consommateurs » qu'elle soit logée au National, en Région ou en Territoire) qui étaient jusqu'en 2019 assise sur la valeur ajoutée simplifiée.

En pratique, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 (et sans retraitement retrospectif des CARE 2019):

- Le coût de la Plateforme Produits & Cash est réparti entre les différents Territoires au prorata des factures d'eau émises pour les contrats de ces derniers entre le 1<sup>er</sup> novembre n-1 et le 31 octobre n – en tenant compte d'éventuels effets de périmètre en tant que de besoin ;



- Le coût de la Plateforme RC 360 est réparti entre les différents Territoires au prorata des contacts (mails, appels téléphoniques, courriers) sur le périmètre du Territoire entre le 1<sup>er</sup> janvier n et 31 décembre n (le nombre de contacts du mois de décembre étant estimé).

Ces coûts ainsi répartis au niveau d'un Territoire donné sont additionnés à ceux de la fonction « consommateurs » du Territoire pour être enfin répartis entre les contrats d'eau au prorata des factures émises telles que déterminées ci-dessus (voir note 1 ci-après).

Dans les rares situations où des services d'assainissement donnent lieu à la facturation aux consommateurs des m<sup>3</sup> assujettis par une facture distincte de celle de l'eau potable, ils sont traités avec les mêmes règles que les contrats d'eau potable tel que décrit ci-dessus.

Dans le cas le plus fréquent, où l'eau et l'assainissement sont facturés sur le même document, et lorsque les délégataires de ces deux services font partie du Groupe Veolia Eau – Compagnie Générale des Eaux, les contrats assainissement se voient attribuer une quote part des coûts ci-dessus selon les règles ci-dessous :

- Soit une approche spécifique peut être identifiée dans les contrats d'eau et d'assainissement, et des conventions internes mises en place: le contrat assainissement supporte alors la quote part conventionnelle des coûts consommateurs en contrepartie d'un produit de même montant porté sur la rubrique « produits accessoires » sur le contrat eau.
- Dans le cas contraire, une charge forfaitaire de 2€ par facture est imputée sur le contrat d'assainissement en contrepartie d'un allègement de charges de même montant sur le contrat eau.

L'évolution décrite au présent paragraphe a été analysée, comme le précise son titre, comme un changement de modalités de répartition de charges indirectes.

Enfin, le coût des plateformes intègre l'ensemble des composantes qui s'y rattachent : coûts de personnel, de loyers, de sous traitance... Dans une logique de simplification, le coût des plateformes, réparti sur chaque contrat, est présenté sur la seule ligne « sous traitance » (indépendamment de la décomposition par nature de cette charge au sein des dites plateformes).

## **1. Produits**

Les produits inscrits dans le compte annuel de résultat de l'exploitation regroupent l'ensemble des produits d'exploitation hors TVA comptabilisés en application du contrat, y compris ceux des travaux attribués à titre exclusif.

En ce qui concerne les activités de distribution d'eau et d'assainissement, ces produits se fondent sur les volumes distribués de l'exercice, valorisés en prix de vente. A la clôture de l'exercice, une estimation s'appuyant sur les données de gestion est réalisée sur la part des produits non relevés et/ou non facturés au cours du mois de décembre et comptabilisée. Les éventuels écarts avec les facturations sont comptabilisés dans les comptes de l'année suivante. Les dégrèvements (dont ceux consentis au titre de la loi dite « Warsmann » du 17 mai 2011 qui fait obligation à la Société d'accorder – dans certaines conditions - des dégrèvements aux usagers ayant enregistré des surconsommations d'eau et d'assainissement du fait de fuites sur leurs installations après compteur) sont quant à eux portés en minoration des produits d'exploitation de l'année où ils sont accordés.

S'agissant des produits des travaux attribués à titre exclusif, ils correspondent aux montants comptabilisés en application du principe de l'avancement.

Le détail des produits annexé au compte annuel du résultat de l'exploitation fournit une ventilation des produits entre les produits facturés au cours de l'exercice et ceux résultant de la variation de la part estimée des consommations.

## **2. Charges**

Les charges inscrites dans le compte annuel du résultat de l'exploitation englobent :

- ✓ les charges qui sont exclusivement imputables au contrat (charges directes § 2.1),
- ✓ la quote-part, imputable au contrat, des charges communes à plusieurs contrats (charges réparties § 2.2).

Le montant de ces charges résulte soit directement de dépenses inscrites en comptabilité soit de calculs à caractère économique (charges calculées § 2.1.2).

### **2.1. Charges exclusivement imputables au contrat**

Ces charges comprennent :

- ✓ les dépenses courantes d'exploitation (cf 2.1.1),
- ✓ un certain nombre de charges calculées, selon des critères économiques, au titre des investissements (domaines privé et délégué) et de l'obligation contractuelle de renouvellement (cf 2.1.2). Pour être calculées, ces charges n'en sont pas moins identifiées contrat par contrat, en fonction de leurs opérations spécifiques,
- ✓ les charges correspondant aux produits perçus pour le compte des collectivités et d'autres organismes,
- ✓ les charges relatives aux travaux à titre exclusifs.

#### **2.1.1. Dépenses courantes d'exploitation**

Il s'agit des dépenses de personnel imputées directement, d'énergie électrique, d'achats d'eau, de produits de traitement, d'analyses, des redevances contractuelles et obligatoires, de la Contribution Foncière des Entreprises et de certains impôts locaux, etc.

En cours d'année, les imputations directes de dépenses de personnel opérationnel au contrat ou au chantier sont valorisées suivant un coût standard par catégorie d'agent qui intègre également une quote-part de frais « d'environnement » (véhicule, matériel et outillage, frais de déplacement, encadrement de proximité...). En fin d'année, l'écart entre le montant réel des dépenses engagées au niveau du Service Local dont dépendent les agents et le coût standard imputé fait l'objet d'une répartition au prorata des heures imputées sur les contrats du Service Local. Cet écart est ventilé selon sa nature sur trois rubriques des CARE (personnel, véhicules, autres charges).

Par ailleurs, la précision suivante est apportée sur la prise en compte de la fiscalité indirecte applicable aux consommations d'électricité. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Taxe Intérieure sur la Consommation Finale d'Electricité est calculée comme une majoration du prix du KWH selon un barème fonction de l'électrointensivité de la Société au cours de l'année considérée. Ce taux applicable n'est donc pas nécessairement connu en début d'année et des régularisations peuvent donc avoir lieu au cours des

exercices suivants. Ces régularisations sont enregistrées dans les CARE lors de leur versement effectif, et alors imputées aux contrats selon les points de livraison de l'électricité consommée.

### 2.1.2. Charges calculées

Un certain nombre de charges doivent faire l'objet d'un calcul économique. Les éléments correspondants résultent de l'application du principe selon lequel : "Pour que les calculs des coûts et des résultats fournissent des valeurs correctes du point de vue économique...il peut être nécessaire en comptabilité analytique, de substituer à certaines charges enregistrées en comptabilité générale selon des critères fiscaux ou sociaux, les charges correspondantes calculées selon des critères techniques et économiques" (voir note 2 ci-après).

Ces charges concernent principalement les éléments suivants :

#### **Charges relatives au renouvellement :**

Les charges économiques calculées relatives au renouvellement sont présentées sous des rubriques distinctes en fonction des clauses contractuelles (y compris le cas échéant au sein d'un même contrat).

##### - Garantie pour continuité du service

Cette rubrique correspond à la situation dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assurer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.

La garantie pour continuité du service a pour objet de faire face aux charges que le délégataire aura à supporter en exécution de son obligation contractuelle, au titre des biens en jouissance temporaire (voir note 3 ci-après) dont il est estimé que le remplacement interviendra pendant la durée du contrat.

Afin de prendre en compte les caractéristiques économiques de cette obligation (voir note 4 ci-après), le montant de la garantie pour continuité du service s'appuie sur les dépenses de renouvellement lissées sur la durée de la période contractuelle en cours. Cette charge économique calculée est déterminée en additionnant :

- ✓ d'une part le montant, réactualisé à la fin de l'exercice considéré, des renouvellements déjà réalisés depuis le début de la période contractuelle en cours ;
- ✓ d'autre part le montant des renouvellements prévus jusqu'à la fin de cette période, tel qu'il résulte de l'inventaire quantitatif et qualitatif des biens du service à jour à la date d'établissement des comptes annuels du résultat de l'exploitation (fichier des installations en jouissance temporaire) ;

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours (voir note 5 ci-après).

Des lissages spécifiques sont effectués en cas de prolongation de contrat ou de prise en compte de nouvelles obligations en cours de contrat.

Ce calcul permet donc de réévaluer chaque année, en euros courants, la dépense que le délégataire risque de supporter, en moyenne annuelle sur la durée de la période contractuelle en cours, pour les renouvellements nécessaires à la continuité du service (renouvellement dit « fonctionnel » dont le délégataire doit couvrir tous les risques et périls dans le cadre de la rémunération qu'il perçoit).

Enfin, et pour tous les contrats prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, la charge portée dans le CARE au titre d'une obligation contractuelle de type « garantie pour continuité de service » correspond désormais aux travaux réalisés dans l'exercice sans que ne soit plus effectué le lissage évoqué ci-dessus ; ce dernier ne concerne donc désormais que les contrats ayant pris effet antérieurement.

#### - Programme contractuel

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société s'est contractuellement engagée à réaliser un programme prédéterminé de travaux de renouvellement selon les priorités que la Collectivité s'est fixée.

La charge économique portée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation est alors calculée en additionnant :

- ✓ d'une part le montant, réactualisé à la fin de l'exercice considéré, des renouvellements déjà effectués depuis le début de la période contractuelle en cours (voir note 5 ci-après) ;
- ✓ d'autre part, le montant des renouvellements contractuels futurs jusqu'à la fin de cette même période ;

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours.

#### - Fonds contractuel de renouvellement

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel délimitant les obligations des deux parties est alors établi. C'est le montant correspondant à la définition contractuelle qui est repris dans cette rubrique.

#### **Charges relatives aux investissements :**

Les investissements financés par le délégataire sont pris en compte dans le compte annuel du résultat de l'exploitation, sous forme de redevances permettant d'étaler leur coût financier total :

- ✓ pour les biens appartenant au délégataire (biens propres et en particulier les compteurs du domaine privé) : sur leur durée de vie économique puisqu'ils restent lui appartenir indépendamment de l'existence du contrat,
- ✓ pour les investissements contractuels (biens de retour) : sur la durée du contrat puisqu'ils ne servent au délégataire que pendant cette durée,
- ✓ avec, dans les deux cas, une progressivité prédéterminée et constante (+1,5 % par an) d'une année sur l'autre de la redevance attachée à un investissement donné.

Le montant de ces redevances résulte d'un calcul actuariel permettant de reconstituer, sur ces durées et en euros courants, le montant de l'investissement initial. S'agissant des compteurs, ce dernier comprend, depuis 2008, les frais de pose valorisés par l'application de critères opérationnels et qui ne sont donc en contrepartie plus compris dans les charges de l'exercice.

Le taux financier retenu se définit comme le taux de référence d'un financement par endettement en vigueur l'année de la réalisation de l'investissement (calculé à partir du Taux Moyen des Emprunts d'Etat majoré de 0,5% pour les investissements réalisés jusqu'au 31.12.2007 et de 1,0% pour les investissements réalisés depuis cette date compte tenu de l'évolution tendancielle du coût des emprunts souscrits par le Groupe VEOLIA ENVIRONNEMENT). Un calcul financier spécifique garantit la neutralité actuarielle de la progressivité annuelle de 1,5 % indiquée ci-dessus.

Toutefois, par dérogation avec ce qui précède, et pour tous les contrats prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, la redevance peut reprendre le calcul arrêté entre les parties lors de la signature du contrat.

Enfin, et compte tenu de leur nature particulière, les biens immobiliers du domaine privé font l'objet d'un calcul spécifique comparable à l'approche retenue par les professionnels du secteur. Le montant de la redevance initiale attachée à un bien est pris égal à 7% du montant de l'investissement immobilier (terrain + constructions + agencements du domaine privé) puis est ajusté chaque année de l'évolution de l'indice de la construction. Les agencements pris à bail donnent lieu à un calcul similaire.

#### - Investissements du domaine privé

Hormis le parc de compteurs relevant du domaine privé du délégataire (avec une redevance portée sur la ligne « Charges relatives aux compteurs du domaine privé ») et quelques cas où Veolia Eau ou ses filiales sont propriétaires d'ouvrages de production (avec une redevance alors portée sur la ligne « Charges relatives aux investissements du domaine privé »), les redevances attachées aux biens du domaine privé sont portées sur les lignes correspondant à leur affectation (la redevance d'un camion cureur sera affectée sur la ligne « engins et véhicules », celle relative à un ordinateur à la ligne « informatique »...).

### **2.1.3. Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement**

Cette rubrique reprend essentiellement les pertes sur les créances devenues définitivement irrécouvrables, comptabilisées au cours de l'exercice. Celles-ci peuvent être enregistrées plusieurs années après l'émission des factures correspondantes compte tenu des délais notamment administratifs nécessaires à leur constatation définitive. Elle ne traduit par conséquent qu'avec un décalage dans le temps l'évolution des difficultés liées au recouvrement des créances.

### **2.1.4. Impôt sur les sociétés**

L'impôt calculé correspond à celui qui serait dû par une entité autonome, en appliquant au résultat brut bénéficiaire, le taux en vigueur de l'impôt sur les sociétés.

Dans un souci de simplification, le taux normatif retenu en 2020 correspond au taux de l'impôt sur les sociétés applicable aux entreprises réalisant moins de 250 M€ de CA (28%), hors contribution sociale additionnelle de 3,3%.

## **2.2. Charges réparties**

Comme rappelé en préambule de la présente annexe, l'organisation de la Société repose sur un ensemble de niveaux de compétences en partie mutualisés au sein du GIE national.

Les charges communes d'exploitation à répartir proviennent donc de chacun de ces niveaux opérationnels.

### **2.2.1. Principe de répartition**

Comme indiqué dans les Faits marquants, les modalités de répartition ont évolué en 2020 en ce qui concernent les coûts des plateformes Produits & Cash et RC360. Les modalités de répartition des autres charges indirectes n'ont pas été modifiées.

Le principe retenu est celui de la répartition des charges concernant un niveau organisationnel donné entre les diverses entités dépendant directement de ce niveau ou, dans certains cas, entre les seules entités au profit desquelles elles ont été engagées.

Ces charges (qui incluent les éventuelles charges de restructuration mais excluent désormais celles de la fonction consommateurs) proviennent de chaque niveau organisationnel de Veolia Eau intervenant au profit du contrat : services centraux, Régions, Territoires (et regroupements spécifiques de contrats le cas échéant).

Lorsque les prestations effectuées par le GIE national à un niveau donné bénéficient à plusieurs sociétés, les charges correspondantes sont refacturées par celui-ci aux sociétés concernées au prorata de la valeur ajoutée des contrats de ces sociétés rattachés à ce niveau.

Ensuite, la Société de l'Eau et de l'Assainissement de l'Oise répartit dans ses comptes annuels de résultat de l'exploitation l'ensemble de ses charges communes telles qu'elles résultent de sa comptabilité sociale (après, donc, facturation des prestations du GIE national) selon le critère de la valeur ajoutée des contrats de l'exercice. Ce critère unique de répartition est déterminé par contrat, qu'il s'agisse d'un contrat de Délégation de Service Public (DSP) ou d'un contrat Hors Délégation de Service Public (HDSP). La valeur ajoutée se définit ici selon une approche simplifiée comme la différence entre le volume d'activité (produits) du contrat et la valeur des charges contractuelles et d'achats d'eau en gros imputées à son niveau. Les charges communes engagées à un niveau organisationnel donné sont réparties au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats rattachés à ce niveau organisationnel.

Par ailleurs, et dans certains cas, le GIE peut être amené à facturer des prestations à des Sociétés de Veolia Eau France dans le cadre de conventions spécifiques. Les montants facturés à ce titre viennent selon les cas de figure en diminution du montant global des frais à facturer entre sociétés comme évoqué ci-dessus et/ou à répartir entre les contrats au sein de la Société de l'Eau et de l'Assainissement de l'Oise.

Les contrats comportant des achats d'eau supportent une quote part forfaitaire de « peines et soins » égale à 5% de ces achats d'eau qui est portée en minoration du montant global des frais à répartir entre les contrats.

Les charges indirectes sont donc ainsi réparties sur les contrats au profit desquelles elles ont été engagées.

Par ailleurs, et en tant que de besoin, les redevances (cf. § 2.1.2) calculées au titre des compteurs dont la Société a la propriété sont réparties entre les contrats concernés au prorata du nombre de compteurs desdits contrats.

### **2.2.2. Prise en compte des frais centraux**

Après détermination de la quote-part des frais de services centraux imputable à l'activité Eau France, la quote-part des frais des services centraux engagée au titre de l'activité des Territoires a été facturée au GIE national à charge pour lui de la refacturer à ses membres selon les modalités décrites ci-dessus.

Au sein de la Société de l'Eau et de l'Assainissement de l'Oise, la répartition des frais des services centraux s'effectue au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats (à l'exclusion de la part relative à l'activité « consommateurs » répartie comme évoqué ci-dessus).

## **2.3. Autres charges**

### **2.3.1. Valorisation des travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de délégation de service public (DSP)**

Pour valoriser les travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de DSP, une quote-part de frais de structure est calculée sur la dépense brute du chantier. Cette disposition est applicable à l'ensemble des catégories de

travaux relatifs aux délégations de service public (travaux exclusifs, production immobilisée, travaux de renouvellement), hors frais de pose des compteurs. Par exception, la quote-part est réduite à la seule composante « frais généraux » si la prestation intellectuelle est comptabilisée séparément. De même, les taux forfaitaires de maîtrise d'œuvre et de gestion contractuelle des travaux ne sont pas automatiquement applicables aux opérations supérieures à 500 K€ ; ces prestations peuvent alors faire l'objet d'un calcul spécifique.

L'objectif de cette approche est de prendre en compte les différentes prestations intellectuelles associées réalisées en interne (maîtrise d'œuvre en phase projet et en phase chantier, gestion contractuelle imposée par le contrat DSP : suivi des programmes pluriannuels, planification annuelle des chantiers, reporting contractuel et réglementaire, mises à jour des inventaires,...).

La quote-part de frais ainsi attribuée aux différents chantiers est portée en diminution des charges indirectes réparties selon les règles exposées au § 2.2 (de même que la quote-part « frais généraux » affectée aux chantiers hors DSP sur la base de leurs dépenses brutes ou encore que la quote-part de 5% appliquée aux achats d'eau en gros).

### **2.3.2. Participation des salariés aux résultats de l'entreprise**

Les charges de personnel indiquées dans les comptes annuels de résultat de l'exploitation comprennent la participation des salariés acquittée par la Société en 2020 au titre de l'exercice 2019.

### **2.4. Autres informations**

Lorsque la Société de l'Eau et de l'Assainissement de l'Oise a enregistré dans sa comptabilité une charge initialement engagée par le GIE national ou un de ses membres dans le cadre de la mutualisation de moyens, cette charge est mentionnée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation selon sa nature et son coût d'origine, et non pas en sous-traitance, exception faite des coûts liés aux plateformes Produits & Cash et RC360. Cette règle ne trouve en revanche pas à s'appliquer pour les sociétés du Groupe qui, telles les sociétés d'expertise, ne sont pas membres du GIE national.

Enfin, au-delà des charges économiques calculées présentées ci-dessus et substituées aux charges enregistrées en comptabilité générale, la Société a privilégié, pour la présentation de ses comptes annuels de résultat de l'exploitation, une approche selon laquelle les risques liés à l'exploitation – et notamment les risques sur créances impayées mentionnées au paragraphe 2.1.3, qui donnent lieu à la constatation de provisions pour risques et charges ou pour dépréciation en comptabilité générale, sont pris en compte pour leur montant définitif au moment de leur concrétisation. Les dotations et reprises de provisions relatives à ces risques ou dépréciation en sont donc exclues (à l'exception des dotations et reprises pour investissements futurs évoquées ci-dessus).

Lorsqu'un contrat bénéficie d'un apport d'eau en provenance d'un autre contrat de la société, le compte annuel de résultat de l'exploitation reprend les écritures enregistrées en comptabilité analytique, à savoir :

- ✓ inscription dans les produits du contrat « vendeur » de la vente d'eau réalisée,
- ✓ inscription dans les charges du contrat « acheteur » de l'achat d'eau réalisé.

François DE-FRUYT  
Gérant

---

Notes :

1. *La donnée « nombre de contacts » n'est pas disponible à un niveau plus fin que le niveau « Territoire ».*
2. *Texte issu de l'ancien Plan Comptable Général de 1983, et dont la refonte opérée en 1999 ne traite plus des aspects relatifs à la comptabilité analytique.*
3. *C'est-à-dire les biens indispensables au fonctionnement du service public qui seront remis obligatoirement à la collectivité délégante, en fin de contrat.*
4. *L'obligation de renouvellement est valorisée dans la garantie lorsque les deux conditions suivantes sont réunies:*
  - *le bien doit faire partie d'une famille technique dont le renouvellement incombe contractuellement au délégataire,*
  - *la date de renouvellement passée ou prévisionnelle entre dans l'horizon de la période contractuelle en cours.*
5. *Compte tenu des informations disponibles, pour les périodes contractuelles ayant débuté avant 1991, le montant de la garantie de renouvellement est calculé selon le même principe d'étalement linéaire, en considérant que le point de départ de ces périodes se situe au 1er janvier 1991.*

→ **Avis des commissaires aux comptes**

La Société a demandé à l'un des Co-Commissaires aux Comptes de Veolia d'établir un avis sur la procédure d'établissement de ses CARE. Une copie de cet avis est disponible sur simple demande de la Collectivité.



## 6.8 Reconnaissance et certification de service

Veolia Eau est depuis de nombreuses années engagé dans des démarches de certification. En 2015, les systèmes de management de la qualité et de l'environnement existants ont été fédérés sous la gouvernance du siège et complétés par un système de management de l'énergie.

Les activités certifiées sont la production et la distribution d'eau potable, la collecte et le traitement des eaux usées et l'accueil et le service aux consommateurs.

Cette triple certification ISO 9001, ISO 14001 et ISO 50001 délivrée par Afnor Certification en novembre 2015 valide, via un tiers indépendant, l'efficacité des méthodes et des outils mis en place et l'engagement d'amélioration continue de l'entreprise. Cette démarche s'inscrit dans le cadre élargi de la politique de l'Eau France qui comprend des objectifs forts en matière de santé et de sécurité au travail.

Notre certification ISO 50001 valide nos démarches d'amélioration de l'efficacité énergétique des installations confiées par nos clients. Elle est reconnue par l'Administration dans le cadre des textes d'application de la directive 2012/27/UE (loi DDADUE) (\*)



**Certificat**  
Certificate

N° 2015/69288.4

Page 1 / 6

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :  
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

### VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :  
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE ET D'EAU DE PROCESS.  
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES.  
ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER AND PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION.  
WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT.  
CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :  
has been assessed and found to meet the requirements of:

**ISO 50001 : 2011**

et est déployé sur les sites suivants :  
and is developed on the following locations:

Adresse	N° SIREN
Siège : 21 RUE LA BOETIE FR-75008 PARIS	572025526

Liste des sites certifiés en pages suivantes / List of certified locations on the following pages

(L'ensemble des activités de l'entreprise sur le(s) site(s) donné(s) est couvert par la certification)  
(The scope of certification covers all activities carried out on the above-mentioned location(s))

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)  
This certificate is valid from (year/month/day)

2018-11-11

Jusqu'au  
until

2021-08-20

Ce document est signé électroniquement. Il constitue un original électronique à valeur probatoire.  
This document is electronically signed. It stands for an electronic original with probatory value.

Franck LEBEUGLE  
Directeur Général d'AFNOR Certification  
Managing Director of AFNOR Certification



Flashez ce QR Code  
pour vérifier la validité  
du certificat

This certificate describes conformity with [www.afnor.org](https://www.afnor.org) but is not a substitute for the certification of the organization. The client will certify with [www.afnor.org](https://www.afnor.org), which is a member of the company in order to be certified. AFNOR Certification is a 2011, Certification de Système de Management, N° de SIREN sur [www.afnor.org](https://www.afnor.org), CNPASC numéro de [www.afnor.org](https://www.afnor.org) (16185).  
Management System Certification, depuis novembre 2011. AFNOR est une marque déposée. AFNOR a enregistré l'adresse: CNPASC 17 1815 1 - 102211

11 rue Francis de Pressensé - 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex - France - T. +33 (0)1 41 62 80 00 - F. +33 (0)1 49 17 90 00  
SAS au capital de 18 167 000 € - 479 076 002 RCS Biologie - [www.afnor.org](https://www.afnor.org)

**afnor**  
CERTIFICATION



# Certificat

Certificate

N° 2015/69287.5

Page 1 / 6

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :  
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

## VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :  
for the following activities:

**PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE & D'EAU DE PROCESS.  
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES.  
ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.**

**DRINKING WATER & PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION.  
WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT.  
CUSTOMER SERVICE.**

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :  
has been assessed and found to meet the requirements of:

### ISO 9001 : 2015

et est déployé sur les sites suivants :  
and is developed on the following locations:

**Siège : 21 RUE LA BOETIE FR-75008 PARIS**

Liste complémentaire des sites certifiés en annexes / Complementary list of certified locations on appendix

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)  
This certificate is valid from (year/month/day)

**2018-11-10**

Jusqu'au  
Until

**2021-11-09**

Ce document est signé électroniquement. Il constitue un original électronique à valeur probante.  
This document is electronically signed. It stands for an electronic original with probatory value.

**Franck LEBEUGLE**  
**Directeur Général d'AFNOR Certification**  
**Managing Director of AFNOR Certification**



Flashez ce QR  
Code pour vérifier la  
validité du certificat

Read the certificate electronic certificate on <https://www.afnor.org>, till to archive del de la certification de l'organisme. The site [www.afnor.org](https://www.afnor.org), website of [www.afnor.org](https://www.afnor.org)  
Affichez le site internet de l'organisme de certification AFNOR Certification sur [www.afnor.org](https://www.afnor.org), jusqu'à la date de validité du certificat.  
AFNOR Certification is a member of the AFNOR group. AFNOR is a registered trademark. ©2018 AFNOR Certification

11 rue Francis de Pressensé - 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex - France - T. +33 (0)1 41 82 80 00 - F. +33 (0)1 49 17 90 00  
SAS au capital de 18 167 000 € - 470 078 002 RCS Bobigny - [www.afnor.org](http://www.afnor.org)





# Certificat

Certificate

N° 2015/69286.5

Page 1 / 6

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :  
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

## VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :  
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE & D'EAU DE PROCESS.  
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES.  
ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER & PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION.  
WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT.  
CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :  
has been assessed and found to meet the requirements of:

**ISO 14001 : 2015**

et est déployé sur les sites suivants :  
and is developed on the following locations:

Siège : 21 RUE LA BOETIE FR-75008 PARIS

Liste complémentaire des sites certifiés en annexes / Complementary list of certified locations on appendix

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)  
This certificate is valid from (year/month/day)

2018-11-10

Jusqu'au  
Until

2021-11-09

Ce document est signé électroniquement. Il constitue un original électronique à valeur probatoire.  
This document is electronically signed. It stands for an electronic original with probatory value.

**Franck LEBEUGLE**  
**Directeur Général d'AFNOR Certification**  
Managing Director of AFNOR Certification



Flâchez ce QR  
Code pour vérifier la  
validité du certificat

Find the official electronic certificate on [www.afnor.org](http://www.afnor.org), or for an original that is a certification of the original. The electronic certificate code available at [www.afnor.org](http://www.afnor.org)  
Affiché en noir (lire) sur le site de l'Association COPRAC (FR 020). Certification de Normes de Management. Plafond disponible sur [www.afnor.org](http://www.afnor.org).  
COPRAC is member of CEN. Management System Certificate. Usage available on [www.afnor.org](http://www.afnor.org).  
AFNOR est un marque déposée. AFNOR is a registered trademark. CERTIF 2006/71/CE

11 rue Francis de Pressensé - 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex - France - T. +33 (0)1 41 82 80 00 - F. +33 (0)1 49 17 90 00  
SAS au capital de 18 187 000 € - 479 078 002 RCS Bobigny - [www.afnor.org](http://www.afnor.org)



(\* ) La directive 2012/27/UE instaure un audit énergétique obligatoire dans les grandes entreprises, obligation reprise par la loi DDADUE. Certifiées ISO 50001, ces entreprises sont exemptées de cette obligation et peuvent valoriser leurs actions d'économies d'énergie grâce à la bonification des CEE.

## 6.9 Actualité réglementaire 2020

Certains textes présentés ci-dessous ont un impact contractuel. Veolia se tient à disposition pour vous aider dans la mise en œuvre de ces textes et évaluer leurs conséquences pour votre service.

### Crise sanitaire

A partir de mi-mars 2020, l'actualité réglementaire quel que soit le domaine a été fortement marquée par les mesures d'adaptation à la situation de crise sanitaire.

Deux ordonnances du 25 mars 2020 ont particulièrement impacté le fonctionnement des services d'eau et d'assainissement ; à savoir, d'une part l'ordonnance 2020- 306 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures et, d'autre part l'ordonnance 2020-319 portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation des contrats de la commande publique.

De très nombreux textes d'application sont venus compléter voire modifier à diverses reprises le dispositif :

- certains comme les décrets 2020-383 du 1<sup>er</sup> avril 2020 et 2020-453 du 21 avril 2020 pour instaurer des dérogations au principe de suspension des délais en matière de contrôle des ICPE ou d'autosurveillance des installations,
- d'autres tels que le décret 2020- 893 du 22 juillet 2020 pour assouplir temporairement, jusqu'au 10 juillet 2021, les règles applicables aux marchés publics de travaux en autorisant leur passation sans publicité ni mise en concurrence préalables lorsque leur valeur estimée est inférieure à 70 000€HT, ou encore le décret 2020-1261 du 15 octobre 2020 pour pérenniser la suppression du plafonnement des avances dans les marchés publics.

Enfin d'autres textes plus sectoriels ont assoupli certains délais réglementaires; notamment, l'arrêté du 17 juin 2020 (JO du 20 juin 2020) qui a neutralisé le contrôle des compteurs d'eau froide du fait de l'impossibilité d'accès aux compteurs situés en partie privative pendant la période de confinement.

### Plan de relance / Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL)

L'instruction du 30 juillet 2020 relative à la part exceptionnelle de la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) et à l'accompagnement de la relance dans les territoires, à destination des préfets et des services déconcentrés de l'Etat, préfigure les dispositions du plan de relance annoncé à l'automne 2020. Cette instruction vise à faire part des orientations de la mobilisation de cette dotation. En 2020, les projets traitant de la résilience sanitaire sont rendus éligibles à la DSIL. Cette thématique recouvre notamment des opérations en matière de santé publique et de mise aux normes des équipements sanitaires ou les travaux sur les réseaux d'assainissement.

### Subventions d'investissement

Le décret 2020-1129 du 14 septembre 2020 pris pour l'application de l'article L. 1111-11 du code général des collectivités territoriales précise les modalités d'affichage des organismes 'subventionneurs' et du plan de financement lors d'une opération d'exécution d'une opération subventionnée.

## Services publics locaux

### Commande publique

La loi 2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique, dite "ASAP", modifie certaines dispositions applicables à la commande publique. Elle ajoute en particulier le motif d'intérêt général à ceux pouvant justifier la passation d'un marché sans publicité ni mise en concurrence. Un décret doit définir la notion de "motif d'intérêt général"

Elle étend par ailleurs un dispositif en faveur de l'accès des PME à la commande publique, initialement prévu pour les marchés de partenariat, aux marchés globaux (marchés de conception-réalisation, marchés globaux de performance, marchés globaux sectoriels) dont une part minimale devra être réservée à ces entreprises et aux artisans.

Pérennisant les dispositifs mis en oeuvre pendant la première période d'état d'urgence sanitaire, l'article 132 de la loi crée dans le code de la commande publique une sous-section « règles applicables en cas de circonstances exceptionnelles » visant à assouplir les règles tant au bénéfice des acheteurs publics que de leurs cocontractants en cas de circonstances exceptionnelles.

Enfin, la loi ASAP prévoit les conditions auxquelles, jusqu'au 31 décembre 2022 inclus, les acheteurs peuvent conclure un marché de travaux sans publicité ni mise en concurrence préalables pour répondre à un besoin dont la valeur estimée est inférieure à 100 000 € HT.

### ***Economie circulaire et lutte contre le gaspillage***

La loi 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire, dite "AGEC", comporte un ensemble de dispositions relatives aux services d'eau et d'assainissement qui visent à renforcer l'usage raisonné de la ressource hydrique.

En particulier, les articles 69 et 70 tendent à favoriser l'usage des eaux usées traitées et des eaux de pluie comme ressource « non-conventionnelle » en substitution de l'eau potable. Les cas échéant, ces dispositions seront précisées par décret dans le respect des risques sanitaires et le respect du bon état écologique des cours d'eau. Par exemple, un décret précisera les critères de consommation en eau potable que les constructions nouvelles devront satisfaire dès 2023 pour répondre aux exigences de performances environnementales des bâtiments.

Concernant la réutilisation des eaux usées traitées, les dispositions de la loi AGEC s'inscrivent en cohérence avec le Règlement Européen 2020/741 du 25 mai 2020 (JOUE du 5 juin 2020) relatif aux exigences minimales applicables à la réutilisation de l'eau qui porte exclusivement sur la réutilisation à des fins d'irrigation agricole.

Par ailleurs, à compter du 1er janvier 2022, la loi AGEC stipule que les établissements recevant du public seront tenus d'être équipés d'au moins une fontaine d'eau potable accessible au public, lorsque cette installation est réalisable dans des conditions raisonnables. Le décret 2020-1724 du 28 décembre 2020 en précise la mise en oeuvre.

### ***Information relative à l'environnement***

Dans la circulaire du 11 mai 2020 relative à la mise en oeuvre des dispositions régissant le droit d'accès à l'information relative à l'environnement, le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire rappelle aux préfets et à différents établissements publics l'importance du droit d'accès à l'information relative à l'environnement.

Cette circulaire fait suite à la mise en demeure de la France par la Commission Européenne dans le cadre de l'application de la Directive Européenne 2003/4/CE concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement.

### ***Travaux à proximité des réseaux***

**L'arrêté du 17 juillet 2020 (JO du 2 août 2020) fixe, pour l'année 2020, le barème hors taxes des redevances prévues à l'article L. 554-2-1 du code de l'environnement au titre du financement, par les exploitants des réseaux enterrés, du « Guichet Unique » administré par l'Inéris.** Ce téléservice ([www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr](http://www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr)) référence les réseaux de transport et de distribution en vue de prévenir leur endommagement lors de travaux.

### ***Instruction budgétaire et comptable***

L'arrêté du 17 décembre 2020 (JO du 29 décembre 2020) relatif à l'instruction budgétaire et comptable M. 4 applicable aux services publics industriels et commerciaux modifie cette instruction qui se décline en plusieurs versions, dont l'instruction M49 pour les services d'eau potable et d'assainissement.

Par ailleurs, le décret 2020-1791 et un arrêté du 30 décembre 2020 (JO du 31 décembre 2020) dressent la liste des comptes assujettis à la M49 bénéficiant de l'automatisation de la gestion du fonds de compensation pour la TVA.

## ***Service public de l'eau***

### ***Directive cadre eau potable***

La Directive (UE) 2020/2184, publiée le 23 décembre 2020, est entrée en vigueur le 12 janvier 2021 et doit être transposée en droit interne des différents Etats membres dans un délai de deux ans. Elle procède à la refonte de la Directive 98/83/CE du 3 novembre 1998 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.

Les principales thématiques développées sont, outre l'accès à l'eau pour tous et la promotion de l'eau du robinet, un renforcement des exigences en matière de contrôle de la qualité de l'eau avec l'ajout notamment de nouveaux paramètres et le contrôle des matériaux en contact avec l'eau, la mise à disposition des abonnés d'une information adaptée (factures, applications, site internet) sur la qualité de l'eau et des programmes de surveillance de cette qualité appliqués à toutes les eaux.

### ***Préservation de la ressource en eau***

Le décret n° 2020-1762 du 30 décembre 2020 relatif à la contribution à la gestion et à la préservation de la ressource en eau vient encadrer la mission non obligatoire de gestion et de préservation de la ressource des services d'eau potable. Ainsi, les services qui assurent tout ou partie du prélèvement en eau utilisée pour l'alimentation en eau potable pourront contribuer au maintien ou à la préservation de la ressource en eau par l'intermédiaire d'un plan d'action dont les mesures seront définies avec les acteurs du territoire concerné.

### ***Captages d'eau potable***

L'instruction du Gouvernement du 5 février 2020 relative à la protection des ressources en eau des captages prioritaires utilisés pour la production d'eau destinée à la consommation humaine vise à mobiliser les services de l'État et ses établissements publics pour l'accompagnement des territoires dans la protection des ressources des captages prioritaires utilisés pour la production d'eau potable contre les pollutions par les nitrates et les produits phytosanitaires. Cette instruction s'inscrit dans la continuité des Assises de l'eau et actualise le cadre d'intervention des services de l'Etat et des collectivités.

L'article 61 de la loi 2019-774 du 24 juillet 2019 relative à l'organisation et à la transformation du système de santé a introduit une disposition visant à simplifier la procédure d'instauration et/ou de renouvellement des périmètres de protection des captages d'eau potable, pour les captages dont le débit est inférieur à 100 m<sup>3</sup>/j. L'arrêté du 6 août 2020 (JO du 9 août 2020) précise le cadre pour cette simplification. Notamment, l'arrêté fixe les critères physico-chimique et microbiologique qui permettent d'accéder à cette simplification. Il impose également une stabilité de la qualité de l'eau prélevée.

### ***Divers ajustements réglementaires sur les Eaux Destinées à la Consommation Humaine***

Le décret 2020-1094 du 27 août 2020 relatif à la sécurité sanitaire des eaux et des aliments traite principalement de l'utilisation de « l'eau de mer propre ». Toutefois, ce décret, comprend également un ensemble de dispositions ponctuelles et d'ajustements ou précisions réglementaires diverses portant sur l'eau potable destinée à la consommation humaine. Ces dispositions portent entre autres sur les modalités d'autorisation temporaire pour l'utilisation d'eau en vue de la consommation humaine, les modalités de

mise sur le marché d'un produit ou d'un procédé de nettoyage et de désinfection des installations dont les composants ne figurent pas dans la liste arrêtée par les ministres compétents.

### ***Surveillance de la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine (EDCH)***

#### **Méthodes d'analyse et conditions d'agrément des laboratoires**

L'arrêté du 6 avril 2020 (JO du 23 avril 2020) modifie l'arrêté du 5 juillet 2016 relatif aux conditions d'agrément des laboratoires pour la réalisation des prélèvements et des analyses du contrôle sanitaire des eaux. Cet arrêté précise les conditions d'agrément pour le mesurage du radon-222 dans le cadre du contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine. A compter du 1 janvier 2021, ces laboratoires seront agréés par l'Autorité de Sureté Nucléaire (ASN).

#### **Gestion des non-conformités dans les Eaux Destinées à la Consommation Humaine**

L'instruction de la Direction Générale de la Santé, DGS/EA4/2020/67, en date du 29 avril 2020 modifie l'instruction no DGS/EA4/2012/366 du 18 octobre 2012 relative au chlorure de vinyle monomère dans l'eau destinée à la consommation humaine. Par rapport à la précédente instruction d'octobre 2012, l'instruction d'avril 2020 positionne la Collectivité au centre du dispositif de gestion préventive et corrective des risques sanitaires liés à la présence du CVM dans l'eau destinée à la consommation humaine. Ainsi, cette instruction transfère à la Collectivité, et non plus aux ARS, la responsabilité de réaliser les étapes préalables de repérage des canalisations « à risque » et de surveillance de la qualité de l'eau sur les canalisations identifiées comme « à risque ».

En cas de dépassements de la limite de qualité, l'instruction du 29 avril 2020 modifie aussi les délais impartis pour rétablir la qualité de l'eau en fonction des concentrations observées en CVM. Pour autant, cette nouvelle instruction préconise comme prioritaire la mise en œuvre de solutions définitives, fondées essentiellement sur le remplacement des canalisations, plutôt que le recours aux purges (solution considérée non-pérenne).

#### **Traitement des eaux destinées à la consommation humaine.**

Deux avis publiés au JO du 19 mars 2020 viennent préciser les caractéristiques et exigences de technologies de traitement des eaux destinées à la consommation humaine : le premier avis porte sur les réacteurs équipés de lampes à rayonnement ultraviolet utilisés en désinfection de l'eau et le second sur les modules de filtration membranaire.

#### **Matériaux en contact avec des eaux destinées à la consommation humaine.**

L'arrêté du 25 juin 2020 (JO du 28 juin 2020) relatif aux matériaux et produits métalliques destinés aux installations de production, de distribution et de conditionnement qui entrent en contact avec l'eau destinée à la consommation humaine actualise la liste des compositions autorisées pour les matériaux et objets métalliques en contact avec l'eau potable. Cet arrêté s'inscrit dans le cadre de la révision de la Directive eau potable (adoptée depuis, le 16 décembre 2020) qui demande aux États membres que les substances et matériaux utilisés pour préparer et distribuer l'eau ne présentent pas de risque sanitaire pour le consommateur. Il fixe les dispositions pour y répondre, actualise l'inventaire des matériaux et produits métalliques permis et intègre, dans la réglementation française, la liste des alliages autorisés établie par un groupe de travail coopératif européen de quatre États membres (dont la France).

L'arrêté du 24 juillet 2020 (JO du 5 août 2020) actualise la liste des alliages métalliques sur lesquels un revêtement en étain peut être appliqué. Cet arrêté concerne les matériaux et objets utilisés pour la production, la distribution et le conditionnement d'eau destinée à la consommation humaine. Par rapport au précédent arrêté du 18 janvier 2018, cette liste est complétée de quatre nouveaux alliages à base de cuivre.

### ***Contrôle des compteurs en service***

L'arrêté du 26 août 2020 (JO du 30 août 2020) relatif aux instruments de mesure est pris en application du décret 2020-67 du 30 janvier 2020 relatif à la déconcentration des décisions administratives. Cet arrêté

transfère aux préfets de département la vérification des instruments de mesure qui relevait précédemment du service de la métrologie légale du ministère de l'industrie.

### ***Réseaux intérieurs***

Le décret n° 2020-1711 du 24 décembre 2020 relatif à l'harmonisation et à la simplification des polices des immeubles, locaux et installations indique que les équipements de production et de distribution d'eau chaude et d'eau froide ainsi que les canalisations d'évacuation d'eaux usées et d'eaux pluviales contribuent à la sécurité et la salubrité des immeubles. A ce titre, le décret précise comment 'la police des immeubles' est en mesure de pouvoir remédier à tout défaut dans leur fonctionnement.

## **Biodiversité et Qualité des milieux**

### ***Mise à jour des SDAGE pour la période 2022 – 2027***

**Conformément à la Directive Cadre sur l'Eau, les Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) constituent des documents de planification des politiques de l'eau à l'échelle des six grands bassins hydrologiques métropolitains. Ces documents sont révisés tous les six ans. En 2020, différents textes réglementaires sont venus encadrer les conditions de mises en œuvre de la révision des SDAGE pour la période 2022-2027.**

Ainsi, la note technique du 3 mars 2020 relative à la mise à jour des SDAGE et des programmes de mesures associés pour le troisième cycle de gestion de la directive cadre sur l'eau attire la vigilance des préfets coordonnateurs de bassins, sur les points importants à considérer pour leur élaboration par les comités de bassins, et sur les échéances à respecter, en vue de procéder à leur adoption dès avant le 22 décembre 2021.

L'arrêté du 2 avril 2020 (JO du 6 mai 2020) modifie l'arrêté du 17 mars 2006 relatif au contenu des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux. Notamment, cet arrêté précise que, désormais, le projet de SDAGE est mis à la disposition du public et non plus soumis à sa consultation. Cet arrêté précise également la liste des documents constitutifs du SDAGE qui seront mis à disposition du public.

Enfin, la note technique du 29 septembre 2020 relative aux objectifs nationaux de réduction des émissions, rejets et pertes de substances dangereuses dans les eaux de surface et à leur déclinaison dans les SDAGE 2022-2027 précise les objectifs de réduction des rejets de substances dangereuses vers les eaux de surface à inscrire dans les Schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) tels que prévus au code de l'environnement (article R.212.9).

### ***Surveillance des milieux aquatiques***

Dans sa Décision d'Exécution 2020/1161 du 4 août 2020 (JOUE du 6 août 2020), la Commission Européenne procède à l'actualisation de la liste des polluants à surveiller dans les milieux aquatiques. Cette liste rassemble les substances hautement toxiques mais pour lesquelles des données de surveillance sont insuffisantes pour déterminer le risque réel. Cette liste est ainsi complétée de seize nouvelles substances portant celle-ci à 19 substances.

## **Nouvelle Directive Européenne sur l'Eau Potable**

La nouvelle Directive Européenne sur l'Eau Potable a été adoptée.

Cette nouvelle Directive (2020/2184 du 16 décembre 2020) actualise celle de 1998 et sera transposée en droit français d'ici le 12 janvier 2023.

Elle "revalorise l'eau du robinet" au travers de plusieurs évolutions majeures :



1. Elle exige de donner une information plus complète aux consommateurs sur la qualité de l'eau potable notamment pour promouvoir sa consommation et sur les types de traitement appliqués pour potabiliser l'eau. Dans le même temps, elle demande également de fournir des informations et conseils aux usagers sur la manière de réduire leur consommation d'eau.
2. Elle renforce à nouveau les normes de qualité exigées pour l'eau potable sur de nouveaux polluants, avec une obligation de résultats sur huit nouvelles substances et elle instaure des limites de qualité plus exigeantes pour le plomb (seuil divisé par 2). En outre, une « liste de vigilance » sur les eaux brutes est établie par la Commission Européenne pour suivre l'évolution des polluants émergents, « tels que les composés perfluorés, les microplastiques, les perturbateurs endocriniens et les produits pharmaceutiques ».
3. Elle instaure une approche fondée sur la gestion préventive des risques sanitaires, qui rend obligatoires les plans de gestion de la sécurité sanitaire des eaux. Cela passe par une meilleure maîtrise du patrimoine des services d'eau, et la compréhension de leur vulnérabilité. Dans un contexte de changement climatique, cette approche doit permettre aux collectivités de disposer d'une vision prospective afin d'optimiser leurs investissements.
4. Elle vise à garantir l'accès à l'eau pour tous, notamment pour les populations vulnérables (sans abris, réfugiés, squats...), via le déploiement par exemple de bornes fontaines sur le territoire ou de douches publiques.

Après avoir été transposée en droit français, la mise en œuvre de cette Directive va nécessiter des évolutions significatives dans la gestion des services d'eau potable, et Veolia mettra à disposition son savoir-faire et ses expertises pour vous accompagner.

## 6.10 Glossaire

Le présent glossaire est établi sur la base des définitions de l'arrêté du 2 mai 2007 et de la circulaire n°12/DE du 28 avril 2008 et de compléments jugés utiles à la compréhension du document.

### **Abonnement :**

L'abonnement désigne le contrat qui lie l'abonné au délégataire pour la prestation du service de l'eau ou de l'assainissement conformément au règlement du service. Il y a un abonnement pour chaque point d'accès au service (point de livraison d'eau potable ou de collecte des effluents qui dessert l'abonné, ou installation d'assainissement non collectif).

### **Abonnés domestiques ou assimilés :**

Les abonnés non domestiques sont redevables directement à l'Agence de l'eau pour les redevances de pollution et de modernisation des réseaux perçues habituellement sur les factures d'eau et d'assainissement. Il s'agit d'établissements dont les activités sont définies par un arrêté du 21/12/2017, et dont le volume d'activité dépasse certains seuils. Les abonnés non domestiques ne doivent pas être confondus avec les abonnés industriels. La notion d'abonnés industriels correspond à des critères propres au règlement de service.

### **Capacité de production :**

Volume qui peut être produit par toutes les installations de production pour un fonctionnement journalier de 20 heures chacune (unité : m<sup>3</sup>/jour).

### **Certification ISO 14001 :**

Cette norme concerne le système de management environnemental. La certification s'applique aux aspects environnementaux que Veolia Eau peut maîtriser et sur lesquels il est censé avoir une influence. Le système vise à réduire les impacts liés à nos produits, activités et services sur l'environnement et à mettre en place des moyens de prévention des pollutions, en s'intéressant à la fois aux ressources et aux sous-produits du traitement dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

### **Certification ISO 9001 :**

Cette norme concerne le système de management de la qualité. La certification ISO 9001 traduit l'engagement de Veolia à satisfaire les attentes de ses clients par la qualité des produits et des services proposés et l'amélioration continue de ses performances.

### **Certification ISO 22000 :**

Attestation fournie par un organisme certificateur qui valide la démarche de sécurité alimentaire effectuée par le délégataire.

### **Certification ISO 50001 :**

Cette norme concerne le système de management de l'énergie. Ce système traduit l'engagement de Veolia à analyser ses usages et ses consommations énergétiques pour privilégier la performance énergétique dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

### **Certification OHSAS 18001 :**

Cette norme concerne le système de management de la santé et de la sécurité au travail.

### **Consommateur – abonné (client) :**

Le consommateur abonné est une personne physique ou morale ayant souscrit un ou plusieurs abonnements auprès de l'opérateur du service public (par exemple service de l'eau, de l'assainissement, etc.). Il est par définition desservi par l'opérateur. Il peut être titulaire de plusieurs abonnements, en des lieux géographiques distincts appelés points de service et donc avoir plusieurs points de service. Pour distinguer les services, on distingue les consommateurs eau, les consommateurs assainissement collectif et les consommateurs assainissement non collectif. Il perd sa qualité de consommateur abonné à un point de service donné lorsque le service n'est plus délivré à ce point de service, de façon définitive, quelle que soit sa situation vis-à-vis de la facturation (il n'est plus desservi, mais son compte peut ne pas encore être soldé).

Pour Veolia, un consommateur abonné correspond à un abonnement : le nombre de consommateurs abonnés est égal au nombre d'abonnements.

#### **Consommation individuelle unitaire :**

Consommation annuelle des consommateurs particuliers individuels divisée par la durée de la période de consommation et par le nombre de consommateurs particuliers individuels et collectifs (unité : m<sup>3</sup>/client/an).

#### **Consommation globale unitaire :**

Consommation annuelle totale des clients divisée par la durée de la période de consommation et par le nombre de clients (unité : m<sup>3</sup>/consommateur/an).

#### **Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service et taux de respect de ce délai [D 151.0] :**

Ce délai est le temps exprimé en heures ou en jours sur lequel s'engage le service pour ouvrir un branchement neuf (hors délai de réalisation des travaux) ou remettre en service un branchement existant. Le taux de respect est exprimé en pourcentage du nombre de demandes d'ouverture d'un branchement pour lesquelles le délai est respecté. (Arrêté du 2 mai 2007)

#### **Développement durable :**

Le rapport Brundtland a défini en 1987 la notion de développement durable comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ». La conférence de Rio de 1992 a popularisé cette définition de développement économique efficace, équitable et soutenable, et celle de programme d'action ou « Agenda 21 ». D'autres valeurs sont venues compléter ces notions initiales, en particulier être une entreprise responsable, respecter les droits humains, assurer le droit des habitants à disposer des services essentiels, favoriser l'implication de la société civile, faire face à l'épuisement des ressources et s'adapter aux évolutions climatiques.

**Les Objectifs du Développement Durable (ODD) de l'agenda 2030** sont un ensemble de 17 objectifs établis en 2015 par les Nations Unies et concernent tous les pays (développés et en voie de développement), dont l'objectif 6 : Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement.

Ces nouveaux objectifs succèdent aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD de 2000 à 2015) pour réduire la pauvreté dans les pays en voie de développement (à ce titre Veolia a contribué à l'accès de 6,5 millions de personnes à l'eau potable et a raccordé près de 3 millions de personnes aux services d'assainissement dans les pays émergents).

#### **Eau souterraine influencée :**

Eaux d'origine souterraine provenant de milieux fissurés présentant une turbidité périodique importante et supérieure à 2 NFU.

#### **HACCP :**

Hazard Analysis Critical Control Point : méthode d'identification et de hiérarchisation des risques développée à l'origine dans le secteur agroalimentaire, cette méthode est depuis utilisée pour les systèmes d'alimentation en eau potable.

#### **Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau [P108.3] :**

La valeur de cet indice est comprise entre 0 et 100 %, avec le barème suivant :

- ✓ 0 % : aucune action ;
- ✓ 20 % : études environnementale et hydrogéologique en cours ;
- ✓ 40 % : avis de l'hydrogéologue rendu ;
- ✓ 50 % : dossier déposé en préfecture;
- ✓ 60 % : arrêté préfectoral ;
- ✓ 80 % : arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés) ;
- ✓ 100 % : arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (comme ci-dessus), et mise en place d'une procédure de suivi de l'application de l'arrêté.

En cas d'achat d'eau à d'autres services publics d'eau potable par le service ou de ressources multiples, l'indicateur est établi pour chaque ressource et une valeur globale est calculée en tenant compte des volumes annuels d'eau produits ou achetés à d'autres services publics d'eau potable.

#### **Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable [P103.2] :**

Cet indicateur évalue, sur une échelle de 0 à 120 points, à la fois :

- ✓ le niveau de connaissance du réseau et des branchements,
- ✓ et l'existence d'une politique de renouvellement pluri-annuelle du service d'assainissement collectif.

L'échelle est de 0 à 100 points pour les services n'exerçant pas la mission de distribution.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

#### **Indice linéaire de pertes en réseau [P106.3] :**

L'indice linéaire de pertes en réseau est égal au volume perdu dans les réseaux par jour et par kilomètre de réseau (hors linéaires de branchements). Cette perte est calculée par différence entre le volume mis en distribution et le volume consommé autorisé. Il est exprimé en m<sup>3</sup>/km/jour.

#### **Indice linéaire des volumes non comptés [P105.3] :**

L'indice linéaire des volumes non comptés est égal au volume journalier non compté par kilomètre de réseau (hors linéaires de branchements). Le volume non compté est la différence entre le volume mis en distribution et le volume comptabilisé. L'indice est exprimé en m<sup>3</sup>/km/jour.

#### **Nombre d'habitants desservis (Estimation du) [D101.0] :**

Il s'agit de la population totale (avec 'double compte') desservie par le service, estimée par défaut à partir des populations authentifiées annuellement par décret pour les communes du service et des taux de couverture du service sur ces communes. Conformément à la réglementation en vigueur, l'exercice de l'année N donne le recensement de l'année N-3.

#### **Parties prenantes :**

Acteurs internes et externes intéressés par le fonctionnement d'une organisation, comme un service d'eau ou d'assainissement : salariés, clients, fournisseurs, associations, société civile, pouvoirs publics ...

#### **Prélèvement :**

Un prélèvement correspond à l'opération permettant de constituer un ou plusieurs échantillons cohérents (un échantillon par laboratoire) à un instant donné (ou durant une période donnée) et à un endroit donné (1 prélèvement = n échantillons pour n laboratoires). (Circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008)

#### **Rendement du réseau de distribution [P104.3] :**

Le rendement du réseau est obtenu en faisant le rapport entre, d'une part le volume consommé autorisé augmenté du volume vendu à d'autres services publics d'eau potable et, d'autre part le volume produit augmenté des volumes achetés à d'autres services publics d'eau potable. Le volume consommateurs sans comptage et le volume de service du réseau sont ajoutés au volume comptabilisé pour calculer le volume consommé autorisé. Le rendement est exprimé en pourcentage. (Arrêté du 2 mai 2007)

La Loi Grenelle 2 a imposé un rendement minimum à atteindre pour chaque réseau de distribution, dont la valeur dépend de la densité de l'habitat et de la taille du service, ainsi que de la disponibilité de la ressource en eau. Cette valeur « seuil » est définie par le décret 2012-97 du 27 janvier 2012. Cette définition réglementaire est transcrite dans la formule générique donnée ci-après :

$$\text{Objectif Rdt Grenelle 2} = \text{Min} (A + 0,2 \text{ ILC} ; 85)$$

Avec :

- ✓ Objectif Rdt Grenelle 2 exprimé en % ;
- ✓ ILC : Indice Linéaire de Consommation (m<sup>3</sup>/j/km) qui traduit la densité de l'habitat et la taille du service ;

- ✓ A = 65 dans la majorité des situations excepté pour les réseaux alimentés, d'une part, par une ressource en eau classée en Zone de Répartition des Eaux (ZRE) et, d'autre part, par des prélèvements supérieurs à 2 Mm<sup>3</sup>/an où le terme A prend alors la valeur de 70 (pour tenir compte de la faible disponibilité de la ressource en eau).

#### **Réseau de desserte :**

Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire ou sous pression l'eau potable issue des unités de potabilisation jusqu'aux points de raccordement des branchements des abonnés ou des appareils publics (tels que les bornes incendie, d'arrosage, de nettoyage...) et jusqu'aux points de livraison d'eau en gros. Il est constitué de réservoirs, d'équipements hydrauliques, de conduites de transfert, de conduites de distribution mais ne comprend pas les branchements.

#### **Réseau de distribution :**

Le réseau de distribution est constitué du réseau de desserte défini ci-dessus et des conduites de branchements.

#### **Résultat d'analyse :**

On appelle résultat d'analyse chaque valeur mesurée pour chaque paramètre. Ainsi pour un prélèvement effectué, il y a plusieurs résultats d'analyse (1 résultat par paramètre).

#### **Taux d'impayés [P154.0] :**

Il correspond au taux d'impayés au 31/12 de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1. Le montant facturé au titre de l'année N-1 comprend l'ensemble de la facture, y compris les redevances prélèvement et pollution, la taxe Voies Navigables de France et la TVA liée à ces postes. Pour une facture donnée, les montants impayés sont répartis au prorata hors taxes et redevances de la part « eau » et de la part « assainissement ». Sont exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers. (Arrêté du 2 mai 2007)

#### **Taux d'occurrence des interruptions du service non programmées [P151.1] :**

Nombre de coupures d'eau, par millier d'abonnés, survenues au cours de l'année pour lesquelles les abonnés concernés n'ont pas été informés au moins 24h à l'avance.

Les coupures de l'alimentation en eau liées à des problèmes qualitatifs sont prises en compte.

Les coupures chez l'abonné lors d'interventions effectuées sur son branchement ne sont pas prises en compte.

#### **Taux de mensualisation :**

Pourcentage du nombre total de clients (consommateurs particuliers, clients industriels, etc.) ayant opté pour un règlement mensuel par prélèvement bancaire.

#### **Taux de prélèvement :**

Pourcentage du nombre total de clients (consommateurs particuliers, clients industriels, etc.) ayant opté pour un règlement des factures par prélèvement bancaire.

#### **Taux de conformité aux paramètres microbiologiques [P101.1] :**

**Pour les services desservant plus de 5 000 habitants ou produisant plus de 1 000 m<sup>3</sup>/j :** pourcentage des prélèvements aux fins d'analyses microbiologiques jugés conformes selon la réglementation en vigueur. Les prélèvements considérés sont :

- ✓ Ceux réalisés par l'ARS dans le cadre du Contrôle Sanitaire en application de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique

- ✓ Et le cas échéant ceux réalisés par le délégataire dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue en partie au Contrôle Sanitaire dans le cadre de l'arrêté du 21 novembre 2007 relatif aux modalités de prise en compte de la surveillance des eaux destinées à la consommation humaine dans le cadre du contrôle sanitaire, pris en application de l'article R. 1321-24 du code de la santé publique

**Pour les services desservant moins de 5 000 habitants et produisant moins de 1 000 m<sup>3</sup>/j** : nombre de prélèvements aux fins d'analyses microbiologiques effectués dans l'année et parmi ceux-ci nombre de prélèvements non conformes

**Taux de conformité aux paramètres physico-chimiques [P102.1] :**

**Pour les services desservant plus de 5 000 habitants ou produisant plus de 1 000 m<sup>3</sup>/j** : pourcentage des prélèvements aux fins d'analyses physico-chimiques jugés conformes selon la réglementation en vigueur. Les prélèvements considérés sont :

- ✓ ceux réalisés par l'ARS dans le cadre du Contrôle Sanitaire en application de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique.
- ✓ et le cas échéant ceux réalisés par l'opérateur dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue en partie au Contrôle Sanitaire dans le cadre de l'arrêté du 21 novembre 2007 relatif aux modalités de prise en compte de la surveillance des eaux destinées à la consommation humaine dans le cadre du contrôle sanitaire, pris en application de l'article R. 1321-24 du code de la santé publique

**Pour les services desservant moins de 5 000 habitants et produisant moins de 1 000 m<sup>3</sup>/j** : nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses physico-chimiques effectués dans l'année et parmi ceux-ci nombre de prélèvements non conformes

**Taux de mutation (demandes d'abonnement) :**

Nombre de demandes d'abonnement (mouvement de consommateurs) rapporté au nombre total de consommateurs, exprimé en pour cent.

**Taux de réclamations [P155.1] :**

Ces réclamations peuvent être reçues par l'opérateur ou directement par la collectivité. Un dispositif de mémorisation et de suivi des réclamations écrites est à mettre en œuvre. Le taux de réclamations est le nombre de réclamations écrites rapporté au nombre d'abonnés divisé par 1 000. Sont prises en compte les réclamations relatives à des écarts ou des non-conformités vis-à-vis d'engagements contractuels, d'engagements de service, notamment au regard du règlement de service, ou vis-à-vis de la réglementation, à l'exception de celles relatives au niveau de prix.

**Volume acheté en gros (ou acheté à d'autres services d'eau potable) :**

Le volume acheté en gros est le volume d'eau potable en provenance d'un service d'eau extérieur. Il est strictement égal au volume importé.

**Volume comptabilisé :**

Le volume comptabilisé résulte des relevés des appareils de comptage des abonnés (circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008). Ce volume n'inclut pas le volume vendu en gros.

**Volume consommateurs sans comptage :**

Le volume consommateurs sans comptage est le volume utilisé sans comptage par des usagers connus, avec autorisation.

**Volume consommé autorisé :**

Le volume consommé autorisé est, sur le périmètre du service, la somme du volume comptabilisé, du volume consommateurs sans comptage et du volume de service du réseau.

**Volume de service du réseau :**

Le volume de service du réseau est le volume utilisé pour l'exploitation du réseau de distribution.

**Volume mis en distribution :**

Le volume mis en distribution est la somme du volume produit et du volume acheté en gros (importé) diminué du volume vendu en gros (exporté).

**Volume produit :**

Le volume produit est le volume issu des ouvrages de production du service pour être introduit dans le réseau de distribution. Le volume de service de l'unité de production n'est pas compté dans le volume produit.

**Volume vendu en gros (ou vendu à d'autres services d'eau potable) :**

Le volume vendu en gros est le volume d'eau potable livré à un service d'eau extérieur. Il est strictement égal au volume exporté.

## Ressourcer le monde

**Veolia**  
30 rue Madeleine Vionnet • 93300 Aubervilliers  
[www.veolia.com](http://www.veolia.com)

600/918



# COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU BEAUVAISIS



## **Service de l'assainissement collectif** **Rapport annuel sur le prix et la qualité du** **service - Exercice 2020**

Application de la loi n° 95-101 du 2 février 1995 et du décret n° 95-635 du 6 mai 1995, relatifs aux rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement.



## SOMMAIRE

1	PREAMBULE .....	4
2	SYNTHESE DU RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF 2019 .....	5
3	STRUCTURE ET ORGANISATION DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT .....	9
3.1	Missions du service assainissement.....	9
3.2	mode et systèmes d'assainissement sur la communauté d'agglomération du Beauvaisis.....	9
3.3	Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées.....	10
3.4	Missions du service assainissement - mode de gestion .....	11
3.5	Des hommes au service de l'assainissement.....	14
3.5.1	Unité direction (maitrise d'Ouvrage, contrôles et travaux) .....	14
3.5.2	Unité d'exploitation des réseaux d'eaux usées et d'eaux pluviales.....	15
3.5.3	Unité d'exploitation de la station d'épuration de Beauvais et des postes de refoulement .....	15
3.6	Accueil et service.....	16
3.6.1	Sur le périmètre de la CAB.....	16
3.6.2	Sur les 30 communes avec un service délégué .....	16
3.6.3	Taux de réclamations.....	17
4	COLLECTE ET GESTION DES EAUX PLUVIALES.....	17
4.1	Compétence relative à la gestion des eaux pluviales urbaines .....	17
4.2	Missions du service public de gestion des eaux pluviales urbaines .....	17
4.3	Patrimoine du service eaux pluviales.....	17
4.4	Entretien des ouvrages de collecte et de gestion des eaux pluviales .....	18
4.5	Schéma directeur de gestion d'eaux pluviales .....	19
4.6	Gestion quantitative et qualitative des eaux pluviales urbaines.....	19
4.6.1	Gérer la pluie là où elle tombe .....	19
4.6.2	Préserver la qualité de l'eau .....	19
5	COLLECTE ET TRANSPORT DES EAUX USEES.....	20
5.1	Patrimoine du réseau d'assainissement .....	20
5.1.1	Inventaire du patrimoine existant .....	20
5.1.2	Bilan des nouveaux branchements pour les constructions neuves .....	21
5.2	Performances du système de collecte (Indicateurs, énergie) .....	23
5.2.1	Bilan énergétique.....	23
5.2.2	Indicateurs de performance du système de collecte .....	24
5.3	Entretien du réseau.....	24
5.3.1	Curage préventif et interventions curatives.....	24
5.3.2	Les réparations / réhabilitations de collecteurs .....	26
5.4	Surveillance du réseau .....	26
5.4.1	Inspection télévisée des réseaux de collecte des eaux usées et des eaux pluviales .....	27
5.4.2	Contrôle de la conformité des installations privatives d'eaux usées et d'eaux pluviales .....	28
5.4.3	Télégestion.....	29
5.4.4	Suivi des industriels .....	29
6	EPURATION DES EAUX USEES .....	30
6.1	Identification et description des ouvrages d'épuration des eaux usées .....	30
6.1.1	Ouvrages d'épuration des eaux usées, capacités d'épuration et prescriptions de rejets pour les principaux éléments polluants .....	30
6.1.2	Station d'épuration de Beauvais.....	33
6.1.3	Charges traitées, consommation énergétique, production de boues .....	35

6.1.4	Performances épuratoires .....	36
6.1.5	Mesures sur les substances dangereuses.....	38
6.2	Conformité des performances des équipements d'épuration .....	38
6.3	Conformité DERU .....	39
7	FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE 2019 .....	39
7.1	Mise en œuvre du programme pluriannuel d'investissements (PPI) en matière d'assainissement collectif.....	40
7.2	Travaux de renouvellement ou de sécurisation .....	40
7.3	Convention de gestion de la station d'épuration de Hermes.....	42
7.4	Surveillance de l'impact des rejets .....	42
7.4.1	Analyses physico-chimiques .....	43
7.4.2	Analyses hydrobiologiques .....	43
7.5	Suivi des contrats de délégation de service public pour l'assainissement collectif .....	45
7.6	Attribution du nouveau contrat de délégation de service public.....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
8	ORIENTATIONS POUR L'AVENIR ET PERSPECTIVES 2020 .....	45
8.1	Amélioration de la qualité des eaux superficielles – SDAGE 2016-2021.....	45
8.2	Travaux d'amélioration, de sécurisation ou de renouvellement sur les ouvrages de collecte et du traitement des eaux usées, .....	47
8.3	Mise en œuvre des contrats de délégation de service public pour l'assainissement collectif ....	47
8.4	Conventions de mandat pour l'attribution de subventions aux propriétaires d'habitations et entreprises.....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
8.5	Etude sur l'exercice de la compétence assainissement collectif : harmonisation du prix du service, définition d'un programme pluriannuel d'investissement .....	48
9	INDICATEURS FINANCIERS .....	45
9.1	Tarifs appliqués sur la facture d'eau .....	48
9.1.1	Qui décide du prix de l'eau ? .....	48
9.1.2	Quels sont les différents postes de facturation de l'assainissement collectif? .....	49
9.2	Tarifs appliqués au raccordement .....	51
9.2.1	Branchement au réseau d'assainissement.....	51
9.2.2	Participation pour financement de l'assainissement collectif .....	51
9.3	Budget annexe du service d'assainissement collectif.....	51
9.3.1	Les recettes et charges d'exploitation.....	51
9.3.2	Les investissements .....	52
9.3.3	Encours de la dette et durée d'extinction de la dette.....	53

Annexe 1 : note des agences de l'eau Artois-Picardie et Seine-Normandie sur leur activité 2020

# 1 PREAMBULE

**Extrait note d'information du ministère de l'écologie et du développement durable : *Le rapport annuel sur le prix et la qualité du service***

## **Le rapport annuel du maire ou du président de l'EPCI sur le prix et la qualité du service public...**

“ Le maire présente au conseil municipal ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) présente à son assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'assainissement destiné notamment à l'information des usagers ” (art. L. 2224-5 du code général des collectivités territoriales CGCT).

### **... à destination des usagers...**

Le rapport annuel est un outil de communication entre les élus, leur assemblée délibérante et les usagers des services d'eau et d'assainissement. Il doit pouvoir être librement consulté en mairie. Seules les communes de 3 500 habitants et plus sont soumises à une obligation d'affichage (art. L. 1411-13 du CGCT).

### **... pour plus de transparence...**

L'élaboration du rapport annuel sur le prix et la qualité du service répond aux principes de gestion décentralisée des services d'eau et d'assainissement, de transparence et d'évaluation des politiques publiques.

Le rapport annuel devra être examiné par la commission consultative des services publics locaux (CCSPL) (art. L. 1413-1 du CGCT) constituée à l'initiative du maire dans les communes de plus de 10 000 habitants, du président de l'EPCI de plus de 50 000 habitants ou du président du syndicat mixte comprenant au moins une commune de plus de 10 000 habitants. Cette présentation à la CCSPL permet de prendre en compte les attentes des usagers et d'améliorer la lisibilité de ce rapport.

### **... élaboré par la collectivité responsable de l'organisation du service...**

Le maire ou le président de l'EPCI a la responsabilité de la rédaction et de la mise en forme du rapport ainsi que de sa communication. Les gestionnaires et les agences de l'eau apportent leur appui pour collecter et traiter certaines données de base.

### **... présenté avant le 30 septembre**

Ce rapport doit désormais être présenté dans les 9 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné, soit au plus tard le 30 septembre. En intercommunalité, le conseil municipal de chaque commune adhérent à un EPCI est destinataire du rapport annuel adopté par cet établissement. Le maire présente au conseil municipal, dans les douze mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné, le ou les rapports qu'il aura reçu(s) du ou des EPCI, soit au plus tard le 31 décembre. Il indique dans une note liminaire la nature exacte du service assuré par ce ou ces établissements.

### **... pour mieux évaluer la qualité et le prix du service à l'utilisateur.**

Les articles D. 2224-1 à 4 du CGCT fixent la liste des indicateurs techniques (ressources, qualité, volume, etc.) et financiers (tarification, dettes, investissements, etc.) qui doivent au moins figurer dans le rapport. Les rapports peuvent être complétés par tout indicateur jugé utile. Ils peuvent également être agrémentés de plans, de croquis ou de photos sur la localisation des ressources et le cycle de l'eau au niveau de la collectivité par exemple. Si les compétences de la collectivité évoluent peu d'une année sur l'autre, seuls les indicateurs relatifs au prix et à la qualité de service ainsi que des travaux devront être actualisés.

L'article L. 2224-5 du CGCT impose au maire de joindre à son rapport annuel sur le prix de l'eau, la note établie par les agences de l'eau sur les redevances figurant sur la facture d'eau des abonnés et sur la réalisation de leur programme d'intervention. Les notes établies sur la base de l'activité 2020 des agences de l'eau Seine Normandie et Artois Picardie sont jointes en annexes au présent rapport

## 2 SYNTHÈSE DU RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF 2020

# Service de l'assainissement Communauté d'agglomération du Beauvaisis

### LES CHIFFRES DU SERVICE

### L'ESSENTIEL DE L'ANNEE 2020

<b>Habitants desservis</b>	<b>94 738</b>
<b>Usagers (clients)</b>	<b>43 155</b>
<b>Installation(s) de dépollution</b>	<b>13</b>
<b>Capacité de dépollution (EH)</b>	<b>166 650</b>
<b>Longueur de réseau d'eaux usées (km)</b>	<b>515</b>
<b>Volumes d'effluents traités (m<sup>3</sup>/an)</b>	<b>7 479 000</b>

#### ➤ Station d'épuration

- 1<sup>ère</sup> phase des travaux de sécurisation des installations de pompage et de traitement des eaux usées intégrés au contrat de délégation
- Remplacement du grappin du trommel et des sorbonnes à la station d'épuration de Beauvais, ainsi que l'ajout de systèmes anti-chute
- Attribution du marché pour le remplacement des lames de la décantation lamellaire de la station d'épuration de Beauvais
- Renouvellement de l'autorisation de rejet sur Rochy-Condé
- Triplement des matières de vidange accueillies à la station d'épuration de Beauvais et compostage des boues des station d'épuration, pour respecter les règles d'hygiénisation liées au virus du SARS-Cov-2
- Restauration de zones humides sur Hermes et Berthecourt, dans le cadre des mesures compensatoires liées à la construction de la station d'épuration de Hermes

#### ➤ Réseau

- Travaux d'assainissement collectif sur les hameaux de Moimont et Courroy et route de Bonnières à Milly-sur-Thérain et hameau de La Houssoye à Crèvecœur-le-Grand
- Mise en place du diagnostic permanent sur les systèmes d'assainissement : outil de connaissance du fonctionnement en temps réel du réseau
- Attribution du marché pour la réhabilitation de 4 postes de relevage sur Beauvais
- Etudes pour la mise en place d'un système de télésurveillance des réseaux d'assainissement sous-ville à Allonne et Milly-sur-Thérain

#### ➤ Gestion du service – Autosurveillance

- Gestion des conséquences de la crise sanitaire sur le service assainissement
- Etude d'analyses des modes de défaillance des stations d'épuration de Bailleul-sur-Thérain, Bresles et Crèvecœur-le-Grand.
- Instruction de 30 dossiers de subventions de mise en conformité du raccordement à l'assainissement collectif.
- Attribution du marché d'étude sur l'exercice de la compétence assainissement collectif : harmonisation du prix du service, définition d'un programme pluriannuel d'investissement
- Attribution du marché pour l'étude de schéma directeur d'eaux pluviales

**Allonne, Auteuil, Auneuil, Aux-Marais, Bailleul-sur-Thérain, Beauvais, Berneuil-en-Bray, Bonlier, Bresles, Crèvecœur-le-Grand, Fouquénies, Frocourt, Goincourt, Herchies, Hermes, La Neuville-en-Hez, Laversines, Le Mont-Saint-Adrien, Milly-sur-Thérain, Pierrefitte-en-Beauvais, Rainvillers, Rochy-Condé, Saint-Germain-la-Poterie, Saint-Léger-en-Bray, Saint-Martin-le-Noeud, Saint-Paul, Savignies, Therdonne, Tillé, Troissereux, Warluis**

➤ **Station d'épuration**

- Passation d'un marché de travaux pour la reconstruction de la station d'épuration de la Neuville-en-Hez
- 2<sup>e</sup> phase des travaux de sécurisation des installations de pompage et de traitement des eaux usées intégrés au contrat de délégation
- Etudes hydrauliques sur les stations d'épuration de Crèvecœur-le-Grand et de Bresles
- Passation d'un marché pour la recherche et la réduction des rejets de substances dangereuses dans les effluents de la station d'épuration de Beauvais
- Travaux pour le remplacement des lames de la décantation lamellaire de la station d'épuration de Beauvais
- Etude pour l'amélioration du traitement du phosphore sur la station d'épuration de Bailleul-sur-Thérain.
- Diagnostic du génie-civil du canal de rejet de la station d'épuration de Beauvais, et des silos à boues de Therdonne et Rochy-Condé

➤ **Réseau**

- Réalisation des travaux d'assainissement collectif sur le hameau de la Borde à Crèvecœur-le-Grand
- Mise en service des ouvrages de collecte des eaux usées sur les hameaux de la Houssoye à Crèvecœur-le-Grand et de Courroy à Milly-sur-Thérain
- Renforcement du réseau d'assainissement sous-vide à Milly-sur-Thérain
- Passation d'un marché pour la réhabilitation de 4 postes de relevage sur Beauvais
- Mise en place d'un système de télésurveillance des réseaux d'assainissement sous-vide à Allonne et Milly-sur-Thérain
- Etudes relatives à la mise en place de traitement anti-H<sub>2</sub>S aux postes de pompes des eaux usées de la Gare et Marais Colin sur la commune de Hermes
- Etude pour la création d'un bassin d'infiltration et de tamponnement des eaux pluviales à Crèvecœur-le-Grand

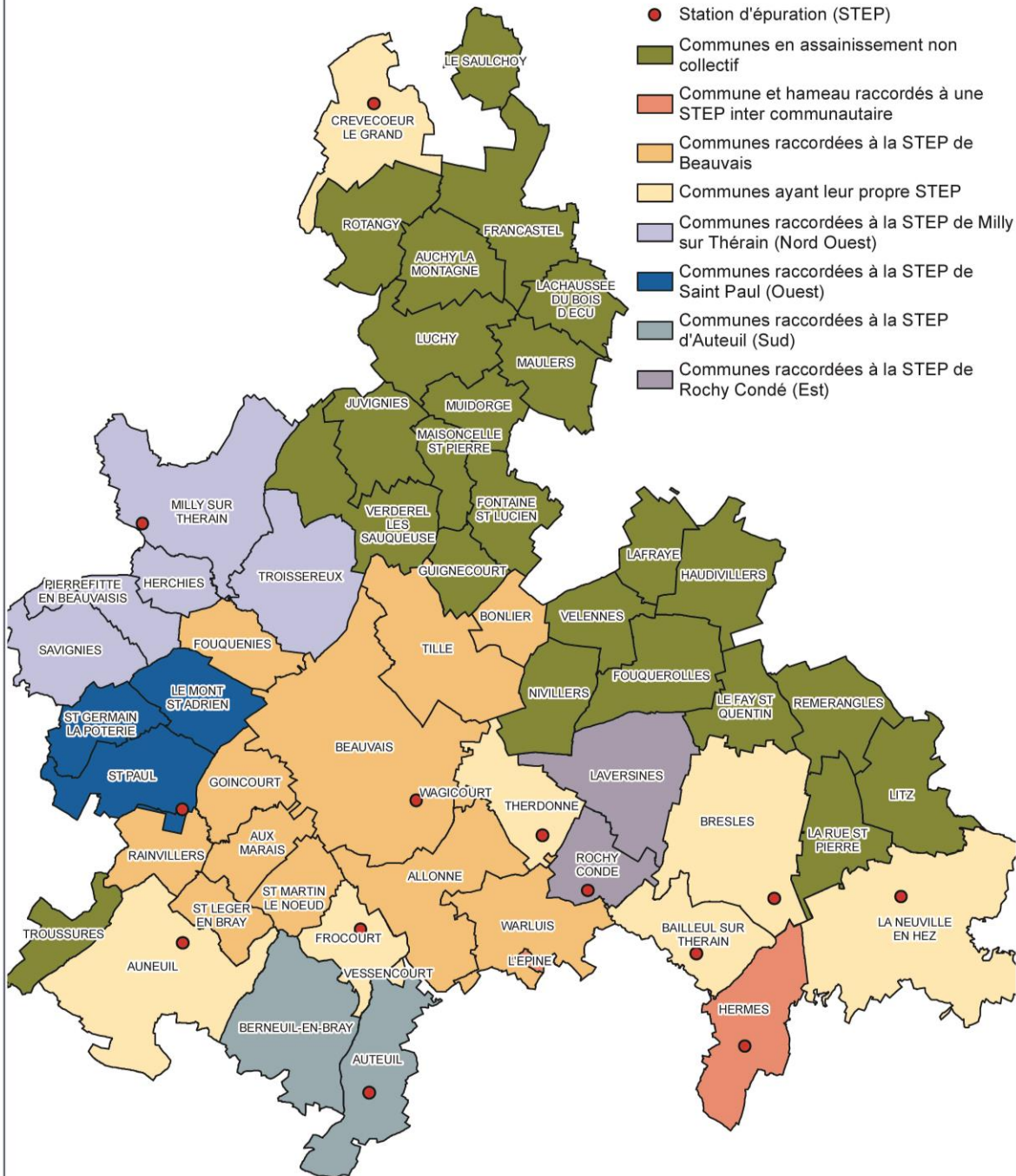
➤ **Gestion du service – Autosurveillance**

- Poursuite des travaux de mise en conformité du raccordement à l'assainissement collectif.
- Démarrage de l'étude sur l'exercice de la compétence assainissement collectif et de schéma directeur d'eaux pluviales
- Consultation pour la mise en place des outils de diagnostic permanent sur le système d'assainissement de Beauvais

## LES INDICATEURS DE PERFORMANCE DU SERVICE

Indicateurs réglementaires (Arrêté du 2 mai 2007 – annexe II)	Valeur
<b>L'activité clientèle</b>	
[D201.0] Nombre d'habitants desservis total (estimation)	<b>94 738</b>
[D202.0] Nombre d'autorisations spécifiques de déversement	<b>138</b>
<b>Qualité de service à l'utilisateur</b>	
[P251.1] Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers	<b>0,01 u/1000 habitants</b>
[P258.1] Taux de réclamations	<b>2,90 u/1000 abonnés</b>
[P257.0] Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	<b>3,73 %</b>
<b>Prix du service de l'assainissement</b>	
[D204.0] Prix TTC par m <sup>3</sup> pour 120 m <sup>3</sup> (assainissement seul)	<b>Cf. § 9.1.2</b>
<b>Gestion financière et patrimoniale</b>	
[P202.2] Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte	<b>68/120</b>
[P252.2] Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage pour 100 km de réseau	<b>5,5 u/100 km</b>
[P253.2] Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées	<b>341 ml en 6 ans</b>
<b>Performance environnementale</b>	
[P201.1] Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées [P201.1]	<b>98,3 %</b>
[P255.3] Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées	<b>103/120</b>
[P204.3] Conformité des équipements d'épuration au regard de la DERU <sup>1</sup>	<b>10 des 13 systèmes d'assainissement</b>
[P254.3] Conformité des performances des équipements d'épuration	<b>12 des 13 stations d'épuration (Cf. § 6.2)</b>
[P206.3] Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes	<b>100 %</b>
[P203.0] Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration	<b>1 716 tonnes de matières sèches</b>
<b>Diagnostic permanent (Indicateurs non réglementaires)</b>	
Contrôle de qualité d'exécution ou de maintien en bon état de fonctionnement	<b>1 339</b>
Auscultation des réseaux anciens par inspection télévisée	<b>12,0 km</b>

<sup>1</sup> DERU : Directive Européenne Eaux Résiduaires Urbaines



Source : Direction Générale des Impôts - Cadastre - Droits réservés - Reproduction Interdite - Mis à disposition par la Communauté d'Agglomération du Beauvaisis  
Source : Réseau d'assainissement - Communauté d'Agglomération du Beauvaisis - Service Assainissement - Droits réservés - Reproduction Interdite.

© Système d'Information Géographique  
48 rue Desgroux  
60000 BEAUVAIS  
Tel : 03.44.15.68.52 - Courriel : sig@beauvaisis.fr  
Conception : FLAUDE - 10/08/2018

**Carte 1 : Schéma général de l'assainissement sur la communauté d'agglomération du Beauvaisis (Situation au 1<sup>er</sup> janvier 2021)**



## 3 STRUCTURE ET ORGANISATION DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT

### 3.1 MISSIONS DU SERVICE ASSAINISSEMENT

Que deviennent les eaux usées de la douche, de la vaisselle, de la machine à laver, ... ?

Au titre de l'assainissement collectif, après utilisation, les eaux dites « usées » rejoignent directement le réseau d'assainissement et c'est le service d'assainissement de la communauté d'agglomération du Beauvaisis (CAB) qui les prend alors en charge. Ce service a pour missions de collecter ces eaux, de les acheminer vers les stations d'épuration puis de les traiter avant de les restituer au milieu naturel.

L'assainissement non collectif concerne les près de 4 000 habitations non raccordées à un réseau public de collecte des eaux usées. Le service contrôle les installations d'assainissement non collectif propres à ces habitations.

La compétence assainissement s'exerce donc sur l'ensemble des 53 communes membres avec des modes de gestion (régie communautaire ou gestion déléguée) et d'assainissement (assainissement collectif ou non collectif) différents.

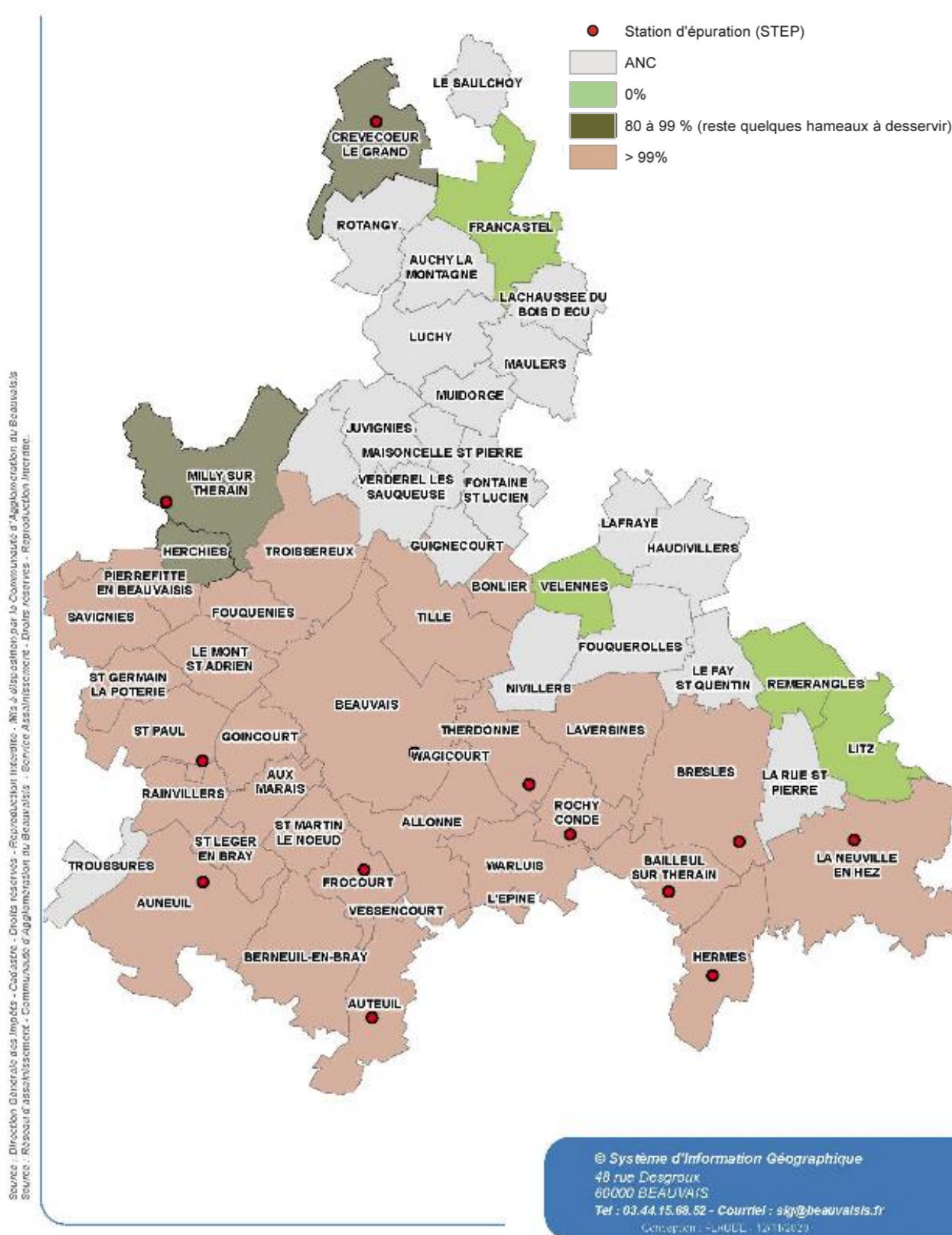
### 3.2 MODE ET SYSTÈMES D'ASSAINISSEMENT SUR LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BEAUVAISIS

La compétence assainissement couvre l'intégralité du périmètre des 53 communes membres de CAB depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 (Cf. carte 1 ci-amont).

La communauté d'agglomération du Beauvaisis (CAB) se répartit désormais en :

- 11 communes et le hameau de Wagicourt (Therdonne) raccordés sur la station d'épuration de Beauvais ;
- 7 communes disposant de leur propre station d'épuration ;
- 12 communes ayant une station d'épuration partagée sur le secteur :
  - ouest : Saint-Paul, le Mont-Saint-Adrien et Saint-Germain-la-Poterie et quelques secteurs d'habitat de Rainvillers ;
  - nord-ouest : Milly-sur-Thérain, Herchies, Pierrefitte-en-Beauvaisis, Savignies et Troissereux ;
  - sud : Auteuil et Berneuil-en-Bray ;
  - est : Laversines et Rochy-Condé.
- le hameau de l'Epine (Warluis) raccordé à la station d'épuration d'Abbecourt et Hermes qui partage la station d'épuration sur son territoire avec 5 communes de la communauté de communes Thelloise;
- 22 communes relevant exclusivement de l'assainissement non collectif.

### 3.3 TAUX DE DESERTE PAR DES RÉSEAUX DE COLLECTE DES EAUX USÉES



**Carte 2 : Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées des zones d'assainissement collectif (Situation au 1<sup>er</sup> janvier 2021)**

Le taux de desserte permet d'apprécier l'état d'équipement de la population en assainissement collectif et de connaître l'avancement des politiques de raccordement pour les abonnés relevant du service d'assainissement collectif. Ce taux permet en particulier de suivre la mise en œuvre du programme pluriannuel d'investissement adopté en conseil communautaire le 27 mars 2009 pour la mise en place de l'assainissement collectif. Ce programme ne concerne plus désormais que le hameau de Courroy à Milly-sur-Thérain et les hameaux de la Borde et de la Houssoye sur la commune de Crèvecœur-le-Grand, dont l'autorisation de raccordement est ou sera accordée en 2021 ou 2022. Un nouveau programme pluriannuel d'investissement devrait être adopté début 2022.

Il correspond au nombre d'abonnés desservis par un réseau de collecte des eaux usées rapporté au nombre d'abonnés potentiels de la zone relevant de l'assainissement collectif. Cette dernière valeur est déterminée à partir des documents de zonage d'assainissement approuvés par délibération du conseil communautaire en date du 20 juin 2006 et de la révision du zonage d'assainissement de 7 communes approuvée le 12 décembre 2015, mais aussi des zonages définis par délibération propre des 22 communes ayant rejoint la CAB en 2017 et 2018.

### Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées

L'indicateur sur le périmètre des zones d'assainissement collectif est inchangé en 2020, à savoir 98,3 % de desserte par un réseau d'assainissement collectif. **Près de 60 habitations du hameau de Moimont et de la route de Bonnières à Milly-sur-Thérain ont été autorisées à se raccorder à l'assainissement collectif en 2020.**

Le service d'assainissement collectif dessert un peu plus 44 000 logements (dont environ 28 200 sur Beauvais), soit une population desservie d'environ 94 700 habitants sur un total de près de 104 500 habitants [population totale légale 2016 (source INSEE)]. **Le taux de desserte global en assainissement collectif de la population sur l'ensemble du territoire de la communauté d'agglomération du Beauvaisis est de 90,6 %.**

## 3.4 MISSIONS DU SERVICE ASSAINISSEMENT - MODE DE GESTION

Chaque jour, le service de l'assainissement est chargé de :

- collecter, transporter puis traiter les eaux usées et pluviales avant leur rejet dans le milieu naturel,
- maintenir et adapter le patrimoine (réseau, stations d'épuration) aux besoins en quantité et en qualité, suivre les évolutions réglementaires.

Les missions accomplies dépendent directement des trois grands enjeux de l'assainissement : hygiène et santé publique, respect de l'environnement et gestion du patrimoine.

Ce service assure différentes missions :

- la maîtrise d'ouvrage, tant dans leur conception que dans leur réalisation, du réseau d'assainissement et des stations d'épuration ;
- la maintenance et l'exploitation des réseaux, stations de pompage et d'épuration après leur réalisation. Sur les communes de Beauvais, ces missions sont accomplies en régie directe par du personnel communautaire, de même que pour les ouvrages de gestion des eaux pluviales (collecteurs d'eaux pluviales, avaloirs, bassins d'infiltration enterrés ou à ciel ouvert, séparateurs à hydrocarbures) sur l'ensemble des communes.

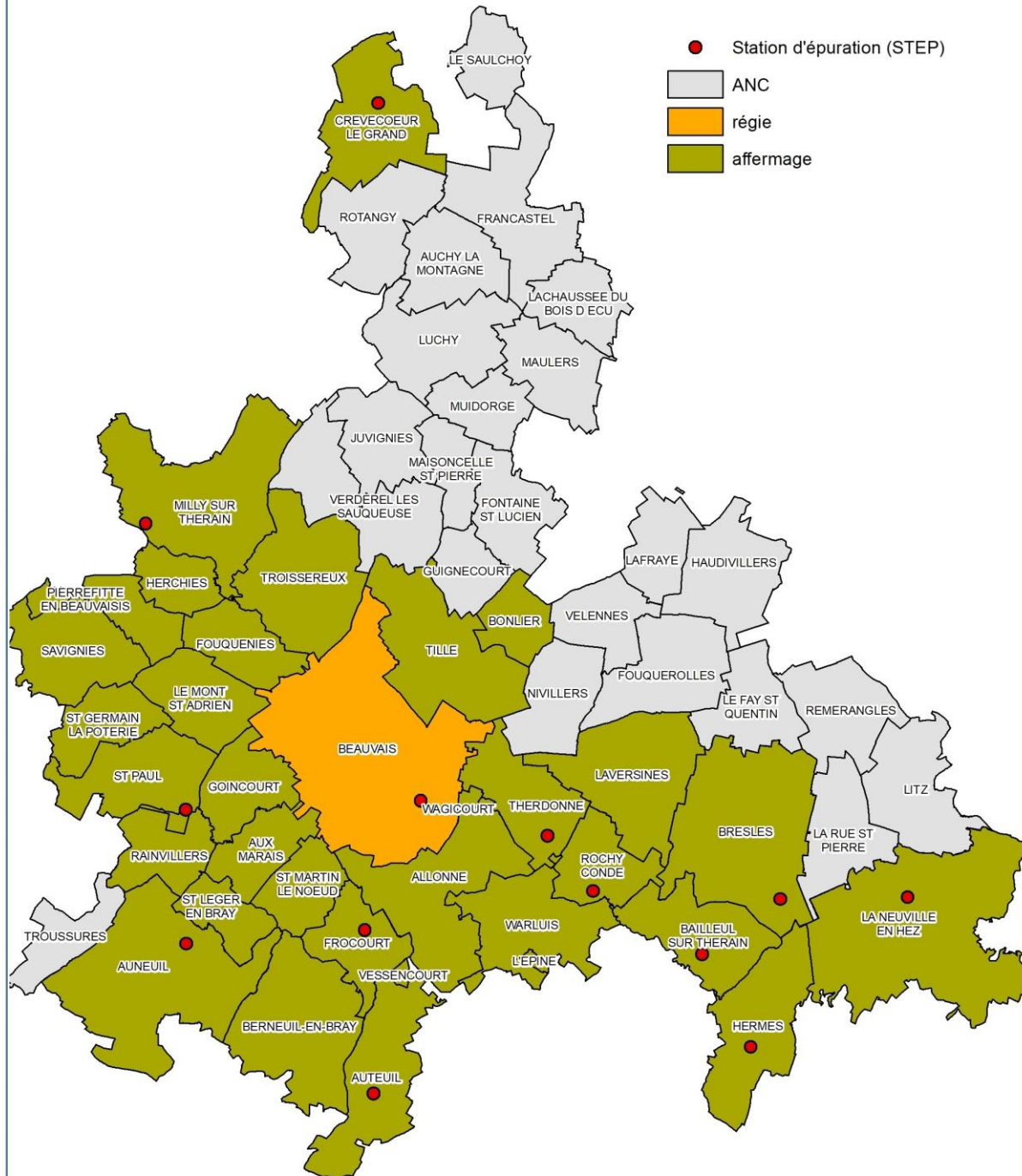
Certaines missions ne sont pas assurées en régie propre, elles sont déléguées. Ainsi, le contrôle, l'entretien et l'exploitation des réseaux de collecte des eaux usées des 30 communes en dehors de Beauvais sont encadrées par 6 contrats d'affermage avec la société Véolia Eau. La gestion de 12 des 13 stations d'épuration a également été confiée à la même société.

Le service public d'assainissement collectif est actuellement géré comme suit :

- en régie sur la commune de Beauvais ;
- en délégation de service public via 6 contrats d'affermage conclus avec la société Véolia Eau pour le reste du territoire communautaire, avec les échéances suivantes :
  - 31 décembre 2029 pour le contrat dit « CAB 30 ». Ce contrat entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> mars 2020 porte aujourd'hui sur 26 communes membres citées ci-après et couvrira à terme les 30 communes relevant de l'assainissement collectif (Hors Beauvais) à l'échéance des 4 contrats ci-dessous : Allonne, Auneuil, Auteuil, Aux-Marais, Berneuil-en-Bray, Bonlier, Fouquénies, Frocourt, Goincourt, Herchies, Hermes, Le Mont-Saint-Adrien, Milly-sur-Thérain, La Neuville-en-Hez, Pierrefitte-en-Beauvaisis, Rainvillers, Rochy-Condé, Saint-Germain-la-Poterie, Saint-Léger-en-Bray, Saint-Martin-le-Nœud, Saint-Paul, Savignies, Therdonne, Tillé, Troissereux, Warluis;
  - 30 juin 2023 pour la commune de Bailleul-sur-Thérain ;
  - 30 avril 2024 pour la commune de Bresles ;
  - 31 décembre 2024 pour la commune de Laversines ;
  - 23 décembre 2025 pour la commune de Crèvecœur-le-Grand ;
  - 31 décembre 2022 pour le transport et le traitement des eaux usées vers la station d'épuration de Hermes, contrat qui intéresse la commune de Hermes et 4 communes de la communauté de communes Thelloise.

Le service public d'assainissement non collectif est géré en régie et fait l'objet d'un rapport annuel dédié.

Source : Direction Générale des Impôts - Cadastre - Droits réservés - Reproduction Interdite - Mts à disposition par la Communauté d'Agglomération du Beauvaisis  
Source : Réseau d'assainissement - Communauté d'Agglomération du Beauvaisis - Service Assainissement - Droits réservés - Reproduction Interdite.



© Système d'Information Géographique  
43 rue Desgroux  
60000 BEAUVAISIS  
Tel : 03.44.15.68.52 - Courriel : [sig@beauvaisis.fr](mailto:sig@beauvaisis.fr)  
Conception : FLAUDE - 07/09/2020

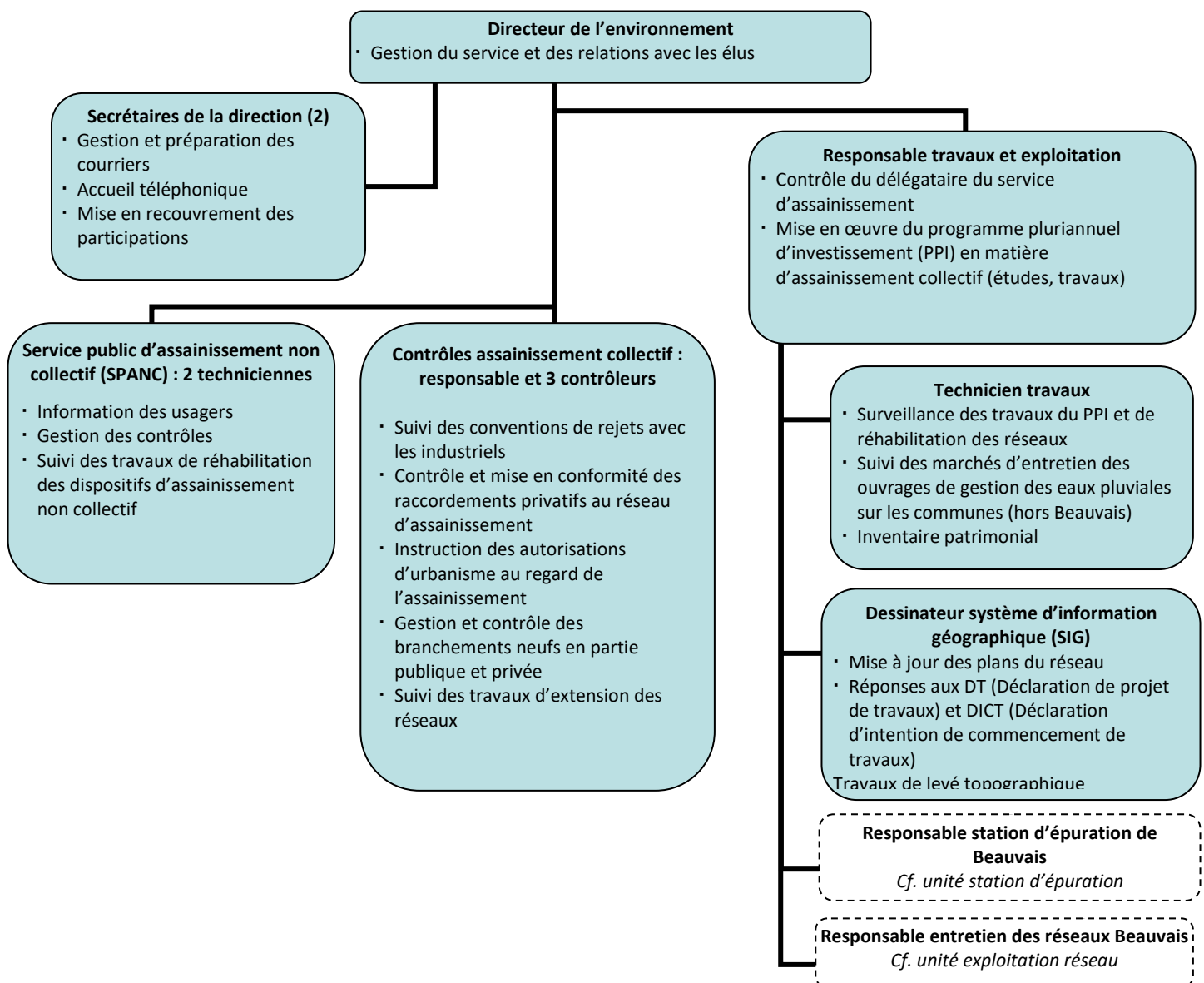
**Carte 3 : Mode de gestion du service et échéances des contrats de délégation (au 1<sup>er</sup> janvier 2020)**

### 3.5 DES HOMMES AU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT

Les bureaux du service assainissement de la CAB sont situés dans les locaux de la direction générale des services techniques au 70 rue de Tilloy à Beauvais. Afin d'assurer ses missions, le service de l'assainissement de la CAB compte 31 agents, dont 12 sont affectés à la direction, à la maîtrise d'ouvrage et à la prospective, 6 à l'entretien des réseaux et 13 à l'exploitation et la maintenance de la station d'épuration et des installations de pompage sur Beauvais. Le service de l'assainissement compte des métiers très différents qui contribuent au bon fonctionnement du système d'assainissement de la CAB : agents d'entretien et de maintenance du réseau et de la station d'épuration, agents administratifs, maçons, électromécaniciens, dessinateur, techniciens, ingénieurs, surveillants de travaux...

#### 3.5.1 UNITE DIRECTION (MAITRISE D'OUVRAGE, CONTROLES ET TRAVAUX)

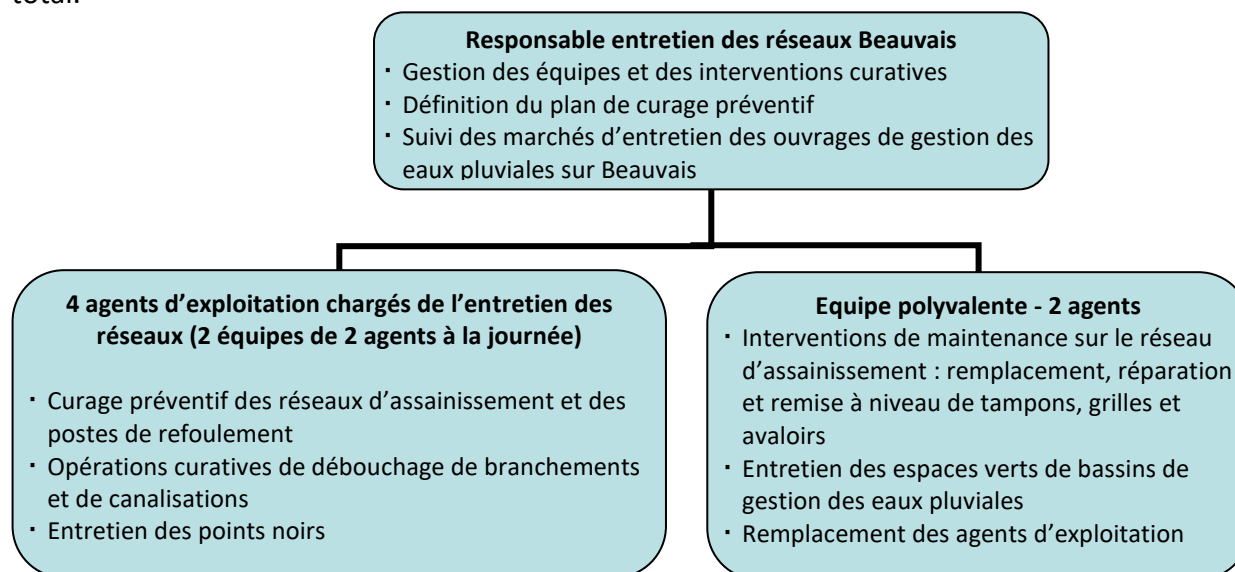
L'unité de direction en charge notamment des contrôles et des travaux, placée sous l'autorité du directeur de l'environnement compte un total de 12 personnes.



**Figure 1 : Organigramme de l'unité direction, contrôles et travaux**

### 3.5.2 UNITE D'EXPLOITATION DES RÉSEAUX D'EAUX USÉES ET D'EAUX PLUVIALES

Cette unité d'exploitation des réseaux d'assainissement sur la ville de Beauvais regroupe 6 personnes au total.



***Figure 2 : Organigramme de l'unité d'exploitation des réseaux***

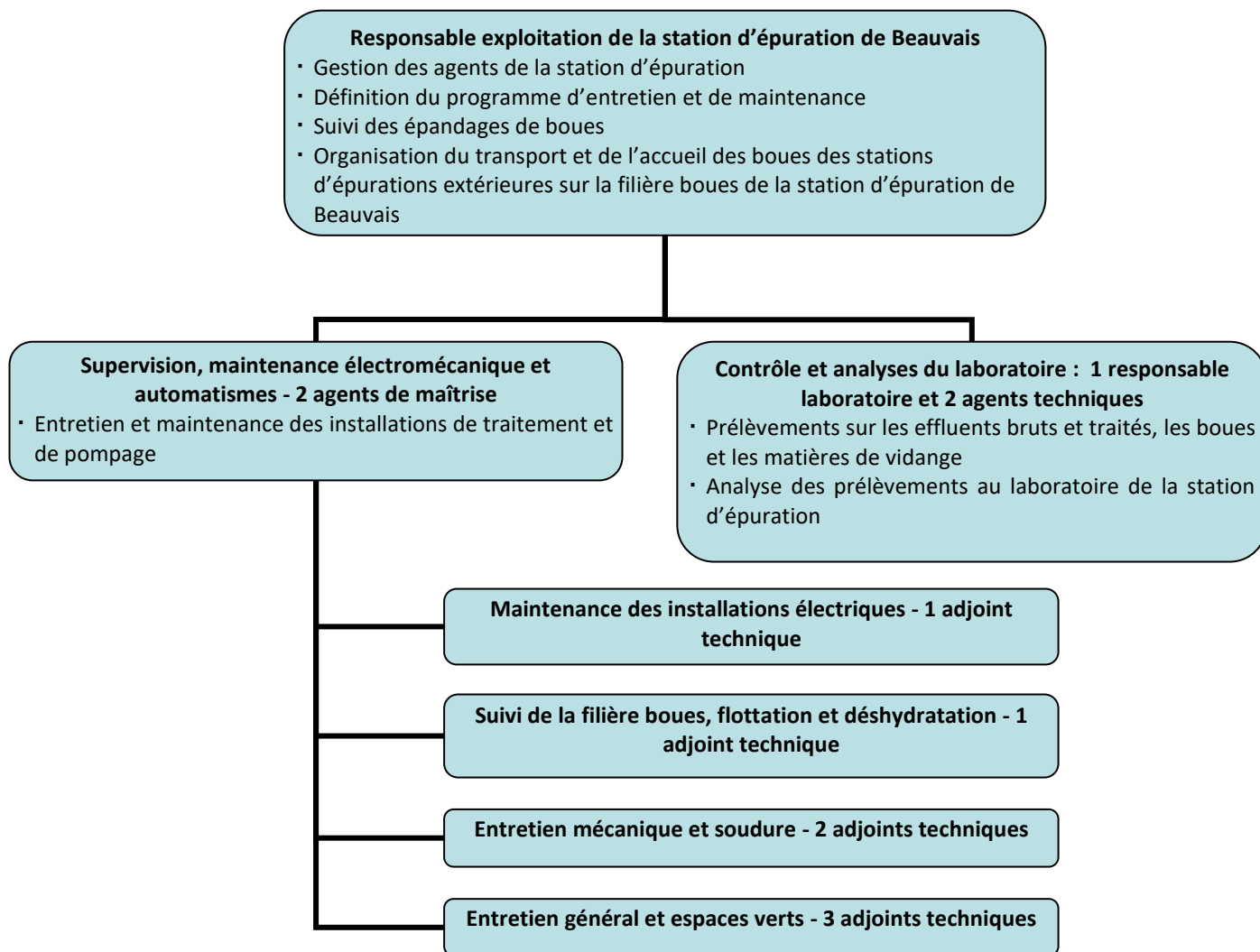
L'exploitation des réseaux de collecte des eaux usées de la ville de Beauvais est donc réalisée en régie par les personnels de l'unité d'exploitation des réseaux. Pour des interventions particulières (vidange des fosses de décantation des sables, entretien des espaces verts et curage des bassins de gestion des eaux pluviales), il est fait appel aux services d'un prestataire extérieur.

Hors ville de Beauvais, la gestion des réseaux de collecte des eaux usées et des stations d'épuration a été déléguée à Véolia Eau dans le cadre de différents contrats d'affermage.

Par contre, l'entretien des ouvrages de gestion et de traitement des eaux pluviales (canalisations, avaloirs, bassins, séparateur à hydrocarbures) sur ce secteur est sous la responsabilité, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011, du service assainissement de la CAB. Au titre de l'entretien préventif, le service assainissement a recours aux services de prestataires extérieurs pour le curage systématique annuel des avaloirs ou grilles-avaloirs (réparti tout au long de l'année), la vidange des séparateurs à hydrocarbures (à raison d'une fois par an ou tous les deux ans), l'entretien des espaces verts (à raison de 2 fauchages par an et d'une taille de haie par an) et en cas de besoin le curage des bassins de gestion des eaux pluviales.

### 3.5.3 UNITE D'EXPLOITATION DE LA STATION D'ÉPURATION DE BEAUVAIS ET DES POSTES DE REFOULEMENT

Cette unité est composée de 13 personnes, placées sous l'autorité de la responsable travaux et exploitation et est installée sur le site de la station d'épuration de Beauvais, située avenue Blaise Pascal. Sa mission principale est de garantir le bon fonctionnement des postes de refoulement et de la station d'épuration de la ville de Beauvais, laquelle reçoit et traite les effluents de 11 communes et les boues de 8 stations d'épuration du secteur délégué à Véolia Eau.



**Figure 3 : Organigramme de l'unité station d'épuration**

## 3.6 ACCUEIL ET SERVICE

### 3.6.1 SUR LE PERIMETRE DE LA CAB

La population peut obtenir tous renseignements, informations ou prescriptions techniques à l'adresse suivante :

Communauté d'agglomération du Beauvaisis – Service assainissement  
70, rue de Tilloy - 60000 Beauvais - Tél. : 03 44 10 52 57  
du lundi au vendredi, de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h

Un service d'astreinte permet de répondre à toutes les urgences, de jour comme de nuit, ainsi que les dimanches et jours fériés. En outre, un numéro vert permet aux habitants de Beauvais d'appeler gratuitement en cas de problème (N° VERT : 0 800 870 800).

### 3.6.2 SUR LES 30 COMMUNES AVEC UN SERVICE DELEGUE

Véolia Eau – SEAO - Agence de Beauvais  
1, rue du Thérain – 60000 Beauvais – Tél. : 03 44 12 12 80  
du lundi au vendredi de 8h à 17h



Un service d'astreinte permet également de répondre à toutes les urgences, de jour comme de nuit, ainsi que les dimanches et jours fériés n°09 69 36 72 61.

### 3.6.3 TAUX DE RÉCLAMATIONS

**Taux de réclamations :** nombre de réclamations écrites correspondant à des écarts ou non-conformités vis-à-vis d'engagements contractuels, de service ou vis-à-vis de la réglementation.

Pour l'année 2020, 143 (125 par courriel intégrées en 2020) réclamations ont été enregistrées (aucune recensée par le délégataire du service assainissement), soit un taux de réclamations (Nombre de réclamations laissant une trace écrite/Nombre d'abonnés x 1 000) de 2,90 réclamations par millier d'abonnés (valeurs de 0,11 en 2019, 0,16 en 2018, 0,51 en 2017 et 0,41 en 2016).

Ces réclamations ont porté exclusivement sur le paiement de la participation pour le financement de l'assainissement collectif.

## 4 COLLECTE ET GESTION DES EAUX PLUVIALES

### 4.1 COMPÉTENCE RELATIVE À LA GESTION DES EAUX PLUVIALES URBAINES

La communauté d'agglomération du Beauvais a en charge la question de la gestion des eaux pluviales.

Le code général des collectivités territoriales (CGCT) encadre l'exercice de la compétence du service public administratif de gestion des eaux pluviales urbaines : article L. 2226-1 du CGCT « *La gestion des eaux pluviales urbaines correspondant à la collecte, au transport et au stockage et au traitement des eaux pluviales des aires urbaines constitue un service public administratif relevant des communes, dénommé service public de gestion des eaux pluviales urbaines.* »

### 4.2 MISSIONS DU SERVICE PUBLIC DE GESTION DES EAUX PLUVIALES URBAINES

Le service public administratif de gestion des eaux pluviales urbaines a pour principales missions :

- ✚ de définir les éléments constitutifs du système de gestion des eaux pluviales urbaines, en distinguant les parties du système unitaire et les parties du système séparatif (comprenant à la fois les réseaux et les ouvrages de gestion des eaux pluviales), en concertation avec les autres services techniques avec lesquels il en partage l'usage (services de l'assainissement des eaux usées, de la voirie, des espaces verts),
- ✚ d'exploiter, entretenir, réhabiliter et développer ce système (installations et ouvrages servant à la collecte, au transport, au stockage et au traitement des eaux pluviales).

### 4.3 PATRIMOINE DU SERVICE EAUX PLUVIALES

En 2019, la communauté d'agglomération du Beauvais a continué le travail d'inventaire des ouvrages existants (canalisations, avaloirs, bassins, séparateurs à hydrocarbures, puits d'infiltration) sur les communes de la CAB, qui explique l'évolution du nombre d'avaloirs et de séparateurs à hydrocarbures entre 2018 et 2019. Ce travail engagé en 2017 se poursuivra dans les années à venir, en s'appuyant notamment sur le recensement réalisé par les prestataires extérieurs en charge de l'entretien des ouvrages de collecte et de gestion des eaux pluviales.

Le patrimoine provisoire issu de cet inventaire est donné dans le tableau suivant :

Ouvrage - Fonction	Ville de Beauvais	Communes (hors Beauvais)
Collecteurs principaux d'eaux pluviales de diamètre 250 à 1200 mm	180 km	92 km
Dispositifs d'engouffrements des eaux pluviales : avaloirs, grilles ou grilles-avaloirs	3 785 unités	2 921 unités
Chambres de décantation à sables de 5 à 75 m <sup>3</sup> . Elles permettent la décantation des matières lourdes.	19	/
Séparateurs à hydrocarbures. Cette infrastructure de prétraitement des eaux pluviales permet de dépolluer en partie les eaux de voiries souillées par des huiles et hydrocarbures avant rejet au milieu naturel.	16	5
Puits d'infiltration des eaux pluviales	5	71
Ouvrages de stockage des eaux pluviales de 23 m <sup>3</sup> à plus de 10000 m <sup>3</sup> . Cet ouvrage permet de stocker temporairement les eaux de pluies pour limiter l'impact sur le milieu naturel.	28	33

**Tableau 1 : Répartition des ouvrages de gestion des eaux pluviales**

#### 4.4 ENTRETIEN DES OUVRAGES DE COLLECTE ET DE GESTION DES EAUX PLUVIALES

Le suivi de l'entretien des ouvrages d'eaux pluviales permet désormais de disposer de données sur le nombre d'avaloirs et le linéaire de réseaux curés, l'état des avaloirs et le taux d'encrassement des réseaux. Ces données seront consolidées d'une année sur l'autre et permettront de mieux piloter le programme d'entretien des ouvrages d'eaux pluviales

Territoire	Ville de Beauvais	Communes (hors Beauvais)
Prestataire en charge de la mission	SARP	SANET
Nombres d'avaloirs curés	3 780	2 950
Linéaire de réseau curé	10 957 ml	5 900 ml
Puits d'infiltrations entretenus	4	2
Tonnage de produits de curage traités à la station d'épuration de Beauvais	193 tonnes	Information non disponible
Nombres d'avaloirs présentant des anomalies (fond endommagé, présence de béton, cadre endommagé, etc)	114	Information non disponible
Nombre d'avaloirs réparés	33	29
Taux d'encrassement des réseaux	79 % faiblement encrassés (142 km) 15 % moyennement encrassés (26 km) 6 % fortement encrassés (12 km)	Informations non disponibles
Séparateurs hydrocarbures entretenus	16	/

**Tableau 2 : Bilan 2019 de l'entretien des ouvrages d'eaux pluviales**

Sur les communes hors Beauvais, il a été constaté que certains réseaux sont fortement encrassés par insuffisance d'entretien de leur exutoire (fossé, mare, ...). La difficulté d'écoulement favorise la formation de dépôts au sein des réseaux.

## 4.5 SCHEMA DIRECTEUR DE GESTION D'EAUX PLUVIALES

Les élus ont décidé en 2019 la réalisation d'une étude de schéma directeur d'eaux pluviales. Cette étude, exigée dans le cadre de l'élaboration des plans locaux d'urbanisme, doit aboutir à un zonage pluvial soumis à enquête publique et ainsi répondre aux objectifs de l'article L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales, à savoir :

- ✚ Définir les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit, de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
- ✚ Définir les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement avant rejet vers le milieu naturel.

Cette étude doit définir les orientations pour que les collectivités (communes, CAB) agissent encore plus efficacement sur la question des eaux pluviales pour limiter les inondations liées au ruissellement pluvial ou aux débordements des systèmes d'assainissement. Cette étude vise donc à :

- ✚ améliorer la compréhension du fonctionnement des réseaux unitaires ou simplement d'eaux pluviales et des bassins d'eaux pluviales sur les 53 communes ;
- ✚ élaborer un plan d'actions et de gestion des eaux pluviales et de définir les priorités d'actions pour les années à venir ;
- ✚ définir des orientations à inscrire dans les plans locaux d'urbanismes (PLU) : taux d'imperméabilisation, gestion des modalités de gestion des eaux pluviales à la parcelle, inconstructibilité ou constructibilité de certaines zones et inscription d'emplacements réservés.
- ✚ préparer des supports pédagogiques pour la mise en place de techniques alternatives de gestion des eaux pluviales à la source.

## 4.6 GESTION QUANTITATIVE ET QUALITATIVE DES EAUX PLUVIALES URBAINES

### 4.6.1 GÉRER LA PLUIE LÀ OÙ ELLE TOMBE

La gestion au plus proche de l'habitation des eaux pluviales, également dite « gestion à la source », vise d'une part à maîtriser localement le ruissellement, plutôt que de reporter le problème à l'aval, et d'autre part à réduire les coûts de transport et d'évacuation des eaux pluviales. L'agglomération a intégré depuis 10 ans des prescriptions sur le pluvial dans le règlement d'assainissement. La gestion des eaux pluviales à la parcelle par infiltration, produites par les nouvelles surfaces construites ou imperméabilisées, est imposée. A défaut, un rejet à 3 l/s/ha est autorisé.

### 4.6.2 PRÉSERVER LA QUALITÉ DE L'EAU

Les eaux pluviales peuvent transporter des matières en suspension, métaux et hydrocarbures issus du lessivage des voiries. Autant de polluants susceptibles de se déverser dans le milieu naturel lors de fortes pluies et de dégrader la qualité de l'eau. En diminuant les volumes rejetés au réseau et en régulant les flux, la gestion intégrée des eaux pluviales ajoutée à l'obligation d'installations de séparateurs à hydrocarbures pour certaines activités permet une réduction des déversements de polluants dans le milieu naturel.

## 5 COLLECTE ET TRANSPORT DES EAUX USEES

### 5.1 PATRIMOINE DU RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT

#### 5.1.1 INVENTAIRE DU PATRIMOINE EXISTANT

Le réseau d'assainissement s'étend désormais sur 31 communes de la communauté d'agglomération du Beauvaisis sur une longueur de près de 514 kilomètres. Le système d'assainissement comprend également :

- 27 628 branchements d'eaux usées dont 11 863 sur la ville de Beauvais,
- 181 stations de relevage ou de refoulement des eaux usées et des eaux pluviales (4), pour près des trois quarts sur les communes (133<sup>2</sup>) ;
- 14 aéroéjecteurs (Rochy-Condé), 2 centrales de vide (Allonne et Milly-sur-Thérain) ;
- 7 déversoirs d'orage (Auneuil, Bresles, Crèvecœur-le-Grand, Hermes et la Neuville-en-Hez) et 1 bassin d'orage sur le réseau (Crèvecœur-le-Grand) ;
- 1 bêche point haut sur Hermes ;
- 1 canal de mesure de débit à Savignies.

L'essentiel de la collecte est réalisé selon un mode séparatif. Les eaux usées sont récupérées dans des conduites séparées de celles des eaux pluviales si cette dernière est présente. Seule la majeure partie des réseaux des communes d'Auneuil, de Bresles et de Crèvecœur-le-Grand et une partie du réseau de la Neuville-en-Hez ont un caractère unitaire. Les eaux usées et les eaux pluviales sont alors récupérées dans une même conduite. Dans ce dernier cas, des déversoirs d'orage permettent de "décharger" le surplus des eaux unitaires diluées vers le milieu naturel - cours d'eau le plus souvent - lors d'événements pluvieux importants.

Le gravitaire est la technique de collecte dominante sur le périmètre de l'agglomération. A l'aval des bassins de collecte gravitaire sont souvent placés des postes de refoulement, des aéroéjecteurs ou des liaisons sous pression descendante alimentées par une bêche, pour transporter sous pression les effluents vers une station d'épuration ou un réseau gravitaire d'un autre bassin de collecte ou d'une autre commune. Une solution alternative par assainissement sous vide représentant environ 10 km de réseau a été développée sur les communes d'Allonne et surtout de Milly-sur-Thérain à la faveur d'une topographie assez plate et de la présence d'une nappe phréatique affleurante, conditions favorables à l'adoption d'une telle technique.

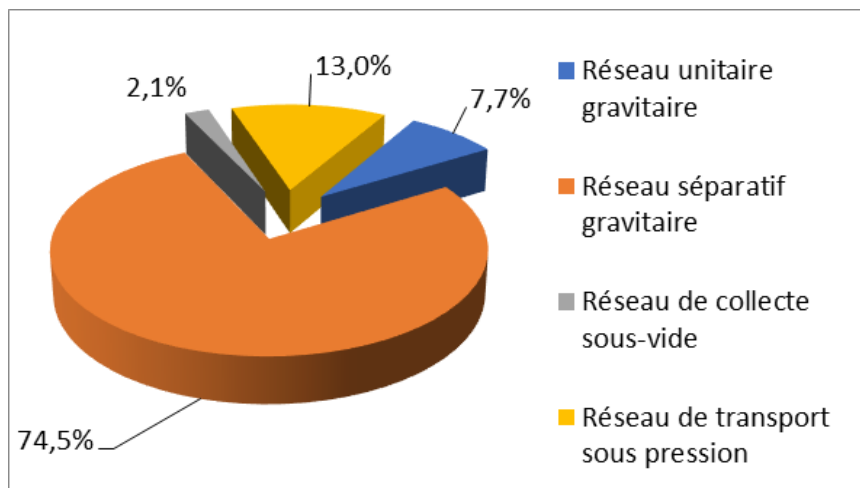
Le réseau d'assainissement est composé de la manière suivante (cf. tableau 3 et figure 4) :

Type de réseau	Ville de Beauvais	Communes (hors Beauvais) <sup>3</sup>
Réseau unitaire	-	40,6 km
Réseau séparatif gravitaire eaux usées	179,2 km	214,8 km
Réseau de collecte sous-vide	-	10,9 km
Réseau de refoulement eaux usées	8,7 km	59,8 km
<b>Linéaire total</b>	<b>187,9 km</b>	<b>326,1 km</b>
	<b>514,0 km</b>	

***Tableau 2 : Répartition des ouvrages de collecte et de transport des eaux usées***

<sup>2</sup> Inclus les postes de relevage au sein des centrales de vide d'ALLONNE et de Milly-sur-Thérain, les deux postes de pompage des eaux pluviales à SAINT MARTIN LE NCEUD et les deux postes de pompage sur HERMES intégrés dans l'ex SITTEU

<sup>3</sup> Hors ouvrages de transfert vers la station d'épuration de Hermes partagés avec la communauté de communes Thelloise  
Rapport sur le prix et la qualité du service d'assainissement collectif 2020 - Page 20 sur 53



**Figure 4 : Composition du réseau de collecte et de transfert des eaux usées**

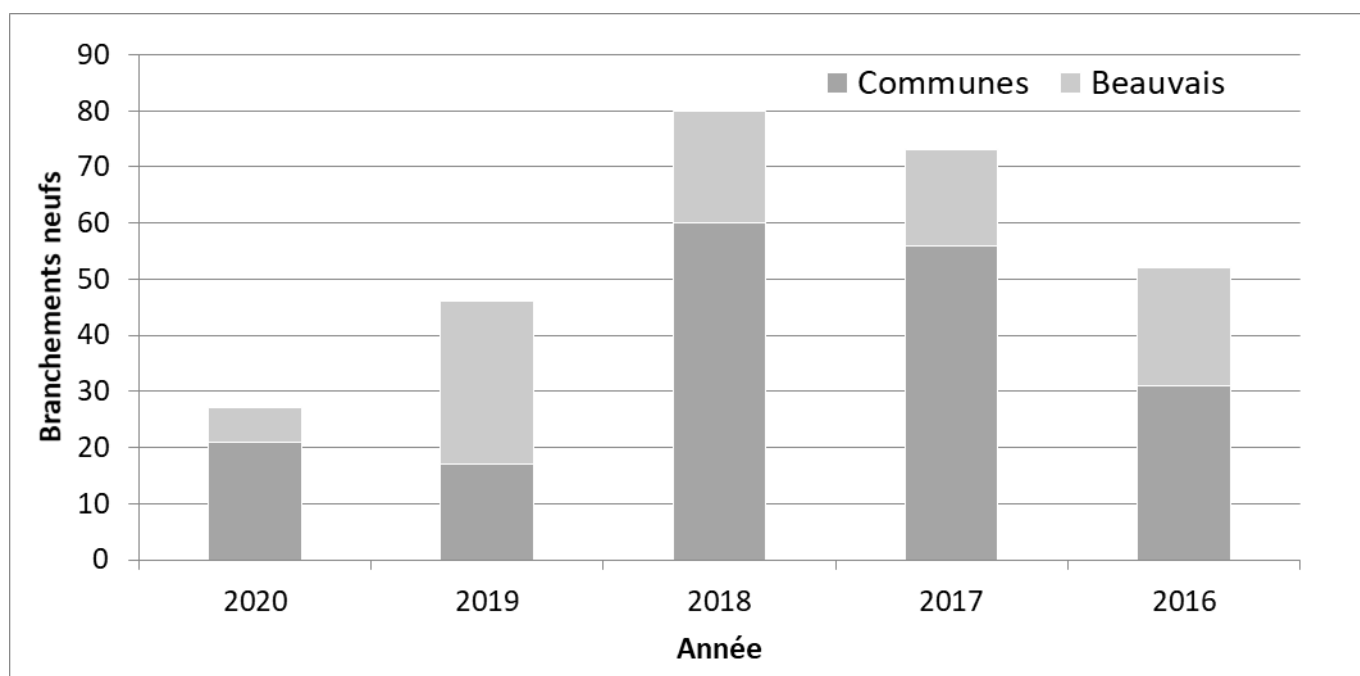
Le décret du 27 janvier 2012 précise qu'à l'échéance du 31 décembre 2013, les collectivités doivent avoir établi un descriptif détaillé des réseaux d'eau et d'assainissement. L'arrêté du 2 décembre 2013 assure l'articulation entre l'obligation de réaliser un descriptif détaillé introduite par le décret du 27 janvier 2012 et l'arrêté du 2 mai 2007 sur le rapport sur le prix et la qualité du service. Il modifie notamment les critères d'évaluation des indices de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux en introduisant un nouveau barème de 0 à 120 points (précédent barème sur 100 points). L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale a été calculé conformément à ce nouveau barème.

#### **Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées**

Un indice chiffré de 0 à 120 points est attribué selon la qualité des informations disponibles sur le réseau ; en ce qui concerne le service de l'assainissement, cet indice est de 68 points, stable par

#### **5.1.2 BILAN DES NOUVEAUX BRANCHEMENTS POUR LES CONSTRUCTIONS NEUVES**

En 2020, 27 branchements neufs au réseau de collecte des eaux usées (dont 6 sur Beauvais) ont été exécutés, contre 46 en 2019 et 80 en 2018. Le nombre de branchements neufs n'est pas le reflet exact du nombre de nouvelles constructions ou de nouveaux logements. Dans certains cas, un seul branchement neuf peut desservir un lotissement de plusieurs habitations ou un ensemble de logements collectifs. Par ailleurs, la création de nouveaux logements ne s'accompagne pas nécessairement de la réalisation d'un nouveau branchement, en cas de réutilisation d'un branchement d'eaux usées existant.



**Figure 5 : Evolution du nombre de branchements neufs pour des constructions neuves réalisés depuis 2016**

Par ailleurs, 80 branchements ont été réalisés dans le cadre du déploiement de l'assainissement collectif sur le hameau de la Houssoye à Crèvecœur-le-Grand et Courroy à Milly-sur-Thérain.

Afin que le règlement d'assainissement soit appliqué, à tous les niveaux de l'instruction des autorisations d'urbanisme, la communauté de l'agglomération du Beauvaisis formule des observations et rappelle les prescriptions sur les dossiers de permis de construire et d'aménager et les certificats d'urbanisme. Le tableau suivant indique la répartition des 375 demandes instruites en 2020 sur les secteurs relevant de l'assainissement collectif.

Territoire	Communes (hors Beauvais)			Beauvais			Total		
	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Permis de construire	258	192	<b>121</b>	98	66	<b>48</b>	356	258	169
Permis d'aménager (lotissement)	13	11	<b>1</b>	2	8	<b>2</b>	15	19	3
Certificat d'urbanisme ou demande d'informations	198	185	<b>120</b>	30	22	<b>34</b>	228	207	154
Déclaration préalable	90	41	<b>4</b>	70	56	<b>45</b>	160	97	49
<b>Total</b>	<b>559</b>	<b>429</b>	<b>246</b>	<b>200</b>	<b>152</b>	<b>129</b>	<b>759</b>	<b>581</b>	<b>375</b>

**Tableau 4 : Bilan des instructions des autorisations d'urbanisme**

## 5.2.1 BILAN ENERGETIQUE

L'optimisation de l'utilisation de l'énergie et des produits chimiques de nos activités et la gestion de nos déchets répondent à un impératif majeur de développement durable, en contribuant à réduire notre impact environnemental. Réduire notre bilan carbone concerne en premier lieu l'énergie utilisée par les installations du service (pompage, traitement, ...).

Le tableau ci-dessous présente de façon synthétique et par nature d'installation les consommations en énergie électrique liées à la collecte et au transport des eaux usées.

Ouvrages		Postes de refoulement (PR) COMMUNES <sup>4</sup>	Centrale de vide Allonne et Milly-sur-Thérain	Postes de refoulement Beauvais
Energie électrique consommée (kWh/an)	2017	690 695	146 772	Pas de données disponibles
	2018	688 434	150 750	120 119
	2019	612 220	186 201	Pas de données disponibles
Nombre d'ouvrages		124 <sup>5</sup>	2	34
Estimation du volume pompé (m <sup>3</sup> /an) et de la consommation en kWh/m <sup>3</sup>	2018	3 021 785 m <sup>3</sup> /an 0,23 kWh/m <sup>3</sup>	79 508 m <sup>3</sup> /an 1,85 kWh/m <sup>3</sup>	2 664 000 m <sup>3</sup> /an
	2019	2 911 543 m <sup>3</sup> /an 0,24 kWh/m <sup>3</sup>	86 464 m <sup>3</sup> /an 1,74 kWh/m <sup>3</sup>	2 510 348 m <sup>3</sup> /an <sup>6</sup> 0,04 kWh/m <sup>3</sup>
	2020	2 878 565 m <sup>3</sup> /an 0,21 kWh/m <sup>3</sup>	81 003 m <sup>3</sup> /an 2,30 kWh/m <sup>3</sup>	2 542 201 m <sup>3</sup> /an
Volume pompé/volume traité en station d'épuration		1,26		0,5

**Tableau 5 : Consommations électriques des ouvrages de transport des eaux usées**

Les consommations électriques liées au transfert des eaux usées de près de 800 000 kWh/an (Hors Beauvais) se concentrent surtout sur les communes, avec comme explications :

- la forte consommation électrique des pompes qui créent le vide dans les conduites d'assainissement des communes d'Allonne et de Milly-sur-Thérain ;
- le nombre important des postes de relèvement avec des hauteurs de relèvement importantes liés au transfert des eaux usées de certaines communes vers la ville de Beauvais ;
- les besoins électriques pour le fonctionnement de compresseurs nécessaires au traitement H<sub>2</sub>S à l'air.

<sup>4</sup> Les consommations électriques des aéroéjecteurs installés sur la commune de Rochy-Condé sont globalisées avec celles de la station d'épuration.

<sup>5</sup> Déduction des ouvrages pour lesquels les données de consommation électrique ne sont pas disponibles

<sup>6</sup> Dont 732 000 m<sup>3</sup> pour PR Blaise Pascal et 934 000 m<sup>3</sup> pour PR Cours Scellier

Par ailleurs, les effluents des communes sont pompés plus d'une fois avant de rejoindre leur unité de traitement. Le mode de collecte surtout gravitaire sur la ville de Beauvais fait que seule la moitié des effluents sont relevés avant de rejoindre la station d'épuration de Beauvais

### 5.2.2 INDICATEURS DE PERFORMANCE DU SYSTÈME DE COLLECTE

Sur le plan réglementaire, les performances du système de collecte doivent être mesurées au travers des deux indicateurs suivants :

- taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées. Sur les 6 dernières années, le linéaire total de réseau de collecte renouvelé est de 341 ml ;
- indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées.

#### **Indice de connaissance des rejets au milieu naturel des réseaux de collecte des eaux usées**

Cet indice mesure le niveau d'investissement du service dans la connaissance des rejets au milieu naturel par temps sec et en temps de pluie. Pour l'ensemble du service, cet indice est de 103 (contre 98 en 2019) sur une échelle allant de 0 à 120. La collectivité évalue l'impact des rejets sur le milieu récepteur, dispose d'une connaissance de la qualité des milieux récepteurs. La collectivité a également mis en place un suivi de la pluviométrie en différents points de son territoire et estime les périodes de déversement sur les trop-pleins des postes de refoulement.

## 5.3 ENTRETIEN DU RÉSEAU

### 5.3.1 CURAGE PRÉVENTIF ET INTERVENTIONS CURATIVES

#### **Nombre de points noirs du réseau de collecte**

Concernant le réseau de collecte, le nombre de points du réseau nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau gravitaire est de 5,5 unités/100 km, soit 23 points noirs (18 sur Beauvais, 1 sur Hermes, 1 sur Bailleul-sur-Thérain et 3 sur Crèvecœur-le-Grand). Cet indicateur permet d'évaluer l'état et le bon fonctionnement du réseau de collecte des eaux usées et d'identifier les améliorations prioritaires à apporter en raison de défauts structurels et de conflits d'écoulement.

Sur les 18 points noirs recensés sur Beauvais, 10 nécessitent une intervention de curage tous les 3 mois et les 8 autres à fréquence plus régulière, à savoir au moins tous les 15 jours. L'objectif pour 2020 est encore d'identifier les améliorations pouvant être apportées en vue de la suppression des points noirs sur les communes de Hermes, Bailleul-sur-Thérain et Crèvecœur-le-Grand.



Secteur	Curage préventif en km			% linéaire total curé/an <sup>7</sup> (depuis 5 ans)	Fréquence de curage du réseau
	2018	2019	2020		
Ville de Beauvais	52,0 km	48,0 km	49,3 km	29,3 %	1 fois tous les 3,5 ans (sur la période 2016-2020)
Communes hors ville de Beauvais	32,2 km	18,2 km	12,0 km	10,7 %	1 fois tous les 9 ans (sur la période 2016-2020)
Total	84,4 km	66,2 km	61,3 km	-	-

**Tableau 6 : Linéaire de réseau de collecte des eaux usées curé à titre préventif 2019**

Deux zones se distinguent au niveau de l'entretien des réseaux :

- le réseau de la ville de Beauvais réparti en huit secteurs est entretenu par le service d'assainissement de la CAB. Sur Beauvais, l'accent a été mis depuis longtemps sur l'entretien préventif avec un curage de l'ensemble du réseau en moyenne tous les trois ans. Cette politique d'entretien a pour optique de limiter les interventions curatives d'autant plus gênantes pour les usagers que les volumes d'effluents véhiculés par le réseau d'assainissement de Beauvais sont importants ;
- le contrôle, l'entretien et l'exploitation des réseaux d'assainissement des 30 autres communes de la CAB ont été confiés à Véolia Eau via différents contrats d'affermage avec une politique d'entretien préventif tous les 9 ans.

Le nombre d'interventions curatives sur réseaux et branchements à la suite d'obstructions se répartit approximativement en 76 % sur la ville de Beauvais et 24 % sur le service délégué à Véolia Eau (30 communes), avec un ratio proche de 0,31 interventions curatives par km de réseau et par an.

Secteur	Nombre d'interventions curatives réseau/an	Nombre d'interventions curatives réseau/km de réseau/an
Sous-total communes hors ville de Beauvais (service délégué)	32 <sup>8</sup> (72 en 2019)	0,122 (0,22 en 2019)
Ville de Beauvais	104 (49 en 2019)	0,58 (0,26 en 2019)
<b>Total</b>	<b>136 (121 en 2019)</b>	<b>0,31 (0,23 en 2019)</b>

**Tableau 7 : Nombre d'interventions curatives sur les réseaux de collecte des eaux usées**

Toutefois, la limitation du nombre d'interventions curatives sur la ville de Beauvais se fait au prix d'une fréquence d'entretien plus élevée, car le réseau d'assainissement de Beauvais présente une sensibilité accrue aux phénomènes d'obstructions en raison :

- de l'ancienneté du réseau et donc de la présence de désordres (décalage de fil d'eau, branchement pénétrant, ...) et de l'existence de nombreux rejets industriels et de produits gras, facteurs favorables à l'accumulation de dépôts ;

<sup>7</sup> Linéaire curé/linéaire de réseau de collecte gravitaire et sous-vide (hors réseau de refoulement)

<sup>8</sup> Dont 10 sur l'assainissement sous-vide Milly-sur-Thérain et Allonne

- de l'absence dans plus d'un cas sur 2 de regard de branchement ce qui empêche l'entretien préventif de certains branchements et rend difficile la distinction de l'origine des obstructions (domaine privé ou public) ;
- d'une utilisation des réseaux principaux à plus forte charge, ce qui favorise l'apparition de bouchons sur les antennes raccordées à ces réseaux ;
- de diamètre plus important des canalisations qui rend ce réseau plus sensible aux actes de malveillance et donc aux obstructions par des objets divers (morceaux de bois, de plastiques, vêtements, animaux morts, ...).

Véolia Eau a mis en place une politique d'entretien préventif sur les réseaux d'assainissement des communes d'Allonne et de Milly-sur-Thérain de type sous-vide et notamment sur les vannes de transfert à l'aval des réseaux gravitaires.

#### **Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers**

L'indicateur a pour objet de quantifier les dysfonctionnements du service ayant un impact direct sur les habitants. Il est estimé à partir du nombre d'indemnisations présentées par des tiers ayant subi des dommages dans leurs locaux résultant de débordement d'effluents. Une demande d'indemnisation liée à des débordements d'effluents du réseau public a été déposée au titre de l'année 2020 sur la collectivité.

Les débordements d'effluents dans les habitations sont habituellement causés par les refoulements par les branchements et par le non-respect par l'abonné du règlement du service. Ce règlement prévoit dans son article 41 que « tout appareil d'écoulement se trouvant à un niveau inférieur à celui de la chaussée dans laquelle se trouve le réseau public doit être muni d'un dispositif d'arrêt (clapet de retenue) contre le reflux d'eau du réseau public. La communauté d'agglomération ne peut en aucun cas être tenue pour responsable des dégâts occasionnés aux propriétés, immeubles et biens par le reflux des eaux d'égout, provenant d'un point d'évacuation situé en dessous du niveau de la chaussée ».

#### **5.3.2 LES RÉPARATIONS / RÉHABILITATIONS DE COLLECTEURS**

Le service de l'assainissement de la CAB est en charge de la maintenance de son patrimoine. Ainsi, le service effectue des réparations et réhabilitations de collecteurs sur l'ensemble de son territoire de compétence. Trois techniques sont mises en œuvre :

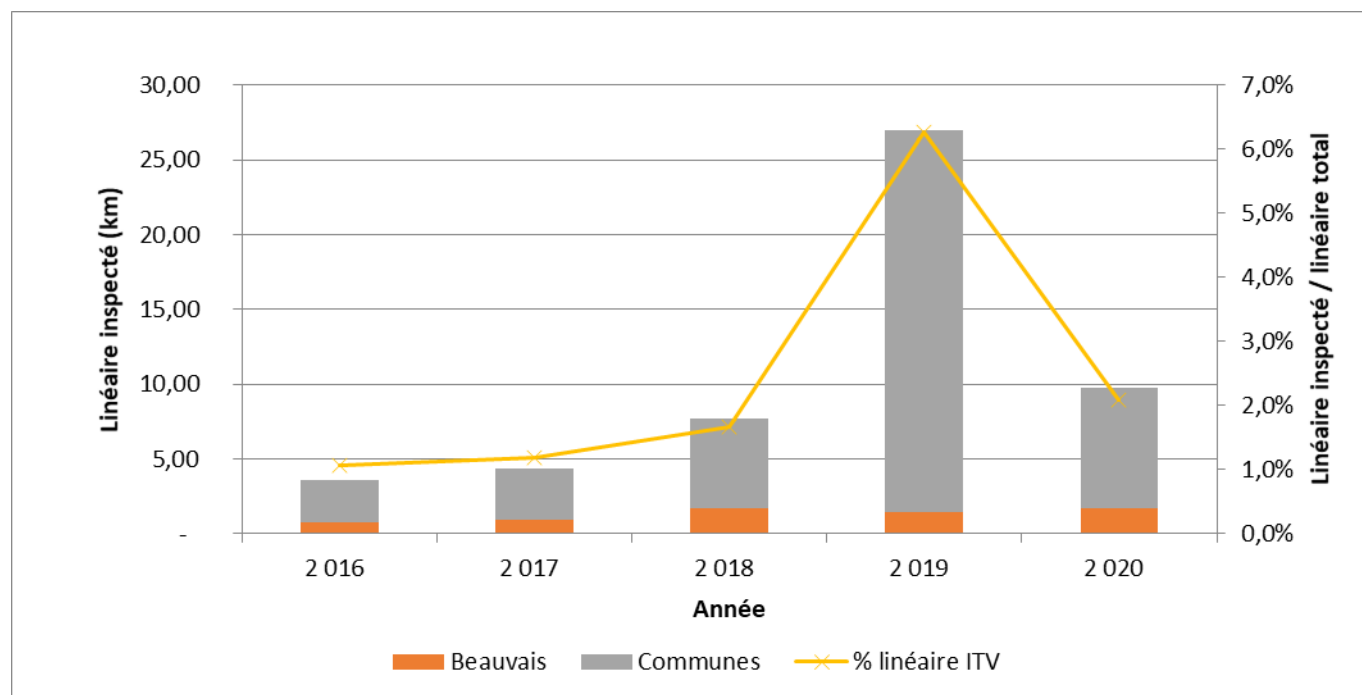
- chemisage continu sans tranchée, qui consiste à introduire dans les tuyaux affectés par des casses une gaine en fibres synthétiques imprégnée de résine ;
- réhabilitation ponctuelle des problèmes sur collecteurs ou sur branchements sans tranchée : étanchéité d'un joint, reprise d'un branchement, fraisage de racine ou d'éléments pénétrants, réparation d'une fissure par la pose d'une manchette ;
- réparation ou remplacement de collecteurs ou de branchements en tranchée ouverte.

Aucune opération n'a été réalisée en 2020.

Sur la ville de Beauvais, les branchements ne sont généralement pas dotés de regard de branchement. Aussi, le service assainissement essaie de mettre à profit les travaux de réfection de trottoirs ou de renouvellement de branchements pour mettre en place ces regards de branchements, ce qui a été fait en 2020 pour 5 branchements.

#### 5.4.1 INSPECTION TÉLÉVISÉE DES RÉSEAUX DE COLLECTE DES EAUX USÉES ET DES EAUX PLUVIALES

Afin d'améliorer la connaissance de l'état des réseaux, de diagnostiquer et ainsi de planifier de façon rapide et précise les travaux éventuels de réhabilitation, le service assainissement procède à des inspections visuelles des réseaux d'eaux usées ou pluviales à l'aide de robots autottractés ou de caméra à pousser.



**Figure 6 : Linéaire de collecteurs d'eaux inspecté depuis 5 ans**

L'inspection visuelle a porté en 2020 sur près de 9,0 km, contre 25,6 km en 2019. La décision de programmer l'inspection télévisée intervient :

- soit préalablement à des travaux de réfection de voirie ou de requalification d'un secteur, dans le but de programmer les travaux de réhabilitation ou de renouvellement du réseau nécessaires à sa remise en état ou à la prolongation de sa durée de vie avec le souci d'éviter des travaux de réparation ultérieurs dégradant les voiries nouvellement refaites ;
- soit lorsqu'un secteur du réseau est confronté de façon répétée à des phénomènes d'obstructions (points noirs, ...) pour identifier l'origine de ces désordres et procéder aux réparations. Ces prestations d'inspection sont plus circonscrites et peuvent quelquefois relever un caractère d'urgence. Aussi, elles peuvent être réalisées par le service assainissement ou le délégataire.
- soit en cas de présomption d'infiltrations d'eaux de nappe ou de dégradation du réseau en raison de la présence d'hydrogène sulfuré à l'aval du rejet de conduites de refoulement.

En moyenne depuis 5 ans, près de 2,5 % du linéaire total de collecteur est inspecté chaque année.

## 5.4.2 CONTROLE DE LA CONFORMITÉ DES INSTALLATIONS PRIVATIVES D'EAUX USÉES ET D'EAUX PLUVIALES

### 5.4.2.1 CONTRÔLE DE LA QUALITE D'EXECUTION

Le contrôle des raccordements neufs a pour objet de vérifier la "qualité d'exécution" des ouvrages amenant les eaux usées à la partie publique du branchement c'est-à-dire non seulement la réalisation des travaux eux-mêmes mais également le respect des prescriptions techniques édictées par le service public d'assainissement collectif. Ce contrôle est gratuit pour le propriétaire de l'immeuble et est en place depuis 2008 pour le contrôle des raccordements neufs. Il a porté sur 70 habitations en 2020 (contre 68 en 2019).

Contrôle de la qualité d'exécution	Beauvais				Communes			
	2017	2018	2019	2020	2017	2018	2019	2020
Année	2017	2018	2019	2020	2017	2018	2019	2020
Nouvelles constructions	65	28	9	0	49	34	16	38
Desserte de propriétés existantes en assainissement collectif	5	8	0	1	136	116	41	31
Non conformités	3	0	0	1	2	0	0	0

**Tableau 8 : Bilan des contrôles de la qualité d'exécution**

### 5.4.2.2 CONTRÔLE DU MAINTIEN EN BON ETAT DE FONCTIONNEMENT

La collectivité peut contrôler le « maintien en bon état de fonctionnement » des raccordements existants. Ce contrôle s'effectue :

- ✚ de façon occasionnelle en cas de forte suspicion de rejets d'eaux pluviales ou de raccordement incomplet des installations sanitaires ou suite à des tests à la fumée ;
- ✚ de façon obligatoire depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2014 à l'occasion de chaque vente d'un bien immobilier situé dans le périmètre de l'assainissement collectif. Cette obligation de contrôle explique pour une bonne part le surcroît de contrôle depuis 2015 ; les ventes d'appartement au sein d'ensemble immobilier ne faisaient pas l'objet par le passé de contrôle et nous n'étions pas informés de certaines ventes de biens immobiliers.

Contrôle installations anciennes	Ville de Beauvais	Communes	Total
Nombres de contrôle de raccordements existants	<b>864 (CAB)<sup>9</sup></b>	<b>402 (CAB) + 3 (Véolia Eau)</b>	<b>1 269</b> (1 178 en 2019, 1 220 en 2018, 885 en 2017, 841 en 2016)
Contrôle non-conforme	<b>85 (CAB)</b>	<b>92 (CAB) + 2 (Véolia eau)</b>	<b>179</b> (183 en 2019, 204 en 2018, 110 en 2017, 119 en 2016 et 102 en 2015)
<b>% de conforme</b>	<b>79 % (74 %<sup>10</sup> en 2019)</b>	<b>77 % (78 % en 2019)</b>	<b>78 % (84 % en 2019<sup>11</sup>, 80 % en 2018)</b>
Nombres de contre-visites de levée de non conformités	<b>30</b>	<b>64</b>	<b>94</b> (96 en 2019)

**Tableau 9 : Bilan des contrôles des installations anciennes**

<sup>9</sup> Dont 466 appartements

<sup>10</sup> Sur l'assiette des seules maisons contrôlées (exclus les appartements)

<sup>11</sup> Sur l'assiette des seules maisons contrôlées (exclus les appartements)

En 2020, comme détaillé dans le tableau ci-dessus, 1 269 contrôles de raccordements existants et 94 contre-visites ont été diligentées et 179 situations de non-conformités ont été identifiées, soit un cinquième des habitations contrôlées.

### 5.4.2.3 FINANCEMENT DES TRAVAUX DE MISE EN CONFORMITÉ EN DOMAINE PRIVE

La communauté d'agglomération du Beauvaisis propose depuis début 2014 aux propriétaires de bénéficiaire de subventions pour la mise en conformité des branchements au réseau d'eaux usées des particuliers, subvention accordée par l'agence de l'eau Seine Normandie dans le cadre de son X<sup>ème</sup> programme. Sept tranches d'aides financières ont bénéficié à 121 propriétaires entre 2014 et 2019. Une nouvelle tranche a été ouverte sous le XI<sup>e</sup> programme en 2020 pour 30 nouveaux bénéficiaires.

### 5.4.3 TÉLÉGESTION

Le service de l'assainissement dispose d'un outil de télésurveillance des stations de pompage des eaux usées qui enregistre les informations de fonctionnement de ces ouvrages et qui permet d'avoir une information en temps réel en cas de défaillance. Ces dispositifs de téléalarme et de télésurveillance surveillent en permanence les différentes stations de relèvement, ainsi que la majorité des stations d'épuration, et préviennent les personnels d'astreinte des dysfonctionnements ou problèmes, en principe avant que l'incident n'ait pu occasionner une gêne pour l'utilisateur.

Ainsi, 164 stations de pompage des eaux usées sur la CAB (92 %) sont télésurveillées pour pouvoir intervenir à tout moment en cas de panne majeure.

### 5.4.4 SUIVI DES INDUSTRIELS

Depuis 2001, la collectivité travaille en partenariat avec les industriels qui rejettent une pollution importante. Le service de l'assainissement compte ainsi 11 usagers industriels conventionnés pour le rejet de leurs eaux usées et leur traitement en station d'épuration. Ces conventions de rejet font l'objet d'un suivi administratif et de contrôles tant internes aux entreprises qu'externes.

Le service de l'assainissement a poursuivi en 2020 le recensement des industriels ou artisans déversant des eaux non domestiques et la régularisation des situations. Elle a finalisé ses contrôles sur la commune de Crèvecœur-le-Grand avec la réalisation de 6 contrôles. Sur les autres communes, 3 établissements ont été contrôlés à Beauvais (Buffalo Grill, Léon de Bruxelles) et à Hermes (Borflex).

Au 31 décembre 2020, un total de 138 autorisations de déversement ou conventions de rejets est signé, réparties en :

- 11 conventions de rejets avec des industriels de la ville de Beauvais ;
- 79 autorisations de déversement sur la ville de Beauvais et 48 sur les communes de Allonne (4), Auneuil (11), Crèvecœur le grand (18), Hermes (1), Goincourt (2), Rainvillers (1), Saint-Léger-en-Bray (1), Tillé (8), Troissereux (1) et Warluis (1).

En 2021, le service assainissement poursuit les visites des établissements, avec une action particulière sur les sites de Lucien (Allonne), des établissements Rouquette (Milly sur Thérain) et de Créapharm (La-Neuville-en-Hez).

En cas de rejets industriels dans le réseau d'assainissement, des contrôles inopinés des rejets sont organisés pour s'assurer de l'innocuité de ceux-ci pour la destination finale des boues d'épuration et sur l'état et le bon fonctionnement du réseau. Les contrôles réalisés par le service furent au nombre de 49 pour l'année 2020 au niveau des rejets industriels de quatre entreprises.




## 6 EPURATION DES EAUX USEES






### 6.1 IDENTIFICATION ET DESCRIPTION DES OUVRAGES D'ÉPURATION DES EAUX USÉES






Une station d'épuration reçoit les eaux usées collectées par le réseau d'assainissement. Elle réalise, par des procédés biologiques ou physiques, l'élimination de la majeure partie de la pollution contenue dans ces eaux usées, afin de protéger le milieu naturel récepteur. La pollution éliminée est concentrée sous forme de « boues » qui sont valorisées préférentiellement en agriculture.

#### 6.1.1 OUVRAGES D'ÉPURATION DES EAUX USÉES, CAPACITÉS D'ÉPURATION ET PRESCRIPTIONS DE REJETS POUR LES PRINCIPAUX ÉLÉMENTS POLLUANTS

La communauté d'agglomération dispose d'un parc de 13 stations d'épuration. Leur capacité varie entre 750 et 110 000 équivalents-habitants.

Station	Capacité - Caractéristiques	Prescriptions de rejet	Année de mise en service Procédé de traitement Exutoire des eaux traitées Date d'autorisation de rejet et date d'expiration	
<b>Beauvais</b>	<b>110 000 éq.hab.</b>		<b>1997</b>	
	25 400 m <sup>3</sup> /j – 1400 m <sup>3</sup> /j (temps sec) - 2 500 m <sup>3</sup> /h (temps pluie) 6 600 kg DBO <sub>5</sub> /j 8 600 kg MES/j 13 900 kg DCO/j 1 650 kg NTK/j 450 kg Pt/j	25 mg/l DBO <sub>5</sub> 30 mg/l MES 90 mg/l DCO 7 mg/l NH <sub>4</sub> – 10 mg/l NGL 1 mg/l Pt	Boues activées en aération prolongée - déphosphatation physico-chimique – traitement tertiaire par décantation lamellaire (Double file) Le Thérain 21 avril 2017 31 décembre 2032	
<b>Auneuil</b>	<b>4 400 éq.hab.</b>		<b>2010</b>	
	<b>Temps sec</b> 854 m <sup>3</sup> /j – 74 m <sup>3</sup> /h  264 kg DBO <sub>5</sub> /j 528 kg DCO/j 66 kg NTK/j 13 kg Pt/j	<b>Temps pluie</b> 1 754 m <sup>3</sup> /j – 112 m <sup>3</sup> /h  437 kg DBO <sub>5</sub> /j 1 050 kg DCO/j 115 kg NTK/j 22 kg Pt/j	12 mg/l DBO <sub>5</sub> ou mini 80 % 30 mg/l MES ou mini 90 % 60 mg/l DCO ou mini 75 % 5 mg/l NTK – 2 mg/l en NH <sub>4</sub> - 10 mg/l NGL ou mini 70 % 1 mg/l ou mini 70 % en Pt	Boues activées en aération prolongée - déphosphatation physico-chimique – traitement tertiaire par filtration sur disque Ru d'Auneuil 12 juin 2018 31 décembre 2033
<b>Auteuil</b>	<b>1 500 éq.hab.</b>		<b>2016</b>	
	225 m <sup>3</sup> /j - 29 m <sup>3</sup> /h 90 kg DBO <sub>5</sub> /j 135 kg MES/j 180 kg DCO/j 22,5 kg NTK/j 4,5 kg Pt/j	25 mg/l DBO <sub>5</sub> 35 mg/l MES 90 mg/l DCO 10 mg/l NTK - 15 mg/l NGL 2 mg/l Pt	Boues activées en aération prolongée - déphosphatation physico-chimique Rejet par infiltration 25 mars 2014 (Récépissé de déclaration)	

Station	Capacité - Caractéristiques	Prescriptions de rejet	Année de mise en service Procédé de traitement Exutoire des eaux traitées Date d'autorisation de rejet et date d'expiration
<b>Bailleul-sur-Thérain</b>	<b>2 500 éq.hab.</b>		<b>1986</b>
		Débit de référence : 500 m <sup>3</sup> /j 150 kg DBO <sub>5</sub> /j 225 kg MES/j 300 kg DCO/j 38 kg NTK/j 7,5 kg Pt/j	Boues activées en aération prolongée Etang avec rejet dans le Thérain 30 décembre 2013 Pas de date d'expiration
		25 mg/l DBO <sub>5</sub> 30 mg/l MES 90 mg/l DCO 10 mg/l NTK 15 mg/l NGL	
		Rendement mini 40 % Pt	
<b>Bresles</b>	<b>6 000 éq.hab.</b>		<b>2005</b>
	<b>Temps sec</b> 900 m <sup>3</sup> /j 360 kg DBO <sub>5</sub> /j 420 kg MES/j 780 kg DCO/j 141 kg NTK/j 28 kg Pt/j	<b>Temps pluie</b> 2 700 m <sup>3</sup> /j 540 kg DBO <sub>5</sub> /j 1 320 kg MES/j 1 860 kg DCO/j 1 860 kg DCO/j	87 m <sup>3</sup> /h 25 mg/l DBO <sub>5</sub> 35 mg/l MES 125 mg/l DCO 15 mg/l NGL 2,5 mg/l Pt
			Boues activées en aération prolongée – déphosphatation physico-chimique – traitement tertiaire par décantation lamellaire Fossé d'Huny (Affluent de la Trye) 12 avril 2017 31 décembre 2032
<b>Crèvecoeur-le-Grand</b>	<b>5 400 éq.hab.</b>		<b>2015</b>
	<b>Temps sec</b> 713 m <sup>3</sup> /j 324 kg DBO <sub>5</sub> /j 486 kg MES/j 702 kg DCO/j 81 kg NTK/j 16 kg Pt/j	<b>Temps pluie</b> 3 351 m <sup>3</sup> /j 486 kg DBO <sub>5</sub> /j 1 069 kg MES/j 1 264 kg DCO/j 105 kg NTK/j 21 kg Pt/j	25 mg/l DBO <sub>5</sub> 30 mg/l MES 90 mg/l DCO 10 mg/l NTK 20 mg/l NGL
			Boues activées en aération prolongée Rejet par infiltration 23 janvier 2014 31 décembre 2029
<b>Frocourt</b>	<b>750 éq.hab.</b>		<b>1982</b>
		Débit de référence : 120 m <sup>3</sup> /j 45 kg DBO <sub>5</sub> /j 68 kg MES/j 90 kg DCO/j 12 kg NTK/j 2,25 kg Pt/j	Boues activées en aération prolongée – déphosphatation physico-chimique Ru de Berneuil 5 octobre 2016 31 décembre 2031
		25 mg/l DBO <sub>5</sub> 30 mg/l MES 90 mg/l DCO 10 mg/l NTK 15 mg/l NGL 2 mg/l Pt	
<b>Hermes</b>	<b>20 000 éq.hab.</b>		<b>2015</b>
		Débit de référence : 3 000 m <sup>3</sup> /j 1 200 kg DBO <sub>5</sub> /j 1 800 kg MES/j 2 400 kg DCO/j 300 kg NTK/j 60 kg Pt/j	Boues activées en aération prolongée – déphosphatation physico-chimique (Double file) Le Thérain 25 juillet 2013 31 décembre 2033
		25 mg/l DBO <sub>5</sub> 30 mg/l MES 90 mg/l DCO 8 mg/l NTK 15 mg/l NGL 1 mg/l Pt	

Station	Capacité - Caractéristiques	Prescriptions de rejet	Année de mise en service Procédé de traitement Exutoire des eaux traitées Date d'autorisation de rejet et date d'expiration
<b>La Neuville- en-Hez</b>	<b>1 000 éq.hab.</b>		<b>1972</b>
	Débit de référence : 150 m <sup>3</sup> /j 90 kg DBO <sub>5</sub> /j 60 kg MES/j 120 kg DCO/j 15 kg NTK/j 4 kg Pt/j	25 mg/l DBO <sub>5</sub> 30 mg/l MES 90 mg/l DCO 20 mg/l NTK	Boues activées en aération prolongée Rejet par infiltration 28 avril 2003 31 décembre 2015
<b>Milly-sur- Thérain</b>	<b>7000 éq.hab.</b>		<b>2012</b>
	1120 m <sup>3</sup> /j – 105 m <sup>3</sup> /h 420 kg DBO <sub>5</sub> /j 639 kg MES/j 885 kg DCO/j 92 kg NTK/j 18,3 kg Pt/j	25 mg/l DBO <sub>5</sub> ou mini 90 % 35 mg/l MES ou mini 90 % 90 mg/l DCO ou mini 85 % 10 mg/l NTK - 15 mg/l NGL ou mini 80 % 2 mg/l Pt ou mini 85 %	Boues activées en aération prolongée - déphosphatation physico-chimique Le Thérain 22 mars 2011 Pas de date d'expiration du récépissé de déclaration
<b>Rochy-Condé</b>	<b>2200 éq.hab.</b>		<b>2006</b>
	330 m <sup>3</sup> /j – 38 m <sup>3</sup> /h 132 kg DBO <sub>5</sub> /j 198 kg MES/j 330 kg DCO/j 33 kg NTK/j 8,8 kg Pt/j	Débit de pointe 10 l/s 25 mg/l DBO <sub>5</sub> ou mini 80 % 30 mg/l MES ou mini 90 % 90 mg/l DCO ou mini 75 % 10 mg/l NTK - 15 mg/l NGL ou mini 70 % 2 mg/l ou mini 30 % en Pt	Boues activées en aération prolongée - déphosphatation physico-chimique Le Thérain 5 mars 2004 25 mars 2021 31 décembre 2036
<b>Saint-Paul</b>	<b>5000 éq.hab.</b>		<b>2015</b>
	Débit de référence 800 m <sup>3</sup> /j – Débit de pointe 87 m <sup>3</sup> /h 300 kg DBO <sub>5</sub> /j 450 kg MES/j 600 kg DCO/j 75 kg NTK/j 10 kg Pt/j	20 mg/l DBO <sub>5</sub> 35 mg/l MES 70 mg/l DCO 10 mg/l NTK - 4 mg/l en N-NH <sub>4</sub> 15 mg/l NGL 1 mg/l	Boues activées en aération prolongée - déphosphatation physico-chimique L'Avelon 5 octobre 2016 31 décembre 2031
<b>Therdonne</b>	<b>900 éq.hab.</b>		<b>2000</b>
	165 m <sup>3</sup> /j – 19,8 m <sup>3</sup> /h 66 kg DBO <sub>5</sub> /j 99 kg MES/j 132 kg DCO/j 13,5 kg NTK/j	Débit de pointe 10 l/s 25 mg/l DBO <sub>5</sub> 30 mg/l MES 90 mg/l DCO 15 mg/l NTK	Boues activées en aération prolongée Le Thérain 10 février 1999 Pas de date d'expiration du récépissé de déclaration

**Tableau 10 : Caractéristiques et exigences de rejets des stations d'épuration de la CAB**

Les 13 installations de traitement des eaux mettent en œuvre, un procédé de traitement par boues activées en aération prolongée lequel constitue la référence des traitements biologiques aérobies en



cultures libres. On maintient dans un bassin de traitement une concentration déterminée de bactéries grâce à la recirculation des boues. Les boues sont séparées de l'eau traitée par décantation dans un clarificateur, puis réintroduites dans le bassin de traitement. L'aération est assurée mécaniquement, soit par des aérateurs de surface, soit par insufflation d'air.

Les boues activées en aération prolongée sont capables d'assurer une excellente qualité d'effluents épurés et notamment une bonne élimination des pollutions azotées et carbonées. Par contre, le traitement poussé du phosphore suppose l'ajout d'un traitement spécifique, dont 9 stations d'épuration en sont désormais équipées : Auneuil, Auteuil, Beauvais, Bresles, Hermes, Frocourt, Milly-sur-Thérain, Rochy-Condé et Saint-Paul. La permanence des performances de ce procédé de traitement par boues activées suppose toutefois une exploitation attentive et une station bien conçue et bien dimensionnée.

La moitié des stations d'épuration à moins de 12 ans. Toutefois, 3 installations ont plus de 30 ans, à savoir celle de Frocourt qui a fait l'objet de travaux de remise à niveau en 2016 et celles de Bailleul-sur-Thérain et de la Neuville-en-Hez. Cette dernière a été mise en service en 1972, il y a 47 ans.

### 6.1.2 STATION D'ÉPURATION DE BEAUVAIS

La station d'épuration de Beauvais, mise en service en juin 1997, a une capacité de 110 000 équivalents-habitants. Elle est de type boues activées à faible charge, avec un traitement tertiaire de déphosphatation. Le traitement des boues est assuré par flottation puis centrifugation et séchage, après adjonction de polymères et de chaux.

Un certain nombre d'établissements industriels, d'artisans, de P.M.E.<sup>12</sup> et d'abonnés divers non domestiques, dont les plus importants sont les sociétés AGCO, BIOCDEX, SOLABIA, VISKASE pour une partie de ses effluents (2 ateliers rejetant une charge en azote ammoniacal) et le centre de traitement textile du syndicat inter hospitalier du Beauvaisis, sont également raccordés via le réseau de la ville de Beauvais à la station d'épuration. Ils ont représenté pour 2020 une pollution supplémentaire d'environ 11 208 EH<sup>13</sup> comparée à 14 078 EH en 2019.

A noter que les effluents des communes d'Allonne, Aux-Marais, Bonlier, Fouquenies, Goincourt, Rainvillers, Saint-Léger-en-Bray, Saint-Martin-le-Noeud, Tillé, Therdonne (uniquement le hameau de Wagicourt) et Warluis sont rejetés dans le réseau de Beauvais et sont donc traités sur la station d'épuration de Beauvais.

Enfin, la station reçoit également les matières de curage des réseaux d'eaux usées et d'eaux pluviales de la ville de Beauvais et des réseaux d'eaux pluviales d'une partie des communes et des matières de vidange de fosses toutes eaux ou septiques collectées sur les communes périphériques de Beauvais.

La station a reçu en 2020 les effluents :

- des abonnés domestiques de Beauvais, soit près de 57 500 habitants,
- des abonnés domestiques des communes périphériques raccordées, soit près de 9 200 habitants,
- des industriels et abonnés non domestiques soit 11 208 équivalents habitants.

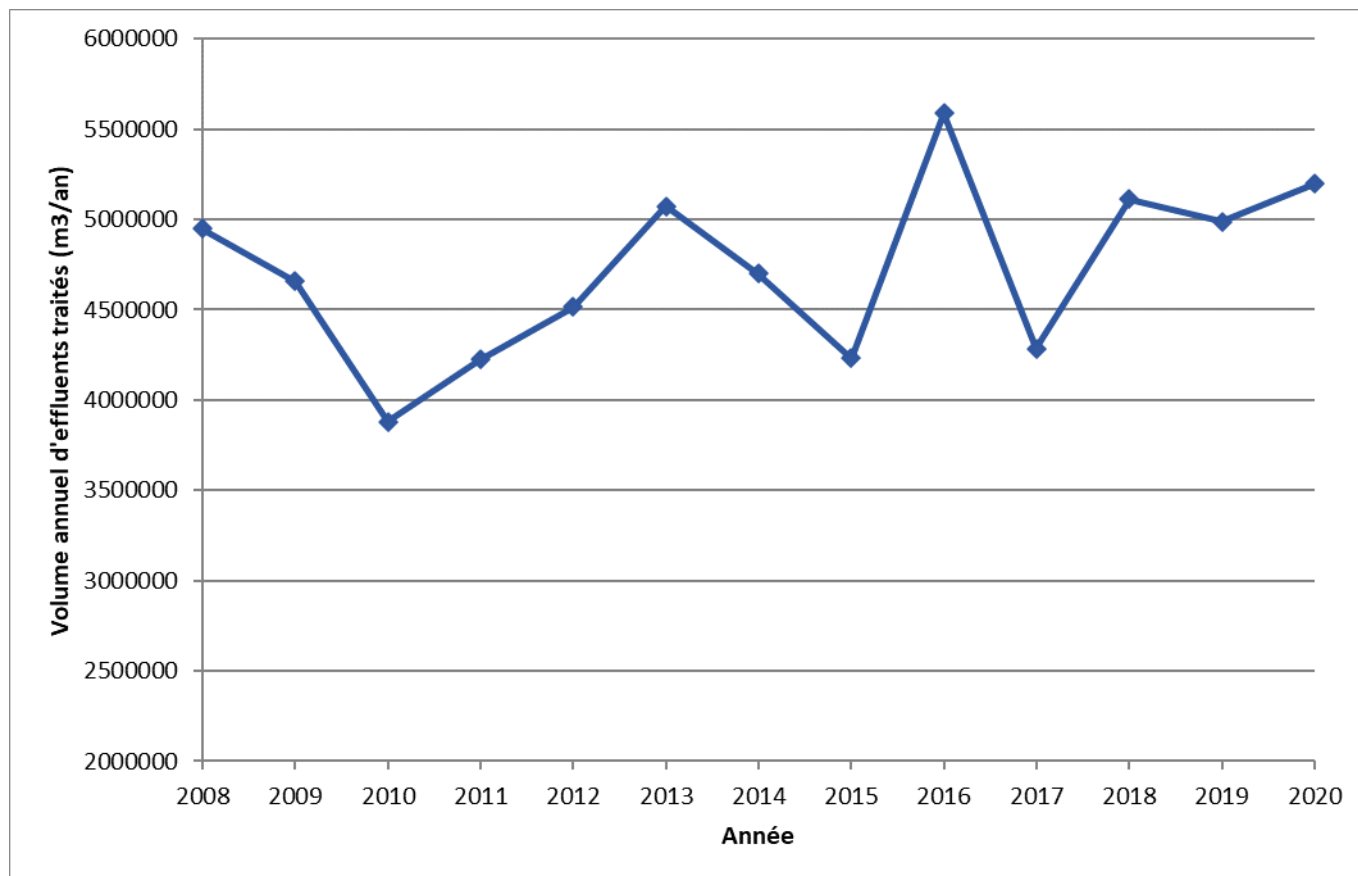
Les volumes traités sur l'unité de traitement des eaux usées de Beauvais (Cf. Figure 7) sont en hausse de 4 % par rapport à l'année 2019 avec un volume annuel traité<sup>14</sup> en 2020 de 5 197 641 m<sup>3</sup>, soit un débit moyen de 14 240 m<sup>3</sup> par jour.

---

<sup>12</sup> P.M.E. : petites et moyennes entreprises

<sup>13</sup> EH équivalent-habitant

<sup>14</sup> Valeur mesurée en entrée inclus les retours en tête



**Figure 7 : Evolution des volumes annuels d'effluents traités sur la station d'épuration de Beauvais depuis 2008**

Paramètre de pollution	Capacité maximale de traitement (kg/j)	Charges de pollution reçues à la station d'épuration de Beauvais (kg/j) <sup>15</sup>				
		Année				
		2016	2017 <sup>16</sup>	2018	2019	2020
DBO <sub>5</sub>	6600	4 945	4 943	4 587	4 655	5 324
DCO (demande chimique en oxygène)	13900	12 254	13 704	11 554	14 527	13 375
MES (matières en suspension)	8600	5 977	7 731	6 409	7 673	7 860
NGL (azote global)	1650	1 228	1 105	1 000	973	1 030
Pt (phosphore total)	450	144	156	134	133	130

**Tableau 11 : Charges de pollution reçues à la station d'épuration de Beauvais (hors retours en tête)**

Dans une instruction adressée aux préfets en date du 2 avril 2020, confirmée par un arrêt du 30 avril 2020 précisant les modalités d'épandage des boues issues du traitement des eaux usées urbaines pendant la période de covid-19, le gouvernement a suspendu l'épandage des boues non hygiénisées produites par les stations d'épuration urbaines. Cette disposition s'inscrit comme une mesure de précaution visant à limiter la propagation de la Covid-19. Sur la CAB, elle a eu pour conséquence d'interdire l'épandage direct de la majorité des boues déshydratées de la station d'épuration de

<sup>15</sup> Hors retours en tête

<sup>16</sup> Incluses pour 2017 les charges de pollution liées aux retours en tête

Beauvais et l'épandage des boues liquides de la station d'épuration de Bailleul-sur-Thérain, qui ont été transférées vers celle de Beauvais.

Les boues produites sur la station d'épuration de Beauvais ont été dirigées majoritairement vers un site de compostage. 71 tonnes (826 tonnes en 2019) de matières sèches ont ainsi été évacuées durant l'année 2019 dans le cadre du plan d'épandage et 1 414 tonnes (923 tonnes en 2019) ont été dirigées vers un site de compostage.

Les 182 tonnes de graisses (184 en 2019) produites extraites sur la station d'épuration de Beauvais sont évacuées vers un méthaniseur. Les sables (122 tonnes contre 118 tonnes en 2019) et refus de dégrillage (223 tonnes contre 193 tonnes en 2019) sont évacués vers un centre d'enfouissement technique.

En 2020, la station a reçu en outre 1 196 tonnes de matières de curage de réseaux comme en 2019 et 1128 tonnes de matières de vidange de fosses septiques ou fosses toutes eaux (contre 399 en 2019).

En application de l'arrêté ministériel du 30 avril 2020, les boues issues des stations de traitement des eaux usées urbaines non hygiénisées ne peuvent plus être épandues. Ces dispositions concernent également les matières de vidanges des installations d'assainissement non collectif, celles-ci étant réglementairement assimilées aux boues de station de traitement des eaux usées urbaines. Les vidangeurs ayant recours à ce type de valorisation des matières de vidanges ont donc déposé plus de matières de vidanges à la station d'épuration de Beauvais.

### 6.1.3 CHARGES TRAITÉES, CONSOMMATION ÉNERGÉTIQUE, PRODUCTION DE BOUES

Le service assainissement de la communauté d'agglomération du Beauvaisis est en charge de stations d'épuration qui ont assuré en 2020 le traitement en moyenne de 20 500 m<sup>3</sup> d'eau par jour soit près de 7 500 000 m<sup>3</sup> d'eau par an. La station d'épuration de Beauvais traite à elle seule plus de 70 % des effluents de l'agglomération.

La station d'épuration de Beauvais contribue à la production de 1 485 tonnes de boues (en matières sèches hors chaux) en 2020 contre 1 431 tonnes en 2019 et 1 653 tonnes en 2018. Les 12 autres unités de traitement de la communauté d'agglomération du Beauvaisis génèrent près de 566 tonnes de boues. La production globale s'établit à près de 43 g par jour et par équivalent-habitant<sup>17</sup>.

Station	Charge DBO <sub>5</sub> entrante (kg/j)	Quantité d'eau traitée (m <sup>3</sup> /an)	Dépassement de la capacité de traitement	Quantité de boues produites par destination finale (Tonnes de Matières Sèches/an)		Consommation électrique (kWh/an ou kWh/m <sup>3</sup> d'eau traitée ou kWh/kgDBO <sub>5</sub> éliminée)	Qualité des boues produites - Siccité
				Epandage ou transfert sur STEP Beauvais	Autres		
Beauvais	5 520 kg/j <sup>18</sup>	5 197 641	Non	71 hors chaux	1 414 hors chaux -compostage	5 721 705 kWh/an 1,1 kWh/m <sup>3</sup> 2,8 kWh/kgDBO <sub>5</sub>	Boues déshydratées 26 %
Auneuil	95	319 274	Non	48,9	/	213 784 kWh/an 0,7 kWh/m <sup>3</sup> 6,2 kWh/kgDBO <sub>5</sub>	Boues liquides 2,9 %
Auteuil	39	61 652	Non	16,5	/	75 670 kWh/an 1,2 kWh/m <sup>3</sup> 5,3 kWh/kgDBO <sub>5</sub>	Boues liquides 2,3 %

<sup>17</sup> Cette valeur tient compte de la charge de pollution rejetée par les industriels et de rejets des communes hors CAB sur la station d'épuration de Hermes.

<sup>18</sup>Incluses pour 2020 les charges de pollution liées aux retours en tête

Bailleul-sur-Thérain	86	155 594	Non	8,7 (Epannage) et 21,2 (Transfert)	/	82 219 kWh/an 0,5 kWh/m <sup>3</sup> 2,6 kWh/kgDBO <sub>5</sub>	Boues liquides 2,1 %
Bresles	279	312 159	Non	/	85,0 compostage	423 525 kWh/an 1,4 kWh/m <sup>3</sup> 4,2 kWh/kgDBO <sub>5</sub>	Boues déshydratées 22 %
Crèvecœur-le-Grand	154	251 400	Non	/	45,9 compostage	287 357 kWh/an 1,1 kWh/m <sup>3</sup> 5,1 kWh/kgDBO <sub>5</sub>	Boues déshydratées 23 %
Frocourt	17	21 190	Non	4,8	/	67 168 kWh/an 3,2 kWh/m <sup>3</sup> 10,8 kWh/kgDBO <sub>5</sub>	Boues liquides 1,4 %
Hermes	545	593 854	Non	/	170,5 compostage	581 629 kWh/an 1,0 kWh/m <sup>3</sup> 2,9 kWh/kgDBO <sub>5</sub>	Boues déshydratées 21 %
La Neuville-en-Hez	65	82 164	Oui	0,2	/	31 720 kWh/an 0,4 kWh/m <sup>3</sup> 1,3 kWh/kgDBO <sub>5</sub>	Boues liquides 1,3 %
Milly-sur-Thérain	208	206 184	Non	17,5	68,8 compostage	234 127 kWh/an 1,1 kWh/m <sup>3</sup> 3,1 kWh/kgDBO <sub>5</sub>	Boues déshydratées 19 %
Rochy-Condé	75	88 278	Non	21,2		167 285 kWh/an <sup>19</sup> 1,9 kWh/m <sup>3</sup> 6,1 kWh/kgDBO <sub>5</sub>	Boues liquides 3,0 %
Saint-Paul	113	153 169	Non	44,7	/	208 829 kWh/an 1,4 kWh/m <sup>3</sup> 5,1 kWh/kgDBO <sub>5</sub>	Boues liquides 3,5 %
Therdonne	28	36 628	Non	11,6	/	43 427 kWh/an 1,2 kWh/m <sup>3</sup> 4,2 kWh/kgDBO <sub>5</sub>	Boues liquides 3,1 %
Sous-total hors Beauvais	1 704 kg/j	2 281 546 m <sup>3</sup> /an	-	566 TMS/an		2 416 740 kWh/an	-
Total général	7 224 kg/j	7 479 187 m <sup>3</sup> /an	-	1 716 TMS/an <sup>20</sup>		8 138 445 kWh/an	-

**Tableau 12 : Charge de pollution reçue, consommation électrique et production de boues des stations d'épuration de la CAB**

Les consommations électriques de l'année 2020 s'établissent pour les besoins du traitement des eaux usées à près de 8 140 000 kWh/an dont près de 70 % pour la seule station de Beauvais.

#### 6.1.4 PERFORMANCES ÉPURATOIRES

Les performances épuratoires des stations d'épuration de moins de 10 000 eq.hab sont appréciées à partir des résultats de 1 à 12 bilans annuels d'autosurveillance et 156 sur la station d'épuration de Beauvais.

<sup>19</sup> Inclues les consommations des compresseurs actionnant les aéroéjecteurs (en baisse suite à la conversion d'un aéroéjecteur en poste de refoulement par pompage)

<sup>20</sup> Boues STEP Auneuil, Auteuil, Bailleul-sur-Thérain, Frocourt, La-Neuville-En-Hez, Milly-sur-Thérain (partiellement), Rochy-Condé, Saint-Paul et Therdonne transférées pour déshydratation sur la STEP de Beauvais déduites du total général (- 187 T de matières sèches)

Station	Rendement de dépollution en charge pour l'année 2020				Concentration moyenne annuelle en sortie (mg/l) pour l'année 2020					
	DBO <sub>5</sub>	NTK	NGL	Pt	DBO <sub>5</sub>	MES	DCO	NTK	NGL	Pt
Beauvais	99,3	97,8	93,7	97,8	2,7	4,8	21,3	1,6	4,6	0,2
Auneuil	87,9	94,9	93,0	90,1	13,1	4,5	30,1	2,3	3,4	0,4
Auteuil	98,8	98,5	93,9	96,4	3,2	4,9	24,1	1,8	7,2	0,4
Bailleul-sur-Thérain	98,5	92,0	84,1	65,1	3,0	5,1	25,2	4,5	9,0	2,2
Bresles	98,9	97,2	96,4	99,2	3,0	5,8	20,2	2,8	3,5	0,1
Crèvecœur-le-Grand	94,3	92,6	81,3	55,4	11,5	16,1	57,3	11,0	11,8	2,8
Frocourt	99,0	97,3	90,1	84,7	3,0	5,0	24,5	2,6	9,7	1,6
Hermes	98,9	96,5	95,5	96,4	3,6	2,4	21,1	2,8	3,6	0,4
La Neuville-en-Hez	83,1	22,5	22,4	81,1	42,4	64,3	218,6	82,8	83,0	6,1
Milly-sur-Thérain	99,0	93,8	92,7	90,0	3,1	4,0	17,5	4,7	5,5	1,1
Rochy-Condé	99,0	97,1	95,2	87,6	3,2	4,1	25,7	2,6	4,3	1,0
Saint-Paul	98,9	98,0	96,3	92,4	3,0	4,3	17,9	1,5	2,8	0,6
Therdonne	98,5	96,6	94,2	47,8	4,4	6,3	38,2	3,8	6,4	6,4

**Tableau 13 : Performances épuratoires des stations d'épuration de la CAB**

Le parc des 13 stations d'épuration de l'agglomération du Beauvaisis a été mis en service en majorité depuis moins de 20 ans et met en œuvre le procédé par boues activées en aération prolongée. De ce fait, il présente globalement des performances épuratoires correctes avec les constats suivants pour l'année 2020 :

- l'obsolescence de la station d'épuration de la Neuville-en-Hez. Un projet de reconstruction de cet équipement est à l'étude.
- une élimination très poussée de la pollution carbonée, avec un rendement d'épuration sur le paramètre DBO<sub>5</sub> le plus souvent supérieur à 98 % ou une concentration en DBO<sub>5</sub> dans le rejet inférieure à 4 mg/l ;
- une élimination avancée de la pollution azotée sous sa forme azote ammoniacal ou nitrates, puisque le rendement d'épuration sur l'azote Kjeldahl est majoritairement de plus de 92 % et la concentration en azote global inférieure à 10 mg/l ;
- Les stations d'épuration d'Auneuil, Auteuil, Beauvais, Bresles, Frocourt, Hermes, Milly-sur-Thérain, Rochy-Condé et Saint-Paul se distinguent avec une concentration au rejet en phosphore inférieure à 2 mg/l sur ce paramètre grâce au traitement tertiaire ou à un traitement de déphosphatation physico-chimique, contre 3 à 6 mg/l pour les autres installations.
- Une dégradation des performances épuratoires de la station d'épuration d'Auneuil en DBO<sub>5</sub> et DCO en raison du déversement d'une citerne de glucose dans le réseau
- Une dégradation des performances épuratoires de la station d'épuration de Crèvecœur-le-Grand, en raison de fortes pluies le 10 mars 2021.



**Photo 1 : Accident d'un camion-citerne sur la RD n°981 à Auneuil avec déversement d'une citerne de glucose, vers le réseau d'assainissement unitaire le 7 décembre 2020**

#### 6.1.5 MESURES SUR LES SUBSTANCES DANGEREUSES

Les micropolluants (métaux lourds, pesticides, phtalates, benzène, ...) sont des substances susceptibles d'avoir une action toxique à faible dose dans un milieu donné.

En application de la note technique du 12 août 2016 du ministère de l'environnement, une campagne régulière de recherche de substances dangereuses a été menée en 2018 sur la station d'épuration de Beauvais. Une campagne similaire sera menée sur la station d'épuration de Hermes en 2021.

#### 6.2 CONFORMITÉ DES PERFORMANCES DES EQUIPEMENTS D'EPURATION

La conformité des performances des équipements d'épuration est examinée en référence aux prescriptions des exigences de rejets fixées par le préfet (Article 22 de l'arrêté du 21 juillet 2015) :

- Pour les paramètres DBO<sub>5</sub>, DCO et MES en dehors des situations inhabituelles, la conformité est établie si le nombre annuel d'échantillons non conformes ne dépasse pas 1 pour 4 échantillons prélevés, 2 pour 8 à 16 échantillons prélevés et 13 pour 156 à 171 échantillons ;
- Pour les paramètres azote et phosphore, les niveaux de rejets ne doivent pas être dépassés en moyenne annuelle pour attester de la conformité de la station d'épuration (pas de règle de nombre d'échantillons non conformes).

La qualité des rejets de la station d'épuration de Beauvais a fait l'objet d'un autocontrôle en continu et de 156 bilans complets sur l'ensemble des paramètres et 24 bilans partiels en MES et DCO (soit 15 par mois) suivant un planning prévisionnel validé par les services de l'agence de l'eau et de la Police de l'Eau.

Station	Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de rejet fixées par le préfet				Taux boues des ouvrages évacuées selon les filières conformes à la réglementation
	Nombre de bilans pour 2020	Nombre d'échantillons non conformes en 2020 en DBO <sub>5</sub> , DCO et MES	Respect niveaux de rejet en moyenne annuel en azote et phosphore	Conformité performance STEP 2020	
Beauvais	156	0	Oui <sup>21</sup>	Conforme	100 %
Auneuil	12	1 <sup>22</sup>	Oui	Conforme	100 %
Auteuil	4	0	Oui	Conforme	100 %
Bailleul-sur-Thérain	12	0	Oui	Conforme	100 %
Bresles	12	0	Oui	Conforme	100 %
Crèvecœur-le-Grand	12	1 <sup>23</sup>	Oui	Conforme	100 %
Frocourt	3	0	Oui	Conforme	100 %
Hermes	24	0	Oui	Conforme	100 %
La Neuville-en-Hez	2	2	Non	Non conforme <sup>24</sup>	100 %
Milly-sur-Thérain	12	0	Oui	Conforme	100 %
Rochy-Condé	12	0	Oui	Conforme	100 %
Saint-Paul	12	0	Oui	Conforme	100 %
Therdonne	4	0	Oui	Conforme	100 %

**Tableau 14 : Conformité des performances des équipements d'épuration et de l'évacuation des boues**

Les faits marquants pour l'année 2019 sur les performances des stations d'épuration des communes sont principalement :

- La permanence de rejets non conformes sur la station d'épuration de la Neuville-en-Hez ;
- Le respect systématique des exigences de rejets sur les 12 autres stations d'épuration ;
- L'évacuation systématique des boues selon des filières conformes à la réglementation.

### 6.3 CONFORMITÉ DERU

Dans le cadre de la mise en œuvre de la directive européenne du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines (DERU), le système épuratoire doit respecter les performances exigées en termes de rejet et la fréquence des contrôles fixés par l'arrêté du 22 juin 2007 précité. A la lumière des résultats d'autosurveillance de l'année 2020, la DDT de l'Oise a statué sur la conformité à la directive eaux résiduaires urbaines de 10 des 13 systèmes de traitement des eaux de la collectivité, hors Crèvecœur-le-Grand<sup>25</sup> et Bresles<sup>26</sup> en raison de défauts d'équipements d'autosurveillance et la Neuville-en-Hez<sup>27</sup> compte tenu de son obsolescence.

## 7 FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE 2020

<sup>21</sup> 1 dépassement ponctuel en janvier 2020 suite à l'obturation de la canalisation de la file de traitement Kennedy (intervention en urgence de scaphandriers pour rétablir l'écoulement)

<sup>22</sup> 1 dépassement en DBO<sub>5</sub> et DCO suite à l'accident d'un camion-citerne de glucose (dépassement valeurs réductrices)

<sup>23</sup> 1 dépassement lié aux volumes surversés lors de fortes pluies le 10 mars 2020 (dépassement valeurs réductrices et du débit de référence)

<sup>24</sup> Non-conformité liée au non-respect de l'arrêté préfectoral

<sup>25</sup> 1 dépassement des valeurs réductrices par temps de pluie

<sup>26</sup> Non-conformité liée au non-comptage du point A2 (déversoir d'orage) : étude hydraulique à réaliser



<sup>27</sup> Non-conformité liée au non-respect des performances

## 7.1 MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENTS (PPI) EN MATIÈRE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Le programme pluriannuel d'investissements (PPI) s'est concrétisé en 2020 par les travaux de construction du réseau d'assainissement collectif sur les hameaux de Moimont et Courroy et route de Bonnières à Milly-sur-Thérain et sur le hameau de la Houssoye à Crèvecœur-le-Grand, dont la mise en service est prévue en 2021.

## 7.2 TRAVAUX DE RENOUELEMENT OU DE SECURISATION

Les opérations de renouvellement, de réhabilitation ou de sécurisation des ouvrages de pompage et de traitement des eaux usées sont détaillés par commune ci-après.

Système assainissement	Photos	Nature des travaux
Allonne		Etude pour la mise en place de la télésurveillance des valves du réseau sous vide. La télésurveillance de ces valves permettra aux agents d'exploitation de savoir quelle valve est en dysfonctionnement et de la dépanner immédiatement. Cela évitera également les dérangements chez les particuliers, car la moitié des regards de transfert se trouvent en domaine privé.
Auneuil		Renouvellement des trappes d'ouverture du poste avec barreaux anti-chute intégrés (PR <sup>28</sup> Sinancourt)
Bailleul-sur-Thérain		Installation de barres anti-chute sur un poste de refoulement afin de protéger les intervenants d'une éventuelle chute dans l'ouvrage et modification du système de fermeture de l'ouvrage Inspection par scaphandrier dans le bassin biologique (Prestation délégataire) Diagnostic permanent : installation d'une sonde de mesure de débit en réseau.

<sup>28</sup> PR Poste de refoulement ou de relèvement des eaux usées



<p>Beauvais</p>		<p>Réhabilitation de 4 postes de pompage des eaux usées sur Beauvais (Bergerette, Mathéas, Pont Laverdure et Tétard) avec la mise en place d'une chambre de vannes et de barreaux anti-chute et la reprise de l'étanchéité du poste de pompage des eaux usées rue Tétard.</p> <p>Remplacement du grappin de transport des matières de curage et de deux sorbonnes et de la hotte aspirante du laboratoire.</p> <p>Mise en œuvre de barreaux antichute et de lignes de vie pour compléter la sécurisation des accès aux ouvrages de traitement.</p>
<p>Bresles</p>		<p>Mise en place de pompes de transfert du polymère pour la centrifugeuse et le traitement tertiaire, pour sécuriser la manutention des containers.</p> <p>Mise en conformité du disconnecteur d'eau potable.</p>
<p>Frocourt</p>		<p>Mise en place de garde-corps autour du poste de recirculation.</p> <p>Travaux de renouvellement du pont brosse de la station d'épuration (renouvellement délégataire).</p>
<p>La Neuville-en-Hez</p>		<p>Création d'une chambre à vannes, remplacement des 2 pompes de relevage, de l'armoire électrique, et des tampons d'ouverture et mise en place de la télésurveillance (PR Eglise).</p>
<p>Milly-sur-Thérain</p>		<p>Dégraisseur/dessableur de la station d'épuration : mise en place de barreaux anti-chute.</p> <p>Etude pour la mise en place de la télésurveillance des valves du réseau sous vide</p>

Saint-Paul		Remplacement du mât et de l'agitateur pâle banane du bassin d'aération (renouvellement délégataire).
Therdonne		<p>Installation d'un garde-corps autour du poste à flottants</p> <p>Mise en place de barreaux anti-chute ainsi que d'un système de verrouillage de la trappe d'accès sur les fosses à graisses et à flottants</p>

### 7.3 CONVENTION DE GESTION DE LA STATION D'ÉPURATION DE HERMES

La station d'épuration de Hermes, d'une capacité de 20 000 équivalent-habitants, a été conçue pour recevoir les eaux usées des communes de Berthecourt, Hermes, Noailles, Novillers, Mortefontaine-en-Thelle, Ponchon, Sainte-Geneviève et Villers-Saint-Sépulcre. Cette installation est utilisée à la fois par des usagers de la communauté d'agglomération du Beauvaisis (CAB) et ceux de la communauté de communes Thelloise (CCT). Ces deux collectivités compétentes en matière d'assainissement collectif ont décidé de gérer en commun ces ouvrages partagés dans le cadre d'une convention de gestion signée en 2019. Pour l'année 2020, il a été décidé :

- de lancer une étude et des essais pilote pour résoudre les problèmes d'odeurs qui se produisent sur le hameau de Friancourt sur la commune de Hermes ;
- d'engager les travaux de restaurations de zones humides sur Hermes et Berthecourt, dans le cadre des mesures compensatoires liées à la construction de la station d'épuration de Hermes.

### 7.4 SURVEILLANCE DE L'IMPACT DES REJETS

La surveillance de l'incidence des rejets des stations d'épuration de la communauté d'agglomération du Beauvaisis (CAB) a été mise en place par le service assainissement en 2010. Elle a pour objectif de vérifier que le rejet des stations d'épuration ne remet pas en question l'atteinte du bon état écologique des masses d'eau superficielles, qui découle de la Directive Cadre sur l'Eau. Cette surveillance réalisée sur deux points de mesures (l'un en amont du rejet de la station d'épuration, l'autre à son aval, à une distance telle de celui-ci que la mesure soit la plus représentative possible) comprend :

- des analyses physico-chimiques au droit du rejet en cours d'eau de 8 stations d'épuration<sup>29</sup> sur les paramètres suivants : température, pH, DBO<sub>5</sub>, NTK, NH<sub>4</sub>, NO<sub>2</sub>, NO<sub>3</sub> et Pt. La fréquence d'analyse est d'une fois par an sauf sur la ville de Beauvais où sont mises à profit les mesures de suivi mensuelles de la qualité du Thérain et de l'Avelon réalisées par le service eau et rivières de la ville de Beauvais depuis 2001.

<sup>29</sup> Exclue la station d'épuration de Therdonne dont l'impact est faible au regard du débit du cours d'eau

- des analyses hydrobiologiques (I2M2<sup>30</sup> ou IBD<sup>31</sup>) au droit du rejet de 5 stations d'épuration (Auneuil, Saint-Paul, Milly-sur-Thérain, Frocourt et Beauvais), à raison d'une fois tous les ans pour la station d'épuration de Beauvais et d'une fois tous les deux ans pour les autres installations (réalisées en 2020 pour Auneuil et Saint-Paul).

#### 7.4.1 ANALYSES PHYSICO-CHIMIQUES

Les résultats des analyses physico-chimiques pour l'année 2020 sont synthétisés sur la carte ci-après. Les résultats pour l'année 2020 ne mettent pas en évidence un impact significatif des rejets des stations d'épuration suivantes de la CAB (Auneuil, Hermes, Milly-sur-Thérain, Rochy-Condé, Saint-Paul) sur la qualité de leur cours d'eau récepteur. L'impact du rejet semble visible en 2020 à l'aval de la station d'épuration de Beauvais et Frocourt sur les paramètres azote et phosphore et sur celle de Bresles sur les paramètres azote et DBO<sub>5</sub>, sans déclassement du bon état chimique.

#### 7.4.2 ANALYSES HYDROBIOLOGIQUES RÉALISÉES LES 30 JUIN ET 1<sup>ER</sup> JUILLET 2020

##### Station d'épuration de Beauvais

Au regard du peuplement des macro invertébrés et selon l'I2M2, la qualité biologique des eaux du Thérain est bonne en amont et médiocre en aval de la station d'épuration de Beauvais. La note MPCE (Macro invertébrés en petit cours d'eau) perd 4 points et passe de 15/20 à 11/20, ce qui semble indiquer un impact de la station d'épuration de Beauvais sur la qualité biologique du Thérain. La note I2M2 diminue également en passant de 0,4702 à 0,1838 ce qui fait perdre deux classes de qualité biologique au cours d'eau.

##### Station d'épuration d'Auneuil

Au regard du peuplement des macro invertébrés et selon l'I2M2, la qualité biologique des eaux du ruisseau d'Auneuil est médiocre en amont et en aval de la station d'épuration d'Auneuil. La note MPCE ne change pas et reste à 12/20. La note I2M2 diminue légèrement en passant de 0,1576 à 0,1569 ce qui n'impacte pas la qualité biologique du cours d'eau. Le ruisseau d'Auneuil semble subir des pressions chimiques dès l'amont de la station d'épuration avec la présence suspectée d'apports en pesticides et en HAP ainsi que des pressions morphologiques principalement liées à une anthropisation du milieu.

##### Station d'épuration de Saint-Paul

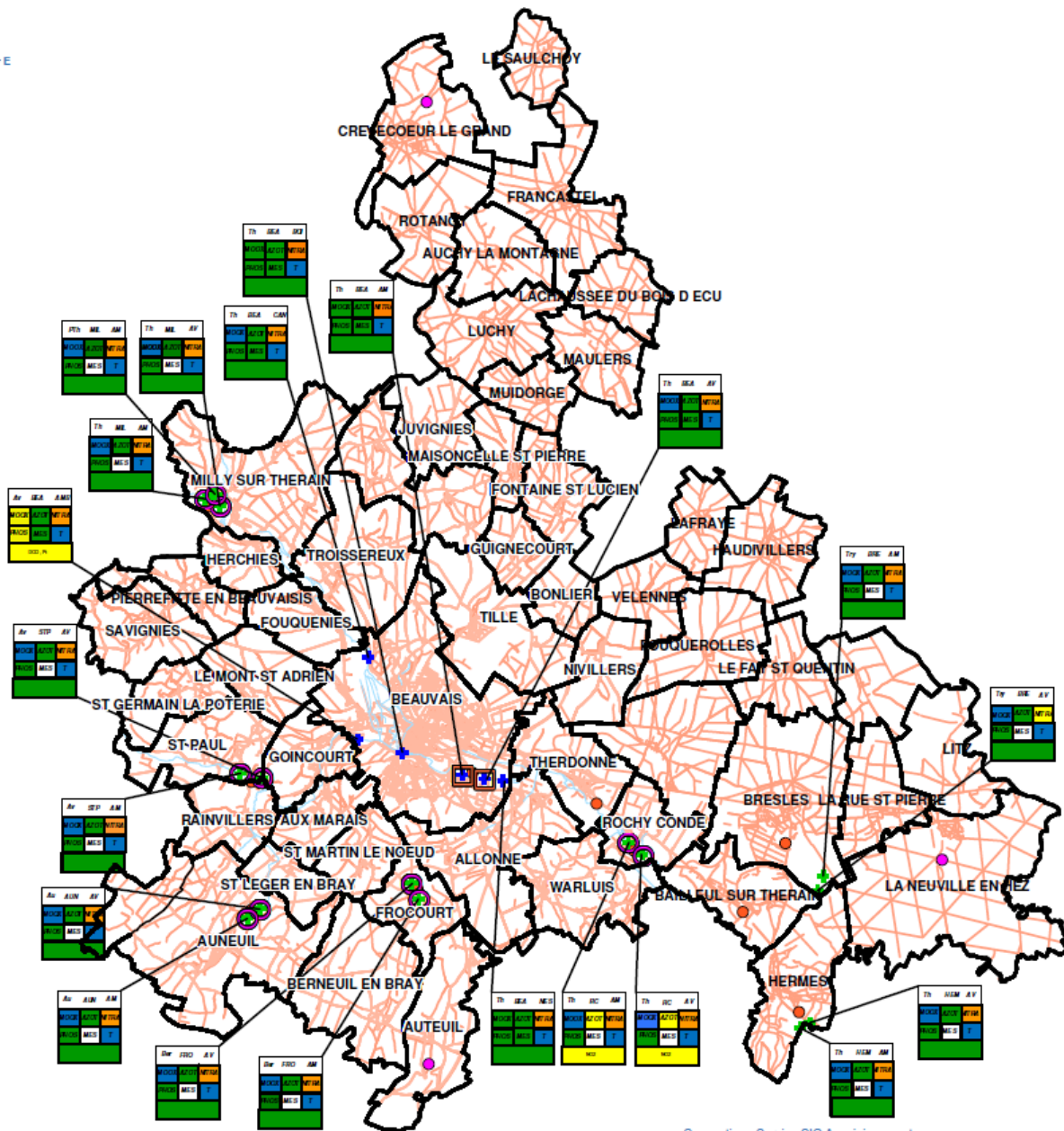
Au regard du peuplement des macro invertébrés et selon l'I2M2, la qualité biologique des eaux de l'Avelon est bonne en amont de la station d'épuration de Saint Paul alors qu'elle est moyenne en aval.

La note MPCE ne change pas et reste à 15/20. La note I2M2 diminue légèrement en passant de 0,4613 à 0,4005 ce qui fait perdre une classe de qualité à l'Avelon en passant de bonne à moyenne, bien que les peuplements des deux stations restent assez proches. Toutefois, il n'est pas observé d'impact important lors des campagnes précédentes avec des résultats proches entre l'amont et l'aval.

---

<sup>30</sup> Indice invertébrés multi-métrique (I2M2). Cet indice remplace depuis 2018 l'indice précédent IBGN : indice biologique global normalisé

<sup>31</sup> IBD : indice biologique diatomées



0 1000 2000  
Mètres  
Echelle : 1/100 000

Conception : Service SIG Assainissement  
Source : BD Agglomération - Communauté d'Agglomération du Beauvais  
Droits réservés - Reproduction interdite  
Source : Direction Générale des Impôts  
Cadastré - Droits réservés - Reproduction interdite - Date de validité : 2019  
Mis à disposition par la Communauté d'Agglomération du Beauvais

<p><b>ALTERATION DES COURS D'EAU</b></p> <p>MOOX : MATIERES ORGANIQUES ET OXYDABLES AZOT : MATIERES AZOTEES NITRA : NITRATES PHOS : MATIERES PHOSPHOREES MES : PARTICULES EN SUSPENSION T : TEMPERATURE</p> <p>  STATION D'EPURATION AVEC REJET EN COURS D'EAU   STATION D'EPURATION AVEC REJET EN MASSE D'EAU SOUTERRAINE   ANALYSE PHYSICO-CHEMIQUE : 1 FOIS PAR MOIS   ANALYSE PHYSICO-CHEMIQUE : 1 FOIS PAR AN   SUIVI BIOLOGIQUE : 1 FOIS PAR AN   SUIVI BIOLOGIQUE : 1 FOIS TOUS LES 2 ANS         </p>	<p><b>QUALITE DE L'EAU SELON LE SEQ EAU</b></p> <p>  TRES BONNE   BONNE   PASSABLE   MAUVAISE   TRES MAUVAISE   PAS DE MESURE         </p>	<p><b>IDENTIFICATION DU POINT DE PRELEVEMENT</b></p> <p>Th BEA AM</p> <p> <b>Cours d'eau</b>              Au : Auneuil (ru)              Av : Avelon (ru)              Ber : Berneuil (ru)              Th : Thérain (rivière)              PTh : Petit Thérain (rivière)         </p> <p> <b>Commune ou STEP</b>              AUN : AUNEUIL              BEA : BEAUVAIS              FRO : FROUCOURT              MIL : MILLY SUR THERAIN              STP : SAINT PAUL              RC : ROCHY CONDE         </p> <p> <b>Position du point de prélèvement</b>              AM : Amont STEP              AV : Aval STEP              AMB : ZI avelon Amont Beauvais              BOI : Tour Boileau Aval confluence Avelon              CAN : Plan d'eau du Canada Amont Beauvais              NES : Aval STEP Nestlé Aval Beauvais         </p>
<p><b>RESPECT BON ETAT PHYSICO - CHIMIQUE</b></p> <p>  OUI   NON         </p> <p>PARAMETRE(S) DECLASSANT(S)</p>		

Conception : Service SIG Assainissement - Jérôme Lesage - 2020

**Carte 4 : Qualité physico-chimique des eaux superficielles au droit des rejets des stations d'épuration de la communauté d'agglomération du Beauvais pour l'année 2020**

Les contrats de délégation de service public d'assainissement signés entre la communauté d'agglomération du Beauvaisis et la société Véolia Eau intéressent 30 communes relevant de l'assainissement collectif (hors Beauvais). Les faits notables de l'exercice 2020 sont les suivants :

- La réalisation de 8 km d'inspection télévisée, au-dessus de l'objectif contractuel moyen de 2 % du linéaire de réseau gravitaire par an ;
- Le curage de 12 km de réseaux séparatifs et unitaires d'eaux usées, non-conforme à l'engagement annuel de 10 % en raison de la crise sanitaire ;
- la réunion du comité de pilotage à 5 reprises en 2020 ;
- la poursuite de travaux de sécurisation sur certaines stations de pompage et d'épuration pris en charge par la collectivité, détaillées au §7.2 ;
- les études d'analyses des modes de défaillance et de leur criticité (AMDEC) des stations d'épuration de Bailleul-sur-Thérain, Bresles et Crèvecœur-le-Grand ;
- la mise en place du diagnostic permanent sur les systèmes d'assainissement (cf. § 7.6).
- la mise en place d'un outil de gestion patrimoniale des réseaux d'assainissement, outils d'aide à la décision pour la réhabilitation des réseaux.

## 7.6 MISE EN PLACE DU DIAGNOSTIC PERMANENT SUR LES SYSTÈMES D'ASSAINISSEMENT

Le concept de diagnostic permanent d'un réseau d'assainissement est basé sur le suivi en continu du fonctionnement du réseau à des fins de surveillance, d'amélioration et de contrôle, par le biais d'une série de points de mesures répartis en des endroits stratégiques du réseau. Il permet

- d'identifier précisément les bassins versants sensibles aux infiltrations d'eaux claires parasites de temps pluie et de temps sec ;
- d'évaluer régulièrement les performances du réseau d'assainissement ;
- d'optimiser les programmes de travaux sur le réseau par des ratios coût/efficacité et d'en mesurer l'impact.

# 8 ORIENTATIONS POUR L'AVENIR ET PERSPECTIVES 2021

Il s'agit de présenter les projets et démarches envisagés en vue d'améliorer la qualité du service à l'utilisateur et les performances environnementales du service.

## 8.1 AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DES EAUX SUPERFICIELLES – SDAGE<sup>32</sup> 2016-2021

Le schéma directeur d'aménagement et de gestion de l'eau (SDAGE) 2016-2021, qui même s'il n'a plus de force juridique, en raison de son annulation, donne jusqu'à l'adoption du SDAGE 2022-2027 les priorités politiques de gestion durable de la ressource en eau sur le bassin. Le programme des bassins Seine Normandie et Artois-Picardie (pour la seule commune de Crèvecœur-le-Grand) présente les mesures nécessaires, pour atteindre les objectifs environnementaux définis dans le SDAGE en application de la directive cadre sur l'eau. Plusieurs enjeux sont identifiés sur l'unité hydrographique du Thérain, unité à laquelle appartient la majorité du territoire de la communauté d'agglomération du Beauvaisis.

<sup>32</sup> SDAGE : Créé par la loi sur l'eau de 1992, le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux, le SDAGE, "fixe pour chaque bassin les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau" (art.3).

Le service assainissement de la CAB est intéressé par un enjeu principal à savoir l'amélioration de la qualité des eaux superficielles. L'amélioration de l'état des masses d'eau passe en particulier par la réhabilitation et la fiabilisation des systèmes d'assainissement, ne répondant plus aux enjeux de la DCE<sup>33</sup>, des communes situées sur les masses d'eau des petits cours d'eau et présentant de mauvais rendements en azote et/ou phosphore. Le programme de mesures sur le territoire de la communauté d'agglomération du Beauvaisis va se traduire pour les deux ou trois années à venir par les actions suivantes :

#### Mise en séparatif du réseau unitaire de la zone industrielle d'Auneuil

Le système d'assainissement d'Auneuil est à majorité unitaire, c'est-à-dire que les eaux usées et les eaux pluviales transitent par une seule et même canalisation et se mélangent. Par temps de pluie, un mélange d'eaux usées et d'eaux pluviales peut se déverser sans traitement dans le milieu naturel. Les études préalables à la création d'un réseau dédiée à la seule collecte des eaux usées sur la zone industrielle d'Auneuil et de renouvellement de l'autorisation de rejet de la station d'épuration sur Auneuil ont été finalisées en 2018. Il reste à programmer la réalisation des travaux de mise en séparatif.

#### Lutte contre les pollutions diffuses liées aux mauvais raccordements

La communauté d'agglomération du Beauvaisis contrôle le branchement des installations au réseau collectif d'assainissement lors de tout nouveau raccordement, toute modification de bâtiment et toute vente. Ce contrôle permet de déceler les branchements non conformes (eaux usées raccordées au réseau d'eaux pluviales, eaux pluviales raccordées au réseau d'eaux usées, fosse septique encore en service, ...), lesquels participent généralement à la pollution du milieu naturel.

En 2021, la communauté d'agglomération du Beauvaisis va poursuivre son action pour que les propriétaires remettent en conformité leur installation, en leur permettant notamment de bénéficier des subventions de l'agence de l'eau Seine Normandie reconduites dans le 11<sup>e</sup> programme entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2019. De plus, une étude pour identifier les mauvais raccordements d'eaux pluviales sur le réseau d'eaux usées va être lancée sur la commune de Laversines.

#### Reconstruction de la station d'épuration de la Neuville-en-Hez

Cette station d'épuration âgée de 47 ans est obsolète. Les communes de la Neuville-en-Hez et de Litz ont décidé en 2013 de lancer les études de conception relatives à la mise en place de l'assainissement collectif sur la commune de Litz et à la reconstruction de la station d'épuration de La Neuville-en-Hez pour le traitement des effluents finalement de 3 communes : la Neuville-en-Hez, Litz et la Rue-Saint-Pierre. La désignation des entreprises chargées des travaux interviendra dans le courant de l'année 2021.

#### Limitation des débordements d'eaux usées à Bresles

Le système d'assainissement de Bresles a été classé par la DDT de l'Oise non conforme à l'arrêté préfectoral pour l'année 2020, en raison des surverses du réseau unitaire par temps de pluie. Il sera nécessaire d'engager une étude hydraulique afin de préciser les travaux permettant de lever cette non-conformité. L'étude diagnostique réalisée en 2018 a proposé d'autres améliorations à apporter au système d'assainissement de Bresles pour se conformer à cet arrêté.

---

<sup>33</sup> DCE : directive cadre sur l'eau

## ✚ Lutte contre les eaux parasites et amélioration du traitement du phosphore à Bailleul-sur-Thérain

Le réseau de collecte des eaux usées de Bailleul-sur-Thérain capte des eaux parasites, qui affectent les performances de la station d'épuration et de plus la conception de cette station d'épuration ne permet pas de respecter l'exigence de rejet en phosphore. Des études vont donc être engagées en 2021 pour apporter des réponses à ces deux problématiques.

## ✚ Limitation des débordements d'eaux usées à Crèvecœur-le Grand

Le délégataire a signalé des phénomènes récurrents de débordements par temps de pluie à l'entrée du bassin d'orage et de la station d'épuration de Crèvecœur-le Grand. Afin d'atténuer ces débordements, la communauté d'agglomération du Beauvaisis a programmé :

- La création de bassins d'infiltration et de tamponnement des eaux pluviales (fin des études en 2021) au sein de la zone urbanisée,
- une étude de redimensionnement des dispositifs de surverses en entrée du bassin d'orage et de la station d'épuration.

## 8.2 TRAVAUX D'AMÉLIORATION, DE SECURISATION OU DE RENOUVELLEMENT SUR LES OUVRAGES DE COLLECTE ET DU TRAITEMENT DES EAUX USEES,

En 2021, cela va se concrétiser par :

- la réalisation des travaux d'assainissement collectif sur le hameau de la Borde à Crèvecœur-le-Grand ;
- la mise en service des ouvrages de collecte des eaux usées sur les hameaux de la Houssoye à Crèvecœur-le-Grand et de Courroy à Milly-sur-Thérain
- le renforcement du réseau d'assainissement sous-vide à Milly-sur-Thérain ;
- les études relatives à la mise en place de traitement anti-H<sub>2</sub>S aux postes de pompages des eaux usées de la Gare et Marais Colin sur la commune de Hermes ;
- la réhabilitation de 4 postes de pompage des eaux usées à Beauvais ;
- l'étude pour le remplacement de l'unité de traitement des matières de curage et de de l'armoire de chlorure ferrique de la station d'épuration de Beauvais ;
- la consultation pour la mise en place des outils de diagnostic permanent sur le système d'assainissement de Beauvais ;
- les investigations pour le remplacement des risers d'alimentation en air de la station d'épuration de Beauvais ;
- le diagnostic du génie-civil du canal de rejet de la station d'épuration de Beauvais, et des silos à boues de Therdonne et Rochy-Condé ;
- les travaux de remplacement des profils lamellaires du traitement tertiaire de la station d'épuration de Beauvais..

## 8.3 MISE EN ŒUVRE DES CONTRATS DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC POUR L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Dans le courant de l'année 2021, le délégataire du service public d'assainissement en partenariat avec le service assainissement devrait :

- ✚ Installer une supervision sur les vannes de transfert du réseau d'assainissement sous-vide d'Allonne et de Milly-sur-Thérain ;

- ✚ Poursuivre les travaux de sécurisation sur certaines stations de pompage et d'épuration
- ✚ Exploiter les résultats du diagnostic permanent des systèmes d'assainissement ;
- ✚ Accélérer les campagnes d'auscultation des réseaux par inspection télévisée et de curage des réseaux, pour respecter les engagements contractuels.
- ✚ Développer l'outil de gestion patrimoniale des réseaux d'assainissement, outils d'aide à la décision pour la réhabilitation des réseaux.

#### 8.4 ETUDE SUR L'EXERCICE DE LA COMPÉTENCE ASSAINISSEMENT COLLECTIF : HARMONISATION DU PRIX DU SERVICE, DÉFINITION D'UN PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT

Les objectifs de l'étude sont d'apporter aux élus les éléments qualitatifs et quantitatifs lui permettant d'arbitrer les décisions à prendre en matière d'organisation, de définition des priorités d'investissements et de financement du service d'assainissement collectif de la communauté d'agglomération du Beauvaisis. Cette étude doit permettre :

- De réaliser un état des lieux technique, financier et organisationnel concernant le service d'assainissement de la communauté d'agglomération, aussi bien les tâches déléguées que celles exercées en propre par le service,
- D'évaluer sa qualité actuelle au regard d'un service type attendu,
- De définir les améliorations et les aménagements à réaliser ainsi que les moyens à mettre en œuvre pour atteindre l'objectif de qualité du service type attendu et mesurer leur impact sur le prix du service,
- De réaliser une analyse prospective afin d'établir des propositions de programmation d'investissement et de renouvellement,
- De réaliser une analyse économique et tarifaire sur le financement, l'organisation et la gestion du futur service d'assainissement collectif, en particulier de définir plusieurs scénarios sur la trajectoire d'évolution des tarifs appliqués sur la facture d'assainissement, sur les travaux de raccordement, sur la redevance de contrôle, pour tendre vers un tarif unifié du service et financer les besoins d'investissements,
- De proposer des pistes d'évolution de l'organisation du service.

## 9 INDICATEURS FINANCIERS

### 9.1 TARIFS APPLIQUÉS SUR LA FACTURE D'EAU

#### 9.1.1 QUI DÉCIDE DU PRIX DE L'EAU ?

Le prix de l'eau est composé de trois rubriques distinctes (arrêté du 10 juillet 1996 modifié par arrêté du 28 avril 2016) :

- ✚ une part destinée au financement du service public de l'eau potable,
- ✚ une part destinée au financement du service public de l'assainissement,
- ✚ une part destinée au financement des organismes publics apportant leur concours aux services d'eau et d'assainissement : agence de l'eau et État.

Pour les deux premières parts (eau potable et assainissement), c'est la collectivité compétente pour organiser le service public local qui vote les tarifs.



En matière d'assainissement collectif, la CAB exerce la compétence sur la totalité de son territoire. Par contre en matière d'eau potable, 15 collectivités sur le territoire de la CAB se répartissent cette compétence avec des tarifications différentes.

Pour la dernière part, le montant est fixé directement par les organismes publics ou par les lois de finances.

A titre d'information, l'arrêté du 28 avril 2016 définit les nouvelles modalités de présentation du prix du litre d'eau devant figurer sur la facture, ce qui permettra d'informer le consommateur sur le coût d'un litre d'eau en présentant, d'une part, le coût de l'abonnement et, d'autre part, le prix du litre d'eau basé sur la seule consommation variable (abonnement exclu).

### 9.1.2 QUELS SONT LES DIFFÉRENTS POSTES DE FACTURATION DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF?

La part de la communauté d'agglomération du Beauvais pour la collecte et le traitement des eaux usées : le tarif couvre les charges de fonctionnement du service d'assainissement et les opérations d'investissement et de maintenance en relation avec les opérations de collecte, de transport et d'épuration des eaux usées.

La part délégataire ou fermier : la gestion de collecte des eaux usées et des stations d'épuration (hors Beauvais) a été attribuée par délégation de service public à SEAO - Véolia Eau dans le cadre de contrats d'affermage. En contrepartie de la part fermier, l'exploitant assure l'entretien et la maintenance des ouvrages délégués.

La redevance de l'agence de l'eau Seine Normandie de modernisation des réseaux de collecte : l'agence de l'eau utilise les sommes versées pour préserver la ressource et lutter contre la pollution. Elle subventionne des équipements et des actions dans ce sens, tels que la construction d'une station d'épuration, des travaux de protection des captages ou de pose de réseau d'assainissement, l'étude de la qualité des cours d'eau ou encore des opérations de protection du milieu naturel.

La facture annuelle au 1<sup>er</sup> janvier 2021 uniquement pour la part assainissement collectif, toutes taxes et redevances comprises, pour un client ayant consommé 120 m<sup>3</sup> se compose de la manière suivante :

Composantes de la facture d'assainissement collectif (bénéficiaire)	Beauvais	CAB 26 avec traitement sur STEP Beauvais <sup>34</sup> + Warluis	CAB 26 avec traitement hors STEP Beauvais <sup>35</sup>	Bailleul-sur-Thérain	Bresles	Crèvecœur-le-Grand	Hermes	Laversines
<b>COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES</b>								
<b>Part délégataire (Véolia Eau)</b>								
Abonnement	-	17,22 €/an	17,22 €/an	46,38 €/an	11,18 €/an	22,18 €/an	41,94 €/an	22,22 €/an
Consommation	-	0,8599 €/m <sup>3</sup>	1,6813 €/m <sup>3</sup>	1,3483 €/m <sup>3</sup>	1,9983 €/m <sup>3</sup>	1,3631 €/m <sup>3</sup>	1,6704 €/m <sup>3</sup>	2,0607 €/m <sup>3</sup>
<b>Part collectivité (CAB)</b>								
Abonnement	11,40 €/an							
Consommation	1,5698 €/m <sup>3</sup>	0,6675 €/m <sup>3</sup>	- 0,1425 €/m <sup>3</sup>	0,1524 €/m <sup>3</sup>	0,6160 €/m <sup>3</sup>	0,5500 €/m <sup>3</sup>	1,26 €/m <sup>3</sup>	0,5000 €/m <sup>3</sup>
<b>ORGANISMES PUBLICS</b>								
Modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	0,1850 €/m <sup>3</sup>	0,1850 €/m <sup>3</sup>	0,1850 €/m <sup>3</sup>	0,1850 €/m <sup>3</sup>	0,1850 €/m <sup>3</sup>	0,2100 €/m <sup>3</sup>	0,1850 €/m <sup>3</sup>	0,1850 €/m <sup>3</sup>
TVA 10 % (Etat)	0,1850 €/m <sup>3</sup>	0,1856 €/m <sup>3</sup>	0,1867 €/m <sup>3</sup>	0,2072 €/m <sup>3</sup>	0,2892 €/m <sup>3</sup>	0,2308 €/m <sup>3</sup>	0,3465 €/m <sup>3</sup>	0,2931 €/m <sup>3</sup>
<b>DETAIL DU MONTANT A PAYER (valeur au 1<sup>er</sup> janvier 2021)</b>								
Prix moyen du m <sup>3</sup> TTC	2,03 €	2,04 €	2,05 €	2,28 €	3,18 €	2,54 €	3,81 €	3,22 €
Montant € TTC par an	244,2	245,0	246,5	273,5	381,8	304,5	457,4	386,9
Prix moyen du m <sup>3</sup> TTC (valeur 1 <sup>er</sup> janvier 2020)	2,00 €	2,01 €	2,02 €	2,26 €	3,27 €	2,51 €	4,11 €	3,31 €
Ecart en % / N-1	+ 1,6 %	+ 1,4 %	+ 1,5 %	+ 0,9 %	- 2,7 %	+ 1,2 %	- 7,3 %	- 2,7 %

**Tableau 15 : facture annuelle TTC collecte et dépollution des eaux usées au 1<sup>er</sup> janvier 2021 pour un usager ayant consommé 120 m<sup>3</sup>**

<sup>34</sup> Allonne, Aux Marais, Bonlier, Fouquenes, Goincourt, Rainvillers, Saint-Léger-en-Bray, Saint-Martin-le-Nœud, Therdonne Wagicourt, Tillé, Warluis

<sup>35</sup> Auneuil, Auteuil, Berneuil-en-Bray, Frocourt, Herchies, le Mont-Saint-Adrien, Milly-sur-Thérain, Pierrefitte-en-Beauvaisis, Saint-Germain-la-Poterie, Saint-Paul, Savignies, Therdonne (bourg), Troissereux, La-Neuville-en-Hez, Rochy-Condé

La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : la loi n° 2012-1510 du 29 décembre 2012 de finances rectificative pour 2012 a relevé le taux réduit de TVA de 7% à 10%. La TVA est exigible au nouveau taux pour toutes les facturations effectuées à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2014. Le taux de 10% s'applique aux taxes, surtaxes et redevances perçues sur les usagers des réseaux d'assainissement et notamment à la redevance pour modernisation de réseaux de collecte.

## 9.2 TARIFS APPLIQUÉS AU RACCORDEMENT

### 9.2.1 BRANCHEMENT AU RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT

Lors du raccordement d'une construction au réseau public d'eaux usées, et conformément à l'article L. 1331-2 du code de la santé publique, la communauté d'agglomération se charge de l'exécution de la partie de branchement sous voie publique et prend en charge le coût réel des travaux. Elle se fait ensuite rembourser par les propriétaires une partie des dépenses entraînées par ces travaux, suivant des modalités fixées tous les ans par l'assemblée délibérante de la CAB, sur la base des 2 montants forfaitaires suivants (valeurs 2020) :

- branchement réalisé dans le cadre de l'extension du réseau public : 1 255 € TTC.
- branchement réalisé isolément pour le raccordement d'une nouvelle construction : 1 530 € TTC.

### 9.2.2 PARTICIPATION POUR FINANCEMENT DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Les propriétaires, qui construisent un immeuble ou réalisent une extension d'immeuble en bordure d'une voie pourvue d'un collecteur d'eaux usées, sont astreints au paiement d'une participation pour le financement de l'assainissement collectif prévue à l'article L. 1331-7 du code de la santé publique.

Pour les permis de construire déposés en 2020 relatifs aux habitations individuelles, cette participation est fixée à 18,44 €/m<sup>2</sup> de surface au plancher construite telle que définie à l'article R. 112-2 du code de l'urbanisme<sup>36</sup>. Pour les locaux d'hébergement et restauration, cette participation s'élève à 16,09 €/m<sup>2</sup> de surface au plancher construite, et à 8,01 €/m<sup>2</sup> pour les locaux professionnels à usage de bureaux, usage commercial ou artisanal (hors restauration et hébergement).

## 9.3 BUDGET ANNEXE DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Conformément à la réglementation budgétaire M49, les recettes et les dépenses du service d'assainissement collectif sont retracées dans un budget annexe au budget principal de la communauté d'agglomération du Beauvaisis

### 9.3.1 LES RECETTES ET CHARGES D'EXPLOITATION

Les recettes d'exploitation du budget annexe de l'assainissement collectif ont atteint en 2020 la somme de 6 337 202 €. Elles comprennent principalement :

- les redevances de collecte et d'épuration destinées au financement des dépenses d'exploitation et d'investissement du service de l'assainissement de la communauté d'agglomération ;
- les primes d'épuration versées par l'agence de l'eau ;
- les facturations des branchements et la participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC) ;

<sup>36</sup> La surface au plancher remplace la SHON (Surface Hors d'œuvre Nette) dans le droit d'urbanisme depuis le 1<sup>er</sup> mars 2012  
Rapport sur le prix et la qualité du service d'assainissement collectif 2020 - Page 51 sur 53

- les facturations du traitement des matières de vidange.

Année	2020	2019	2018
<b>Redevance collecte et épuration CAB (surtaxe assainissement)</b>	5 551 023 €	5 469 128 €	5 093 749 €
<b>Remboursement des frais de branchement et participation pour le financement de l'assainissement collectif</b>	721 176 €	472 660 €	329 242 €
<b>Prime pour épuration (agences de l'eau)</b>	9 214 €	415 149 €	292 573 €
<b>Mise à disposition personnels mutualisés</b>	55 789 €	60 850 €	Non renseigné

**Tableau 15 : Détail des principales recettes**

Le taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente est de 3,73 % en 2020, pour 3,29 % en 2019, 2,40 % en 2018, 2,64 % en 2017 et 1,81 % en 2016 sur le périmètre du service d'assainissement collectif de la communauté d'agglomération du Beauvaisis réparti de la manière suivante 4,36 % (3,71 % en 2019 et 2,67 % en 2018) sur Beauvais et 2,55 % (2,27 % en 2019 et 1,69 % en 2018) sur les communes (hors Beauvais).

Les charges d'exploitation du budget annexe de l'assainissement collectif s'élèvent en 2020 à la somme de 3 648 494 €.

Année	2020	2019	2018
<b>Charges à caractère général</b>	2 258 659 €	1 482 895 €	2 073 877 €
<b>Charges de personnel</b>	1 389 835 €	1 421 092 €	1 341 526 €

**Tableau 16 : Principales dépenses d'exploitation**

### 9.3.2 LES INVESTISSEMENTS

Année	2020	2019	2018
<b>Montant des travaux engagés (compte 2315) – Travaux de construction de nouveaux ouvrages</b>	1 718 623 €	1 522 755 €	1 133 410 €
<b>Montant des travaux engagés (compte 21) – Travaux de branchement, d'amélioration ou d'extension</b>	1 004 271 €	1 044 787 €	Non renseigné
<b>Montants des subventions de collectivités ou d'organismes publics et des contributions du budget général pour le financement de ces travaux</b>	1 152 023 €	926 117 €	383 925 €
<b>Montant des amortissements réalisés par la collectivité organisatrice du service</b>	1 731 822 €	1 787 961 €	1 715 333 €

**Tableau 17 : Montant des investissements, des subventions et des amortissements**

Le montant des investissements engagés en 2020 s'élève à la somme de 2 722 894 euros. Les investissements ont donné lieu au versement en 2020 de subventions de l'agence de l'eau Seine Normandie à hauteur de 1 152 023 euros.

### 9.3.3 ENCOURS DE LA DETTE ET DURÉE D'EXTINCTION DE LA DETTE

Année		2020	2098	2018
Capital restant dû au 31 décembre de l'exercice concerné		24 493 565 €	25 986 346 €	26 670 801 €
Montant des annuités de remboursement de la dette	Remboursement du capital	2 349 346 €	2 289 582 €	2 182 558 €
	Intérêts	511 223 €	552 699 €	574 351 €
	Total	2 860 569 €	2 842 281 €	2 756 909 €

**Tableau 18 : Encours de la dette**

#### Durée d'extinction de la dette

Durée théorique pour rembourser la dette du service d'assainissement collectif si la collectivité affecte à ce remboursement la totalité de l'autofinancement dégagé par le service. Cette durée est de 12,5 ans pour l'année 2020 (9 ans en 2019).

## RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX & LA QUALITÉ DU SERVICE



# SPANC SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF 2020

(Application de la loi n° 95-101 du 2 février 1995 et du décret n° 95-635 du 6 mai 1995, relatifs aux rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement et arrêté du 2 mai 2007 annexe II)





# SOMMAIRE

---

<b>1</b>	<b>PRÉAMBULE</b>	<b>4</b>
<b>2</b>	<b>SYNTHÈSE DU RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF 2020</b>	<b>5</b>
<b>3</b>	<b>PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU SERVICE</b>	<b>6</b>
3.1	Mode et systèmes d'assainissement sur la communauté d'agglomération du Beauvaisis	6
3.2	Missions et mode de gestion du service	7
3.3	Description et consistance du service	8
3.4	Accueil et service aux usagers du SPANC de la communauté d'agglomération du Beauvaisis	8
3.5	Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif (D302.0)	9
3.6	Évaluation du nombre d'habitants desservis par le service public d'assainissement non collectif (D 301.0)	10
<b>4</b>	<b>FAITS MARQUANTS ET ORIENTATIONS DU SERVICE</b>	<b>11</b>
4.1	Faits marquants de l'exercice 2020	11
4.1.1	Les contrôles sur l'année 2020	11
4.1.2	Impact des différents confinements sur l'organisation du service	12
4.1.3	L'aide à la réhabilitation	13
4.2	Orientations pour 2021	14
<b>5</b>	<b>INDICATEURS TECHNIQUES</b>	<b>15</b>
5.1	Bilan des contrôles	15
5.1.1	Synthèse des contrôles réalisés en 2020	15
5.1.2	Résorption des contrôles de diagnostic	16
5.1.3	Classement des dispositifs d'assainissement non collectif	16
5.2	Taux de conformité des installations d'assainissement non collectif (P301.3)	18
<b>6</b>	<b>INDICATEURS FINANCIERS</b>	<b>19</b>
6.1	Tarifs des différents contrôles 2020	19
6.2	Autres indicateurs financiers	19





# 1. PRÉAMBULE

**Extrait note d'information du ministère de l'écologie et du développement durable : Le rapport annuel sur le prix et la qualité du service**

**Le rapport annuel du maire ou du président de l'EPCI sur le prix et la qualité du service public...**

“ Le maire présente au conseil municipal ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) présente à son assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'assainissement destiné notamment à l'information des usagers ” (art. L. 2224-5 du code général des collectivités territoriales (CGCT)).

**... à destination des usagers...**

Le rapport annuel est un outil de communication entre les élus, leur assemblée délibérante et les usagers des services d'eau et d'assainissement. Il doit pouvoir être librement consulté en mairie. Seules les communes de 3 500 habitants et plus sont soumises à une obligation d'affichage (art. L. 1411-13 du CGCT).

**... pour plus de transparence...**

L'élaboration du rapport annuel sur le prix et la qualité du service répond aux principes de gestion décentralisée des services d'eau et d'assainissement, de transparence et d'évaluation des politiques publiques.

Le rapport annuel devra être examiné par la commission consultative des services publics locaux (CCSPL) (art. L. 1413-1 du CGCT) constituée à l'initiative du maire dans les communes de plus de 10 000 habitants, du président de l'EPCI de plus de 50 000 habitants ou du président du syndicat mixte comprenant au moins une commune de plus de 10 000 habitants. Cette présentation à la CCSPL permet de prendre en compte les attentes des usagers et d'améliorer la lisibilité de ce rapport.

**... élaboré par la collectivité responsable de l'organisation du service...**

Le maire ou le président de l'EPCI a la responsabilité de la rédaction et de la mise en forme du rapport ainsi que de sa communication. Les gestionnaires et les agences de l'eau apportent leur appui pour collecter et traiter certaines données de base.

**... présenté avant le 30 septembre**

Ce rapport doit désormais être présenté dans les 9 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné, soit au plus tard le 30 septembre. En intercommunalité, le conseil municipal de chaque commune adhérent à un EPCI est destinataire du rapport annuel adopté par cet établissement. Le maire présente au conseil municipal, dans les douze mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné, le ou les rapports qu'il aura reçu(s) du ou des EPCI, soit au plus tard le 31 décembre. Il indique dans une note liminaire la nature exacte du service assuré par ce ou ces établissements.

**... pour mieux évaluer la qualité et le prix du service à l'usager.**

Les articles D. 2224-1 à 4 du CGCT fixent la liste des indicateurs techniques (ressources, qualité, volume, etc.) et financiers (tarification, dettes, investissements, etc.) qui doivent au moins figurer dans le rapport. Les rapports peuvent être complétés par tout indicateur jugé utile. Ils peuvent également être agrémentés de plans, de croquis ou de photos sur la localisation des ressources et le cycle de l'eau au niveau de la collectivité par exemple. Si les compétences de la collectivité évoluent peu d'une année sur l'autre, seuls les indicateurs relatifs au prix et à la qualité de service ainsi que des travaux devront être actualisés.

L'article L. 2224-5 du CGCT impose au maire de joindre à son rapport annuel sur le prix de l'eau, la note établie par les agences de l'eau sur les redevances figurant sur la facture d'eau des abonnés et sur la réalisation de leur programme d'intervention. Les notes établies sur la base de l'activité 2020 des agences de l'eau Seine Normandie et Artois Picardie sont jointes en annexes au présent rapport.



## 2. SYNTHÈSE DU RAPPORT

### SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF 2020

## Service public de l'assainissement non collectif

### Communauté d'agglomération du Beauvaisis (CAB)

#### LES CHIFFRES DU SERVICE

Habitants desservis  
en assainissement  
non collectif :  
**10 000**

Usagers (logements) :  
**3 957**

Taux de couverture  
du territoire  
en assainissement  
non collectif :  
**9,8 % de la population  
totale de la CAB<sup>1</sup>**

**53 COMMUNES  
CONCERNÉES  
PAR LE SPANC  
(100 %)**

#### L'ESSENTIEL DE L'ANNÉE 2020

##### Gestion du service

- Réalisation d'un support d'information auprès des usagers pour promouvoir l'aide à la réhabilitation
- Instruction de la 1<sup>ère</sup> tranche de financement des travaux de réhabilitation des dispositifs d'assainissement non collectif
- Arrêt des contrôles de bon fonctionnement pendant le 1<sup>er</sup> et le 2<sup>e</sup> confinements : réaffectation des agents pendant le 2<sup>e</sup> confinement sur des missions au sein des déchetteries

##### Contrôles

- 302 contrôles de bon fonctionnement
- 104 contrôles de diagnostic-vente
- 42 contrôles de conception
- 36 contrôles de réalisation

##### Aides financières à la réhabilitation

- Validation de 6 dossiers d'aide

#### LES PRÉVISIONS POUR L'ANNÉE 2021

##### Gestion du service

- Instruction et suivi des dossiers d'aide à la réhabilitation des installations d'assainissement non collectif

##### Contrôles

- Définition d'un nouveau planning de contrôles de bon fonctionnement sur le territoire des 53 communes

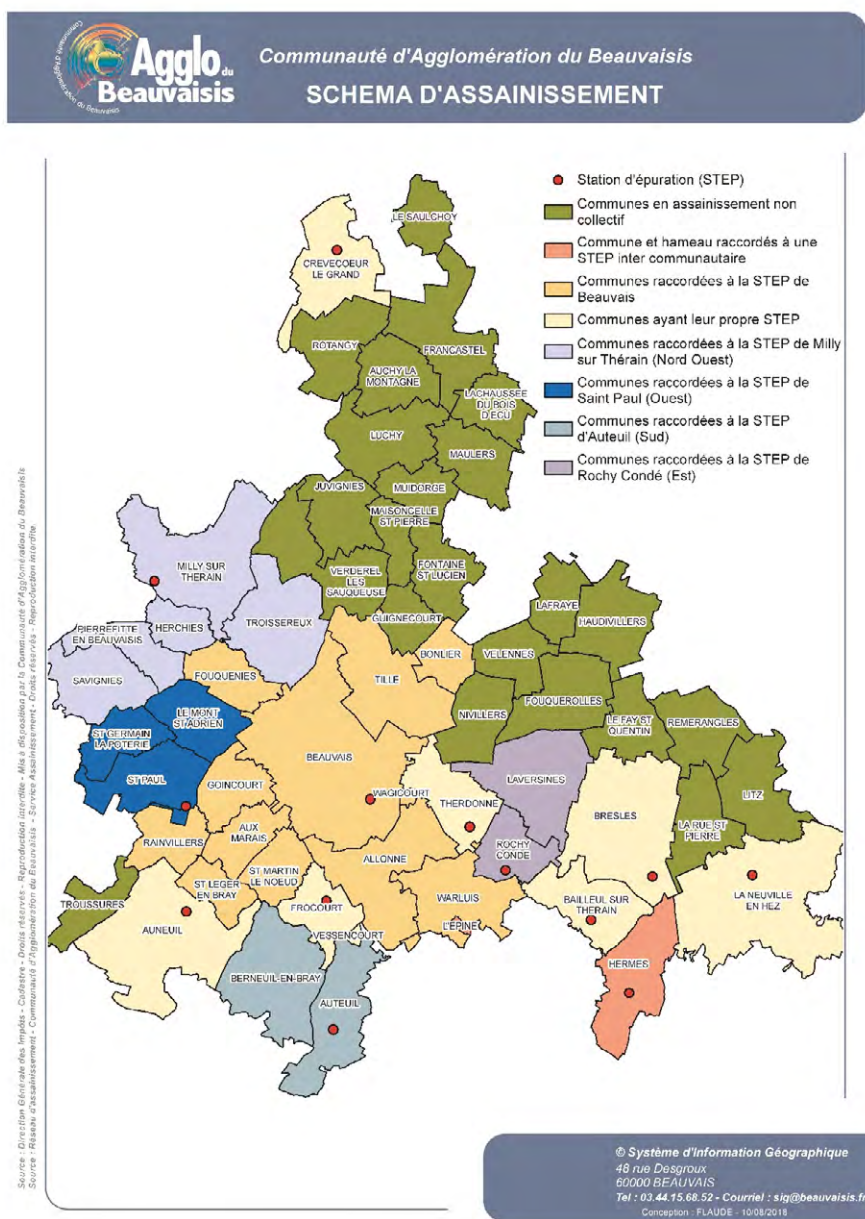
<sup>1</sup> Sur la base d'une population totale de 101 874 (données INSEE 2016)

#### LES INDICATEURS DE PERFORMANCE DU SERVICE

Indicateurs réglementaires (Arrêté du 2 mai 2007 - annexe II)	L'activité clientèle	Valeur
[D301.0]	Évaluation du nombre d'habitants desservis par le service public d'assainissement non collectif	<b>10 000</b>
[D302.0]	Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif (maximum 140 points)	<b>130 points</b>
[P301.3]	Taux de conformité des installations d'assainissement non collectif	<b>92,71 %</b>

# 3. PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU SERVICE

## 3.1 Mode et systèmes d'assainissement sur la communauté d'agglomération du Beauvaisis



Carte 1 : Schéma général de l'assainissement sur la communauté d'agglomération du Beauvaisis (Situation au 1er janvier 2021)

Le service public d'assainissement non collectif (SPANC) de la communauté d'agglomération du Beauvaisis a été créé le 1<sup>er</sup> janvier 2006, en application des dispositions de la loi sur l'eau de 1992.

La communauté d'agglomération du Beauvaisis (CAB) se répartit au 1<sup>er</sup> janvier 2021 en :

- 22 communes dont l'ensemble des immeubles relève de l'assainissement non collectif ;
- 31 communes qui disposent d'un assainissement collectif pour la majorité de leurs immeubles, et qui comptent quelques immeubles raccordés à un système d'assainissement individuel.

### 3.2 Missions et mode de gestion du service

Le service public d'assainissement non collectif (SPANC) de la communauté d'agglomération du Beauvaisis intervient auprès des administrés non desservis par un réseau de collecte des eaux usées, soit sur un parc d'environ 4 000 immeubles équipés de dispositifs d'assainissement individuel depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Le service est géré en régie directe par du personnel communautaire pour toutes les communes.

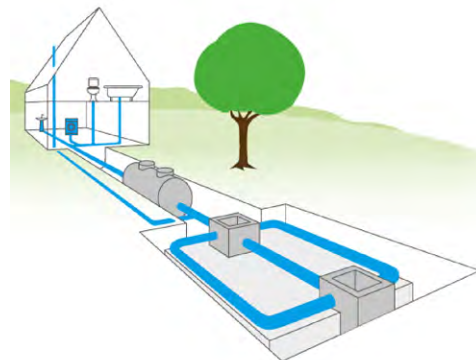
Ce service public assure les missions définies par la loi et a notamment pour mission principale le contrôle des installations d'assainissement non collectif (existantes ou futures). Le SPANC a également pour rôle d'informer les usagers sur la réglementation en vigueur, sur les différentes installations d'assainissement non collectif réglementaires, ainsi que sur le fonctionnement et l'entretien de l'installation.

Toutefois le SPANC ne réalise ni étude de sol ni étude de filière, il n'assure pas de mission de maîtrise d'œuvre et il ne peut pas être chargé de choix de filière (sauf dans le cas d'une convention avec le propriétaire confiant au SPANC l'organisation et le suivi des travaux de réalisation ou de réhabilitation d'une installation d'assainissement non collectif).

La mission d'information du SPANC consiste uniquement en des explications sur l'application de la réglementation et sur les risques et dangers que peuvent présenter les installations d'assainissement non collectif pour la santé publique et pour l'environnement, ainsi qu'en la fourniture de renseignements simples et de documents aux usagers. Il peut également apporter un conseil aux usagers en vue d'éventuels travaux de réhabilitation ou d'amélioration des dispositifs d'assainissement individuel et notamment pour l'obtention de subventions éventuelles des différents financeurs.

Les différents types de contrôles des installations d'assainissement non collectif sont :

- Contrôle sur les installations neuves :
  - Contrôle de conception et de bonne implantation : vérification lors du permis de construire ou d'une demande de réhabilitation, de la faisabilité de l'installation projetée,
  - Contrôle de réalisation : vérification lors des travaux du respect des normes et de l'avis technique formulé par le SPANC.
- Contrôle sur les installations existantes : contrôle de bon fonctionnement qui permet de vérifier l'existence d'une installation, son fonctionnement et son innocuité sur l'environnement et la santé publique. Il peut s'agir du premier contrôle de bon fonctionnement (diagnostic) ou du contrôle périodique réalisé tous les 7 ans.
- Contrôle en cas de vente : le propriétaire vendeur doit fournir un compte rendu du contrôle bon fonctionnement de son installation d'assainissement en cours de validité. Le compte rendu du contrôle de bon fonctionnement est valable 3 ans, au-delà un nouveau contrôle est à réaliser.
- Réhabilitation des installations d'assainissement non collectif. Le service est en charge du suivi des travaux et des demandes de subventions dans le cadre des opérations groupées de réhabilitation.



### 3.3 Description et consistance du service

Les bureaux du SPANC sont situés dans les locaux de la direction générale des services techniques au 70 rue de Tilloy à Beauvais. Le SPANC est rattaché au service assainissement de la direction de l'environnement de la communauté d'agglomération du Beauvaisis.

Le SPANC a en charge :

- La gestion administrative du service ;
- La réalisation des contrôles de bon fonctionnement sur les installations existantes,
- La réalisation des contrôles de conception, dont l'instruction du volet assainissement des permis de construire,
- La réalisation des contrôles de réalisation pour les nouvelles installations,
- Le suivi et la gestion financière des aides à la réhabilitation des installations,
- L'évolution du règlement du SPANC.

Les moyens en personnel dédiés au SPANC sont pour l'année 2020 de deux techniciennes, mesdames Barbaud et Masure.



### 3.4 Accueil et service aux usagers du SPANC de la communauté d'agglomération du Beauvaisis

Les usagers du SPANC peuvent obtenir tous renseignements, informations ou prescriptions techniques à l'adresse suivante :

**Communauté d'agglomération du Beauvaisis**  
**Direction de l'environnement - SPANC**  
**48, rue Desgroux - BP 90508 - 60005 Beauvais Cedex**  
**Tél. : 03 44 79 38 13 ou 03 44 79 38 11**

Du lundi au vendredi, de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h30.

ou

Sur le site internet de la communauté d'agglomération du Beauvaisis :

<http://www.beauvaisis.fr/assainissement/assainissement-non-collectif/le-spanc.html>



### 3.5 Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif (D302.0)

Cet indice, descriptif du service, permet d'apprécier l'étendue des prestations assurées par le service public d'assainissement non collectif.

Règles de calcul : l'indice correspond à la somme des points de la partie A et de la partie B (si la somme de la partie A est égale à 100).

**Partie A : Eléments obligatoires pour l'évaluation de la mise en œuvre du service d'assainissement non collectif (100 points) :** 20 points pour la délimitation des zones d'assainissement non collectif par délibération + 20 points pour l'application du règlement de service public d'assainissement non collectif approuvé par une délibération + 30 points pour le contrôle des installations neuves ou à réhabiliter avec émission d'un rapport + 30 points pour le contrôle de bon fonctionnement des installations existantes avec émission d'un rapport.

**Partie B : Eléments facultatifs du service du service public d'assainissement non collectif (40 points) :** 10 points pour l'existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire l'entretien des installations + 20 points existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations + 10 points pour l'existence d'un service capable d'assurer le traitement des matières de vidange.

**Le service obtient un indice de 130 points :** 100 points pour la partie A et 30 points pour la partie B relatif à l'existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations et le traitement des matières de vidange.



### 3.6 Évaluation du nombre d'habitants desservis par le service public d'assainissement non collectif (D 301.0)

Le nombre de logements par commune en assainissement non collectif et donc par extension le nombre d'utilisateurs du SPANC sont donnés dans le tableau suivant.

Commune	Nombre de logements
Allonne	23
Auchy-la-Montagne	226
Auneuil (inclus Troussures)	80
Auteuil	11
Aux-Marais	1
Bailleul-sur-Thérain	3
Beauvais	30
Berneuil-en-Bray	90
Bonlier	4
Bresles	14
Crèvecœur-le-Grand	43
Fontaine-Saint-Lucien	69
Fouquénies	14
Fouquerolles	110
Francastel	228
Frocourt	2
Goincourt	4
Guignecourt	151
Haudivillers	317
Herchies	14
Hermes	16
Juvignies	117
La Neuville-en-Hez	3
La Rue-Saint-Pierre	317
Lachaussée du Bois d'Écu	92
Lafraye	130
Laversines	2

Commune	Nombre de logements
Le Fay-Saint-Quentin	204
Le Mont-Saint-Adrien	16
Le Saulchoy	55
Litz	157
Luchy	246
Maisoncelle-Saint-Pierre	63
Maulers	100
Milly-sur-Thérain	98
Muidorge	60
Nivillers	87
Pierrefitte-en- Beauvaisis	32
Rainvillers	3
Rémérangles	90
Rochy-Condé	5
Rotangy	100
Saint-Germain-la-Poterie	1
Saint-Léger-en-Bray	1
Saint-Martin-Le-Nœud	1
Saint-Paul	7
Savignies	11
Therdonne	1
Tillé	3
Troissereux	50
Velennes	99
Verderel-Les-Sauqueuse	320
Warluis	36
<b>TOTAL</b>	<b>3 957</b>

En 2020, le périmètre du SPANC s'étend sur 53 communes, qui représentent 3 957 logements en assainissement non collectif, soit un nombre d'habitants desservis par le SPANC de près de 10 000 habitants.

## 4. FAITS MARQUANTS ET ORIENTATIONS DU SERVICE

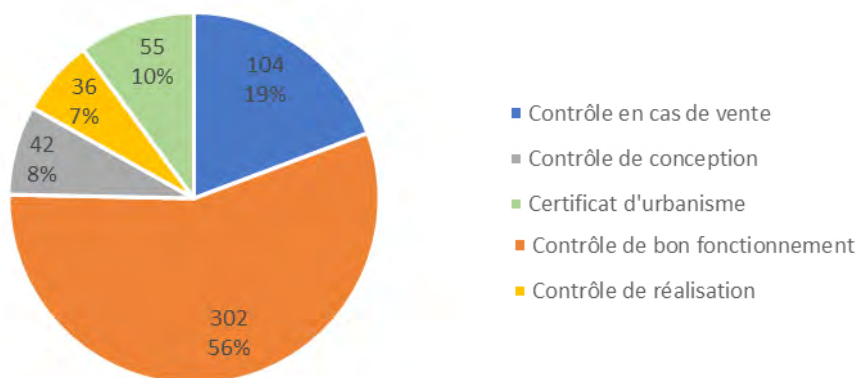
### 4.1 Faits marquants de l'exercice 2020

#### 4.1.1 Les contrôles sur l'année 2020

Pour 2020, les contrôles de bon fonctionnement ont été réalisés sur les communes dont les contrôles dataient de 6 à 7 ans.

Tous contrôles confondus sur les 53 communes, le service a réalisé 539 contrôles, qui se répartissent comme suit :

nombre de contrôles en 2020



Seul le contrôle des certificats d'urbanisme n'est pas soumis à redevance, un contrôle d'urbanisme prend également moins de temps, environ 1/4 d'heures par dossier.





#### 4.1.2 Impact des différents confinements sur l'organisation du service

Lors du premier confinement en mars 2020, durant les 2 mois de confinement tous les contrôles au domicile des usagers ont été annulés. Le service a mis à profit de cette période pour :

- Se mettre à jour dans le traitement et la saisie des dossiers ;
- Rédiger le rapport annuel 2019 sur le prix et la qualité sur service et le support d'information relatif à l'aide accordée par la CAB pour la réhabilitation ;
- Préparer les courriers de prise de rendez-vous nécessaires à la reprise de l'activité en mai.

Lors du deuxième confinement, seuls les contrôles prioritaires ont été réalisés, à savoir les contrôles de conception, de réalisation et de diagnostic en cas de vente d'un bien immobilier. Les contrôles périodiques de bon fonctionnement ont été suspendus. Au vu de la baisse d'activités du SPANC, une des techniciennes a rejoint le service déchets pour assurer des missions d'accueil sur les déchetteries d'Auneuil et de Beauvais. La seconde technicienne a travaillé à 80% sur les missions du SPANC et à 20% au renforcement des effectifs de la déchetterie d'Auneuil.



### 4.1.3 L'aide à la réhabilitation

La communauté d'agglomération du Beauvaisis a mis en place une aide à la réhabilitation des installations d'assainissement non collectif pour compenser le désengagement des agences de l'eau en la matière.

L'aide est destinée aux propriétaires de logement depuis plus de 5 ans, possédant une installation d'assainissement non collectif non conforme de plus de 15 ans. Cette aide est soumise à conditions de ressources et pour plus d'homogénéité les plafonds de ressources retenus sont identiques à ceux pour l'amélioration de l'habitat.

Les taux des aides sont les suivants :

Montant des travaux subventionnables	Taux d'aide PTZ	Taux d'aides PLUS	Plafond de subvention
Pas de plafond	50 %	60 %	6 000 €

Taux d'aide PTZ : les conditions de ressources sont similaires à celles pour l'obtention du prêt à taux zéro pour les primo-accédants.

Taux d'aide PLUS : les conditions de ressources sont similaires à celles pour bénéficier d'un logement locatif.

Un support de communication a été réalisé afin d'informer au mieux les usagers du SPANC et les élus sur les conditions d'attribution de l'aide à la réhabilitation des installations d'assainissement non collectif. Il est disponible sur le site internet.

Une première tranche d'aide à la réhabilitation comprenant 6 dossiers de demande d'aide a été validée pour un montant total de 31 650 €. Le coût moyen des travaux de réhabilitation est de 10 108 € TTC, avec une fourchette de travaux de 7 992 € à 12 675 €. En 2020, 2 chantiers ont été réalisés, avec versement de la subvention.

Exemple de mise en conformité avec une installation agréée dite compacte



Photo 1 : installation avant sa mise en place

Photo 2 : installation après remblaiement

Photo 3 : travaux achevés

## 4.2 Orientations pour 2021

Les contrôles pour l'année 2021 intéresseront en priorité les communes suivantes (en fonction des contraintes liées à la pandémie) :

- Quelques habitations sur les communes d'Allonne, Aux Marais, Fouquénies, Frocourt, Herchies, Hermes, Le -Mont-Saint-Adrien, Rainvillers, Savignies, Therdonne.
- Auneuil,
- Lafraye,
- Le-Fay-Saint-Quentin,
- Rémérangles (finir les relances),
- Troissereux,
- Warluis.

Une relance avant mise en application de la pénalité pour obstacle aux missions du SPANC, sera réalisée sur les communes de Haudivillers, Juvignies, Muidorge et Rotangy.

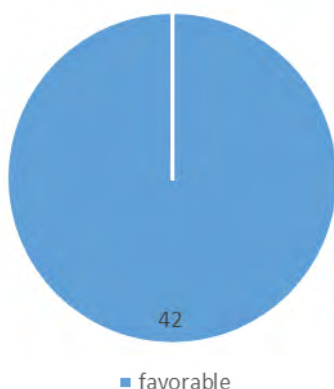


# 5.INDICATEURS TECHNIQUES

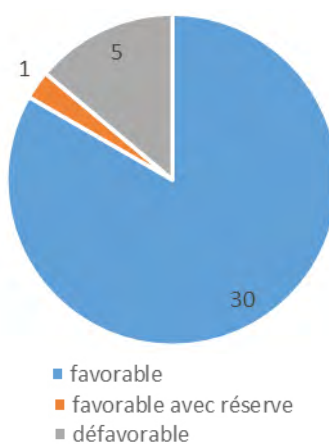
## 5.1 Bilan des contrôles

### 5.1.1 Synthèse des contrôles réalisés en 2020

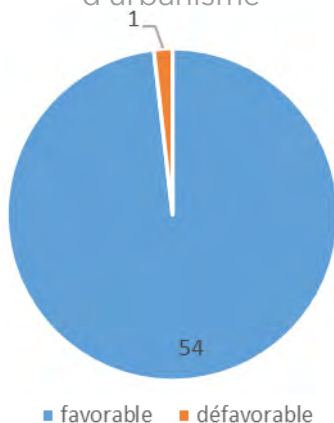
contrôle conception



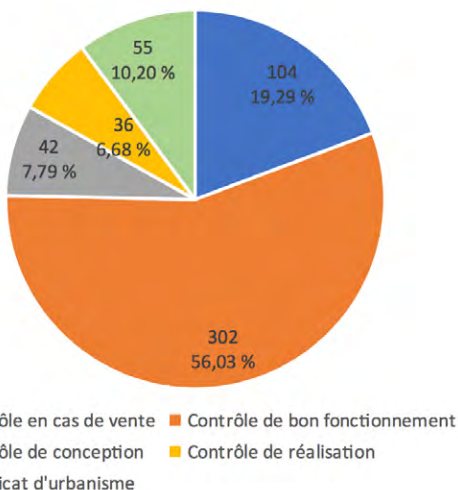
contrôle réalisation



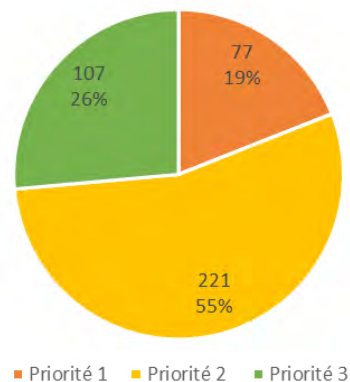
certificat d'urbanisme



nombre de contrôles en 2020



contrôle vente et bon fonctionnement



#### Remarque sur les contrôles de l'année 2020 :

Dans le cadre des contrôles de réalisation, sur les 36 contrôles réalisés, 13 concernent des réhabilitations d'installation qui avaient été classées non conformes.

Dans la grande majorité, les contrôles de réalisation non conformes, le sont sur des installations non finalisées.

### 5.1.2 Résorption des contrôles de diagnostic

Le détail des 3 logements non contrôlés à ce jour et le motif de l'absence de contrôle sont repris dans le tableau ci-après. Pour l'essentiel, il s'agit de maisons inhabitées.

Communes	Nombre de logements non contrôlés	Année du contrôle prévu initialement	Observation
Juvignies	1	2008	Immeuble inhabité
Pierrefitte-en-Beauvaisis	1	2009	Immeuble inhabité
Verderel-les-Sauqueuse	1	2009	Occupant malade

La liste des usagers ayant refusés le contrôle est transmise aux maires des communes concernées.

Le nouveau règlement permet, en cas obstacle à l'accomplissement des missions de contrôle, d'appliquer une pénalité financière équivalente au doublement de la redevance pour le contrôle de bon fonctionnement. Au préalable, un dernier rendez-vous doit être fixé s'il le souhaite en présence du maire ou d'un adjoint afin de constater l'obstacle mis à l'accomplissement des missions de contrôle, c'est-à-dire toute action de l'occupant ayant pour effet de s'opposer à la réalisation du contrôle du SPANC, en particulier :

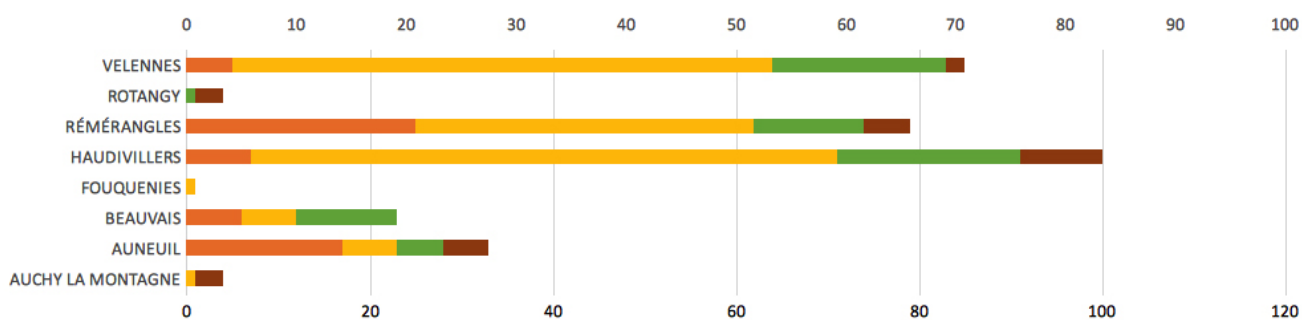
- Refus d'accès aux installations à contrôler quel qu'en soit le motif ;
- Absences aux rendez-vous fixés par le SPANC;
- Report abusif des rendez-vous fixés par le SPANC.

### 5.1.3 Classement des dispositifs d'assainissement non collectif

Suite aux contrôles, les dispositifs sont classés en 3 catégories.

<b>1</b> <b>PRIORITÉ N°1 : INSTALLATION PRIORITAIRE</b>  L'installation est soit inexistante, soit présente un risque sanitaire ou de structure. Le propriétaire doit mettre en place un système d'assainissement non collectif pour son habitation dans les meilleurs délais. La liste des usagers classés en priorité n°1 est communiquée aux maires des communes concernées.	<b>2</b> <b>PRIORITÉ N°2 : INSTALLATION À RÉHABILITER</b>  Le logement dispose soit d'une installation incomplète, soit des travaux de mise en conformité sont à prévoir. Les logements concernés sont ceux dont l'installation comprend au moins un prétraitement ou une installation dont les caractéristiques du système de traitement sont mal connues.	<b>3</b> <b>PRIORITÉ N°3 : INSTALLATION CONFORME</b>  Le logement est équipé d'un dispositif conforme, qui fonctionne de façon satisfaisante.
--	---	--

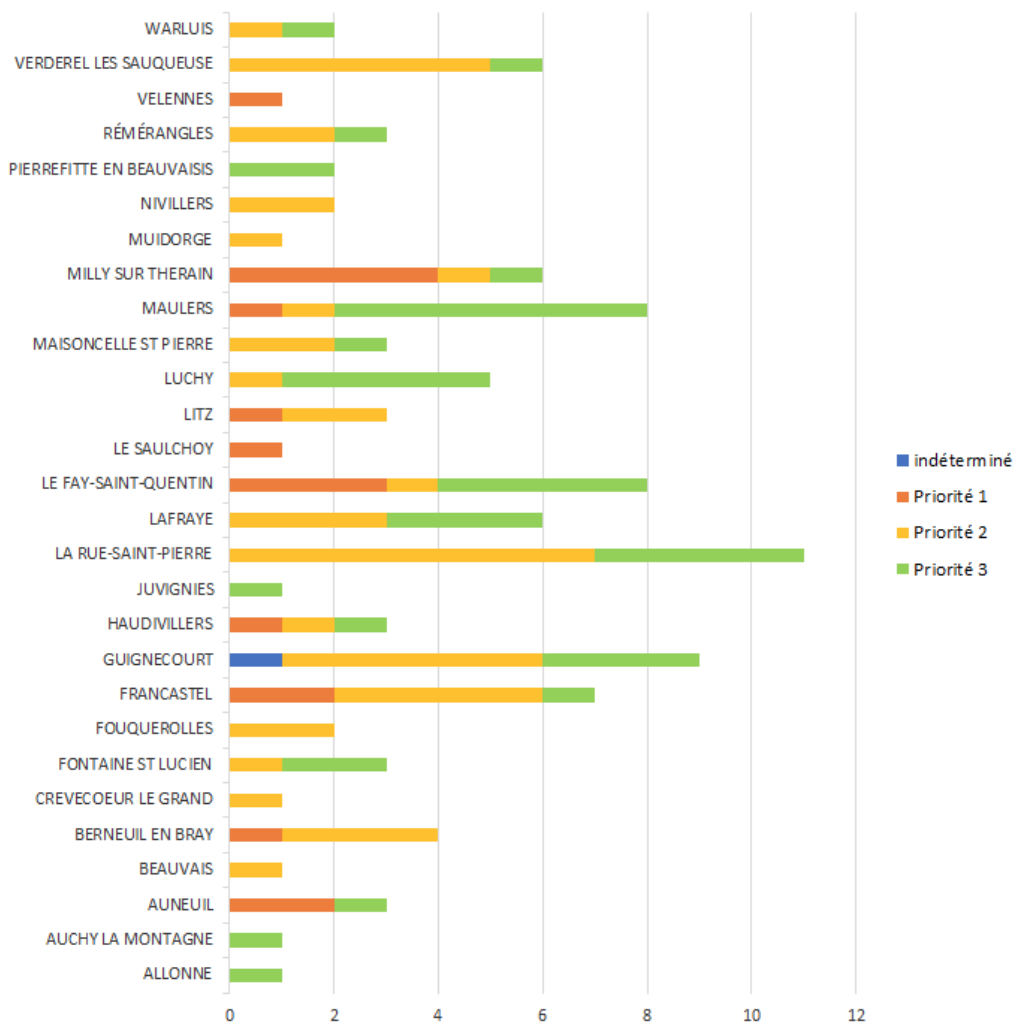
## Bilan des contrôles de bon fonctionnement sur l'année 2020 :



	AUCHY LA MONTAGNE	AUNEUIL	BEAUVAIS	FOUQUENIES	HAUDIVILLERS	RÉMÉRANGLES	ROTANGY	VELENNES
■ Priorité 1		17	6		7	25		5
■ Priorité 2	1	6	6	1	64	37		59
■ Priorité 3		5	11		20	12	1	19
■ absent, refus	3	5			9	5	3	2
total contrôle	1	28	23	1	91	74	1	83

Les contrôles sur la commune d'Haudivillers ont débuté en 2019, ne sont présentés dans le tableau que les données sur l'année 2020.

## Bilan des contrôles de vente sur l'année 2020 :



Classement des logements par priorité sur les 53 communes (hors hameaux de Crèvecœur-le-Grand<sup>2</sup>) :

Catégorie	Priorité 1	Priorité 2	Priorité 3	Total
Nombre de logements	263	2221	1300	3 784
Pourcentage - %	<b>6,9 %</b>	<b>58,7 %</b>	<b>34,4 %</b>	/

<sup>2</sup> Les hameaux non desservis par l'assainissement collectif sur Crèvecœur-le-Grand n'ont jamais été contrôlés.

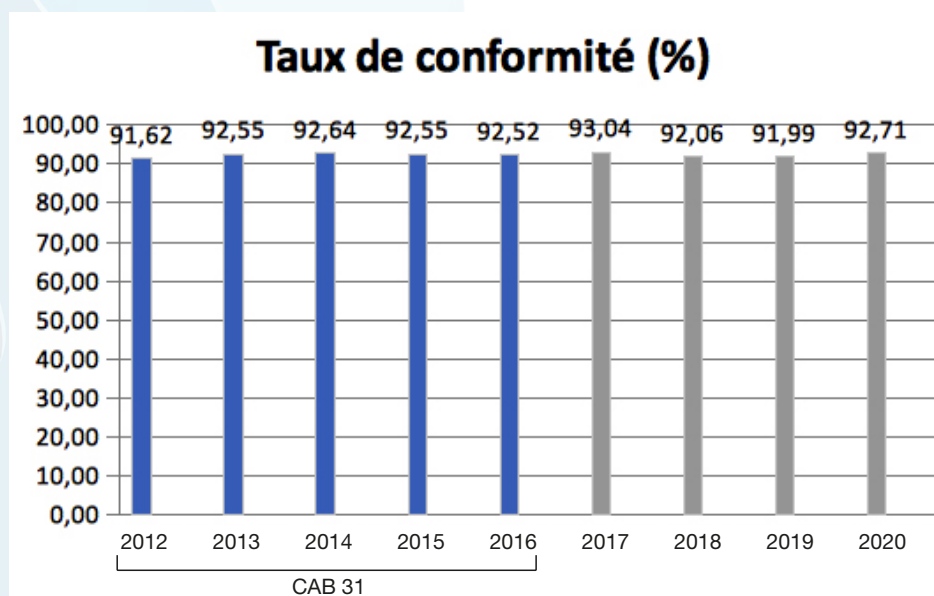
## 5.2 Taux de conformité des installations d'assainissement non collectif (P301.3)

Le taux de conformité a été calculé selon les modalités de l'arrêté du 2 décembre 2013.

Il permet de mesurer le niveau de conformité du parc des dispositifs d'assainissement en zone d'assainissement non collectif.

Il s'agit du ratio correspondant à la somme du nombre d'installations neuves ou à réhabiliter contrôlées conformes à la réglementation et du nombre d'installations existantes qui ne présentent pas de danger pour la santé des personnes ou de risque avéré de pollution de l'environnement rapportée au nombre total d'installations contrôlées depuis la création du service.

Taux de conformité calculé pour chaque année (P301.3)



Le calcul du taux de conformité pour l'année 2020 a été effectué sur le périmètre de 53 communes, à l'exclusion des hameaux de Crèvecœur-le-Grand.

Sont exclues du calcul les installations inexistantes, les installations avec dysfonctionnement majeur ainsi que toutes les installations avec un rejet d'eaux usées extérieur à la parcelle.

## 6.INDICATEURS FINANCIERS

### 6.1 Tarifs des différents contrôles 2020

Contrôle de conception et d'implantation :	95,95 € TTC
Contrôle de réalisation :	95,95 € TTC
Contrôle de diagnostic initial :	112,88 € TTC
Contrôle de bon fonctionnement :	101,60 € TTC
Contrôle diagnostic en cas de vente :	112,88 € TTC
Frais de gestion - suivi des études avant travaux dans le cadre d'opérations de réhabilitation financées par les agences de l'eau :	51,31 € TTC

Une délibération en date du 10 décembre 2018 a fixé les tarifs du SPANC pour l'année 2019. Les tarifs n'ont pas été réévalués pour l'année 2020, ce sont donc les mêmes tarifs qu'en 2019 qui ont été appliqués.

### 6.2 Autres indicateurs financiers

Bilan financier (Hors taxes)

Année	2016	2017	2018	2019	2020
Redevance perçue	25 633 €	48 226 €	23 850 €	13 134 €	80 581 €
Charges d'exploitation	24 796 €	25 576 €	41 055 €	55 546 €	65 795 €

En 2020, ont été facturées, en plus des redevances liées aux contrôles réalisés en 2020, celles pour les contrôles de bon fonctionnement des communes de l'ancienne communauté de communes de Crèvecœur-le-Grand, pour les années 2018 et 2019.







# RAPPORT TECHNIQUE ET FINANCIER 2020

# SOMMAIRE



- P. 3** La carte du territoire et ses installations
- P. 4** Le tableau des flux
- P. 6** Indicateurs techniques et financiers
- P. 8** Indicateurs par tonne et par habitant
- P. 10** Le budget
  - Les dépenses
  - Les recettes
  - La contribution des collectivités
- P. 14** Le bilan du centre de valorisation énergétique
- P. 15** Les mesures des rejets du centre de valorisation énergétique
- P. 16** Le bilan des déchetteries
- P. 18** Le bilan des quais de transfert
- P. 18** Le bilan du centre de tri

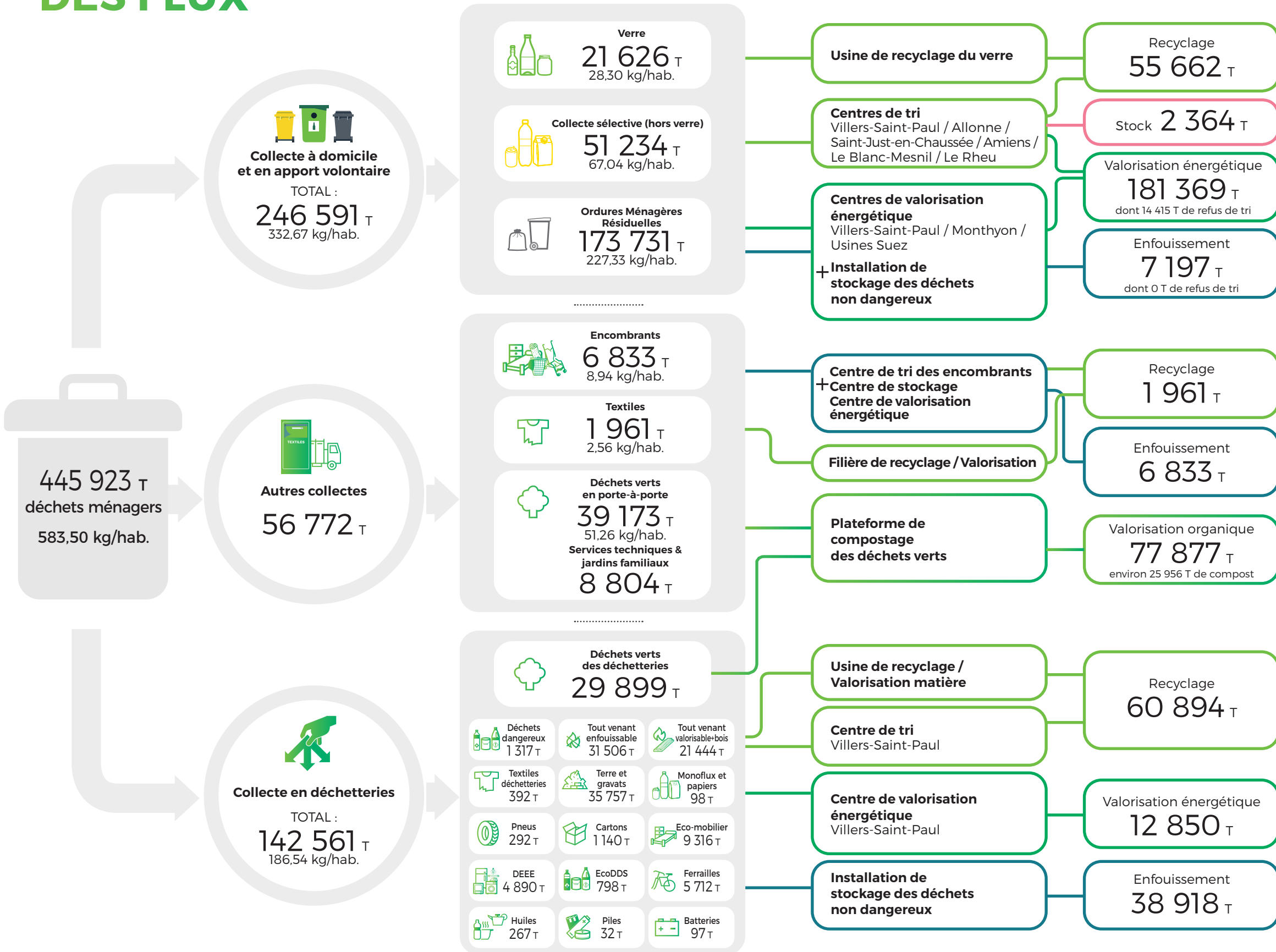


**Un réseau de 49 déchetteries dont 11 sont gérées par les Communautés de Communes (Communauté de Communes du Plateau Picard, Communauté de Communes du Pays Clermontois et l'Agglomération du Beauvaisis). Depuis septembre 2017, 38 déchetteries sont gérées par les services du SMDO.**

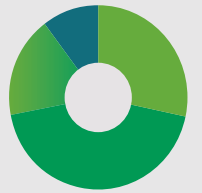
## NOS INSTALLATIONS

-  1 centre de tri modernisé pour tous les emballages et tous les papiers
-  1 centre de valorisation énergétique
-  Transport ferroviaire des déchets
-  1 centre logistique (Verberie)
-  1 base logistique (Villers-Saint-Sépulcre)
-  5 quais de transfert route/rail
-  1 quai de transfert route/rail (en projet)
-  2 quais de transfert routiers
-  38 déchetteries SMDO
-  1 déchetterie en projet
-  11 autres déchetteries et 8 points verts gérés par la CAB, la CCPP et la CCPC
-  9 recycleries

# LE TABLEAU DES FLUX



87,60 %  
DES DÉCHETS  
SONT VALORISÉS  
ET RECYCLÉS



85,38 % EN 2019

Recyclage  
26,58 %

Valorisation  
énergétique  
43,55 %

Valorisation  
organique  
17,46 %

Enfouissement\*  
11,87 %

Autres\*\*  
0,53 %

\*Passage de l'enfouissement des OMR de l'ouest à la valorisation énergétique en juin 2018 - \*\*Stock+ freinte

# INDICATEURS TECHNIQUES ET FINANCIERS

## 18 GROUPEMENTS DE COMMUNES DANS LE PÉRIMÈTRE DU SMDO

Nombre d'habitants dans le périmètre du SMDO	Valorisation énergétique	Tri	Déchetteries (compétence totale) + déchets verts + encombrants en porte à porte
Depuis 2013 part fixe : 4,74 € HT/habitant +		Si transfert partiel compétence déchetterie (bas de quai), facturation pour le traitement des déchets Si transport en régie déchets déchetteries 100 € HT/rotation	
2019	764 903	part variable : 61,16 € HT à la tonne	0 €
2020	764 221	part variable : 61,09 € HT à la tonne	0 €

## LOCALISATION DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT ET VALORISATION

- **Un centre de traitement principal** à Villers-Saint-Paul comprenant : **1 centre de valorisation énergétique** (capacité 173 250 tonnes/an), **1 centre de tri 60 000 tonnes** et **1 plateforme ferroviaire**
- **5 quais de transfert route rail** à Compiègne, Noyon, Saint-Leu d'Esserent, Ormoy-Villers et Estrées-Saint-Denis, **2 quais de transfert routiers** à Bailleul-sur-Thérain et Saint-Just-en-Chaussée
- **38 déchetteries** (gestion du haut & bas de quai) : En compétence totale (gestion du haut & bas de quai) : Lassigny, Estrées-Saint-Denis, Villers-Saint-Paul, Crépy-en-Valois, Brenouille, Clairoix, Guiscard, Compiègne ZI Nord, Longueil Sainte-Marie, Le Plessis-Belleville, Saint-Leu d'Esserent, Creil, Verberie, Betz, Laigneville, Lamorlaye, Noyon, Compiègne Mercières, Barbery, Ressons-sur-Matz, Morienval, Plailly, Écuvilly, Bornel (en prestation de service), Attichy, Flavacourt, Lachapelle-aux-Pots, Saint-Germer-de-Fly, Abbecourt, Bury, Laboissière-en-Thelle, Le-Mesnil-en-Thelle, Neuilly-en-Thelle, Sainte-Geneviève, Villers-Saint-Sépulcre, Ansauvillers, Breteuil, Froissy
- **11 déchetteries en compétence partielle** (gestion du bas de quai) : Beauvais (en prestation de service), Crèvecœur-le-Grand, Bailleul-sur-Thérain, Hermes, La Neuville-en-Hez, Velennes, Bulles, Maignelay-Montigny, La Neuville-Roy, Saint-Just-en-Chaussée et Auneuil

## Les installations de stockage et de transfert n'appartenant pas au SMDO :

ISND de Moulin-sous-Touvent, unité de transfert de Bailleul-sur-Thérain et de Saint-Just-en-Chaussée.

## TONNAGES DE DÉCHETS PRIS EN CHARGE PAR LE SMDO

	Collecte sélective			Déchets verts			
	Collectes sélectives (hors verre)	Verre	Total sélectif	Porte à porte	Municipaux	Déchetteries	Total déchets verts
Tonnes en 2019	46 833	20 258	67 091	38 264	8 362	41 245	87 871
En kg/hab.	61,23	26,48	87,71	50,02	10,93	53,92	114,88
<b>TONNES EN 2020</b>	<b>51 183</b>	<b>21 626</b>	<b>72 809</b>	<b>39 173</b>	<b>8 804</b>	<b>29 899</b>	<b>77 877</b>
<b>EN KG/HAB.</b>	<b>66,97</b>	<b>28,30</b>	<b>95,27</b>	<b>51,26</b>	<b>11,52</b>	<b>39,12</b>	<b>101,90</b>
Évolution en masse	9,29 %	6,75 %	8,52 %	2,38 %	5,29 %	-27,51 %	-11,37 %
Évolution en kg/hab.	9,39 %	6,85 %	8,62 %	2,47 %	5,38 %	-27,44 %	-11,29 %

	Déchetteries	Encombrants collectés en PàP (à compter du 1 <sup>er</sup> avril 2012)	Valorisation énergétique (tonnage traité à Villers St Paul)
	Tonnes en 2019	129 129	6 331
En kg/hab.	168,82	8,28	227,40
<b>TONNES EN 2020</b>	<b>112 662</b>	<b>6 833</b>	<b>173 781</b>
<b>EN KG/HAB.</b>	<b>147,42</b>	<b>8,94</b>	<b>227,40</b>
Évolution en masse	-12,75 %	7,93 %	-0,09 %
Évolution en kg/hab.	-12,67 %	8,02 %	0 %

## DÉPENSES DE PRESTATIONS DE SERVICE

Montant global des dépenses de traitement des déchets du SMDO (compte administratif 2020) : 54 435 656 €

Nature	Prestataire	Mode d'exploitation	"Dépenses des contrats"	Nature	Prestataire	Mode d'exploitation	"Dépenses des contrats"
Exploitation déchetteries	BUTIN SEDIC	Marché de prestations de service	385 335 €		VALORISOL		127 633 €
					SUEZ ORGANIQUE		72 268 €
Déchetterie	CDC LES DEUX VALLES	Convention	19 219 €		GURDEBEKE		10 993 €
	CDC AGGLO BEAUVAISIS		64 908 €		NATURECO		313 996 €
Transport routier	MAUFFREY PARIS NORD	Marché de prestations de service	766 159 €	Déchets verts	BORAN AGRI COMPOST		74 692 €
Traitement des OMR et du tout-venant	SMITOM NORD SEINE ET MARNE	Convention	629 168 €		GEOMATER		55 277 €
Traitement des OMR et refus de tri	SMEDAR		165 289 €		LA FERME DU BOIS EURL		151 118 €
Traitement des refus de tri	VALENSEINE		48 980 €		AGRI COMPOST DIVES		3 777 €
Traitement du bois	VEOLIA PROPRETE NORD NORMANDIE	Marché de prestations de service	11 315 €	Déchets verts municipaux	AGRI ENVIRONNEMENT		1 308 €
Traitement des collectes sélectives	PAPREC IDF		4 267 863 €	Déchets dangereux des ménages + huiles	CHIMIREC VALRECOISE		524 808 €
Traitement des OMR, refus de tri et tout-venant	SAS ESIANE	Délégation de service public	8 330 256 €		GEOMATER		39 008 €
Plate-forme ferroviaire	SAS ESIANE		788 763 €		VEOLIA PROPRETE NORD NORMANDIE		22 270 €
Archivage	SAS SPGA EVERIAL		105 €		BUTIN SEDIC		2 546 €
	SNCF RESEAU		41 068 €	Terres & gravats	PLATE FORME BRETEUIL		183 €
Transport ferroviaire	VFLI		2 157 334 €		PAPREC		38 944 €
	FORWARDIS		874 988 €		POISSON TERRASSEMENT		103 363 €
Transport déchets déchetteries	AGRI ENVIRONNEMENT		100 143 €		ANTROPE	Marché de prestations de service	3 183 €
Terres & gravats	BAUDELET		3 744 €		REMONDIS France SAS		6 220 €
Transfert routier	VEOLIA PROPRETE NORD NORMANDIE		888 766 €	Traitement des huiles usagées	SEVIA		15 795 €
	GURDEBEKE		282 045 €	Traitement du tout venant	BUTIN SEDIC		345 710 €
Transport déchets déchetteries	GURDEBEKE		2 531 €	Traitement du tout venant (décotes)	GURDEBEKE		851 924 €
Transport routier	REMONDIS France SAS		6 330 €	Traitement du tout venant	SITA OISE		10 920 €
	TEF	Marché de prestations de service	152 878 €	Traitement du tout venant	VEOLIA PROPRETE NORD NORMANDIE		3 299 877 €
Transport des OMR	VEOLIA PROPRETE NORD NORMANDIE		159 886 €	Traitement de l'amiante	REMONDIS France SAS		2 498 €
	LA FERME DU BOIS EURL		71 986 €		SECODE		8 280 €
	AGRI COMPOST DIVES		43 945 €	Traitement du carton	SITA OISE		7 503 €
	NATURECO		111 224 €		VEOLIA PROPRETE NORD NORMANDIE		963 €
	SUEZ ORGANIQUE		72 851 €		GURDEBEKE		50 720 €
Déchets verts déchetteries	GEOMATER		6 332 €	Traitement bois	BUTIN SEDIC		13 694 €
	SEDE ENVIRONNEMENT		62 317 €		AGRI ENVIRONNEMENT		36 085 €
	BORAN AGRI COMPOST		51 065 €		GEOMATER		13 583 €
	VALORISOL		3 851 €	Traitement des pneus	GURDEBEKE		2 452 €
	AGRI ENVIRONNEMENT		101 878 €	Chargement/compaction de bennes	DELTA GOM		1 032 €
	GURDEBEKE		11 828 €		CONSTANT ROUSSEL SA		22 610 €
<b>Total</b>							<b>27 053 446 €</b>

## RECETTES

Montant global des recettes de fonctionnement (compte administratif 2020) : 57 216 558 €

Soutiens des Éco-organismes & ADEME			VALORISATION			
OBJET	ORGANISME	MONTANT	issue de l'incinération		matériaux issus du tri	sous forme de compost
D3E	OCAD3E	233 282 €	Électricité 64 086 MWh	Mâchefers 33 277 T	Acier, alu	1 963 T
Journaux-magazines	CITEO	11 927 963 €	Vapeur 49 857 MWh	Dont encombrants 392 T	Plastique	6 473 T
DDS	ECO DDS	43 250 €	Chaleur 28 195 MWh		Cartons papier	25 600 T
Mobilier	ECO-MOBILIER	315 373 €	Performance énergétique 0,9 %	Dont ferreux 2 800 T	Verre	20 258 T
Études biodéchets & CSR	ADEME	12 285 €		Dont non ferreux 384 T		
<b>Total</b>		<b>12 532 153 €</b>	Production estimée 29 290 T			
Reversement des aides perçues aux collectivités		887 633 €				
Participation des collectivités		33 439 495 €				

# INDICATEURS PAR TONNE ET PAR HABITANT

CONFORMÉMENT AU DÉCRET N°2015-1827 DU 30 SEPTEMBRE 2015 PORTANT DIVERSES DISPOSITIONS D'ADAPTATION ET DE SIMPLIFICATION DANS LE DOMAINE DE LA PRÉVENTION ET DE LA GESTION DES DÉCHETS, IL CONVIENT DORÉNAVANT DE PRÉSENTER LES COÛTS PAR TYPE DE FLUX, EN € HT PAR TONNE ET EN € HT PAR HABITANT.

## TRANSPORT ET TRAITEMENT DES OMR (avec recettes industrielles du délégataire)



€ HT	À la tonne		À l'habitant	
	2019	2020	2019	2020
<b>Coût complet</b>	<b>134,36</b>	<b>139,26</b>	<b>30,55</b>	<b>31,67</b>
<b>Total recettes</b>	<b>30,48</b>	<b>33,15</b>	<b>6,93</b>	<b>7,54</b>
<b>Coût aidé</b>	<b>103,88</b>	<b>106,11</b>	<b>23,62</b>	<b>24,13</b>
<b>CHARGES</b>				
Charges de structure	3,70	4,23	0,84	0,96
Communication	0,68	0,49	0,16	0,11
Prévention	1,07	0,80	0,24	0,18
Transit/transport	27,76	24,50	6,31	5,57
Traitement	101,15	109,24	23,00	24,84
<b>Coût complet</b>	<b>134,36</b>	<b>139,26</b>	<b>30,55</b>	<b>31,67</b>
<b>RECETTES</b>				
Recettes industrielles (vente énergie)	21,73	26,14	4,94	5,94
Autres produits	3,95	2,80	0,90	0,64
Soutien accordé par les Éco-organismes	3,58	2,89	0,81	0,66
Aides «reprises» aux investissements	1,22	1,32	0,28	0,30
Subvention à la prévention	-	-	-	-
<b>Total recettes</b>	<b>30,48</b>	<b>33,15</b>	<b>6,93</b>	<b>7,54</b>
<b>Coût aidé</b>	<b>103,88</b>	<b>106,11</b>	<b>23,62</b>	<b>24,13</b>

## VERRE



€ HT	À la tonne		À l'habitant	
	2019	2020	2019	2020
<b>Coût complet</b>	-	-	-	-
<b>RECETTES</b>				
Vente de matériaux	31,47	26,33	0,83	0,75
Soutien accordé par les Éco-organismes	8,44	10,44	0,22	0,30
<b>Coût aidé</b>	<b>-39,91</b>	<b>-36,77</b>	<b>-1,05</b>	<b>-1,04</b>

## TRANSPORT ET TRAITEMENT DES RECYCLABLES (hors verre)



€ HT	À la tonne		À l'habitant	
	2019	2020	2019	2020
<b>Coût complet</b>	<b>150,85</b>	<b>231,12</b>	<b>9,24</b>	<b>15,48</b>
<b>Total recettes</b>	<b>309,59</b>	<b>316,07</b>	<b>18,95</b>	<b>21,17</b>
<b>Coût aidé</b>	<b>-158,74</b>	<b>-84,95</b>	<b>-9,71</b>	<b>-5,69</b>
<b>CHARGES</b>				
Charges de structure	9,74	9,31	0,60	0,62
Communication	1,33	1,03	0,08	0,07
Prévention	0,66	0,45	0,04	0,03
Transit/transport	30,88	32,47	1,89	2,17
Tri	108,24	187,86	6,63	12,58
<b>Coût complet</b>	<b>150,85</b>	<b>231,12</b>	<b>9,24</b>	<b>15,48</b>
<b>RECETTES</b>				
Vente de matériaux	64,55	58,97	3,95	3,95
Prestations à des tiers	34,45	42,16	2,11	2,82
Soutien accordé par les Éco-organismes	210,26	197,62	12,87	13,24
Aides «reprises» aux investissements	0,33	17,32	0,02	1,16
Subvention à la prévention	-	-	-	-
<b>Total recettes</b>	<b>309,59</b>	<b>316,07</b>	<b>18,95</b>	<b>21,17</b>
<b>Coût aidé</b>	<b>-158,74</b>	<b>-84,95</b>	<b>-9,71</b>	<b>-5,69</b>

## TRAITEMENT DES ENCOMBRANTS



€ HT	À la tonne		À l'habitant	
	2019	2020	2019	2020
<b>Coût complet</b>	<b>101,92</b>	<b>106,15</b>	<b>1,12</b>	<b>1,17</b>
<b>Total recettes</b>	-	-	-	-
<b>Coût aidé</b>	<b>101,92</b>	<b>106,15</b>	<b>1,12</b>	<b>1,17</b>

## DÉCHETTERIES COMPÉTENCE TOTALE



€ HT	À la tonne		À l'habitant	
	2019	2020	2019	2020
<b>Coût complet</b>	<b>185,18</b>	<b>171,02</b>	<b>29,04</b>	<b>25,68</b>
<b>Total recettes</b>	<b>13,14</b>	<b>10,84</b>	<b>2,17</b>	<b>1,87</b>
<b>Coût aidé</b>	<b>172,04</b>	<b>160,18</b>	<b>26,87</b>	<b>23,81</b>
<b>CHARGES</b>				
Charges de structure	6,68	8,00	0,98	1,03
Communication	1,04	0,99	0,15	0,13
Prévention	0,67	0,59	0,10	0,08
Transit / transport	35,87	34,50	5,94	6,05
Collecte	76,79	84,05	11,25	10,87
Traitement	64,13	42,89	10,62	7,52
<b>Coût complet</b>	<b>185,18</b>	<b>171,02</b>	<b>29,04</b>	<b>25,68</b>
<b>RECETTES</b>				
Vente de matériaux	5,47	4,13	0,91	0,72
Autres produits	-	-	-	-
Soutien accordé par les Éco-organismes	6,93	6,07	1,15	1,06
Aides "reprises" aux investissements	0,57	0,65	0,08	0,08
Subvention à la prévention	-	-	-	-
Aide à l'emploi	0,17	-	0,03	-
<b>Total recettes</b>	<b>13,14</b>	<b>10,84</b>	<b>2,17</b>	<b>1,87</b>
<b>Coût aidé</b>	<b>172,04</b>	<b>160,18</b>	<b>26,87</b>	<b>23,81</b>

## DÉCHETTERIES COMPÉTENCE PARTIELLE

(bas de quai : transport & traitement)



€ HT	À la tonne		À l'habitant	
	2019	2020	2019	2020
<b>Coût complet</b>	<b>71,57</b>	<b>68,98</b>	<b>12,05</b>	<b>10,72</b>
<b>Total recettes</b>	<b>7,65</b>	<b>12,07</b>	<b>1,76</b>	<b>1,88</b>
<b>Coût aidé</b>	<b>63,92</b>	<b>56,91</b>	<b>10,29</b>	<b>8,84</b>
<b>CHARGES</b>				
Charges de structure	-	-	-	-
Communication	-	-	-	-
Prévention	-	-	-	-
Transit / transport	27,68	22,59	4,67	3,51
Collecte	-	-	-	-
Traitement	43,89	46,38	7,38	7,21
<b>Coût complet</b>	<b>71,57</b>	<b>68,98</b>	<b>12,05</b>	<b>10,72</b>
<b>RECETTES</b>				
Vente de matériaux	3,58	4,37	0,83	0,68
Autres produits	-	-	-	-
Soutien accordé par les Éco-organismes	4,07	7,70	0,93	1,20
Aides "reprises" aux investissements	-	-	-	-
Subvention à la prévention	-	-	-	-
Aide à l'emploi	-	-	-	-
<b>Total recettes</b>	<b>7,65</b>	<b>12,07</b>	<b>1,76</b>	<b>1,88</b>
<b>Coût aidé</b>	<b>63,92</b>	<b>56,91</b>	<b>10,29</b>	<b>8,84</b>

## TRAITEMENT DES DÉCHETS VERTS



€ HT	À la tonne		À l'habitant	
	2019	2020	2019	2020
<b>Coût complet</b>	<b>28,12</b>	<b>26,40</b>	<b>1,84</b>	<b>1,90</b>
<b>Total recettes</b>	-	-	-	-
<b>Coût aidé</b>	<b>28,12</b>	<b>28,06</b>	<b>1,84</b>	-
<b>CHARGES</b>				
Charges de structure	6,72	5,90	0,44	0,40
Communication	1,04	0,73	0,07	0,05
Prévention	0,67	0,44	0,04	0,03
Transit / transport	-	-	-	-
Collecte	-	-	-	-
Traitement	19,69	20,98	1,29	1,42
<b>COÛT COMPLET</b>	<b>28,12</b>	<b>26,40</b>	<b>1,84</b>	-
<b>RECETTES</b>				
Vente de matériaux	-	-	-	-
Autres produits	-	-	-	-
Soutien accordé par les Éco-organismes	-	-	-	-
Aides "reprises" aux investissements	-	-	-	-
Subvention à la prévention	-	-	-	-
<b>Total recettes</b>	-	-	-	-
<b>Coût aidé</b>	<b>28,12</b>	<b>28,06</b>	<b>1,84</b>	<b>1,90</b>

## ENSEMBLE DE FLUX À L'HABITANT (avec verre)

€ HT	Compétence totale		Compétence partielle	
	2019	2020	2019	2020
<b>Coût complet</b>	<b>71,79</b>	<b>72,83</b>	<b>54,80</b>	<b>60,94</b>
<b>Total recettes</b>	<b>29,10</b>	<b>31,62</b>	<b>28,69</b>	<b>29,31</b>
<b>Coût aidé</b>	<b>42,69</b>	<b>41,21</b>	<b>26,11</b>	<b>26,24</b>
<b>Coût traitement à la tonne en € HT</b>	<b>SMDO</b>		<b>ADEME</b>	
	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>Médiane 2016 source ADEME*</b>	
<b>OMR</b>	<b>101</b>	<b>109</b>	<b>132</b>	
<b>RSOM HORS VERRE</b>	<b>108</b>	<b>188</b>	<b>151</b>	

\* source référentiel national des coûts publié par l'ADEME en juillet 2019

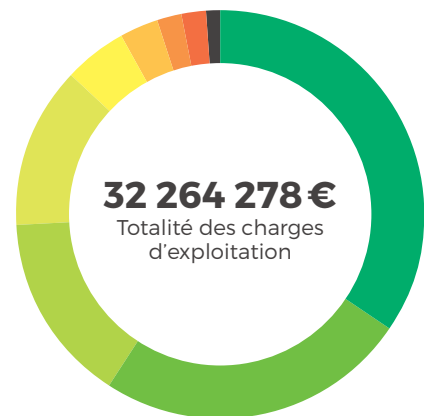
## DÉCHETTERIES COMPÉTENCE TOTALE

Coût complet	SMDO 2019	SMDO 2020	Médiane 2016 source ADEME*
Coût à la Tonne	<b>185 €</b>	<b>171 €</b>	<b>127 €</b>
Coût à l'habitant	<b>29,04 €</b>	<b>25,68 €</b>	<b>23,90 €</b>
Coût aidé	SMDO 2019	SMDO 2020	Médiane 2016 source ADEME*
Coût à la Tonne	<b>172 €</b>	<b>160 €</b>	<b>112 €</b>
Coût à l'habitant	<b>26,87 €</b>	<b>23,81 €</b>	<b>20,70 €</b>

# LE BUDGET

## Les dépenses

### RÉPARTITION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT



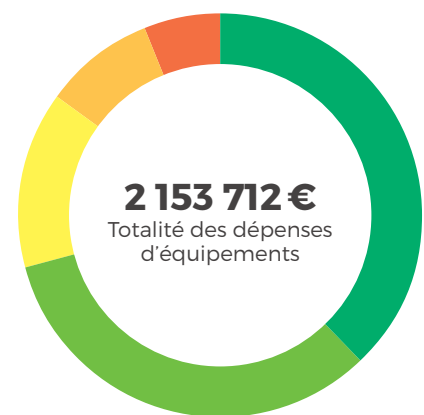
- **35 %** Valorisation  nerg tique
- **25 %** Déchetteries (transport et traitement)
- **15 %** Tri
- **13 %** Transport ferrovi re
- **5 %** Transport routier
- **3 %** Déchets verts municipaux, porte-à-porte
- **2 %** Fonctionnement des services
- **2 %** Encombrants
- **1 %** Autres

**En fonctionnement, les charges d'exploitation représentent 59 % des dépenses.**

Section de fonctionnement en 2020 en €	
Charges de personnel	8 675 460
Charges d'exploitation	32 264 288
Reversements aux collectivités	1 183 929
Intérêts des emprunts	1 911 662
Opérations d'ordre dont amortissement	10 222 216
Autres (frais exceptionnels)	178 101
<b>Total dépenses de fonctionnement</b>	<b>54 435 656</b>

Répartition des charges d'exploitation	
Tri	4 771 478
Valorisation �nerg�tique	11 170 882
Transport ferrovi�re	4 144 921
Transport routier	1 551 049
Déchetteries (transport & traitement)	8 149 568
Déchets verts municipaux & porte à porte	1 006 798
Encombrants	676 935
Fonctionnements des services	727 534
Autres	65 113
<b>Total</b>	<b>32 264 278</b>

### RÉPARTITION DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT



- **38 %** Centre de tri grande capacité
- **33 %**  quipements et aménagements sur déchetteries et régie transport de bennes
- **14 %** Matériel & mobilier administratif
- **9 %** Appel à projets CITEO
- **6 %** Centre de valorisation énergétique

Section d'investissement en 2020 en €	
Remboursement du capital de la dette	9 953 250
�quipements	2 153 712
Autres (dont charges transférées)	4 413 809
<b>Total dépenses d'investissement</b>	<b>16 520 771</b>

● Matériel & mobilier administratif	196 483 €
● Centre de valorisation énergétique	91 240 €
● Centre de tri grande capacité	541 089 €
● Appel à projets CITEO	126 482 €
● équipements et aménagements sur déchetteries et régie transport de bennes	475 121 €
● Transport ferrovi�re (quais et caissons)	723 297 €

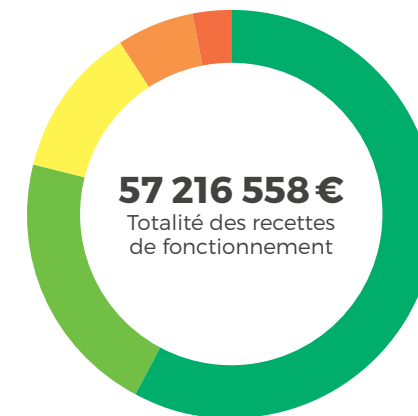
**Total budget 2020** 69 069 434

## Les recettes

AVEC PRÈS DE 33,44 MILLIONS D'EUROS, LES CONTRIBUTIONS DES ADHÉRENTS REPRÉSENTENT 58 % DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT, CONTRE 61 % EN 2019.

LE MONTANT DES AIDES ET SUBVENTIONS S'ÉLÈVE   PRÈS DE 11,73 MILLIONS D'EUROS, SOIT 21 % DU FONCTIONNEMENT.

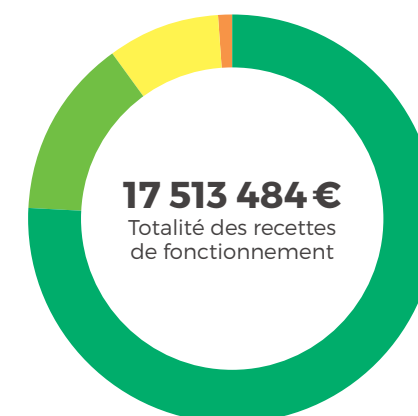
### RÉPARTITION DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT



- **58 %** Contribution des adhérents
- **21 %** Subventions et soutiens extérieurs
- **12 %** Prestations & ventes de matériaux
- **6 %** Autres
- **3 %** Excédent antérieur

Section de fonctionnement en 2020 en €	
Contribution adhérents	33 439 495
Excédent antérieur	1 985 447
Subventions et soutiens extérieurs	11 733 662
Prestation et vente de matériaux	6 735 270
Autres	3 322 684
<b>Total recettes de fonctionnement</b>	<b>57 216 558</b>

### RÉPARTITION DES RECETTES D'INVESTISSEMENT



- **76 %** Amortissements
- **14 %** Excédent antérieur
- **9 %** Subventions
- **1 %** Autres

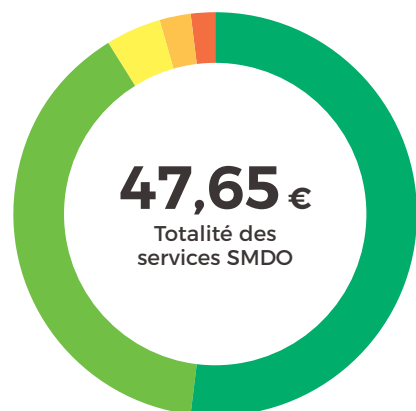
Section d'investissement en 2020 en €	
Excédent antérieur	2 421 751
Subventions	1 582 200
Amortissements	13 311 233
Autres	198 300
<b>Total recettes d'investissement</b>	<b>17 513 484</b>

# LA CONTRIBUTION DES COLLECTIVITÉS

**70,95 M**  
D'EUROS  
BUDGET GLOBAL DU SMDO

La contribution demandée aux collectivités, ayant transféré l'ensemble de leur compétence déchetterie au SMDO, est en moyenne de **47,65 € HT/habitant/an**. Pour les collectivités ayant conservé la gestion du haut de quai de leur déchetterie, la contribution est en moyenne de **31,69 € HT/habitant/an**.

## CONTRIBUTION DES COLLECTIVITÉS ADHÉRENTES EN € HT PAR HABITANT (COMPÉTENCE TOTALE EN ANNÉE PLEINE)



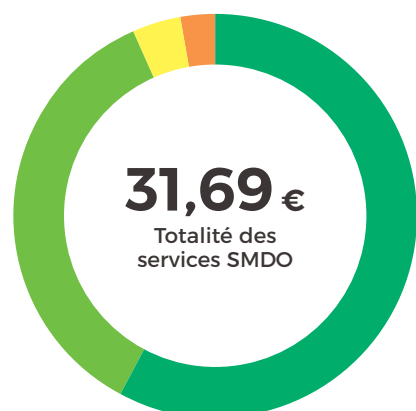
- **24,81 €** Déchetteries
- **18,71 €** OMR\*
- **2,08 €** Indemnité VEOLIA
- **1,21 €** Déchets verts
- **0,84 €** Encombrants

\*soit 81,82 € HT la tonne reconstituée dont 3,15 € en moyenne de TGAP (2 tarifs : 3 € la tonne traitée dans le cadre de la DSP de service public et 6 € la tonne traitée sous Convention)

## Contribution totale des adhérents (CVE+déchetteries+déchets verts+encombrants) € ht/habitant\* pour les collectivités (compétence totale)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Évolution 2007/2020
En € courants	47 €	48 €	46 €	46 €	45 €	46 €	45 €	45 €	45 €	44 €	45 €	45 €	45 €	48 €	1 %
En € constants	55 €	55 €	52 €	51 €	50 €	49 €	47 €	48 €	47 €	46 €	46 €	46 €	46 €	48 €	-13 %

## CONTRIBUTION DES COLLECTIVITÉS ADHÉRENTES EN € HT PAR HABITANT (COMPÉTENCE PARTIELLE EN ANNÉE PLEINE)

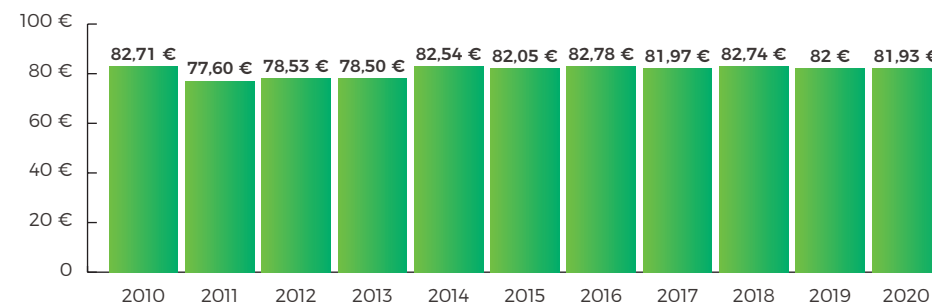


- **18,37 €** OMR\*
- **11,27 €** Déchetteries
- **1,21 €** Déchets verts
- **0,84 €** Encombrants

\*soit 82,33 € HT la tonne reconstituée dont 3,15 € en moyenne de TGAP (2 tarifs : 3 € la tonne traitée dans le cadre de la DSP de service public et 6 € la tonne traitée sous Convention)

## ÉVOLUTION DES TARIFS EN € COURANTS

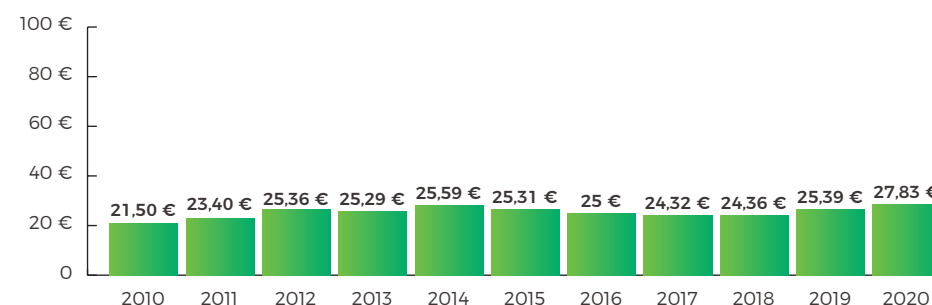
Tarif en € HT à la tonne pour le traitement des déchets ménagers résiduels (tarif reconstitué en € HT/tonne composé d'une part fixe à l'habitant et d'une part variable à la tonne)



**-0,09 %**  
ÉVOLUTION 2019-2020

**-0,94 %**  
ÉVOLUTION 2010-2020

Tarif en € HT à l'habitant pour les déchetteries, déchets verts & encombrants (compétence totale)

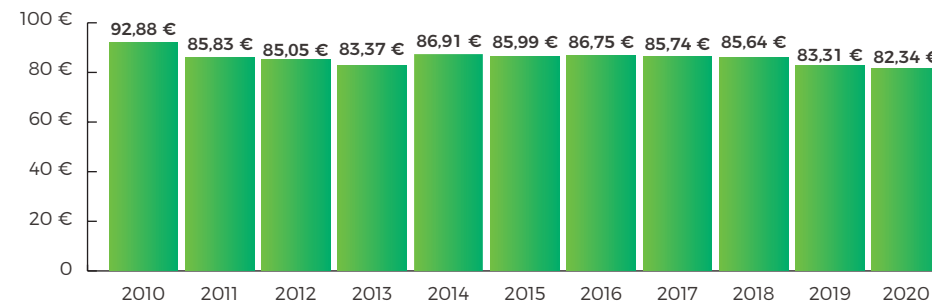


**9,61 %**  
ÉVOLUTION 2019-2020

**29,44 %**  
ÉVOLUTION 2010-2020

## ÉVOLUTION DES TARIFS EN € CONSTANTS

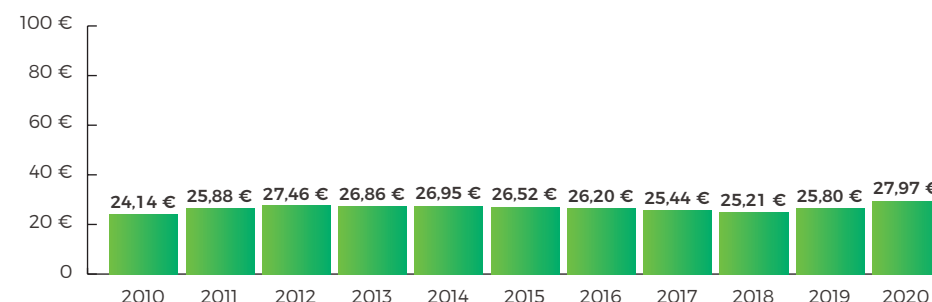
Tarif en € HT à la tonne pour le traitement des déchets ménagers résiduels (tarif reconstitué en € HT/tonne composé d'une part fixe à l'habitant et d'une part variable à la tonne)



**-1,17 %**  
ÉVOLUTION 2019-2020

**-11,35 %**  
ÉVOLUTION 2010-2020

Tarif en € HT à l'habitant pour les déchetteries, déchets verts & encombrants (compétence totale)



**8,42 %**  
ÉVOLUTION 2019-2020

**15,84 %**  
ÉVOLUTION 2010-2020



# LE BILAN DU CENTRE DE VALORISATION ÉNERGÉTIQUE

## LES TONNAGES RÉCEPTIONNÉS SUR L'UVE EN 2020

En 2020, le tonnage réceptionné s'élève à 184 871 tonnes, soit un tonnage supérieur à 2019 selon la répartition suivante :

TONNAGES	TOTAL 2019	TOTAL 2020
Ordures Ménagères Résiduelles (OMR)	147 879	158 289
Encombrants Incinérables (TVI déchetterie-Refus de TVV)	12 619	3 801
Refus de tri	14 545	19 166
DAE	4 734	3 615
OMR clients Esiane	0	0
<b>TOTAL RÉCEPTIONNÉ</b>	<b>179 777</b>	<b>184 871</b>
Évacuation	21 046	15 875
<b>TOTAL traités sur le CVE</b>	<b>158 730</b>	<b>168 996</b>

En 2020 on note :

- une hausse du tonnage des apports d'OMR du Syndicat sur le CVE de Villiers-Saint-Paul
- une hausse des tonnages des refus de tri (dont SMITOM : 4 563 tonnes, SYCTOM : 32 tonnes, Flux développement CITEO (surtri) : 11 tonnes, Apport PAPREC : 6 tonnes, SMEDAR : 41 tonnes et SIGIDURS : 90 tonnes)
- une baisse des DAE (contrats ESIANE) suite à une limitation des apports à compter de juin 2018

## RÉACTIF DE TRAITEMENT DES FUMÉES

**2 212 T**

Consommation annuelle de 12,99 kg/Tonne incinérée

### 1 Le bicarbonate de sodium

Le bicarbonate de sodium est injecté dans le circuit des fumées pour le traitement des acides (entre l'électrofiltre et le filtre à manches). La consommation est en baisse en lien avec une meilleure gestion de l'injection de réactifs par le délégataire. La teneur reste inférieure à la garantie constructeur (16,1 kg/T inc.)

**572 T**

Consommation annuelle de 3,36 kg/Tonne incinérée

### 2 L'urée solide

L'urée solide est injectée dans le premier parcours de la chaudière pour le traitement des NOx. La consommation est en hausse en lien avec l'installation des manches catalytiques.

**139 T**

Consommation annuelle de 0,82 kg/Tonne incinérée

### 3 La coke de lignite

La coke de lignite est injectée dans le circuit des fumées pour le traitement des dioxines et furannes. La consommation est en baisse par rapport à 2019.

## LA VALORISATION ÉNERGÉTIQUE

**0,90 Pe**

Performance énergétique

**49 857 MWh**

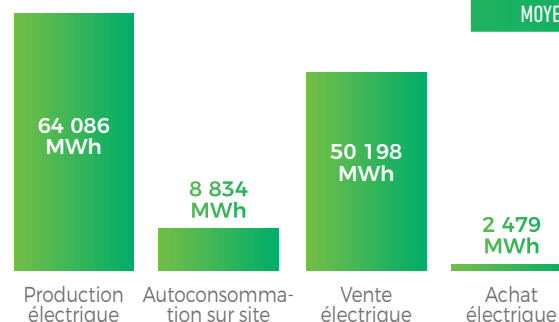
La livraison de vapeur auprès de VSPU

**28 195 MWh**

La livraison de vapeur vers le réseau de chaleur en 2020

Année 2019	Heures de marche	Disponibilité (%)	Déchets incinérés (T)	Tonnage horaire moyen (T/H)
Ligne 1	8 005	91,13	84 024	10,50
Ligne 2	8 216	93,53	86 231	10,50
CTA	6 769	77,06		

MOYENNE : 10,50 T/H



# LES MESURES DES REJETS DU CENTRE DE VALORISATION ÉNERGÉTIQUE

DES TAUX BIEN EN DEÇÀ DES VALEURS RÉGLEMENTAIRES.

## CVE À VILLERS-SAINT-PAUL : LIGNE 1 EN DESSOUS DES SEUILS RÉGLEMENTAIRES

	Valeurs limites d'émission applicables depuis l'arrêté du 20 sept. 2002 (Applicable au 28/12/2005)	Moyennes mensuelles 2020											
		01/20	02/20	03/20	04/20	05/20	06/20	07/20	08/20	09/20	10/20	11/20	12/20
SO <sub>2</sub> Dioxyde de soufre	25 mg/Nm <sup>3</sup>	2,90	3,33	3,45	4,14	1,85	4,74	4,49	4,35	4,40	3,57	3,33	2,25
NOx Oxydes d'azote	200 mg/Nm <sup>3</sup>	62,04	61,37	66,03	65,15	67,47	64,95	66,34	71,25	68,76	65,87	67,89	67,05
HCl Acide chlorhydrique	10 mg/Nm <sup>3</sup>	4,33	4,14	4,25	4,20	4,43	2,14	3,57	4,04	2,44	3,04	2,88	3,75
CO Monoxyde de carbone	30 mg/Nm <sup>3</sup>	5,27	6,74	6,91	5,38	5,81	4,73	4,92	5,46	8,84	7,72	7,37	6,04
Poussières	5 mg/Nm <sup>3</sup>	0,04	0,04	0,04	0,11	0,19	0,13	0,08	0,08	0,07	0,07	0,10	0,15
NH <sub>3</sub> Ammoniac	10 mg/Nm <sup>3</sup>	3,18	3,92	6,71	3,67	10,91	4,54	4,53	7,00	3,90	3,82	3,80	2,59
Dioxydes Furannes	0,1 mg/Nm <sup>3</sup>	0,0005	0,0002	0,081	0,011	0,026	0,0007	0,0003	0,0002	0,0002	0,0013	0,0006	0,0004

## CVE À VILLERS-SAINT-PAUL : LIGNE 2 EN DESSOUS DES SEUILS RÉGLEMENTAIRES

	Valeurs limites d'émission applicables depuis l'arrêté du 20 sept. 2002 (Applicable au 28/12/2005)	Moyennes mensuelles 2020											
		01/20	02/20	03/20	04/20	05/20	06/20	07/20	08/20	09/20	10/20	11/20	12/20
SO <sub>2</sub> Dioxyde de soufre	25 mg/Nm <sup>3</sup>	2,86	2,37	0,55	4,62	5,60	4,16	3,43	2,79	1,42	1,62	2,19	1,11
NOx Oxydes d'azote	200 mg/Nm <sup>3</sup>	65,37	62,33	67,20	72,67	67,87	71,87	72,09	73,08	70,46	73,95	72,15	74,67
HCl Acide chlorhydrique	10 mg/Nm <sup>3</sup>	2,66	2,97	4,05	4,03	2,56	3,20	2,79	2,96	3,26	3,67	3,77	4,11
CO Monoxyde de carbone	30 mg/Nm <sup>3</sup>	5,15	6,04	5,95	5,05	5,30	4,63	5,63	5,47	7,94	7,60	5,96	6,46
Poussières	5 mg/Nm <sup>3</sup>	0,32	0,32	0,31	0,34	0,30	0,21	0,13	0,12	0,11	0,13	0,12	0,08
NH <sub>3</sub> Ammoniac	10 mg/Nm <sup>3</sup>	1,11	2,47	3,91	2,78	2,44	2,14	1,35	2,13	1,47	1,42	1,80	2,46
Dioxydes Furannes	0,1 mg/Nm <sup>3</sup>	0,00011	0,00022	0,00013	0,00034	0,003	0,0002	0,0001	0,0001	0,0001	0,00004	0,00001	0,0009

## LES RÉSIDUS DE TRAITEMENT

Ce qu'il faut noter pour 2020, pour un tonnage incinéré de 170 255 tonnes :

### 1 Résidus d'épuration des Fumées d'Incinération des Ordures Ménagères (Refiom)

La production annuelle est 27,28 kg/tonne incinérée, soit un ratio de 2,73 % à la tonne incinérée. La production a augmenté de 7,3 % en 2020 qui s'explique notamment par une valorisation plus importante de déchets.

### 2 Produits Sodiques Résiduels (PSR)

La production annuelle est 13,87 kg/tonne incinérée (valeur inférieure à la valeur de référence de 16 kg/tonne d'OM), soit un ratio de 1,39 % à la tonne incinérée. La production est en baisse de près de 5,2 % en 2020 qui s'explique notamment par le fait qu'il y a eu moins d'injection de bicarbonate de sodium.

### 3 Mâchefers

Les mâchefers représentent 19,55 % du tonnage incinéré en 2020.



**4 644 T**  
REFIOM produits

**2 362 T**  
PSR produits

**33 277 T**  
Mâchefers produits

# LE BILAN DES DÉCHETTERIES

## RÉPARTITION DES VISITES PAR DÉCHETTERIE

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Total annuel	TOP 5 des fréquentations en 2020
Abbecourt	560	607	348	0	0	751	987	1 008	929	802	677	570	7 239	
Ansauvillers	631	644	432	0	0	749	1 315	1 109	917	922	777	532	8 028	
Attichy	1 688	1 863	1 212	276	1 403	1 946	2 897	2 205	2 658	2 348	1 900	1 698	22 094	
Barbery	1 624	1 798	1 205	306	1 389	2 195	2 771	2 221	2 543	2 237	2 039	1 849	22 177	
Betz	1 114	1 230	667	1	0	1 390	2 258	1 673	1 922	1 630	1 100	1 201	14 186	
Bornel	1 826	1 940	1 049	271	1 761	2 139	2 991	2 436	2 590	2 234	1 742	1 566	22 545	
Brenouille	2 398	2 602	1 580	335	1 389	2 438	4 106	3 383	3 458	3 179	3 040	2 697	30 605	3
Breteuil	1 585	1 594	1 039	311	1 413	1 900	2 842	2 747	2 652	2 283	1 517	1 473	21 356	
Bury	1 762	1 910	1 066	269	1 419	2 464	2 920	2 646	2 481	2 316	1 737	1 712	22 702	
Clairoix	1 807	2 060	1 201	327	1 427	2 023	2 762	2 330	2 596	2 684	1 855	1 798	22 870	
Compiègne Mercières	1 973	2 263	1 296	378	1 268	2 238	2 825	2 381	2 536	2 440	1 583	1 901	23 082	
Compiègne Zi Nord	1 286	1 376	744	0	0	728	1 557	1 362	1 535	1 512	1 081	1 241	12 422	
Creil	2 011	2 178	1 185	392	1 266	2 387	3 185	2 498	2 784	2 664	2 395	2 206	25 151	
Crépy-en-Valois	2 118	2 167	1 405	260	1 463	2 452	2 583	2 819	3 238	2 969	2 324	2 158	25 956	
Écuville	418	459	212	0	0	502	933	895	817	720	624	479	6 059	
Estrées-Saint-Denis	1 305	1 447	915	279	1 297	1 650	2 278	2 085	1 975	1 798	1 310	1 405	17 744	
Froissy	884	1 037	600	0	590	1 121	1 709	1 552	1 419	1 302	1 002	826	12 042	
Guiscard	903	926	594	0	619	1 212	1 793	1 615	1 464	1 411	957	882	12 376	
Lachapelle-aux-Pots	975	1 136	603	18	637	1 370	1 965	1 763	2 005	1 709	1 281	1 096	14 558	
Laboissière-en-Thelle	553	616	314	0	0	546	1 192	1 203	849	720	593	572	7 158	
Laigneville	2 614	2 964	1 601	0	0	1 387	4 128	3 375	3 627	3 283	2 383	2 503	27 865	4
Lamorlaye	4 558	5 029	2 607	600	1 280	4 109	5 735	4 834	5 258	5 571	5 361	5 216	50 158	1
Lassigny	1 022	976	693	278	1 387	1 446	2 085	1 871	1 877	1 646	1 309	992	15 582	
Le-Mesnil-en-Thelle	1 441	1 611	895	274	1 339	1 655	2 327	1 947	2 155	2 003	1 549	1 521	18 717	
Le Plessis-Belleville	1 952	1 940	1 296	295	1 444	2 471	3 526	2 941	3 248	2 784	2 126	2 107	26 130	5
Longueil Sainte-Marie	1 336	1 419	910	2	0	1 200	2 090	1 703	1 742	1 775	1 301	1 233	14 711	
Morienvil	924	1 092	475	0	0	1 352	1 743	1 544	1 468	1 330	1 092	1 014	12 034	
Neuilly-en-Thelle	1 161	1 342	772	0	0	1 530	2 107	1 878	1 930	1 808	1 345	1 210	15 083	
Noyon	2 416	2 787	1 682	334	1 435	3 471	4 951	4 235	4 352	4 211	3 128	2 467	35 469	2
Plailly	1 325	1 427	848	3	373	1 764	2 243	1 820	1 969	1 962	1 663	1 414	16 811	
Ressons-sur-Matz	1 153	1 338	785	0	0	1 654	2 392	2 023	2 110	1 951	1 387	1 285	16 078	
Saint-Germer-de-Fly	837	856	537	268	1 371	1 488	1 940	1 778	1 962	1 614	1 240	798	14 689	
Saint-Leu d'Esserent	2 076	2 294	1 330	289	1 382	2 500	3 111	2 779	2 913	2 643	1 937	2 161	25 415	
Sainte-Geneviève	1 196	1 278	763	315	1 355	1 757	2 190	1 997	1 894	1 662	1 259	1 203	16 869	
Sérifontaine	690	713	445	0	0	1 093	1 462	1 351	1 632	1 132	877	634	10 029	
Verberie	1 737	1 834	1 195	0	706	1 836	2 458	2 318	2 349	2 202	1 558	1 657	19 850	
Villers-Saint-Paul	1 632	1 867	1 120	285	1 340	2 332	2 973	2 426	2 609	2 370	1 835	1 715	22 504	
Villers-Saint-Sépulcre	404	437	223	0	0	365	827	736	700	556	472	363	5 083	
<b>TOTAL</b>													<b>713 427</b>	<b>= 23,86 %</b>

## TONNAGES COLLECTÉS EN DÉCHETTERIES



Nous observons :

- Une baisse de :

**6 006 T**  
de TVE

- Une diminution des tonnages de déchets verts :

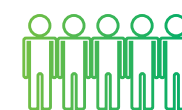
**11 346 T**

- Une nette baisse du tonnage pris en charge sur les déchetteries :

**- 27 814 T**

	Total 2018	Total 2019	Total 2020	Évolution 2019 - 2020
Amiante	51	50	44	-13 %
Batteries	65	92	97	5 %
Bois	3 455	3 375	2 900	-14 %
Cartons	1 253	1 311	1 140	-13 %
DDM (hors batteries)	874	1 067	877	-18 %
Déchets Verts	41 778	41 245	29 899	-28 %
DEEE	5 005	5 262	4 890	-7 %
Eco-DDS	872	993	798	-20 %
Eco-mobilier	7 749	9 314	9 316	0 %
Extincteurs et bouteilles de gaz	4	-	-	0 %
Ferrailles	6 008	6 123	5 712	-7 %
Huiles moteur	287	296	267	-10 %
Monoflux	56	106	98	-7 %
Papiers	120	97	-	-
Piles usagées	30	31	32	1 %
Pneus ALIAPUR	300	324	278	-14 %
Pneus hors A	27	70	15	-79 %
Terres et Gravats	39 632	41 396	35 757	-14 %
Textiles	467	505	392	-22 %
TVE	25 679	37 512	31 506	-16 %
TVI	6 348	21 205	18 543	-13 %
TVV	26 871	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>166 930</b>	<b>170 375</b>	<b>142 561</b>	<b>-16,3 %</b>

## ÉVOLUTION DES RATIOS EN DÉCHETTERIES PAR HABITANT



**191,43**  
KG/HABITANT

**-14 %**  
ÉVOLUTION 2019-2020

Ratio tonnage / habitant en kg	Total 2019	Total 2020	Évolution 2019-2020
Ratio déchets verts / habitants	54,07	39,12	-28 %
Ratio Terre et gravats / habitants	54,27	46,79	-14 %
Ratio TVE / habitants	49,17	41,23	-16 %
Ratio TVI / habitants	18,66	14,87	-20 %
Ratio Eco-mob / habitants	12,21	12,19	0 %
Ratio Eco-DDS / habitants	1,30	1,04	-20 %
Ratio Monoflux / habitants	0,14	0,13	-8 %
Ratio DDS / habitants	1,40	1,15	-18 %
Ratio D3E / habitants	6,90	6,40	-7 %

# LE BILAN DES QUAIS DE TRANSFERT

## TONNAGES PAR QUAIS DE TRANSFERT

	Quai de Compiègne	Quai de St Leu	Quai de Noyon	Quai d'Ormoy-Villers	Quai Estrées-Saint-Denis	TOTAL
OM	22 163	14 776	11 052	10 529	4 612	64 331
Monoflux	6 670	4 600	3 372	3 783	1 881,18	20 307
TVI	1 235	9	1 291	995	-	3 530
<b>TOTAL</b>	<b>30 069</b>	<b>19 384</b>	<b>16 915</b>	<b>15 307</b>	<b>6 493</b>	<b>88 168</b>

**37,03 %**  
des Ordures Ménagères Résiduelles  
et des Collectes Sélectives ont été acheminés  
par le train jusqu'au site de tri et de valorisation  
énergétique du SMDO

**3 530 T**  
ont transité par le train avant de rejoindre  
le Centre de Valorisation Énergétique  
de Villers-Saint-Paul

# LE BILAN DU CENTRE DE TRI

## TONNAGES ENTRANTS 2020



**50 108 T**

## TONNAGES SORTANTS 2020



**34 036 T**

PRODUITS SORTANTS 2020	Total 2020
Acier	1 743
Aluminium	220
Cartons - Cartonnettes	12 715
Journaux/magazines	8 596
Gros de magasin 1.02	3 729
Briques Alimentaires	560
Films souples	1 078
Bouteilles et flacons en plastique	4 329
PP	640
PS	156
PET Barquette	271
<b>Total</b>	<b>34 036</b>



SYNDICAT MIXTE DU DÉPARTEMENT DE L'OISE (SMDO)  
PARC TERTIAIRE ET SCIENTIFIQUE  
CS 30316  
60203 COMPIÈGNE CEDEX  
[www.smdoise.fr](http://www.smdoise.fr)

684/918

RAPPORT  
D'ACTIVITÉ  
2020

# POUR SUIVRE



# L'ÉLAN

**SMDO**  
VOTRE SERVICE INTERCOMMUNAL  
DE VALORISATION DES DÉCHETS



**PHILIPPE MARINI**  
Président du SMDO

## ÉDITORIAL

Sur le site de Villers-Saint-Paul, le centre de tri et le centre de valorisation énergétique ont maintenu leur activité à plein régime. Toutes les précautions ont été prises pour préserver nos agents et maintenir le service sans interruption. Le centre de tri a traité plus de 68 000 tonnes par an d'emballages et de papiers ! Capacité de tri maximum jamais atteinte depuis son ouverture en 2019 ! Notre centre de valorisation a quant à lui valorisé plus de 170 000 tonnes.

L'activité des quais de transfert n'a pas subi de modification, grâce à la grande réactivité des équipes, le service a été maintenu. J'en profite pour féliciter nos équipes sur le terrain, les agents de déchetteries, de quais de transfert, les exploitants, notre délégué de service public qui ont su réagir et s'adapter pour maintenir un service de qualité sans interruption.

### 2020 a aussi été l'occasion de mettre en pratique le télétravail

L'ensemble des équipes en charge des tâches administratives a pu se mettre en télétravail grâce à la grande réactivité de notre équipe informatique qui a très vite doté les agents d'ordinateurs portables. Un système de visioconférence a été proposé à tous les agents susceptibles de travailler à distance de manière à organiser des réunions, à continuer à communiquer ensemble et ainsi à maintenir le service de proximité de notre syndicat ! Après une année passée à faire preuve de grande réactivité dans tous les domaines, il est important de noter que le service a été maintenu dans des conditions optimales tenant compte des contraintes liées à la crise.



CETTE ANNÉE 2020 EST UNE ANNÉE ATYPIQUE ! À PLUSIEURS TITRES ! CE QU'IL FAUT RETENIR : ADAPTABILITÉ, RÉACTIVITÉ, MAINTIEN DU SERVICE PUBLIC DE QUALITÉ...

### 2020, une année de renouvellement et de lancement de projets majeurs pour le syndicat

En parallèle, dès septembre, les élections municipales passées, les instances ont été renouvelées dans des conditions particulières puisqu'il s'agissait de réunir plus de 110 élus plusieurs fois de suite, dans un délai relativement court en prenant en compte toutes les contraintes liées aux conditions sanitaires. Nouveau challenge tenu ! Sans contretemps, les nouvelles équipes ont été organisées au sein du Comité syndical et du Bureau, l'élection du Président et la constitution des commissions ont été organisées sans difficulté apparente. Pour pallier le manque de possibilité d'organiser des rencontres, des réunions en visioconférence se sont organisées, permettant de présenter les différentes installations et le fonctionnement du syndicat.

Tout le travail relatif au renouvellement de la Délégation de Service Public de notre unité de valorisation énergétique, usine jouant un rôle fondamental dans notre syndicat, s'est organisé entre nos équipes et les différents bureaux d'études, les commissions et notre Bureau. En décembre 2020, nous avons voté à l'unanimité la décision du renouvellement de cette Délégation de Service Public.

Malgré sa dimension quasi départementale, l'ensemble de ses installations d'un niveau de technologie élevé, son réseau de déchetteries qui demande une grande adaptabilité, ses enjeux sociaux, économiques et environnementaux, notre grand syndicat a maintenu le cap sans difficulté en faisant preuve de dynamisme et de réactivité ! Continuons à préparer l'avenir !

# 2020, une crise sanitaire sans précédent a bouleversé le traitement des déchets

Dès le mois de mars, nous avons dû faire face à la crise sanitaire. En première ligne sur le terrain, ce sont nos agents de déchetteries qui ont dû s'adapter. Dès le mois de mars, période la plus active habituellement en déchetteries, le service a été maintenu en tenant compte des consignes gouvernementales : mise en application des gestes barrières, lecture de cartes d'accès sans contact, adaptation des affichages spécifiques, mise à jour de l'information au quotidien... Pendant l'été, un système de prise de rendez-vous a été mis en place, mais, dès septembre, l'activité a repris sans contrainte en conservant les jours et les horaires d'ouverture classiques. Cela a même été l'occasion de réfléchir à ouvrir nos déchetteries aux professionnels un jour de plus, le vendredi.



**142 561 t**  
COLLECTÉES EN DÉCHETTERIES

ANALYSE

# « L'année 2020 : une foisonnante transition »



**Nicolas Aveline, nouveau Directeur Général des Services du SMDO, revient sur trois moments qui ont marqué l'année. L'occasion de nous livrer son constat : malgré la crise, le SMDO a connu une activité intense. Il a mobilisé les nouveaux élus, a travaillé aux projets déterminants pour l'avenir, a communiqué sans relâche avec ses adhérents.**



CENTRE DE TRI DES COLLECTES SÉLECTIVES

## DÉCEMBRE

**Avec l'arrivée à échéance de la Délégation de Service Public du Centre de Valorisation Énergétique de Villers-Saint-Paul, le SMDO a dû s'atteler à préparer la suite. Dresser un état des lieux, envisager différentes possibilités de développement, établir un cahier des charges... Comment avez-vous travaillé à ce projet de longue haleine ?**

**N. A. :** Pour faire le lien avec ce que nous venons d'évoquer, la notion d'anticipation est incontournable pour le SMDO. Le renouvellement de la DSP en est un excellent exemple, puisqu'il nous fallait prévoir l'organisation pour les 20 prochaines années du traitement des OMr, des encombrants et des refus de tri dans les meilleures conditions techniques et aux coûts les plus maîtrisés possible. Nous avons notamment bien à l'esprit la trajectoire de la TGAP, son augmentation sur 2021-2025 pour la valorisation énergétique et sa très forte hausse sur les activités d'enfouissement. Afin de travailler aux meilleures solutions, le SMDO est accompagné de SAGE Engineering, Finance Consult et du cabinet Parme Avocats. Il s'agissait de réfléchir à la manière dont le SMDO pouvait, à l'occasion du renouvellement de la DSP, à la fois limiter le tonnage destiné à l'enfouissement pour le diriger vers la valorisation énergétique, et devenir auto-suffisant, c'est-à-dire ne plus avoir à exporter une partie du traitement de ses déchets. Des études de faisabilité ont permis d'étudier tout cela dans le détail, Gilles Choquer nous a accompagné en tant que personnalité qualifiée après son départ à la retraite. Cela a été précieux, puisque toute son expertise a été ainsi conservée. Nous avons construit l'architecture de la consultation. En décembre, le Comité syndical a validé la trajectoire du cahier des charges et, en janvier, nous avons lancé officiellement la procédure de renouvellement du contrat de DSP.

## SEPTEMBRE

**Cette année, le SMDO a connu un large renouvellement de ses 114 élus. Ces nombreuses arrivées ont nécessité un temps d'accueil et d'intégration, comment le SMDO a-t-il organisé cela en ces temps de distanciel ?**

**N. A. :** Le mot qui me vient pour décrire 2020 est celui de transition. Pour la direction, avec le départ à la retraite de Gilles Choquer, dont j'ai l'honneur d'avoir pris la relève, et pour l'équipe des élus, dont une partie a passé le flambeau aux nouveaux venus suite aux élections municipales. Fin septembre, nous avons donc accueilli la nouvelle équipe, qui a élu son président, Philippe Marini, et nous avons également installé un nouveau bureau. Le SMDO a bien sûr l'habitude du renouvellement de ses délégués mais, cette année, nous n'avons pas pu les convier à venir visiter nos installations. Nous prenons normalement le temps de le faire, un préalable utile pour entrer dans notre fonctionnement et en comprendre les tenants et les aboutissants. Mais nous avons trouvé des solutions et organisé des webinaires afin de présenter aux arrivants le SMDO et leur permettre la meilleure acculturation possible. C'est indispensable, parce qu'il faut qu'ils se sentent vite à l'aise avec les grandes données du syndicat – qui peuvent avoir un aspect très impressionnant étant donné les volumes traités et les budgets mobilisés – et qu'ils s'approprient rapidement la mécanique. Qu'ils aient conscience que nos installations sont là pour répondre aux besoins de traitement du département, qu'elles répondent à la réglementation, aux normes en vigueur, et qu'il est essentiel pour nous d'anticiper pour qu'elles soient à la hauteur des défis à venir. Et, malgré le contexte « en distanciel », les nouveaux élus se sont rapidement et efficacement emparés des grands sujets du SMDO.

## MARS

**Avec l'annonce du confinement vient la fermeture des déchetteries puis, progressivement, leur réouverture, la prise de rendez-vous obligatoire, etc. Comment le SMDO a-t-il organisé l'information de ses usagers face à ces bouleversements successifs ?**

**Nicolas Aveline :** Outre l'organisation très réactive qui a été la nôtre afin de maintenir le service, et les liens immédiats mis en place avec les collectivités et les collecteurs, il a en effet fallu être au rendez-vous des demandes des usagers. Ainsi, nous avons tout fait pour répondre aux très nombreuses questions posées par les habitants : numéro Vert, mails, réseaux sociaux. La mise en place de rendez-vous obligatoires pour accéder aux déchetteries, instaurée assez rapidement, a mobilisé plusieurs personnes qui ont géré les appels et a bien sûr nécessité une communication spécifique, destinée à expliquer la marche à suivre. Pour les personnes moins à l'aise avec Internet, nous avons même organisé des prises de rendez-vous téléphoniques afin de les accompagner dans la démarche. Par ailleurs, très vite, le SMDO a diffusé toutes les informations indispensables sur l'importance des gestes barrières : affichage, bandeaux Internet, signature de nos mails. Sans oublier la campagne spécifique mise en place pour rappeler que les masques anti-covid étaient destinés à la poubelle d'ordures ménagères et en aucun cas au bac de tri. Le SMDO dispose d'un fichier de plus de 50 000 contacts ce qui nous a permis d'être très proactifs dans notre communication auprès des habitants, de les informer directement grâce à des envois de mailings et de textos.



L'ACCUEIL EN DÉCHETTERIE



2021 S'OUVRE DONC AVEC DE NOMBREUX DOSSIERS DONT LES ENJEUX SONT IMPORTANTS, QUI VONT ÊTRE DISCUTÉS ET DÉCLINÉS SUR LE TERRAIN.



LE QUAI DE TRANSFERT FERROVIAIRE D'ESTRÉES-SAINT-DENIS

# Vision d'ensemble

Un réseau de 49 déchetteries dont 11 sont gérées par les Communautés de Communes (Communauté de Communes du Plateau Picard, Communauté de Communes du Pays Clermontois et l'Agglomération du Beauvaisis). Depuis septembre 2017, 38 déchetteries sont gérées par les services du SMDO.



↑ CENTRE DE VALORISATION ÉNERGÉTIQUE

SEINE-MARITIME

EURE

VAL D'OISE

SOMME

AINSE

SEINE-ET-MARNE



← DÉCHETTERIE DE BRETEUIL



↑ CENTRE DE TRI



**18**  
INTERCOMMUNALITÉS

**764 221**  
HABITANTS


**445 923 t**  
DÉCHETS MÉNAGERS

**583,50 kg**  
PAR HABITANT

→ DÉCHETTERIE DE VERBERIE



## NOS INSTALLATIONS

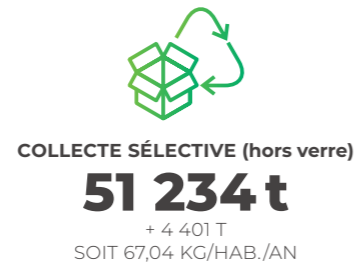
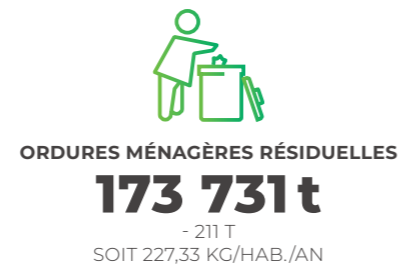
-  1 centre de tri modernisé pour tous les emballages et tous les papiers
-  1 centre de valorisation énergétique
-  Transport ferroviaire des déchets
-  1 centre logistique (Verberie)
-  1 base logistique (Villers-Saint-Sépulcre)
-  5 quais de transfert route/rail
-  1 quai de transfert route/rail (en projet)
-  2 quais de transfert routiers
-  38 déchetteries SMDO
-  1 déchetterie en projet
-  11 autres déchetteries et 8 points verts gérés par la CAB, la CCPP et la CCPC
-  9 recycleries



# Tendance globale 2020

par rapport à 2019

## GESTION DES DÉCHETS



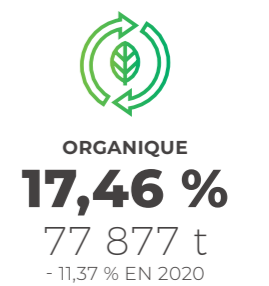
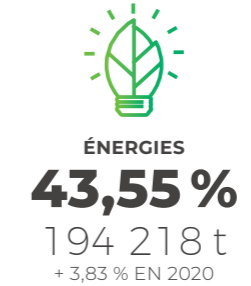
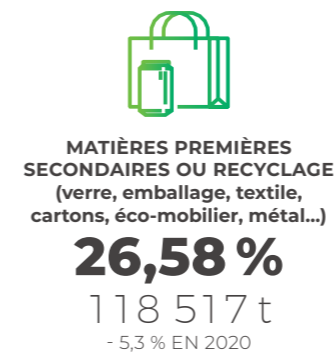
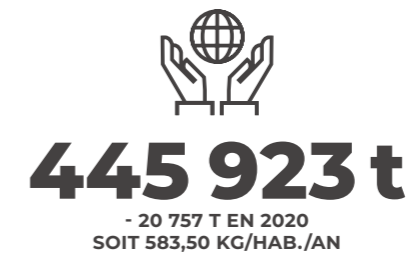
## DES COÛTS MAÎTRISÉS



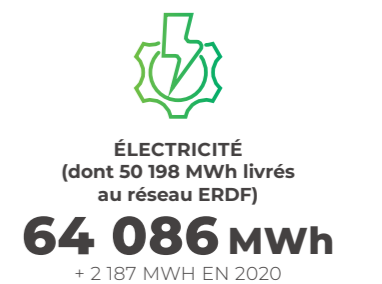
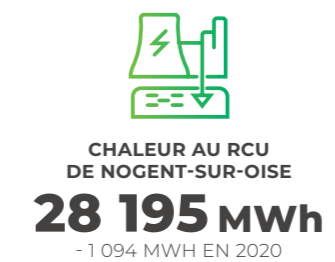
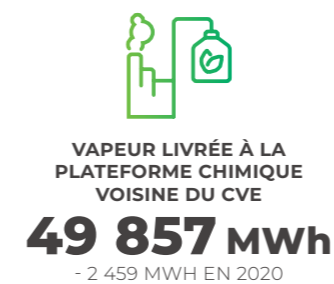
## PRODUCTION DE NOUVELLES RESSOURCES OU VALORISATION DES DÉCHETS

### LES OBJECTIFS DU SYNDICAT :

- réduire les déchets,
- favoriser la valorisation,
- limiter l'enfouissement



**DONT 170 255 t**  
VALORISÉES AU CENTRE DE VALORISATION ÉNERGÉTIQUE DU SMDO



### ENFOUISSEMENT

11,87 %

L'enfouissement des déchets continue de décroître, avec une baisse significative en 2020, conformément aux objectifs poursuivis par le SMDO.



# Votre équipe

## PÔLE FONCTIONNEL

### Service ressources humaines :

- Recrutement et formation
- Gestion des paies et carrières
- Hygiène et prévention

### Service juridique :

- Marchés publics, contrats divers
- Gestion des commissions

### Service informatique et téléphonie :

- Sécurisation du système informatique et de la transmission des données entre les sites distants
- Maintenance du matériel et formation des agents aux outils mis à disposition

## PÔLE OPÉRATIONNEL

### L'exploitation des déchetteries

Tout ce qui concerne l'accès aux déchetteries et la gestion du « haut de quai » de 38 des déchetteries est du ressort de ce service. Il regroupe au total 74 agents d'exploitation des déchetteries et 11 agents d'exploitation des quais de transfert.

### Le transport des bennes de déchetteries

Ce service procède à l'enlèvement quotidien des bennes sur 48 déchetteries du territoire. Un coordonnateur transport manage l'équipe de 36 conducteurs.

### Marché facturation

Ce service a pour vocation la gestion et le suivi des marchés du pôle opérationnel.

### Le service maintenance curative et entretien des espaces verts

Le service est chargé de la maintenance curative des installations (déchettes, quais de transfert, etc.) et de l'entretien des espaces verts sur l'ensemble des sites du Syndicat.

### Direction des Finances & Comptabilité

Le service élabore le budget et gère son exécution.

Il gère ainsi l'ensemble des dépenses et des recettes ainsi que la trésorerie et les emprunts.

Une comptabilité analytique des dépenses et des recettes par pôle d'activité a été mise en place afin de déterminer et fixer les tarifs pratiqués par le Syndicat par nature d'activités et en restituer le coût réel.

Le service est composé de six personnes.

Cette année près de 6 700 mandats et près de 3 400 titres de recettes ont été émis.

### Direction Communication, Prévention et Économie circulaire

Ce service gère la création et la parution de l'ensemble des publications et campagnes de communication organisées par le Syndicat.

Il intervient auprès des habitants du territoire avec la mise en place de visites des installations et d'animations sur le terrain pour les sensibiliser au tri et à la prévention des déchets.

Ce service s'emploie aussi à développer des solutions en faveur de l'économie circulaire, en collaboration avec les communautés adhérentes.

### Direction Transfert et Transport des déchets

Un coordinateur manage une équipe de 10 personnes qui assurent quotidiennement l'accueil des prestataires de collecte ou les régies des collectivités adhérentes et organisent le chargement/déchargement des caissons ferroviaires qui constituent la rame.

### Direction Construction Maintenance Environnement

Ce service est en charge de :

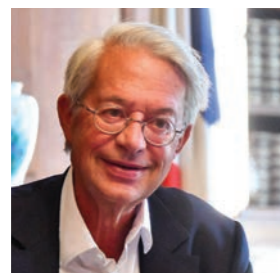
- La construction des déchetteries et des quais de transfert ;
- La maintenance des installations et l'entretien des espaces verts (déchettes, quais de transfert, siège et centre logistique) ;
- La maintenance des bennes ;
- Le suivi des contrôles réglementaires, notamment ceux liés à la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

### Direction Centre de tri, Centre de Valorisation Énergétique, réseau de chaleur

Ce service pilote et suit l'exécution du contrat relatif au centre de tri, du contrat de Délégation de Service Publique du Centre de Valorisation Énergétique et de la plateforme ferroviaire ainsi que les conventions concernant les réseaux de chaleur. Il est également en charge de suivre la qualité des déchets ménagers collectés via des caractérisations.



# Vos élus



**Philippe Marini**  
Président  
Agglomération de la  
Région de Compiègne

## LES MEMBRES DU BUREAU

### Vice-présidents du SMDO



**Alexandre OUIZILLE**  
1<sup>er</sup> Vice-président  
Communauté  
d'Agglomération Creil  
Sud-Oise



**Olivier DE BEULE**  
Communauté  
de Communes  
du Plateau Picard



**Jean-Jacques DUMORTIER**  
Communauté de  
Communes Thelloise



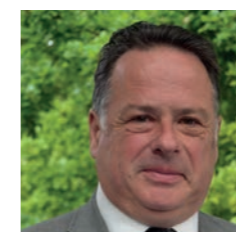
**Arielle FRANÇOIS**  
Agglomération de la  
Région de Compiègne



**Daniel GAGE**  
Communauté de  
Communes du Pays  
de Valois



**Jean-François CROISILLE**  
La Vallée Dorée :  
Communauté  
de Communes  
du Liancourtois



**François DESHAYES**  
Communauté de  
Communes de l'Aire  
Cantilienne



**Jean-Michel DUDA**  
Communauté de  
Communes du Pays  
de Bray



**Bernard HELLAL**  
Agglomération de la  
Région de Compiègne



**Laurent LEFÈVRE**  
Communauté  
d'Agglomération  
du Beauvaisis



**Béatrice LEJEUNE**  
Communauté  
d'Agglomération  
du Beauvaisis



**René MAHET**  
Communauté de  
Communes du Pays  
des Sources



**Jacky MELIQUE**  
Communauté de  
Communes Senlis Sud  
Oise



**Abdelafid MOKHTARI**  
Communauté de  
Communes des Sablons



**Emmanuel PERRIN**  
Communauté  
d'Agglomération Creil  
Sud Oise



**Jean PUPIN**  
Communauté de  
Communes de l'Oise  
Picarde



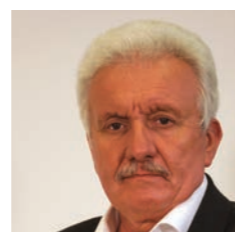
**Sophie MERCIER**  
Communauté de  
Communes de la Plaine  
d'Estrées



**Franck MINE**  
Communauté  
de Communes  
du Clermontois



**Corry NEAU**  
Communauté de  
Communes de l'Aire  
Cantilienne



**Bruno POMMIER**  
Communauté de  
Communes du Pays  
Noyonnais



**Jean-Michel ROBERT**  
Communauté  
d'Agglomération Creil  
Sud Oise



**Sylvie VALENTE LE HIR**  
Communauté de  
Communes des Lisières  
de l'Oise



**Pascal WAWRIN**  
Communauté de  
Communes Thelloise

### Membres du bureau du SMDO

## COMMISSIONS OBLIGATOIRES

### Commission d'appel d'offres :

Président : M. OUIZILLE

### Commission de délégation de service public :

Présidente : Mme FRANÇOIS

### Commission consultative des services publics locaux :

Président : M. LEFÈVRE

### Commission de contrôle des comptes :

Présidente : Mme NEAU

### Commission CHSCT et Comité Technique :

Président : M. POMMIER

## COMMISSIONS FACULTATIVES

### Commission Interface Collecte / Traitement + Oise les Vallées :

Président : M. HELLAL

### Commission suivi du centre de valorisation énergétique et du réseau de chaleur :

Président : M. MAHET

### Commission communication :

Présidente : Mme MERCIER

### Commission déchetteries et encombrants – Éco-organismes des déchetteries :

Président : M. GAGE

### Commission écopôle de Villers-Saint-Sépulcre :

Présidente : Mme LEJEUNE

### Commission entente (Valor'Aisne, SMITOM 77, Sigidurs-Syctom de Paris, SMEDAR) :

Président : M. MELIQUE

### Commission des finances :

Présidente : Mme NEAU

### Commission MAPA :

Président : M. DUMORTIER

### Commission prévention et économie circulaire :

Président : M. MINE

### Commission transport et quais de transfert :

Président : M. ROBERT

### Commission travaux :

Président : M. PUPIN

### Commission tri et collecte sélective – Éco-organisme CITEO :

Président : M. DE BEULE

### Commission valorisation organique et biodéchets :

Président : M. CROISILLE

# TRAVERSER 2020

I  
nédite.  
mprévisible.

**L'année 2020 marquera  
longtemps les esprits.**

Elle n'a pas manqué, également, d'imprimer ses à-coups sur l'ensemble de la sphère économique. Acteur majeur du territoire, le SMDO a bien sûr été impacté par cette situation exceptionnelle. Son organisation, à la fois solide et agile, tout comme ses liens de proximité avec l'ensemble de ses parties prenantes, lui ont permis d'assurer pleinement sa mission d'intérêt général et de faire face aux bouleversements des flux. Et, au-delà, d'accueillir les nouveaux élus et de maintenir le cap sur les projets de fond stratégiques, indispensables pour élaborer la suite.

UNE ACTIVITÉ  
MAINTENUE À  
**100 %**  
UN BEAU DÉFI  
REMPORTÉ  
PAR LE SMDO

# UNE ORGANISATION ROBUSTE ET AGILE FACE À LA CRISE

Dans le contexte de la crise sanitaire liée à la Covid-19, avec de nombreuses mesures restrictives, dont deux confinements, le SMDO a su adapter son fonctionnement avec agilité tout au long de l'année 2020. Avec un objectif : assurer le service en garantissant la sécurité de ses équipes.

## Assurer la continuité en lien avec les collectivités

Dès le début de la crise, le service de l'exploitation s'est mis en lien avec les collectivités adhérentes ainsi qu'avec les collecteurs afin de prendre connaissance de leurs plans de continuité pour assurer le transfert et la collecte, et permettre très rapidement aux habitants de bénéficier du service des déchetteries. Fort de ces données, le Syndicat a mis à jour régulièrement son propre plan de continuité des activités afin de permettre la collecte des déchets ménagers, leur transport et leur traitement. Le SMDO s'est également conformé aux directives des autorités gouvernementales et sanitaires, notamment l'Agence Régionale de Santé. Le ramassage et l'élimination des ordures ménagères ont ainsi été identifiés comme prioritaires. Mais la collecte des autres flux, comme la collecte sélective, celle des objets encombrants et les déchetteries a aussi été assurée.



SALLE DE COMMANDES DU CENTRE DE VALORISATION ÉNERGÉTIQUE

## UNE PRÉSENCE ACCRUE SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

En cours de réflexion et de structuration depuis un an, la présence du SMDO sur les réseaux sociaux a connu un essor impressionnant en 2020. Ces derniers offrent en effet une grande réactivité pour communiquer les informations en temps réel et la possibilité de répondre en direct aux questions des usagers. Le Syndicat est actif sur Facebook, Instagram et LinkedIn.

Une personne a été mobilisée quotidiennement sur cette mission. De nouveaux modes de communication désormais entrés dans les habitudes du syndicat, et qui intègrent la boîte à outils des équipes.



Nous retrouver sur les réseaux sociaux :  
 Facebook : SMDO  
 Instagram : smdoise  
 LinkedIn : SMDO

À chaque fois que nécessaire, parfois plusieurs fois par semaine, les collectivités, les membres du bureau et les techniciens ont été informés de l'évolution du fonctionnement des quais de transferts et de l'organisation des ouvertures des déchetteries. Celles-ci, fermées au tout début du premier confinement, ont rapidement pu rouvrir, avec un système de rendez-vous pour les usagers afin de limiter le nombre de personnes présentes simultanément sur site. Dès septembre, le SMDO a mis fin à ce processus pour faciliter les modalités d'accès aux particuliers et aux entreprises.



L'ÉQUIPE A SU RÉAGIR ET NOUS AVONS RÉUSSI À SURMONTER LA CRISE ET À TRAVAILLER. UN SUCCÈS SUR 2020 : TOUS LES DOSSIERS ONT ÉTÉ MENÉS À BIEN.  
**NICOLAS AVELINE**



CENTRE DE TRI

## Mobiliser les équipes en assurant leur sécurité

Le télétravail obligatoire a représenté un défi pour la cohésion d'équipe et le maintien de la connaissance de l'activité au sein des équipes du SMDO, avec, en outre, certains salariés en ASA (autorisation spéciale d'absence) pour garde d'enfants. Mais rapidement, les équipes ont su réagir et surmonter les difficultés. Elles ont pu travailler, traiter les tonnes livrées, assurer les prestations, et suivre les dossiers en cours. En un mot : assurer la continuité du service.

Le Syndicat a également renforcé la sécurité de ses salariés en distribuant masques et gel hydroalcoolique aux équipes œuvrant en présentiel. Grâce à l'engagement et aux efforts de chacun pour le respect d'une hygiène de vie globale, la propagation du virus a été limitée, avec très peu de cas au sein de la structure en 2020. Toute la chaîne a tenu bon : agents de quai, agents des déchetteries, agents des centres de tri et de valorisation énergétique, service communication pour diffuser l'information en temps réel, en continu, en maintenant une permanence 24/24H et 7/7J sur les réseaux sociaux et le site Internet, service informatique très sollicité pour le passage au télétravail, mais aussi fonctions supports, permettant un maintien de l'activité à 100 %.

MAINTIEN DE L'ACTIVITÉ À **100 %**

## Informers les adhérents et les habitants

Afin d'assurer la continuité de l'information des adhérents, que ce soit les élus ou les techniciens, une diffusion de l'information quotidienne a très rapidement été mise en place. Les équipes du SMDO ont déployé avec une grande réactivité l'utilisation des réseaux sociaux et de l'envoi de mails et de messages téléphoniques pour travailler en proximité avec chacun et partager les informations avec le plus grand nombre. Plus de 50 000 habitants — qui avaient transmis au préalable leurs coordonnées au Syndicat — ont ainsi pu être informés en temps réel par le SMDO.

**50 000 habitants**  
 INFORMÉS EN TEMPS RÉEL

UNE PERMANENCE **7 jours sur 7,**  
 24 HEURES SUR 24

# DES CONSÉQUENCES TECHNIQUES ET ÉCONOMIQUES



BALLES DE MATIÈRE CONSTITUÉES AU CENTRE DE TRI

La crise sanitaire liée à la Covid-19 a eu un impact important sur la gestion des déchets. Le SMDO a dû réagir et s'adapter pour traverser une période houleuse.

## Des conséquences sur les flux, le traitement et les débouchés

En impactant fortement le quotidien et le comportement des Français, la crise sanitaire et ses conséquences, ont entraîné des modifications non négligeables dans leurs habitudes. Ainsi, la production d'ordures ménagères résiduelles, à la baisse depuis plusieurs années, a stagné en 2020. Des déchets verts ont été retrouvés dans les poubelles d'ordures ménagères, une des conséquences des perturbations des collectes de déchets verts en porte-à-porte.

Autre tendance constatée, au niveau national, mais aussi sur le territoire du SMDO : la collecte de verre a augmenté de 6,75 % sur l'année 2020. De la même manière, une forte augmentation de la collecte des encombrants en porte-à-porte et des déchets verts a été constatée : les Français semblent avoir consacré davantage de temps à l'aménagement de leur domicile, au tri, au bricolage et au jardinage.

Du côté des déchetteries, avec l'aménagement des accès sous condition obligatoire d'une prise de rendez-vous préalable, une baisse de fréquentation de 25 % en nombre de visites a été constatée (soit près de 925 000 visites, contre 1,2 million en 2019). Ce qui correspond à un tonnage de 14 % de moins qu'en 2019. Une baisse de tonnage qui touche tout particulièrement les déchets verts apportés en déchetterie, - 27 % par rapport à 2019.

Enfin, alors que l'activité reprend généralement en mars, comblée par l'arrivée du personnel vacataire, en 2020, la crise sanitaire a reporté cet accroissement. La masse salariale a donc été contenue sur cette période.

## Des conséquences sur les recettes

Ce contexte de pandémie mondiale a eu un impact sur le Syndicat et ses activités. Alors que les habitants suivaient bien les consignes de tri élargies à tous les emballages et les papiers, confirmant certains changements de comportement des ménages, la baisse du cours de la vente de matières premières a très nettement impacté les recettes.

La crise sanitaire a amplifié la chute du prix de revente des matériaux et contraint le SMDO à vendre à des prix très réduits les matières issues des déchetteries et surtout du centre de tri des emballages et des papiers. Ainsi, avec la fermeture des frontières, le rachat de magazines et de papier a chuté en volume global demandé, entraînant une baisse du prix d'achat. Pour les papiers, le prix de reprise est passé de 110 euros à 50 euros la tonne au 1<sup>er</sup> avril 2020, pour le verre, le prix d'achat a été divisé par deux. Avec la menace, pour certains matériaux, de ne pas pouvoir être écoulés, tant il était difficile de trouver des acheteurs ou de les acheminer auprès de certains fournisseurs. À ce contexte défavorable, sont venues s'ajouter de fortes contraintes de stockage pour ne pas perdre la matière à recycler.



LE QUAI DE TRANSFERT ROUTE-RAIL DE COMPIÈGNE

Le SMDO a pu renégocier le contrat sur la reprise des papiers, en lien direct avec Norske Skog Golbey. Cette démarche a permis d'avoir un prix de reprise garanti à 50 euros la tonne, là où le cours était plutôt aux alentours de 30 euros. Le SMDO a ainsi pu garantir le soutien de la filière CITEO, et assurer la traçabilité des matières.

## ANTICIPATION DE L'AUGMENTATION DE LA TGAP SUR LE TRAITEMENT DES DÉCHETS

Autre élément financier suivi de près par le syndicat dès 2020 : la hausse de la TGAP, Taxe générale sur les activités polluantes, s'appliquant au traitement des déchets va se répercuter directement sur les coûts — tant au niveau de la valorisation énergétique que de l'enfouissement. En 2020, la taxe était de 18 euros HT la tonne sur l'enfouissement, et de 3 euros HT la tonne pour la valorisation énergétique. En 2021, elle va passer à 30 euros HT la tonne pour l'enfouissement et 8 euros HT pour la valorisation énergétique. Selon la typologie de déchets, si rien n'était fait, le SMDO prévoyait une augmentation des coûts de 14 millions d'euros en 2025, soit 18 euros HT par habitant. Pour éviter une telle situation, le Syndicat s'est engagé dès la fin de l'année 2020 sur l'augmentation des capacités du centre de valorisation afin de réduire encore l'enfouissement des déchets.

# UNE ANNÉE DE RENOUVELLEMENT

L'année 2020 a été marquée par l'installation d'une nouvelle gouvernance du SMDO. L'occasion de repreciser les enjeux et missions du Syndicat portés par une organisation repensée en transversalité pour une meilleure efficacité de ses services.

## Accueillir les nouveaux élus

Arrivés en septembre 2020, les nouveaux élus se sont installés dans un contexte sanitaire compliqué. Notamment pour la prise en main des dossiers, la connaissance des installations et la rencontre avec les équipes. Tout le processus habituel a dû être réinventé. Le service de la communication a mis en place un lien fort avec ces nouveaux interlocuteurs, qui représentent 60 % des élus. Le « Guide de l' élu » mis à disposition sur l'extranet du syndicat a permis de donner l'information à l'ensemble des nouveaux élus. Des webinaires et des visioconférences ont ainsi été organisés. Un objectif : leur donner les moyens de se saisir pleinement de leur rôle au sein des instances du SMDO.

Les élus se sont très vite adaptés. Les 27 membres du bureau disposent d'une tablette dédiée, et les autres délégués titulaires ou suppléants reçoivent une tablette à l'entrée de chaque comité syndical avec la totalité des documents nécessaires téléchargés. Un extranet permet de communiquer de manière permanente avec l'ensemble des élus, en limitant l'impression et les coûts d'expédition des documents. Les comités syndicaux se sont tenus en présentiel, dans des salles suffisamment grandes pour pouvoir réunir les 110 élus, toujours dans le respect de la distanciation sociale. Les équipes du SMDO ont mis en place des protocoles stricts pour protéger l'ensemble des personnes présentes, la visioconférence n'étant pas autorisée par les textes pour les syndicats mixtes.

Même si, aujourd'hui, le besoin de présentiel et d'échanges se fait fortement sentir, le SMDO a su se doter des moyens permettant de communiquer de manière générale en visioconférence, avec les équipes, les partenaires et les élus. Désormais largement maîtrisés par les équipes, ces nouveaux outils et ces nouvelles modalités sont intégrés pour permettre davantage d'agilité quand cela est nécessaire.



L'OBJECTIF QUE CHACUN PUISSE CONTRIBUER, EN FONCTION DE SES COMPÉTENCES, AUX NOUVEAUX MARCHÉS.

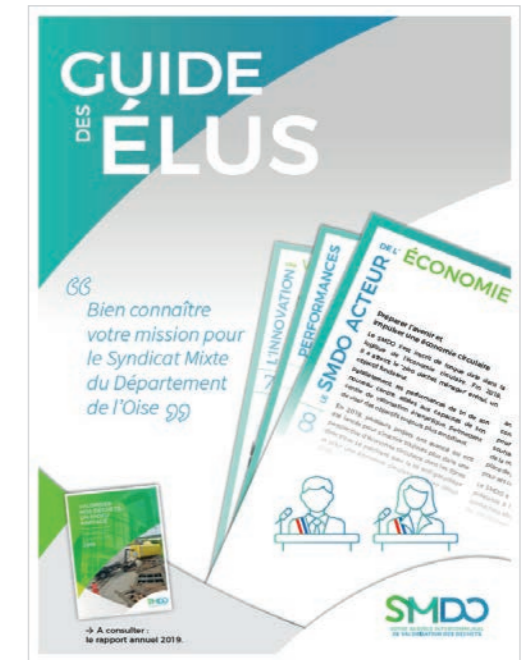
NICOLAS AVELINE



PREMIER CONSEIL SYNDICAL ET ÉLECTION DU PRÉSIDENT ET DES MEMBRES DU BUREAU À LA SALLE ANDRÉ POMMERY DE CLERMONT LE 10 SEPTEMBRE 2020

## Favoriser la transversalité

Depuis fin 2020, l'organisation interne du SMDO a été modifiée, afin d'optimiser le fonctionnement du syndicat, en favorisant le traitement transversal des dossiers. « L'objectif premier, c'est de faire fonctionner l'équipe SMDO, au niveau du siège et des responsables d'exploitation, en mode projet, explique Nicolas Aveline, directeur général des services. L'idée principale est de moins travailler en silo ou en vase clos. Les responsables des projets pourront ainsi chercher les ressources présentes dans le syndicat, quel que soit le service, ou à l'extérieur, pour mener à bien les missions confiées. Avec la volonté de permettre une meilleure réactivité et une bonne cohésion dans les actions. La conception de cette nouvelle organisation repose sur une concertation des équipes de plusieurs semaines, afin d'échanger avec tous les services et de trouver le meilleur équilibre pour chacun. La mise en place de cette nouvelle organisation s'est déroulée au cours du premier trimestre 2021, avec un redéploiement physique des personnes entre les deux pôles de Lacroix-St-Ouen et de Verberie. Une organisation qui permettra au Syndicat d'être toujours plus efficace et réactif face aux nombreux projets qui l'attendent. »



## INTERVIEW

**ABDELAFID MOKHTARI,**  
1<sup>er</sup> adjoint de la commune de Méru,  
Conseiller communautaire délégué  
aux déchets de la Communauté  
de Communes des Sablons, délégué  
titulaire, membre du bureau du SMDO.

Nous avons bénéficié d'un très bon accueil : les techniciens et les équipes administratives sont toujours disponibles quand nous avons besoin de renseignements. Beaucoup de webinaires ont été proposés, des documents sont partagés sur une plateforme en ligne. Récemment, j'ai eu la chance de pouvoir participer à la visite d'un quai de transfert qui fait de la collecte automatisée et de suivre la collecte sur un après-midi. Les explications nous permettent de voir si un tel dispositif pourrait être intéressant pour notre collectivité. Grâce au SMDO, on prend connaissance du fonctionnement sur les autres territoires, on partage les bonnes idées et les bonnes pratiques, on capitalise sur l'expérience de chacun.

J'aborde tout juste mon mandat, je n'ai pas encore tout le recul sur toutes les problématiques. Mais on se sent écoutés, on est interrogés sur le fonctionnement dans nos territoires. Il n'y a pas de difficultés à échanger et cela fait plaisir d'être aux premières loges pour les futurs projets, notamment la déchetterie de Méru.

# PRÉPARER LA SUITE

## **P**réparer le renouvellement de la Délégation de Service Public pour le centre emblématique de Villers-Saint-Paul.

Proposer un projet ambitieux pour le territoire en matière de valorisation énergétique. Poursuivre l'harmonisation des déchetteries, avancer sur la future déchetterie innovante de Méru, optimiser la conception de nouveaux quais de transfert pour compléter le maillage ferroviaire, mener des études pour les réseaux de chaleur et les biodéchets. Sans oublier de voir toujours plus loin, en travaillant encore à la conception sur pied d'un modèle d'économie circulaire. En 2020, malgré le contexte, le SMDO a mobilisé son énergie pour les projets essentiels à l'avenir du territoire.

L'EXTENSION  
DES CONSIGNES  
DE TRI,  
UNE RÉUSSITE,  
AVEC

**30 %**  
DE TONNAGES  
SUPPLÉMENTAIRES  
SUR L'OUEST  
DU TERRITOIRE



# VILLERS-SAINT-PAUL : POSER LES PERSPECTIVES



LE CENTRE DE VALORISATION ÉNERGÉTIQUE DE VILLERS-SAINT-PAUL

**Quel avenir pour le centre de Villers-Saint-Paul ? À l'occasion de la préparation du renouvellement de la Délégation de Service Public, le SMDO a pu projeter des perspectives ambitieuses pour le territoire, préparant ainsi la réponse aux défis qui se profilent.**

## Renouveler la Délégation de Service Public : une préparation minutieuse

En 2022, le contrat de DSP actuellement en cours sur le centre de Villers-Saint-Paul arrive à son terme, après quasiment 20 ans. En décembre 2020, les élus ont validé le lancement d'une nouvelle Délégation de Service Public. À travers ce renouvellement, il s'agissait de poser le projet d'ensemble, puisque le cahier des charges auquel vont répondre les candidats fixe tant des objectifs que des horizons. L'année 2020 a donc été mise à profit pour réaliser un état des lieux techniques des installations et pour envisager ce qu'il était possible de développer pour préparer l'avenir. Pour travailler à ces sujets, le SMDO a été accompagné d'un assistant à maître d'ouvrage (AMO), la société SAGE Engineering.

Désormais, le socle du cahier des charges est posé : il comprend des travaux à réaliser sur les deux lignes de traitement existantes ainsi que la construction d'une nouvelle voie ferrée.

## Troisième ligne pour le traitement des déchets à Haut PCI et quai fluvial

Le cahier des charges ouvre par ailleurs deux possibilités, qui contribueront à dessiner le futur du site. La première concerne la création d'une troisième ligne de valorisation énergétique. À l'heure actuelle, les deux lignes ont la capacité théorique de traiter 172 500 tonnes d'OMr et en reçoivent environ 170 000. Mais d'autres déchets sont à valoriser : le Tout Venant Incinérable (TVI) en provenance des déchetteries, et les refus de tri. Ces déchets, à Haut Potentiel Calorifique, font baisser la cadence des deux lignes existantes. La construction d'une 3<sup>e</sup> ligne dédiée aux déchets à Haut PCI, d'une capacité de 65 000 ou 80 000 tonnes, permettrait de régler cette situation et, en outre, d'accueillir l'ensemble des refus de tri et du TVI du territoire. Ceci aura également une incidence sur les coûts de traitement et la TGAP. Ces déchets issus des déchetteries, composés des encombrants ou des refus de tri du centre de tri, actuellement enfouis seraient valorisés en énergie localement.

Une seconde option porte sur la construction d'un port fluvial. Une telle infrastructure aurait le grand avantage de réduire la part du transport routier dans l'acheminement des OMr, elle pourrait également être utilisée pour évacuer les balles de matières recyclables issues du centre de tri, ou encore pour évacuer les mâchefers. Pour l'instant, cette option nécessite des études approfondies afin d'assurer sa faisabilité économique.

## Valoriser toujours plus, au bénéfice des habitants

Derrière l'option d'une troisième ligne destinée aux déchets Haut PCI, c'est une vision ambitieuse qui se profile. Cette 3<sup>e</sup> ligne permettrait d'une part, de traiter l'intégralité des déchets mais également de valoriser davantage. À l'heure actuelle, une partie de la vapeur émise par le CVE est transformée en chaleur renvoyée au réseau de chauffage urbain de la ville de Nogent-sur-Oise. À terme, il est envisagé de raccorder d'autres réseaux de chaleur urbains — Montataire, Creil, Villers-Saint-Paul. L'avantage : cette source d'énergie est fixée à un prix extrêmement compétitif, ce qui est favorable économiquement pour les habitants. La mise en place de cette 3<sup>e</sup> ligne contribuerait ainsi à un modèle alliant technicité, économie circulaire et protection de l'environnement, avec une forte dimension sociale.



Le renouvellement du contrat de Délégation de Service Public pour le centre de valorisation énergétique représente un enjeu important pour le SMDO, mais aussi pour notre Agglomération Creilloise : Villers-Saint-Paul, commune d'accueil de l'installation depuis près de 20 ans, et les communes riveraines telles que Creil, Nogent-sur-Oise et Montataire. Utiliser nos déchets comme ressource énergétique est primordial.

Avec le nouveau contrat d'une durée de 20 ans, nous dessinons l'avenir de notre territoire en matière d'économie circulaire pour continuer à fournir de la chaleur sur les réseaux de chaleur urbains à un prix compétitif, point sensible pour le budget de nos familles.

Cette étape, c'est anticiper la construction de la transition énergétique, en tenant compte des évolutions technologiques, du respect de l'environnement sans oublier l'aspect social et les paramètres économiques.

**ALEXANDRE OUIZILLE,**  
1<sup>ER</sup> VICE-PRÉSIDENT DU SMDO,  
1<sup>ER</sup> ADJOINT AU MAIRE DE VILLERS-SAINT-PAUL



## INTERVIEW

**MAÎTRE XAVIER MATHARAN,**  
Associé fondateur,  
Parme Avocats.

La manière dont le SMDO répond aux enjeux actuels est, à mes yeux, exemplaire, d'autant que le syndicat travaille dans une dynamique de discussion avec les élus du territoire, veillant ainsi à l'acceptabilité de ses projets. Le renouvellement de la DSP pour le centre de Villers-Saint-Paul a été l'occasion pour le SMDO d'intégrer ses réponses aux grands défis actuels. Pleinement conscient que le principal enjeu est d'acter la participation de la gestion des déchets à la transition énergétique, le syndicat a posé des lignes directrices fortes : maximiser la production énergétique par la création d'une ligne à Haut PCI, développer la valorisation des déchets via l'alimentation des réseaux de chaleur, aller vers les modes de transport vertueux et responsables que sont les voies ferroviaire ou fluviale. À travers ces orientations, la dimension technologique est véritablement mise à l'épreuve et la consultation est d'ailleurs la première de cet ordre, en France. Face à ce challenge, les industriels font preuve d'une réelle appétence. Cela permet au SMDO de relever un autre défi, économique cette fois, puisqu'il favorise la concurrence et évite ainsi une augmentation excessive des coûts. Cette approche, à la fois globale et novatrice, me semble former un modèle très inspirant.

# PROJETS DE FOND : LA CONTINUITÉ EST LÀ

L'ambition du SMDO est intacte : travailler à la mise en place d'une économie circulaire sur le territoire, favoriser le développement des réseaux de chaleur urbains auprès des collectivités et des entreprises, tout en avançant sur le projet de la future déchetterie de Méru.

**Déchetteries :  
l'harmonisation s'achève,  
le projet de Méru avance**

Si le contexte sanitaire de l'année a bien évidemment impacté les calendriers de travaux sur les déchetteries du territoire, ces derniers ont toutefois pu être menés à bien au terme de 2020. Ainsi, la démarche d'harmonisation démarrée en 2019 s'est poursuivie avec l'installation de 24 nouveaux totems : toutes les informations relatives aux horaires, au fonctionnement et aux déchets acceptés sont désormais homogènes et aux couleurs du SMDO. Les collecteurs d'huile des déchetteries de Compiègne Mercières, Villers-Saint-Paul, Lassigny et d'Estrées-Saint-Denis ont été remplacés, tandis que de nouveaux conteneurs dédiés au stockage des déchets diffus spécifiques (DDS) ont été installés dans les déchetteries de Neuilly-en-Thelle, Villers-Saint-Sépulcre, Sérifontaine, Saint-Germer-de-Fly, Lachapelle-aux-Pots et Lassigny.

Le projet phare, la déchetterie à plat de Méru, a connu un retard lié à la pandémie, bien sûr, mais aussi à la nécessité de trouver une solution face à la pollution des sols repérée sur une partie du site. Une fois l'alternative identifiée, les élus ont validé les études et le dossier de demande de permis de construire a pu être déposé en Préfecture, le 9 février 2021. Avec la construction de cette nouvelle déchetterie, dont la technologie et les capacités augmenteront fortement les volumes traités, les pratiques seront simplifiées. Par exemple, le stationnement devant les alvéoles accueillera facilement des véhicules avec remorques et les voies de circulation – organisée en un seul sens – seront bien séparées des zones de dépôts comme des engins d'exploitation.

**La future déchetterie de Méru,  
en quelques chiffres**

UN SITE DE  
+ DE **8 000 m<sup>2</sup>**

12 ALVÉOLES DE  
**60 m<sup>2</sup>**  
CHACUNE POUR LES DÉPÔTS DE DÉCHETS VERTS,  
DE GRAVATS, D'ENCOMBRANTS ET DES ÉLÉMENTS  
D'AMEUBLEMENT

UNE VASTE ZONE DE « DRIVE » POUR  
**5 grandtypes**  
DE COLLECTES



## TRANSPORT FERROVIAIRE : UN FUTUR QUAI À VILLERS-SAINT-SÉPULCRE

En 2020, le SMDO a travaillé sur l'optimisation technique et financière du projet de nouveau quai de transfert. Un redimensionnement a pu être effectué, puisque les volumes initialement envisagés – 75 000 tonnes/an de collecte sélective et d'OMr – sont revus à la baisse. En effet, la perspective de deux quais supplémentaires, actuellement à l'étude (l'un en Oise Picarde ou sur le Plateau Picard, l'autre sur les Sablons), ramène l'estimation des tonnages accueillis par le futur quai de Villers-Saint-Sépulcre à 63 000. L'année 2020 aura également permis de finaliser le projet de raccordement au réseau ferré national et de mener les échanges nécessaires avec SNCF Réseau.

LE QUAI DE TRANSFERT  
FERROVIAIRE  
D'ESTRÉES-SAINT-DENIS

## Réseaux de chaleur, biodéchets : deux études structurantes pour la suite

En 2020, le SMDO a pu avancer sur deux sujets d'importance. D'une part, dans le cadre de l'établissement de son Schéma Directeur de développement des Réseaux Urbains, le syndicat a pris l'initiative d'interroger les entreprises du secteur. Quels pourraient être leur besoin et leur intérêt d'un raccordement à la chaleur produite par le CVE ? Quelle possibilité, concrète, d'un tel raccordement ? Un travail mené aujourd'hui auprès d'Arcelor Mittal, d'Inéris, de Legrand, notamment, en lien avec l'ADEME.

Une autre étude a pu être réalisée en 2020, qui portait spécifiquement sur le gisement des biodéchets venant des particuliers, aujourd'hui compris dans les OMr. L'objectif : identifier s'il est pertinent d'organiser une collecte sélective pour les traiter autrement que par valorisation énergétique. Les résultats ont montré que les gisements sont très faibles dans l'ensemble des communes adhérentes et, en l'absence d'usine de méthanisation équipée d'un hygiénisateur, le changement s'avère peu évident.



LE CENTRE  
DE VALORISATION  
ÉNERGÉTIQUE

## INTERVIEW

**AGNÈS JACQUES,**  
Directrice régionale déléguée de  
la Direction régionale Hauts-de-France,  
ADEME.

Le SMDO a toujours construit des projets innovants et structurants pour son territoire. L'utilisation de longue date de la voie ferrée pour le transport des déchets en est un bon exemple. Nous sommes partenaires du SMDO depuis longtemps et l'avons notamment accompagné dans le projet de centre de tri, très innovant, qui a permis d'accélérer le passage à l'extension des consignes de tri. Le nouveau projet de réseau de chaleur s'inscrit dans la droite ligne de ces projets d'envergure menés avec les acteurs de son territoire. Le SMDO propose là une nouvelle approche de l'enjeu énergétique car il aborde toutes ses dimensions : production, distribution, consommation. Grâce à la récupération de l'énergie produite localement et à sa valorisation, la dépendance du territoire aux énergies fossiles va être réduite. La démarche du SMDO est aussi de rapprocher cette nouvelle offre avec la demande. C'est la raison de notre travail en commun autour de l'élaboration du Schéma Directeur des Réseaux de Chaleur. C'est très structurant pour l'Oise puisqu'on va recenser les besoins, les réseaux existants, voir quels sont ceux à relier, à créer. Derrière, ce sont tout de suite des habitants, des établissements accueillant du public, des entreprises, qui vont en bénéficier. Le SMDO est donc un acteur majeur de la transition énergétique, au sens véritable du terme puisque son projet répond à tous les défis : réduction de l'impact environnemental, protection des ressources, impact économique et social positif localement.

# LA POURSUITE DES AMBITIONS VERS L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE

Engagé dans de nombreuses expérimentations, le SMDO continue à concevoir et à mettre en œuvre de nouvelles initiatives avec toujours le même objectif : renforcer la sensibilisation à la prévention des déchets des habitants et permettre toujours plus de tri, en utilisant les forces locales.

## Sensibiliser et accompagner les habitants sur les gestes de tri

Vidéos, plateforme en ligne, animations de terrain : le SMDO multiplie les implications auprès des habitants afin de poursuivre la sensibilisation de ce premier maillon de la chaîne du tri. Depuis 2007, en moyenne une animation par semaine est organisée sur le territoire, lors d'événements, au sein de manifestations locales (brocantes, journée de l'environnement, événements sportifs, culturels...), d'entreprises et également avec les associations locales et les bailleurs. Le SMDO intervient toujours en soutien aux actions menées par les communautés de communes, très engagées pour encourager les habitants de leurs territoires. Trois chargés d'animation épaulés par une quarantaine de vacataires formés interviennent. En 2020, dans le contexte de la Covid-19, la communication s'est davantage tournée vers les réseaux sociaux. De nombreuses vidéos ont pu être réalisées et diffusées sur les réseaux sociaux et le site Internet, mais aussi via les médias des collectivités adhérentes au SMDO.



## L'extension des consignes de tri à l'Ouest : une première année réussie

Mise en place entre mars et décembre 2019, l'extension des consignes de tri dans l'ouest du territoire a connu sa première année pleine en 2020. Une opération résolument positive, avec de belles performances notées par les agents, qui ont constaté une hausse de 30 % des tonnages de la collecte sélective. La campagne de communication, composée notamment d'un grand nombre de réunions d'information dans toutes les communes, a prouvé son efficacité.

Cette étape a également été l'occasion de simplifier le geste de tri et d'homogénéiser la collecte, avec un bac unique jaune réservé aux emballages et aux papiers pour les 255 000 habitants de la zone concernée. La campagne de communication a également permis de redynamiser le geste de tri. Des mémos tris ont été distribués à l'ensemble des habitants. Nouveau souffle et nouveaux trieurs : avec, en l'espace d'un an seulement, un niveau de tri à l'ouest quasiment identique à celui de l'est, où l'extension date de 2012.



## INTERVIEW

**OLIVIER DE BEULE,**  
Maire de Gannes (Communauté de Communes du Plateau Picard),  
Président de la Commission collecte sélective et centre de tri.

Le centre de tri du SMDO est devenu l'un des plus beaux outils de France au niveau du tri des déchets. Les résultats de l'extension des consignes de tri dans l'ouest du territoire sont plutôt excellents. Nous pouvons encore faire des progrès, mais c'est très encourageant de voir la rapidité avec laquelle elles ont été adoptées, y compris en apport volontaire, comme sur ma commune.

Le geste est désormais plus simple à l'échelle du syndicat : tous les emballages vont au tri, on ne se pose plus la question. Normalement, le volume de notre poubelle de déchets ménagers devrait fondre. Nous allons continuer à faire passer ce message. Avec l'important turn-over des familles, il faut informer en permanence. C'est un combat de longue haleine : convaincre et reconvaincre sans arrêt.

L'expertise du SMDO nous offre la possibilité de nous appuyer sur des outils et des messages de communication déjà éprouvés. Le grand centre de tri et son parcours pédagogique permettent d'expliquer clairement le geste de tri, en l'associant à l'outil industriel : cela devient très simple et très ludique. L'enjeu demeure d'essayer de générer le moins de déchets possible. Et de faire comprendre qu'aujourd'hui, nos produits d'emballage ne sont plus des déchets, mais de la matière première, grâce à l'économie circulaire.

### Inventer toujours de nouvelles solutions



« ICI AUSSI, ON TRIE » : Dans le cadre d'un appel à projets lancé par CITEO, le SMDO a mené une action pilote de récupération du papier blanc dans les établissements scolaires, les administrations et les petites entreprises du territoire. L'opportunité de réfléchir à la mise en place d'une procédure de pré-collecte des papiers chez ces gros producteurs. Après une phase de test en 2019 auprès d'une vingtaine de structures, le dispositif a été déployé en 2020, avec un contenant en carton pour la collecte et des outils de communication et de sensibilisation en ligne. Un référent dans chaque structure sensibilise les équipes.

TRI + : Impliqué pour une amélioration constante des performances de tri, le SMDO réfléchit depuis 2020 à la mise en place d'automates de collecte, à déployer notamment dans les quartiers sensibles, dans le cadre du programme Tri +. En effet, dans ces quartiers, la part de déchets qui auraient pu être triés, placés dans les ordures ménagères, représente le double de la moyenne du territoire. Aussi, le SMDO et ses élus veulent mener des actions ciblées sur ces territoires, combinant des campagnes de sensibilisation et un système de gratification. L'apport volontaire de son tri permettrait à l'habitant d'obtenir des contreparties tournées vers le milieu associatif et culturel local : places de théâtres, de centre aéré ou de piscine, par exemple.

### TCHAO MÉGOT, PROJET INNOVANT ACCOMPAGNÉ PAR LE SMDO

Depuis 2019, le SMDO suit l'aventure de ce projet entrepreneurial novateur : récupérer les mégots de cigarette, les traiter de manière respectueuse de l'environnement puis les transformer en isolant ou en garniture pour produits textiles. L'ingénieur à l'origine du projet a pu rencontrer plusieurs experts du SMDO qui l'ont accompagné et l'ont fait connaître des élus. L'image reconnue du Syndicat lui permet de promouvoir des actions liées au tri ou à l'économie circulaire. Depuis septembre 2020, le SMDO propose aux organisateurs d'événements importants en nombre de participants (≥ 5 000) de disposer de collecteurs de mégots et de cendriers de poche afin de limiter le nombre de mégots jetés dans la nature et de promouvoir le recyclage local des mégots de cigarettes.

Plus d'infos : <https://tchaomegot.com/>



SYNDICAT MIXTE DU DÉPARTEMENT DE L'OISE (SMDO)  
PARC TERTIAIRE ET SCIENTIFIQUE  
CS 30316  
60203 COMPIÈGNE CEDEX  
[www.smdoise.fr](http://www.smdoise.fr)

Crédits photos : Syndicat Mixte du Département de l'Oise  
Rédaction - Conception - Réalisation : stratéact'  
Juillet 2021

# RAPPORT ANNUEL 2020

Sur la qualité  
et le prix  
du service public  
de prévention  
et de collecte  
des déchets



# SOMMAIRE

<b>1. Présentation</b>	4
1. Préambule	5
2. L'organisation du service déchets	6
3. L'année 2020 en quelques chiffres	5
4. Les faits marquants de l'année 2020	8
4.1. L'impact de la crise sanitaire sur le service de collecte des déchets	8
4.2. Opération foyers témoins « le Déclit Bailleulois »	9
4.3. Les déchetteries au coeur du réemploi	9
4.4. La poursuite de l'appropriation de l'extension des consignes de tri	9
4.5. La loi n°2020-105 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire approuvée le 10 février 2020	10
4.5.1. Les nouveaux objectifs de prévention et de valorisation des déchets	10
4.5.2. Les mesures impactant le service public de prévention et de gestion des déchets ou les collectivités	11
4.5.3. L'extension des filières à responsabilité élargie du producteur (REP)	12
4.5.4. La lutte contre le gaspillage des ressources	12
<b>5. L'organisation générale du dispositif de collecte</b>	13
5.1. Les collectes en porte-à-porte	14
5.1.1. Les contenants	14
5.1.2. La collecte des ordures ménagères résiduelles et des emballages et papiers	14
5.1.3. La collecte sélective des déchets végétaux	18
5.1.4. La collecte des objets encombrants	19
5.1.5. La collecte des déchets assimilables	19
5.1.6. Les collectes par apport volontaire	20
5.1.7. La collecte des textiles	20
5.2. Les équipements intercommunaux : les déchetteries et les points verts	21
5.2.1. La déchetterie intercommunale de Beauvais	22
5.2.2. La déchetterie intercommunale d'Auneuil	21
5.2.3. La déchetterie intercommunale de Bailleul-sur-Thérain	23
5.2.4. La déchetterie intercommunale de Hermes	24
5.2.5. La déchetterie intercommunale de Velennes	24
5.2.6. La déchetterie-recyclerie intercommunale de Crèvecœur-le-Grand.	25
5.2.7. « Ch'tout pour rien » et beaucoup plus !	25
5.2.8. Les points verts	26
<b>6. Les indicateurs techniques</b>	27
6.1. La collecte des déchets ménagers et assimilés résiduels ou ordures ménagères résiduelles (OMR)	28
6.2. La collecte sélective des emballages et des papiers	30
6.3. La collecte sélective du verre	31
6.4. La collecte sélective des déchets végétaux en porte-à-porte	32
6.5. La collecte sélective des objets encombrants	34
6.6. La collecte des textiles, linges et chaussures (TLC)	34
6.7. Les autres collectes	35
6.8. Les déchetteries	36
6.8.1. Présentation des équipements	36
6.8.2. Déchetteries de Beauvais et d'Auneuil	36
6.8.3. Déchetteries de Bailleul-sur-Thérain, Hermes et Velennes	38
6.8.4. Déchetterie de Crèvecœur-le-Grand	39
6.8.5. Recyclerie de Crèvecœur-le-Grand	40
6.8.6. Les déchetteries en chiffres	41
6.9. Les points verts	42
6.10. Les jardins familiaux	43
6.11. Synthèse des tonnages 2020	44
<b>7. Les indicateurs financiers – les marchés</b>	45
7.1. Marchés publics (au 31 décembre 2020)	46
7.2. Le budget 2020	47
7.2.1. Le fonctionnement	47
7.2.2. L'investissement	47
7.3. Le coût d'élimination des déchets ménagers	48
<b>8. La prévention des déchets ménagers</b>	49
8.1. Qu'est-ce que la prévention des déchets ?	50
8.2. La sensibilisation du grand public à la prévention et au tri des déchets	50
8.3. L'opération foyers témoins « le Déclit Bailleulois »	50
8.4. L'expérimentation du compostage partagé	51
8.5. La communication	51
8.6. Perspectives pour 2021	51
<b>9. Projets et perspectives pour les années 2021 et suivantes</b>	52
9.1. Elaboration d'un Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA)	53
9.2. Etude d'optimisation des déchetteries et des points verts	54
9.3. Evolution des conditions d'accès pour les professionnels et des modalités d'achats des tickets d'accès	54
9.4. Evolution des fréquences de collecte	55
9.5. Financement du service déchets	55
<b>10. Glossaire des termes et abréviations</b>	56



## PRÉSENTATION

### 1 - PRÉAMBULE

La communauté d'agglomération du Beauvaisis assure auprès de ses 105 000 habitants répartis sur 53 communes, le service public de collecte et de prévention des déchets ménagers et assimilés.

D'après le code général des collectivités territoriales (articles D. 2224-1 et suivants), modifié par le décret n°2015-1827, les collectivités en charge du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés ont obligation de présenter un « rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés ».

Ce rapport annuel vise un double objectif :

- rassembler et mettre en perspective, dans une logique de transparence, les données existantes sur le sujet ;
- permettre l'information des citoyens sur le fonctionnement, le coût, le financement et la qualité du service et, ce faisant, favoriser la prise de conscience par les citoyens des enjeux de la prévention et du tri des déchets, mais aussi de l'économie circulaire et de leur propre rôle dans la gestion locale des déchets.

Il revient donc à la communauté d'agglomération du Beauvaisis de réaliser ce rapport qui sera présenté à l'assemblée délibérante, avant d'être mis à la disposition du public.

Le rapport ainsi rédigé présente uniquement la compétence "collecte des déchets ménagers" gérée par la communauté d'agglomération du Beauvaisis. La compétence "traitement des déchets" est gérée par le syndicat mixte du département de l'Oise (SMDO).



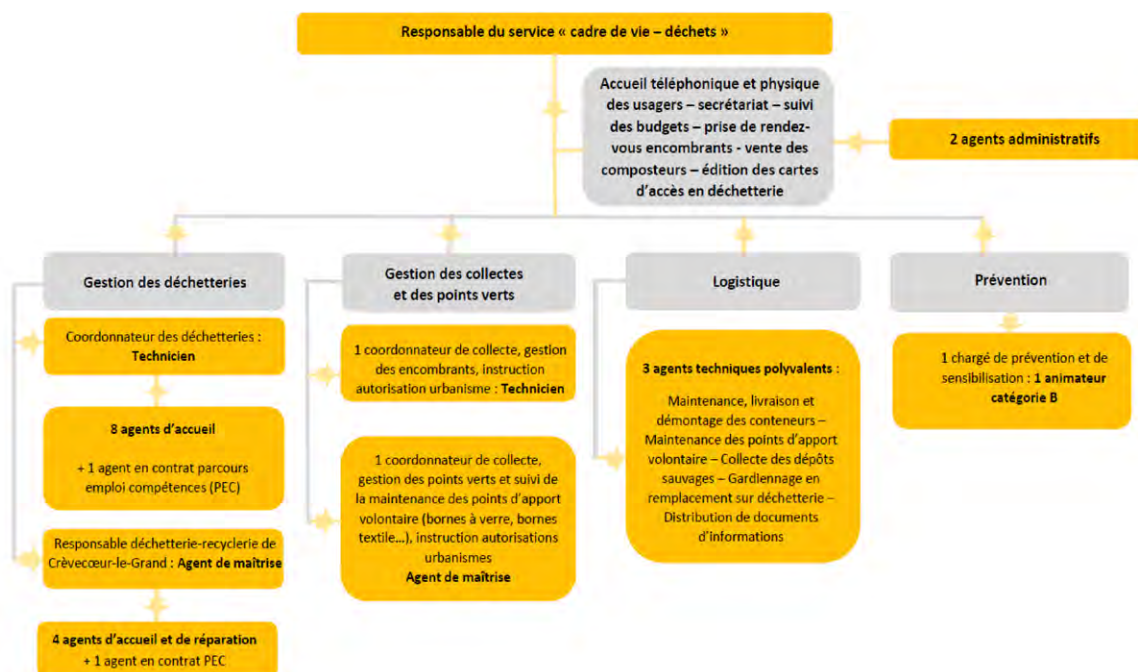
## 2 - L'ORGANISATION DU SERVICE DECHETS

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004, la communauté d'agglomération du Beauvaisis a pris en charge la compétence de collecte des déchets ménagers et assimilés. La compétence "traitement des déchets" est gérée par le syndicat mixte du département de l'Oise (SMDO) depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2016.

La politique communautaire de gestion des déchets ménagers et assimilés est réfléchiée au sein de la commission "eau et déchets" présidée par Mme Béatrice LEJEUNE, vice-présidente en charge des déchets.

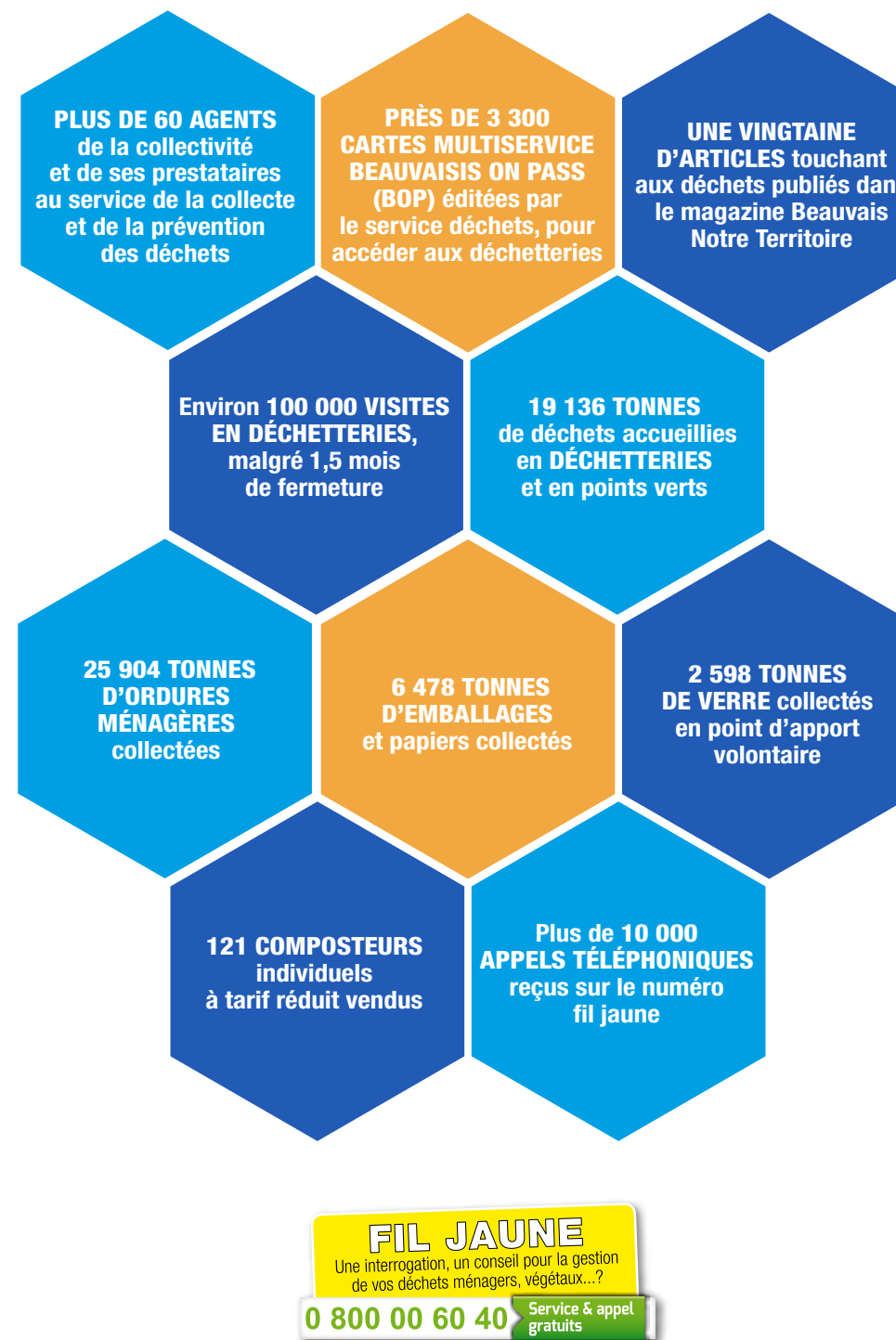
Cette politique est mise en oeuvre par les 25 agents du service déchets. Ces bureaux sont situés dans les locaux de la direction générale des services techniques au 70 rue de Tilloy à Beauvais. Le service déchets compte des métiers très différents qui contribuent à son bon fonctionnement : agents administratifs pour l'accueil physique ou téléphonique des usagers, agents d'accueil des déchetteries ou points verts, coordonnatrice ou responsable de déchetteries, coordonnateurs de collecte, chargé de prévention, agents techniques polyvalents, responsable de service.

### ORGANIGRAMME DU SERVICE DÉCHETS :



Cette équipe veille au bon fonctionnement de la collecte des déchets ménagers et assimilés, par le contrôle qualitatif et quantitatif des prestations effectuées par les différents prestataires de services sur les 53 communes de l'agglomération. L'équipe est renforcée d'agents communaux ou de l'association Emmaüs pour le gardiennage des points verts.

## 3 - L'année 2020 en quelques chiffres



## 4 - LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2020

### 4.1. L'IMPACT DE LA CRISE SANITAIRE SUR LE SERVICE DE COLLECTE DES DÉCHETS

La communauté d'agglomération du Beauvaisis (CAB) a fermé ses déchetteries et ses points verts du mardi 17 mars 2020 au lundi 4 mai 2020. Le service de collecte des déchets de la poubelle jaune (emballages, papiers et cartons) et des ordures ménagères a continué à être assuré en porte-à-porte, aux horaires et jours habituels. Le service de collecte des déchets verts en porte-à-porte a été anticipé d'une semaine à partir du 23 mars pour pallier à la fermeture des déchetteries et points verts.

Des messages de prévention et de vigilance vis-à-vis des déchets ont été adressés à la population : « *Le premier geste à adopter est d'éviter toute activité qui entraînerait une production importante de déchets, plus particulièrement, les déchets qui ne peuvent pas être évacués par le biais de la collecte des ordures ménagères. C'est le cas par exemple des déchets végétaux, les tailles de haies devront donc être reportées. Les tontes de pelouses se dégradent rapidement, elles pourront donc être compostées en bac ou en tas au fond du jardin si l'on ne dispose pas de composteur.* » De même, « *les appareils électriques et électroniques ne doivent pas finir dans les ordures ménagères ; ils se recyclent très bien dès lors qu'ils sont déposés au bon endroit. Les petits appareils électriques peuvent être déposés dans les supermarchés ou conservés à la maison pendant toute la durée du confinement. Les déchets toxiques (peintures et solvants), nocifs pour la santé et l'environnement, doivent être conservés à domicile jusqu'à la réouverture des déchetteries.* »

La réouverture, aux particuliers et aux professionnels, des portes de la majorité de ses déchetteries et de ses points verts est intervenue le lundi 4 mai 2020. Les horaires et jours d'ouverture ont également été adaptés. Des modalités d'accès et des procédures spécifiques ont été appliquées pour respecter les gestes barrières afin de protéger aussi bien les agents d'accueil que les usagers.

- Prise de rendez-vous obligatoire pour les déchetteries jusqu'à fin juin 2020, afin de maîtriser le nombre d'usagers dans les déchetteries. Pour les points verts, le nombre d'usagers a été également limité sur site, mais aucune prise de rendez-vous n'était nécessaire.

- Respect des gestes barrières. Les usagers devaient porter un masque et des gants, et respecter les mesures de distanciation avec les agents et les autres usagers.
- Anticipation de la visite et temps de visite limité. Les usagers, particuliers comme professionnels, devaient mieux préparer leur visite avant de se rendre sur les sites. Les déchets à évacuer doivent être préalablement triés et rangés dans les véhicules, afin de respecter le temps de présence sur le site maximal de 15 minutes pour vider le véhicule et nettoyer l'emplacement. Une attention supplémentaire devait être portée au tri, afin de limiter la manipulation des déchets par les agents d'accueil.

La majorité des déchetteries et points verts du territoire a été maintenue ouverte, durant la deuxième période de confinement du 30 octobre au 15 décembre 2020. Les horaires et jours d'ouverture ont été adaptés avec notamment la fermeture de la déchetterie de Beauvais le dimanche, ainsi que la fermeture complète de la déchetterie de Velennes et du magasin Ch'tout pour rien. La CAB a mis en place des mesures sanitaires similaires à celles en place lors de la réouverture le 4 mai 2020 hormis la prise de rendez-vous.

Les actions de prévention des déchets et notamment les actions de sensibilisation à destination des élèves ont été ralenties par la crise sanitaire. Actions 2020 annulées : la Bailleulade, la fête à carottes, les Ovalies, les fêtes de quartier (Saint-Jean et Notre-Dame-du-Thil), évènement le 1<sup>er</sup> mai au Mont Capron, kermesse de Troisreux, semaine européenne de réduction des déchets (SERD) 2020, vente de composteurs sur la commune de Savignies, animation au plan d'eau du Canada, la plupart des animations scolaires.

### 4.2. OPÉRATION FOYERS TÉMOINS « LE DÉCLIC BAILLEULOIS »

La communauté d'agglomération du Beauvaisis (CAB) et la commune de Bailleul-sur-Thérain ont lancé, en partenariat avec l'association Zéro Déchet de Beauvais, l'opération Déclit Bailleulois. Cette opération vise à réduire les quantités de déchets produits en repérant les gestes les plus efficaces afin de les communiquer au plus grand nombre. Les objectifs de cette opération sont de :

- Permettre à 20 foyers de réduire leurs productions de déchets ménagers tout en réalisant des économies.
- Sensibiliser des citoyens et des agents de la commune de Bailleul-sur-Thérain à la prévention des déchets lors d'ateliers.
- Former des citoyens et des agents ambassadeurs qui pourront ensuite diffuser les bonnes pratiques.
- Tirer des enseignements de l'expérience des participants et être le point de départ d'une dynamique collective plus large autour de la démarche zéro déchet.



### 4.3. LES DÉCHETTERIES AU COEUR DU RÉEMPLOI

La filière réemploi se développe au sein des déchetteries. L'objectif est de donner une seconde vie à certains objets amenés en déchetteries, afin qu'ils soient réemployés et ainsi détournés de leur statut de déchets.

Un partenariat est en place depuis plusieurs années avec Emmaüs, les Ateliers de la Bergerette, l'association Beau Vélo, mais aussi la recyclerie de Crèvecœur-le-Grand. Ces structures ont accès au caisson de réemploi sur la déchetterie d'Auneuil et à l'espace réemploi de Beauvais dans lequel sont déposés les objets récupérés sur Beauvais, mais aussi sur Hermes et Bailleul-sur-Thérain.

En 2020, deux autres associations ont été autorisées à accéder au gisement de matériaux sur la déchetterie de Beauvais ou sur les encombrants présentés à la collecte, en vue de leur réemploi. L'association Hortibat est engagée dans une démarche d'insertion par le maraîchage sur le parc urbain du Haut-Villé sur la ville de Beauvais. Cette association accède à un gisement de

déchets verts pour utiliser la matière en paillage sur le terrain de maraîchage et est autorisée à récupérer des palettes en déchetterie.

L'association ELAN-CES, créée par l'Opac de l'Oise, favorise l'insertion professionnelle de personnes en situation d'exclusion. Elle récupère du bois et des objets sur la déchetterie et dans les encombrants sur Beauvais, en vue de réaliser des objets, des meubles, des bacs à compost proposés à la vente.

### 4.4. LA POURSUITE DE L'APPROPRIATION DE L'EXTENSION DES CONSIGNES DE TRI

Pour l'année 2020, la production annuelle d'ordures ménagères est de 248 kg/hab./an, en baisse de 11 kg/j/hab par rapport à l'année 2019, soit une diminution de 4 %. Cette baisse est à mettre en lien avec la simplification des consignes de tri, puisque sur la même période la collecte de déchets recyclables est passée de 55 à 62 kg/hab./an.

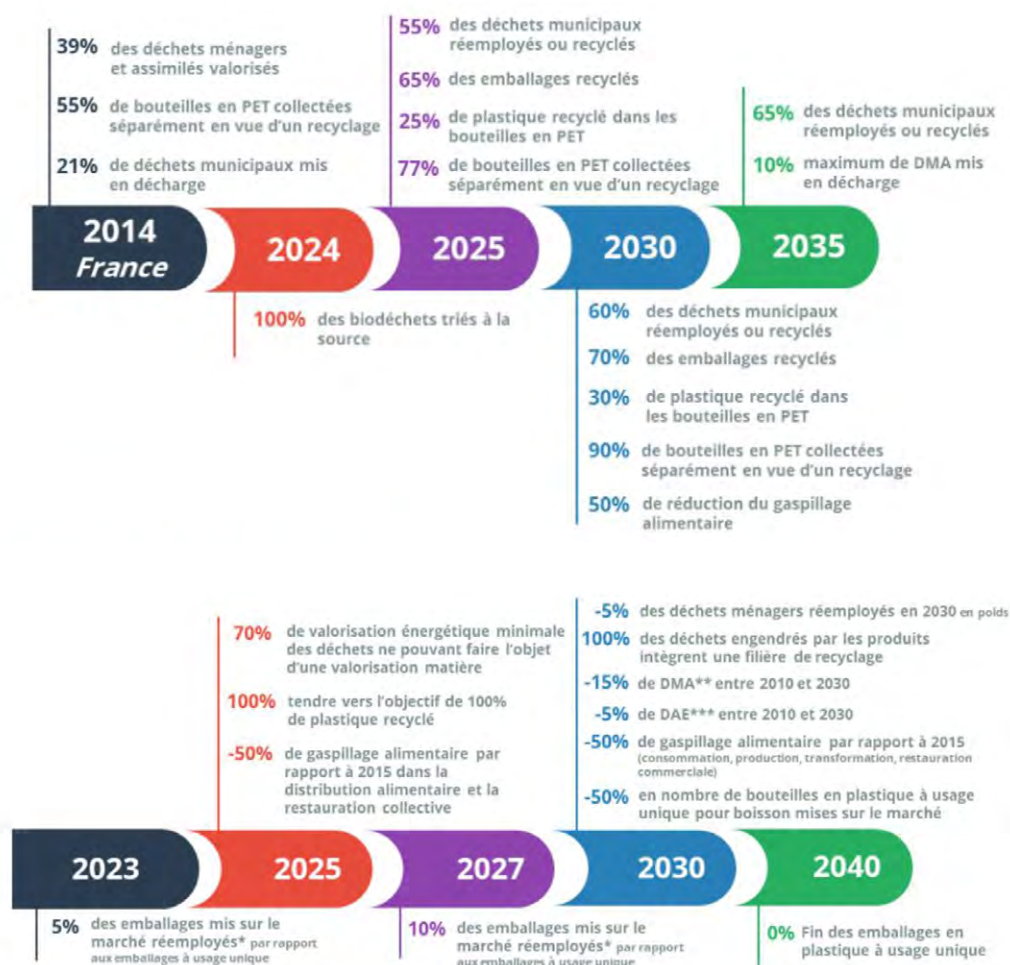
L'agglomération du Beauvaisis en partenariat avec le SMDO a décidé d'améliorer le tri des papiers et emballages dans les écoles, services de la collectivité (hôtel de ville, CCAS, annexes...) collectés par le service public de collecte des déchets. Pour cela, des contenants de tri en carton en complément des corbeilles dédiées aux ordures ménagères ont été déployés dans les bureaux et dans les classes, avec mise en place d'actions de communication. Cette action doit permettre d'améliorer le recyclage des papiers et emballages, de sensibiliser les personnes au tri dans l'espace de travail...



## 4.5. LA LOI N°2020-105 RELATIVE À LA LUTTE CONTRE LE GASPILLAGE ET À L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE APPROUVÉE LE 10 FÉVRIER 2020

### 4.5.1. Les nouveaux objectifs de prévention et de valorisation des déchets

L'Union européenne a fixé de nouveaux objectifs ambitieux pour accélérer le recyclage, diminuer l'enfouissement et l'utilisation des plastiques à usage unique au travers des directives 2018/849, 2018/850. La loi anti-gaspillage transpose en droit français les objectifs des directives européennes de 2018 et 2019. Elle fixe également des objectifs supplémentaires sur la réduction des déchets, le réemploi, le gaspillage alimentaire et la valorisation énergétique.



### 4.5.2. Les mesures impactant le service public de prévention et de gestion des déchets ou les collectivités

- Information dans les copropriétés (entrée en vigueur en 2022)

Les habitants des copropriétés sont informés des règles locales en matière de tri des déchets, de l'adresse, des horaires et des modalités d'accès des déchetteries dont dépend la copropriété.

- Harmonisation des dispositifs de tri des emballages ménagers

La transition vers un dispositif harmonisé se fait au plus tard le 31 décembre 2022, en s'appuyant sur le renouvellement naturel des parcs de contenants de collecte.

- Encarts publicitaires dans la presse locale

Jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2023, les collectivités peuvent solliciter la mise à disposition par la presse locale d'encarts publicitaires pour informer le consommateur sur le geste de tri et le recyclage des papiers graphiques et des autres déchets.

- Développement de la valorisation des biodéchets

Les produits et emballages en matière plastique dont la compostabilité ne peut être obtenue qu'en unité industrielle ne peuvent porter la mention "compostable". Les produits et emballages en matière plastique compostables en compostage domestique ou industriel portent la mention "Ne pas jeter dans la nature". L'obligation du tri à la source des biodéchets s'applique aux collectivités au plus tard le 31 décembre 2023.

- Lutte contre les dépôts sauvages facilitée

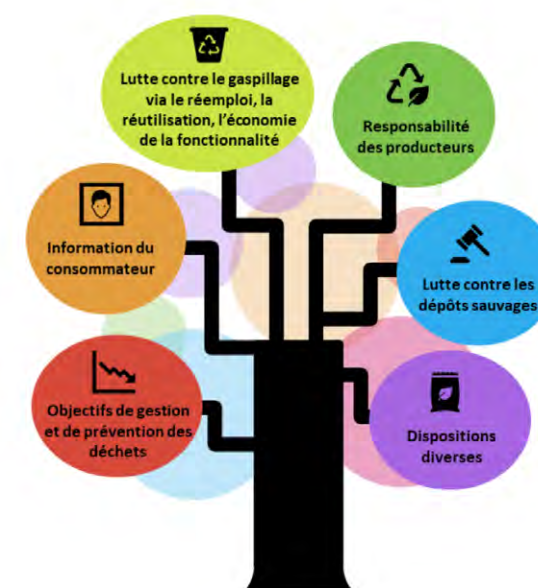
La loi introduit de nouveaux mécanismes juridiques pour faciliter et amplifier la lutte contre les dépôts sauvages : renforcement des sanctions, du pouvoir des maires et des présidents d'intercommunalités, extension des personnes habilitées à sanctionner les contrevenants.

- Réemploi sur les déchetteries

Les collectivités et leurs groupements ont l'obligation de permettre, par contrat ou par convention, aux personnes morales relevant de l'économie sociale, solidaire et circulaire qui en font la demande d'utiliser les déchetteries communales comme lieux de récupération ponctuelle et de retraitement d'objets en bon état ou réparables. Les déchetteries sont tenues de prévoir une zone de dépôt destinée aux produits pouvant être réemployés.

- Mesures relatives aux installations de stockage et d'incinération

La mise en décharge des déchets non dangereux valorisables est progressivement interdite. Le déchargement des déchets non dangereux non inertes dans une installation de stockage ou d'incinération fait l'objet d'un dispositif de contrôle par vidéo visant à permettre le contrôle du respect des obligations de tri.



### 4.5.3. L'extension des filières à responsabilité élargie du producteur (REP)

De nouveaux produits sont soumis au principe de REP et le périmètre de certaines filières a été étendu. Ils représentent un gisement de 50,3 millions de tonnes (dont 42 issus des matériaux de construction du bâtiment et 7,8 des emballages non ménagers). Les éco-organismes via des contributions financières versées par le producteur ou le metteur sur le marché, prennent en charge les coûts de prévention, de la collecte, du transport et du traitement des déchets concernés. Cela aura pour effet à terme de réduire les coûts pris en charge par la collectivité pour le traitement des matériaux de construction et de démolition du bâtiment et des travaux publics.

Futures filières REP et dates de mise en oeuvre :



### 4.5.4. La lutte contre le gaspillage des ressources

La loi présente de nombreuses avancées sur ce sujet, parmi lesquelles :

- la fin de la mise sur le marché d'emballages en plastique à usage unique d'ici 2040 avec des objectifs de réduction tous les 5 ans ;
- différentes actions de réduction des bouteilles plastiques à usage unique, avec un objectif de - 50 % d'ici à 2030 ;
- des mesures pour favoriser la vente sans emballage.



L'ORGANISATION GÉNÉRALE  
DU DISPOSITIF DE COLLECTE

## 5 - L'ORGANISATION GÉNÉRALE DU DISPOSITIF DE COLLECTE

Le mode d'organisation de la collecte est fortement lié au contexte local et au niveau de qualité du service proposé mais également à la gestion des coûts tout en prenant en compte les futures évolutions réglementaires.

### 5.1. LES COLLECTES EN PORTE-À-PORTE

#### 5.1.1. Les contenants

Pour ce type de collecte, le service déchets met gratuitement à la disposition des administrés et des professionnels :

- des contenants à couvercle jaune, pour la collecte de tous les emballages et papiers ;
- des contenants à couvercle vert foncé, pour la collecte des ordures ménagères résiduelles (uniquement pour les particuliers) ;
- des contenants de couleur marron avec un couvercle marron pour les déchets végétaux dotés d'un système d'aération spécifique (pour permettre l'évacuation d'eau sous forme de vapeur et réduire le poids des végétaux collectés), qui équipent les 21 communes d'Auchy-la-Montagne, Auneuil, Aux-Marais, Berneuil-en-Bray, Bonlier, Crèvecœur-le-Grand, Francastel, Guignecourt, Juvignies, Lachaussée-du-Bois-d'Écu, Le Saulchoy, Luchy, Maisoncelle-Saint-Pierre, Maulers, Muidorge, Pierrefitte-en-Beauvaisis, Rochy-Condé, Rotangy, Saint-Martin-le-Noeud, Saint-Paul et Tillé ;
- des sacs papiers kraft biodégradables, à usage unique, pour la collecte des déchets végétaux (uniquement pour les particuliers) sur les 31 autres communes (hors Bailleul-sur-Thérain) ;
- des bacs beige/chocolat pour la collecte des ordures ménagères des professionnels.



#### Dispositif particulier pour les habitants du centre-ville et de certaines rues de Beauvais :



L'intégralité du centre-ville et de l'hypercentre de Beauvais est doté de sacs transparents pour la collecte des emballages et papiers en mélange. Ce dispositif permet aux habitants ne pouvant disposer de contenants, faute de place dans leur habitat, de faire le tri de leurs déchets. Il est possible de se réapprovisionner en sacs auprès des sites d'Emmaüs et de l'Épicerie Sociale. Un justificatif de domicile, ainsi qu'une pièce d'identité sont demandés pour la remise des sacs.

#### 5.1.2. La collecte des ordures ménagères résiduelles et des emballages et papiers

La collecte des déchets ménagers résiduels a lieu pour l'ensemble de la population toute l'année, au moins une fois par semaine, exceptés les 1<sup>er</sup> janvier, 1<sup>er</sup> mai et 25 décembre. Les emballages et papiers sont collectés une fois par semaine sur l'habitat pavillonnaire de Beauvais, deux fois par semaine sur l'habitat collectif de Beauvais et une fois toutes les deux semaines sur les autres communes depuis la mise en place de l'extension des consignes de tri, avec les mêmes jours d'exemption que pour les déchets résiduels.

Avant la mise en place de l'extension de tri courant 2019, la collecte des emballages ménagers recyclables concernait séparément les corps creux (emballages plastiques et métalliques, briques alimentaires) et les corps plats (papiers-journaux-magazines-cartons) pour les particuliers, ainsi que les cartons et papiers de bureaux pour les professionnels. Désormais avec l'extension des consignes de tri, tous les emballages et tous les papiers sont collectés dans le même bac et lors de la même collecte. La collecte des cartons et papiers de bureaux pour les professionnels est conservée.

Sur les 53 communes, la collecte est assurée par la société SEPUR.

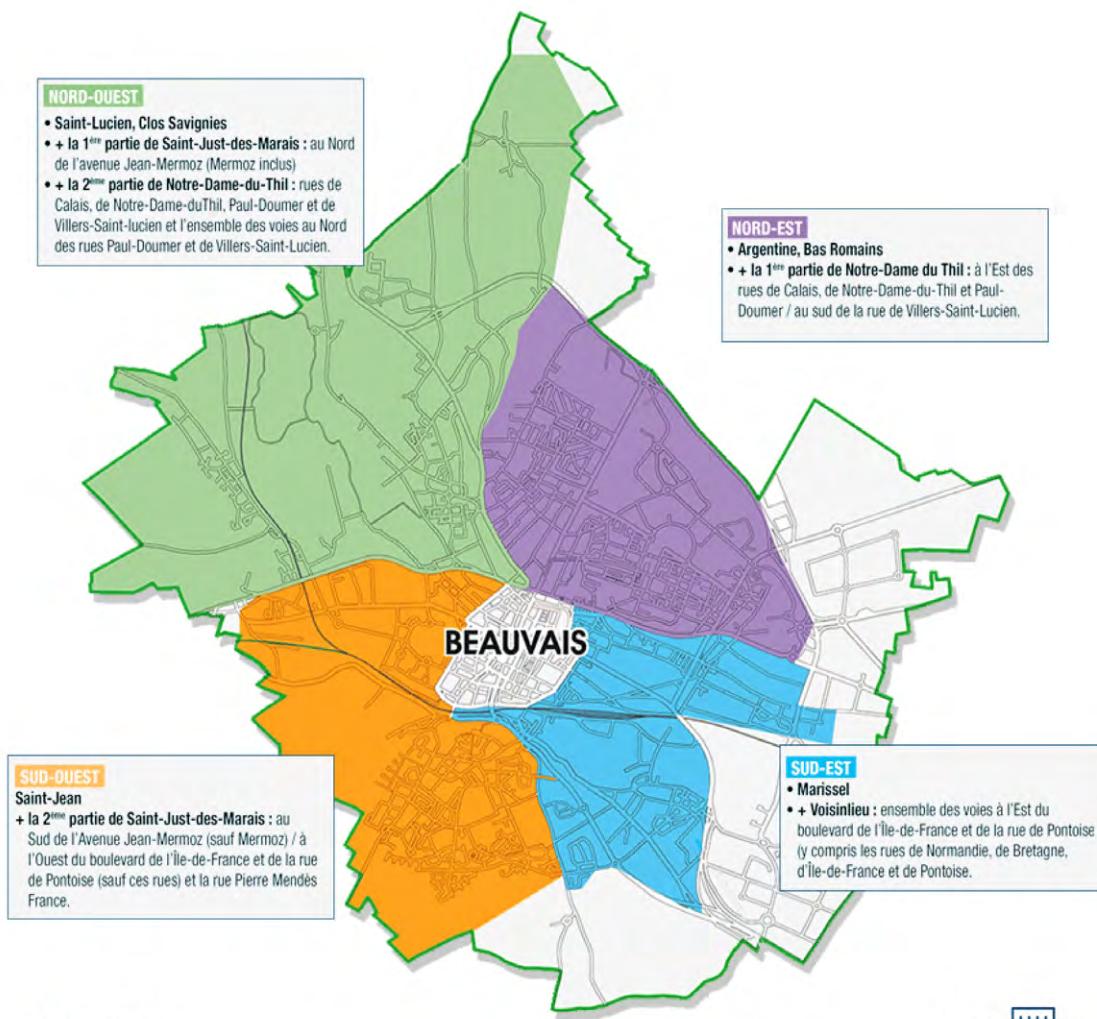
Les jours et fréquences de collecte par secteur d'habitat de Beauvais et par secteur géographique de la CAB sont précisés sur les cartes ci-après.

Jours de collecte à Beauvais (centre-ville) - ordures ménagères et emballages/papiers/cartons :



BEAUVAIS CENTRE-VILLE	BEAUVAIS HYPER CENTRE
Collecte Ordures ménagères LUNDI, MARDI, MERCREDI, JEUDI, VENDREDI	Collecte Ordures ménagères LUNDI, MARDI, MERCREDI, JEUDI, VENDREDI, SAMEDI
Collecte Emballages / Papiers / cartons MERCREDI	Collecte Emballages / Papiers / cartons MERCREDI
Collecte Cartons professionnels LUNDI, MARDI, MERCREDI, JEUDI, VENDREDI, SAMEDI	Collecte Cartons professionnels LUNDI, MARDI, MERCREDI, JEUDI, VENDREDI, SAMEDI

Jours de collecte à Beauvais (Quartiers) - Ordures ménagères et Emballages/Papiers/Cartons :



**ZONE PAVILLONNAIRE**

**ZONE HABITAT COLLECTIF**

<p><b>Secteur NORD</b></p> <p>NORD OUEST <b>MARDI MATIN</b> NORD EST</p> <p><b>VENDREDI MATIN</b></p>	<p><b>Collecte</b> Ordures ménagères</p>	<p><b>ARGENTINE</b> <b>MARDI &amp; SAMEDI</b></p>
<p><b>Secteur SUD</b></p> <p>SUD OUEST <b>MERCREDI MATIN</b> SUD EST</p> <p><b>SAMEDI MATIN</b></p>		<p><b>SAINT LUCIEN</b> <b>LUNDI &amp; VENDREDI</b></p>
		<p><b>SAINT JEAN</b> <b>LUNDI &amp; VENDREDI</b></p>

<p><b>NORD-EST</b> <b>MARDI</b></p>	<p><b>Collecte</b> Emballages / Papiers / Cartons</p>	<p><b>ARGENTINE</b> <b>MARDI &amp; SAMEDI</b></p>
<p><b>NORD-OUEST</b> <b>VENDREDI</b></p>		<p><b>SAINT LUCIEN</b> <b>LUNDI &amp; VENDREDI</b></p>
<p><b>SUD-OUEST</b> <b>SAMEDI</b></p>		<p><b>SAINT JEAN</b> <b>LUNDI &amp; VENDREDI</b></p>
<p><b>SUD-EST</b> <b>MERCREDI</b></p>		

Collecte des communes de la CAB :  
Jours de collecte - Communes rurales du Beauvaisis - Ordures ménagères et Emballages/Papiers/Cartons :



<p><b>Collecte</b> Ordures ménagères</p>	<p><b>MARDI</b></p>	<p><b>Collecte</b> Emballages / Papiers / Cartons</p>
	<p><b>MARDI</b> SEMAINES IMPAIRES</p>	<p><b>MARDI</b> SEMAINES PAIRES</p>
	<p><b>MERCREDI</b></p>	<p><b>MERCREDI</b> SEMAINES IMPAIRES</p>
	<p><b>MERCREDI</b> SEMAINES PAIRES</p>	<p><b>MERCREDI</b> SEMAINES PAIRES</p>
	<p><b>JEUDI</b></p>	<p><b>JEUDI</b> SEMAINES IMPAIRES</p>
	<p><b>JEUDI</b> SEMAINES PAIRES</p>	<p><b>JEUDI</b> SEMAINES PAIRES</p>
	<p><b>VENDREDI</b></p>	<p><b>VENDREDI</b> SEMAINES IMPAIRES</p>
	<p><b>VENDREDI</b> SEMAINES PAIRES</p>	<p><b>VENDREDI</b> SEMAINES PAIRES</p>

### 5.1.3. La collecte sélective des déchets végétaux

Cette collecte est assurée par la société SEPUR sur les communes (hors Bailleul-sur-Thérain) de la CAB.

Les déchets végétaux représentent l'ensemble des déchets de jardin des particuliers : tontes de pelouse, feuilles mortes, fleurs fanées, tailles de haies, branchages d'arbustes, etc. Ces déchets doivent être exempts de tout autre type de matériaux y compris les terres, sables, gravats et fumiers.

La collecte des déchets végétaux est réservée exclusivement aux maisons particulières. L'habitat collectif, les résidences privées et les bailleurs ne bénéficient pas de cette prestation.

La collecte en porte-à-porte des déchets végétaux a lieu de début avril à fin novembre. La collecte est hebdomadaire et fait l'objet de quatre sectorisations :

Lundi matin : Allonne, Auchy-la-Montagne, Auneuil, Auteuil, Aux-Marais, Berneuil-en-Bray, Bonlier, Bresles, Crèvecœur-le-Grand, Fontaine-Saint-Lucien, Fouquénies, Francastel, Frocourt, Goincourt, Guignecourt, Herchies, Hermes, Juvignies, Lachaussée-du-Bois-d'Écu, Le Mont Saint-Adrien, Le Saulchoy, Luchy, Maisoncelle-Saint-Pierre, Milly-sur-Thérain, Nivillers, Pierrefitte-en-Beauvaisis, Rainvillers, Rochy-Condé, Rotangy, Saint-Germain-la-Poterie, Saint-Léger-en-Bray, Saint-Martin-le-Noeud, Saint-Paul, Savignies, Therdonne, Til-lé, Troissereux, Verderel-lès-Sauqueuse, Warluis.

Mardi matin : Laversines, Fouquerolles, Velennes, Lafraye, Haudivillers, Le Fay-Saint-Quentin.

Mercredi matin : Rémérangles, Litz, La Rue-Saint-Pierre, La Neuville-en-Hez.

Jedi matin : Beauvais.

Les déchets végétaux doivent être présentés à la collecte soit dans des conteneurs dédiés soit dans des sacs papiers, fournis gratuitement et distribués par la communauté d'agglomération du Beauvaisis.

Les administrés ayant des volumes importants à évacuer doivent apporter leurs déchets végétaux dans les déchetteries intercommunales, les points verts du territoire de l'Agglomération ou pratiquer le compostage individuel.



### 5.1.4. La collecte des objets encombrants

La collecte des objets encombrants s'effectue, en porte-à-porte, sur rendez-vous après appel téléphonique des usagers. Ce service est destiné en priorité aux personnes à mobilité réduite ou non véhiculées pour se rendre en déchetterie.



Cette prestation est assurée par la société SITA Oise. Les objets encombrants sont collectés en deux flux :

- les objets encombrants non valorisables collectés en benne ;
- es objets encombrants valorisables, les déchets électriques et électroniques ainsi que la ferraille sont collectés à l'aide d'un camion plateau.

La société SITA Oise, lors de la collecte des encombrants, est tenue de préserver l'état des objets pouvant être réemployés, ainsi que des appareils électriques et électroniques. Ces derniers sont collectés de sorte de pouvoir être isolés au vidage. Les autres objets encombrants dits "non valorisables" sont compactés lors du ramassage et évacués vers le centre de stockage de Bailleul-sur-Thérain.

Entre dans la dénomination "objets encombrants", l'ensemble des objets d'équipement ménager qui, en raison de leur poids, de leur volume ou de leur nature ne peuvent être présentés dans les mêmes conditions que les déchets ménagers.  
(Par exemple : lave-linge, réfrigérateur, congélateur, appareils de cuisson, vélos, meubles, sommiers, matelas, canapés ...).

Ne sont pas compris dans la dénomination "objets encombrants" :

- les gravats issus des travaux des particuliers ;
- les déblais, gravats, décombres ou débris provenant des travaux publics ou privés ;
- les déchets fermentescibles : déchets ménagers, déchets végétaux, souches d'arbres ;
- les déchets dangereux des ménages : peinture, huile de vidange, piles, batteries... ;
- les pneus, les bouteilles de gaz, les extincteurs.

### 5.1.5. La collecte des déchets assimilables

Sur l'ensemble du territoire de la communauté d'agglomération du Beauvaisis, les déchets assimilables aux déchets ménagers (ne provenant pas des ménages) sont collectés en même temps que ceux produits par les ménages, sous réserve du respect du type et des quantités de déchets présentés à la collecte.

Sont concernés, les différents bâtiments administratifs, les établissements scolaires, les artisans, les commerçants, les petites et moyennes entreprises et industries ...

La collecte se faisant en même temps que celle des ménages, le tonnage n'est pas quantifié avec exactitude.

Pour répondre plus spécifiquement aux besoins des professionnels et des administrations, une collecte de cartons est en place sur la zone hyper-centre et les zones d'activités de Beauvais.

### 5.1.6. Les collectes par apport volontaire

La collecte sélective en apport volontaire est désormais bien implantée sur le territoire de l'agglomération et représente un excellent complément à la collecte organisée en porte-à-porte.



Elle s'opère sur le domaine public ou assimilé grâce à des colonnes de récupération destinées à recevoir :

- les emballages et papiers (colonne à plastron gris ou jaune ou colonne à plastron bleu) ;
- les ordures ménagères (colonne à plastron gris) ;
- le verre (colonne à plastron vert).

393 colonnes aériennes et 175 colonnes enterrées sont réparties sur les 53 communes de l'agglomération pour répondre aux besoins des habitants du territoire.

Sur la ville de Beauvais, il y a :

- 61 colonnes à papiers (24 aériennes et 37 enterrées) ;
- 70 colonnes pour les emballages plastiques (31 aériennes et 39 enterrées) ;
- 166 colonnes pour la collecte du verre (130 aériennes et 36 enterrées) ;
- 63 colonnes enterrées pour la collecte des ordures ménagères.

Sur les communes rurales, il y a 208 colonnes destinées à la collecte du verre ainsi que 4 colonnes aériennes dédiées aux papiers et aux emballages plastiques.

La collecte du verre par apport volontaire sur le territoire de la CAB historique est assurée par la société REMONDIS.

La collecte des emballages plastiques et métalliques, des papiers-cartons et des ordures ménagères en apport volontaire est assurée par les mêmes opérateurs que ceux en charge de la collecte en porte-à-porte.

### 5.1.7. La collecte des textiles

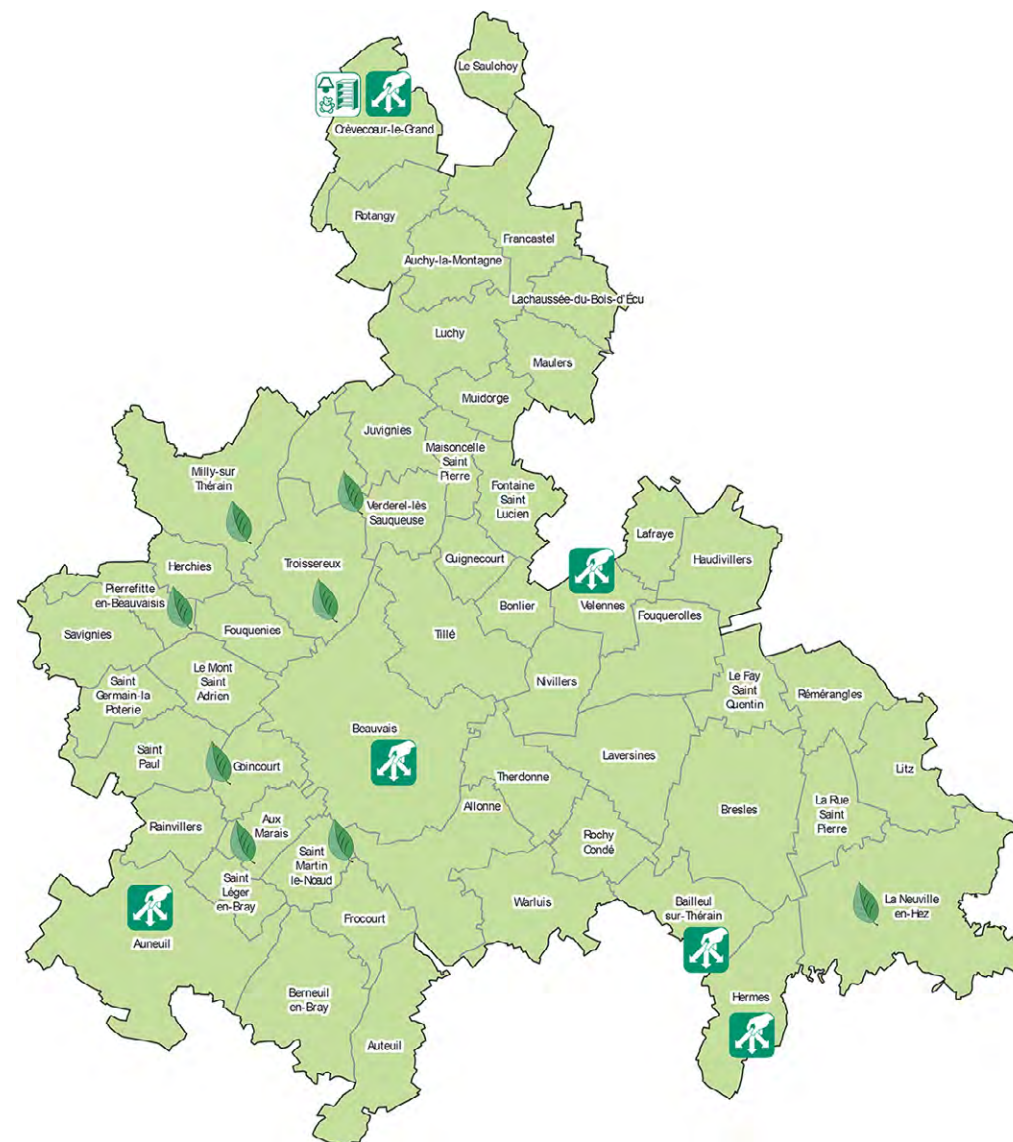
Afin d'optimiser cette collecte, le service déchets a choisi en 2012 de contractualiser avec les deux partenaires, le Relais et Ecotextile, au travers de la signature d'une convention tripartite qui associe aussi les communes. C'est aujourd'hui 80 points d'apport volontaire destinés aux textiles d'habillement, linges de maison et chaussures (TLC), qui sont présents sur notre territoire.

Les TLC usagés peuvent être rapportés pour être valorisés, quel que soit leur état, même abîmés. Ils doivent être placés propres et secs dans un sac et les chaussures liées par paire, exemple en vidéo. Les textiles de bonne qualité permettent d'approvisionner les magasins de fripes en France ou à l'étranger. Les textiles abîmés sont transformés en chiffon d'essuyage, rembourrage, combustible, isolants...

## 5.2. LES ÉQUIPEMENTS INTERCOMMUNAUX : LES DÉCHETTERIES ET LES POINTS VERTS

Les déchetteries et les points verts sont des espaces aménagés permettant aux habitants de la communauté d'agglomération du Beauvaisis d'évacuer, par apport volontaire, des déchets qui ne sont pas pris en charge par les autres collectes.

Ces équipements apportent aux usagers la garantie que les déchets recueillis seront traités, selon leur nature, dans des filières de valorisation spécifiques. Les gardiens des déchetteries et des points verts sont là pour accueillir les usagers, assurer la propreté des lieux et aider au tri des produits.



La communauté d'agglomération du Beauvaisis (CAB) s'appuie sur un réseau de 5 déchetteries, une déchetterie-recyclerie et de 9 points verts. Les usagers des communes de Herchies, Pierrefitte-en-Beauvais, Savignies et Saint-Germain-la-Poterie peuvent accéder à la déchetterie de Lachapelle-aux-Pots dans le cadre d'une convention de partenariat avec le SMDO. A l'inverse, les déchetteries d'Auneuil et de Crèvecœur-le-Grand sont accessibles à des usagers extérieurs au territoire en provenance de 32 communes.

La communauté d'agglomération du Beauvaisis (CAB) a fermé ses déchetteries et ses points verts du mardi 17 mars 2020 au lundi 4 mai 2020. Ensuite, un système de prise de rendez-vous pour les déchetteries a été mis en place jusqu'à fin juin 2021.



### 5.2.1. La déchetterie intercommunale de Beauvais

La déchetterie, située au 17 rue Joseph Cugnot à Beauvais a fermé définitivement ses portes le 17 novembre 2019. La nouvelle déchetterie, ouverte depuis le 18 novembre 2019, est située au 6 rue Marius Doffoy à Beauvais. Elle a été construite et est exploitée dans le cadre d'un marché de conception, réalisation, exploitation et maintenance confié à la société Véolia Propreté. Le gardiennage est assuré en régie par 4 agents de la CAB.



#### Horaires d'ouverture :

<b>Période d'été :</b> (du 1 <sup>er</sup> avril au 31 octobre) Du lundi au samedi : 9 h - 12 h 50 / 14 h - 17 h 50 Le dimanche : 9 h - 12 h 50	<b>Période d'hiver :</b> (du 1 <sup>er</sup> novembre au 31 mars) Du lundi au samedi : 9 h - 12 h 50 / 14 h - 16 h 50 Le dimanche : 9 h - 12 h 50
---	---

#### Les déchets acceptés :

- Les déchets que l'on peut y déposer sont les suivants :
- Les déchets végétaux,
  - Le bois brut et autres bois ;
  - Les gravats propres et gravats souillés ;
  - Les ferrailles ;
  - Les papiers-cartons ;
  - Les encombrants non recyclables : matelas, canapés ... ;
  - Les déchets diffus spécifiques (DDS) : peintures, solvants, aérosols, comburants ... ;
  - Le verre ;
  - Les textiles ;
  - Les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), néons et ampoules ;
  - L'amiante lié à des matériaux inertes (depuis juillet 2007 sous conditions strictes) ;
  - Les déchets d'éléments d'ameublement (DEA) ;
  - Les capsules Nespresso ;
  - Les cartouches d'encre ;
  - Les pneumatiques.
  - Les déchets destinés au réemploi.

### 5.2.2. La déchetterie intercommunale d'Auneuil

Ouverte en octobre 2005, la déchetterie est située rue de la Sablière dans la zone industrielle de la commune d'Auneuil. Le gardiennage est assuré en régie par 2 agents de la CAB. L'évacuation de la majorité des déchets est assurée par le SMDO.



#### Horaires d'ouverture :

<b>Période d'été :</b> (du 1 <sup>er</sup> avril au 31 octobre) Du lundi au samedi : 9 h - 12 h 50 / 14 h - 17 h 50	<b>Période d'hiver :</b> (du 1 <sup>er</sup> novembre au 31 mars) Du lundi au samedi : 13 h - 16 h 50
--	--

#### Les déchets acceptés :

- Les déchets que l'on peut y déposer sont les suivants :
- Les déchets végétaux,
  - Le bois ;
  - Les gravats ;
  - Les ferrailles ;
  - Les papiers-cartons ;
  - Les encombrants ;
  - Les déchets diffus spécifiques (DDS) : peintures, solvants, aérosols, comburants ... ;
  - Le verre ;
  - Les textiles ;
  - Les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), néons et ampoules ;
  - Les déchets d'éléments d'ameublement (DEA) ;
  - Les capsules Nespresso ;
  - Les cartouches d'encre ;
  - Les pneumatiques ;
  - Les déchets destinés au réemploi.

### 5.2.3. La déchetterie intercommunale de Bailleul-sur-Thérain



La déchetterie est située au Mont César, route départementale n°125 sur la commune de Bailleul-sur-Thérain. Le gardiennage est assuré en régie par un agent de la CAB. Le site est mis à disposition de la CAB par la société Véolia Propreté qui nous loue la parcelle, assure le transport et le traitement des déchets.

#### Horaires d'ouverture :

Lundi : 14h – 16h50  
 Mardi – Jeudi – Vendredi – Samedi :  
 9h - 12h50 et 14h - 16h50  
 Fermeture le mercredi

#### Les déchets acceptés :

- Les déchets que l'on peut y déposer sont les suivants :
- Les déchets végétaux,
  - Le bois ;
  - Les gravats ;
  - Les ferrailles ;
  - Les papiers-cartons ;
  - Les encombrants ;
  - Les déchets diffus spécifiques (DDS) : peintures, solvants, aérosols, comburants ... ;
  - Le verre ;
  - Les textiles ;
  - Les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), néons et ampoules ;
  - Les capsules Nespresso ;
  - Les cartouches d'encre ;
  - Les pneumatiques.

#### 5.2.4. La déchetterie intercommunale de Hermes

La déchetterie est située sur la zone industrielle du Moulin de l'Isle à Hermes. Le gardiennage est assuré en régie par un agent de la CAB. Le transport et le traitement des déchets sont assurés par le SMDO.



##### Horaires d'ouverture :

Mercredi : 9h - 11h50  
Vendredi : 14h - 16h50  
Samedi : 9h - 11h50 et 14h - 16h50

##### Les déchets que l'on peut y déposer sont les suivants :

- Les déchets végétaux,
- Le bois ;
- Les gravats ;
- Les ferrailles ;
- Les papiers-cartons ;
- Les encombrants ;
- Les déchets diffus spécifiques (DDS) : peintures, solvants, aérosols, comburants ... ;
- Le verre ;
- Les textiles ;
- Les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), néons et ampoules ;
- Les déchets d'éléments d'ameublement (DEA) ;
- Les capsules Nespresso ;
- Les cartouches d'encre ;
- Les pneumatiques ;
- Les bouteilles de gaz ;
- Les déchets destinés au réemploi.

#### 5.2.5. La déchetterie intercommunale de Velennes

La déchetterie est située chemin vicinal n°3 à Velennes. Le gardiennage est assuré en régie par un agent. Le transport et le traitement des déchets sont assurés par le SMDO.

##### Horaires d'ouverture :

Lundi : 14h - 16h50  
Mercredi : 14h - 16h50  
Samedi : 14h - 16h50



##### Les déchets que l'on peut y déposer sont les suivants :

- Les déchets végétaux,
- Les gravats ;
- Les ferrailles ;
- Les papiers-cartons ;
- Les encombrants ;
- Les déchets diffus spécifiques (DDS) : peintures, solvants, aérosols, comburants ... ;
- Le verre ;
- Les textiles ;
- Les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), néons et ampoules ;
- Les capsules Nespresso ;
- Les cartouches d'encre ;
- Les pneumatiques.

#### 5.2.6. La déchetterie-recyclerie intercommunale de Crèvecœur-le-Grand

La déchetterie est située sur la zone industrielle du Parquet d'Alouettes - rue de Breteuil à Crèvecœur-le-Grand. Le gardiennage de la déchetterie, la réparation des objets récupérés et leur vente sont assurés en régie par 6 agents. Le transport et le traitement des déchets sont assurés par le SMDO.



##### Horaires d'ouverture :

Lundi : 9h - 11h50 et 14h - 17h50  
Mercredi : 9h - 11h50 (du 01/05 au 31/10)  
et 14h - 16h50  
Vendredi : 14h - 17h50  
Samedi : 9h - 12h20 et 14h - 17h20

##### Les déchets que l'on peut y déposer sont les suivants :

- Les déchets végétaux,
- Le bois ;
- Les gravats ;
- Les ferrailles ;
- Les papiers-cartons ;
- Les encombrants ;
- Les déchets diffus spécifiques (DDS) : peintures, solvants, aérosols, comburants ... ;
- Le verre ;
- Les textiles ;
- Les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), néons et ampoules ;
- Les capsules Nespresso ;
- Les cartouches d'encre ;
- Les pneumatiques ;
- Les bouteilles de gaz ;
- Les déchets destinés au réemploi.

#### 5.2.7. « Ch'tout pour rien » et beaucoup plus !

Le magasin CH'TOUT POUR RIEN de la recyclerie était ouvert pour la vente le premier samedi du mois. En raison de confinement, il a été fermé sur la période de mars et juin 2020 et lors du second confinement et le jour de vente a été déplacé le jeudi, à raison d'une ouverture du magasin en général tous les 15 jours, Créée en 2001 à l'initiative des élus de l'ex-communauté de communes de Crèvecœur-le-Grand, la déchetterie - recyclerie de Crèvecœur-le-Grand est intégrée, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, au réseau des déchetteries de l'agglomération du Beauvaisis.

À la déchetterie de Crèvecœur-le-Grand, près de 80% des déchets sont valorisés ! Ils le sont par le recyclage et par le compostage mais aussi par le réemploi puisqu'une recyclerie lui a été associée pour vendre, dans son magasin « Ch'tout pour rien », les objets réutilisables. On y trouve toutes sortes d'articles d'équipements de la maison et de la personne (électroménager, hi-fi, informatique, textiles, mobilier, vaisselle, objets culturels, quincaillerie...).

Une caverne d'Ali Baba pleine d'objets qui encombraient greniers et garages, et qui peuvent retrouver une seconde vie après avoir été triés, nettoyés et réparés si besoin..



La déchetterie - recyclerie combine les dimensions environnementale et sociale de l'économie circulaire : le réemploi, plutôt que l'achat neuf, permet de réduire la production de déchets, de préserver les ressources (matières premières, eau, énergie), de réduire les transports de marchandises... ; et il remet en circulation des produits accessibles à des prix solidaires. Les ventes permettent d'autofinancer 2 postes à temps plein, sur les 6 emplois créés pour faire fonctionner l'installation.

## 5.2.8. Les points verts

La communauté d'agglomération du Beauvaisis a développé depuis sa création un système de gestion multi filières dont l'un des maillons essentiels est la collecte séparative des déchets végétaux, par apport volontaire, par le biais de neuf plates-formes.

	Horaires d'été du 1 <sup>er</sup> avril au 31 octobre	Horaires d'hiver du 1 <sup>er</sup> novembre au 31 mars	
<b>Aux Marais</b> Rue de Rainvillers	Lundi et vendredi 16h – 19h	1 <sup>er</sup> et 3 <sup>ème</sup> samedi du mois 9h – 12h	
<b>Pierrefitte-en-Beauvaisis</b> Impasse de Gournay	Lundi et samedi 16h30 – 19h30	2 <sup>ème</sup> lundi et 4 <sup>ème</sup> samedi du mois 9h – 12h	
<b>Saint-Martin-le-Nœud</b> Route de Saint-Léger-en-Bray	Lundi 9h – 12h Samedi 13h – 16h	1 <sup>er</sup> samedi et 3 <sup>ème</sup> samedi du mois 9h – 12h	
<b>Troissereux</b> Rue du Marais	Lundi et samedi 13h30 – 16h30	1 <sup>er</sup> samedi et 3 <sup>ème</sup> lundi du mois 13h30 – 16h30	
<b>Warluis</b> Rue des Prairies	Mardi et jeudi 16h – 17h30 et 2 <sup>ème</sup> et 4 <sup>ème</sup> samedi du mois 10h – 12h	Mardi 15h30 – 17h00 2 <sup>ème</sup> samedi du mois 10h – 12h	
	Horaires d'été du 1 <sup>er</sup> avril au 30 novembre	Horaires d'hiver du 1 <sup>er</sup> décembre au 31 mars	
<b>Milly-sur-Thérain</b> Les Forges - Rue des Etangs	Lundi et samedi 14h – 17h	2 <sup>ème</sup> samedi du mois 9h – 12h 4 <sup>ème</sup> lundi du mois 13h – 16h	
<b>Verderel-lès-Sauqueuse</b> Guéhengnies	Lundi 14h – 17h Samedi 9h – 12h	2 <sup>ème</sup> et 4 <sup>ème</sup> samedi du mois 9h – 12h	
<b>Goincourt</b> 26 rue Jean Jaurès	Lundi 13h – 16h Samedi 9h – 12h	1 <sup>er</sup> lundi et 2 <sup>ème</sup> samedi du mois 9h – 12h	
	Horaires d'été du 1 <sup>er</sup> avril au 31 octobre	Horaires d'hiver	
		Novembre	du 1 <sup>er</sup> décembre au 31 mars
<b>La Neuville-en-Hez</b> Chemin du Marais	Lundi et Mercredi 17h30 – 19h Samedi 9h – 12h et 14h – 17h	Samedi 9h – 12h 14h – 17h	Samedi 9h – 12h

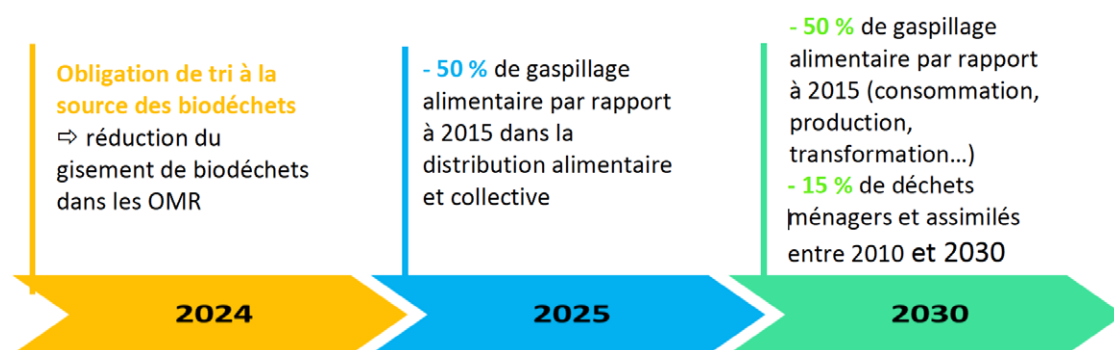


## LES INDICATEURS TECHNIQUES

## 6 - LES INDICATEURS TECHNIQUES

### 6.1. LA COLLECTE DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS RÉSIDUELS OU ORDURES MÉNAGÈRES RÉSIDUELLES (OMR)

Objectifs de valorisation et de prévention des déchets en lien avec la collecte des ordures ménagères résiduelles :

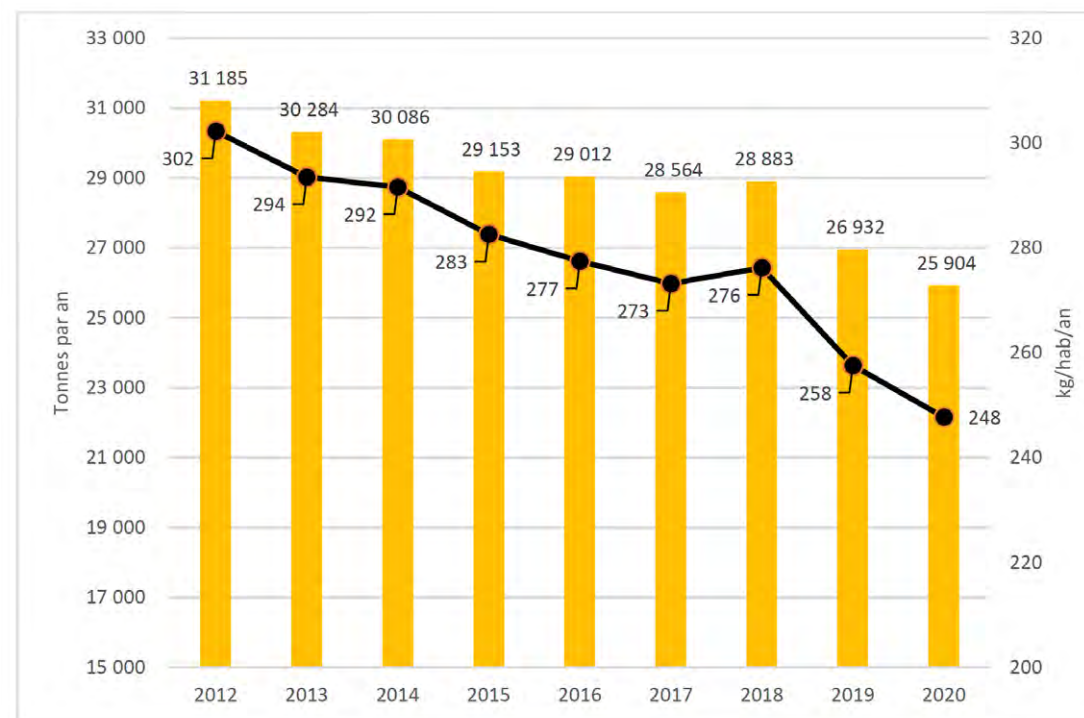


Depuis 2003, une comparaison détaillée des résultats fait apparaître une baisse régulière des tonnages d'ordures ménagères du fait notamment de l'arrêt de la collecte systématique des encombrants avec les ordures ménagères, de la mise en place de la collecte sélective des déchets végétaux depuis le 1<sup>er</sup> avril 2005 et de l'extension des consignes de tri en 2019.

Pour l'année 2020, la production annuelle d'ordures ménagères est de 248 kg/hab./an, en baisse de près de 1 000 tonnes par rapport à l'année 2019, soit une diminution de 3,8 %. Cette baisse peut s'expliquer par une appropriation plus importante des consignes de tri, au regard de l'augmentation en parallèle des tonnages d'emballages et papiers (+ 700 tonnes). Mais la singularité de l'année 2020 avec la crise sanitaire doit nous inciter à la prudence.

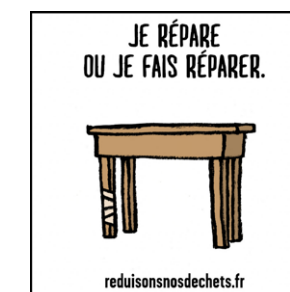
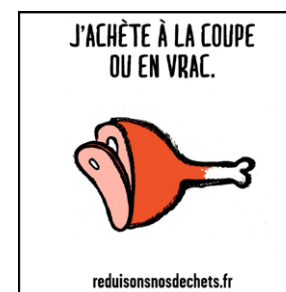
Selon l'ADEME, 39 % du gisement d'ordures ménagères peut faire l'objet d'opérations de prévention de la production de déchets. Dans cette optique, la CAB a mis en oeuvre de nombreuses actions de préventions comme le compostage individuel, des campagnes anti-gaspillage en communiquant sur des écogestes et la promotion du stop pub. Par ailleurs le service «cadre de vie-déchets» a effectué depuis 2011 un travail important de sensibilisation des professionnels, à une meilleure gestion de leurs déchets, conduisant à une valorisation systématique de leurs cartons, et le respect des limites de volume collecté. Ce travail doit désormais s'étendre à l'ensemble des établissements publics et des petites et moyennes entreprises et industries.

### Evolution des tonnages d'ordures ménagères résiduelles collectés depuis 2012 :



Malgré cela des efforts sont encore à fournir :

- Le gisement de biodéchets au sein des OMR est estimé à 89 kg/an/hab<sup>1</sup>.
- Les produits alimentaires non consommés ou gaspillés représentent environ 50 kg/hab./an.<sup>2</sup>
- 36 % d'emballages concernés par les consignes de tri se retrouvent dans les ordures ménagères.<sup>3</sup>
- 73 % du gisement de textile d'habillement et de la maison est présent en mélange dans les déchets ménagers résiduels, soit 6 kg/hab./an.<sup>4</sup>



1 Etude préalable à l'instauration d'un dispositif de tri à la source des biodéchets – novembre 2020 – SAGE Engineering - SMDO

2 La collecte des déchets par le service public en France - Résultats 2013-2015 – Edition : février 2019 – Source ADEME

3 Campagne de caractérisations sur déchets ménagers résiduels entre mai et décembre 2018 - SMDO

4 Campagne de caractérisations sur déchets ménagers résiduels entre mai et décembre 2018 - SMDO

## 6.2. LA COLLECTE SÉLECTIVE DES EMBALLAGES MÉNAGERS ET DES PAPIERS-CARTONS

Depuis la mise en place de l'extension des consignes début avril 2019, les déchets issus de la collecte sélective sont désormais tous les emballages et papiers.

L'extension des consignes de tri facilite le message adressé aux usagers en leur permettant de trier l'ensemble des emballages et des papiers dans la poubelle réservée à la collecte sélective. Les nouvelles consignes demandent un apprentissage, des modifications d'habitudes et d'organisation au domicile, et donc du temps.

Plusieurs freins à un tri plus complet et plus régulier ressortent et détournent du bac de tri une partie des emballages, comme les emballages souillés par des restes alimentaires et la saturation du stockage au domicile. Le problème de difficultés de tri sur le centre-ville de Beauvais avec un habitat dense et de petite taille a été résolu avec la dotation en sacs transparents pour la collecte des emballages et papiers en mélange

### Evolution des tonnages d'emballages et papiers collectés depuis 2015 :

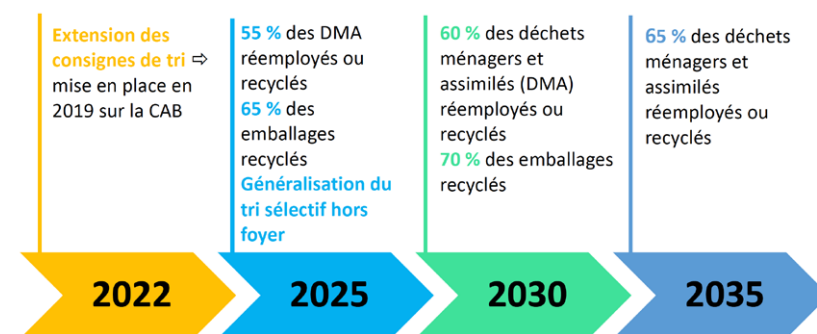


En 2020, 6 473 tonnes d'emballages et papiers ont été collectées issues de la collecte sélective en porte-à-porte et en apport volontaire (hors verre et déchets végétaux), soit une hausse de près de 13 % ou de 730 tonnes : + 7 kg d'emballages par an et par habitant en 2020. Cette augmentation conjuguée à la baisse des tonnages d'ordures ménagères laisse à penser que l'appropriation du geste de tri se poursuit, à la faveur notamment de l'augmentation des volumes de bacs de tri. Les effets de la crise sanitaire sont difficiles à mesurer.

Les emballages et papiers collectés sur la CAB représentent près de 62 kg/hab./an en 2020 contre 47 kg/hab./an en France<sup>5</sup>.

<sup>5</sup> La collecte des déchets par le service public en France - Résultats 2013-2015 – Edition : février 2019 – Source ADEME

### Objectifs de valorisation et de prévention des déchets en lien avec la collecte des emballages et papiers :



Aspects financiers > postes de dépenses	2019		2020	
	Collecte	Traitement	Collecte	Traitement
Ordures ménagères				
Corps creux et plats ou emballages et papiers	3 990 814 €	1 816 706 €	3 741 484 €	1 737 335 €
Contribution forfaitaire au SMDO		545 191 €		547 876 €
Indemnités				
<b>Total</b>	6 352 711 €		6 026 695 €	
Coût par habitant	61 €/hab.		25 €/hab.	
Coût à la tonne	194 €/tonne		184 €/tonne	

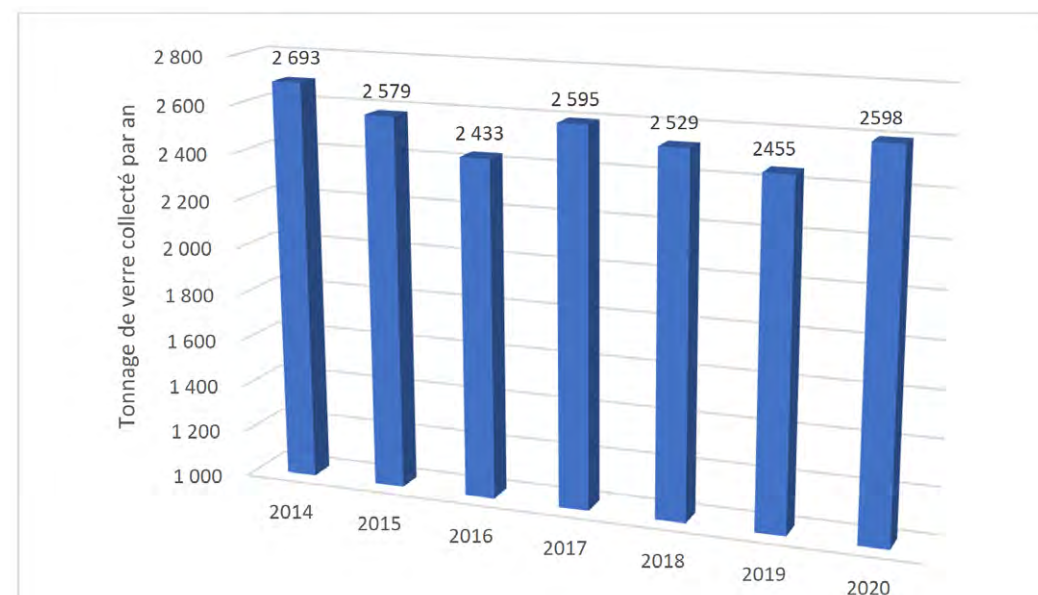
La collecte en 2020 a subi une baisse d'environ 6 %, en lien avec une réduction des coûts de traitement, mais surtout avec l'application du nouveau marché de collecte sur la totalité du territoire de la CAB.

## 6.3. LA COLLECTE SÉLECTIVE DU VERRE

La collecte du verre est organisée en apport volontaire sur l'ensemble du territoire. En 2020, cette collecte a généré 2 598 tonnes (24,8 kg/hab./an contre 29,0 kg/hab./an en France<sup>6</sup>).

<sup>6</sup>La collecte des déchets par le service public en France - Résultats 2013-2015 – Edition : février 2019 – Source ADEME

### Evolution des tonnages de verre collectés depuis 2014 :



En France, plus de 2 millions de tonnes de verre sont collectées, ce qui représente un taux de recyclage en France est de 76,1%, soit plus de trois bouteilles sur 4 (chiffre ADEME 2016).

Aspects financiers > postes de dépenses	2019	2020
Collecte et évacuation	112 282 €	117 024 €
Recettes	94 926 € (2 <sup>ème</sup> trimestre 2018 et 3 <sup>ème</sup> trimestre 2019) soit 73 918 €/an	72 625 € (4 <sup>ème</sup> trimestre 2019 et 3 <sup>ème</sup> trimestre 2020)
Total	38 364 €	44 399 €
Total à la tonne	15,6 €/tonne	17,10 €/tonne
Coût par habitant	0,37 €/hab.	0,42 €/hab.

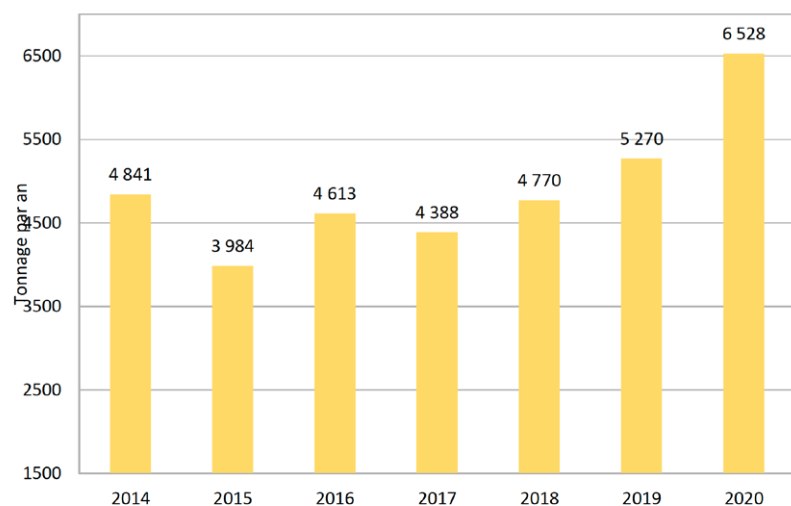
Soutien en communication 2018 : 41 117,97 € TTC

## 6.4. LA COLLECTE SÉLECTIVE DES DÉCHETS VÉGÉTAUX EN PORTE-À-PORTE

6 528 tonnes de déchets végétaux ont été collectées en 2020 en porte-à-porte, soit 1 258 tonnes de plus qu'en 2019 (+ 24 %).

Les déchetteries et points verts du territoire ont été fermés pendant près de 1,5 mois, alors que le service de collecte des déchets verts en porte-à-porte a été assuré. En conséquence, une partie des tonnages de déchets verts habituellement collectés en point d'apport volontaire a été présentée à la collecte en porte-à-porte.

Evolution des tonnages de déchets végétaux collectés en porte-à-porte depuis 2014 :



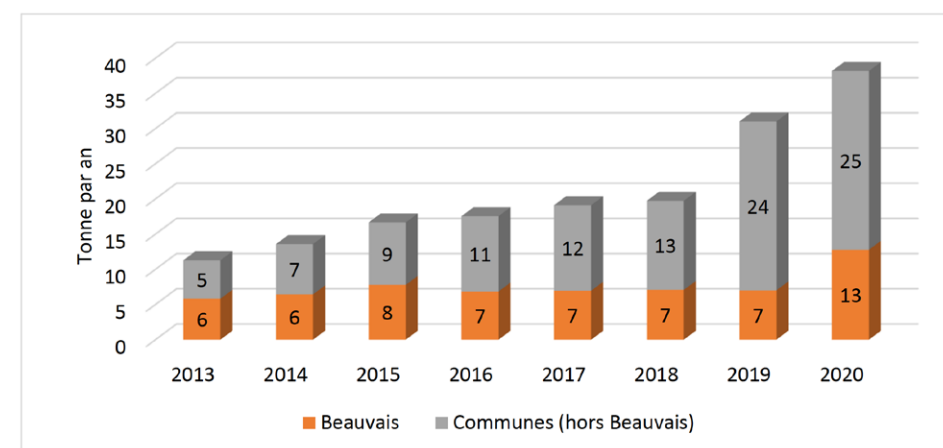
Les déchets sont collectés majoritairement en sacs papiers fournis par l'agglomération. Des conteneurs à déchets végétaux sont déployés sur 21 communes. Compte tenu de la durée de vie de ces bacs supérieure à dix ans, et des économies réalisées sur l'achat des consommables (sacs kraft), le retour sur investissement est estimé entre 4 et 5 ans.

Aspects financiers > postes de dépenses Déchets végétaux	2019	2020
Collecte	777 603 €	736 159 €
Achat des sacs	214 934 €	201 437 €
Distribution des contenants	67 836 €	0 €
Total	1 060 373 €	937 596 €
Coût à la tonne	201 €/T	144 €/T
Coût par habitant	10,1 €/hab.	9,0 €/hab.

La baisse du nombre de sacs achetés et l'absence de distribution de contenants à déchets végétaux expliquent la baisse des coûts observée en 2020.

### • La collecte des sapins de Noël des fêtes de fin d'année 2019-2020

Evolution des tonnages de sapins collectés en porte-à-porte depuis 2013 :



Depuis son lancement en 2013, les tonnages de sapins collectés ne cessent de progresser. La collecte organisée après les fêtes de fin d'année 2019-2020 a permis de collecter 38 tonnes de sapins soit plus de 7 000 sapins.

### • Compostage des déchets végétaux

Environ 30% de nos déchets ménagers sont d'origine organique et facilement décomposables ; ils représentent donc une part importante de notre poubelle. Moyennant un tri judicieux, il est facile de valoriser ces déchets sur place pour fabriquer du compost. Cet éco-geste permet non seulement de réduire les déchets ménagers mais aussi de fabriquer du compost. Près de 3 200 foyers sont aujourd'hui équipés de ce système. La CAB propose à la vente des composteurs en plastique recyclé à tarifs réduits.

Trois modèles de composteur sont disponibles :



400 LITRES

14 €

600 LITRES

23 €

800 LITRES

26 €

121 composteurs ont ainsi été vendus en 2020 malgré les périodes de confinement. Les avantages du compostage sont nombreux :

- Diminution de la production de déchets : les matières organiques représentent un tiers des ordures ménagères,
- Conservation du cycle naturel, par un retour à la terre de la matière organique,
- Fabrication de son propre engrais naturel.

## 6.5. LA COLLECTE SÉLECTIVE DES OBJETS ENCOMBRANTS :

Au cours de l'année 2020, 602 tonnes d'encombrants (621 T en 2019) ont été collectées en porte-à-porte suite aux appels téléphoniques des habitants de l'agglomération, dont 52 tonnes de déchets d'équipement électroniques et électriques et 14,5 tonnes de ferrailles.

### 4 178 rendez-vous ont été assurés :

- 3 164 pour les collectifs de la ville de Beauvais ;
- 555 pour l'habitat pavillonnaire de Beauvais ;
- 450 pour l'habitat pavillonnaire des autres communes ;
- 9 dépôts sauvages.

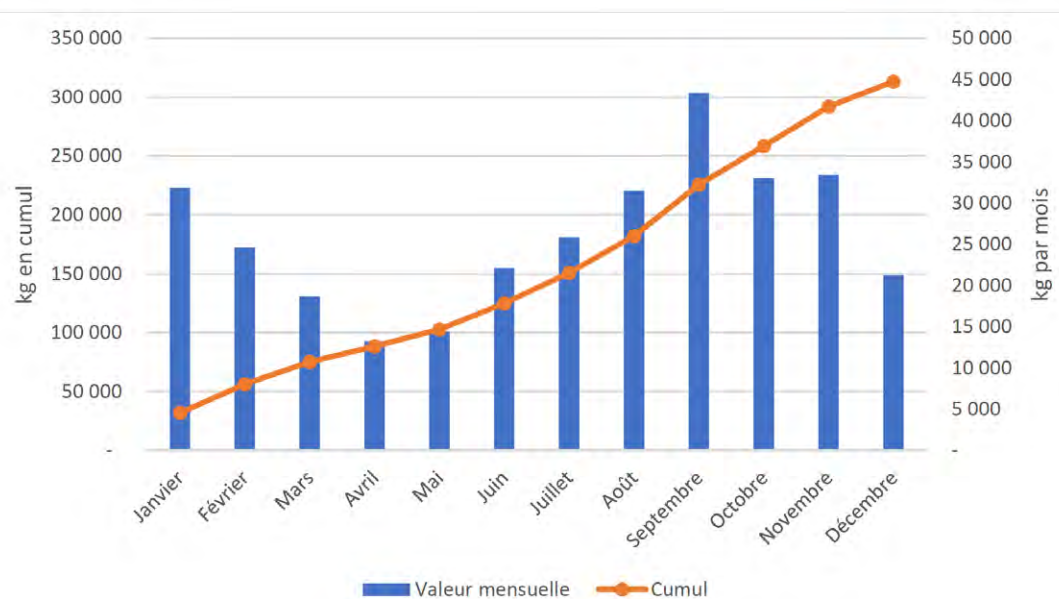
La collecte des objets encombrants en porte-à-porte vient en complément du dispositif d'apport volontaire sur les déchetteries intercommunales, pour les personnes à mobilité réduite ou non véhiculées. Le service déchets assure également un suivi rigoureux de la prestation de collecte des encombrants sur l'habitat collectif, afin d'éviter des dérives, dont le non-respect du planning de collecte et les dépôts sauvages en dehors des jours de collecte.

Aspects financiers > postes de dépenses	2019	2020
Collecte	143 062 €	164 463 €
Traitement – Participation	88 564 €	97 092 €
Recettes	2 933 €	2 112 €
<b>TOTAL</b>	<b>228 693€</b>	<b>259 443 €</b>
Total à la tonne	368 €/tonne	431 €/tonne
Coût par habitant)	2,2 €/hab.	2,5 €/hab.

L'évolution des prix du marché avec la société SITA et l'augmentation des coûts de traitement est à l'origine de l'augmentation de 13 % des dépenses de collecte des encombrants.

## 6.6. LA COLLECTE DES TEXTILES, LINGES ET CHAUSSURES (TLC)

### Quantité de textiles collectés sur l'année 2020 :



La CAB dispose de 80 bornes de textiles (Ecotextile ou Le Relais) sur son territoire réparties sur 68 points de collecte. Le tonnage collecté en conteneurs est de 313,3 tonnes en 2020 contre 365,8 tonnes en 2019 sur l'ensemble du territoire de la CAB, soit environ 3 kg par habitant et par an.

73 % du gisement de textile d'habillement et de la maison est présent en mélange dans les déchets ménagers résiduels, soit 6 kg/hab./an.<sup>7</sup>



<sup>7</sup> Campagne de caractérisations sur déchets ménagers résiduels entre mai et décembre 2018 - SMDO

## 6.7. LES AUTRES COLLECTES :

La communauté d'agglomération du Beauvaisis prend également en charge le traitement de déchets communaux : espaces verts, nettoyage des voies publiques.

	Déchets assimilés (tonnes)		Déchets végétaux (tonnes)	
	2019	2020	2019	2020
Services techniques Commune de Beauvais	796	1 034	1 589	1 533
Services techniques - Commune d'Auneuil (dépôt plate-forme de com- postage d'Agri-Environnement)	/	/	48	74
Services techniques - Commune d'Haudivillers (dépôt plate-forme de compostage de Reuil-sur-Brèche)	/	/	29	27
<b>TOTAL</b>	<b>796</b>	<b>1 034</b>	<b>1 666</b>	<b>1 634</b>

### • La mise à disposition de bennes :

Pour l'année 2020, 40,8 tonnes de déchets ont été collectées dans le cadre de la mise disposition de bennes métalliques (de 5 à 30 m3) pour différentes manifestations et les aires d'accueil des gens du voyage.

Aspects financiers > postes de dépenses	2019	2020
Traitement des déchets de nettoyage Commune de Beauvais	14 637 € (sur 6 mois)	74 987 €
Traitement des bennes ponctuelles	5 762 €	2 761 €
Mise à disposition bennes ponctuelles	15 909 €	7 421 €
<b>TOTAL</b>	<b>36 308 €</b>	<b>85 169 €</b>



## 6.8. LES DÉCHETTERIES :

La communauté d'agglomération a en gestion 5 déchetteries et 1 déchetterie-recyclerie. La nouvelle déchetterie de Beauvais rue Marius Doffoy a ouvert le 18 novembre 2019.

### 6.8.1. Présentation des équipements

BEAUVAIS - DOFFOY	AUNEUIL
<p><b>729 m<sup>3</sup> pour les déchets non dangereux (DND)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 21 aires de dépose (alvéoles et compacteurs)</li> <li>- 2 colonnes d'apport volontaire</li> <li>- 1 local de 60 m<sup>2</sup> DEEE</li> </ul> <p><b>Déchets dangereux</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- local de 30 m<sup>2</sup></li> <li>- 1 colonne à huile</li> <li>- 1 benne amiante 10 m<sup>3</sup></li> </ul>	<p><b>597 m<sup>3</sup> pour les DND</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Plateforme de déchets verts de 300 m<sup>3</sup></li> <li>- 5 bennes de 40 m<sup>3</sup></li> <li>- 2 bennes de 30 m<sup>3</sup></li> <li>- 1 benne de 7 m<sup>3</sup></li> <li>- Enclos DEEE de 30 m<sup>3</sup></li> </ul> <p><b>Déchets dangereux :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 armoire 24 m<sup>3</sup> déchets ménagers spéciaux (DMS)</li> <li>- 1 colonne à huile 3 m<sup>3</sup></li> </ul>

BAILLEUL-SUR-THÉRAIN	HERMES	VELENNES
<p><b>112 m<sup>3</sup> pour les DND</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 7 bennes 15 m<sup>3</sup></li> <li>- 1 benne 7 m<sup>3</sup></li> </ul> <p><b>Déchets dangereux :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 armoire 24 m<sup>3</sup> DMS</li> <li>- 1 colonne à huile 3 m<sup>3</sup></li> </ul>	<p><b>218 m<sup>3</sup> pour les DND</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 10 bennes 15 m<sup>3</sup></li> <li>- 1 benne 30 m<sup>3</sup></li> <li>- 1 benne 7 m<sup>3</sup></li> </ul> <p>- 1 armoire DEEE de 31 m<sup>3</sup></p> <p><b>Déchets dangereux :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 armoire 31 m<sup>3</sup> DMS</li> <li>- 1 colonne à huile 3 m<sup>3</sup></li> </ul>	<p><b>158 m<sup>3</sup> pour les DND</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 8 bennes 15 m<sup>3</sup></li> <li>- 1 benne 7 m<sup>3</sup></li> </ul> <p>- 1 armoire DEEE de 31 m<sup>3</sup></p> <p><b>Déchets dangereux :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 armoire 31 m<sup>3</sup> DMS</li> <li>- 1 colonne à huile 3 m<sup>3</sup></li> </ul>

### 6.8.2. Déchetteries de Beauvais et d'Auneuil

#### • Tonnages de déchets

Déchetterie	BEAUVAIS-Cugnot (Jusqu'à fin novembre 2019) et BEAUVAIS Doffoy		AUNEUIL	
	Tonnage 2020	Evolution 2019-2020 (en tonnes)	Tonnage 2020	Evolution 2019-2020 (en tonnes)
Déchets végétaux	1 601	+ 419	1544	- 800
Bois	674	+ 366	175	- 137
Gravats - Terre	1 065	- 619	935	- 89
Ferraille	219	+ 31	77	-10
Déchets non recyclables	3 858	+ 826	1 152	+ 196
Cartons	88	- 32	28	- 16
DEA	881	+ 115	301	+ 7
DDS	96	- 11	45	+ 1
Pneus	17,9	+ 3,7	8	+ 1
Amiante	44	- 10	/	/
DEEE	255	+ 66	95	+ 11
<b>TOTAL</b>	<b>8 799</b>	<b>+ 1 155</b>	<b>4 360</b>	<b>- 836</b>

#### • Fréquentation des déchetteries

La fréquentation de la déchetterie de Beauvais est passée de 51 692 en 2019 à 44 642 en 2020, soit une baisse de près de 14 %. Elle est restée fermée près d'un mois et demi pendant le premier confinement et également le dimanche de début mai à fin juin et lors du deuxième confinement, soit 15 % de jours d'ouverture en moins sur l'année 2020. Sa fréquentation a également été affectée par le système de prise de rendez-vous.

La fréquentation de la déchetterie d'Auneuil a également baissé dans une moindre proportion de 4 % en passant de 22 150 visites en 2019 à 21 207 en 2020, pour les mêmes raisons que précédemment hormis la fermeture du dimanche. De juin à septembre, la fréquentation a toutefois augmenté de 20 % compensant une partie de la baisse liée à la fermeture.

Aspects financiers > postes de dépenses	BEAUVAIS CUGNOT		BEAUVAIS DOFFOY	AUNEUIL	
	2019	2020	DÉC. 2019	2019	2020
Frais de gardiennage en prestation, Gestion, entretien et maintenance des sites et contenant, contrôles, travaux	100 587 €	110 000 € + 232 448 €	49 268 €	49 630 €	57 449 €
Coût de collecte	177 832 €	106 260 €	6 090 €	127 130 €	101 658 €
<b>Recettes</b>	<b>89 699 €</b>	<b>9 917 €</b>	/	<b>28 361 €</b>	<b>4 590 €</b>
Coût de traitement	207 294 €	464 631 €	31 261 €	104 330 €	150 999 €
<b>TOTAL</b>	<b>396 014 €</b>	<b>903 422 €</b>	<b>86 619 €</b>	<b>252 729 €</b>	<b>303 067 €</b>
<b>Coût à la tonne</b>	<b>55,7 €/T</b>	<b>102,7 €/T</b>	/	<b>48,6 €/T</b>	<b>69,5 €/T</b>
<b>Coût à l'habitant<sup>8</sup></b>	<b>4,3 €/hab.</b>	<b>9,9 €/hab.</b>	/	<b>2,4 €/hab.</b>	<b>2,9 €/hab.</b>

<sup>8</sup> Au prorata de la durée d'ouverture



### 6.8.3. Déchetteries de Bailleul-sur-Thérain, Hermes et Velennes.

#### • Fréquentation des déchetteries

La fréquentation de la déchetterie de Bailleul-sur-Thérain a diminué d'environ 21 % en passant de 15 980 visites en 2019 à 12 550 visites en 2020.

La fréquentation de la déchetterie de Hermes a diminué d'environ 36 % en passant de 8 889 visites en 2019 à 5 728 visites en 2020.

La fréquentation de la déchetterie de Velennes a diminué d'environ 65 % en passant de 5 710 visites en 2019 à 3 455 visites en 2020.

Cette baisse de fréquentation sur les 3 sites s'explique par les périodes ou jours de fermeture plus importants de ces déchetteries en 2020.

#### • Tonnages de déchets

Déchetterie	BAILLEUL-SUR-THÉRAIN		HERMES		VELENNES	
	Tonnages 2020	Evolution 2019-2020 (en tonnes)	Tonnages 2020	Evolution 2019-2020 (en tonnes)	Tonnages 2020	Evolution 2019-2020 (en tonnes)
Déchets végétaux	217	-191	148	-80	96	-126
Bois	162	-159	28	-54	25	-89
Gravats - Terre	376	-207	160	-64	147	-70
Ferraille	49	-31	23	-3	11	-5
Déchets non recyclables	470	+46	228	-7	191	-10
Cartons-papiers	23	-13	12	-2	8	-3
DEA	/	/	68	-9	/	/
DDS	17	-6	11	+1	7	-2
Pneus (VL+PL)	/	/	/	/	14	-12
DEEE	42	-17	26	-8	17	-1
<b>TOTAL</b>	<b>1 356</b>	<b>-578</b>	<b>704</b>	<b>-226</b>	<b>516</b>	<b>-318</b>

Aspects financiers > postes de dépenses	BAILLEUL -SUR -THÉRAIN	
	2019	2020
Frais de gardiennage et de personnel	61 690 €	37 457 €
Location terrain, entretien et signalétique	11 922 €	11 972 €
Location des bennes, du local gardien, des locaux DEEE et DDS	15 599 €	14 357 €
<b>Recettes</b>	<b>21 388 €</b>	<b>2 725 €</b>
Coût de collecte	73 199 €	60 846 €
Coût de traitement	69 684 €	59 747 €
<b>Total</b>	<b>210 706 €</b>	<b>181 654 €</b>
<b>Coût à la tonne</b>	<b>108,9 €/T</b>	<b>134,0 €/T</b>
<b>Coût à l'habitant</b>	<b>2,0 €/hab.</b>	<b>1,7 €/hab.</b>

Aspects financiers > postes de dépenses	HERMES		VELENNES	
	2019	2020	2019	2020
Frais de gardiennage et de personnel	27 500€	27 500€	27 500 €	27 500 €
Gestion et entretien	2 800 €	1 965 €	0	1 425
Location des bennes	5 484 €	0 €	4 619 €	0 €
<b>Recettes</b>	<b>13 730 €</b>	<b>1 286 €</b>	<b>8 205 €</b>	<b>273 €</b>
Coût de collecte	35 606 €	31 750 €	37 316 €	25 977 €
Coût de traitement	20 719 €	25 440 €	14 876 €	20 634 €
Location, collecte et traitement des pneus	/	/	7 296 €	4 722 €
<b>Total</b>	<b>78 379 €</b>	<b>85 369 €</b>	<b>83 402 €</b>	<b>79 985 €</b>
<b>Coût à la tonne</b>	<b>84,3 €/T</b>	<b>121,3 €/T</b>	<b>100,0 €/T</b>	<b>155,0 €/T</b>
<b>Coût à l'habitant</b>	<b>0,7 €/hab</b>	<b>0,8 €/hab</b>	<b>0,8 €/hab.</b>	<b>0,8 €/hab.</b>

### 6.8.4. Déchetterie de Crèvecœur-le-Grand

#### • Fréquentation de la déchetterie

La fréquentation de la déchetterie de Crèvecœur-le-Grand a diminué en 2020 : 12 796 visites au lieu de 14 832 en 2019.

La déchetterie de Crèvecœur-le-Grand accueille des usagers des collectivités voisines :

> 9 communes du territoire de la CCOP dans le cadre d'une convention avec le SMDO, pour 1 794 visites en 2020 ;

> 13 communes de la communauté de communes de la Picardie Verte dans le cadre d'une convention en cours de réactualisation, soit 2 764 visites en 2020.

#### • Tonnages de déchets

Au cours de l'année 2020, 1 077 tonnes de déchets ont été collectées sur cette déchetterie.

Ne sont pas comptabilisés :

- les objets détournés vers la recyclerie, dont le poids est estimé à 100 tonnes par an
- les gravats et la terre qui sont repris par les agriculteurs locaux estimés à 1 000 tonnes par an.

Déchetterie	CRÈVECŒUR-LE-GRAND	
	Tonnages 2020	Evolution 2019-2020 (en tonnes)
Déchets verts	277	-200
Bois	90	-40
Gravats-Terre	52	+7
Ferraille	55	-16
Métaux non ferreux	3	+1
Déchets non recyclables	252	+10
Papiers-cartons	44	-21
DEEE	90	-10
DEA	192	-37
DDS.	18	-9
Pneus	4	-1
<b>TOTAL</b>	<b>1 077</b>	<b>-316</b>

Aspects financiers > postes de dépenses	DÉCHETTERIE		RECYCLERIE	
	2019	2020	2019	2020
Frais de gardiennage et de personnel	60 000 €	60 000 €	100 000 €	100 000 €
Gestion, entretien et maintenance des sites et contenant, contrôles, travaux	2 338 €	0 €	500 €	0 €
Recettes (vente de matériaux, REP, accès professionnels...)	25 173 €	18 366 €	66 493 €	59 336 €
<b>Recettes conventions</b>	<b>37 965 €</b>	<b>55 650 €</b>	/	/
Coût de collecte	22 869 €	16 830 €	/	/
Coût de traitement	48 379 €	37 981 €	/	/
<b>Total</b>	<b>70 446 €</b>	<b>40 795 €</b>	<b>33 826 €</b>	<b>40 664 €</b>
<b>Coût à la tonne</b>	<b>50,0 €/T</b>	<b>37,9 €/T</b>	/	/
<b>Coût à l'habitant</b>	<b>0,67 €/hab.</b>	<b>0,39 €/hab.</b>	<b>0,32 €/hab.</b>	<b>0,39 €/hab.</b>

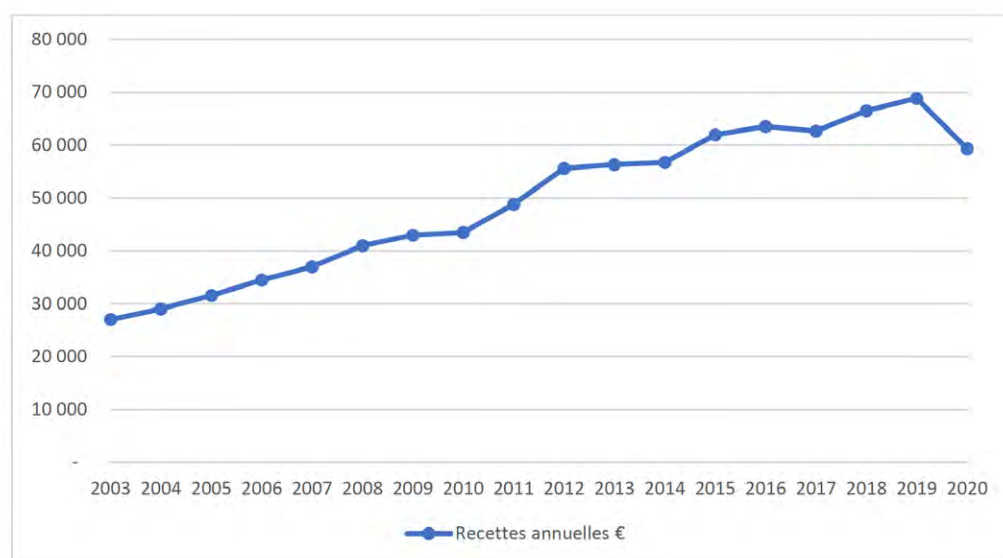
La déchetterie compte 2 agents à temps plein. La recyclerie emploie 3 agents à temps plein et un agent en contrat aidé à temps partiel (75 %).

### 6.8.5. Recyclerie de Crèvecœur-le-Grand

#### • Les ventes

La recyclerie ouvre désormais ses portes au public un jeudi tous les 15 jours de chaque mois de 9 h à 12 h et de 14 h à 17h. Elle attire en moyenne 200 à 300 clients par vente qui dépensent environ 12 € chacun.

Les recettes de la recyclerie ont légèrement baissé en 2020, malgré une fermeture prolongée. L'engouement de la population pour les objets d'occasion, la parution d'articles dans le magazine Beauvais Notre Territoire, une équipe solide et les moyens donnés par la CAB expliquent le développement de cette activité.



### 6.8.6. Les déchetteries en chiffres ...

Un peu plus de 16 812 tonnes de déchets ont été évacués dans les six déchetteries du territoire de la CAB, dont 3 883 tonnes de déchets végétaux et 6 041 tonnes de déchets non recyclables. Cela représente une moyenne de 167 kg de déchets par visite. Le ratio par habitant et par an de 161 kg est en dessous de la moyenne du SMDO et de la région. Si nous ajoutons les quantités détournées sur la déchetterie de Crèvecœur-le-Grand et le tonnage de déchets végétaux collecté en points verts, ce ratio atteint près de 194 kg/hab./an.

A titre d'information, 75 % de la population se situent à moins de 5 minutes d'une déchetterie et 90 % à moins de 10 minutes.

La fréquentation totale sur les six déchetteries est de 100 378 visites, soit en moyenne 0,96 visite annuelle des habitants du territoire de l'agglomération. Le nombre moyen de visite par habitant dans l'Oise étant de 1,37 \*. La communauté d'agglomération du Beauvaisis est une des rares collectivités de l'Oise dotée de points verts, dont les visites ne sont pas comptabilisées, ce qui explique une partie de l'écart.

Périmètre	HAUTS DE FRANCE* (2012)	FRANCE 2017	SMDO (2016)	DÉCHETTERIE CAB (2020)
Ratio de collecte (kg/hab./an)	198	162 (2017)	197	161
Ratio de visite (kg/visite)	114	99*	132	167

\*Base de données Sinoé-Ademe



## 6.9. LES POINTS VERTS :

La communauté d'agglomération du Beauvaisis a développé une collecte séparative des déchets végétaux, par apport volontaire sur 9 plates-formes. Les frais de gardiennage de ces sites sont pris en charge par la communauté d'agglomération du Beauvaisis, ainsi que les coûts de collecte, d'évacuation et de traitement.

Le tonnage total des déchets végétaux est en légère hausse de 25 tonnes par rapport à l'année 2019.

Communes	Tonnages 2016	Tonnages 2017	Tonnages 2018	Tonnages 2019	Tonnages 2020	Comparaison 2019/2020
Aux-Marais	265	156	189	168	201	↗ 33
Troissereux	311	274	270	283	245	↘ 38
Milly-sur-Thérain	285	333	340	347	311	↘ 36
La Neuville-en-Hez	462	462	505	430	400	↘ 30
Verderel-lès-Sauqueuse	244	211	274	233	280	↗ 47
Goincourt	280	192	213	207	278	↗ 71
Saint-Martin-le-Nœud	360	299	287	297	268	↘ 29
Pierrefitte-en-Beauvaisis	323	254	254	239	214	↘ 25
Warluis	0	0	92	95	127	↘ 32
<b>TOTAL</b>	<b>2 530</b>	<b>2 181</b>	<b>2 424</b>	<b>2 299</b>	<b>2 324</b>	<b>↗ 25</b>

Aspects financiers > postes de dépenses	2019	2020
Collecte	67 160 €	66 813 €
Traitement	46 244 €	42 669 €
Frais de gardiennage	29 812 €	17 057 €
Total	143 215 €	126 539 €
<b>Total à la tonne</b>	<b>62,3 € / tonne</b>	<b>54,4 € / tonne</b>
<b>Total à l'habitant</b>	<b>1,4 € / hab.</b>	<b>1,2 € / hab.</b>

## 6.10. LES JARDINS FAMILIAUX :

La communauté d'agglomération du Beauvaisis assure également la collecte des déchets végétaux et de déchets non recyclables sur les 12 sections des jardins familiaux situés sur Beauvais.

Les usagers pouvant bénéficier du service sont exclusivement les membres des associations des jardins familiaux pratiquant les activités de jardinage prévues sur les sites conformément aux règlements de collecte de la communauté d'agglomération du Beauvaisis et des associations de jardins.



TONNAGES Nature des déchets	2019		2020	
	Déchets non recyclables	Déchets Végétaux	Déchets non recyclables	Déchets Végétaux
Saint-Just-des-Marais	51	74,1	47,4	54,34
Champs-Dolents	8	50	12,1	44,9
Haut-Pothuis				
Paul Verlaine	0	9	0	8,63
Sainte-Hélène	22	3	21,94	31,1
Notre-Dame-du-Thil	10	16	26,92	11,22
Voisinlieu	3	25	0,7	27,53
Tilloy	0	29	4,54	34,06
Briquetterie				
Jeanne Hachette	1	8	0,64	8,92
Jean Rostand	1	11	1,66	9,4
Saint-Quentin	21	21	8,34	21
<b>TOTAL</b>	<b>117</b>	<b>275</b>	<b>124</b>	<b>251</b>
		<b>392</b>		<b>375</b>

Tous les sites sont désormais dotés d'une benne de déchets végétaux pour la période d'avril à décembre. On observe une bonne gestion globale de la part des différents référents de sections et une bonne intégration du dispositif de la part des jardiniers (signalétiques, tri...). Pour autant, il faut continuer à encourager la pratique du compostage au sein des sections.

En matière de déchets non recyclables, des efforts restent à fournir. En effet, les sites de traitement de déchets non recyclables (centre de stockage ou centre de valorisation énergétique) exigent que les déchets soient des déchets ultimes, sans objets valorisables ou toxiques. Dans ces conditions, il est préconisé de privilégier l'apport en déchetterie, où un tri des matières valorisables est possible, contrairement à la benne sur site. Ces bennes sont normalement destinées aux nettoyages des cabanes et des terrains, mais peuvent recevoir des apports extérieurs aux jardins.

	2019	2020	EVOLUTION
Coûts de location et de collecte	30 654 €	28 819 €	-6,0 %
Coûts traitement*	15 408 €	17 924 €	+16,3 %
<b>Total</b>	<b>46 062 €</b>	<b>46 733 €</b>	<b>+ 1,5 %</b>

Les coûts de gestion des déchets des jardins familiaux sont restés stables, l'augmentation des coûts surtout des déchets non recyclables a été compensée par la baisse des coûts de collecte.

## 6.11. SYNTHÈSE DES TONNAGES 2020

Nature des déchets	Déchets recyclables (valorisation matière) ou réemployables (T/an)	Déchets enfouis ou faisant l'objet d'une valorisation énergétique (T/an)
Ordures ménagères	/	25 904
Emballages, papiers	6 473	/
Verre	2 598	/
Textiles	313	/
Encombrants	/	602
Déchets verts en porte-à-porte	6 566	/
Déchetterie	10 771	6 041
Points verts	2 324	/
Jardins familiaux (déchets végétaux, déchets non recyclables)	124	251
Espace public (corbeilles de rue, déchets verts, déchets non recyclables)	1 634	1 075
<b>Total</b>	<b>30 803</b>	<b>33 873</b>
	<b>64 676</b>	

48 % des déchets ménagers et assimilés ont fait l'objet d'une valorisation matière (Objectif 2025 : 55 % de déchets municipaux réemployés et recyclés).  
Près de 64 795 tonnes de déchets ont été collectés en 2020. Le tonnage global de déchets sur l'agglomération est stable par rapport à 2019 (64 795 tonnes).

		CAB 2020	CAB 2019	En France (Données 2017)
40,1 %	des déchets sont collectés en mélange dans la poubelle d'ordures ménagères	248 kg/hab./an	258 kg	254 kg
25,6 %	sont collectés triés par les ménages (emballages, papiers, verre, textiles, encombrants, déchets verts en porte-à-porte, sapins)	158 kg/hab./an	142 kg	109 kg
30,2 %	sont apportés en déchetteries, points verts ou sur les jardins familiaux	187 kg/hab./an	195 kg	162 kg
4,2 %	sont collectés sur l'espace public (brocantes, manifestations, dépôts sauvages, corbeilles de rue, déchets verts)	26 kg/hab./an	/	/

### Performance des collectes de déchets par habitant, par an et par type de collecte

Les performances de collecte des déchets sont, hormis pour les ordures ménagères, supérieures aux moyennes nationales, en raison d'une collecte de déchets verts importante sur notre territoire en porte-à-porte ou en point d'apport volontaire.



## LES INDICATEURS FINANCIERS

## 7. LES INDICATEURS FINANCIERS – LES MARCHÉS

### 7.1. MARCHÉS PUBLICS (AU 31 DÉCEMBRE 2020)

Le service de collecte et d'élimination des déchets ménagers et assimilés est réalisé par un ensemble de prestations de services dont l'essentiel est régi par des marchés publics.

- **Marché de collecte des déchets ménagers résiduels, collectes sélectives et encombrants :**  
Le marché est divisé en 3 lots :

Lots	Désignation	Prestataire
Lot n° 1	Collecte en porte-à-porte ou en point d'apport volontaire - des déchets ménagers résiduels ; - des emballages et papiers ; - des cartons et films plastiques professionnels ; - des déchets végétaux	SÉPUR
Lot n° 2	Collecte du verre par apport volontaire.	RÉMONDIS
Lot n° 3	Collecte des objets encombrants sur rendez-vous.	SITA

- **Marché d'exploitation de déchetterie.**

Désignation	Prestataire
Prestations ponctuelles de remplacement du personnel des déchetteries de la CAB	RÉMONDIS
Mise à disposition de la déchetterie de Bailleul-sur-Thérain	VÉOLIA PROPRETÉ
Conception, réalisation et exploitation d'une déchetterie sur la ville de Beauvais	VÉOLIA PROPRETÉ
Fourniture d'un logiciel de gestion des déchetteries	KERLOG

- **Marché de collecte des déchets issus des jardins familiaux.**

Désignation	Prestataire
Transport et évacuation des déchets issus des jardins familiaux.	SÉPUR

- **Marché de Fourniture de matériel de collecte.**

Désignation	Prestataire
Fourniture de bacs roulants (ordures ménagères, emballages et papiers) et pièces détachées.	SULO (ex TEMACO)
Fourniture de colonnes aériennes pour la collecte des déchets recyclables (verres, emballages et papiers).	UTPM
Fourniture de sacs jaune de tri sélectif.	PTL
Fourniture de sacs papiers biodégradables pour la collecte des déchets verts en porte-à-porte.	TAPIERO
Fourniture de composteurs	QUADRIA

- **Marché de prestation de service.**

Désignation	Prestataire
Distribution des sacs papiers pour la collecte des déchets verts en porte-à-porte.	EMMAÜS
Mise en place de bennes à la demande pour des collectes particulières.	RÉMONDIS

### 7.2. LE BUDGET 2020 :

Le champ de compétences exercées par la communauté d'agglomération du Beauvaisis fait l'objet d'un découpage fonctionnel ou opérationnel par service. Il permet une analyse fine de gestion des activités.

#### 7.2.1. Le fonctionnement :

Le service de collecte des déchets est financé par le budget général et par la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM). Les principales dépenses et recettes de fonctionnement pour l'année 2020 sont détaillées dans le tableau ci-après.

Poste de dépenses	Coût de collecte (inclus frais de gardiennage, entretien et maintenance et achats et distribution des sacs de déchets végétaux...) € TTC	Coût de traitement € TTC	Recettes € TTC	COÛT TOTAL € TTC
Déchets ménagers et assimilés (ordures ménagères résiduelles, emballages et papiers)	3 741 484	2 285 211	/	<b>6 026 695</b>
Verre	117 024	/	72 265	<b>44 759</b>
Encombrants	164 463	97 092	2 112	<b>259 443</b>
Déchets végétaux en porte-à-porte	937 596	/	/	<b>937 596</b>
Déchetteries et points verts	1 113 986	802 131	152 143	<b>1 763 974</b>
Autres (Jardins familiaux, manifestations, aires d'accueil des gens du voyage, services techniques)	36 240	95 672	/	<b>131 912</b>
<b>TOTAL 2020</b>	<b>6 110 793</b>	<b>3 280 106</b>	<b>226 520</b>	<b>9 164 379</b>
TOTAL 2019	6 400 277	3 036 351 <sup>9</sup>	391 259	9 045 369

<sup>9</sup> Valeur corrigée du coût de traitement des encombrants non intégré aux coûts 2019

Les dépenses liées à l'activité de collecte et de traitement des déchets sont en légère hausse en 2020 par rapport à 2019. L'augmentation est principalement due au coût de gestion et de traitement sur la déchetterie de Beauvais.

#### 7.2.2. L'investissement

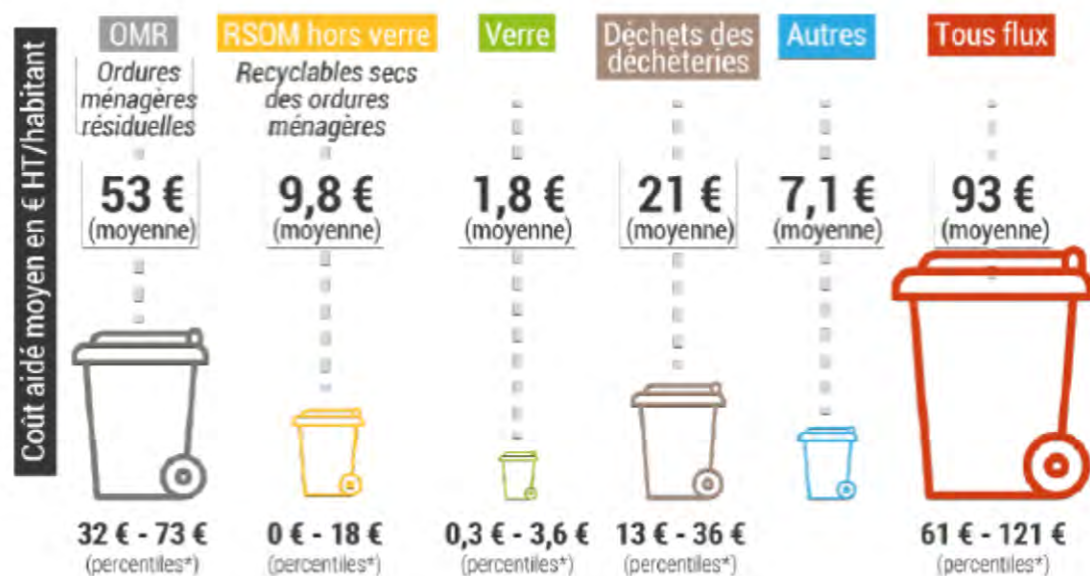
Les principales dépenses d'investissement pour l'année 2020 sont les suivantes :

- 144 485 euros de frais d'achat de conteneurs destinés à la collecte des déchets recyclables ;
- 27 853 euros pour les travaux d'amélioration sur les déchetteries et points verts.

### 7.3. LE COÛT D'ÉLIMINATION DES DÉCHETS MÉNAGERS :

Poste de dépenses	Montant des dépenses de fonctionnement € TTC/an	Part des dépenses	Dépenses en € TTC/hab.
Déchets ménagers et assimilés (ordures ménagères résiduelles, emballages et papiers)	6 026 695	65,8 %	57,6
Verre	44 399	0,5 %	0,4
Encombrants	259 443	2,8 %	2,5
Déchets végétaux en porte-à-porte	937 596	10,2 %	9,0
Déchetteries, recyclerie et points verts	1 763 974	19,2 %	16,9
Autres (Jardins familiaux, manifestations, aires d'accueil des gens du voyage, services techniques)	131 912	1,4 %	1,3
<b>TOTAL 2020</b>	<b>9 164 379</b>		<b>87,6</b>

Le coût aidé (recettes déduites) de gestion de l'ensemble des flux de déchets ménagers et assimilés est de 88 euros par habitant en 2020 sur le territoire de la CAB (hors investissement) contre 93 euros HT par habitant en moyenne nationale (cf. figure ci-après – données nationales 2019).



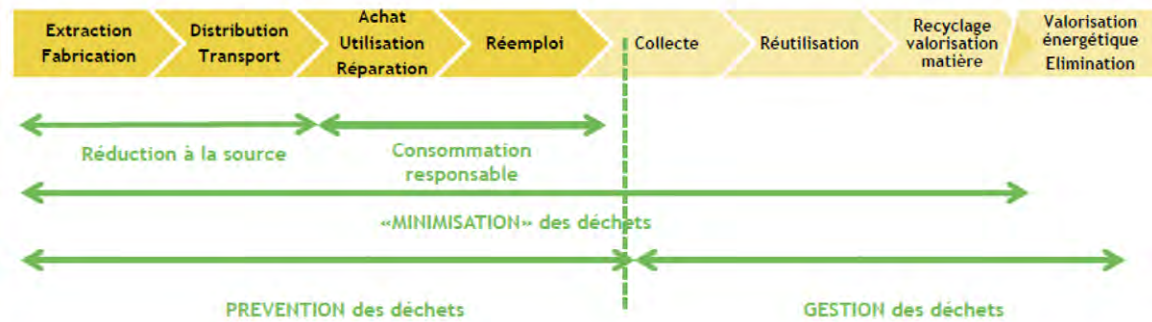
\* Percentiles : 80 % des collectivités dans cette fourchette

LA PRÉVENTION  
DES DÉCHETS MÉNAGERS

## 8. LA PRÉVENTION DES DÉCHETS MÉNAGERS

### 8.1. QU'EST-CE QUE LA PRÉVENTION DES DÉCHETS ?

> Ensemble des actions situées **avant l'abandon ou la prise en charge par la collectivité** qui permettent de réduire les quantités de déchets et/ou les interventions qui contribuent à réduire leur nocivité.



### 8.2. LA SENSIBILISATION DU GRAND PUBLIC À LA PRÉVENTION ET AU TRI DES DÉCHETS

En raison du contexte sanitaire lié au covid 19, les animations de sensibilisation ont été réduites. Seules 12 interventions scolaires ont pu être maintenues sur l'année 2020 pour environ 300 élèves. En 2019, ce sont plus de 700 élèves qui avait été sensibilisés.

Deux visites de la déchetterie de Beauvais ont eu lieu avec des groupes restreints afin de respecter la jauge maximale autorisée.

Les inscriptions pour les animations sont gratuites et à effectuer sur la plate-forme internet des activités éducatives et de loisirs (A.E.L.) mise à la disposition de tous les établissements de la CAB accueillant des enfants. Cependant, il est possible de demander une intervention par mail (m.lebled@beauvaisis.fr) pour les établissements ne bénéficiant pas de compte A.E.L.



### 8.3. L'OPÉRATION FOYERS TÉMOINS « LE DÉCLIC BAILLEULOIS »

Action phare des programmes de prévention, les opérations de « foyers témoins » permettent de sensibiliser un panel d'habitants à la réduction des déchets par le biais de pesées régulières de ses poubelles et d'ateliers ludiques (compostage, fabrication de produits cosmétiques et d'entretien, ateliers de réparations etc...). Cela permet également de créer du lien social entre les habitants d'une ville ou d'un quartier.

La commune de Bailleul-sur-Thérain est déjà dans une démarche de réduction des déchets, notamment avec la suppression des assiettes, gobelets, couverts et nappes jetables pour les événements de la municipalité. Suite à des échanges entre la commune de Bailleul-sur-Thérain et le service «Cadre de vie Déchets», l'idée d'une opération « foyers témoins » a été abordée. Fin 2020, le « déclic Bailleulois » débutait avec 20 foyers volontaires.

La mise en place des ateliers est confiée à l'association zéro Déchet Beauvais (avec la participation des associations de Beauvais en transition). Le suivi des pesées sera réalisé par le service «Cadre de vie – déchets» et le suivi des familles par la commune. L'objectif est de faire de la commune de Bailleul-sur-Thérain une « Ville pilote » en matière d'opérations « foyers témoins » à l'échelle de l'agglomération du Beauvaisis. Une fois l'action terminée, cette dernière pourrait être réalisée de nouveau au sein des autres villes de la CAB.



### 8.4. L'EXPÉRIMENTATION DU COMPOSTAGE PARTAGÉ



Depuis plusieurs années, le service «Cadre de vie - Déchets» met à disposition des composteurs de réforme (composteurs qui ne peuvent plus être vendus, comportant de légers défauts) aux établissements de la CAB qui en font la demande. Depuis 2017, 18 composteurs ont été cédés gratuitement aux écoles, lycées, associations, centres sociaux, etc.

En raison de la crise sanitaire, en 2020 un seul composteur a été prêté à l'école Picasso de Beauvais. Afin de faciliter les prêts ultérieurs, en 2021 une délibération sera proposée afin de déterminer le nombre de composteurs neufs qui pourront être prêtés (ou cédés gracieusement) chaque année.

Le service «Cadre de vie - Déchets» accompagne également les associations à la mise en place et au suivi des points de compostage partagé, par le biais du service communication de la ville de Beauvais en réalisant des visuels dans le but de communiquer plus efficacement auprès des habitants.

Une enquête en porte-à-porte a été effectuée au sein de la résidence des Rayes à Beauvais pour évaluer la pertinence du point de compostage sur le site.

### 8.5. LA COMMUNICATION

La période de confinement fut l'occasion de créer des visuels adaptés à la situation sanitaire et aux consignes de tri afin d'améliorer la communication en direction des administrés.



### 8.6. PERSPECTIVES POUR 2021

Lancement du Programme de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA) sur le territoire afin de recenser les actions de prévention existantes, cibler les actions prioritaires à mettre en place (réemploi, gaspillage alimentaire, compostage ...), afin d'atteindre les objectifs nationaux de la loi AGEC (réduction de 15 % des déchets en 2030 par rapport à 2010).

Amélioration du tri : partenariat avec le SMDO sur le déploiement de contenants de pré-collecte à destination des mairies, écoles et administrations du territoire.





## PROJETS ET PERSPECTIVES POUR L'ANNÉE 2021

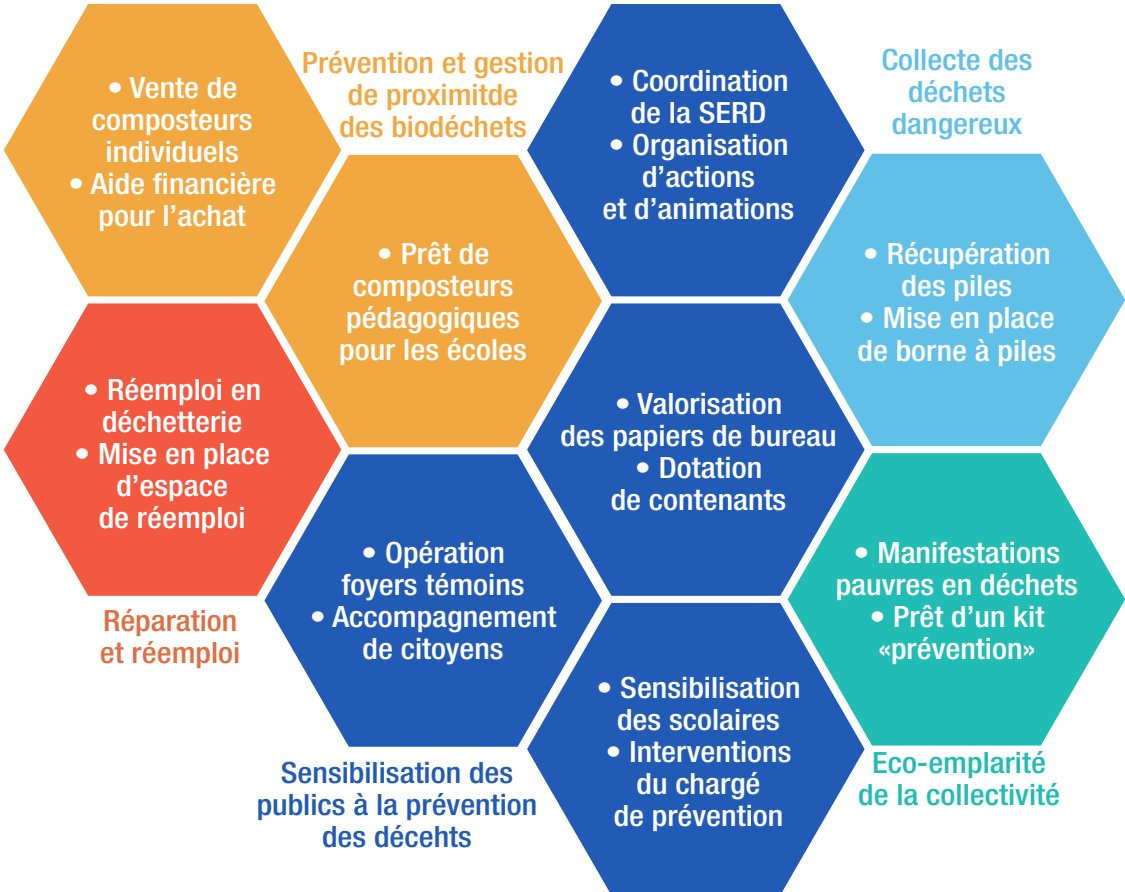
# 9. PROJETS ET PERSPECTIVES POUR LES ANNÉES 2021 ET SUIVANTES

## 9.1. ÉLABORATION D'UN PROGRAMME LOCAL DE PRÉVENTION DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS (PLPDMA)

La prévention des déchets a été consacrée par la réglementation. L'objectif national est de réduire de 15 % les déchets ménagers et assimilés en 2030 par rapport à 2010. La priorité est donnée à la prévention sur toute opération de gestion des déchets inscrite dans le Code de l'environnement avec :

- l'entrée en vigueur de l'interdiction de certains plastiques à usage unique au 1<sup>er</sup> juillet 2021 (gobelets, assiettes, couverts, pailles, cotons-tiges...);
- l'adoption de diverses mesures favorisant le réemploi, la lutte contre le gaspillage alimentaire, la réduction de la consommation de papier, etc.

Les actions de prévention en cours sur la CAB :



Les ambitions portées par la communauté d'agglomération en matière de prévention s'inscriront demain dans un programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés. Cette démarche de co-construction avec les élus et les acteurs locaux, prévue par la loi Grenelle II de 2010, est encadrée par le décret du 10 juin 2015 relatif aux PLPDMA. Elle doit aboutir à l'élaboration d'un programme d'actions d'une durée de six ans, fixant des objectifs compatibles avec le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets Ménagers et Assimilés (PRPGD).



## 9.2. ÉTUDE D'OPTIMISATION DES DÉCHETTERIES ET DES POINTS VERTS

La CA du Beauvaisis résulte de plusieurs fusions de territoires aux fonctionnements différents en termes de gestion et prévention des déchets (et donc en termes de gestion des déchetteries). Le maillage des déchetteries et des points verts doit donc être adapté à la collectivité actuelle, avec comme objectifs :

- De respecter les prescriptions réglementaires en vigueur ;
- D'accueillir dans de bonnes conditions les usagers ;
- De réceptionner l'ensemble des déchets captés dans le cadre de l'activité ;
- D'améliorer les conditions de travail des agents intervenant sur les déchetteries ;
- D'optimiser le fonctionnement des sites et la valorisation des déchets (mise en place de nouvelles structures de collecte pour le développement de nouvelles filières de valorisation, ... ) ;
- De rationaliser le service tout en conservant une qualité de service rendu ;
- De maîtriser les coûts du service.

La communauté d'agglomération souhaite également avoir une connaissance précise de l'état de son parc de déchetteries et de points verts (équipement et fonctionnement) afin de planifier les travaux et les démarches à mettre en place pour optimiser le service.

Dans ce cadre, la CAB souhaite élaborer un schéma directeur pour son réseau de déchetteries et de points verts. L'objectif est de fournir à la collectivité :

- Un programme de travaux et d'optimisations du fonctionnement chiffré. Les travaux et démarches de ces programmes seront hiérarchisés et mis en adéquation avec les capacités financières et organisationnelles de la CAB ;
- Un plan d'actions constituant une feuille de route pour la collectivité pour l'exécution du schéma directeur (moyens à mettre en oeuvre, calendrier et étapes de mise en place, organisation, indicateurs de suivi, ...).

Cette étude va s'étaler sur la période 2021 à 2022.

## 9.3. ÉVOLUTION DES CONDITIONS D'ACCÈS POUR LES PROFESSIONNELS ET DES MODALITÉS D'ACHATS DES TICKETS D'ACCÈS

Les professionnels résidant sur le territoire de la communauté d'agglomération du Beauvaisis sont autorisés à venir déposer dans les déchetteries de Auneuil, Bailleul-sur-Thérain, Beauvais, et Crèvecœur-le-Grand. Des dérogations pourront être accordées temporairement aux entreprises justifiant d'une activité sur le territoire.

Chaque entrée sur la déchetterie fait l'objet d'un paiement par ticket. Le droit d'entrée est fixé à 20 € par passage, dans la limite de 15m<sup>3</sup> par semaine et d'un passage par jour.

Les tickets sont vendus au service déchets, aux services techniques de la ville de Beauvais (78 rue du Tilloy), du lundi au vendredi de 9h à 12h et 14h à 16h30, sur présentation de la carte d'accès. Le règlement peut se faire par chèque, par espèces ou mandat administratif. Il va être étudié la possibilité d'offrir aux professionnels la possibilité d'acheter des tickets d'accès directement en ligne. Parallèlement, les conditions d'accès (tarif, volume) vont être réinterrogées.



## 9.4. ÉVOLUTION DES FRÉQUENCES DE COLLECTE

Sur la ville de Beauvais, la collecte des ordures ménagères est organisée en porte-à-porte : à fréquence bi-hebdomadaire sur l'habitat individuel et le petit collectif, hors zone centre-ville, 5 fois par semaine dans le centre-ville, 6 fois par semaine, du lundi au samedi dans l'hyper-centre.

Le marché de collecte en cours avec la société SÉPUR intègre 2 tranches optionnelles :

- La collecte hebdomadaire des ordures ménagères, hors centre-ville et grands ensembles,
- La collecte 3 fois par semaine des ordures ménagères en centre-ville.

La mise en place de l'extension des consignes de tri depuis mars 2018 a considérablement augmenté les performances de collectes sélectives et réduit le volume des déchets résiduels. Dans ce contexte, la collectivité souhaite valider la pertinence de la mise en oeuvre de ces 2 tranches optionnelles et étudier d'autres options de fréquence de collecte.

## 9.5. FINANCEMENT DU SERVICE DÉCHETS

Les collectivités chargées du service public de gestion des déchets disposent de trois modes de financement : la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM), la redevance d'enlèvement des ordures ménagères et le recours au budget général. Sur la CAB, La TEOM de 2020 représente 2,8 M€ et couvre 28 % des dépenses nettes de collecte et traitement des déchets ménagers, soit un déficit de 7,1 M€ couvert par les autres recettes du budget communautaire.

Le service public de gestion des déchets fait face également à une augmentation de ses coûts qui s'explique par l'augmentation de la taxe sur les activités polluantes (TGAP), l'actualisation des marchés de collecte, la baisse du prix de rachat des matières, des investissements sur l'unité de valorisation énergétique...

Dans ces conditions, la CAB est amenée à s'interroger sur les conditions de financement de son service public de gestion des déchets. En particulier, dans le cadre de l'élaboration du PLPDMA, la CAB envisage d'étudier une éventuelle mise en place de la tarification incitative qui prendrait en compte la quantité de déchets réellement produite par les usagers du service. L'objectif de la redevance incitative serait :

- de responsabiliser et d'impliquer l'utilisateur face à sa production de déchets en lui faisant payer le coût du service qui lui est rendu ;
- d'améliorer le geste de tri en diminuant les quantités d'ordures ménagères résiduelles produites, augmentant celles du tri sélectif et développant la prévention et la réduction des déchets à la source ;
- de maîtriser les coûts du service.

# Glossaire des termes et abréviations

## B

**Biodéchets** : déchets biodégradables de jardin ou de parc, déchets alimentaires issus des ménages, des restaurants, des traiteurs ou des magasins de vente au détail.

## D

**Déchets inertes** : déchets ne subissant aucune modification physique, chimique ou biologique importante. Les déchets inertes ne se décomposent pas, ne brûlent pas et ne produisent aucune autre réaction physique ou chimique, ne sont pas biodégradables et ne détériorent pas d'autres matières avec lesquelles ils entrent en contact, d'une manière susceptible d'entraîner une pollution de l'environnement ou de nuire à la santé humaine. (Source : Directive 1999/31/CE du conseil du 26 avril 1999 – JOCE du 16 juillet 1999).

### DDS - Déchets Diffus Spécifiques ménagers :

Ce sont des déchets communément présents chez les particuliers, issus de produits chimiques pouvant présenter un risque significatif pour la santé et l'environnement en raison de leurs caractéristiques physico-chimiques. La limitation de leur impact sur l'environnement et la santé humaine nécessite un traitement spécifique. Ils doivent donc être collectés séparément des ordures ménagères.

**DAE - Déchet d'Activités Economiques** : Un DAE est un déchet produit par un acteur autre qu'un ménage, il peut s'agir d'entreprises, de commerces, d'artisans, d'administrations, d'établissements scolaires ou hospitaliers, etc. Il peut être non dangereux (papiers, bois, métaux, etc.), dangereux (DEEE, accumulateurs, solvants, etc.) ou inerte (béton, briques, gravats, etc.). Dès lors qu'un DAE est collecté en mélange avec les déchets des ménages, par le service public d'élimination des déchets (SPGD), il devient un déchet «assimilé» à ceux des ménages et est intégré aux flux de déchets ménagers et assimilés (DMA).

### DEA - Déchets d'Eléments d'Ameublement :

Ce sont les déchets de type mobilier. Tous les types de meubles sont concernés : de la maison au jardin ; du matelas au transat.

**DEEE - Déchets d'Equipements Electriques ou Electroniques** : ils incluent tous leurs composants, sous-ensembles et consommables spécifiques. Ils comprennent par exemple les produits « blancs » (électroménager), les produits « bruns » (TV, vidéo, radio, Hi-fi) et les produits « gris » (bureautique, informatique).

## DND – Déchets Non Dangereux

**DMA - Déchets Ménagers et Assimilés** : déchets ménagers et autres déchets assimilés, au sens des articles L. 541-14 du code de l'environnement, s'opposent aux déchets industriels en ce sens qu'ils peuvent être, eu égard à leurs caractéristiques, collectés et traités sans sujétions techniques particulières propres aux déchets industriels spéciaux, par les collectivités locales ou leurs groupements (Code général des collectivités territoriales, Articles L. 2224-13, L. 2224-14 et L. 2224-15).

## DMS – Déchets Ménagers Spéciaux

**DU - Déchet Ultime** : déchet résultant ou non du traitement d'un déchet, qui n'est plus susceptible d'être traité dans les conditions techniques et économiques du moment.

## E

**Élimination (Directive cadre déchets)** : toute opération qui n'est pas de la valorisation même lorsque ladite opération a comme conséquence secondaire la récupération de substances ou d'énergie. L'annexe I énumère une liste non exhaustive d'opérations d'élimination.

## O

**OM** : Ordures ménagères.

## P

**Prévention** : la prévention est la réduction de la quantité et de la nocivité pour l'environnement des matières et des substances utilisées dans les produits et les déchets qui en résultent, aux stades du procédé de production, de la commercialisation, de la distribution, de l'utilisation et de l'élimination, notamment par la mise au point de produits et de techniques non polluants. (Source : ADEME/ directive 94/62 relative aux emballages et aux déchets d'emballage).

## R

**Réemploi (Directive cadre déchets)** : toute opération par laquelle des produits ou des composants qui ne sont pas des déchets sont utilisés de nouveau pour un usage identique à celui pour lequel ils avaient été conçus.

**Recyclage (Directive cadre déchets)** : toute opération de valorisation par laquelle les déchets sont retraités en produits, matières ou substances aux fins de leur fonction initiale ou à d'autres fins. Cela inclut le retraitement des matières organiques, mais n'inclut pas la valorisation énergétique, la conversion pour l'utilisation comme combustible ou pour des opérations de remblayage.

## T

**Traitement (Directive cadre déchets)** : toute opération de valorisation ou d'élimination, y compris la préparation qui précède la valorisation ou l'élimination.

## V

**Valorisation (Directive cadre déchets)** : toute opération dont le résultat principal est que des déchets servent à des fins utiles en remplacement d'autres matières qui auraient été utilisées à une fin particulière, ou que des déchets soient préparés pour être utilisés à cette fin, dans l'usine ou dans l'ensemble de l'économie. L'annexe II énumère une liste non exhaustive d'opérations de valorisation.



Allonne  
 Auchy-la-Montagne  
 Auneuil  
 Auteuil  
 Aux-Marais  
 Bailleul-sur-Thérain  
 Beauvais  
 Berneuil-en-Bray  
 Bonlier  
 Bresles  
 Crèvecœur-le-Grand  
 Fontaine-Saint-Lucien  
 Fouquénies  
 Fouquerolles  
 Francastel  
 Frocourt  
 Goincourt  
 Guignecourt  
 Haudivillers  
 Herchies  
 Hermes  
 Juvignies  
 Lachaussée-du-Bois-d'Écu  
 La Neuville-en-Hez  
 La Rue-Saint-Pierre  
 Lafraye  
 Laversines

Le Fay-Saint-Quentin  
 Le Mont-Saint-Adrien  
 Le Saulchoy  
 Litz  
 Luchy  
 Maisoncelle-Saint-Pierre  
 Maulers  
 Milly-sur-Thérain  
 Muidorge  
 Nivilliers  
 Pierrefitte-en-Beauvaisis  
 Rainvilliers  
 Rémérangles  
 Rochy-Condé  
 Rotangy  
 Saint-Germain-la-Poterie  
 Saint-Léger-en-Bray  
 Saint-Martin-le-Noeud  
 Saint-Paul  
 Savignies  
 Therdonne  
 Tillé  
 Troissereux  
 Velennes  
 Verderel-lès-Sauqueuse  
 Warluis

**Rapport n° B-DEL-2022-0021**

Commission : Commission générale  
Service : Eau et Assainissement

**Environnement - Programme eaux pluviales 2021 (4ème tranche)**

Lors de la séance du conseil communautaire du 17 décembre 2021, la communauté d'agglomération du Beauvaisis (CAB) a approuvé une quatrième liste de travaux au titre du programme d'investissement en matière d'eaux pluviales urbaines pour l'année 2021.

Les études et travaux liés à ce programme pluvial sont financés à hauteur de 50 % du montant des dépenses H.T. par les communes concernées par l'opération. 25 % du coût global est à verser avant le démarrage des travaux. Le solde (25 % des dépenses restantes) sera versé après établissement du décompte général et définitif (DGD) des opérations, suivant les dépenses réelles, et dans la limite de l'estimation prévisionnelle.

Dans le cadre de ce programme, deux opérations concernent la ville de Beauvais, dont la maîtrise d'ouvrage sera assurée par la communauté d'agglomération du Beauvaisis.

Le détail de ces opérations est repris dans le tableau ci-après :

<b>Libellé de l'opération</b>	<b>Montant des travaux € TTC</b>	<b>Montant à la charge de la CAB €</b>	<b>Montant à la charge de la commune €</b>
Création d'une grille d'eaux pluviales avec un clapet anti-retour – Chaussée Feldtrappe – ville de Beauvais	4 719,68	2 438,15	1 741,53
Renforcement d'une conduite d'évacuation des eaux pluviales – rue Jean-Jacques Fénot – ville de Beauvais	8 306,59	4 845,51	3 461,08

Au vu des éléments énoncés ci-dessus, le conseil municipal, après en avoir délibéré, décide :

- d'approuver le plan de financement et le lancement de ces opérations d'assainissement pluvial.
- de procéder aux paiements des titres de recettes qui seront présentés par la communauté d'agglomération du Beauvaisis selon les modalités définies ci-dessus.



**Rapport n° B-DEL-2021-0188**

Commission : Commission générale  
Service : Transport

**Présentation du rapport annuel d'activités de la délégation de service public du stationnement  
- année 2020**

Conformément aux dispositions de l'article L.1411-3 du code général des collectivités territoriales, les maires ou les présidents d'E.P.C.I. doivent communiquer à leur assemblée délibérante un rapport annuel sur les conditions d'exécution du service public.

Ce rapport d'activité, ainsi que les comptes afférents, sont présentés, au préalable, à la Commission Consultative des Services Publics Locaux (C.C.S.P.L.), pour avis.

La ville de Beauvais a conclu, à compter du 1<sup>er</sup> mars 2017, un contrat de Délégation de Service Public avec la société Beauvais Stationnement (Group INDIGO), pour une durée de 6 ans, soit jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 2023. A ce titre, la société Beauvais Stationnement a remis à la collectivité le rapport d'activité de l'exploitation du stationnement.

## **1. Les faits marquants de l'année 2020**

L'année 2020 a été marquée par les faits suivants :

- Janvier : Fermeture du parking du théâtre pour le début des travaux : la ville demande à Indigo la mise à disposition de 97 places gratuites du parking FOCH ainsi que celle de la place Poterne.
- Mars : Début de la crise sanitaire avec le 1er confinement mis en place au 17 mars, fermeture de la boutique et gestion dématérialisée accentuée de la voirie (FPS et abonnements) et des clients des parkings. Une présence est maintenue pour le contrôle de la voirie et des parcs ainsi que la saisie des demandes de renouvellements et de souscriptions. La ville ne procède plus au contrôle du stationnement, les agents étant mobilisés sur le suivi et l'application des règles sanitaires.
- Août : Pour recueillir de nouveaux abonnés, Indigo lance une offre commerciale à laquelle est adossée un concours national : une quinzaine de contrat d'abonnements ont été signés et la Picardie gagne le concours. Gratuité de la Voirie du 1 au 31 Août 2019 (prévue au contrat).
- Novembre : Début du 2ème confinement du 2 au 27 novembre et fermeture des commerces non essentiels mais le maintien des activités permet d'avoir un fonctionnement réduit mais normal du stationnement en voirie et en parcs.

- Décembre : Le confinement est remplacé par un couvre-feu avec une pause entre les fêtes de fin d'année. Fin des travaux et ouverture du parking du théâtre et fin de la gratuité des 97 places sur le parking Foch et la place Poterne. Début de la gratuité de la Voirie du 1er décembre au 31 janvier 2021 : la programmation des horodateurs permet aux usagers de bénéficier d'une heure de stationnement gratuit sur les zones verte et rouge. Les deux heures sur la zone orange sont maintenues en sus de cette offre. Comme à chaque sortie de confinement, Indigo propose aux usagers une offre commerciale qui leur permet de stationner les véhicules dans les parcs : elle permet d'avoir une dizaine de nouvelles souscriptions.

## 2. Les chiffres-clés de l'année 2020

*Les chiffres présentés sont toutes taxes comprises.*

### 2.1. Parking de l'HOTEL DE VILLE

- 250 places (3 niveaux) dont 6 places PMR.
- Ouvert 24h/24h.
- Grille tarifaire spécifique : 30 min gratuites - 2 € pour 2h - 69 €/mois.
- Travaux effectués :
  - Relamping des locaux sociaux et technique.
  - Pose d'une pompe pour aspirer l'eau dans la fosse en dessous de l'ascenseur afin de pallier aux infiltrations d'eau et sécuriser les interventions techniques sur l'ascenseur.
  - Mise en place d'un clapet anti-retour dans les WC en arrière-boutique et isolation de l'alimentation électrique.
  - Changement des boîtiers de sortie de secours.
  - Mise en place d'un cheneau à la suite des infiltrations dans l'escalier de secours afin de canaliser les infiltrations et éviter les moisissures.
- Fréquentation : 25 484 clients horaires en 2020 (-34% par rapport à 2019) et 3032 clients abonnés (-2%). A noter que les tickets gratuits représentent ¼ de la fréquentation, la durée moyenne de stationnement est de 2h38 et un grand nombre d'abonnés sont des professionnels travaillant à proximité du centre-ville.
- Recettes : **41 594 € de recettes horaires** en 2020 (-32 % par rapport à 2019) et **168 720 € de recettes abonnés** (-1%) soit **211 870 € de recettes annuelles**.

### 2.2. Parking FOCH

- 169 places (1 niveau) dont 6 places PMR.
- Grille tarifaire spécifique : 30 min gratuites – 1,80 € pour 2 h – 45€/mois.
- Travaux effectués : Mise en place d'un appareil d'éclairage au niveau de la caisse automatique.
- Fréquentation : **43 494 clients** horaires en 2020 et 565 clients abonnés en 2020 (-20%). A noter que la durée moyenne de stationnement est de 1h16. Il y a un fort taux d'occupation des abonnés sur les journées du mardi et du vendredi sur une durée moyenne de 9h30.

- **Recettes : 38 657 € de recettes horaires** en 2020 (-57 % par rapport à 2019) et **23 376 € de recettes abonnés** (-21%) soit **62 060 € de recettes annuelles (-50% par rapport à 2019)**.

### **2.3. Stationnement sur VOIRIE**

- 650 places en zone rouge/1690 places en zone verte/120 places dans l'anneau orange
- 54 horodateurs
- Grille tarifaire :
  - Zone rouge : 2 € pour 2 h
  - Zone verte : 2 € pour 4 h
  - Anneau orange : 2h gratuites
- Gratuité tout au long de l'année (lundi matin, samedi après-midi, 1<sup>ère</sup> heure entre décembre et janvier, dimanche et jours fériés, mois d'août)
- **Travaux effectués** : 577 interventions ont été effectuées en 2020, aussi bien pour la partie maintenance que pour les interventions de changement de consommables comme les batteries ou les rouleaux de papier.
- **Fréquentation** : 315 007 tickets visiteurs dont 2 260 professionnels en 2020 et 2788 abonnés en 2020. 80% de client horaire contre 20% d'abonnés en 2020 (dont 85% sont des particuliers et 15% des commerçants). Valeur moyenne du ticket 1,12 €. La zone orange représente 26% du nombre de tickets délivrés.
- **Recettes : 275 405 € de recettes horaires** (-20% par rapport à 2019) dont **77 705 € de recettes abonnés** soit **353 110 € de recettes totales en 2020**.

### **2.4. Forfait Post-Stationnement**

- **Contrôles** : 52 780 contrôles effectués en 2020.
- **FPS validés** : 8834 FPS dont 6410 payés et 2009 restants à payer (23%) soit un taux de 16,71% par contrôle.
- **Recettes FPS : valeur des FPS de 284 052 € en 2020 (138 120 € payés et 68 910 € à payer)**. Valeur moyenne des FPS payés de 21,56 €.
- **RAPO** : 274 RAPO effectués dont environ 23% de taux d'acceptation.

### **2.5. Calcul de la rémunération du délégataire**

- **Rémunération au titre de la gestion des parcs de stationnement : 364 830 € TTC**
  - Recettes usagers et amodiataires parc Hôtel de ville et parc Foch : 211 870 € + 62 060 € = **273 930 €**
  - Indemnités compensatrices parking Foch : **90 900 €** (avenant n°4).
- **Rémunération au titre du stationnement sur voirie : 274 785,308 € TTC**
  - Recettes du stationnement sur voirie : **341 522,96 € TTC**
  - Recettes < 510 000 € : 60,3 % des recettes mensuelles reversées par la ville, soit **205 938,34 €**. Le résiduel est pour la ville, soit **135 137,40 €**.



- Indemnités compensatrices : 8 499,62 HT (avenant n°1) + 48 872,84 € HT (avenant n°3), soit 57 372,46 € HT (68 846,968 € TTC).

## **2.6. Calcul de la redevance à la collectivité**

- **Calcul de la redevance « part fixe »** : 0 €. Suite à l'avenant n°2, la redevance fixe a été supprimée.
- **Calcul de la redevance « part variable »** : 0 €. Le chiffre d'affaires réalisé sur les parcs de stationnement étant inférieur au seuil annuel de recettes de **375 600 € TTC**, la redevance est donc nulle selon les termes du contrat.

## **2.7. Compte de résultat de la DSP Stationnement**

Le résultat net avant impôt est négatif pour l'année 2020.

Voir le détail en annexe du présent rapport.

Ce rapport a été présenté à la commission consultative des services publics locaux.

Il est donc proposé au conseil municipal de prendre acte du rapport d'activité pour l'année 2020 fourni par la société Beauvais Stationnement pour l'exploitation du stationnement de la ville de Beauvais.



# INDIGO

G R O U P



## RAPPORT D'ACTIVITE 2020

### Ville de Beauvais

Délégation de service public, parking Hôtel de ville, Foch et Voirie

# INDIGO

## G R O U P

## Avant Propos

Le présent rapport annuel du concessionnaire est établi conformément aux dispositions de l'article 33 du décret n°2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession publié au Journal Officiel du 2 février 2016. Il constitue, avec ses annexes, le rapport financier et l'analyse de la qualité du service. Il reprend les dispositions contractuelles relatives aux aspects techniques et financiers.

Les tableaux détaillant les fréquentations et recettes afférentes sont à considérer comme des éléments statistiques et n'ont pas de valeur comptable. Ils sont établis à partir des éléments recueillis journalièrement. Ils peuvent ne pas être corrigés de certaines écritures comptables qui peuvent intervenir après l'émission d'une facture (impayés, avoirs, etc.). Les commentaires figurant dans ce rapport d'activité sont établis d'après les éléments statistiques. Les éléments comptables sont fournis en annexes.

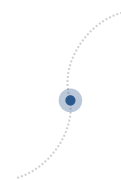
# Préambule

Ces dernières décennies sont marquées par la prise de conscience mondiale des problématiques environnementales et notamment dans les pays occidentaux. Beaucoup de capitales se caractérisent par des embouteillages quasi permanents. Trop de voitures, pas assez de places de parking... Tandis que les services publics et les infrastructures urbaines s'avèrent inadaptés ou insuffisantes.

De nombreux changements, profonds et durables sont attendus dans le domaine de la mobilité. A l'image du Grand Paris Express qui est le plus grand projet urbain d'Europe et qui vise à réduire la pollution, les embouteillages, pour contribuer à créer une métropole plus respectueuse de l'environnement.

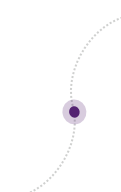
Le modèle de mobilité urbain que nous connaissons aujourd'hui s'efface peu à peu, afin de laisser place à un nouveau paysage auquel l'entreprise Indigo s'intègre parfaitement.

Leader du stationnement, Indigo participe activement à l'évolution du stationnement et possède de ce fait un nombre important de contrats concernant la gestion de parcs et de voiries.

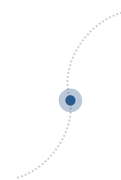


# Sommaire

1	L'entreprise .....	8
1.1	Nos métiers .....	9
1.2	Le parking du futur .....	10
1.3	Notre Histoire.....	11
1.4	Nos engagements de Responsabilité Sociétale d'Entreprise .....	12
2	Le contrat .....	16
2.1	Fiche d'identité.....	16
	Pilote de la performance opérationnelle .....	17
2.2	L'exploitation.....	17
2.3	Le périmètre global .....	18
2.4	Faits marquants 2020.....	19
3	Descriptif de l'exploitation .....	22
3.1	Le parking HOTEL DE VILLE .....	22
3.2	Le parking FOCH .....	27
3.3	La voirie de BEAUVAIS .....	29
4	Les services .....	33
4.1	Les moyens de paiement et d'accès .....	33
4.2	Application Smartphone.....	33
4.3	Souscription par internet.....	34
4.4	OPnGO 34	
4.5	Eco Mobilité.....	35
4.6	Eco Mobilité.....	35
	Les bornes de recharge électrique .....	35
	Hub de mobilité .....	36
4.7	Services de proximité .....	36
	Radio Indigo 36	
	Zone deux roues motorisées .....	37
4.8	Plan de quartier multimodal.....	37
4.9	Borne d'information .....	37
4.10	Lockers / Relais Colis .....	37
5	Maintenance et travaux .....	38
5.1	Équipements.....	38
	Parc HOTEL DE VILLE.....	38
	Parc FOCH 40	

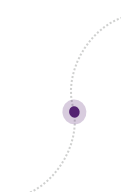


5.2 Patrimoine de la délégation .....	40
6 Organisation et moyens d'exploitation .....	41
6.1 L'organisation locale .....	41
6.2 La Boutique Indigo .....	43
6.3 Campus Indigo .....	44
6.4 Service Relation Client .....	45
Contrôles qualité .....	46
6.5 Actions .....	48
7 Observatoire du stationnement et analyse de l'activité .....	51
7.1 Analyse de l'activité des exploitations .....	51
7.1.1 PARC HOTEL DE VILLE .....	51
7.1.2 Parc de stationnement FOCH .....	59
7.2 VOIRIE .....	66
7.2.1 DECENTRALISATION DU STATIONNEMENT .....	66
7.2.2 Analyse des recettes de la voirie .....	69
7.3 FORFAIT POST STATIONNEMENT .....	79
7.4 RAPO (Recours Administratif Préalable Obligatoire) .....	81
7.5 CALCUL DE LA REDEVANCE AU DELEGANT .....	82
8 Annexes .....	84



# 1

## Présentation générale





# 1 L'entreprise

Leader mondial du stationnement et de la mobilité individuelle, au service des Smart Cities de demain. Les activités du Groupe rassemblent plusieurs métiers : les parcs en ouvrage et les services associés, la voirie, la mobilité individuelle, le digital.

Indigo construit, finance et exploite des solutions de stationnement personnalisées et toujours plus intelligentes qui favorisent un parcours client plus intégré, plus fluide, plus facile.



*Indigo Group a construit son histoire autour de la mobilité. Sans stationnement, pas de mobilité... Et sans mobilité, pas de développement possible des villes !*

*Nous investissons fortement dans le développement de nouveaux services de mobilité individuelle et de digitalisation, que nous déployons ensuite dans nos parcs et en voirie, en France et à l'international.*

*Notre implantation sur plusieurs continents nous permet de tester l'adaptabilité de nos innovations et de les enrichir par l'expérience acquise sur le terrain.*



SERGE CLÉMENTE, PRÉSIDENT D'INDIGO GROUP



Nous développons des solutions sur-mesure, sur tous les segments de clients (villes, aéroports, hôpitaux, centre-commerciaux, gares, espaces de loisirs et événementiels, universités...).

De la construction d'ouvrages en concessions aux innovations de la smart city, nous avons su conserver une longueur d'avance pour donner vie à une mobilité intelligente, adaptée aux enjeux de demain.

Pour répondre aux besoins de chacun et aux enjeux des villes, nous imaginons des solutions innovantes et complémentaires à la voiture : vélos partagés, scooters électriques, trottinettes électriques...

La société **Indigo Group S.A.S.** (antérieurement dénommée Infra Park S.A.S.) détient 100% du capital d'**Indigo Infra S.A.** (antérieurement dénommée VINCI Park S.A.) et est elle-même détenue à 99,77% par **Infra Foch Topco S.A.S.** (le solde étant détenu par un Fonds Commun de Placement d'Entreprise détenu par les salariés du groupe).

Le capital d'Infra Foch Topco est détenu directement et indirectement par **PREDICA**, l'une des filiales de Crédit Agricole Assurances, à hauteur de 47,14%, par **MIROVA** à hauteur de 32,91%, par MEAG à hauteur de 14,24% et par **Infra Foch Topco** elle-même à hauteur de 0,50%, le solde étant détenu par le management du Groupe.

## 1.1 Nos métiers

« Véritable expert du modèle concessif, ce sont nos 50 ans d'expérience, notre capacité d'investissement et notre ingénierie recette que nous mettons au service de la construction de nouveaux ouvrages et de leur exploitation. Nos équipes sont impliquées sur toutes les phases des projets et il leur tient à cœur de proposer le meilleur service possible pour répondre aux demandes de nos clients et répondre aux besoins des usagers.

SÉBASTIEN FRAISSE, DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT EN CHARGE DE LA FRANCE



### CONCEVOIR, CONSTRUIRE, FINANCER ET EXPLOITER

Depuis plus de 50 ans, Indigo met en œuvre sa vision du stationnement en ouvrage au service des villes et de la mobilité urbaine. Expert mondial du modèle concessif, Indigo investit dans des parcs modernes, accueillants, offrant des services intelligents et digitalisés, pour faciliter le parcours client et la mobilité en ville.



### PROPOSER DES SOLUTIONS DE MOBILITE

Faciliter les déplacements dans les centres villes est au cœur de nos préoccupations. Pour répondre aux besoins de chacun et aux enjeux des collectivités, nous développons de nouvelles solutions de mobilité individuelles complémentaires, simples d'utilisation et écologiques. Avec sa nouvelle entité Mobilité et Solutions Digitales, Indigo imagine ainsi des offres innovantes et complémentaires mises en œuvre dans les grandes villes du monde, à l'image du nouveau service de vélos et de scooters en libre-service sans station INDIGO® Weel.

### DEVELOPPER DES SOLUTIONS DIGITALES

Pour valoriser ses services de stationnement et mobilité, le groupe Indigo inclut pleinement le digital et la logique de MaaS\* dans sa stratégie globale pour répondre aux besoins actuels et futurs des villes

et leurs habitants. Pleinement conscients des enjeux d'accroissement de la population, d'écologie et de congestion de trafic, nous nous positionnons comme véritable acteur et facilitateur de ces changements en proposant des services digitalisés qui révolutionnent le quotidien des usagers.

### EXPERT DU STATIONNEMENT SUR VOIRIE

Nous conseillons et accompagnons les collectivités dans la gestion de leur stationnement sur voirie en proposant des services et des outils sur-mesure, adaptés à leurs stratégies de mobilité. Contrôle, maintenance, collecte, conseil, accueil des riverains... Nous apportons notre savoir-faire et notre expertise pour répondre aux enjeux de fluidification et dynamisation des centres ville en facilitant la mobilité des usagers. INDIGO crée STREETEO, la marque dédiée au contrôle et à la verbalisation du stationnement en voirie

\* Mobility As A Service



## 1.2 Le parking du futur

Pour répondre aux besoins et usages qui évoluent et fort de son expertise en conception d'ouvrages, le groupe INDIGO propose une nouvelle vision du parking du futur. Investir l'espace souterrain, le penser différemment pour prendre en compte les attentes d'aujourd'hui et anticiper les changements à venir font partie de nos réflexions. Les parkings souterrains permettent d'intensifier les activités urbaines tout en protégeant l'intégralité du tissu urbain. Il nous semble en effet naturel d'étendre les possibilités que le sous-sol peut offrir en adressant ces enjeux clés :

**Intégrer les sous-sols dans la vie urbaine** et améliorer la vie quotidienne des habitants des villes qui se densifient en connectant le parking au transport.

**Offrir plus de mobilité et de services** aux usagers et ainsi proposer un parcours client plus fluide et digitalisé et des services entièrement interconnecté avec leur environnement, agissant comme une extension de la ville au-dessus.

**Répondre aux besoins de la ville intelligente et de la ville durable** en facilitant la logistique urbaine ou encore alimenter la ville durable par l'énergie produite grâce à l'inertie thermique des espaces souterrains.

Une réflexion menée en partenariat avec Dominique Perrault Architecture, spécialiste de l'architecture souterraine. Indigo a souhaité s'entourer du meilleur partenaire, Dominique Perrault et son cabinet d'architectes internationaux : DPA. Inventeur du concept « **groundscape** » (contraction de « **ground** », le sol et « **landscape** », paysage).



## 1.3 Notre Histoire

Plus de 50 ans au service de la mobilité : 1960 - 2000 2001 - 2014 2015 - 2017 DEPUIS 2017

### Organiser le stationnement

Face à une nécessité de stationnement grandissante dans les villes, Indigo à l'époque GTM inaugure en 1964 son premier parc de stationnement en modèle concessif, sous l'esplanade des Invalides, suivi de Georges V et Malesherbes-Anjou. Paris devient le laboratoire des innovations d'Indigo. Avec le développement du stationnement en ouvrage et en voirie, les systèmes de péage s'automatisent et le paiement se dématérialise grâce à l'arrivée de la carte bleue. GTM et Sogeparc exportent leur savoir-faire à l'international.



Plus de 50 ans au service de la mobilité : 1960 - 2000 2001 - 2014 2015 - 2017 DEPUIS 2017

### Offrir plus qu'une place de stationnement

Le parking n'est plus un lieu à usage unique mais devient un espace de services. Services de mobilité, prêts de parapluies, de vélos, de cabas, le parking du XXIe siècle prend forme et se veut un maillon de la mobilité urbaine. En 2001, GTM et Sogeparc fusionnent pour donner naissance à VINCI Park qui s'appuie sur les fondamentaux (qualité, sécurité, accueil) pour séduire les utilisateurs.

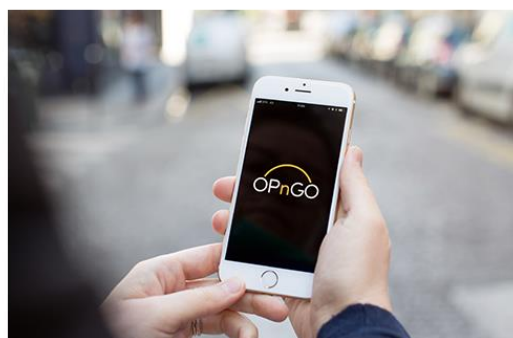


Plus de 50 ans au service de la mobilité : 1960 - 2000 2001 - 2014 2015 - 2017 DEPUIS 2017

### L'ère du digital

En 2015, VINCI Park devient Indigo et se positionne comme un acteur clé du stationnement et de la mobilité individuelle, avec une nouvelle offre digitale.

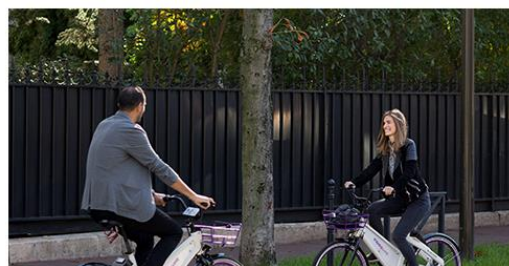
Comme dans les autres secteurs de la consommation, l'expérience client évolue vers plus de liberté, plus de choix et plus de personnalisation. Indigo lance OPnGO, seule application qui offre à l'automobiliste une expérience de stationnement complète, incluant la recherche d'itinéraires, trouver la meilleure place au meilleur prix, puis emprunter le parcours client le plus efficace et le plus fluide.



Plus de 50 ans au service de la mobilité : 1960 - 2000 2001 - 2014 2015 - 2017 DEPUIS 2017

### Un nouveau service de vélos partagés avec INDIGO® weel

Entre urbanisation croissante et changements des habitudes de la population, les moyens de transport évoluent et avec eux les habitudes des consommateurs en matière de mobilité urbaine. Dans cette transition, le vélo bénéficie d'une place primordiale pour les déplacements citadins. Pour répondre à ces enjeux, Indigo déploie des vélos partagés en libre-service, sans station.



Nos engagements de Responsabilité Sociétale d'Entreprise

INDIGO et sa maison mère INFRA PARK s'est engagé depuis quelques années dans une démarche volontariste sur les thématiques du développement durable. INDIGO a fait le choix de faire réaliser notation extra financière par l'agence indépendante VIGEO Eiris, qui évalue suivant 16 critères correspondant au secteur d'activité, dont 3 dédiés à l'environnement.

Indigo Group s'est vu attribuer en mars 2020 par l'agence de notation extra-financière VIGEO EIRIS la note de 66/100, positionnant ainsi le Groupe au 44ème rang mondial sur un panel de 4 903 groupes évalués. Pour mémoire, le précédent score de mars 2018 était de 61/100. Cette notation et cette progression de 5 points illustrent l'engagement du Groupe en matière sociale, sociétale et environnementale.



**INDIGO**  
GROUP

## Unsolicited Opinion on the Sustainability Performance and Risk Management



### Indigo Group

ISIN CODE : FR0012236669  
Sector : Business Support Services  
Rating date: Feb 2020

#### ESG OVERALL SCORE



Rank in Sector	4/102
Rank in Region	43/1609
Rank in Universe	44/4903

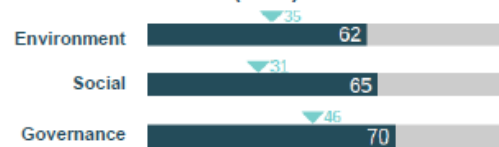
(1) Performance level: weak (0-29/100), limited (30-49/100), robust (50-59/100), advanced (60-100/100)

**Disclaimer**

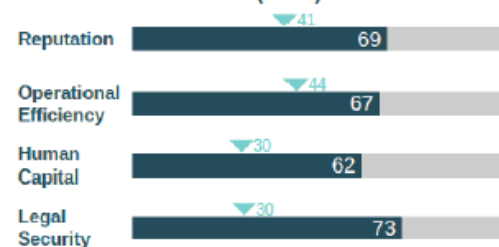
Vigeo Eiris provides its clients with information and/or analyses or opinion on factual, quantitative or statistical, managerial, economic, financial, governance, social, or technical data, in relation to companies, brands, products or services, assessed individually or with respect to sectors, regions, stakeholders or specific themes.  
Vigeo Eiris is committed to making its best efforts when collecting, organising, consolidating, formatting, making available and/or delivering the aforementioned information, analyses and/or opinion to its clients. Although Vigeo Eiris ensures that it only uses publicly available information, the agency cannot guarantee its accuracy or completeness.  
The above elements (information, indicators, analyses, scores, and opinion) do not include or imply any approval or disapproval on their content from Vigeo Eiris, its executive officers, or its employees. These elements do not represent in any way a guarantee, or reference of legal, moral, philosophical, ethical or religious nature, supporting or opposing any investment or divestment decision, or any standpoint or opinion expressed in favour of, or against companies, products, services, sectors or regions directly or indirectly mentioned in Vigeo Eiris' deliverables. Our deliverables are not, and should not, be considered as a form of financial advice or recommendation. No investment or divestment decision should be attributed to the information or opinion provided by Vigeo Eiris. Our products and services must only be considered as one of the many elements related to the financial decision making process.  
Vigeo Eiris, its methodology, brand, and employees, shall under no circumstances, be held responsible for any kind of consequence (including economic, financial, or legal) derived from the interpretation of its information, analyses, opinion, scores, and indicators. The terms of use of our products and services and their impacts stem from the sole responsibility of their users.  
This VIGEO EIRIS' One-page summary is established exclusively for clients' external communication with the exception of any specific operations such as Revolving Credit Facility, Sustainability Linked Loans, bond issuance or any other operation.

Company performance      Sector average performance

#### ESG PERFORMANCE (/100)



#### RISK MITIGATION INDEX (/100)



## LES PRINCIPAUX ENGAGEMENTS D'INDIGO

- Respecter, voire dépasser, dans la mesure du possible, les réglementations internationales et locales applicables en matière de Santé, de Sécurité et d'Environnement,
- Minimiser ses impacts environnementaux en réduisant ses consommations d'énergie, notamment dans ses ouvrages
- Mettre en œuvre les technologies et les solutions permettant de diminuer les émissions de ses clients tout en leur facilitant l'accès à des mobilités individuelles non-consommatrices d'énergie fossile.

Indigo développe en faveur de tous ses salariés une politique sociale, de santé et de sécurité.

Parce que le parking se doit aussi d'être bien intégré dans la société, Indigo s'engage par ailleurs dans l'accompagnement et la réinsertion de personnes en difficultés, en errance ou soumises à l'exclusion sociale.

Pour assurer la meilleure qualité de service à ses clients, Indigo a créé, en 2004, une école de formation interne dédiée aux métiers du stationnement. Cet engagement répond à une logique de valorisation et de fidélisation des collaborateurs, mais aussi de développement des compétences pour accroître la performance opérationnelle. Il concerne des métiers aussi variés que l'exploitation, la sécurité, la relation client ou la gestion du conflit. Sous forme de parcours personnalisés et en fonction des motivations et des possibilités d'évolution, près de 32 000 heures de formation ont ainsi été dispensées en 2020.

### UN SOCLE DE VALEURS PARTAGÉES

qui guident notre activité  
au quotidien

» Respect

» Responsabilité

» Solidarité

Le Campus Indigo est le premier institut de formation entièrement dédié aux métiers du stationnement.

## LA VALORISATION DES HOMMES ET DES METIERS

Les modalités pédagogiques sont aussi variées que le training, des mises en situation et un mixte entre e-learning et présentiel. Le Campus Indigo organise depuis 2010 un dispositif de formation original diplômant alliant VAE (Validation des Acquis de l'Expérience) et formation en alternance afin d'accompagner ses collaborateurs aux premiers Certificats de Qualification Professionnelle des métiers du stationnement.

Cet engagement d'Indigo répond à une double logique de valorisation et de fidélisation des collaborateurs, mais aussi de développement des compétences pour accroître la performance opérationnelle.



promouvoir  
la diversité



former  
nos équipes



prévenir  
les risques



favoriser le bien-être et  
la solidarité au travail



valoriser  
nos collaborateurs

### NOS ENGAGEMENTS SOCIAUX, SOCIÉTAUX ET ENVIRONNEMENTAUX



engagement  
éthique



respect des conventions  
internationales



engagement  
envers nos clients



engagement envers  
les territoires



initiatives en  
faveur des PMR



quelques-unes de nos fondations  
et associations partenaires

Concevoir des parkings écoresponsables est une des clés de la maîtrise de notre empreinte écologique. En phase de construction-rénovation, la mise en œuvre de savoir-faire innovants permet d'offrir des infrastructures et des services toujours plus performants sur le plan environnemental.

Exploiter un parking génère peu de nuisances. Cela ne nous empêche pas d'agir à tous les niveaux possibles, en interne et avec nos partenaires, pour faire toujours mieux. Objectifs : offrir à nos collaborateurs et à nos sous-traitants des conditions de travail équitables et limiter au maximum notre impact écologique.



réduire nos émissions  
de gaz à effet de serre



innover pour la mobilité  
individuelle DOUCE



gestion  
des déchets



2 filiales certifiées  
ISO 14001



diminuer les  
déplacements







## 2 Le contrat

### 2.1 Fiche d'identité

La ville de BEAUVAIS a conclu un contrat de DSP/PS pour l'exploitation des parcs HOTEL DE VILLE et FOCH, ainsi que la Voirie.

**Contrat de délégation de service public pour l'exploitation du parc de stationnement de l'hôtel de ville, du parking Foch et de la voirie à partir du 1<sup>er</sup> mars 2017**

**Signature du contrat :** 01/03/2017

**Echéance du contrat :** 28/02/2023

**Date du dernier avenant :** 20/01/2020

#### **Beauvais Stationnement**

Une société Indigo  
Immeuble Ile de France  
Tout Voltaire  
1 Place des Degrés  
92919 LA DEFENSE

#### **Contact :**

Philippe FAURE  
Directeur Régional Ouest & Outre-Mer  
Tel : 01 49 03 13 21  
Mail : philippe.faure@group-indigo.com

Pilote de la relation contractuelle

**Philippe FAURE**

Directeur Régional Ouest & Outre-Mer

Tel : 01 49 03 13 21

Mail : philippe.faure@group-indigo.com

**Claude TAVERNE**

Directeur de Secteur

Tel : 03 44 20 61 45

Mail : claude.taverne@group-indigo.com

## Pilote de la performance opérationnelle

**Songane NGOM**

Responsable de District

Tel : 03 44 45 36 96

Mail : songane.ngom@group-indigo.com

## 2.2 L'exploitation

### Adresse postale de l'exploitation

**Parc de Stationnement Hôtel de ville**

Place Georges Clémenceau

60000 BEAUVAIS

**Contact :**

Isabelle BRANDICOURT Responsable Site

Tel : 03 44 45 36 96

Mail : [isabelle.brandicourt@group-indigo.com](mailto:isabelle.brandicourt@group-indigo.com)

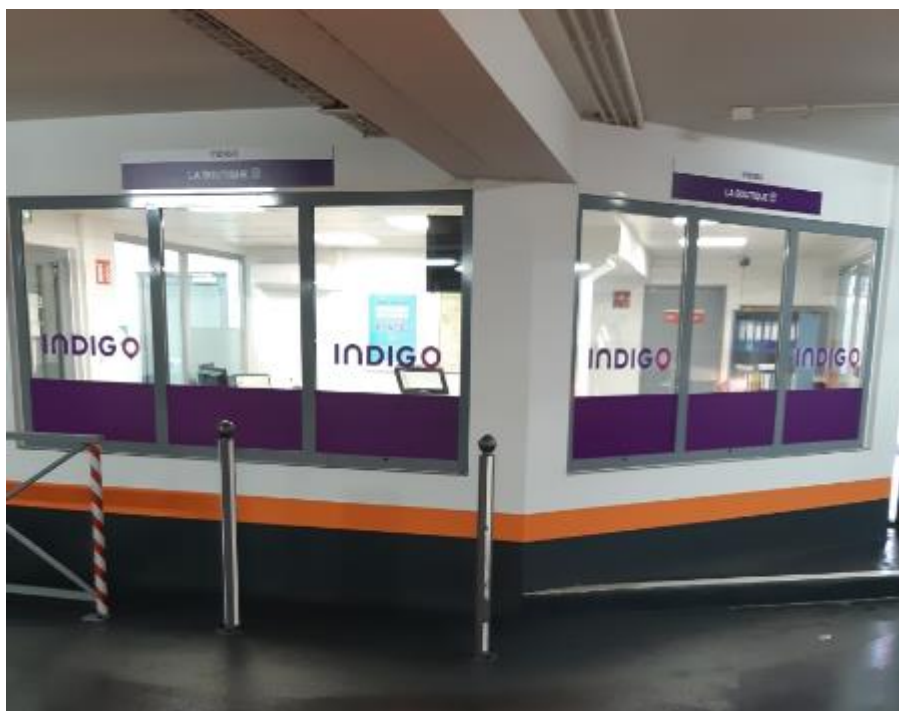
### Boutique et horaires

Horaires d'ouverture de la boutique Indigo Park :

Lundi : 14H - 18H30

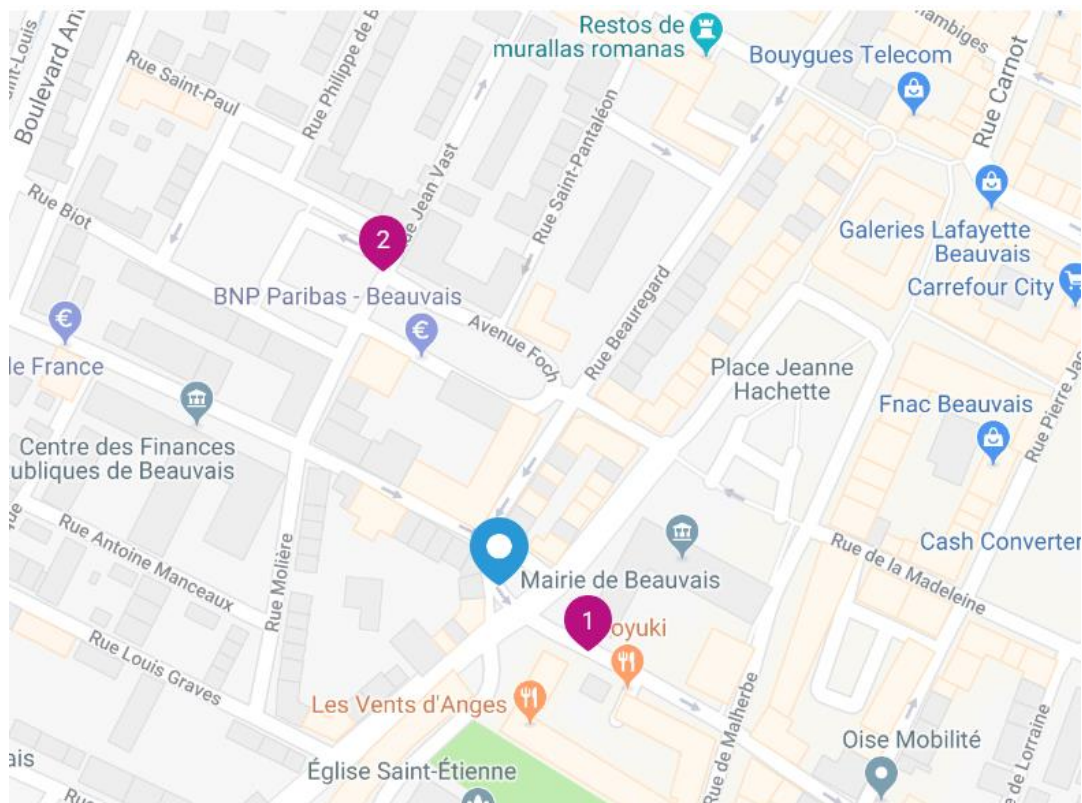
Du Mardi au Vendredi : 10H - 14H - 15H - 18H30

Samedi : 10H - 14H



## 2.3 Le périmètre global

Indigo Park exploite depuis le 30 décembre 2004 sur la ville De Beauvais dans le cadre de ce contrat 2 parkings HOTEL DE VILLE et FOCH et la voirie en délégation de service public.



## 2.4 Faits marquants 2020

### ✓ Janvier :

- Fermeture du parking du théâtre pour commencement des travaux : mise à disposition de 97 places gratuites du parking FOCH



### ✓ Mars :

- Début de la crise sanitaire avec le 1er confinement mis en place au 17 mars

✓ **Avril :**

- Offre spéciale déconfinement



✓ **Juin :**

- Annulation de la fête Jeanne Hachette et de la braderie

✓ **Août :**

- Offre commerciale de rentrée du 24 août au 31 septembre



- Gratuité de la Voirie du 1 au 31 Août 2019 (prévue au contrat)

✓ **Septembre :**

- Arrivée d'un nouvel agent : Jérémy LEIDINGER

✓ **Novembre :**

- 2ème confinement du 2 au 27 novembre

✓ **Décembre :**

- Ouverture du parking du théâtre et fin de la gratuité des 97 places du parking FOCH



- Début de la gratuité de la Voirie du 1er décembre au 31 janvier 2021



- Mise en place des Féeries du Marché de Noël



- Offre commerciale de fin d'année : Opération HIVER



## 3 Descriptif de l'exploitation

### 3.1 Le parking HOTEL DE VILLE





### Descriptif



### Moyens d'accès &

### de paiement



### Services

<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ <b>250 places</b></li> <li>✓ <b>3 niveaux</b></li> <li>✓ <b>6 places PMR</b></li> <li>✓ <b>Ouvert 24h24</b></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Ouvert 24h/24 et 7j/7</li> <li>✓ Carte Bleue</li> <li>✓ Sans contact</li> <li>✓ TOTAL GR</li> <li>✓ Liber T</li> <li>✓ Application INDIGO</li> <li>✓ Abonnement /internet</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Ascenseur en surface</li> <li>✓ Radio Indigo</li> </ul>
---	---	--

## Tarification

Temps en minutes	Tarif en vigueur
30 minutes	Gratuit
De 31 à 45 minutes	0,50 €
De 46 à 1 heure	1,00 €
De 1h01 à 1h15	1,30 €
De 1h16 à 1h30	1,60 €
De 1h31 à 1h45	1,80 €
De 1h46 à 2h00	2,00 €
De 2h01 à 24h00	0,20 € par ¼ d'heure
Ticket Perdu	8,00 €

Abonnements	
Mensuel 24/24	69,00 €
Trimestriel 24/24	207,00 €
Annuel 24/24	828,00 €
Mensuel jour	48,00 €
Trimestriel jour	144,00 €
Annuel jour	576,00 €
Mensuel nuit	38,00 €
Trimestriel nuit	114,00 €
Annuel nuit	456,00 €



## Travaux

- Mise en place d'une pompe pour aspirer l'eau dans la fosse en dessous de l'ascenseur

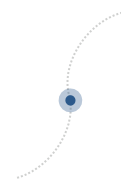


- Mise en place d'un clapet anti-retour dans les WC en arrière-boutique



- Changement des boitiers de sortie de secours

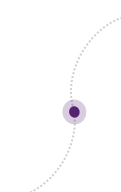


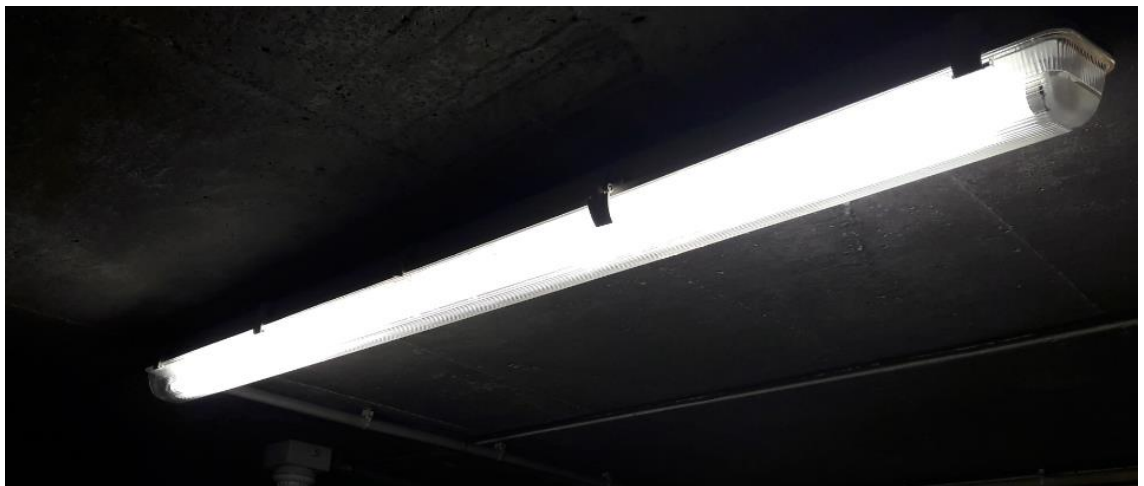


- Mise en place d'un cheneau à la suite des infiltrations dans l'escalier de secours



- Relamping des locaux sociaux et technique





## 3.2 Le parking FOCH



### Descriptif



### Moyens d'accès & de paiement



### Services

✓ 169 places

✓ 1 niveau

✓ 6 places PMR

✓ Carte Bleue

✓ Sans contact

✓ TOTAL GR

✓ Application INDIGO

✓ Abonnement /internet

✓ 1 Recharge véhicule électrique

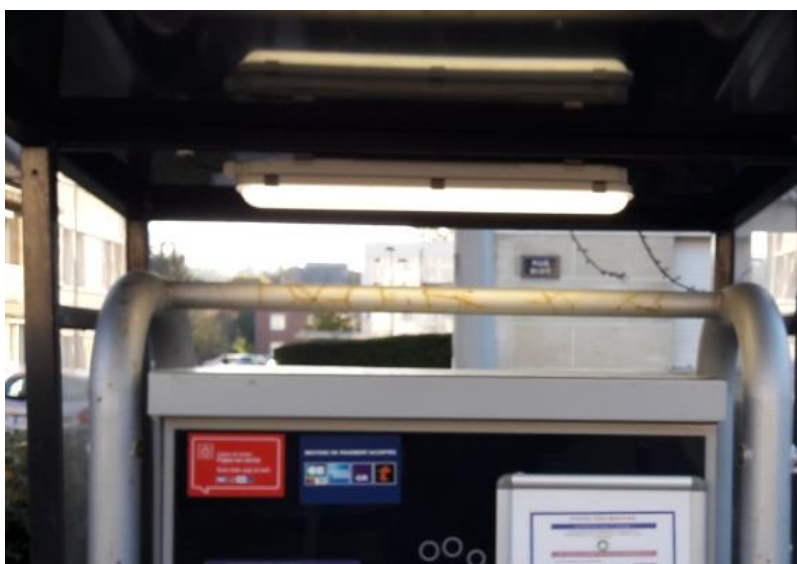


## Tarification

Temps en minutes	Tarif en vigueur	Abonnements	
30 minutes	Gratuit	Mensuel 24/24	45,00 €
De 31 à 45 minutes	0,40 €	Prélèvement Mensuel	42,00 €
De 46 à 1 heure	0,80 €	Annuel 24/24	495,00 €
De 1h01 à 1h15	1,00 €		
De 1h16 à 1h30	1,30 €		
De 1h31 à 1h45	1,50 €		
De 1h46 à 2h00	1,80 €		
De 2h01 à 24h00	0,20 € par ¼ d'heure		
Ticket Perdu	6,00 €		

## Travaux

- Mise en place d'un néon d'éclairage au niveau de la caisse automatique



### LES MOYENS POUR ASSURER LA GESTION DU SERVICE

Pour la gestion des parcs de stationnement l'équipe d'exploitation dispose des moyens suivants :

- 1 véhicule utilitaire
- 1 balayeuse, ainsi qu'une autolaveuse.
- 3 téléphones mobiles
- 1 nettoyeur haute pression
- Un PC de gestion équipé du logiciel de gestion commerciale SIGC (logiciel Indigo de gestion commerciale des parcs de stationnement) et des logiciels de gestion des équipements de contrôle d'accès et de péage avec accès à Internet et à l'Intranet
- Un local de stockage pour les pièces détachées (lisses de barrières, consommables, tickets...)

- L'outillage à main nécessaire aux diverses tâches techniques (tournevis, clés, voltmètre, produits divers, etc.)
- Une trieuse compteuse
- Un lot de matériel de maintenance
- L'équipe d'ASVP est constituée de 6 personnes.
- Les pannes détectées durant leurs tournées nous sont transmises par mail.
- Nous effectuons au minimum 3 rondes de surveillance par jour (matin, midi et soir)

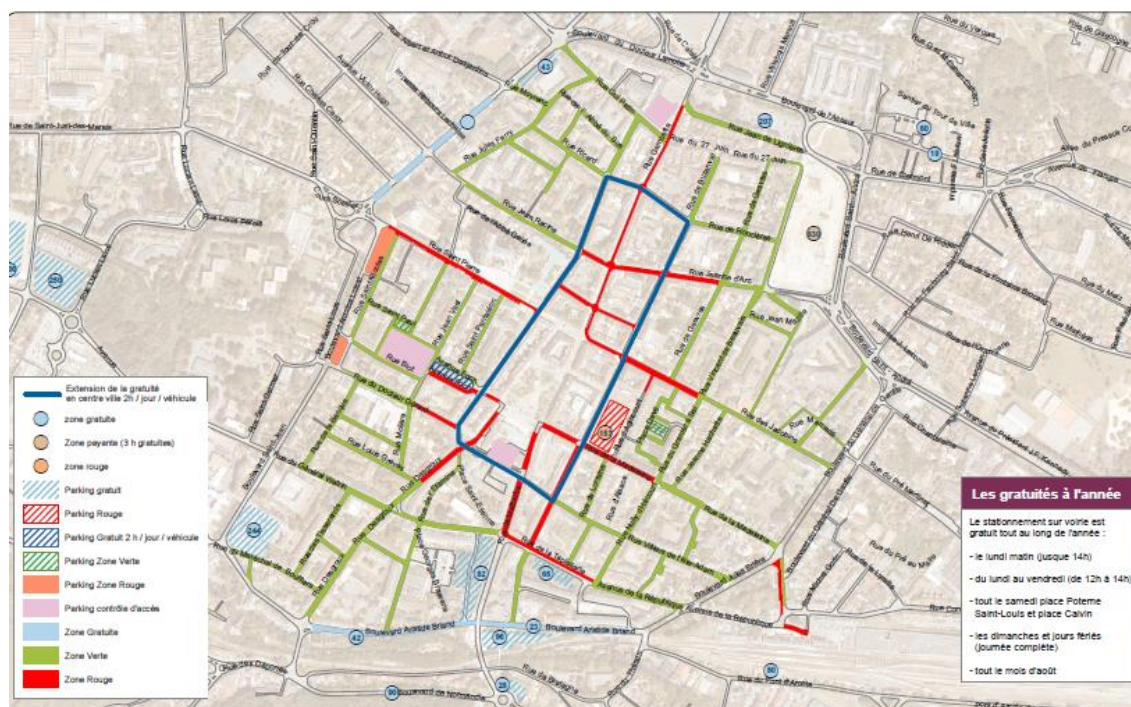
## 3.3 La voirie de BEAUVAIS

### Descriptif de la voirie

<b>Zone rouge</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ 650 places</li> <li>✓ Horodateurs Cityline</li> <li>✓ Stationnement payant de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00 du mardi au vendredi</li> <li>✓ Lundi de 14h00 à 18h00</li> <li>✓ Samedi de 9h00 à 12h00</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Pièces</li> <li>✓ Cartes Bleues avec et sans contact</li> <li>✓ Paiement par application Paybyphone et Opngo</li> </ul>
<b>Zone Verte</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ 1690 places</li> <li>✓ Horodateurs Cityline</li> <li>✓ Stationnement payant de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00 du mardi au vendredi</li> <li>✓ Lundi de 14h00 à 18h00</li> <li>✓ Samedi de 9h00 à 12h00</li> <li>✓ Abonnements résidents et commerçants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Pièces</li> <li>✓ Cartes Bleues avec et sans contact</li> <li>✓ Paiement par application Paybyphone et Opngo</li> </ul>
<b>Zone Orange</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ 120 places</li> <li>✓ Stationnement Gratuit 2 Heures, une fois par jour par véhicule</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Ticket horodateur par reconnaissance de plaque d'immatriculation</li> </ul>

## Politique tarifaire

Temps en minutes	Tarif en vigueur	ZONE ROUGE
6 minutes	0,10€	
30 minutes	0,50€	
1 heure	1,00€	
1 heure 30	1,50 €	
2 heures	2.00 €	
2,01 heures	33,00€	
Temps en minutes	Tarif en vigueur	ZONE VERTE
ABONNEMENTS RESIDENTS		5€ par mois
12 minutes	0,10€	
1 heure	0,50€	
2 heures	1.00 €	
3 heures	1,50€	
4 heures	2.00 €	
4,01 heures	33.00 €	
Temps	ANNEAU ORANGE	
Gratuité limitée à 2H		



## Travaux

### OPERATIONS DE MAINTENANCE

L'équipe de maintenance Indigo procède quotidiennement à l'entretien préventif et curatif du parc d'horodateurs.

Sur l'année 2020, nous avons effectué 577 interventions aussi bien pour la partie maintenance que pour les interventions de changement de consommables comme les batteries ou les rouleaux de papier.

Lors de chaque intervention, un enregistrement de la maintenance est effectué via notre logiciel de suivi E VOIRIE.

### Maintenance préventive

Le parfait fonctionnement des équipements repose sur la formation et la qualification des personnels techniques mais aussi sur le respect d'un programme rigoureux de maintenance préventive. Ce programme, synthèse des retours d'expériences constatées dans les différents sites Indigo, est le suivant :

Surveillance - contrôle : tous les jours, à partir de 8h00 heures :

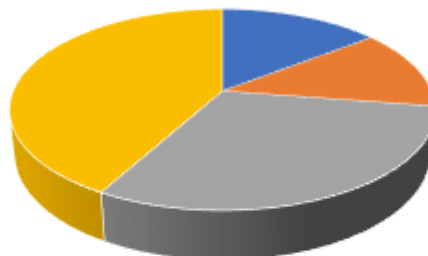
- Contrôle visuel de l'état des carrosseries,
- Contrôle des différentes de l'état des informations transmises par le biais d'étiquette (plaque tarifaire, prestataires de paiement paybyphone, Opngo)
- Contrôle de l'état des leds (verte ou rouge),
- Dépannage en tant que de besoins (remplacement des consommables et/ou des sous-ensembles),

Opérations de maintenance	Jan	Fév	Mar	Avr	Mai	Jui	Juil	Sep	Oct	Nov	Déc	Total
Bourrage pièces	0	0	0	0	0	0	0	1	4	3	6	14
SELECTEUR ET MONNAYEUR	0	0	0	0	0	0	1	1	2	0	0	4
AFFICHEUR	4	0	0	3	0	1	2	0	0	0	0	16
Changement du TPE CB	1	1	2	0	1	0	1	0	0	0	3	9
Changement imprimante ou modem	4	0	0	0	0	0	0	0	3	0	1	8
Bloqué mode maintenance	0	4	0	0	2	0	3	0	4	1	5	19
DIVERS redémarrage horodateur, changement câble,...)	2	0	2	0	5	2	3	1	3	3	5	26
<b>Total général</b>	<b>11</b>	<b>5</b>	<b>4</b>	<b>3</b>	<b>8</b>	<b>3</b>	<b>10</b>	<b>3</b>	<b>16</b>	<b>7</b>	<b>20</b>	<b>89</b>

Contrôle du bon fonctionnement des horodateurs au quotidien par le biais de notre logiciel CITYLINE



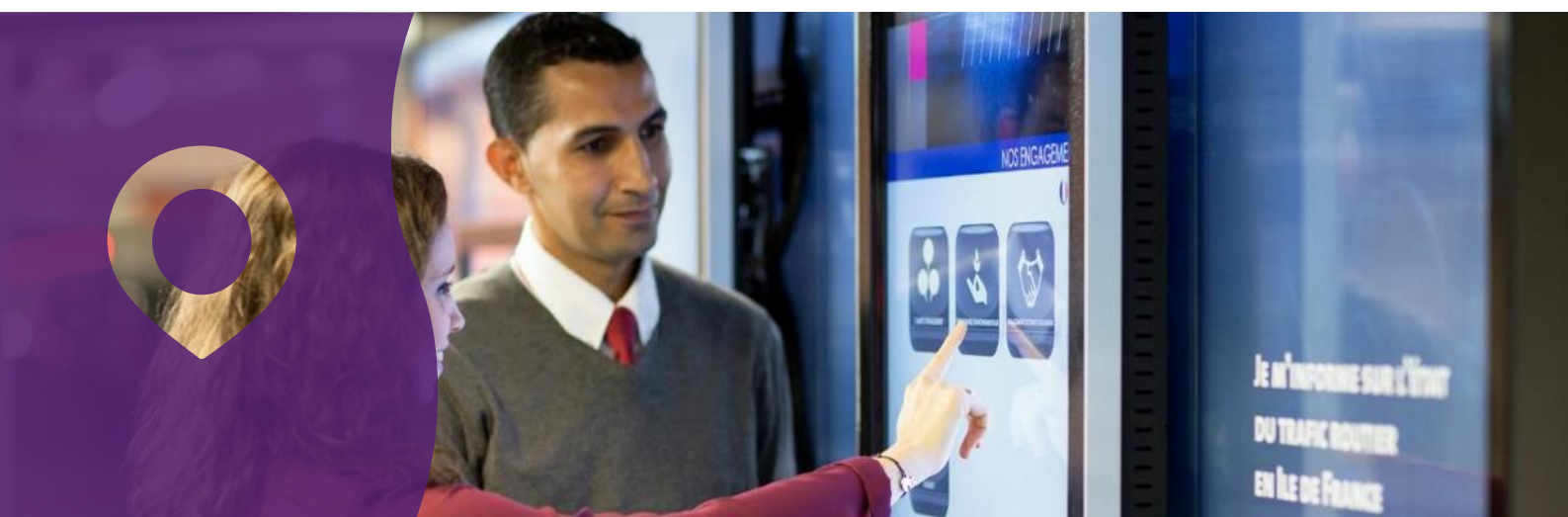
## OPERATIONS DE MAINTENANCE 2020



- Changeement du TPE CB
- Changeement imprimante ou modem
- Bloqué mode maintenance
- DIVERS redémarrage horodateur, changement câble,...)

Une grande partie de la maintenance de la voirie est lié au redémarrage et/ou un reset de l'appareil suite à une mise à jour interrompue.





## 4 Les services

### 4.1 Les moyens de paiement et d'accès

Notre politique vise à limiter au maximum la durée entre l'entrée piétonne et la sortie véhicule du parc, en proposant de nombreux moyens de paiement à la clientèle horaire et en simplifiant à minima les démarches pour souscrire, payer ou résilier un abonnement.

Le client peut ainsi payer :

- par Carte Bancaire avec ou sans contact
- par carte Total GR pour les professionnels
- par badge Liber't en sortie
- par OPnGO



En 2019, Indigo a renforcé sa position digitale en lançant une nouvelle application et un nouveau site internet permettant de réaliser toutes les actions passant de la réservation d'une place à la création de son compte.

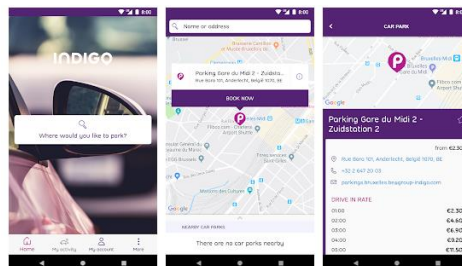
### 4.2 Application Smartphone

L'application Park Indigo permet d'accéder à de nouvelles fonctionnalités, de souscrire et de gérer son abonnement et de profiter d'une meilleure expérience utilisateur.

Avec des parkings dans toute l'Europe, l'application Park Indigo est la solution de stationnement la plus simple et la plus facile. Rechercher son parking préféré, consulter les informations telles que la tarification et le nombre de places disponibles. Afficher ensuite l'itinéraire sur la carte. C'est très facile !

Avec votre application, les clients peuvent :

- Souscrire et gérer leur abonnement Indigo
- Pour certains parkings, vous pouvez réserver et payer à l'avance votre stationnement grâce à OPnGO
- Trouver l'itinéraire pour accéder au parc de stationnement de son choix.



## 4.3 Souscription par internet

Indigo propose à ses clients de souscrire ou renouveler leur abonnement de stationnement en ligne. Sur le site Internet <https://fr.parkindigo.com/>, l'espace abonné permet à chaque client, en quelques clics, de créer, consulter, éditer ses factures et gérer son compte. Cette innovation crée plus de souplesse dans la gestion de son compte et offre ainsi un gain de temps important.

Le site Indigo fait l'objet d'évolutions régulières permettant de s'adapter à tous les besoins. En 2019 près de 500 000 utilisateurs ont eu recours au site web **INDIGO**

Abonnement 1 Mois	Abonnement 3 Mois	Abonnement 1 An	Conseillé Abonnement Flexigo
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Durée de stationnement : <b>1 mois</b></li> <li>• Paiement unique lors de la souscription</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Durée de stationnement : <b>3 mois</b></li> <li>• Paiement unique lors de la souscription</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Durée de stationnement : <b>12 mois</b></li> <li>• Paiement unique lors de la souscription</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Durée de stationnement : <b>Libre</b></li> <li>• Engagement : <b>3 mois</b></li> <li>• Prélèvements mensuels automatiques</li> </ul>

## 4.4 OPnGO

OPnGO est un service digital innovant qui ambitionne de révolutionner l'expérience de stationnement dans les zones urbaines.

Vous pouvez ainsi :

- Trouver sans difficulté une place de parking autour de vous ou là où vous vous rendez, vous faisant gagner un temps précieux
- Comparer les prix et bénéficier des meilleures offres aussi bien pour des stationnements uniques que pour des abonnements mensuels
- Bénéficier de la meilleure expérience d'accès et de paiement, le tout directement depuis votre smartphone



## 4.5 Eco Mobilité

### Les bornes de recharge électrique

Parce qu'Indigo soutient les modes de transports respectueux de l'environnement, nous mettons à votre disposition des bornes de recharge électriques à des emplacements dédiés.

Aujourd'hui en France, près de 500 points de charge électrique sont disponibles dans les parkings Indigo. Les bornes sont équipées de prises type T2 et T3, et délivrent pour la plupart une puissance de 7 kVa, permettant de recharger un véhicule en 4 heures.

En 2019, il a été mis en place une borne pour les rechargements de véhicules électrique sur le parking FOCH.



Le client peut se procurer un PASS muni de 2 charges sans inscription, à la boutique INDIGO. Une fois les charges effectuées, le client peut activer ce badge sur la plateforme SODETREL.

## 4.6 Eco Mobilité

### Les bornes de recharge électrique

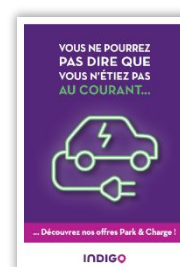
Parce qu'Indigo soutient les modes de transports respectueux de l'environnement, nous mettons à votre disposition des bornes de recharge électriques à des emplacements dédiés.

Aujourd'hui en France, près de 500 points de charge électrique sont disponibles dans les parkings Indigo. Les bornes sont équipées de prises type T2 et T3, et délivrent pour la plupart une puissance de 7 kVa, permettant de recharger un véhicule en 4 heures.

L'objectif est double, proposer à nos clients une offre de recharge pour leur véhicule électrique facilitée pendant leur stationnement, et assurer aux automobilistes des points de recharges de proximité en mode urbain.



Afin de profiter pleinement de ces bornes de recharges, Indigo a créé les abonnements produits **Park & Charge**, incluant le stationnement et la recharge du véhicule électrique. Ainsi, les abonnés ont le choix entre deux abonnements de stationnement avec recharge : L'abonnement Park & Charge Start qui permet un paiement des recharges à la session à un tarif préférentiel allant jusqu'à -60% de remise et l'abonnement Park & Charge Zen pour des recharges en illimité. En plus de ces abonnements, Indigo propose également des offres de recharge n'incluant pas le stationnement : l'offre Open qui donne accès à un badge de recharge en illimité disponibles dans tous les parkings Indigo France ainsi qu'un tarif à la carte



## Hub de mobilité

### Zone de co-voiturage

Afin de développer le co-voiturage, Indigo propose de dédier des espaces au sein de ses parcs de stationnement. Ces places serviront de point de rencontre pour les covoitureurs. Elles sont mises en visibilité et positionnées au sein de la zone de mobilité

### Zone d'auto-partage

Indigo propose à des partenaires opérateurs de réseaux d'autopartage de s'implanter dans ses parkings. Nous travaillons en priorité avec les réseaux Citiz, Getaround (Drivy) et AdaConnect et favorisons la densification du réseau de ses opérateurs afin de renforcer la pertinence de la solution ville par ville.



### Zone vélo

- **STATIONNEMENT DES VELOS**

Indigo a développé un savoir-faire unique en termes d'exploitation de parcs à vélo dédiés ou intégrés dans des ouvrages de stationnement voiture.

L'expérience de gestion de parkings dédiées (Station Véligo à Bourg la reine ou Parking à vélo à Montparnasse) nous a permis de développer nos moyens d'accès digitaux tant pour la prise d'abonnement que pour l'accès aux zones sécurisées.

- **DISTRIBUTEUR DE KITS DE DEPANNAGE**

Pour réparer son vélo, encore faut-il disposer de la bonne pièce. Pour ce faire, Indigo dispose dans ses parcs à vélo ou zones vélos des distributeurs automatiques de pièces de rechange (chaines, chambres à air, rustines, freins ...).

- **CASIER DE RECHARGE VELOS A ASSISTANCE ÉLECTRIQUE**

Les casiers pour recharger les batteries des vélos électriques sont la méthode la plus sûre pour inciter les utilisateurs à s'équiper de VAE. Ces casiers seront sécurisés par code électronique et équipés de prise IP 65 permettant le rechargement de batterie.

## 4.7 Services de proximité

### Radio Indigo

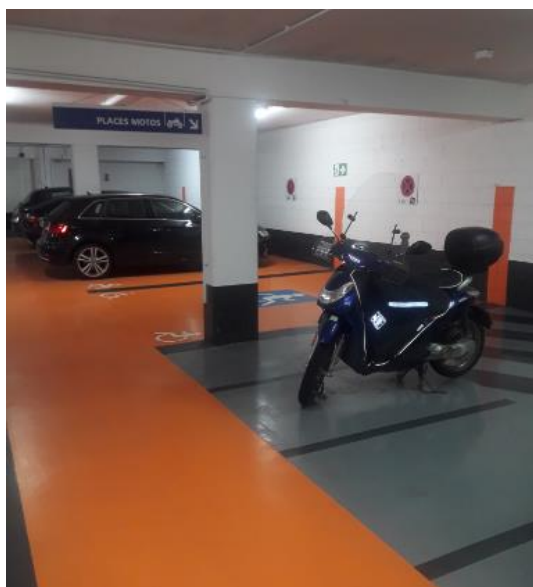
Radio Indigo est la radio diffusée 24h/24 dans les parkings Indigo. Produite par des professionnels de la radio, Radio Indigo informe et accompagne les clients lors de leurs passages dans les parkings.

Radio Indigo propose une programmation musicale adaptée et diffuse des messages d'informations locales créant un véritable lien avec ses auditeurs. Les clients peuvent entendre des messages sur les services proposés, des informations pratiques (éphémérides...), des messages d'intérêt collectif, ainsi que les annonces d'événements à venir dans la ville.

## Zone deux roues motorisées

Grace à ses systèmes de péage performants, Indigo détecte les deux roues en entrée et en sortie afin de leur proposer une tarification adaptée et attractive.

Au sein de nos parcs, nous prévoyons des zones clairement dédiées aux deux roues motorisées. Ces places font l'objet d'un marquage et d'une signalétique spécifique et permettent de rassembler des services adaptés à ce type de véhicule.



## 4.8 Plan de quartier multimodal

Un plan de quartier multimodal est proposé dans tous les parkings à côté des caisses automatiques, et à proximité des accès principaux.

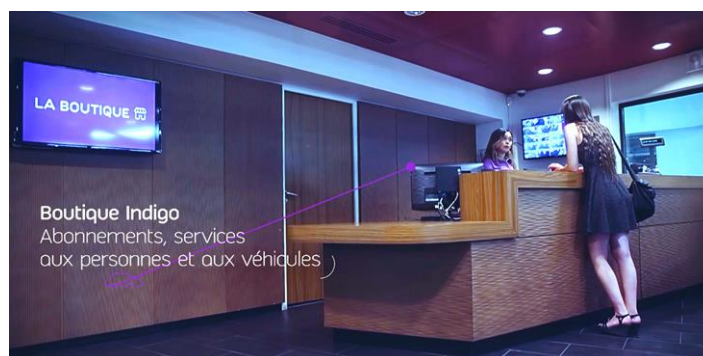
## 4.9 Borne d'information

La borne interactive s'impose comme un outil de communication moderne et efficace. Se présentant sous la forme d'un kiosque d'information, elle est utilisable par n'importe quel utilisateur grâce à un écran tactile, et lui permettra d'accéder à des données qu'Indigo mettra à sa disposition. Le contenu peut être riche et varié : services proposés dans les parkings, sites institutionnels (mairie, Indigo, etc.), informations sur les perturbations, les informations culturelles et touristiques (comme par exemple théâtre, opéra, programmation culturelle ...), les informations sur le trafic routier.

Avantage majeur de la borne interactive, elle permet à son utilisateur une totale indépendance quant à ses recherches. L'utilisateur se sent plus libre dans ses recherches et surtout y accède rapidement

## 4.10 Lockers / Relais Colis

Pour apporter plus de confort à nos usagers récurrents, nous proposons dans nos parcs des points de retraits automatisés des colis, en partenariat par exemple avec Amazon pour les particuliers et Rexel pour les artisans.



## 5 Maintenance et travaux

### 5.1 Équipements

#### Parc HOTEL DE VILLE

Equipements vérifiés par les prestataires

Equipements	Descriptif	Maintenance		
Péage	Marque	Xerox		
	Modèle	Multiparc Reflex II		
		borne d'entrée	Contrat de maintenance	
		borne de sortie	Sous garantie	
		caisse automatique	Périodicité	
		barrières	non	
		caisse manuelle	1	
		lecteur plaque	1	
		d'immatriculation	2	
		lecteur piéton	1	
	unité centrale de gestion	1		
Interphonie	Marque	COMMEND	Contrat de maintenance	Non
	Modèle	GE 300	Périodicité	

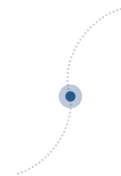
Vidéosurveillance	Marque	ELBEX caméras enregistreur numérique	16 1	Non
Détection CO	Marque Modèle Nb de points de détection CO et NO	DRAGER COMYTRON 17	Contrat de maintenance Périodicité Qui	Oui semestrielle DRAGER
Détection Incendie	Marque Modèle	DEF Altaïr C 119 têtes de détection	Contrat de maintenance Périodicité Qui	Oui semestrielle AG2F
Extincteurs	Nombre Type	18/2/2 Poudre 6/CO2 5/CO2 2	Contrat de maintenance Périodicité Qui	oui annuelle SICLI
Boitiers bris de glace	Marque Nb	DEF 12		
Portes coupe-feu véhicules	Marque Nb	0	Contrat de maintenance Périodicité Qui	
Colonnes sèches	Marque Nb	2	Contrat de maintenance Périodicité Qui	non 1/ an AIRESS
Pompes de relevage	Marque Nb	3	Contrat de maintenance Périodicité Qui	non R&O
Ascenseurs	Marque Type nb de niveaux Charge en kg	SORETEX 4 630 kg	Contrat de maintenance Périodicité Qui 1 ascenseur	oui 11 / an KONE
Electricité		Blocs secours autonomes Tubes T5 ou autres		
Groupe électrogène	Marque Type Puissance	PERKINS TU 301 85 KVA	Contrat de maintenance Périodicité Qui	oui annuelle 2HENERGY
Portes Automatiques	Marque Nb	2	Contrat de maintenance Périodicité Qui	OUI annuelle KONE



## Parc FOCH

Equipements	Descriptif		Maintenance	
Péage	Marque	XEROX	Contrat de maintenance	sous garantie
	Modèle	Multiparc Reflex II	Périodicité	oui
		borne d'entrée		1
		borne de sortie		1
		caisse automatique		1
		barrières		2
		caisse manuelle		1 (Hôtel de Ville)
		lecteur véhicule nuit		0
		lecteur piéton		0
		unité centrale de gestion		1
Interphonie	Marque	COMMEND	Contrat de maintenance	non
	Modèle	GE 300	Périodicité	
Vidéosurveillance	Marque	ELBEX		non
		caméras		3
		enregistreur numérique		1
Détection CO	Non concerné			
Détection Incendie	Non concerné			
Extincteurs	Non concerné			
Boitiers bris de glace	Non concerné			
Portes coupe-feu véhicules	Non concerné			
Colonnes sèches	Non concerné			
Pompes de relevage	Non concerné			
Ascenseurs	Non concerné			
Groupe électrogène	Non concerné			
Portes Automatiques	Non concerné			

## 5.2 Patrimoine de la délégation



## 6 Organisation et moyens d'exploitation

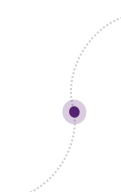
### 6.1 L'organisation locale

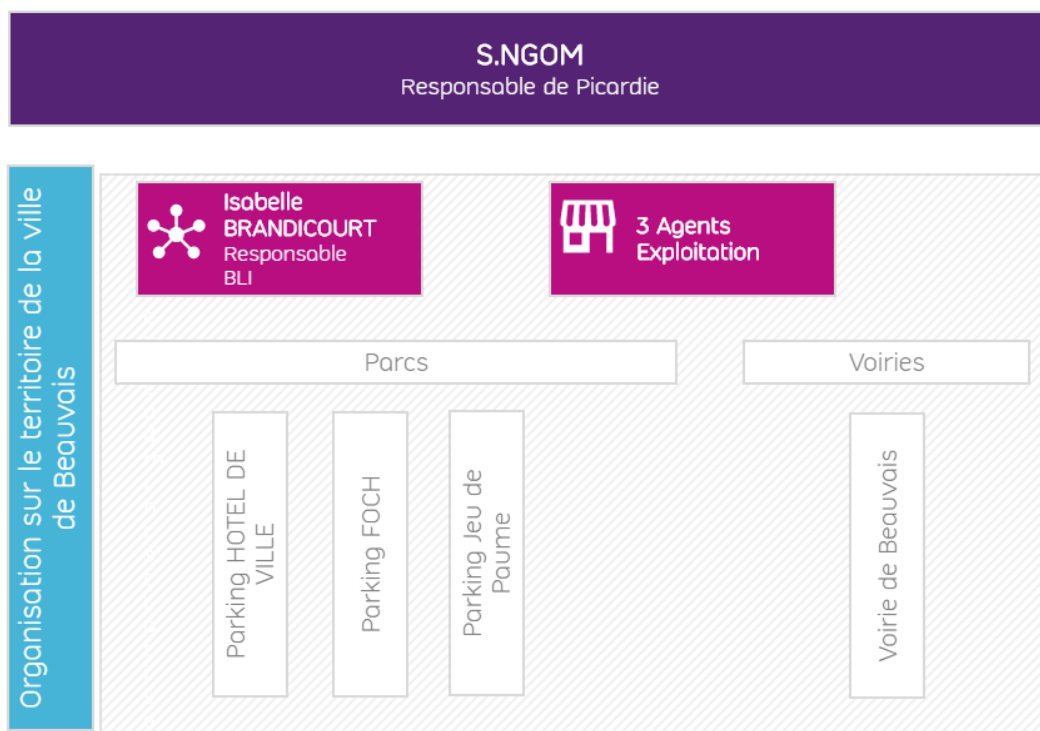
Afin d'apporter un service de qualité et homogène sur les parkings en gestion nous avons mis en place une organisation permettant de répondre à 3 exigences principales :

1. L'entretien des ouvrages et des équipements
2. L'accueil des clients
3. La gestion des flux financiers

Afin d'atteindre ces exigences, l'exploitation bénéficie d'un encadrement qualifié :

- **Un Responsable de District**, en charge d'assurer sur le terrain la relation avec la collectivité, de piloter les équipes, de contrôler les exploitations et d'assurer le suivi budgétaire et le développement des contrats.
- **Un responsable de sites B.L.I.** (Base Locale d'Intervention), en charge d'assurer la maintenance et l'entretien des ouvrages, le management des équipes de terrain, et le suivi des prestataires et fournisseurs.
- **3 agents d'exploitation**





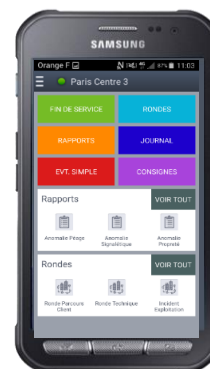
Le responsable BLI dispose des collaborateurs qui sont amenés à intervenir sur l'ensemble des exploitations ainsi que de la voirie, non en fonction d'une affectation fixe mais en fonction du besoin et de la compétence des collaborateurs.

3 rôles sont attribués aux agents en fonction des besoins et des compétences :

- Commercial
- Nettoyage
- Gestion de la partie technique 1er niveau en parking en ouvrage et de la voirie
  - Assure les rondes sur l'ensemble des parkings et note les anomalies à l'aide de son PDA et éventuellement intervient sur de la maintenance de 1<sup>er</sup> niveau ;
  - Assure sur demande de dépannage ou en de façon planifiée des interventions de dépannage ou de remise à niveau ;
  - Assure des vacations sur site en fonction des besoins et du trafic pour intervenir immédiatement en cas de demande au plus près du problème.
- Assure le bon fonctionnement technique des horodateurs
- Assure la maintenance technique et électronique ainsi que le paramétrage des machines

Le responsable BLI assure également le suivi des prestataires en charge de l'entretien et de la maintenance des équipements. Il peut également solliciter en fonction du besoin l'équipe maintenance qualifiée pour les interventions de 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> niveau.

En outre, afin d'assurer des rondes régulières et qualitatives, les parkings ont par ailleurs été équipés de pointeurs et nos collaborateurs disposent désormais de PDA (Personnel Digital Assistant) leur permettant de pointer les rondes sur chaque parking et de créer immédiatement des tickets d'anomalie en cas de besoin.

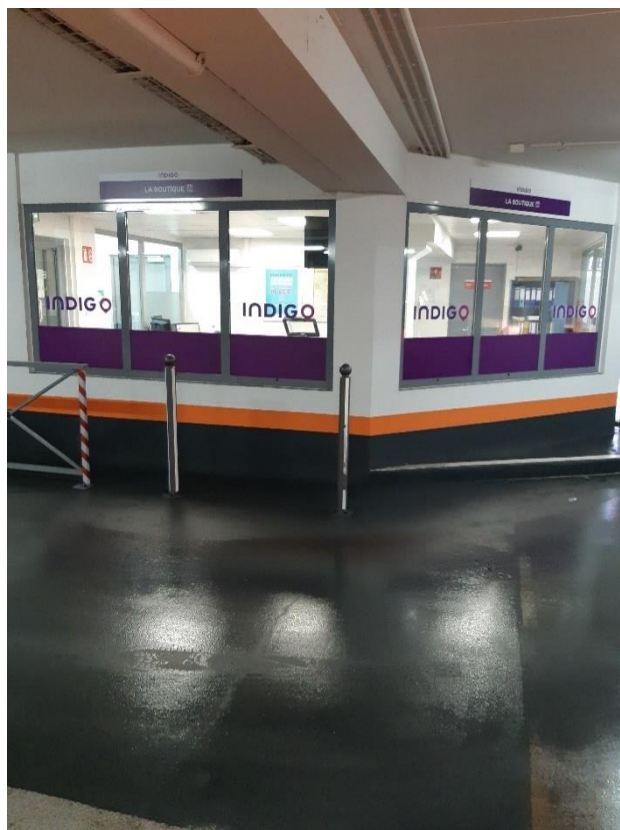


## 6.2 La Boutique Indigo

La boutique Indigo HOTEL DE VILLE centralise les demandes clients de l'ensemble des parkings quel que soit le canal (accueil, téléphone, web, numéro client...) et garantit ainsi un suivi qualitatif des demandes, de son enregistrement jusqu'à la solution apportée à l'utilisateur.

Les demandes sont suivies dans un outil CRM (Customer Relationship Manager). Il gère le personnel présent sur la Boutique HOTEL DE VILLE afin de garantir un accueil qualitatif localement ou au téléphone. Il pilote la politique commerciale de l'ensemble des parkings afin d'assurer la bonne application des tarifs et l'homogénéité des pratiques commerciales et participe à l'élaboration des documents de communication.

Ainsi pour obtenir des renseignements sur les abonnements et services disponibles ou souscrire un abonnement, les clients pourront rencontrer en boutique, nos collaborateurs spécialement formés.



## 6.3 Campus Indigo

Le Campus Indigo est le premier institut de formation entièrement dédié aux métiers du stationnement. Créé en 2004, il développe des outils de formation sur mesure, réunissant les expériences et les savoirs de l'activité pour une formation valorisante et performante.

### Une école entièrement dédiée aux métiers du stationnement

Le Campus Indigo conçoit et organise des formations autour des disciplines propres aux métiers du stationnement : le savoir-faire, la stratégie commerciale, le management et les formations à la sécurité (des clients et des collaborateurs).

Près de 40 formateurs internes occasionnels, exerçant des fonctions opérationnelles, animent 90 % des formations proposées chez Indigo.

### Une école de terrain

Le Campus Indigo est installé au Siège de l'entreprise à la Défense. En complément de ce site, les formations se déploient également sur un réseau de six parkings-écoles implantés sur tout le territoire français, et qui permet aux collaborateurs de mettre en pratique leurs acquis et de valider leurs connaissances sur le terrain.

Les modalités pédagogiques sont aussi variées que le training, des mises en situation et un mixte entre e-learning et présentiel. Le Campus Indigo organise depuis 2010 un dispositif de formation original diplômant alliant VAE (Validation des Acquis de l'Expérience) et formation en alternance afin d'accompagner ses collaborateurs aux premiers Certificats de Qualification Professionnelle des métiers du stationnement. Cet engagement d'Indigo répond à une double logique de valorisation et de fidélisation des collaborateurs, mais aussi de développement des compétences pour accroître la performance opérationnelle.

Intitulé du Poste	Formation
Agent d'Exploitation	Formation technique voirie
Agent d'Exploitation	Gestion du conflit clients
Responsable de Site	Intégrer les éléments juridiques liés au management

#### Formation accueil des PMR

Conformément à la réglementation, le personnel en contact avec les usagers et les clients est sensibilisé à l'accueil des personnes souffrant d'un handicap. Reprenant le guide ministériel « **Bien accueillir les personnes handicapées** » qui fait partie du registre d'accessibilité, une formation courte sur le portail web de l'entreprise doit être réalisée par chaque collaborateur.

#### Emploi des personnes handicapées

Indigo a institué des partenariats avec l'Association de Gestion du Fond pour l'Insertion Professionnelle des personnes Handicapées (AGEFIPH) et a développé une politique d'accueil de stagiaires handicapés sur des fonctions d'Agent d'Exploitation.

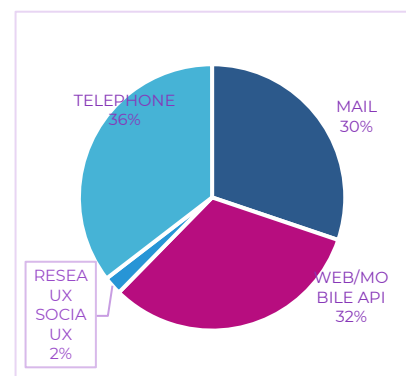
## 6.4 Service Relation Client

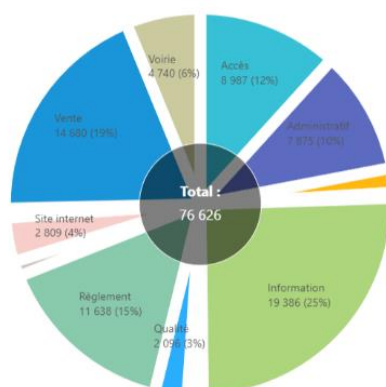
Les clients ont aujourd'hui l'habitude et le besoin légitime de s'exprimer, de questionner et de commenter en ligne les prestations proposées.

Pour encourager cette relation, source d'inspiration et d'évolution des produits et services, la société Indigo s'est dotée d'un service de Relation Client Interne s'appuyant sur plusieurs canaux de communication.

#### Nos clients peuvent en effet nous contacter par :

- Formulaire de contact depuis le site [fr.parkindigo.com](http://fr.parkindigo.com)
- Mail : [service.client@group-indigo.com](mailto:service.client@group-indigo.com)
- Courrier : Indigo - 1 Place des Degrés - TSA 43214 – 92919 La Défense Cedex
- Téléphone : 0 810 26 3000 de 08h30 à 19h00 sans interruption du lundi au vendredi





**En 2020, le service relation client a traité plus de 76 000 demandes** [MJ1]

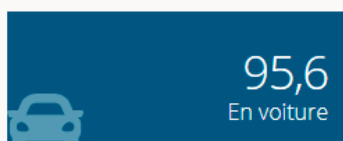
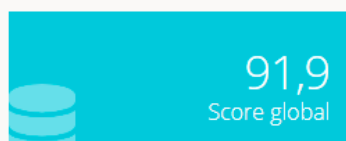
En tête des sollicitations les demandes d'informations et les ventes d'abonnements.

## Contrôles qualité

 [MJ2]

Au premier trimestre 2020, 332 visites mystères ont eu lieu sur les parcs de stationnement français ; compte-tenu de la situation sanitaire, ces visites mystères n'ont pas pu se poursuivre au cours de l'année mais sont relancées à compter de 2021, et même renforcées par l'intégration de sondages clients.

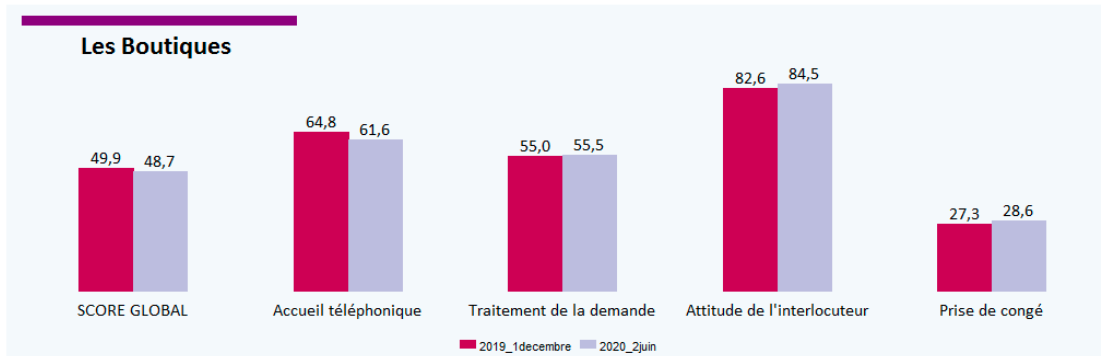
### Chiffres clefs



Des appels téléphoniques mystères sont également passés soit dans les boutiques INDIGO, soit au Centre de Relations Clients afin d'évaluer la globalité de la prise en charge, depuis l'accueil téléphonique jusqu'à la prise de congé. En 2020, 146 mesures ont ainsi été effectuées en France.

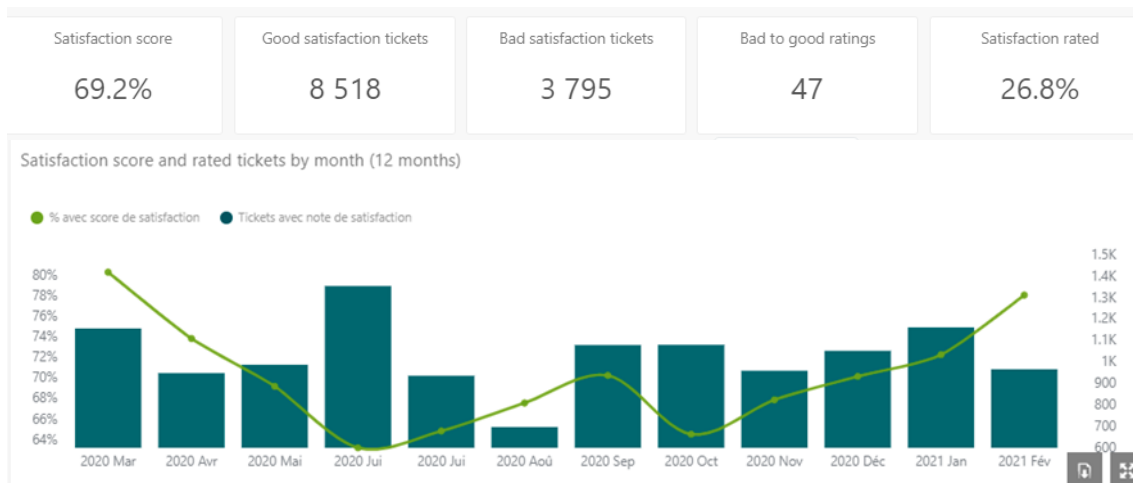


## APPELS MYSTERE - Boutiques & Service Client



Les utilisateurs peuvent donc contacter le Centre de Relations Clients par téléphone, courrier électronique ou demande de contact depuis le site marchand ou l'application mobile. Après traitement d'une demande en ligne, le Groupe sollicite l'avis de ses clients par l'intermédiaire d'une enquête de satisfaction.

Le niveau moyen de satisfaction moyen en 2020 est de 69,2% mais en forte augmentation sur la fin d'année avec un taux de satisfaction proche de 80%



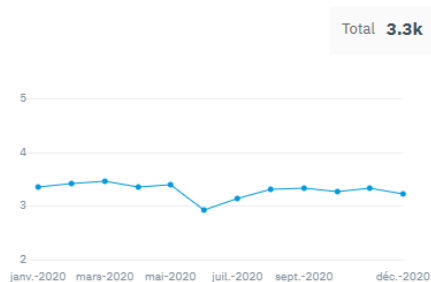
Enfin, une veille opérationnelle est effectuée par les Responsables d'exploitation qui reçoivent en temps réel les avis des clients postés sur les réseaux sociaux. Cette fonctionnalité a également été déployée en novembre 2020 en France

Les parkings INDIGO sont évalués sur les réseaux en moyenne à 3,3/5. A noter que les conditions de maintien du niveau de service a été compliqué par le confinement et la baisse de fréquentation entrainant l'augmentation des comportements de délinquance.

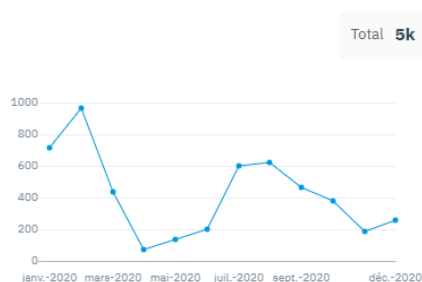
janv.-2020 mars-2020 mai-2020 juil.-2020 sept.-2020 déc.-2020



Evolutions des notes <sup>1</sup>



Avis, photos <sup>1</sup>



Le parking HOTEL DE VILLE a obtenu une note de 100% sur l'année 2020.

INDIGO ORPHÉE

### AUDIT MYSTERE 2020

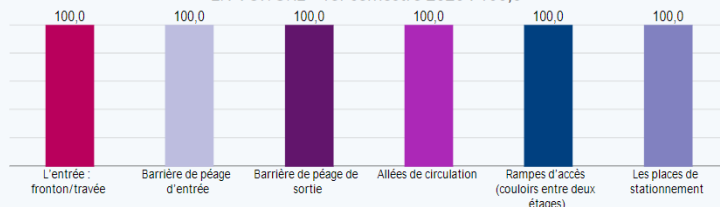


Score Global 2020  
1er semestre : 100,0 / 100

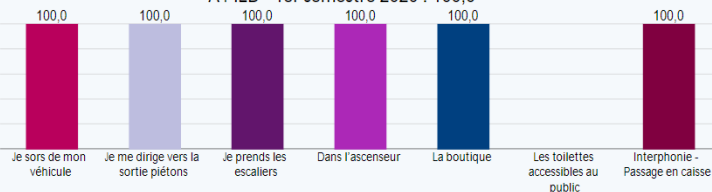


Score Incontournables 2020  
1er semestre : 100,0 / 100

#### EN VOITURE - 1er semestre 2020 : 100,0



#### A PIED - 1er semestre 2020 : 100,0



## 6.5 Actions

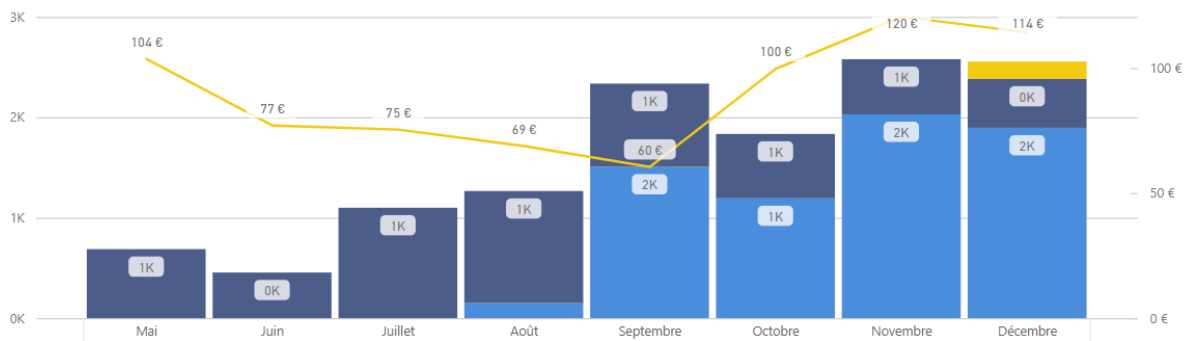
En raison de la crise sanitaire, nous avons en 2020 porté une attention particulière sur les opérations commerciales visant à dynamiser la fréquentation dans nos ouvrages et en particulier pour les abonnés.

Ainsi, à des dates clés, nous avons mis en place 3 offres : Une offre déconfinement en mai, une offre de rentrée en septembre et une offre d'hiver en décembre.

Ces actions ont permis de recruter plus de 3 500 clients supplémentaires dont près de 72% par souscription web. Ces nouveaux clients sont aujourd'hui toujours clients des parkings



Code Promo ● 1EURO ● DECONFINEMENT ● TRICOT ● Average Monthly Price

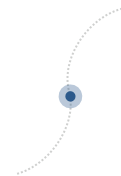


Différents moyens de communication ont été déployés pour accompagner le lancement de nos campagnes commerciales.

#### Supports de communication physiques

Dans nos parkings, les affiches 60x80, les affiches A3, les manchons de barrières ainsi que les flyers supportent nos visuels lors des campagnes. Des messages radios sont également diffusés dans les parkings.





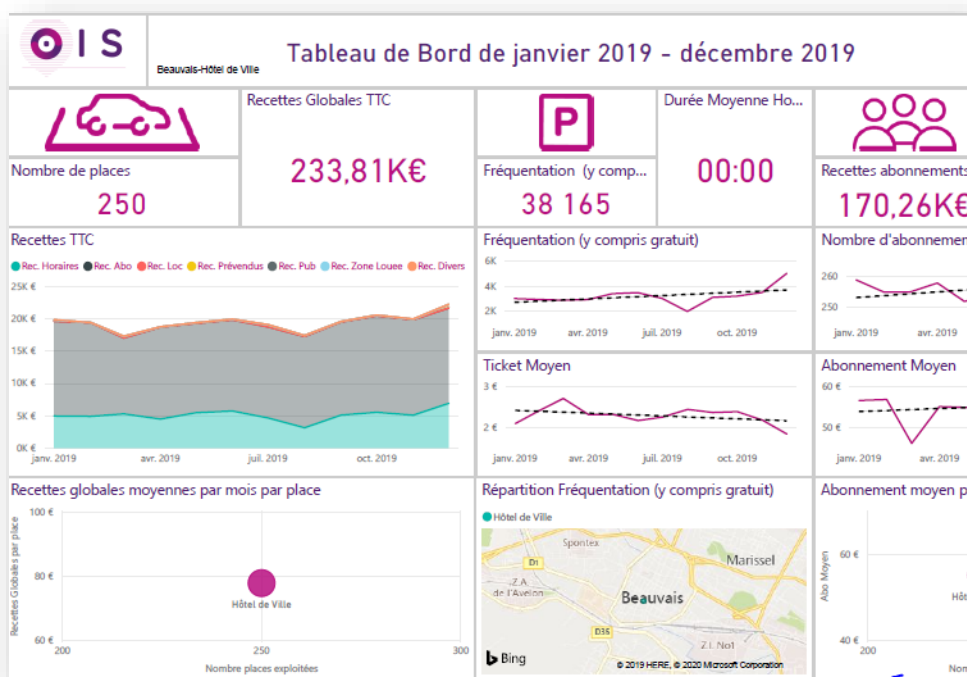
# 2

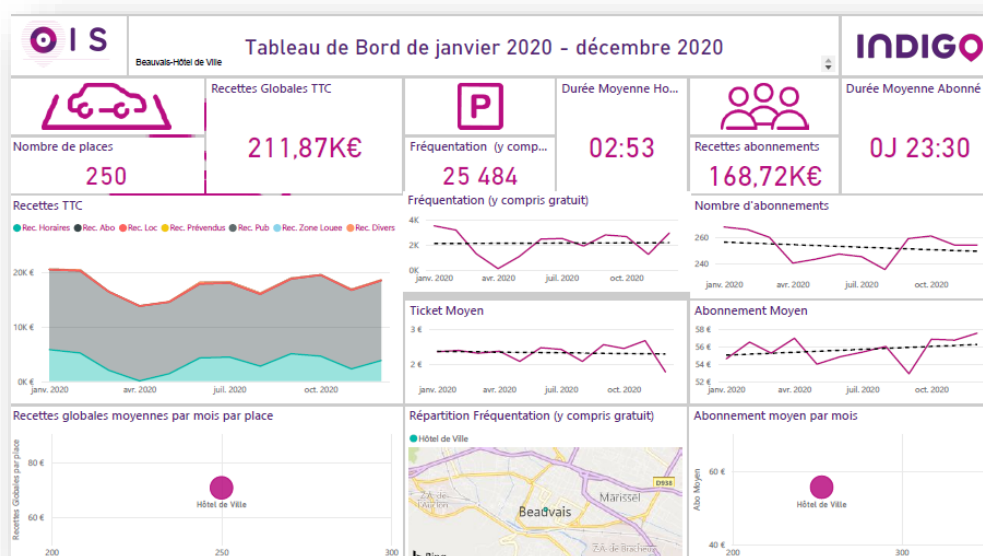
## Analyses

## 7 Observatoire du stationnement et analyse de l'activité

### 7.1 Analyse de l'activité des exploitations

#### 7.1.1 PARC HOTEL DE VILLE

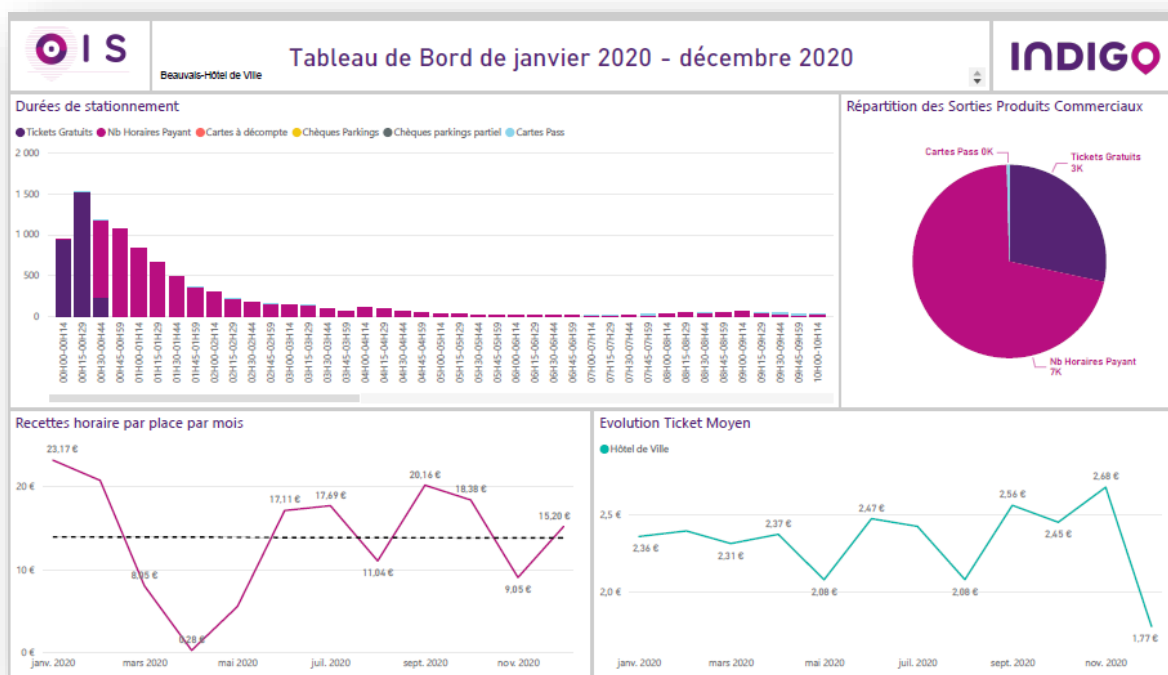




Le parking HOTEL DE VILLE est un parking sur trois niveaux. Les 250 places de parking ont généré des recettes globales pour un montant de 211,87K€ dont 168,72K€ de recettes liées aux abonnements.

Nous pouvons constater :

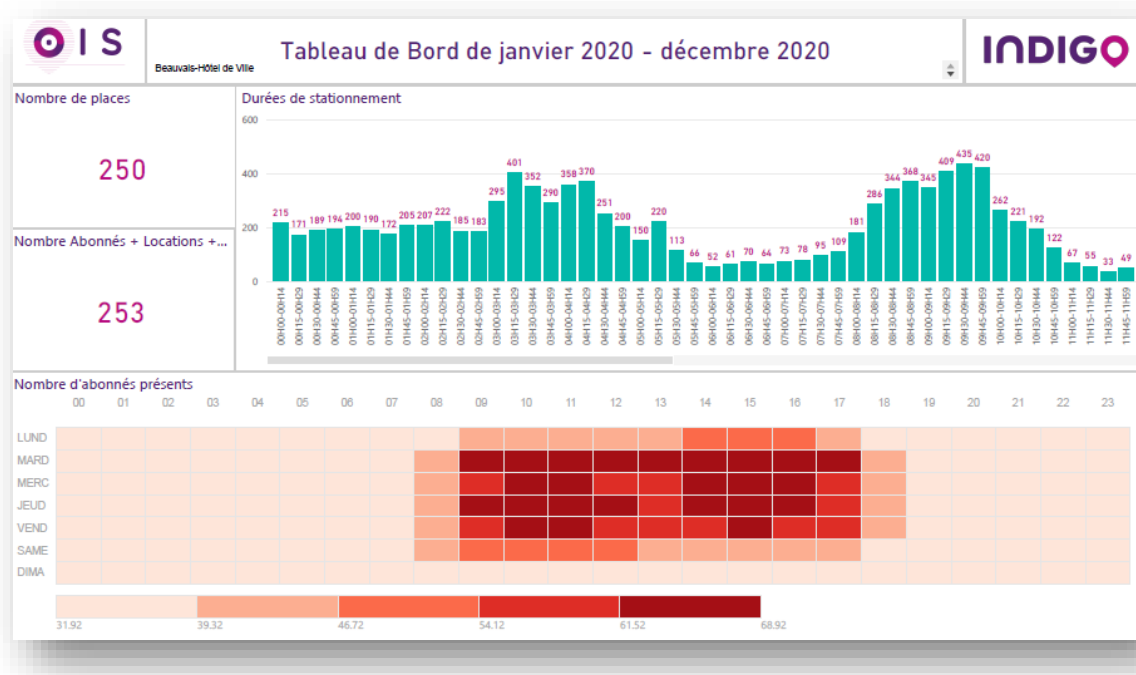
- Une perte d'environ 10% des recettes abonnés par rapport à 2019, suite au premier confinement où les usagers sont passés en télé travail  
la part de recettes horaires a diminué de 32% (41594€ de recettes pour 2020 contre 61372€ en 2019)
- La fréquentation pour l'année 2020 est de 25484 clients horaires pour 38165 en 2019. Avec un constat d'une réelle baisse sur la fin d'année suite à l'annulation du marché de Noël.



Un stationnement principal entre 15 et 30 minutes à la suite de la gratuité de ce temps dans le parking HOTEL DE VILLE.

Le temps moyen de durée de stationnement est de 2h38 grâce à la proximité du parking dans le cœur de ville de Beauvais.

Une chute du ticket moyen au mois de mai car le stationnement de la voirie n'était pas verbalisé donc considérer comme gratuit pour les usagers avec une reprise progressive à partir du mois de juillet qui va augmenter au mois de novembre à la suite du deuxième confinement mais où les usagers ont été moins pénalisés grâce à l'ouverture des commerces et un assouplissement des mesures sanitaires.

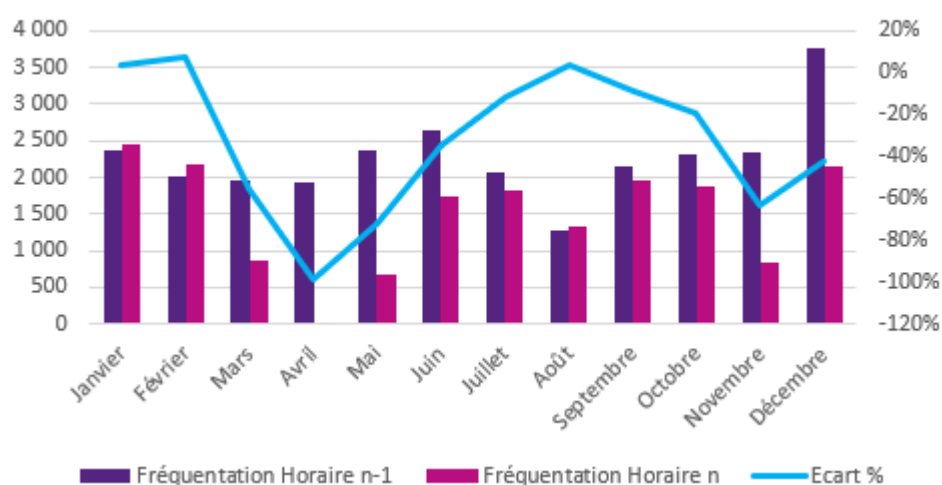


La durée moyenne des abonnés est entre 9h30 et 9h45. Un grand nombre d'abonnés sont des professionnels travaillant à proximité du centre-ville. Ce qui représente un fort taux d'occupation du mardi au vendredi de 9h à 18h.

### Fréquentations Horaires

	Fréquentation Horaire n-1	Fréquentation Horaire n	Ecart %
Janvier	2 366	2 456	4%
Février	2 018	2 164	7%
Mars	1 951	870	-55%
Avril	1 937	29	-99%
Mai	2 355	668	-72%
Juin	2 643	1 728	-35%
Juillet	2 068	1 824	-12%
Août	1 288	1 329	3%
Septembre	2 157	1 967	-9%
Octobre	2 317	1 874	-19%
Novembre	2 334	844	-64%
Décembre	3 754	2 147	-43%
<b>Total</b>	<b>27 188</b>	<b>17 900</b>	<b>-34%</b>

### Fréquentation horaires 2019/2020



La crise sanitaire a fortement impacté les fréquentations du parking. Nous pouvons constater une perte de 32% par rapport à l'exercice de l'année précédente principalement à l'annulation d'événements annuels comme la fête Jeanne Hachette, le marché de Noël.

Après analyse des données nous pouvons conclure :

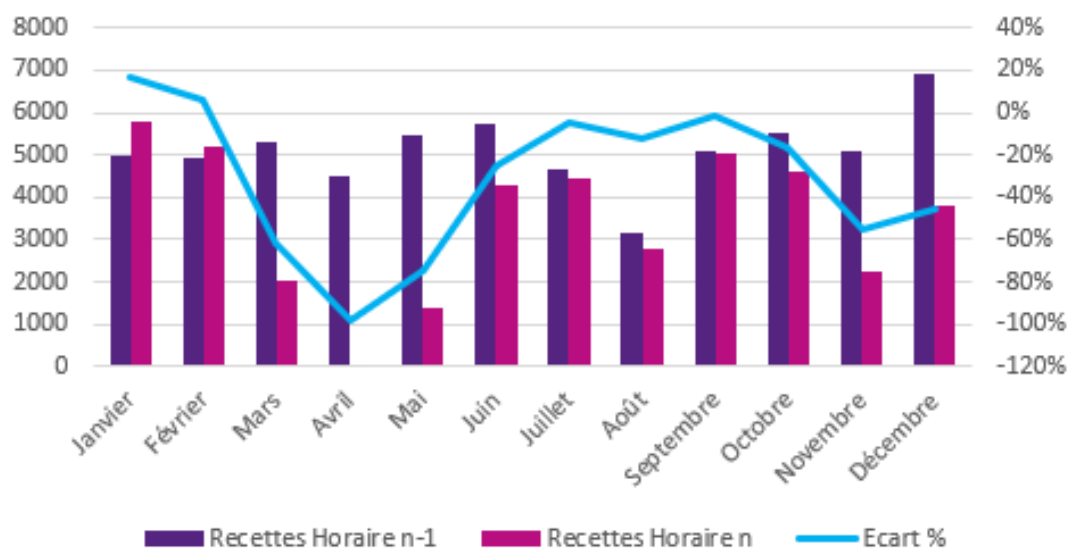
- Les mois de mars (-55% de fréquentations) et avril (-99% de fréquentations) avec la mise en place d'un confinement strict où tous les commerces étaient fermés.
- Le mois de mai (-72% de fréquentations) avec un stationnement en voirie non verbalisé (-72% de fréquentation), ce qui a incité les usagers à se stationner en voirie.
- Une remontée des fréquentations à partir du mois de juillet impactées par différentes vacances annulées.
- En novembre où un deuxième confinement a été mis en place mais avec des mesures moins contraignantes telles que l'ouverture des commerces mais une annulation du marché de Noël qui nous a fortement pénalisé sur le mois de décembre.



### Recettes Horaires

	Recettes Horaire n-1	Recettes Horaire n	Ecart %
Janvier	4968	5792	17%
Février	4911	5182	6%
Mars	5295	2012	-62%
Avril	4491	69	-98%
Mai	5474	1387	-75%
Juin	5742	4276	-26%
Juillet	4670	4422	-5%
Août	3151	2760	-12%
Septembre	5112	5040	-1%
Octobre	5540	4594	-17%
Novembre	5097	2262	-56%
Décembre	6921	3800	-45%
<b>Total</b>	<b>61 372 €</b>	<b>41 594 €</b>	<b>-32%</b>

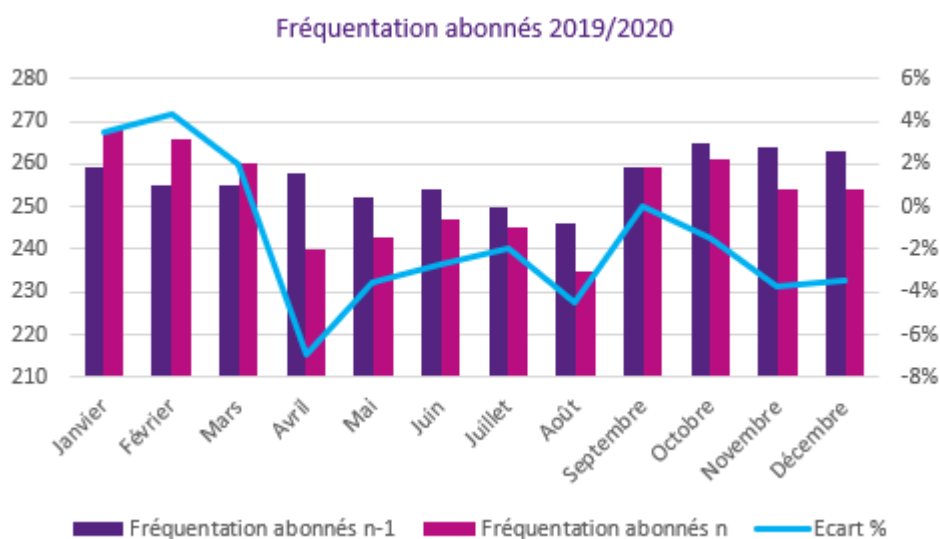
Recettes horaires 2019/2020



Une baisse des recettes qui suit les fréquentations mensuelles d'où le fort impact sur les mois de mars (-62%), avril où nous avons des recettes quasiment nulles (-98%) mais qui connaît une progression à partir du mois de juillet avec une durée de stationnement plus courte qui engendre la perte de recettes par rapport à l'année 2019.

## Nombre d'abonnés

	Fréquentation abonnés n-1	Fréquentation abonnés n	Ecart %
Janvier	259	268	3%
Février	255	266	4%
Mars	255	260	2%
Avril	258	240	-7%
Mai	252	243	-4%
Juin	254	247	-3%
Juillet	250	245	-2%
Août	246	235	-4%
Septembre	259	259	0%
Octobre	265	261	-2%
Novembre	264	254	-4%
Décembre	263	254	-3%
<b>Total</b>	<b>3 080</b>	<b>3 032</b>	<b>-2%</b>



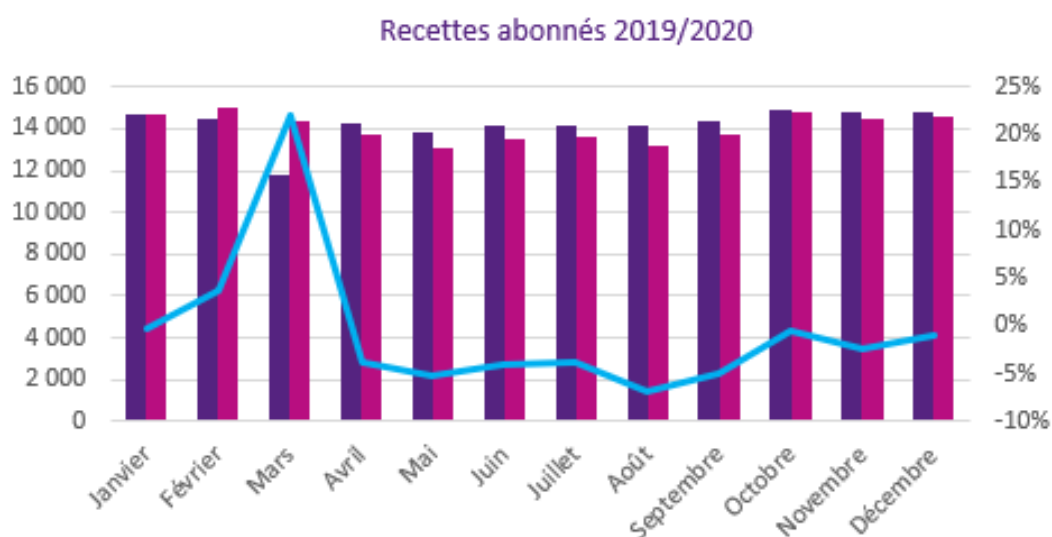
La fréquentation des abonnés a été moins impactée de par nos différentes offres commerciales de l'année, ce qui nous a permis d'avoir une fréquentation abonnés pratiquement à l'identique (-1,6%) que l'année précédente malgré l'année compliquée liée à la crise sanitaire.

- Opération DECONFINEMENT qui a débuté au mois d'avril jusqu'au 31 mai cela nous a permis de maintenir nos abonnés actuels et d'éviter des résiliations

- Opération RENTREE à partir du 24 août jusque 30 septembre : cette opération a été en notre faveur puisque nous sommes repassé sur l'historique de l'année précédente à la fin du mois de septembre, avec une progression d'abonnés par rapport aux mois précédent.
- Opération HIVER du 15 décembre au 31 janvier.

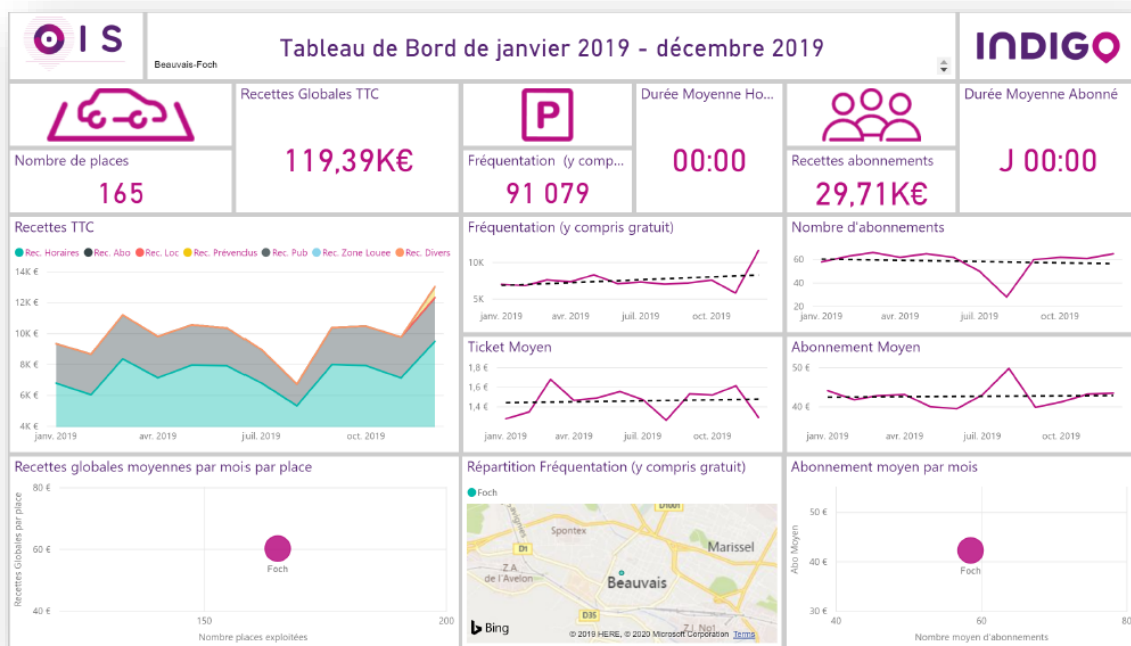
### Recettes Abonnés

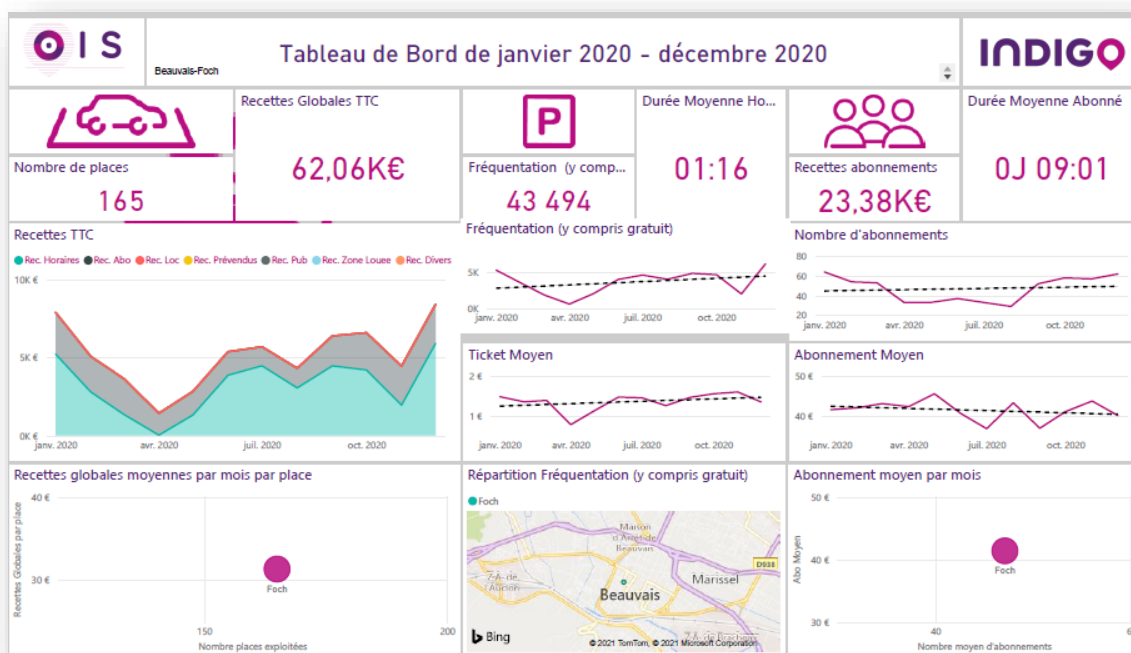
	Recettes abonnés n-1	Recettes abonnés n	Ecart %
Janvier	14 672	14 635	0%
Février	14 505	15 042	4%
Mars	11 766	14 369	22%
Avril	14 228	13 680	-4%
Mai	13 841	13 119	-5%
Juin	14 115	13 547	-4%
Juillet	14 106	13 570	-4%
Août	14 133	13 170	-7%
Septembre	14 416	13 694	-5%
Octobre	14 938	14 846	-1%
Novembre	14 776	14 421	-2%
Décembre	14 767	14 627	-1%
<b>Total</b>	<b>170 262 €</b>	<b>168 720 €</b>	<b>-1%</b>



La tendance des recettes abonnés va dans la continuité de la fréquentation de celle-ci. Les différentes opérations commerciales nous ont permis de préserver les abonnés du parking.

## 7.1.2 Parc de stationnement FOCH



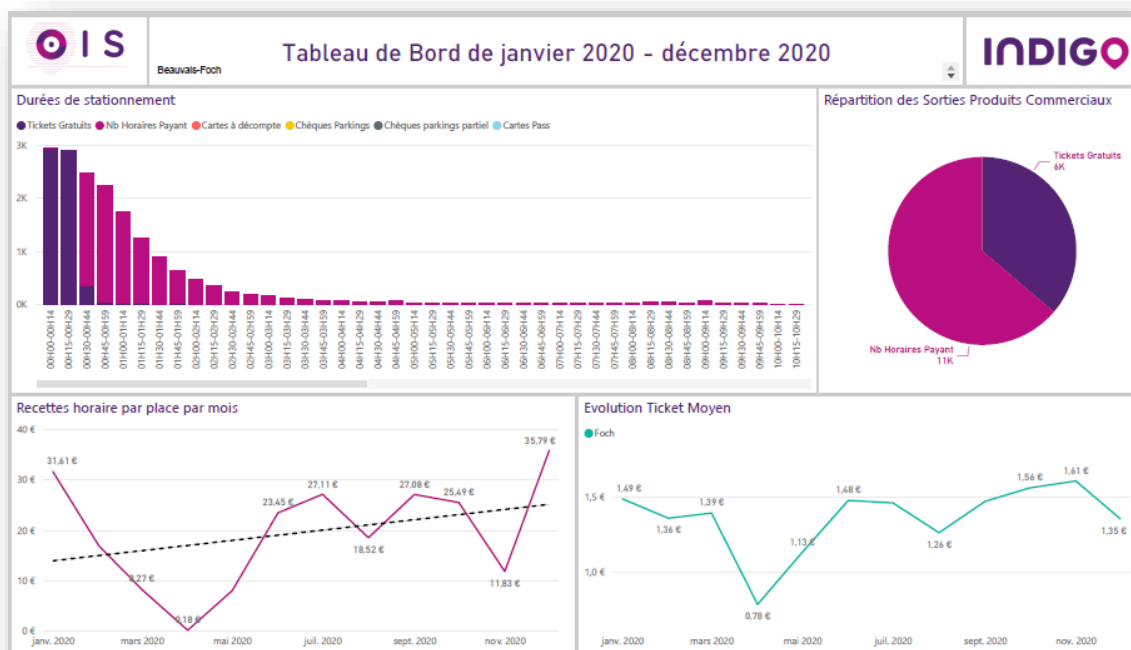


Le parking FOCH est un accès facile aux différents usagers avec les 165 places en plein cœur du centre-ville.

Des recettes globales qui représentent 62,06K€ ce qui représente environ 50% de recettes en moins que l'année précédente. Plusieurs motifs à cette perte de recettes :

- Mise en place d'un avenant au 20 janvier jusqu'à la fin de l'année suite aux différents parking du théâtre. 97 places ont été mis en gratuité pour combler la perte de stationnement gratuit dans le centre ville. Le parking a donc conservé 68 places qui représente le nombre d'abonnés du parking. Afin de leur faciliter l'accès lié à leur souscription. Ce qui occasionné moins de place pour le stationnement horaires.
- Une fréquentation en adéquation avec les recettes globales qui représente une baisse d'environ 50% (43494 en 2020 pour 91079 en 2019)

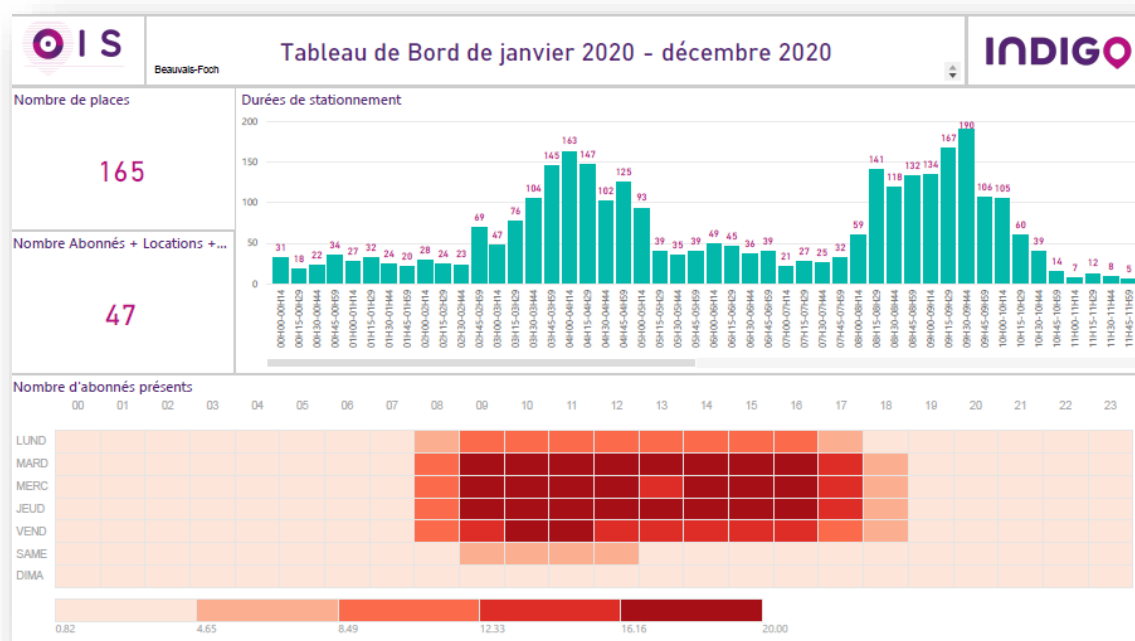
F



La durée moyenne du stationnement horaire et de 1h16. Le parking permet aux clients de se stationner facilement afin d'effectuer les achats nécessaires au quotidien ou de loisirs par sa situation géographique.

Une chute principale sur les recettes horaires par place sur les mois les plus impactés par la crise sanitaire sur les mois de mars (3,27€), avril qui est quasi nul en conséquence du 1er confinement où tous les commerces étaient fermés.

Un ticket moyen qui baisse au mois de décembre suite à l'annulation des principaux événements de Noël.



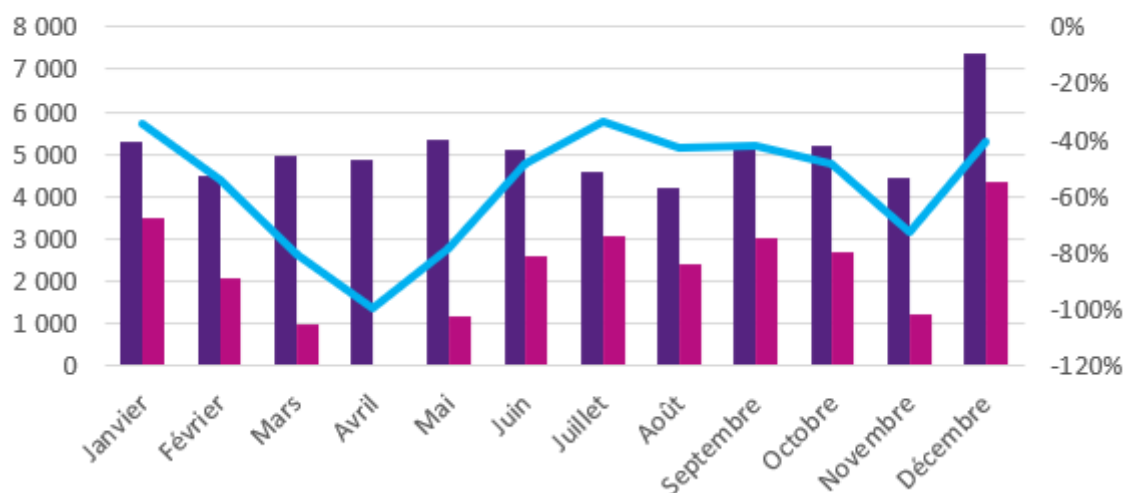
Un fort taux d'occupation des abonnés sur les journées du mardi au vendredi sur une durée moyenne de 9h30, principalement à l'activité professionnelle de ces personnes.

47 abonnés sont liés à l'abonnements 24H24h à 45€ qui représente la tarification mensuelle de la souscription et 20 abonnés sont encore bénéficiaire à l'abonnement associé à la voirie lorsque le parking FOCH était reconnu à la voirie.

### Fréquentations Horaires

	Fréquentation Horaire n-1	Fréquentation Horaire n	Ecart
Janvier	5 317	3 504	-34%
Février	4 483	2 057	-54%
Mars	4 982	980	-80%
Avril	4 874	38	-99%
Mai	5 345	1 171	-78%
Juin	5 089	2 618	-49%
Juillet	4 607	3 061	-34%
Août	4 223	2 423	-43%
Septembre	5 224	3 036	-42%
Octobre	5 215	2 692	-48%
Novembre	4 420	1 213	-73%
Décembre	7 359	4 361	-41%
<b>Total</b>	<b>61 138</b>	<b>27 154</b>	<b>-56%</b>

## Fréquentation horaires 2019/2020

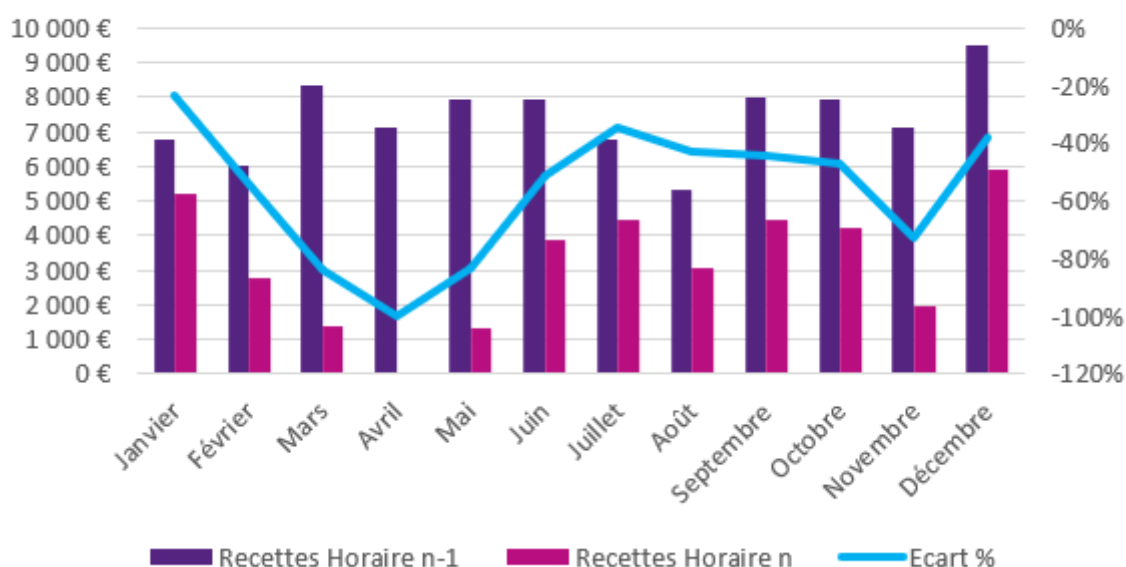


## Recettes Horaires

	Recettes Horaire n-1	Recettes Horaire n	Ecart %
Janvier	6 793 €	5 216 €	-23%
Février	6 042 €	2 795 €	-54%
Mars	8 372 €	1 365 €	-84%
Avril	7 144 €	30 €	-100%
Mai	7 966 €	1 322 €	-83%
Juin	7 917 €	3 869 €	-51%
Juillet	6 788 €	4 474 €	-34%
Août	5 332 €	3 056 €	-43%
Septembre	8 005 €	4 468 €	-44%
Octobre	7 929 €	4 206 €	-47%
Novembre	7 137 €	1 951 €	-73%
Décembre	9 499 €	5 906 €	-38%
<b>Total</b>	<b>88 925 €</b>	<b>38 657 €</b>	<b>-57%</b>



## Recettes horaires 2019/2020



Une baisse des fréquentations sur le parking FOCH suite à différents événements :

- Accessibilité diminuée aux usagers horaires lié aux travaux du parking du théâtre. Baisse de 56% des fréquentations sur l'année.
- Crise sanitaire : une baisse principale sur les mois de mars (- 80%), avril (-99%), novembre (-74%)

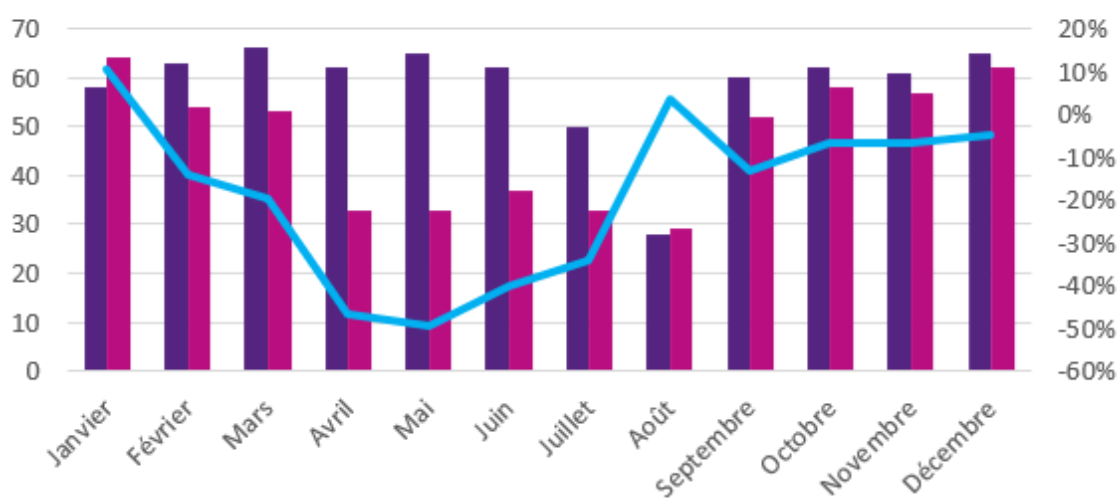
Une remontée des fréquentations sur le mois de juillet qui passe de -51% au mois de juin à -34% mais qui repart à la baisse au mois d'août avec la gratuité de la voirie. Les derniers mois de l'année restent quasi identiques au mois d'août conséquence liée au manque de place de stationnement sauf pour le mois de décembre où la fréquentation repart la hausse suite à la fin des travaux du parking du théâtre. Ce qui permet au parking de redevenir totalement payant sur le dernier mois de l'année.

Des recettes qui suivent la tendance des fréquentations avec à peu près le même pourcentage (-57%).

### Nombre d'abonnés

	Nombre abonnés n-1	Nombre abonnés n	Ecart
Janvier	58	64	10%
Février	63	54	-14%
Mars	66	53	-20%
Avril	62	33	-47%
Mai	65	33	-49%
Juin	62	37	-40%
Juillet	50	33	-34%
Août	28	29	4%
Septembre	60	52	-13%
Octobre	62	58	-6%
Novembre	61	57	-7%
Décembre	65	62	-5%
<b>Total</b>	<b>702</b>	<b>565</b>	<b>-20%</b>

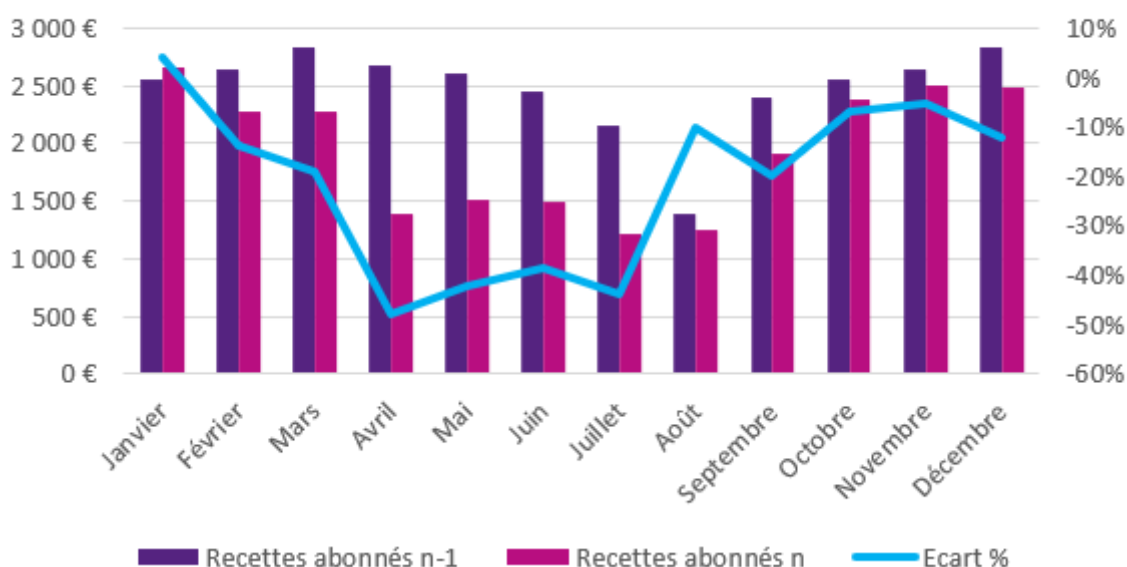
### Nombre abonnés 2019/2020



### Recettes Abonnés

	Recettes abonnés n-1	Recettes abonnés n	Ecart %
Janvier	2 558 €	2 661 €	4%
Février	2 634 €	2 271 €	-14%
Mars	2 830 €	2 286 €	-19%
Avril	2 673 €	1 398 €	-48%
Mai	2 602 €	1 506 €	-42%
Juin	2 448 €	1 502 €	-39%
Juillet	2 153 €	1 213 €	-44%
Août	1 395 €	1 257 €	-10%
Septembre	2 392 €	1 917 €	-20%
Octobre	2 556 €	2 384 €	-7%
Novembre	2 638 €	2 496 €	-5%
Décembre	2 827 €	2 486 €	-12%
<b>Total</b>	<b>29 706 €</b>	<b>23 376 €</b>	<b>-21%</b>

## Recettes abonnés 2019/2020



Une baisse considérable sur les premiers mois de l'année impactée par la crise sanitaire.

- Une augmentation des résiliations ou non renouvellement sur le mois d'avril où l'impact COVID 19 a été plus important

Malgré notre offre de DECONFINEMENT au mois d'avril cela n'a pas été influent pour récupérer les abonnés perdus.

Toutefois l'offre de RENTREE commençant au mois le 24 Août a été positive à partir du mois de septembre où nous passons de -34% au mois de juillet pour -13% pour le mois concerné. Ce qui nous a permis sur les derniers mois de l'année de récupérer nos abonnés et de repasser sur des chiffres comparatifs à 2019.

Une baisse générale de -20% sur les abonnés et de -21% sur les recettes abonnés qui nous permet de conclure que la crise sanitaire a impacté aussi bien la fréquentation des abonnés que celle des horaires.

Le parking HOTEL DE VILLE a beaucoup moins souffert de la fréquentation de nos abonnés comparé au parking FOCH où le type de souscription est beaucoup plus lié au stationnement personnel que que professionnel.

## 7.2 VOIRIE

### 7.2.1 DECENTRALISATION DU STATIONNEMENT

La fourniture des équipements nécessaires à la mise en œuvre du contrôle du stationnement payant sur voirie, le logiciel La réforme du stationnement payant sur voirie, est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018. Pour rappel, cette réforme a entraîné deux modifications majeures pour la gestion du stationnement payant sur voirie :

- D'une part, l'amende pénale de 17 € relative aux infractions au stationnement payant est supprimée. Elle est remplacée par une redevance payée par l'usager soit immédiatement par l'automobiliste dès le début de son stationnement soit sous forme forfaitaire après le stationnement via le paiement d'un forfait post-stationnement.

- D'autre part, le choix de gestion relève de la décision de la collectivité compétente et intègre le contrôle, le recouvrement immédiat ou différé et les recours.

Les possibilités de recours pour les usagers sont maintenues par la réforme et adaptées au nouveau régime juridique mis en place. Pour ceux qui souhaitent contester le bienfondé d'un FPS, un recours administratif préalable obligatoire (RAPO), doit être déposé auprès de l'entité dont relève l'agent ayant contesté l'absence ou l'insuffisance de paiement immédiat.

Modalités retenues par la ville

- Délibération du Conseil Municipal en séance du lundi 6 novembre 2017, les membres de l'assemblée ont approuvé le principe du recours au nouveau dispositif de stationnement payant dépenalisé, les grilles tarifaires et le montant du forfait post-Stationnement (FPS).
- Arrêté sur le stationnement payant du 1er janvier 2018.

Les points principaux retenus par la collectivité sont :

- ✓ La surveillance est assurée par le service des ASVP,
- ✓ Le montant du forfait-post stationnement est fixé à 33 €, minoré à 17 € si acquitté dans les 5 jours suivants la date d'apposition du FPS.
- ✓ La ville de Beauvais a opté pour un cycle partiel, les notices FPS sont imprimés et apposées par les agents sur les pare brises des véhicules
- ✓ Adaptation des horodateurs installés sur le périmètre de la Ville, cette adaptation, qui consiste principalement dans l'ajout sur les tickets de stationnement de l'heure d'arrivée et du montant payé, et la reprogrammation des horodateurs pour tenir compte des décisions de la Ville sur les nouvelles règles tarifaires applicables, et changement des informations tarifaires.
- ✓ De gestion, dont un module de calcul des Forfaits de Post-Stationnement installé sur l'ensemble des PDA des agents de contrôle en charge du stationnement et les imprimantes ainsi que les consommables.
- ✓ Un serveur de gestion des Forfaits de Post-Stationnement nécessaire pour la gestion de leur recouvrement.
- ✓ Les moyens de paiement des FPS et FPS minorés de manière dématérialisée via internet, et par le personnel Indigo physiquement présent à l'accueil du parking Hôtel de Ville.

Prestataire retenu : IER INDESTAT – 3, rue Salomon de Rothschild 92150 SURESNES

- 1 - PC dédié
- 8 - terminaux XCOVER avec License logicielle TeFPS,
- 8 - Cartes SIM 8 Go
- 8 - imprimantes
- 2 - station de charge 4 emplacements

- ✓ La gestion des recours administratifs préalables obligatoires RAPO formés par les usagers du stationnement payant sur voirie qui souhaiteraient contester le Forfait de Post-Stationnement

Prestataire retenu : DOCAPOST 10 rue de l'Entreprise – Parc Saint Christophe Pôle Galilée 2 95863 CERGY PONTOISE CEDEX

Changement au 1<sup>er</sup> septembre 2019 : Centre de traitement RAPO, TSA 41932,59785 LILLE CEDEX9.

## LES ENQUETES DE TAUX DE RESPECT

L'équipe d'ASVP est constituée de 7 personnes, dont 1 responsable. Nous n'avons pas d'information particulière sur les zones contrôlées.

Nous sommes informés des dysfonctionnements des horodateurs par appels téléphoniques ou par mail.

Afin de mesurer le bon fonctionnement du stationnement payant sur voirie et le comparer aux normes éditées par le CERTU (Ministère de l'Équipement), Indigo réalise périodiquement une enquête d'occupation respect et utilise comme indicateur le taux de respect.

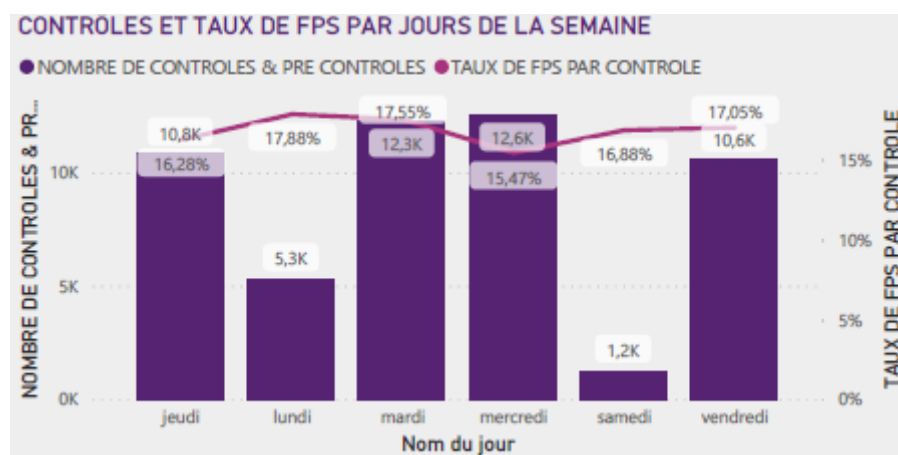
### La méthodologie

Un périmètre de 143 à 471 places payantes réparties selon le statut est retenu pour chaque enquête. L'enquêteur effectue un relevé du respect de la réglementation de chaque véhicule stationné.

Pour l'année 2020 aucune enquête n'a été réalisée suite à la crise sanitaire.



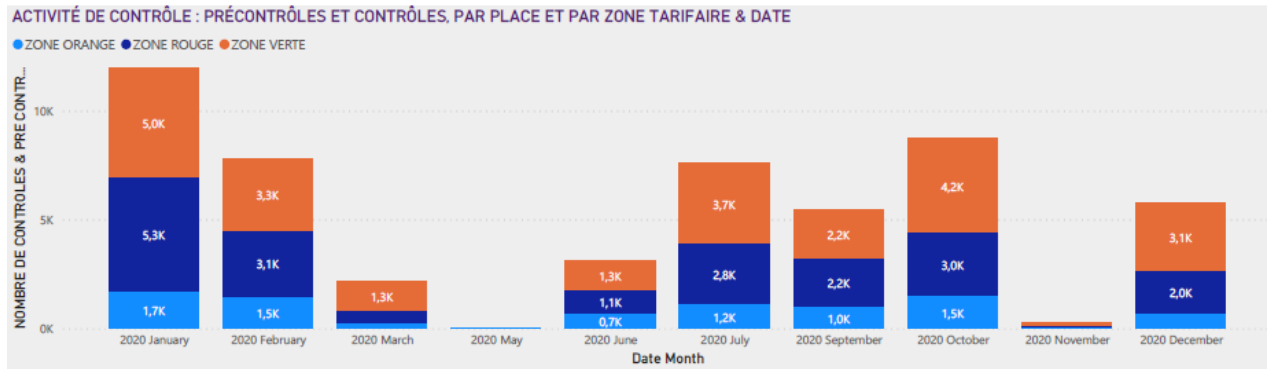
Les contrôles par le terminal sont effectués, en général, sur les véhicules n'ayant pas de ticket apposé sur le pare-brise. Nous pouvons remarquer un fort taux de contrôle les mardi, mercredi et vendredi. Les journées des lundi et samedi sont moins impactées car le stationnement reste gratuit les lundi matin et samedi après-midi. Cette statistique ne tient pas compte des contrôles visuels, mais uniquement de ceux réalisés par le biais du terminal mobile.



Dans la suite des commentaires précédents, les contrôles en zone orange permettent de valider l'utilisation ou non d'un des moyens de paiements dématérialisés. (Pay By Phone et Opngo)

Les zones orange et rouge sont les zones les plus contrôlées afin de valider la rotation des places dans le cœur de ville.

La zone orange est limitée à 2h une fois par jour par plaque d'immatriculation, ce qui explique le fort taux de contrôle sur cette zone.



## 7.2.2 Analyse des recettes de la voirie

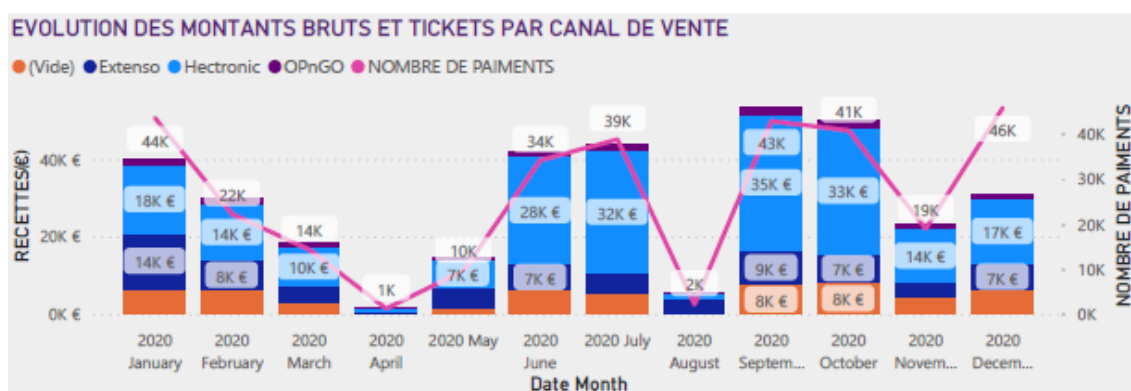
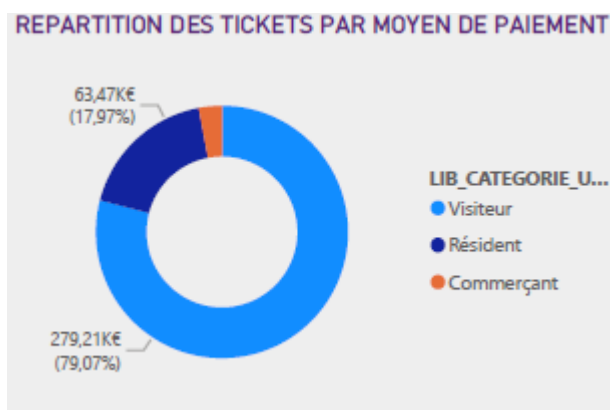
### RECETTES COLLECTEES

INDIGO | BEAUVAIS RECETTES

01/01/2020 31/12/2020

	Recettes Totales (€)	Nombre de Tickets	Ticket Moyen(€)
TOTAL	353,11K€ RECETTES(€)	315,07K NOMBRE DE PAIEMENTS	1,12 € VALEUR DU TICKET MOYEN (€)
VISITEURS	279,21K€ RECETTES VISITEURS	312,52K NOMBRE DE PAIEMENTS	0,89 € VALEUR DU TICKET MOYEN (€)
AUTRES	63,47K€ RECETTES RES PRO	2,26K NOMBRE DE PAIEMENTS	28,05 € VALEUR DU TICKET MOYEN (€)

Les recettes de voirie sont en baisse de 20% par rapport à l'exercice N- 1, en effet, l'année 2020 a été marquée par la crise sanitaire. Le ticket moyen est en hausse de 1,12€ en 2020 contre 1,08€ en 2019, ce qui peut nous permettre de conclure que le temps de stationnements est plus long qu'en 2019.

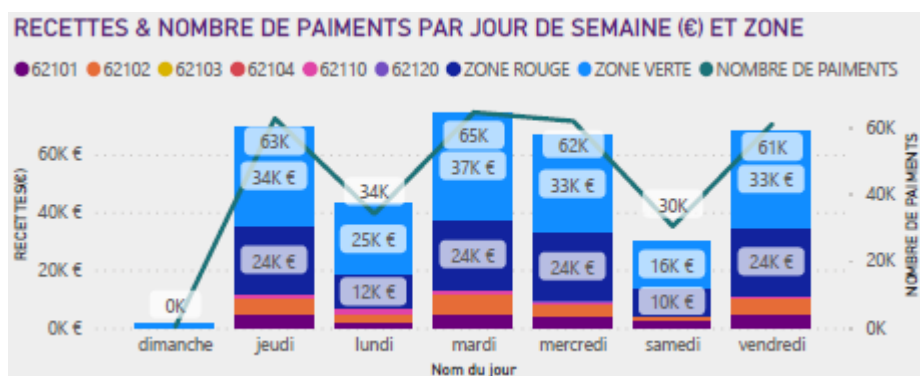


La fréquentation de la voirie est principalement du client horaire près de 80% des tickets sont pris contre 20% d'abonnement résidents.

Une fréquentation quasi nulle au mois d'avril et mai à la suite de la gratuité mise en place par rapport au 1er confinement.

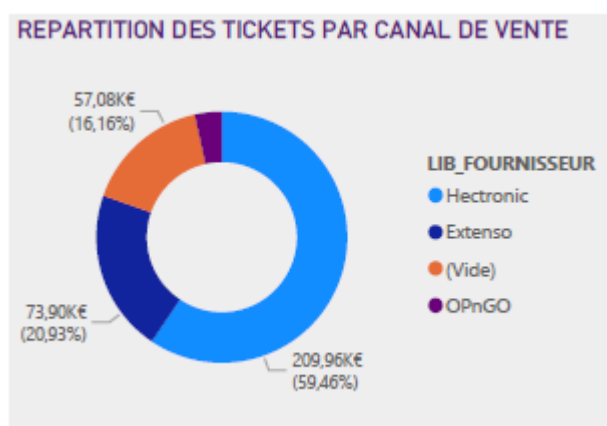
Les fréquentations du mois de décembre ont occasionné une perte de 30% lié à l'annulation du marché de Noël ainsi que les autres animations de fin d'année.

LA tendance des recettes suit les fréquentations.



Les fréquentations des zones rouge et verte représentent la moitié de la rotation. Les fortes affluences de fréquentations sont principalement du mardi au vendredi.

## REPARTITION DES RECETTES



Les horodateurs restent le principal moyen de paiement du stationnement qui peut d'effectuer soit en espèces ou en carte bancaire sans contact.

Les recettes Extenso correspondent aux abonnements des résidents qui représentent environ 21%.

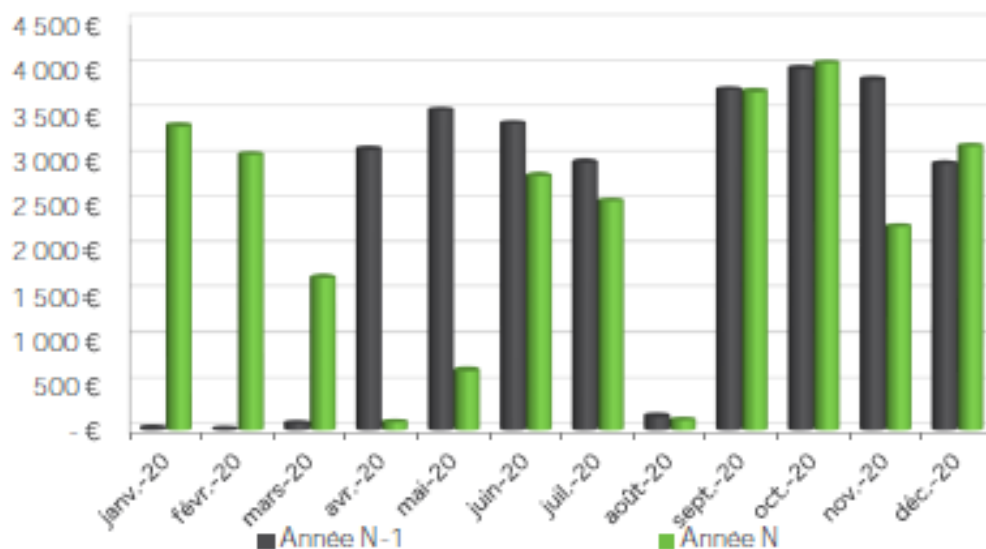
La prédominance des tickets Pay by Phone, plus ancien opérateur, reste valable par rapport à Opngo. Ils représentent plus du triple de recettes sur l'année 2020.



## RECETTES PAYBYPHONE

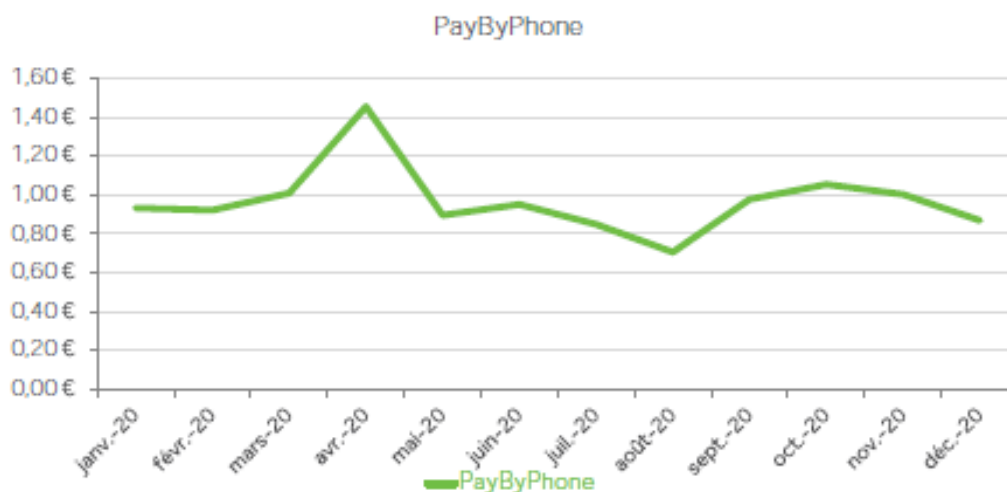
nombre de transactions

recettes de stationnement en €

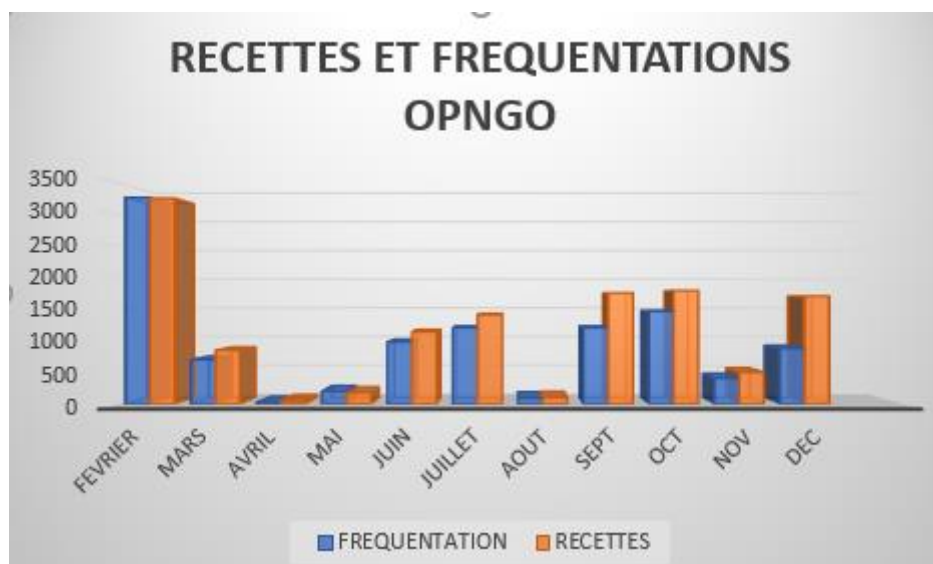


Le ticket moyen représente 0,95€ sur l'année 2020. Les recettes du deuxième semestre restent équivalentes à l'exercice l'année précédente malgré la crise sanitaire. Ce qui représente 27315€ au cumul de l'année.

évolution du ticket moyen

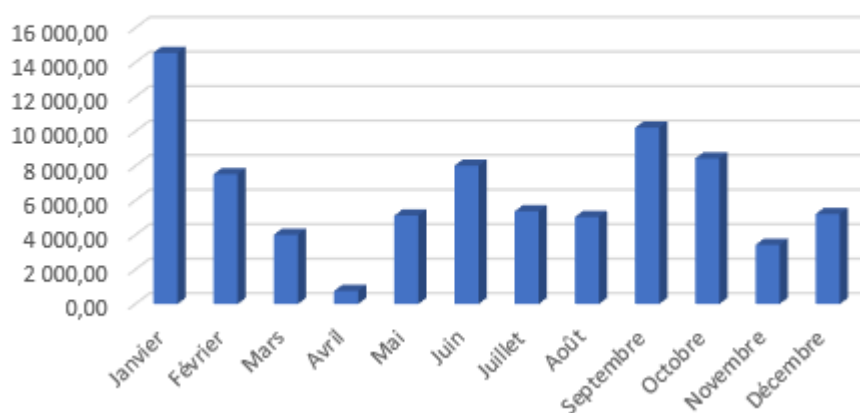


## RECETTES OPNGO



## RECETTES RESIDENTS

## RECETTES ABONNEMENTS RESIDENTS ET COMMERCANTS



	Recettes Abonnés Voirie N-1	Recettes Abonnés Voirie N
Janvier	14 982	14 554
Février	7 796	7 525
Mars	8 882	4 016
Avril	7 621	754
Mai	6 775	5 121
Juin	6 618	8 016
Juillet	4 425	5 373
Août	5 657	5 043
Septembre	10 319	10 215
Octobre	6 875	8 443
Novembre	5 483	3 427
Décembre	3 590	5 218
<b>Total</b>	<b>89 023</b>	<b>77 705</b>

Les mois les plus importants sont :

- ✓ janvier avec 15000€ car beaucoup d'usagers souscrivent leur abonnement sur des années civiles.
- ✓ septembre avec 10300€ suite à la gratuité du mois d'août.

Pour le renouvellements chaque personne bénéficiant de l'abonnement doit chaque année nous présenter les documents qui lui permettent de bénéficier de cet abonnement à tarif préférentiel.

Pour les résidents, les documents demandés qui représente le droit de stationner sont

- ✓ une pièce d'identité
- ✓ justificatif de domicile de moins de trois mois
- ✓ carte grise à la même adresse que le justificatif de domicile.

Pour les commerçants :

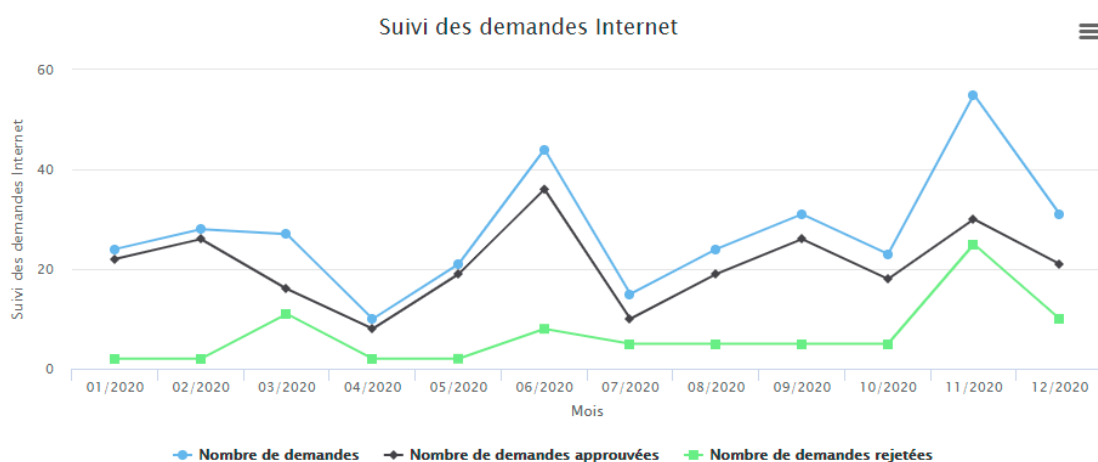
- ✓ carte d'identité

- ✓ carte grise
- ✓ extrait de KBIS moins de 3 mois
- ✓ justificatif de domicile du commerce

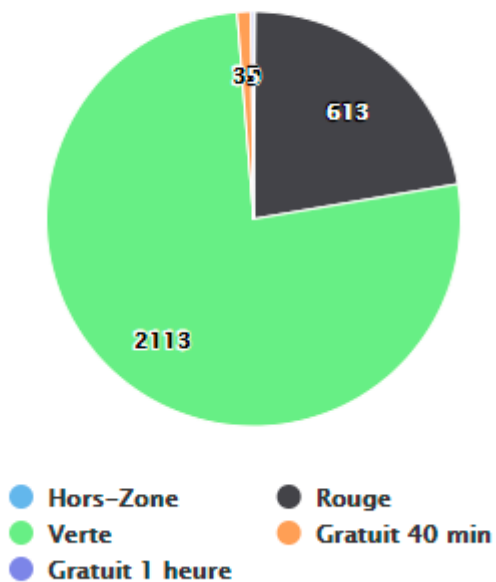
Toutes les pièces présentées sont scannées dans le dossier de chaque client afin que chacun puisse recevoir une alerte une semaine avant par mail lorsque les droits ou l'abonnement arrivent à échéance.

Cette demande peut être également effectuée sur le site internet : [Voirie.fr.parkindigo.com](http://Voirie.fr.parkindigo.com).

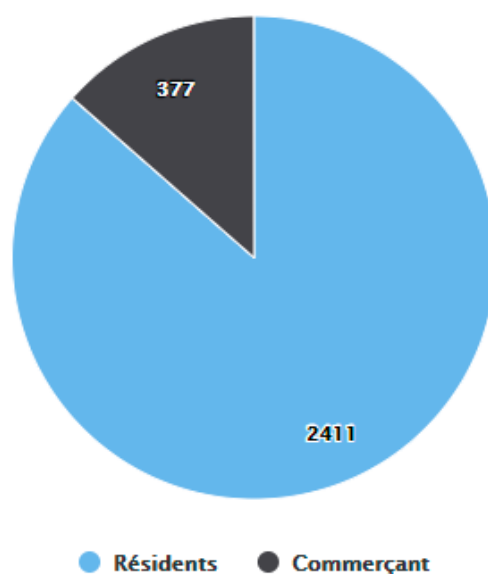
Les demandes de droits sont traitées par les agents INDIGO et validées ou refusées avec le motif. Suite à l'acceptation l'usager peut souscrire son abonnement sur internet.



## Répartition des droits par zone d'habitation



## Répartition des droits par usagers



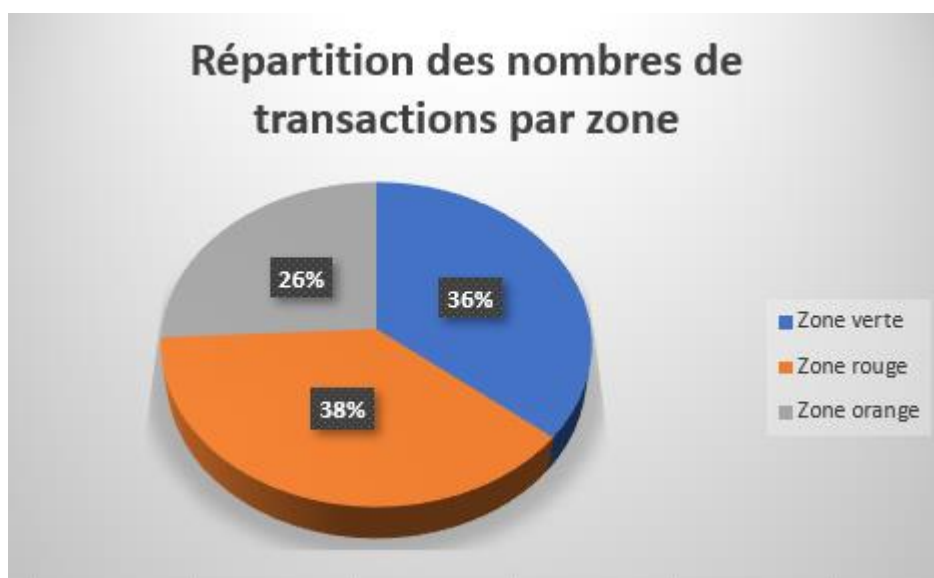
La boutique située au parking de l'Hôtel de Ville, reçoit les résidents de la ville pour la souscription de leurs abonnements. La boutique reste le lieu principal de la souscription, ce qui représente environ 73% des souscriptions contre 27% sur internet.

C'est la principale activité des agents de la boutique, en plus de la gestion des Forfaits Post stationnement.

Il existe deux catégories d'abonnés, les résidents avec droit à deux véhicules à 5 et 10€, et les commerçants, un véhicule à 5€. Les résidents habitent principalement en zone verte.

## SUIVI DE LA ZONE ORANGE

Sur cette zone comprenant, 12 horodateurs et 200 places de stationnement, la durée de stationnement est gratuite deux heures, utilisable une fois par jour.

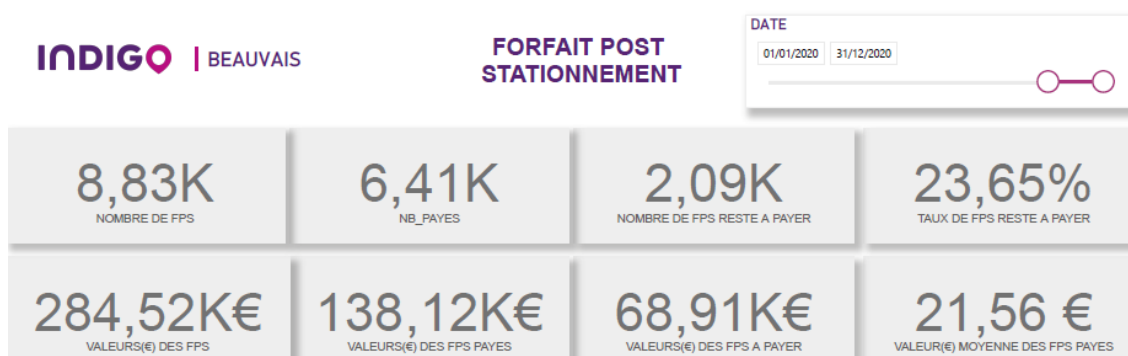


La zone orange représente 26% du nombre de tickets délivrés sur l'année 2020 contre 24% en 2019

Le contrôle régulier permet une bonne rotation et la proximité du centre-ville permet de voir augmenter le ratio qui s'approche de celui des zones rouge et verte.

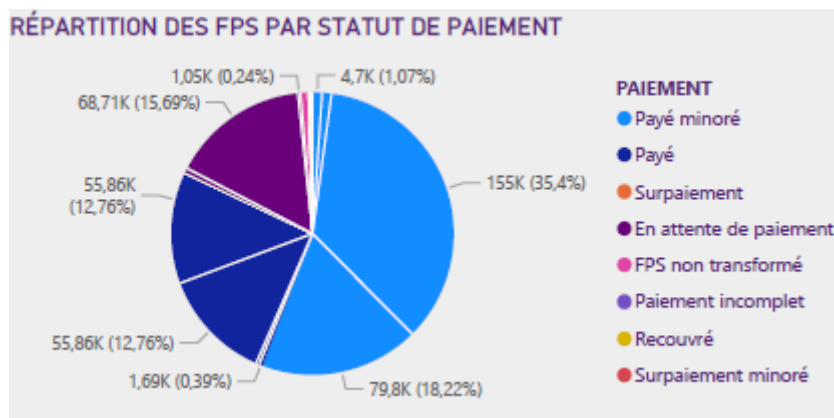
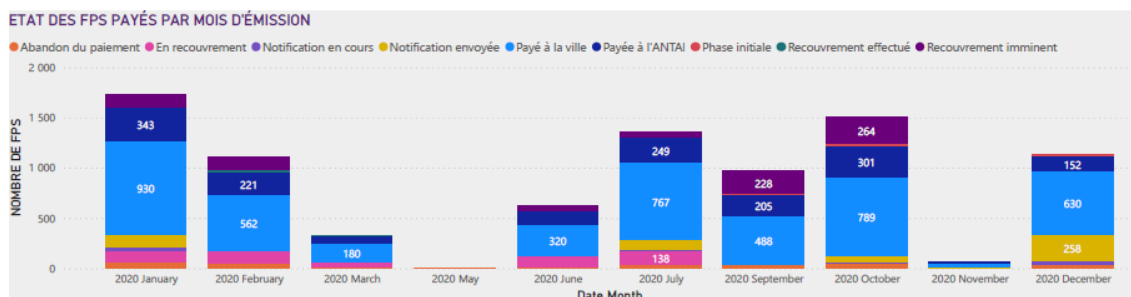
Les zones rouge et verte restent les zones avec des rotations équivalentes, 151500 transactions pour la zone rouge et 142325 pour la zone verte.

## 7.3 FORFAIT POST STATIONNEMENT

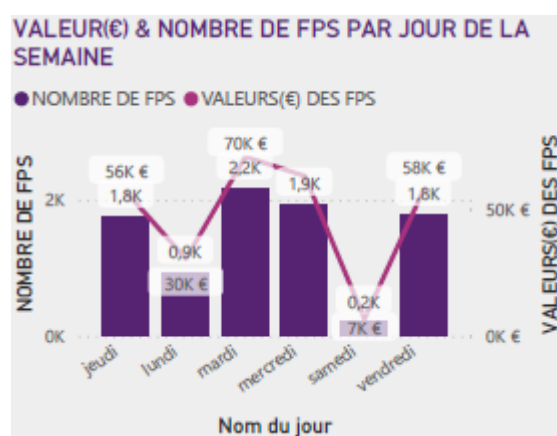


Le délai maximum de paiement d'un FPS est de 3 mois avant que le dossier ne passe en recouvrement, plus de deux tiers des règlements sont des FPS minoré.

Il est soit payé en boutique ou sur les sites de paiement internet, au-delà c'est à l'ANTAI (Agence nationale de traitement automatisé des infractions) que se fait le paiement.







Les mardi et mercredi sont les jours où le contrôles et les forfait post stationnement sont le plus émis, avec des résultats proches de ces jours sur les jeudi et vendredi.

Les lundis et samedis sont moins verbalisés car le stationnement n'est payant qu'en demi-journée.

35% des recettes sont des FPS minorés.

Dans le cas d'une anomalie de fonctionnement des terminaux (perte de réseau ou autres), ou d'une correction administrative du dossier, le responsable de site Indigo effectue la correction avec archivage des justificatifs.

Un FPS en statut « Abandon de paiement », correspond à une annulation d'un FPS par les autorités compétentes.

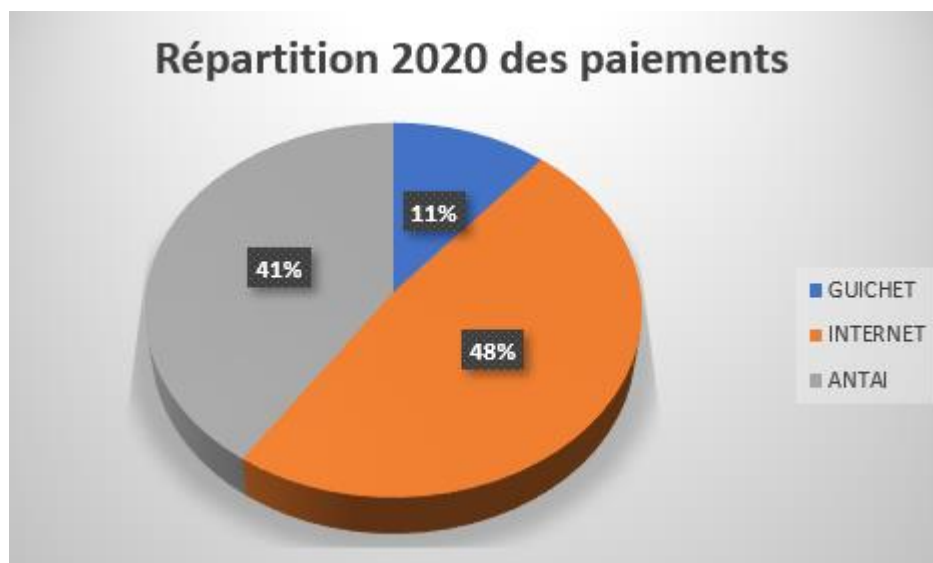
Quand cela concerne le contrôle par les ASVP (Agent de Surveillance de la Voie Publique), ou la politique de clémence de la ville, le représentant de la police municipale est habilité pour l'annulation.

35% des forfaits post stationnement est réglé lors des 5 premiers jours lors de l'émission de celui-ci,

15% sont en attente de paiement compte tenu des délais accordés.

1% des forfaits post stationnement restent en non transformés suite aux différentes demandes d'annulations par rapport aux motifs suivants :

- à une contestation
- à une erreur de saisie de plaque d'immatriculation lors de la verbalisation
- aux plaques étrangères



11% de paiements s'effectuent en boutique, 5% de moins que l'année précédente, suite aux différentes fermetures liées au confinement. Le paiement privilégié est la carte bancaire qui représente les 2/3 des recettes de forfait post stationnement.

48% des Forfait post stationnement sont réglés sur internet.

41% des personnes effectuent leur règlement à l'ANTA I (après le délai de 5 jours) suite à la majoration de Forfait post stationnement soit par téléphone, voie postale ou Internet.

## 7.4 RAPO (Recours Administratif Préalable Obligatoire)



L'usager peut être en désaccord avec le forfait post stationnement émis. Pour cela il a la possibilité d'effectuer un recours via le lien [beauvais.usagers.tefps.fr](http://beauvais.usagers.tefps.fr) ou soit par voie postale.

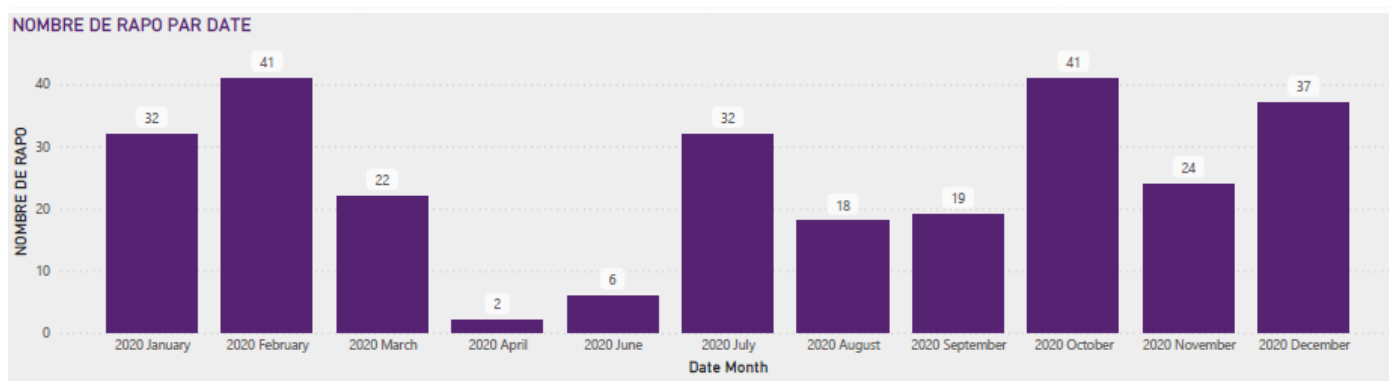
En 2020 274 RAPO ont été effectués, 63 ont été acceptés ce qui représente environ 23% de taux d'acceptation.

210 ont été rejetés soit un peu plus de 75%.

Les principaux motifs de rejets sont :

- Modalités d'envoi non respectées (carte PMR apposée en photocopie, plaque d'immatriculation non conforme...)

- Contestation hors délai
- Mauvaise saisie de la plaque d'immatriculation
- Demande d'indulgence refusée par la ville.

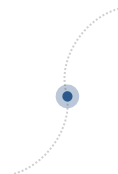


## 7.5 CALCUL DE LA REDEVANCE AU DELEGANT

Le calcul de la redevance au délégant pour l'année 2019 est détaillé en annexe.







## 8 Annexes

*Annexe 1 : Présentation des Méthodes et des Eléments de Calcul Economique Annuel et Pluriannuel*

*Annexe 2 : Gestion des frais de structure*

*Annexe 3 : Etablissement des Comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la Délégation de Service Public*

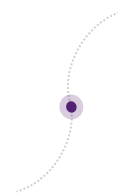
*Annexe 4 : Comptes du délégataire*

*Annexe 5 : Information sur le patrimoine*

*Annexe 6 : Détermination de la redevance*

*Annexe 7 : Tableaux de bords annuels*

*Annexe 8 : Sources Indicateurs qualité (Statistiques numéros Clients / Visites mystères, etc.)*



# COMPTES DU DELEGATAIRE

VILLE DE BEAUVAIS

PARC DE STATIONNEMENT	Ville de BEAUVAIS
DELEGANT	Ville de BEAUVAIS
DELEGATAIRE	BEAUVAIS STATIONNEMENT
ANNEE	2020

## Compte de résultat de la délégation de service public au 31/12/2020

EN H.T.	Année 2019	Année 2020	2020 / 2019 en valeur	2020 / 2019 en %
Horaires parcs	102 754	67 965	-34 788	-33,9%
Abonnés parcs	165 024	160 081	-4 943	-3,0%
Voirie	256 125	163 787	-92 338	-36,1%
Garantie de recettes villes	67 321	29 706	-37 615	-55,9%
Prestation de services				
Activité de Contrôle				
Appels de charges amodiataires				
Activités annexes	1 653	1 173	-480	-29,1%
Sous Total Chiffre d'Affaires	592 876	422 712	-170 165	-28,7%
Subventions d'exploitation				
Autres Produits	863	0	-863	-100,0%
Sous Total Autres Produits	863	0	-863	-100,0%
<b>Total Produits d'Exploitation</b>	<b>593 740</b>	<b>422 712</b>	<b>-171 028</b>	<b>-28,8%</b>
Personnel Interne Au Groupe VP (Yc Personnel Technique)	-126 410	-137 048	-10 638	8,4%
Personnel Contrat à Durée Déterminée				
Autre Personnel externe et Frais Divers	-30 323	-9 321	21 002	-69,3%
Personnel Intérimaire d'Exploitation	-19 552	-8 612	10 939	-56,0%
Prestations de Nettoyage	-425		425	-100,0%
Prestations de Gardiennage	198		-198	-100,0%
Sous Total Frais de Personnel	-176 512	-154 981	21 530	-12,2%
Entretien : Interventions Techniques et Fournitures	-51 738	-35 509	16 229	-31,4%
Entretien : Contrats	-21 441	-27 095	-5 654	26,4%
Electricité, Fluides	-16 166	-19 983	-3 817	23,6%
Autres Prestations Sous Traitées				
Frais de Télécommunication	-15 054	-10 081	4 973	-33,0%
Location Matériel d'Exploitation	-1 960	-7 287	-5 327	271,7%
Sous Total Autres Frais d'Exploitation	-106 359	-99 954	6 405	-6,0%
Actions Commerciales	-2 238	-791	1 447	-64,7%
Collecte de Fonds et Commissions	-16 291	-14 676	1 615	-9,9%
Frais Administratifs et Divers	-812	-685	127	-15,6%
Sous Total Frais Fonct. Adm. & Commerc.	-19 341	-16 152	3 189	-16,5%
<b>Total Charges Directes d'Exploitation</b>	<b>-302 212</b>	<b>-271 088</b>	<b>31 124</b>	<b>-10,3%</b>
Police d'Assurances	-3 142	-3 440	-299	9,5%
Sinistres	-1 039		1 039	-100,0%
Loyers, Charges Locatives et de Co-Propriété	-3 177	-1 209	1 968	-61,9%
Redevances Aux Concédants	-1 014		1 014	-100,0%
Taxes et Versements Assimilés	-16 952	-9 541	7 412	-43,7%
Autres Charges et Provisions Courantes	-526	-1 630	-1 104	210,2%
Charges de Gros Entretien		-12 024	-12 024	
Frais de Pilotage et d'Encadrement Région	-13 043	-8 539	4 504	-34,5%
Frais Généraux Siège	-40 018	-34 410	5 608	-14,0%
Total Autres Charges d'Exploitation	-78 910	-70 792	8 118	-10,3%
<b>Total Autres Charges d'Exploitation</b>	<b>-78 910</b>	<b>-70 792</b>	<b>8 118</b>	<b>-10,3%</b>
<b>Total Charges d'Exploitation</b>	<b>-381 122</b>	<b>-341 880</b>	<b>39 242</b>	<b>-10,3%</b>
Autres Charges Non Courantes				
Dot. Amort. Mat. Bureau / Transport	-356	-768	-412	115,7%
Dotations aux amortissements d'Exploitation	-96 231	-258 722	-162 492	168,9%
Autres Provisions Non Courantes				
Total Amortissements et Provisions Non Courantes	-96 587	-259 490	-162 903	168,7%
<b>Total Charges Non Courantes</b>	<b>-96 587</b>	<b>-259 490</b>	<b>-162 903</b>	<b>168,7%</b>
<b>EBIT</b>	<b>116 031</b>	<b>-178 659</b>	<b>-294 690</b>	<b>-254,0%</b>
Frais Financiers	-40 546	-34 238	6 309	-15,6%
Total Frais Financiers	-40 546	-34 238	6 309	-15,6%
<b>Total Frais Financiers</b>	<b>-40 546</b>	<b>-34 238</b>	<b>6 309</b>	<b>-15,6%</b>
<b>Resultat Net avant Impot Parc</b>	<b>75 485</b>	<b>-212 897</b>	<b>-288 381</b>	<b>-382,0%</b>
Prestations Internes		-0	-0	
Prestations Internes		-0	-0	
<b>Prestations Internes</b>		<b>-0</b>	<b>-0</b>	

**Rapport n° B-DEL-2022-0003**

Commission : Commission générale  
Service : Éducation

**Conventionnement avec l'école privée Saint Esprit**

Dans le cadre du plan France Relance, le Ministère de l'Éducation Nationale de la Jeunesse et des Sports a publié un appel à projet pour un socle numérique de base en janvier 2021.

La ville a répondu à l'appel à projet en avril 2021 pour 10 écoles élémentaires.

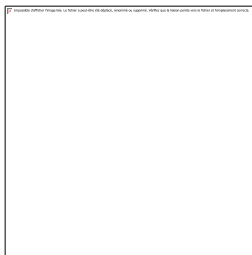
Par ailleurs, l'éligibilité du projet d'une école privée étant possible à condition que son dossier soit intégré au projet global, la ville a effectué une demande pour l'école élémentaire du Saint Esprit et effectuée les dépenses nécessaires pour la dotation.

En août 2021, une subvention est accordée par l'État à hauteur de 23% du projet d'investissement.

Considérant la demande par l'État de revoir le projet d'investissement pour l'attribution de la subvention,

Il est proposé au conseil municipal :

- d'approuver la mise en débet de l'école Saint Esprit pour la somme de 2330 euros, correspondant à la différence entre les achats réalisés par la ville à hauteur de 7260 euros pour le compte de l'école et la subvention perçue de l'État de 4930€ ;
- d'approuver le contenu de la nouvelle convention entre la ville et l'école élémentaire du Saint Esprit ci-jointe ;
- d'autoriser madame le maire à signer et produire toutes les pièces se rapportant à cette affaire.



**CONVENTION DE PARTENARIAT  
APPEL A PROJET SOCLE NUMERIQUE DE BASE**

**Entre les soussignés :**

Nom : école du Saint Esprit

Adresse : 68 Rue de Pontoise - 60026 Beauvais cedex

Tél : 03 44 12 19 40

Fax : 03.44.12.19.53

Mail : stesprit.beauvais@ac-amiens.fr

Agissant au nom de Madame Claire LEMAIRE – en sa qualité de Chef d'établissement

Et

Nom : Madame Caroline CAYEUX

Adresse : Mairie de Beauvais

1 rue Desgroux – 60000 Beauvais

Tél : 03.44.79.40.00

Agissant au nom de la Ville de Beauvais en sa qualité de Maire.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit.

**Article 1 : Objet de la convention**

L'Etat a fait paraître au journal officiel du 14 janvier 2021, un appel à projet pour l'aide à l'acquisition d'un socle numérique de base en faveur des écoles élémentaires dans le cadre du plan France Relance.

Cet appel à projet centré sur le 1er degré vise à réduire les inégalités scolaires et à lutter contre la fracture numérique en contribuant à assurer un égal accès au service public de l'éducation.



L'appel à projet permet aux organismes publics en charge de la scolarité ou privés sous convention de déposer un projet d'investissement pour les écoles. L'ensemble des projets déposés par les acteurs publics ou privés sous convention doit être instruit et déposé par la ville.

Cette aide est plafonnée à 540 000 € par demande, à 3500 € par classe.

Pour être éligible, la dépense minimale engagée pour chaque école devra s'élever à 3 500 €.

La présente convention est faite pour accompagner la demande de l'école du Saint Esprit et acter le règlement par l'école du Saint Esprit à la Ville de Beauvais de la différence entre la subvention reçue de l'Etat en faveur de projet du Saint Esprit et le total des dépenses engagées sur devis par la commune pour l'école du Saint Esprit.

## **Article 2 : Motivation**

Pour l'école Saint Esprit

Mettre en place un investissement en informatique permettant de moderniser le matériel utilisé par les élèves lors de l'instruction :

- L'équipement d'un ordinateur par classe,
- L'équipement de 13 ordinateurs pour constituer la salle informatique,
- L'équipement de deux classes mobiles.

Pour la Ville de Beauvais :

- De porter le projet de l'école du Saint Esprit et de l'inclure dans sa réponse à l'appel à projet,
- Le règlement par l'école du Saint esprit d'un débet correspondant à la différence entre les dépenses retenues dans le cadre de l'AAP définitif et la subvention reçue.

## **Article 3 : Modalités**

Pour l'école privée du Saint Esprit,

L'école s'engage à apporter les pièces constitutives du dossier de réponse à l'appel à projet.

Etant donné le total des subventions accordées par l'Etat pour 7 écoles retenues au lieu de 10, une nouvelle répartition des crédits a été effectuée en octobre 2021.

Le total des dépenses prévisionnelles retenues dans le cadre de l'appel à projet définitif (octobre 2021) pour l'acquisition du matériel est de 7260 euros par l'école élémentaire sous contrat le Saint Esprit. La subvention maximale accordée à l'école du Saint Esprit est de 4930 euros.

Selon les achats que l'école Saint Esprit a prévus à partir de la subvention accordée, l'Etablissement s'engage à rembourser à la ville de Beauvais la différence entre la subvention obtenue de l'Etat et la dépense totale d'investissement retenue dans le cadre de l'AAP définitif.

Pour la Ville de Beauvais :

- Transmettre la candidature de l'école élémentaire Saint Esprit en même temps que ses demandes à la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale de l'Oise en réponse à l'appel à projet de l'état.
- Prendre en compte les achats correspondant à la somme retenue dans la réponse à l'appel à projet définitif en faveur de l'école du Saint Esprit dans ses commandes,
- Faire une avance sur dépenses en faveur de l'école du Saint Esprit en fonction d'une part de la subvention attribuée par l'Etat pour l'ensemble des projets déposés.
- Faire livrer le matériel retenu dans le cadre de l'AAP définitif à l'établissement après avis d'attribution de la subvention à la commune,
- Emettre un avis de débet en faveur de l'école du Saint Esprit qui correspond à la différence entre la somme versée par l'Etat au titre de la subvention et une partie des dépenses retenues dans la cadre de l'AAP définitif par la commune après réception de l'avis d'attribution de la subvention par l'Etat.

#### **Article 4 : Résiliation**

Ce partenariat deviendra ferme et définitif à réception de la présente convention signée par l'école du Saint Esprit et lors de l'obtention de l'avis d'attribution de la subvention de l'Etat en faveur du projet proposé par l'école du Saint Esprit.

#### **Article 5 : Litiges**

En cas de litige ou contestation portant sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention et si un accord amiable n'a pu intervenir, les parties conviennent de porter leurs différends devant le tribunal administratif compétent.

Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique Télérecours citoyen accessible par le biais du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Convention faite en double exemplaire dont un à conserver et un à renvoyer signer par retour de courrier.

Fait à Beauvais, le

Pour la Ville de Beauvais  
Caroline CAYEUX  
Maire de Beauvais

Pour l'École du Saint Esprit  
Claire LEMAIRE  
Chef d'Etablissement

Cachet et signature

Cachet et signature



**Rapport n° B-DEL-2022-0014**

Commission : Commission générale

Service : Politique de la Ville - Renouvellement Urbain

**Cohésion sociale - Bourse aux initiatives citoyennes - reconduction du dispositif en 2022 et approbation du règlement**

Afin de donner les moyens aux habitants de se mobiliser dans la vie de leur quartier, la Ville de Beauvais a proposé au début de l'année 2015 la création de la Beauvais Bourse aux Initiatives Citoyennes (BBIC).

L'ambition de cette bourse est d'inciter les habitants à construire des micro-projets qui contribuent à l'animation de leur quartier, à l'amélioration du cadre de vie et au développement des échanges intergénérationnels.

Pour l'année 2022, la BBIC s'adresse à la fois aux associations et aux groupes d'habitants.

Pour les projets associatifs, il s'agit au travers de ce dispositif, d'encourager à nouveau les actions de lien social et de vivre ensemble au sein des quartiers relevant de la politique de la ville.

Le financement de projet d'habitants s'attache à favoriser la poursuite de la prise d'initiative citoyenne et s'adresse à l'ensemble des Beauvaisiens, de manière à encourager la mixité sociale entre les quartiers.

Les modalités de fonctionnement de la bourse sont précisées dans le règlement intérieur annexé à la présente délibération.

Ainsi, il est proposé au conseil municipal :

- d'approuver la reconduction du dispositif de la bourse aux initiatives citoyennes impliquant une participation financière de 20 000 euros, inscrite au budget primitif 2022 ;
- d'approuver le règlement de la bourse.

# Règlement de la BOURSE AUX INITIATIVES CITOYENNES Année 2022

## Article 1. Préambule

La bourse aux initiatives citoyennes est une enveloppe financière à rythme annuel abondée par la Ville de Beauvais afin de soutenir des initiatives collectives présentées par des associations et des groupes d'habitants, productrices de lien social. Cette bourse, initiée en 2015, s'inscrit dans les orientations prioritaires de la loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, relatives à l'émergence et l'accompagnement des initiatives locales. D'autres collectivités, d'autres structures publiques ou privées peuvent participer financièrement à cette bourse.

Le présent règlement précise les objectifs et le fonctionnement de la bourse, présente les instances, les procédures applicables et les critères de financement qui s'imposent à tout membre ou personne qui concourt à l'existence et participe à son fonctionnement, et tout porteur de projet déposant une demande de bourse.

Ce règlement n'est pas définitif, le comité de sélection a la possibilité de l'amender en cours d'année.

## Article 2. Objectifs

La bourse aux initiatives citoyennes a pour buts de dynamiser et valoriser les initiatives des habitants, au plus près de leur vie quotidienne.

Ses objectifs sont donc, par une aide financière et souple, de :

- favoriser l'expression, la volonté, la capacité d'entreprendre des habitants, qu'ils soient ou non organisés en association ;
- contribuer au rapprochement des citoyens et des institutions dans un souci de démocratie locale, renforcer les échanges entre les associations et les habitants ;
- favoriser tous projets ou actions émanant d'initiatives locales, concourant à développer la vie sociale de proximité ;
- favoriser l'intégration et la mixité des populations d'âge et d'origine différents ;
- favoriser l'émergence d'actions sociales innovantes.

## Article 3. L'enveloppe de la bourse et son public cible

L'enveloppe de la bourse aux initiatives citoyennes est votée dans le cadre du budget primitif de la Ville de Beauvais.

Pour l'année 2022, elle s'élève à 20 000 € répartis entre les projets associatifs encourageant à la prise d'initiatives des habitants des quartiers de la politique de la ville et concourant à leur implication dans la vie de leur quartier et les projets d'habitants, pour la réalisation de projets d'animation et de renforcement du vivre ensemble au sein des quartiers beauvaisiens.

## Article 4. Nature des projets soutenus

Les projets proposés pourront concerner les domaines aussi divers que les sports, la culture, les loisirs, le social, l'environnement et cadre de vie, à partir du moment où ils encourageront les prises d'initiative et/ou renforceront le vivre ensemble au sein des quartiers.

La bourse pourra servir à financer la communication, l'achat de petites fournitures pour l'action, les entrées de lieux sportifs ou culturels, le transport, mais en aucun cas les fournitures servant au fonctionnement ou à l'investissement d'une association. Le porteur de projet s'engage, autant que faire ce peut, à mettre en commun les moyens avec les partenaires du territoire.

Ne sont pas éligibles les projets d'ordre privé ou individuel (ex : formation d'un jeune), les projets de sorties extérieures à la commune, les opérations demandant des fonds importants, la vocation du fonds étant de privilégier les micro-projets pour lesquels le fonds serait un coup de pouce immédiat.

## Article 5. Conditions d'attribution de la bourse

Les projets devront être présentés par des personnes physiques ou morales résidant à Beauvais. Si le projet est porté par un groupe d'habitants, les deux tiers des participants devront résider, à titre permanent, sur la commune et être majeurs. De plus, le projet devra revêtir un caractère collectif et être porté à minima par 3 personnes n'appartenant pas à la même famille. Le porteur de projet associatif ne devra pas limiter ses actions à ses seuls adhérents ni à ses amis ou à sa famille, mais élargir aux habitants des quartiers prioritaires.

#### Instruction des dossiers :

Pour être financé, le porteur de projet doit suivre la procédure suivante :

- retirer les dossiers de demandes de bourse auprès du secrétariat de la Direction de la Politique de la Ville et du Renouvellement Urbain ou encore sur le site internet de la Ville de Beauvais (par téléchargement) ;
- rencontrer impérativement avant le dépôt du dossier, les chargés de mission ou référents de quartier ;
- déposer les projets 10 jours avant la date du comité de sélection au secrétariat de la Direction de la Politique de la Ville et Renouvellement Urbain ou auprès des chargés de mission territoriaux ;
- venir présenter et défendre leur action le jour du comité de sélection des projets.

#### Décision:

- les projets retenus seront soumis au vote en conseil municipal ;
- deux conventions seront envoyées par courrier aux porteurs de projet accompagnées du règlement et d'un imprimé-bilan. Elles devront être retournées signées à la Direction de la Politique de la Ville ;
- un bilan financier de l'action (compte-rendu qualitatif, quantitatif et copies des factures) devra être effectué par le porteur du projet dans les trois mois qui suivent l'action.

### **Article 6. Le dossier de demande de bourse**

Le dossier de demande de bourse devra contenir les renseignements suivants:

- état civil du ou des demandeurs avec les statuts s'il s'agit d'une association ;
- descriptif du projet (objectifs, lieu, date, déroulé, partenariat, etc) ;
- plan de financement prévisionnel faisant apparaître le montant sollicité ;
- devis relatifs aux dépenses indiquées dans le budget prévisionnel ;
- attestation d'assurance couvrant les risques liés au projet présenté ;
- relevé d'identité bancaire récent, codes APE et SIRET dans le cas d'une première demande de financement ;
- identité et coordonnées précises de la personne habilitée à recevoir les fonds dans le cas d'un groupe d'habitants.

### **Article 7. Montant de la bourse et modalités de versement**

Le montant de la bourse est déterminé par le jury au vu de l'examen des dossiers, dans la limite maximale de :

- 500 euros par projet d'habitants ;
- 800 euros par projet associatif, avec la possibilité :
  - d'un financement pouvant aller jusqu'à 1 000 € dans le cas où des mesures sécuritaires devraient être prises, en raison du contexte sanitaire ;
  - d'un financement pouvant aller jusqu'à 1.500 € pour les projets en lien avec les fêtes de Noël, sur la période des fêtes de fin d'année.

La bourse sera versée en deux temps par mandats administratifs, selon les règles et les délais propres à la comptabilité publique :

- 90 % de la bourse suite à la réception des deux exemplaires signés de la convention, après signature du maire et retour du contrôle de légalité ;
- le solde (10 %) à la remise du bilan qualitatif, quantitatif et financier de l'action et des factures correspondants au budget prévisionnel initial.

### **Article 8. Le comité de sélection des projets**

Pour permettre un fonctionnement harmonieux de la bourse, un comité de sélection émet un avis sur les projets présentés.

#### Composition du comité :

Le comité de sélection de la bourse est présidé par l' élu en charge de la politique en faveur de la jeunesse et de la démocratie participative. Il est composé :

- des représentants des institutions, organismes ou collectivités abondant ou participant à la bourse (représentants des services politiques de la ville, vie associative, délégué du Préfet etc.) ;
- de l' élu en charge des relations citoyennes et de la vie associative, du conseiller délégué en charge des centres sociaux et d'un élu choisi parmi les membres du conseil municipal (autre que les élus précédemment cités) ;
- de représentants de quartiers (associations, habitants, collectifs, centres sociaux etc.).

Sa composition n'est pas figée. Elle peut évoluer en fonction de la nature et de l'objet des projets déposés.

#### Compétences du comité :

Le comité de sélection des projets examine les dossiers de demande et donne un avis conforme aux objectifs cités à l'article 2. Pour ce faire, il examine les dossiers et entend les porteurs de projets, décide du montant de l'aide éventuellement attribuée pour le financement municipal. La validation définitive de l'attribution de la bourse est conditionnée à son vote en conseil municipal.

#### Organisation du comité :

Le comité de sélection des projets se réunit selon un calendrier tenant compte du rythme des conseils municipaux. Les membres sont informés une semaine avant la date du comité de sélection de l'ordre du jour avec une présentation des projets sous forme de fiches-actions.

Le comité de sélection des projets prend ses décisions et vote à huis clos. Les membres du comité porteurs d'un projet ne peuvent participer ni aux débats, ni aux décisions concernant ce projet.

Les membres du comité de sélection des projets sont tenus à la discrétion concernant les éléments présentés pendant les réunions.

### **Article 9 . Assurances**

Selon la nature des projets, les porteurs de projet devront être couverts par un contrat d'assurance dont la photocopie devra figurer au dossier.

En cas d'accident dans la préparation et la conduite du projet, la Ville de Beauvais se dégage de toute responsabilité.

### **Article 10 . Engagement du bénéficiaire**

Le bénéficiaire de la bourse s'engage à :

- ✓ rendre compte de l'emploi des sommes versées au travers de la remise d'un bilan qualitatif, quantitatif et financier du projet et des factures correspondantes, dans les trois mois qui suivent l'action ;
- ✓ faciliter le contrôle par les services municipaux de la réalisation des actions décrites dans le projet ;
- ✓ faire connaître à la Ville de Beauvais, dans un délai raisonnable, tous les changements survenus sur son état civil, sa domiciliation et ses statuts ;
- ✓ faire apparaître sur tous les documents informatifs ou promotionnels édités, le soutien apporté par la Ville de Beauvais par l'apposition de son logo.

### **Article 11 . Reversion de l'aide financière**

En cas de non respect par le bénéficiaire de ses engagements ou de la non utilisation des fonds conformément au projet présenté, celui-ci devra reverser les fonds à la Ville de Beauvais après réception d'un titre exécutoire émis par la collectivité et validé par la trésorerie municipale.

**De même, lorsque les factures produites ne suffisent pas à justifier le montant des fonds accordés, ceux-ci seront réajustés sur le montant réel des dépenses. Dans ce cas, l'excédent de la subvention déjà versée fera l'objet d'un titre de recette émis par la collectivité.**

**Rapport n° B-DEL-2022-0015**

Commission : Commission générale  
Service : Habitat

**Convention d'urgence avec CDC Habitat Social pour portage de "copropriétés dégradées"**

En 2018, la communauté d'agglomération du Beauvaisis et son partenaire Anah ont donc déployé deux outils en direction des copropriétés privées : un outil d'observation (VOC – *Veille et observation des copropriétés*) et un outil d'accompagnement à la gestion (POPAC – *Programme opérationnel de prévention et d'accompagnement*). Leur combinaison permet à la collectivité de disposer aujourd'hui d'une connaissance plus fine du nombre de logements en copropriété, de leur localisation, et de l'état technique des immeubles concernés.

A Beauvais, 8 300 logements sont recensés en copropriété privée, soit 1/3 du parc total de logements en résidence principale de la ville, et de quantité presque équivalente à celle de son parc social. Le segment qui appelle plus particulièrement la vigilance de la collectivité est celui des grands ensembles collectifs situés dans les quartiers de la politique de la ville.

Ces derniers présentent en effet des signes de fragilité dus à leur vétusté technique et à leur occupation sociale, des caractéristiques parfois associées à des difficultés de gestion et à une dépréciation immobilière.

Pour deux des copropriétés accompagnées par le POPAC, il s'avère que leurs fragilités cumulées nécessitent une intervention urgente, de par l'état des logements et du bâti, leur occupation sociale, leurs taux d'impayés de charges, les dettes, et la dépréciation immobilière. Il s'agit des copropriétés « Champagne » (87 logements) et « Champs Dolent » (172 logements – bâtiments C16 C20 et C17).

Ces immeubles sont situés en cœur du quartier Argentine à Beauvais, au cœur du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain (NPRU) de Beauvais, qui est un projet de requalification d'ensemble portant à la fois sur le patrimoine social, les équipements, la dynamique commerciale et associative du quartier, les espaces publics. La copropriété privée ne peut pas rester en marge de cette rénovation urbaine de qualité.

Des opportunités d'acquisition de logements se présentent dans ces immeubles, mais la collectivité seule ne peut pas assurer une mission de portage et de redressement.

CDC HABITAT SOCIAL, société anonyme d'habitation à loyer modéré, filiale de CDC HABITAT, est spécialisée dans le portage et le redressement des copropriété dégradées.



Elle est engagée dans la mise en œuvre des stratégies d'intervention publiques en faveur de la dignité de l'habitat et, conformément aux dispositions de l'article L 411-2 du code de la construction et de l'habitation, peut être chargée d'un service d'intérêt général lorsqu'elle assure la gestion ou l'acquisition en vue de leur revente, de logements situés dans des copropriétés connaissant des difficultés importantes de fonctionnement.

Ce partenaire se propose d'intervenir aux côtés de la collectivité, dans le cadre d'une convention dite « d'urgence », laissant le temps à l'agglomération et à l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) partenaire de mettre en place des dispositifs qui prendront le relais, de type OPAH ou Plan de Sauvegarde, combiné avec une convention de partenariat de type « concession de service » pour portage.

L'objectif est le redressement des copropriétés concernées, en y entrant, en participant aux assemblées générales, en agissant pour éviter la dépréciation immobilière et l'installation des marchands de sommeil.

Le principe du portage est simple : CDC Habitat social se porte acquéreur des logements par l'exercice du droit de préemption urbain renforcé (DPUR), les réhabilite au besoin, paie les charges, s'implique dans le fonctionnement des immeubles, participe à la remise aux normes du bâti et des communs. *In fine* CDC Habitat social revend les lots à un bailleur social du territoire ou à des propriétaires occupants.

Le prix de revente des lots par CDC Habitat social est fixé afin d'atteindre l'équilibre de l'opération et de couvrir le coût de revient de l'opération, sans réalisation d'aucun bénéfice commercial.

CDC Habitat social se positionne rapidement et en priorité sur les logements des propriétaires les plus endettés, et les lots faisant l'objet d'une procédure de mise en adjudication. Cela peut engendrer des besoins de relogement dans le parc social, en lien avec la collectivité et les bailleurs locaux, ou le maintien de locataires dans les lieux, avec mission de gestion locative.

La convention d'urgence tripartite, dont le projet est annexé à la présente délibération, prévoit l'acquisition de 20 lots (10 dans chacune des deux copropriétés susvisées) dans ce cadre d'intervention.

La ville de Beauvais et l'agglomération du Beauvaisis s'y engagent dans l'accompagnement des projets d'acquisition et de portage de CDC Habitat social. La ville sur les aspects fonciers, par la délégation du DPUR ; l'agglomération par la mise en œuvre de dispositifs d'aide aux travaux dédiés aux copropriétés (type OPAH ou Plan de Sauvegarde) et permettant de mobiliser des aides de l'Anah, mais également par la garantie d'emprunt au titre de sa compétence en matière d'aides publiques à la pierre, et par la mobilisation des bailleurs sociaux du territoire en cas de nécessité de relogements.

Chacune des parties agit dans le cadre de la mission d'intérêt public qu'elle poursuit, en dehors de toute recherche d'un quelconque profit.

Il est donc proposé au conseil municipal :

- d'autoriser madame le maire ou l'adjoint délégué à signer la convention d'urgence, ci-annexée, avec la communauté d'agglomération du Beauvaisis et CDC Habitat social.
- d'autoriser madame le maire à déléguer son droit de préemption urbain renforcé à CDC Habitat social, pour lui permettre de procéder aux acquisitions nécessaires au portage dans le cadre de la mise en œuvre de cette convention.
- d'autoriser madame le maire ou l'adjoint délégué à signer toute pièce afférente à la mise en œuvre de cette convention et à la bonne exécution de ce dossier.



**CONVENTION DE PORTAGE IMMOBILIER ET FONCIER**

**INTERVENTION CIBLEE AU SEIN DE COPROPRIETES DEGRADEES**

PROJET

## Sommaire

<b>TITRE I</b>	<b>DEFINITIONS ET INTERPRETATION.....</b>	<b>7</b>
Article 1.	Définitions.....	7
Article 2.	Interprétations .....	7
<b>TITRE II</b>	<b>DISPOSITIONS GENERALES .....</b>	<b>8</b>
Article 3.	Objet .....	8
Article 4.	Désignation des lots concernés .....	8
Article 5.	Durée et entrée en vigueur de la Convention.....	8
Article 6.	Engagements de coopération réciproques des Partenaires .....	9
Article 7.	Recours contre la Convention .....	9
<b>TITRE III</b>	<b>ACQUISITION DES LOTS DE COPROPRIETE .....</b>	<b>11</b>
Article 8.	Modalités d'acquisition .....	11
Article 9.	Prix d'acquisition .....	11
Article 10.	Durée de la période d'acquisition.....	11
Article 11.	Modalités de relogement lors de l'acquisition des lots .....	12
Article 12.	Accompagnement social des anciens propriétaires .....	12
<b>TITRE IV</b>	<b>GESTION TECHNIQUE ET LOCATIVE .....</b>	<b>13</b>
Article 13.	Modalités de gestion technique.....	13
Article 14.	Modalités de gestion locative .....	13
Article 15.	Modalités de participation au fonctionnement de la / des copropriété(s) .....	14
<b>TITRE V</b>	<b>REVENTE DES LOTS .....</b>	<b>15</b>
Article 16.	Modalités de revente des lots .....	15
Article 17.	Calcul du prix de revente .....	16
Article 18.	Durée de la période de revente.....	16
Article 19.	Modalités de relogement lors de la revente .....	17
<b>TITRE VI</b>	<b>REGIME FINANCIER .....</b>	<b>18</b>
Article 20.	Financement prévisionnel de l'opération .....	18
Article 21.	Garantie d'emprunt de la commune.....	18
Article 22.	Modalités financières d'exécution des engagements réciproques .....	18
1.	Absence de rémunération.....	18
2.	Compensation versée par la Commune .....	18

**TITRE VII SUIVI ET PILOTAGE DE L'OPERATION..... 20**

<b>Article 23. Reporting .....</b>	<b>20</b>
1. Reporting courant .....	20
2. Rapport annuel .....	20
<b>Article 24. Comités de pilotage et de suivi .....</b>	<b>20</b>
1. Comité de pilotage .....	20
2. Comité de suivi.....	21

**TITRE VIII DISPOSITIONS DIVERSES ..... 22**

<b>Article 25. Prévention et règlement des litiges .....</b>	<b>22</b>
1. Médiation	22
2. Contentieux	22
<b>Article 26. Confidentialité .....</b>	<b>22</b>

**ANNEXES ..... 23**

I- Plan de financement prévisionnel.....	23
Les Annexes ont valeur contractuelle. ....	23

PROJET

## PREAMBULE

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 et en application de la loi portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République (« loi NOTRe ») du 7 août 2015, le territoire de la communauté d'agglomération du Beauvaisis comporte 53 communes et près de 103 000 habitants (voir la carte du territoire de l'agglomération annexée)

Le 3 octobre 2016, elle a adopté pour six ans son programme local de l'habitat (PLH) et renouvelé en fin d'année 2016 la délégation des compétences de l'Etat en matière d'aides à la pierre, exercée sur les parcs public et privé de logements et adossée sur la durée du PLH pour la mise en œuvre des politiques locales en matière d'habitat.

L'action 1.2 du PLH 2016-2021 s'intitule « aider à la rénovation de l'habitat privé collectif ». Elle prescrit la mise en œuvre, en partenariat avec l'Anah (*agence nationale de l'habitat*), d'outils opérationnels pour repérer et prévenir la fragilisation et la dégradation des copropriétés.

En 2018, la CAB et son partenaire Anah ont donc déployé deux outils :

- une Veille et Observation des Copropriétés (VOC) à l'échelle des 53 communes de l'agglomération, mission de trois ans confiée à Urbanis et permettant de recenser et d'identifier les logements en copropriété ;
- un Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement des copropriétés privées (POPAC), dans un premier temps sur les quartiers Argentine et Saint Jean de Beauvais (mission de trois ans confiée à SOLiHA), et qui sera déployé progressivement par secteur géographique.

La ville de Beauvais, de près de 56 000 habitants, est concernée par trois quartiers prioritaires de la politique de la ville (quartiers Saint Jean, Argentine et Saint Lucien), le premier ayant déjà fait l'objet d'un PRU<sup>1</sup>, les deux autres étant actuellement inscrits dans une démarche de NPNRU<sup>2</sup>.

Ces outils d'observation et d'accompagnement ont permis de recenser 8300 logements en copropriété privée à Beauvais, soit 1/3 de son parc total de logements. L'habitat privé collectif à Beauvais est constitué de :

- petites copropriétés de la Reconstruction ou d'Avant-Guerre localisées en centre-ville et dans les faubourgs de la ville, nécessitant essentiellement un accompagnement à la gestion et des travaux de mise aux normes,
- quelques petites et moyennes copropriétés récentes, dans lesquelles on trouve des logements ayant fait l'objet d'acquisition pour investissement locatif et défiscalisation,
- grands ensembles localisés dans les quartiers de la politique de la ville.

Ces grands ensembles appellent plus particulièrement la vigilance de la collectivité pour la raison qu'ils présentent des signes de fragilité dus à leur vétusté technique et à leur occupation sociale, caractéristiques parfois associées à des difficultés de gestion et un décrochage sur le marché immobilier.

Face à cette situation et au vu des conclusions du POPAC, la ville de Beauvais et la communauté d'agglomération du Beauvaisis sont engagées, en lien avec l'Anah, les copropriétés concernées et leurs syndicats, dans les démarches préalables à la mise en place d'un plan de sauvegarde et d'une opération programmée d'amélioration de l'habitat – copropriétés dégradées (OPAH-CD) sectorisés.

<sup>1</sup> PRU : Projet de Rénovation Urbaine

<sup>2</sup> NPNRU : Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain

L'objectif est d'aider les immeubles en copropriété qui montrent des signes de fragilité à se redresser, à se maintenir sur le marché immobilier, à améliorer leur gestion, voire à faire des travaux de rénovation quand cela est nécessaire. Ce rétablissement progressif vers une situation saine nécessite la mise en œuvre de partenariats qui permettent la mobilisation d'outils adaptés à chaque situation : accompagnement, portage, subventions, etc.

Pour deux des copropriétés accompagnées par le POPAC, il s'avère que leurs fragilités cumulées nécessitent une intervention urgente (état des logements et du bâti, occupation sociale, taux d'impayés de charges, dettes, dépréciation immobilière) Il s'agit des copropriétés « Champagne » (87 logements) et « Champs Dolent » (172 logements) à Beauvais – quartier Argentine.

Ces immeubles sont situés en cœur de quartier, au cœur du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain (NPRU) de Beauvais qui est un projet de requalification d'ensemble portant à la fois sur le patrimoine social, les équipements, la dynamique commerciale et associative du quartier, les espaces publics. La copropriété privée ne peut pas rester en marge de cette rénovation urbaine de qualité.

CDC HABITAT SOCIAL, société anonyme d'habitation à loyer modéré, filiale de CDC HABITAT, est engagée dans la mise en œuvre des stratégies d'intervention publiques en faveur de la dignité de l'habitat et, conformément aux dispositions de l'article L 411-2 du code de la construction et de l'habitation, peut être chargée d'un service d'intérêt général lorsqu'elle assure la gestion ou l'acquisition en vue de leur revente, de logements situés dans des copropriétés connaissant des difficultés importantes de fonctionnement ou faisant l'objet d'un plan de sauvegarde ou d'une opération programmée d'amélioration de l'habitat.

Aussi, dans le contexte d'urgence qui vient d'être rappelé, il est apparu nécessaire d'établir une coopération entre ces deux entités afin de mettre leurs moyens et savoir-faire respectifs au profit d'une stratégie commune de redressement de des copropriétés susvisées.

La présente convention a ainsi pour objet de fixer les modalités de cette coopération via une intervention foncière de CDC Habitat Social sur un volume prévisionnel de lots des copropriétés susvisées, en vue de la satisfaction des objectifs d'intérêt général suivants :

- Lutter contre l'indignité de l'habitat ;
- Lutter contre la dégradation des immeubles en copropriété et contribuer à l'amélioration du fonctionnement des copropriétés en difficulté ;
- Mettre en œuvre lorsque cela est nécessaire un processus de relogement permettant l'amélioration des conditions de vie des occupants ;
- Favoriser la mixité sociale lors de la revente des lots.

Pour l'exécution de la présente convention, chacune des parties agit dans le cadre de la mission d'intérêt public qu'elle poursuit, en dehors de toute recherche d'un quelconque profit.

Ceci étant rappelé, il a été conclu le présent contrat entre :

**La communauté d'agglomération du Beauvaisis**, représentée par sa Présidente en exercice, Madame Caroline CAYEUX, domiciliée, en cette qualité, 48 rue Desgroux 60000 Beauvais, dûment habilitée à cet effet par une délibération du conseil communautaire en date....., rendue exécutoire le.....

Ci-après dénommée « La communauté d'agglomération »

**La ville de Beauvais**, représentée par son Maire en exercice, Madame Caroline CAYEUX, domiciliée, en cette qualité, 1 rue Desgroux 60000 Beauvais, dûment habilitée à cet effet par une délibération du conseil municipal en date du ....., rendue exécutoire le.....

Ci-après dénommée « La commune »

D'une part,

ET

**La société CDC HABITAT SOCIAL**, société anonyme d'habitations à loyer modéré, au capital de 163 940 080 euros, inscrite au registre du commerce et des sociétés de PARIS sous le numéro 552 046 484 dont le siège social est situé 33, avenue Pierre Mendès France, 75013 PARIS, représentée par le président du directoire en exercice, dûment habilité à cet effet, par Jean-Paul CLEMENT

Ci-après dénommée « CDC HABITAT SOCIAL »

D'autre part,

Ci-après dénommées « les partenaires ».



## TITRE I DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

### Article 1. Définitions

Sauf stipulation contraire, les termes et expressions commençant par une majuscule employée dans la présente convention (également intitulée « **Convention** ») ont la signification qui leur est attribuée par le présent Article.

« **Année** » désigne, sauf exception stipulée par la présente convention, toute année commençant le 1<sup>er</sup> janvier et s'achevant le 31 décembre.

« **Annexe** » désigne une Annexe à la Convention. Les Annexes ont valeur contractuelle et font partie intégrante de la présente Convention sauf mention contraire expresse.

« **Article** » désigne un Article de la Convention, voire une subdivision d'Article.

« **Commune** » désigne la commune de Beauvais.

« **Communauté d'agglomération** », désigne la communauté d'agglomération du Beauvaisis (CAB).

« **Collectivité** » désigne la commune de Beauvais et la communauté d'agglomération du Beauvaisis, dont les services sont mutualisés et dont l'action est conjointe en direction des copropriétés privées.

« **Convention** » désigne le présent contrat et ses annexes.

« **Date d'Entrée en Vigueur** » désigne la date d'entrée en vigueur de la Convention telle que définie à l'Article 3 du Titre II.

« **Partenaires** » désigne les signataires de la présente Convention.

« **Propriétaires Bailleurs** » désignent les propriétaires d'un lot qui n'occupent pas le logement et louent celui-ci au jour de l'acquisition.

« **Propriétaires Occupants** » désignent les propriétaires d'un lot qui occupent le logement au jour de son acquisition.

### Article 2. Interprétations

Sauf stipulation contraire dans la présente Convention :

- (a) les titres attribués aux titres, articles et annexes ont pour seul but d'en faciliter la lecture et ne sauraient être invoqués en vue de leur interprétation ;
- (b) les termes définis à l'**Article 1** sont employés indifféremment au singulier ou au pluriel lorsque le sens ou le contexte l'exigent ;
- (c) toutes les références faites à une personne comprennent ses successeurs, ayants droit ou toute autre personne venant aux droits et obligations de cette personne, de quelque manière que ce soit sans préjudice des modalités particulières selon laquelle intervient cette succession ;
- (d) en cas de divergence ou de contradiction entre les stipulations de la Convention et ses Annexes, la présente Convention prévaut ; en cas de divergence ou de contradiction entre les Annexes, les stipulations particulières priment sur les stipulations générales ;
- (e) les renvois à une convention ou autre document comprennent ses annexes ainsi que les modifications ou avenants dont la convention ou le document a fait l'objet ;
- (f) les renvois faits à des articles, titres ou annexes sans indication complémentaire s'entendent comme des renvois à des articles, titres ou annexes de la Convention.

## TITRE II DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### Article 3. Objet

La présente Convention a pour objet de définir les modalités de coopération entre la communauté d'agglomération du Beauvaisis, la commune de Beauvais, et CDC HABITAT SOCIAL pour la mise en œuvre d'une opération d'intervention immobilière et foncière incluant des actions d'acquisition, de travaux et de portage des lots de copropriété visés à l'**Article 4**.

Cette opération de portage provisoire vise à accompagner le redressement de des copropriétés susvisées dans l'attente de la mise en place éventuelle d'une concession d'aménagement ou opération de requalification de copropriété dégradée (de type OPAH ou ORCOD) envisagée par la communauté d'agglomération du Beauvaisis ayant pour objectif de requalifier durablement les copropriétés susvisées.

### Article 4. Désignation des lots concernés

Les lots faisant l'objet de la Convention sont situés au sein des copropriétés suivantes :

- « Champagne » - 20 avenue de Champagne à Beauvais, parcelle cadastrée ZA 293 (n° RNIC AAA569398),
- « Champs Dolent » (bâtiments C16 C20 C17)  
C16-C20 : 9 avenue Jean Moulin, 3-21 rue de Touraine, 6-24 rue du Rouergue, parcelles cadastrées K 959, K 960, K 961 (n° RNIC AA1910801)  
C17 : 2-10 rue du Poitou et rue de Gascogne, parcelle cadastrée K 962 ;  
sur le territoire de la commune de Beauvais (60000).

Ces lots correspondent à des logements. CDC HABITAT SOCIAL se portera acquéreur, le cas échéant, des autres lots attachés auxdits logements (caves ou garage). A titre exceptionnel, en accord avec le comité de pilotage décrit à l'article 2.1 du titre VII, CDC HABITAT SOCIAL pourra se porter acquéreur de locaux à destination autre que l'habitation si cette acquisition constitue un enjeu particulier pour la requalification de la copropriété visée.

Afin d'accompagner le redressement des copropriétés susvisées, le volume de lots maximal prévisionnel à acquérir est estimé, à titre indicatif, à 20 pour la durée de la convention et se répartit comme suit :

- 10 logements pour la copropriété « Champagne »
- 10 logements pour la copropriété « Champs Dolent »

Le choix de ces lots est définitivement fixé, d'un commun accord par les Partenaires, dans le cadre du comité de suivi constitué en application de l'**Article 24.2 du Titre VII**.

Toutefois, les Partenaires décident d'ores et déjà que les lots prioritairement acquis sont ceux :

- des copropriétaires occupants les plus endettés, (dettes de charges de copropriété - charges courantes et/ou travaux).
- des copropriétaires bailleurs débiteurs de la copropriété
- des propriétaires dont les logements font l'objet d'une procédure de mise en adjudication par la copropriété,
- des propriétaires ayant manifesté leur souhait de céder leur logement rapidement.

### Article 5. Durée et entrée en vigueur de la Convention

La durée de la Convention est de trois (3) ans à compter de sa signature par les Partenaires, date à laquelle elle entre en vigueur.

Elle se décompose en trois périodes :

- Période d'acquisition des lots de copropriétés ;
- Période de gestion technique et locative des lots acquis ;
- Période de revente des lots de copropriétés.

Sous réserve de l'accord des parties, la durée initiale de la Convention pourra faire l'objet d'un avenant de prorogation pour une (1) année supplémentaire.

En cas de mise en place d'une concession d'aménagement ou convention d'opération de requalification des copropriétés dégradées sur tout ou partie des copropriétés visées par la présente convention, cette dernière prendra fin avec la cession des lots situés dans lesdites copropriétés par CDC Habitat Social à l'opérateur chargé de la mise en œuvre de la concession ou ORCOD.

## **Article 6. Engagements de coopération réciproques des Partenaires**

En vue de la réussite du projet commun de redressement de la copropriété faisant l'objet de la présente Convention, les Partenaires prennent les engagements de coopération réciproques définis ci-dessous.

- Les Partenaires définiront ensemble la stratégie d'acquisition des lots de copropriété.
- CDC HABITAT SOCIAL assurera l'acquisition des lots selon le plan de financement prévisionnel figurant en **Annexe I**.
- La commune de Beauvais inscrira, par l'intermédiaire de son maire, l'octroi d'une garantie d'emprunt à l'ordre du jour du conseil municipal en cas de mobilisation par CDC HABITAT SOCIAL d'un emprunt nécessitant une telle garantie pour mener à bien cette opération de portage.
- La commune de Beauvais définira les orientations des opérations de relogement éventuellement nécessaires.
- CDC HABITAT SOCIAL assurera la gestion technique et locative des lots acquis et accompagnera les opérations de relogement définies par la commune de Beauvais et la communauté d'agglomération du Beauvaisis.
- La communauté d'agglomération du Beauvaisis mettra en place toute opération ou prestation contribuant à l'accompagnement des syndicats de copropriété et copropriétaires des copropriétés visées par la présente convention telle qu'une mission de suivi-animation d'OPAH ou plan de sauvegarde ou une mission de Maîtrise d'œuvre Urbaine et Sociale (MOUS) pour l'accompagnement individualisé des résidents.
- La commune de Beauvais inscrira, par l'intermédiaire de son maire, à l'ordre du jour du conseil municipal un projet de délibération visant à instaurer un Droit de Préemption Urbain Renforcé (DPUR) sur les copropriétés objet de la convention.
- CDC HABITAT SOCIAL assurera la revente des logements dans les conditions prévues au titre V.

## **Article 7. Recours contre la Convention**

Dans l'hypothèse d'un recours, de quelque nature que ce soit, contre la Convention, le Partenaire qui a connaissance le premier ce recours en informe l'autre partie et lui communique l'ensemble des pièces du recours.

A compter de cette communication, l'exécution des engagements prévus à la présente Convention est suspendue pendant une période d'un (1) mois.

Les Partenaires se rencontrent dans les plus brefs délais pour :

- examiner le caractère sérieux du recours ;
- envisager les mesures de régularisation susceptibles de permettre la poursuite du projet.

Sauf accord exprès entre les Partenaires pour (i) constater le caractère non sérieux du recours ou (ii) définir les modalités de la poursuite de l'exécution de la Convention, l'exécution des engagements de réalisation de celle-ci demeure suspendue.

La période de suspension ne peut excéder douze (12) mois à compter de l'expiration de la première période de concertation fixée au deuxième alinéa du présent Article.

À tout moment pendant la période de suspension, notamment s'il apparaît que la situation ne peut raisonnablement faire l'objet d'une quelconque régularisation, les Partenaires peuvent décider de résilier la Convention d'un commun accord.

A l'issue de la période de suspension, la Convention est, sauf accord contraire des Partenaires, résiliée de plein droit.

PROJET

### **TITRE III ACQUISITION DES LOTS DE COPROPRIETE**

#### **Article 8. Modalités d'acquisition**

Préalablement à l'acquisition, tous les lots choisis par le comité de suivi feront l'objet d'une visite préalable par les représentants de CDC HABITAT SOCIAL voire de la collectivité si elle le désire afin d'établir un premier diagnostic social (conditions d'occupation) et technique (état du logement notamment).

Pour les Propriétaires Occupants, l'acquisition amiable est privilégiée. Par exception, CDC HABITAT SOCIAL peut avoir recours aux ventes par adjudication en fonction de l'opportunité financière pour la copropriété (montant d'impayés récupérables), du coût de revient de l'opération, de l'état du logement ainsi que de son occupation.

Pour les Propriétaires Bailleurs, l'acquisition sera menée par voie amiable ou par adjudication en fonction de l'opportunité financière pour la copropriété et de la capacité des locataires à se maintenir dans les lieux.

CDC HABITAT SOCIAL pourra également se rendre propriétaire des lots :

- Déjà acquis par la commune de Beauvais si cette acquisition peut contribuer positivement au redressement des copropriétés,
- Acquis par voie de préemption par la commune de Beauvais via le recours au Droit de Préemption Urbain Renforcé.

Les lots appartenant aux syndicats de copropriétaires concernés peuvent faire l'objet d'une acquisition après accord du juge suite à une requête de l'administrateur judiciaire ou après décision des copropriétaires en assemblée générale.

#### **Article 9. Prix d'acquisition**

Le prix d'acquisition de chaque lot est proposé par CDC HABITAT SOCIAL et doit être validé dans le cadre du comité de suivi constitué en application de l'**Article 24**

Le prix d'acquisition des logements est basé sur le prix moyen des dernières ventes au sein de la copropriété. Il tient également compte de l'état des logements, de leur occupation éventuelle, de l'estimation du service des domaines et de tout autre élément pertinent pour l'évaluation de ce prix. En outre, pour les Propriétaires Occupants, il prend en considération le souhait éventuel du propriétaire de se maintenir dans les lieux en tant que locataire.

CDC HABITAT SOCIAL devra optimiser le prix d'acquisition pour permettre à la fois le recouvrement des impayés des copropriétés, dans la perspective de leur redressement financier, et la maîtrise des dépenses de l'opération de portage, afin d'atteindre le prix d'équilibre.

**Le prix d'acquisition moyen inscrit dans le plan de financement prévisionnel (Annexe I) est de 1157 € / m<sup>2</sup> :**

- **1300 €/m<sup>2</sup> sur la copropriété « Champagne »,**
- **1085 €/m<sup>2</sup> sur la copropriété « Champs Dolent ».**

#### **Article 10. Durée de la période d'acquisition**

La période d'acquisition des lots s'étend sur l'ensemble de la durée de la présente convention.

Les actes notariés de vente de ces lots doivent donc être signés entre les vendeurs et CDC HABITAT SOCIAL pendant cette période.

## **Article 11. Modalités de relogement lors de l'acquisition des lots**

Lors de l'acquisition des lots, les modalités de relogement suivantes trouvent à s'appliquer.

Pour les Propriétaires Occupants, les modalités de relogement sont négociées dans le cadre de l'acquisition amiable et peuvent correspondre à l'une des solutions suivantes :

- Soit le maintien dans le logement en qualité de locataire. Le principe et les modalités de la location, notamment la détermination du loyer, sont discutés lors de la négociation en vue de l'acquisition amiable du logement ;

Dans ce cas, le Propriétaire Occupant bénéficiera du droit de préemption à l'issue de la période de gestion locative, lors de la revente du logement ;

- Soit le relogement dans le parc social détenu par CDC HABITAT SOCIAL ou l'un des autres bailleurs sociaux intervenant sur le territoire, que la collectivité s'engage à mobiliser pour satisfaire au besoin de relogement, sous réserve que le ménage soit éligible au logement social au moment de l'acquisition ;
- Soit le maintien dans le logement en qualité de locataire pendant la période de gestion locative aux conditions (notamment de loyer) négociées puis le relogement dans le parc social de CDC HABITAT SOCIAL ou l'un des autres bailleurs sociaux intervenant sur le territoire que la collectivité s'engage à mobiliser pour satisfaire au besoin de relogement, s'il y est éligible au moment de la revente.

Le Propriétaire Occupant peut également décider de se reloger par ses propres moyens.

Pour les Propriétaires Bailleurs, le locataire est maintenu dans les lieux à condition :

- Que le logement n'ait pas à faire l'objet de travaux en milieu « vide » ;
- Que le logement corresponde aux besoins du ménage occupant (sans situation de sur occupation notamment).

Dans ce cas, le bail en cours au jour de l'acquisition se poursuit dans les mêmes conditions avec CDC HABITAT SOCIAL. Toutefois, d'un commun accord entre CDC HABITAT SOCIAL et le locataire, un nouveau bail peut être signé si ce dernier engendre une diminution de loyer.

A défaut de possibilité de maintien du locataire dans le logement, ce dernier est relogé dans le parc social détenu par CDC HABITAT SOCIAL ou l'un des autres bailleurs sociaux intervenant sur le territoire que la collectivité s'engage à mobiliser pour satisfaire au besoin de relogement.

## **Article 12. Accompagnement social des anciens propriétaires**

CDC HABITAT SOCIAL et la commune s'engagent mutuellement à mettre en œuvre un accompagnement social des anciens propriétaires ou locataires le nécessitant.

Cette mission pourra être confiée à un prestataire extérieur spécialisé.

## TITRE IV GESTION TECHNIQUE ET LOCATIVE

### Article 13. Modalités de gestion technique

CDC HABITAT SOCIAL assure la gestion technique des logements.

Au titre de la gestion technique, dès qu'il a acquis les lots de copropriété concernés, CDC HABITAT SOCIAL s'engage à faire réaliser les travaux de mise en sécurité nécessaires. Durant la période de portage, CDC HABITAT SOCIAL fera également réaliser les travaux de remise en état et d'amélioration dans les parties privatives des lots.

CDC HABITAT SOCIAL fera son affaire de la sollicitation de l'octroi des subventions susceptibles d'être sollicitées auprès de l'ANAH ou de tout autre partenaire financier pour la réalisation des travaux dans les parties privatives et pour la mobilisation des acomptes associés aux subventions obtenues.

### Article 14. Modalités de gestion locative

La gestion des logements acquis s'effectue conformément aux dispositions de l'article 40 de la loi n°89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n°86-1290 du 23 décembre 1986.

Les dispositions du I et du II de l'article 15 de la loi n°89-462 du 6 juillet 1989 seront applicables aux contrats de location qui prendront fin au plus tard à la revente des lots, lorsque le congé émane du bailleur.

**Le loyer d'objectif est fixé à 6,91 €/m<sup>2</sup> de surface habitable correspondant au plafonds « ANAH très social » et il évolue selon la réglementation (\*référence plafond de loyers Anah applicables en 2021, niveau « très social » / zone B1, exprimé en €/m<sup>2</sup> de SH fiscale hors charges).**

CDC HABITAT SOCIAL fera ses meilleurs efforts pour minimiser les périodes de vacance, afin de maîtriser les dépenses de l'opération. Toutefois, à la demande de la commune, et sous réserve d'accord des parties, certains lots d'habitation ou certaines annexes (caves, stationnements...) pourront être maintenus vacants.

Pour les logements devant être occupés, le comité de pilotage visé à l'article 24 déterminera les modalités d'attribution / commercialisation des biens qui pourront être loués :

- A des demandeurs de logement social ou intermédiaire vivant sur le territoire la commune de Beauvais.
- En cas de publication d'annonces sur des sites de location Internet, à des ménages ayant des revenus et une composition familiale cohérents avec les caractéristiques du logement à louer que ces ménages figurent ou pas sur le fichier des demandeurs de logement social,
- A des associations d'intermédiation locative,
- A des associations, fondations ou sociétés visant à favoriser l'accès au logement des jeunes ou des étudiants par la mise à disposition de logements en location ou colocation meublés ou vides.

Au titre de la gestion locative des locataires en place, CDC HABITAT SOCIAL s'engage à :

- rédiger et à signer les baux d'habitation,
- recouvrer la quittance des logements auprès des locataires,
- traiter les impayés éventuels des locataires et dans ce cadre, à engager et à suivre les procédures judiciaires de libération des logements,
- assurer la gestion des réclamations techniques et administratives des locataires,
- entretenir les logements acquis au titre de ses responsabilités de propriétaire,
- étendre aux logements acquis l'ensemble des contrats et services mis en œuvre dans les parties privatives du parc que la société gère.

## **Article 15. Modalités de participation au fonctionnement de la / des copropriété(s)**

En tant que copropriétaire, CDC HABITAT SOCIAL s'engage à :

- assurer le paiement des charges de copropriété, qu'il s'agisse des charges courantes de copropriété ou bien des appels de fonds nécessaires à la réalisation de travaux sur les parties communes...
- s'impliquer dans le fonctionnement de la copropriété pour faciliter son redressement, en participant activement aux assemblées générales en particulier, lors du vote des procédures de recouvrement, et en soutenant activement tout programme de travaux sur les parties communes de nature à améliorer l'état des bâtiments,
- présenter une candidature en vue de l'élection en qualité de membre du conseil syndical.

PROJET



## TITRE V REVENTE DES LOTS

### Article 16. Modalités de revente des lots

- a) Option 1 : Mise en œuvre d'une opération de requalification de copropriétés dégradées ou d'une opération d'aménagement

A l'issue de la période de portage locatif, CDC HABITAT SOCIAL s'engage à vendre les lots dont il est propriétaire à l'opérateur chargé par la communauté d'agglomération du Beauvaisis, le cas échéant avec une ou plusieurs personnes morales de droit public :

- soit de mettre en œuvre une opération de requalification de copropriétés dégradées au sens de l'article L 741-1 du code de la construction et de l'habitation ;
- soit de mettre en œuvre une opération d'aménagement, dans le cadre d'une concession conclue en application des dispositions des articles L 300-4 et suivants du code de l'urbanisme.

La communauté d'agglomération du Beauvaisis s'engage à intégrer dans la convention conclue avec l'opérateur chargé de la mise en œuvre de l'opération, une obligation de reprise des lots auprès de CDC HABITAT SOCIAL.

Une convention de transfert sera conclue entre CDC HABITAT SOCIAL et l'opérateur à laquelle la communauté d'agglomération du Beauvaisis et, le cas échéant, la ou les personne(s) morale(s) de droit public qui participent à la mise en œuvre de l'opération sera(ont) partie(s).

La vente des lots à l'opérateur ne peut s'exercer que dans le respect du droit de préemption du locataire tel qu'il résulte de l'article 15 de la loi n°89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986.

Le congé vaut offre de vente au locataire et reste valable pendant les deux premiers mois du délai de préavis. A l'expiration du délai de préavis, le locataire qui n'a pas accepté l'offre de vente est déchu de plein droit de tout titre d'occupation.

- b) Autres options de revente

A défaut de mise en œuvre d'une opération visée au premier alinéa du présent Article, les modalités de commercialisation des lots (notamment l'information des habitants du secteur dans lequel se situe la copropriété) seront définies par les Partenaires, dans le cadre du comité de pilotage.

Conformément aux dispositions du 11° de l'article R 321-12 du code de la construction et de l'habitation, elles seront définies dans l'objectif de favoriser la mixité sociale dans la copropriété et de faciliter les parcours résidentiels.

Elles pourront prendre l'une des formes suivantes :

- Cas 1 : CDC HABITAT SOCIAL pourra assurer la revente des lots sur le marché. Dans ce cas, CDC HABITAT SOCIAL respectera le droit de préemption du locataire rappelé au troisième alinéa du présent Article.
- Cas 2 : CDC HABITAT SOCIAL pourra intégrer définitivement les logements acquis dans le patrimoine locatif social détenu par CDC HABITAT SOCIAL via un financement de l'opération sous forme d'acquisition-amélioration en logement social si les conditions de gestion et d'équilibre économique le permettent, si l'autorité compétente en matière d'aides à la pierre le valide et s'il apparaît pertinent de maintenir durablement un bailleur social au sein de la copropriété au regard des perspectives d'évolution de la copropriété. Dans cette hypothèse, la commune de Beauvais et la communauté d'agglomération du Beauvaisis soutiendront le projet ainsi élaboré.
- Cas 3 : CDC HABITAT SOCIAL pourra céder ces logements à tout autre bailleur social désigné par la commune et la communauté d'agglomération, autorité compétente en matière d'aides à la pierre, et s'il apparaît pertinent de maintenir durablement un bailleur social au sein de la

copropriété au regard des perspectives de cette dernière. Dans cette hypothèse, la revente se fera au prix d'équilibre de revente défini à l'article 17.

- Cas 4 : en cas de difficulté de commercialisation constatées par le comité de pilotage, CDC HABITAT SOCIAL pourra céder à la commune de Beauvais les lots en lieu et place du versement de la compensation prévue à l'Article 22.2 de la présente Convention. La vente des lots à la commune s'effectuera alors au prix visé à l'Article 17.

CDC HABITAT SOCIAL fera son affaire de la demande de paiement du solde des subventions sollicitées auprès de l'ANAH au moment de la revente de chaque lot et lui transmet, à ce titre, l'ensemble des pièces nécessaires à leur versement.

### Article 17. Calcul du prix de revente

La vente de lots portés dans une copropriété visée par un plan de sauvegarde n'est pas soumise aux règles de vente HLM.

Les lots sont mis en vente sur le marché libre au prix du marché, qui ne saurait être inférieur au prix de revient moyen des lots. Seule une difficulté de vente peut justifier que le prix de revente soit inférieur au prix de revient moyen des lots. Cette baisse du prix est décidée d'un commun accord dans le cadre du comité de pilotage.

Le prix d'équilibre à la revente comprend les éléments suivants :

- Le montant d'acquisition du lot toutes taxes et tous honoraires compris ;
- Le montant des travaux éventuellement réalisés par CDC HABITAT SOCIAL lors de l'acquisition du lot ;
- Le coût du prêt éventuellement souscrit pour financer l'opération ;
- La rémunération des fonds propres immobilisés par CDC HABITAT SOCIAL pour financer l'opération d'acquisition au taux du livret A + 150 points de base ;
- Le déficit d'exploitation cumulé éventuel sur la durée du portage.

Le déficit d'exploitation correspond à l'écart entre les dépenses et recettes suivantes :

- dépenses : frais de gestion de la société, charges de copropriété non récupérables, charges de copropriété récupérables non récupérées, coûts de maintenance et d'entretien courant, taxe foncière et autres taxes non récupérables, travaux dans les logements en sus des travaux réalisés lors de l'acquisition, assurances, coûts d'accompagnement social, frais d'ingénierie de projet
- recettes : loyers recouverts, subventions (ANAH notamment) perçues.

Le montant du déficit d'exploitation pris en compte est basé sur les frais réels.

Le coût de revient de l'opération permettra de définir un **prix moyen prévisionnel de revente estimé à ce jour à 1529 €/m<sup>2</sup> (Annexe I)** qui permettrait d'atteindre l'équilibre.

L'établissement du prix de vente de chaque lot se fait sur la base du prix d'équilibre à la revente de l'ensemble de l'opération et non lot par lot.

Toutefois, le prix de revente pourra être affiné lot par lot au regard des caractéristiques du logement afin que le cumul des prix permette à CDC HABITAT SOCIAL d'atteindre l'équilibre de l'opération. L'acceptation par CDC HABITAT d'une offre d'achat en dessous ou au-dessus du prix de revient moyen des lots est soumise à l'accord du comité de pilotage.

### Article 18. Durée de la période de revente

A défaut de mise en œuvre d'une opération de requalification des copropriétés dégradées ou d'aménagement, la revente des lots doit s'effectuer au sein d'une période qui ne peut excéder 2 ans à l'expiration de la durée de période de gestion locative.

## **Article 19. Modalités de relogement lors de la revente**

Les locataires qui n'auraient pas accepté l'offre de vente du logement occupé seront relogés par CDC HABITAT SOCIAL ou l'un des bailleurs sociaux intervenant sur le territoire la commune de Beauvais qui s'engage à mobiliser tout dispositif (contingent de réservation, accord collectif départemental, charte de relogement, dispositif DALO) à même de faciliter ce relogement. Dans ce cadre, CDC HABITAT SOCIAL s'engage à leur formuler, au maximum, trois propositions de relogement adaptées à leurs capacités et besoins.

CDC HABITAT SOCIAL ou tout autre bailleur social se substituant à la société pour le relogement, veillera donc, en conformité avec les règles des commissions d'attribution de logements, à proposer une localisation liée aux besoins de chaque ménage et un type de logement adapté à la composition familiale et aux situations de vieillissement ou de handicap, en recherchant à maîtriser le reste-à-charge financier des ménages.

Les frais de relogement et d'installation ne seront pas pris en charge par CDC HABITAT SOCIAL.

En cas de refus des trois propositions sans raison justifiée, le locataire devra libérer les lieux.

PROJET

## **TITRE VI RÉGIME FINANCIER**

### **Article 20. Financement prévisionnel de l'opération**

Le plan de financement prévisionnel de l'opération défini par les Partenaires figure en **Annexe I**.

Pour le financement de l'opération de portage, CDC HABITAT SOCIAL pourra souscrire un emprunt d'un montant maximal de **1 284 631 euros**. Ce(s) prêt(s) pourra(ont) bénéficier d'une garantie d'emprunt octroyée par la communauté d'agglomération du Beauvaisis.

L'opération bénéficiera également de subventions versées par l'ANAH en vertu du 11° de l'article R 321-12 du code de la construction et de l'habitation et en application du règlement général de l'agence. Ces subventions peuvent porter sur les travaux réalisés, la gestion urbaine de proximité du site ou le déficit de portage de l'opération.

Les Partenaires s'engagent à solliciter de concert toute subvention qui serait rendue nécessaire au financement de l'opération auprès de l'ANAH ou de tout autre organisme ou collectivité compétente à même de réduire le coût « net » de l'opération.

### **Article 21. Garantie d'emprunt de la communauté d'agglomération du Beauvaisis**

La communauté d'agglomération du Beauvaisis s'engage, au titre de sa compétence en matière d'aides à la pierre, à ce que la présidente inscrive à l'ordre du jour d'un prochain conseil communautaire une délibération relative à l'octroi d'une garantie d'emprunt à hauteur de 100% du prêt(s) visé(s) à l'Article précédent.

### **Article 22. Modalités financières d'exécution des engagements réciproques**

#### **1. Absence de rémunération**

Les Partenaires agissant dans le cadre de leur mission d'intérêt public afin de satisfaire des objectifs communs ne perçoivent aucune rémunération au titre de l'exécution des engagements pris dans le cadre de la Convention.

#### **2. Compensation versée par la communauté d'agglomération du Beauvaisis**

Le prix de revente des lots par CDC HABITAT est fixé afin d'atteindre l'équilibre de l'opération et de couvrir le coût de revient de l'opération, sans réalisation d'aucun bénéfice commercial.

Toutefois, conformément aux dispositions de l'article L 411-2 du code de la construction et de l'habitation et de la décision de la Commission du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106 paragraphe 2 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général, dans le seul cas où CDC HABITAT SOCIAL rencontrerait des difficultés de commercialisation empêchant l'équilibre de l'opération et la couverture des coûts nets occasionnés par l'exécution des engagements pris dans le cadre de la Convention, la communauté d'agglomération du Beauvaisis s'engage à lui verser une compensation.

Afin d'éviter toute surcompensation, cette somme correspond à la différence entre le prix de revente à l'équilibre déterminé en fonction des coûts nets d'exécution des engagements pris dans le cadre de la présente Convention et le prix effectif de revente de l'ensemble des lots.

Ces difficultés sont constatées dans le cadre du comité de pilotage, sur la base d'un bilan financier présenté par CDC HABITAT SOCIAL couvrant l'ensemble des lots effectivement portés. Le montant définitif de la compensation est arrêté par le comité de pilotage.

CDC HABITAT SOCIAL s'engage à séparer, dans le cadre de sa comptabilité interne, les coûts et les recettes liés à l'opération et ceux liés aux autres services, ainsi que les paramètres de répartition des coûts et des recettes.

La CAB peut faire le choix de substituer au versement de la compensation susvisée, le rachat des lots n'ayant pu faire l'objet d'une revente au prix permettant l'équilibre de l'opération, dans les conditions visées à l'Article 17.

PROJET

## **TITRE VII SUIVI ET PILOTAGE DE L'OPERATION**

### **Article 23. Reporting**

#### **1. Reporting courant**

Chacune des Parties informe l'autre de tout évènement notable survenu dans l'exécution de la Convention.

Notamment, CDC HABITAT SOCIAL alerte la collectivité dans le cas où les dépenses d'exploitation exposées au titre de la gestion locative approchent le plafond de subvention de l'ANAH afin de déterminer s'il est opportun de dépasser ce plafond, à titre exceptionnel.

#### **2. Rapport annuel**

Afin de justifier de la bonne exécution des conditions financières et techniques de la Convention, CDC HABITAT SOCIAL produit chaque année à la collectivité un rapport détaillé retraçant les opérations afférentes à l'exécution de la Convention.

*A minima*, le rapport comporte :

- Une note de synthèse des principales actions effectuées par CDC HABITAT SOCIAL ;
- Un bilan financier actualisé faisant apparaître l'état détaillé des recettes et des dépenses ;
- Les acquisitions et cessions effectuées et celles restant à effectuer ;
- Les travaux de réhabilitation effectués et ceux restant à effectuer.

Le rapport annuel de l'année n est remis à la collectivité au plus tard le 30 juin de l'année n+1.

Il est présenté par CDC HABITAT SOCIAL dans le cadre du prochain comité de suivi suivant la date de remise du rapport.

### **Article 24. Comités de pilotage et de suivi**

#### **1. Comité de pilotage**

L'opération de portage fait l'objet d'un pilotage commun entre CDC HABITAT SOCIAL et la collectivité.

Ainsi, il est constitué entre les parties un comité de pilotage composé des représentants de CDC HABITAT SOCIAL et des représentants de la collectivité lesquels peuvent être des membres du conseil municipal / métropolitain / communautaire.

L'administrateur provisoire de la copropriété, le syndic de copropriétaires, l'ANAH ainsi que tout autre partenaire du projet peuvent être invités par l'un des membres du comité de pilotage à assister aux réunions de ce dernier en fonction notamment de leur ordre du jour. Les représentants de la collectivité s'engagent à assister obligatoirement à toute réunion du comité.

Le comité de pilotage a pour mission d'arrêter les orientations stratégiques du projet et de débattre de toutes les questions concernant le pilotage de ce dernier afin de satisfaire au mieux l'objectif de redressement de la copropriété.

Le comité de pilotage est notamment chargé d'arrêter :

- La stratégie d'acquisition des lots ;
- Le nombre des lots devant être acquis par CDC HABITAT SOCIAL sur chacune des copropriétés visées par la présente convention ;

- Le montant moyen cible des acquisitions ;
- La stratégie et les modalités de revente des lots ;
- Le principe d'un éventuel prolongement de la durée de la convention.

Le comité de pilotage est également chargé de valider :

- Les acquisitions de lots se faisant à un prix supérieur de plus de 30 % au prix d'acquisition moyen défini à l'article 9 ;
- Toute acquisition de lot n'ayant pas pour usage principal l'habitation ;
- Toute évolution significative du bilan financier de l'opération et ses conséquences pour les Partenaires.

Le comité de pilotage se réunit autant que de besoin, sur demande de l'une des parties et *a minima* 3 fois par an.

Chaque réunion du comité de pilotage fait l'objet d'un compte-rendu établi par CDC HABITAT SOCIAL. Le secrétariat est assuré par un représentant de cette dernière. Les comptes rendus sont adressés à la collectivité par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception. Elle dispose d'un délai de quinze (15) Jours pour émettre ses observations à compter de la réception.

## 2. Comité de suivi

L'opération de portage fait l'objet d'un suivi par les deux Parties.

Ainsi, il est constitué un comité de suivi composé de représentants de CDC HABITAT SOCIAL et de représentants de la collectivité.

L'administrateur provisoire de la copropriété, le syndic de copropriétaires, l'ANAH ainsi que tout autre partenaire du projet peuvent être invités par l'un des membres du comité de suivi à assister aux réunions de ce dernier. A ce titre, les représentants de la collectivité s'engagent à assister obligatoirement à toute réunion du comité.

L'objectif du comité de suivi est de débattre de toutes les questions concernant l'exécution de la présente Convention.

Le comité de suivi a notamment pour objet de valider :

- Le principe d'acquisition d'un lot auprès d'un Propriétaire endetté ;
- Les modalités d'acquisition des lots faisant l'objet d'une procédure de mise en adjudication ;
- Le prix d'acquisition de chaque lot dans la limite de 30 % du dépassement du prix d'acquisition moyen visé à l'article 9 ;
- Les modalités de mise en œuvre du relogement des ménages le nécessitant ;
- La vente d'un lot à un prix inférieur au prix de revient moyen des lots.

Le comité de suivi se réunit autant que de besoin, sur demande de l'une des Parties et *a minima* une (1) fois par mois.

Chaque réunion du comité de suivi fait l'objet d'un compte-rendu établi par CDC HABITAT SOCIAL. Le secrétariat est assuré par un représentant de cette dernière. Les comptes rendus sont adressés à la collectivité par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception. Elle dispose d'un délai de quinze (15) Jours pour émettre ses observations à compter de la réception.

## **TITRE VIII DISPOSITIONS DIVERSES**

### **Article 25. Prévention et règlement des litiges**

#### **1. Médiation**

Les différends qui résultent de l'interprétation ou de l'application de la Convention font l'objet d'une tentative de médiation conformément aux dispositions des articles L.213-1 et suivants du Code de justice administrative et dont la charge est partagée, à parts égales, entre les Parties.

A défaut de la désignation d'un médiateur dans un délai de deux (2) mois à compter de la constatation du litige par lettre recommandée avec accusé de réception, la Partie la plus diligente peut soumettre le litige directement à la juridiction administrative compétente.

#### **2. Contentieux**

Les litiges relatifs à l'interprétation, à la validité et à l'exécution de la présente Convention seront portés devant le tribunal administratif d'Amiens (lieu d'exécution de la convention).

### **Article 26. Confidentialité**

CDC HABITAT SOCIAL, la commune de Beauvais et la communauté d'agglomération du Beauvaisis, qui, à l'occasion de l'exécution de la présente Convention, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment aux moyens à mettre en œuvre pour l'exécution du présent contrat, au fonctionnement des services de CDC HABITAT SOCIAL ou de la collectivité sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.



**ANNEXES**

Seront annexés à la présente Convention, les documents suivants :

**I- Plan de financement prévisionnel**

**II- Délibération du conseil d'administration de l'ANAH**

Les Annexes ont valeur contractuelle.

Fait à Beauvais, le.....

<p>Pour la commune de Beauvais :</p> <p>Le Maire,</p> <p>Caroline CAYEUX</p>	<p>Pour la communauté d'agglomération du Beauvaisis :</p> <p>La présidente, Pour la présidente et par délégation, Le vice-président en charge de l'Urbanisme,</p> <p>Franck PIA</p>
--	---

<p>Pour CDC HABITAT SOCIAL :</p> <p>Le Président du Directoire,</p> <p>Jean-Paul CLEMENT</p>
--

**Rapport n° B-DEL-2022-0006**

Commission : Commission générale

Service : Sports

**Sport - Subventions sur projets**

La ville de Beauvais a reçu des demandes de subventions sur projets de la part d'associations à vocation sportive.

L'intérêt des projets et leur attractivité justifiant une aide financière, il est proposé au conseil municipal :

- d'accorder une subvention sur projet de 750 € à l'association COMPAGNIE D'ARC JEANNE HACHETTE, pour le projet d'organisation des « Championnats de France universitaire de tir à l'arc 2022 », qui aura lieu du 2 au 4 février 2022 (160 participants attendus).
- d'accorder une subvention sur projet de 1 500 € au TENNIS CLUB DE L'AGGLO DU BEAUVAISIS (TCAB), pour le projet d'organisation d'une rencontre inter-sites éducatifs Fête le Mur, qui aura lieu du 15 au 17 avril 2022 (60 participants attendus dont 50 jeunes entre 9 et 14 ans issus des quartiers prioritaires des villes d'implantation de Fête le Mur).
- d'approuver les termes des conventions à passer avec ces associations ;
- de prélever les dépenses correspondantes sur les crédits prévus à cet effet sur le budget 2022 ;
- d'autoriser madame le maire ou l'adjoint délégué à signer toutes pièces nécessaires à la réalisation de ce dossier.

## CONVENTION SUR PROJET

### Intitulé du projet : "Championnats de France Universitaire de tir à l'arc 2022" Association : COMPAGNIE D'ARC JEANNE HACHETTE

Entre : La ville de Beauvais, représentée par Madame Caroline CAYEUX, le Maire, dûment autorisée par délibération du conseil municipal en date du 3 février 2022,  
ci-après dénommée « la ville »

d'une part,

Et : L'Association COMPAGNIE ARC JEANNE HACHETTE dont le siège social est situé au 6 rue de la Tour 60 510 HAUDIVILLERS représenté par son Président, Monsieur Christophe WARGNIER,  
ci-après dénommée « l'association »

d'autre part,

#### PRÉAMBULE

Chaque année, la ville de Beauvais souhaite soutenir des projets associatifs à destination des associations notamment, en apportant son concours financier à la réalisation des activités.

Plusieurs demandes de financements n'ont pu être instruites dans le cadre de la préparation du budget primitif et sont donc étudiées en cours d'année.

A ce titre, le conseil municipal s'est prononcé favorablement sur l'inscription au budget primitif de crédits non répartis au compte « subventions aux associations ».

**Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit :**

#### **ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'attribution de la subvention sur projet accordée par la ville. La ville soutient l'association COMPAGNIE ARC JEANNE HACHETTE pour la mise en place d'un projet intitulé :

**“ Championnats de France Universitaire de tir à l'arc 2022 ”**

dont les objectifs sont :

- Organiser les compétitions de Championnats de France de tir à l'arc à destination du public universitaire
- Promouvoir et faire connaître la pratique du tir à l'arc auprès des étudiants et du grand public
- Créer un temps de rencontre entre une trentaine de professeurs et entraîneurs de toute la France ainsi qu'avec les bénévoles de l'organisation

#### **ARTICLE 2 – MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENTS**

La subvention, dont le montant est arrêté à **750 € (sept cent cinquante euros)**, sera versée au compte de l'association selon les modalités suivantes :

- La ville engagera 70% de sa participation à la signature de la présente convention, soit 525 €
- Le versement du solde de 30%, soit 225 €, est conditionné à la production par l'association à la ville d'un **bilan quantitatif, qualitatif et financier complet de l'action.**

#### **ARTICLE 3 – OBLIGATIONS COMPTABLES ET ÉVALUATION DE LA MISE EN OEUVRE DE L'ACTION**

L'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle de la réalisation conforme de l'objectif défini, par tout agent de la ville, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Afin de permettre une évaluation des résultats au regard des objectifs, l'association s'engage à fournir à la ville, **un bilan quantitatif, qualitatif et financier propre à l'action.**

Les documents communiqués devront **impérativement** renseigner les éléments suivants :

- rappel des objectifs de l'action,
- réalisation de l'action : déroulé, territoire concerné, nombre de bénéficiaires, profil des bénéficiaires (nombre de bénéficiaires issus des quartiers prioritaires, répartition hommes/femmes, etc.),
- moyens mis en œuvre,
- écarts entre les résultats obtenus et attendus : effets observés, difficultés rencontrées, etc.,
- perspectives d'évolution.

#### **ARTICLE 4 – COMMUNICATION**

---

L'association s'engage à ne pas porter atteinte à l'image de marque de la ville lors de ses représentations publiques ou dans le cadre de ses relations avec la presse et les médias ainsi que tout autre partenaire.

L'association s'engage à assurer la promotion de la participation de la ville, dans les conditions suivantes :

- ➔ faire apparaître le nom et le logo de la ville, de façon lisible et identifiable sur tous les documents informatifs et promotionnels édités par elle (plaquette, carton d'invitation, affiches etc.) ;
- ➔ mentionner systématiquement la participation financière de la ville dans les documents, y compris ceux adressés à la presse ;
- ➔ à concerter le service communication de la ville pour définir les modalités de mise en œuvre de ces dispositions.

#### **ARTICLE 5 – SANCTIONS**

---

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la ville des conditions d'exécution de la convention par l'association, et sans préjudice des dispositions prévues à l'article 7, la ville peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

#### **ARTICLE 6 – CONTRÔLE DE L'ADMINISTRATION**

---

La ville rappelle à l'association que, bénéficiant du concours de fonds publics, elle est soumise au contrôle de l'État. Elle s'engage ainsi à coopérer, le cas échéant, aux travaux de la Cour des Comptes, de l'Inspection Générale des Finances, de l'organe de contrôle désigné par la ville.

#### **ARTICLE 7 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION**

---

En cas non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou par l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. La présente convention pourra être résiliée dans le cas où l'association viendrait à faire l'objet d'une dissolution ou d'une fusion ou encore d'un redressement ou d'une liquidation judiciaire.

#### **ARTICLE 8 – ASSURANCES**

---

L'association s'engage à assurer sa responsabilité civile pour l'ensemble de ses activités envers tous tiers (couverture de ses membres et autres usagers présents), tout mobilier, matériel, marchandises, glaces et installations lui appartenant ou mis à sa disposition par la collectivité contre l'incendie, les explosions, la foudre, les dégâts des eaux, les bris de glaces, le vol, etc. Lesdites polices doivent comporter renonciation par la compagnie d'assurance à tous recours contre la collectivité pour les risques et dommages susvisés. L'association doit adresser aux services municipaux compétents, une attestation de toutes ces polices en vigueur avec la convention signée sur la période qui concerne l'action subventionnée.

#### **ARTICLE 9 – CONTENTIEUX**

---

En cas de désaccord sur l'interprétation ou l'exécution des clauses inscrites à la présente convention, les parties s'engagent à privilégier un règlement amiable. En cas de désaccord persistant, le litige sera porté devant le Tribunal Administratif d'Amiens. Élection de domicile : les parties font élection de domicile à l'Hôtel de Ville, sis 1 rue Desgroux 60000 – Beauvais.

## **ARTICLE 10 – DISPOSITIONS FINALES**

---

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux. Après approbation et transmission au contrôle de légalité, la ville notifiera à l'association la présente convention signée.

### **ANNEXE 1 : Budget prévisionnel présenté par l'association**

**Fait à Beauvais, le**

Pour la ville,  
**Caroline CAYEUX**  
Maire de Beauvais

Pour l'association,  
**Christophe WARGNIER**  
Président

## ANNEXE 1 : Budget prévisionnel présenté par l'association

### Financement :

<u>Dépenses :</u>	
<b>60 - Achats</b>	<b>6 290,00 € TTC</b>
Prestations de services	4 340,00 € TTC
Achats matières et fournitures	1 950,00 € TTC
Autres fournitures	0,00 €
<b>61 - Services extérieurs</b>	<b>1 000,00 € TTC</b>
Locations	1 000,00 € TTC
Entretien et réparation	0,00 €
Assurance	0,00 €
Documentation	0,00 €
<b>62 - Autres services extérieurs</b>	<b>710,00 € TTC</b>
Rémunérations intermédiaires et honoraires	500,00 € TTC
Publicité, publication	210,00 € TTC
Déplacements, missions	0,00 €
Services bancaires, autres	0,00 €
<b>63 - Impôts et taxes</b>	
Impôts et taxes sur rémunération	0,00 €
Autres impôts et taxes	0,00 €
<b>64 - Charges de personnel</b>	
Rémunération des personnels	0,00 €
Charges sociales	0,00 €
Autres charges de personnel	0,00 €
<b>65 - Autres charges de gestion courante</b>	
Autres charges de gestion courante	0,00 €
<b>66 - Charges financières</b>	
Charges financières	0,00 €
<b>67 - Charges exceptionnelles</b>	
Charges exceptionnelles	0,00 €
<b>68 - Dotations aux amortissements</b>	
Dotations aux amortissements, provisions et engagements	0,00 €
<b>Contributions volontaires</b>	<b>5 000,00 € TTC</b>
Contributions volontaires	5 000,00 € TTC
<b>Montant total des dépenses</b>	<b>13 000,00 € (TTC)</b>

Recettes :

Recettes :70 - Ventes de produits finis, de marchandises, prestations de services

Ventes de produits finis, de marchandises, prestations de services \_\_\_\_\_ 0,00 €

Recettes :74 - Subventions d'exploitation \_\_\_\_\_ 4 750,00 € TTC

Etat(s) \_\_\_\_\_ 0,00 €

Région(s) \_\_\_\_\_ 1 000,00 €

Département(s) \_\_\_\_\_ 1 000,00 €

Fonds européens \_\_\_\_\_ 0,00 €

Ville de Beauvais \_\_\_\_\_ 750,00 €

CAB \_\_\_\_\_ 0,00 €

Autres(s) Commune(s) \_\_\_\_\_ 0,00 €

Autres établissements publics \_\_\_\_\_ 2 000,00 € FFTA : 500 € - FFSU : 1500€

Organismes sociaux \_\_\_\_\_ 0,00 €

Recettes :75 - Autres produits de gestion courante \_\_\_\_\_ 3 250,00 € TTC

Autres produits de gestion courante \_\_\_\_\_ 3 250,00 € Participation aux frais de repas

Cotisations \_\_\_\_\_ 0,00 €

Dons manuels \_\_\_\_\_ 0,00 €

Legs \_\_\_\_\_ 0,00 €

Recettes :76 - Produits financiers

Produits financiers \_\_\_\_\_ 0,00 €

Recettes :77 - Produits exceptionnels

Produits exceptionnels \_\_\_\_\_ 0,00 €

Recettes :78 - Reprises sur amortissements et provisions

Reprises sur amortissements et provisions \_\_\_\_\_ 0,00 €

Recettes :Contributions volontaires \_\_\_\_\_ 5 000,00 € TTC

Contributions volontaires \_\_\_\_\_ 5 000,00 €

---

Montant total des recettes \_\_\_\_\_ 13 000,00 €

---

## CONVENTION SUR PROJET

### Intitulé du projet : "Rencontre inter sites éducatifs Fête le Mur » Association : TENNIS CLUB DE L'AGGLO DU BEAUVAISIS

Entre : La ville de Beauvais, représentée par Madame Caroline CAYEUX, le Maire, dûment autorisée par délibération du conseil municipal en date du 3 février 2022,  
ci-après dénommée « la ville »

d'une part,

Et : L'Association TENNIS CLUB DE L'AGGLO DU BEAUVAISIS (TCAB) dont le siège social est situé au 200 rue notre dame du thil 60 000 BEAUVAISIS représenté par son Président, Monsieur Jean-François ZIMMERMAN,  
ci-après dénommée « l'association »

d'autre part,

#### PRÉAMBULE

Chaque année, la ville de Beauvais souhaite soutenir des projets associatifs à destination des associations notamment, en apportant son concours financier à la réalisation des activités.

Plusieurs demandes de financements n'ont pu être instruites dans le cadre de la préparation du budget primitif et sont donc étudiées en cours d'année.

A ce titre, le conseil municipal s'est prononcé favorablement sur l'inscription au budget primitif de crédits non répartis au compte « subventions aux associations ».

#### Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit :

#### ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'attribution de la subvention sur projet accordée par la ville. La ville soutient l'association TENNIS CLUB DE L'AGGLO DU BEAUVAISIS pour la mise en place d'un projet intitulé :

**“ Rencontre inter sites éducatifs Fête le Mur ”**  
Organisé à Beauvais, du 15 au 17 avril 2022

dont les objectifs sont :

- Créer un temps de rencontre entre les 8 sites d'implantation de Fête le Mur dans le nord de la France (Lille, Roubaix, Saint-Omer, Canteleu, Elbeuf, Evreux, Metz et Bar-le-Duc)
- Faire progresser les jeunes à travers des compétitions éducatives
- Permettre aux jeunes Beauvaisiens de sortir de leurs quartiers et d'évoluer dans un environnement différent le temps d'un week-end
- Créer un événement fort autour de l'éducation par le sport à Beauvais
- Permettre aux jeunes arbitres en formation de préparer leur examen de juin
- Promouvoir et développer la pratique du tennis

#### ARTICLE 2 – MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENTS

La subvention, dont le montant est arrêté à **1 500 € (mille cinq cent euros)**, sera versée au compte de l'association selon les modalités suivantes :

- La ville engagera 70% de sa participation à la signature de la présente convention, soit 1 050 €
- Le versement du solde de 30%, soit 450 €, est conditionné à la production par l'association à la ville d'un **bilan quantitatif, qualitatif et financier complet de l'action.**

#### ARTICLE 3 – OBLIGATIONS COMPTABLES ET ÉVALUATION DE LA MISE EN OEUVRE DE L'ACTION

L'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle de la réalisation conforme de l'objectif défini, par tout agent de la ville, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.



Afin de permettre une évaluation des résultats au regard des objectifs, l'association s'engage à fournir à la ville, **un bilan quantitatif, qualitatif et financier propre à l'action.**

Les documents communiqués devront **impérativement** renseigner les éléments suivants :

- rappel des objectifs de l'action,
- réalisation de l'action : déroulé, territoire concerné, nombre de bénéficiaires, profil des bénéficiaires (nombre de bénéficiaires issus des quartiers prioritaires, répartition hommes/femmes, etc.),
- moyens mis en œuvre,
- écarts entre les résultats obtenus et attendus : effets observés, difficultés rencontrées, etc.,
- perspectives d'évolution.

#### **ARTICLE 4 – COMMUNICATION**

---

L'association s'engage à ne pas porter atteinte à l'image de marque de la ville lors de ses représentations publiques ou dans le cadre de ses relations avec la presse et les médias ainsi que tout autre partenaire.

L'association s'engage à assurer la promotion de la participation de la ville, dans les conditions suivantes :

- faire apparaître le nom et le logo de la ville, de façon lisible et identifiable sur tous les documents informatifs et promotionnels édités par elle (plaquette, carton d'invitation, affiches etc.) ;
- mentionner systématiquement la participation financière de la ville dans les documents, y compris ceux adressés à la presse ;
- à concerter le service communication de la ville pour définir les modalités de mise en œuvre de ces dispositions.

#### **ARTICLE 5 – SANCTIONS**

---

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la ville des conditions d'exécution de la convention par l'association, et sans préjudice des dispositions prévues à l'article 7, la ville peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

#### **ARTICLE 6 – CONTRÔLE DE L'ADMINISTRATION**

---

La ville rappelle à l'association que, bénéficiant du concours de fonds publics, elle est soumise au contrôle de l'État. Elle s'engage ainsi à coopérer, le cas échéant, aux travaux de la Cour des Comptes, de l'Inspection Générale des Finances, de l'organe de contrôle désigné par la ville.

#### **ARTICLE 7 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION**

---

En cas non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou par l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. La présente convention pourra être résiliée dans le cas où l'association viendrait à faire l'objet d'une dissolution ou d'une fusion ou encore d'un redressement ou d'une liquidation judiciaire.

#### **ARTICLE 8 – ASSURANCES**

---

L'association s'engage à assurer sa responsabilité civile pour l'ensemble de ses activités envers tous tiers (couverture de ses membres et autres usagers présents), tout mobilier, matériel, marchandises, glaces et installations lui appartenant ou mis à sa disposition par la collectivité contre l'incendie, les explosions, la foudre, les dégâts des eaux, les bris de glaces, le vol, etc. Lesdites polices doivent comporter renonciation par la compagnie d'assurance à tous recours contre la collectivité pour les risques et dommages susvisés. L'association doit adresser aux services municipaux compétents, une attestation de toutes ces polices en vigueur avec la convention signée sur la période qui concerne l'action subventionnée.

#### **ARTICLE 9 – CONTENTIEUX**

---

En cas de désaccord sur l'interprétation ou l'exécution des clauses inscrites à la présente convention, les parties s'engagent à privilégier un règlement amiable. En cas de désaccord persistant, le litige sera porté devant le Tribunal Administratif d'Amiens. Élection de domicile : les parties font élection de domicile à l'Hôtel de Ville, sis 1 rue Desgroux 60000 – Beauvais.

## **ARTICLE 10 – DISPOSITIONS FINALES**

---

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux. Après approbation et transmission au contrôle de légalité, la ville notifiera à l'association la présente convention signée.

### **ANNEXE 1 : Budget prévisionnel présenté par l'association**

**Fait à Beauvais, le**

Pour la ville,  
**Caroline CAYEUX**  
Maire de Beauvais

Pour l'association,  
**Jean-François ZIMMERMAN**  
Président

# ANNEXE 1 : Budget prévisionnel présenté par l'association

## Financement :

### Dépenses :

<b>60 - Achats</b>	<b>150,00 € TTC</b>	
Prestations de services	0,00 €	
Achats matières et fournitures	150,00 € TTC	matériel pédagogique
Autres fournitures	0,00 €	
<b>61 - Services extérieurs</b>		
Locations	0,00 €	
Entretien et réparation	0,00 €	
Assurance	0,00 €	
Documentation	0,00 €	
<b>62 - Autres services extérieurs</b>	<b>5 500,00 € TTC</b>	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	500,00 € TTC	Activité loisirs (patinoire, bowling...)
Publicité, publication	0,00 €	
Déplacements, missions	5 000,00 € TTC	Hébergement 50 personnes + restauration pendant 48heures.
Services bancaires, autres	0,00 €	
<b>63 - Impôts et taxes</b>		
Impôts et taxes sur rémunération	0,00 €	
Autres impôts et taxes	0,00 €	
<b>64 - Charges de personnel</b>	<b>2 850,00 € TTC</b>	
Rémunération des personnels	1 750,00 € TTC	
Charges sociales	1 100,00 € TTC	
Autres charges de personnel	0,00 €	
<b>65 - Autres charges de gestion courante</b>		
Autres charges de gestion courante	0,00 €	
<b>66 - Charges financières</b>		
Charges financières	0,00 €	
<b>67 - Charges exceptionnelles</b>		
Charges exceptionnelles	0,00 €	
<b>68 - Dotations aux amortissements</b>		
Dotations aux amortissements, provisions et engagements	0,00 €	
<b>Contributions volontaires</b>	<b>1 000,00 € TTC</b>	
Contributions volontaires	1 000,00 € TTC	
<b>Montant total des dépenses</b>	<b>9 500,00 € (TTC)</b>	

Recettes :

Recettes :70 - Ventes de produits finis, de marchandises, prestations de services

Ventes de produits finis, de marchandises, prestations de services..... 0,00 €

Recettes :74 - Subventions d'exploitation 6 000,00 € TTC

Etat(s)..... 2 500,00 € Contrat de Ville 500€ + FDVA

Actions innovantes 1500€ + Aide Emploi 500€

Région(s)..... 0,00 €

Département(s)..... 1 000,00 €

Fonds européens..... 0,00 €

Ville de Beauvais..... 2 000,00 €

CAB..... 500,00 €

Autres(s) Commune(s)..... 0,00 €

Autres établissements publics..... 0,00 €

Organismes sociaux..... 0,00 €

Recettes :75 - Autres produits de gestion courante 2 500,00 € TTC

Autres produits de gestion courante..... 2 500,00 € Apport Club

Cotisations..... 0,00 €

Dons manuels..... 0,00 €

Legs..... 0,00 €

Recettes :76 - Produits financiers

Produits financiers..... 0,00 €

Recettes :77 - Produits exceptionnels

Produits exceptionnels..... 0,00 €

Recettes :78 - Reprises sur amortissements et provisions

Reprises sur amortissements et provisions..... 0,00 €

Recettes :Contributions volontaires..... 1 000,00 € TTC

Contributions volontaires..... 1 000,00 €

---

Montant total des recettes 9 500,00 €

**Rapport n° B-DEL-2022-0004**

Commission : Commission générale

Service :

**Culture – Service Ville d’art et d’histoire - Tarif de rémunération des guides-conférenciers pour visite nocturne**

Dans le cadre du label Ville d’art et d’histoire, le service Ville d’art et d’histoire de Beauvais organise des visites-découverte du patrimoine à destination d’un large public (adultes, enfants, public empêché...). La programmation de ces visites, développée en partenariat avec l’Office de tourisme de l’Agglomération et la Maladrerie Saint-Lazare est résolument diversifiée au regard des thématiques, des approches mais aussi des temps de planification afin de s’adapter à la variété des visiteurs.

Ainsi, et afin de répondre à une attente forte de la part des publics, les partenaires – Le service Ville d’art et d’histoire de Beauvais, l’Office de tourisme de l’Agglomération, la Maladrerie Saint-Lazare – souhaitent étoffer l’offre avec des visites nocturnes des monuments phares (cathédrale, maladrerie). Ces visites nocturnes s’organiseront à partir de 21h.

A cet effet, il convient de compléter la grille de rémunération des guides-conférenciers et des médiateurs culturels.

Il est proposé que le taux de rémunération des visites nocturnes soit identique au taux appliqué pour les interventions des dimanches et jours fériés.

Prestation	Intervention semaine	Intervention dimanche, jours fériés et <b>visites nocturnes</b>	Temps de réunion et de formation de guides-conférenciers	Temps de réunion, de rangement et de préparation des médiateurs
Base horaire brut	21.60 €	28.22 €	14 €	14 €
Demi-journée	75.23 €	112.85 €		
Journée	128.35 €	180.50 €		
Indemnité compensatrice de congés payés en sus				
Evolution des taux de rémunération sur la base des revalorisations annuelles appliquées par les deux collectivités				

Dans un souci de simplification, le tableau ci-dessus reprend les éléments de rémunération des guides-conférenciers et des médiateurs culturels fixés par la délibération 2013-499 du conseil municipal du 25/11/2013, complétée par la délibération 2018-254 du 21/12/2018.

Les guides-conférenciers étant employés à la fois par la Ville, la Communauté d'agglomération du Beauvaisis et l'Office de tourisme de l'Agglomération, le tarif d'intervention en période nocturne sera identique pour chacune des collectivités et établissement public.

Il est donc proposé au conseil municipal d'adopter le principe de rémunération des visites nocturnes pour une entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> mars 2022.

**Rapport n° B-DEL-2022-0017**

Commission : Commission générale

Service :

**Culture - Association ASCA : signature d'un avenant à la convention d'objectifs et de moyens et attribution d'une subvention**

Le partenariat liant la Ville de Beauvais à l'ASCA pour le développement de son projet associatif donne lieu à la signature d'une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens qui a pris fin au 31 décembre 2021.

La contractualisation d'une nouvelle convention est envisagée dans le cadre de la labellisation de l'ASCA par l'Etat en tant que SMAC – Salle de musiques actuelles et devrait aboutir dans les prochains mois.

Aussi, dans ce contexte et afin d'harmoniser les conventions à venir, l'une multipartite avec l'ensemble des partenaires institutionnels de l'ASCA pour le label et l'autre bipartite avec la Ville, il convient d'établir un avenant afin de prolonger la convention récemment échue.

En conséquence, il est proposé au conseil municipal :

- d'autoriser madame le maire ou l'adjoint délégué à signer l'avenant qui prolonge la convention d'objectifs et de moyens signée le 19 décembre 2019 jusqu'au 31 juin 2022 ;
- d'attribuer une subvention de fonctionnement de 451 000 € au titre de l'année 2022 et de verser un acompte de 186 000 € permettant à l'ASCA de développer ses activités durant le premier semestre de l'année. Cette somme sera prélevée sur les crédits inscrits au budget primitif 2022.

## **AVENANT À LA CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS**

Entre

**La Ville de Beauvais**, représentée par son Maire, Madame Caroline Cayeux, agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du  
Ci-après dénommée "**la Ville**", d'une part ;

Et

### **L'Association Culturelle Argentine**

Déclarée à la préfecture le 9/11/1976 et enregistrée au Journal Officiel du 23/12/1977 sous le numéro 6690 représentée par son Président, Monsieur Hervé HEMME possédant tous pouvoirs à l'effet des présentes ;  
Ci-après dénommée « **l'ASCA** »

### **Préambule**

Le partenariat liant la Ville de Beauvais à l'ASCA pour le développement de son projet associatif donne lieu à la signature d'une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens qui a pris fin au 31 décembre 2021.

La contractualisation d'une nouvelle convention est envisagée dans le cadre de la labellisation de l'ASCA par l'Etat en tant que SMAC – Salle de musiques actuelles qui devrait aboutir dans les prochains mois.

Aussi, dans ce contexte et afin d'harmoniser les conventions pluriannuelles à venir, l'une multipartite avec l'ensemble des partenaires institutionnels de l'ASCA pour le label et l'autre bipartite avec la Ville, il convient d'établir un avenant afin de prolonger la convention récemment échue.

**Il a été convenu ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 – OBJET DE L'AVENANT**

Le présent avenant a pour principal objet de prolonger la convention d'objectifs et de moyens signée le 19 décembre 2019 entre les parties jusqu'au 31/07/2022.

### **ARTICLE 2 – ENGAGEMENT FINANCIER DE LA VILLE**

Au titre de l'année 2022, la Ville alloue une subvention de fonctionnement de 451 000 € à l'ASCA.

Un acompte de 186 000 € sera versé à l'association à la signature du présent avenant afin d'accompagner la mise en œuvre des activités durant le premier semestre. Le versement du solde est subordonné à la signature d'une nouvelle convention entre les parties.

### **ARTICLE 3 – AUTRES DISPOSITIONS**

Toutes les autres clauses de la convention initiale liant la Ville à l'ASCA non modifiées par le présent avenant demeurent applicables. Fait à Beauvais en 2 exemplaires originaux de 2 pages, le .....

**Caroline CAYEUX**

Maire de Beauvais

**Hervé HEMME**

Président de l'ASCA



**Rapport n° B-DEL-2022-0018**

Commission : Commission générale

Service :

**Culture - Association la Batoude, centre d'arts du cirque et de la rue : convention d'objectifs et de moyens et attribution d'une subvention**

Le décret du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques rend obligatoires les conventions avec les associations telles que la Batoude qui reçoivent une subvention supérieure à 23 000 €.

La précédente convention avec l'association étant échue en décembre 2021, il convient donc de contractualiser une nouvelle convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens afin de la soutenir dans son action pour les années 2022 – 2024.

Dans le cadre de son projet associatif, la Batoude promeut les arts du cirque et de la rue à différentes échelles territoriales en s'appuyant sur un ancrage local fort au cœur du quartier Saint-Jean à Beauvais.

Elle est à la fois une école de cirque amateur agréée par la Fédération Française des Ecoles de Cirque proposant une formation de qualité aux familles et aux établissements scolaires, associatifs et médico éducatifs, et un lieu de diffusion de spectacles professionnels de cirque et de rue.

Ces deux pôles complémentaires d'un même projet sont complétés par une participation active aux manifestations publiques et aux réseaux professionnels régionaux, et par un soutien aux compagnies professionnelles et porteurs de projets en lien avec les arts du cirque et de la rue.

Le projet fondé sur les valeurs de l'éducation populaire s'attache également à développer le lien avec les publics à la fois dans une dimension artistique et culturelle, mais aussi territoriale et sociale.

Considérant que le projet associatif initié par la Batoude répond aux objectifs du Projet Culturel de Territoire 2020-2026 sur les trois axes suivants :

- Axe 1 : Un territoire bienveillant > Prendre soin des habitants, bénéficiaires et acteurs de la diversité des expressions artistiques
- Axe 2 : Un territoire créatif > Prendre soin des créateurs et des opérateurs culturels, penseurs et acteurs de la construction communautaire.
- Axe 5 : Un territoire attractif > Favoriser l'attractivité et l'innovation du territoire, facteurs de développement et marqueurs de l'identité collective ;

L'association bénéficie d'un local pour ses bureaux et d'une mise à disposition de la Salle Jacques Brel. Elle est également accompagnée par l'Agglomération du Beauvaisis au titre de la politique de la Ville, pour les diverses actions menées dans les quartiers prioritaires.

La Direction régionale des hauts-de- France, le Département de l'Oise, la Région des Hauts-de-France sont également engagés aux côtés de l'association.

En conséquence, il est proposé au conseil municipal

- d'autoriser madame le maire ou l'adjoint délégué à signer la convention ci-annexée, fixant les obligations et les engagements réciproques des partenaires pour les 3 prochaines années, et toutes les pièces relatives à ce dossier ;
- d'attribuer une subvention de fonctionnement de 110 000 €. Celle-ci sera prélevée sur les crédits inscrits au budget 2022.

# CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

**La Ville de Beauvais** représentée par Caroline CAYEUX, Maire de Beauvais agissant en cette qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du

désignée ci-après par "**la Ville**", d'une part,

ET :

**L'Association la Batoude**, Centre des arts du cirque et de la Rue - Association loi 1901, déclarée en Préfecture de l'Oise le 21 octobre 2008 sous le numéro W601002472 ayant son siège social au : 9 allée Johann Strauss à Beauvais, représentée par sa Présidente Virginie PARMENTIER possédant tous pouvoirs à l'effet des présentes ; N° Siret : 50943144100021- Code APE : 9001 Z

désignée ci-après par "**l'Association**", d'autre part.

## PRÉAMBULE

La Ville de Beauvais conduit une politique culturelle globale axée de manière complémentaire sur le soutien et l'aide à toutes les formes de création, sa diffusion auprès de tous les publics, les actions de médiation et la formation aux pratiques artistiques. À ce titre, elle accompagne de façon constante, La Batoude, acteur culturel de premier plan dans le domaine des arts du cirque et de la rue, implanté au cœur du quartier Saint-Jean à Beauvais.

Dans le cadre de son projet associatif, la Batoude promeut les arts du cirque et de la rue à différentes échelles territoriales en s'appuyant sur un ancrage local fort au cœur du quartier Saint-Jean à Beauvais. Elle est à la fois une école de cirque amateur agréée par la Fédération Française des Ecoles de Cirque proposant une formation de qualité aux familles et aux établissements scolaires, associatifs et médico-éducatifs, et un lieu de diffusion de spectacles professionnels de cirque et de rue. Ces deux pôles complémentaires d'un même projet sont complétés par une participation active aux manifestations publiques et aux réseaux professionnels régionaux, et par un soutien aux compagnies professionnelles et porteurs de projets en lien avec les arts du cirque et de la rue.

Le projet associatif s'attache également à développer le lien avec les publics à la fois dans une dimension artistique et culturelle, mais aussi territoriale et sociale.

L'association développe par ailleurs diverses actions dans les quartiers prioritaires de la politique de la Ville et bénéficie donc du soutien de l'Agglomération du Beauvaisis au titre de la politique de la Ville.

Considérant que le projet associatif initié par la Batoude répond aux objectifs du Projet Culturel de Territoire 2020- 2026 sur les trois axes suivants :

- Axe 1 : Un territoire bienveillant > Prendre soin des habitants, bénéficiaires et acteurs de la diversité des expressions artistiques
- Axe 2 : Un territoire créatif > Prendre soin des créateurs et des opérateurs culturels, penseurs et acteurs de la construction communautaire.
- Axe 5 : Un territoire attractif > Favoriser l'attractivité et l'innovation du territoire, facteurs de développement et marqueurs de l'identité collective ;

La Ville de Beauvais entend renouveler son soutien à la Batoude avec la signature d'une nouvelle convention pluriannuelle afin de la soutenir dans son action.

*IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT ENTRE LES PARTIES :*

## **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la Ville apporte son soutien aux activités d'intérêt général que l'Association entend poursuivre conformément à ses statuts et telles que précisées ci-après.

Elle fixe les droits et obligations de la Batoude dans l'utilisation des fonds publics et moyens matériels qui lui sont attribués par la Ville.

## **ARTICLE 2 : PRISE D'EFFET - DURÉE**

La présente convention est conclue pour 3 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 jusqu'au 31 décembre 2024.

## **ARTICLE 3 : OBJECTIFS**

Les objectifs visés par cette nouvelle convention sont les suivants :

- pérenniser le développement du projet artistique et culturel et sa qualité en proposant un modèle économique durable grâce à une optimisation et diversification des financements et à une gestion rigoureuse ;
- développer le projet dans un cadre de contractualisation associant les principaux partenaires institutionnels afin de stabiliser le projet et les concours financiers nécessaires à sa mise en œuvre ;
- développer un projet fédérateur et exigeant en phase avec son environnement, en lien avec les différents acteurs et publics impliqués et en respect des principes de diversité et de démocratie culturelle ;
- développer les outils de gestion et d'analyse de l'activité en apportant des points de comparaison avec des structures équivalentes, en termes de coûts, d'effectifs, de tarification ;
- contribuer activement à l'élaboration de la candidature au label Capitale Française de la Culture – CFC 2024 portée conjointement par la ville de Beauvais et l'agglomération du Beauvaisis. La démarche repose sur une co-construction avec les organisations culturelles mais aussi les acteurs du tourisme culturel. Les habitants et les usagers sont également mobilisés avec la mise en place d'une assemblée citoyenne associée à toutes les étapes de la démarche.

## **ARTICLE 4 : ACTIVITÉS DE L'ASSOCIATION PRISES EN COMPTE**

Le projet culturel de la Batoude vise à promouvoir les arts du cirque et de la rue et à sensibiliser un large public à des formes originales de spectacle vivant, en favorisant autant que possible les passerelles entre la pratique artistique au sein de l'école de cirque et l'accueil de compagnies dans la cadre de la programmation et du soutien à la création.

Dans ce cadre, les missions de La Batoude se déclinent principalement autour des axes suivants :

### **■ Être un lieu de formation avec l'École du cirque**

Cœur du projet de la Batoude, l'école de cirque propose des cours pluridisciplinaires hebdomadaires mais aussi des stages, à tous ceux qui souhaitent pratiquer les arts du cirque en amateur.

Dans cette perspective, la Batoude se doit de satisfaire aux objectifs suivants :

- être un lieu de sensibilisation et de formation ouvert au plus grand nombre ;
- plus spécifiquement, en direction de la jeunesse, définir les démarches et les dispositifs qui peuvent constituer une offre cohérente d'initiation et de formation exigeante pour les jeunes. Les actions contribueront à la sensibilisation et à la formation des publics jeunes par la mise en œuvre de

partenariats avec les établissements scolaires, les centres de loisirs, les structures d'enseignement et de formation artistiques de la Ville, notamment sous forme d'ateliers et de toute autre forme d'intervention auprès de ces publics. Ces actions pourront être mises en œuvre dans le cadre de dispositifs spéciaux selon des modalités et des financements spécifiques ;

- inscrire la pédagogie dans une véritable démarche qualité et garantir les conditions d'enseignement notamment en matière de sécurité et de santé des usagers ;
- favoriser le rayonnement de l'école notamment à travers la participation de ses élèves à des événements régionaux voire nationaux : présentation de numéros originaux par les élèves de l'école lors de rencontres régionales voire nationales des écoles de cirque... ;
- soutenir une activité qualifiante par le biais d'un accompagnement personnalisé d'élèves dans leur parcours de professionnalisation ;
- assurer l'agrément de l'école par la Fédération Française des Écoles de Cirque et inscrire la Batoude dans le réseau national des écoles de cirque.

### ■ Être un lieu de diffusion du nouveau cirque et de la jeune création

Dans le cadre de sa mission de diffusion, La Batoude proposera une programmation régulière au sein de la Salle Jacques Brel de spectacles professionnels, associant toutes les tendances et formes du cirque actuel et des arts de la rue.

La programmation vise à :

- ouvrir et sensibiliser un large public aux nouvelles formes du cirque ;
- renforcer la complémentarité entre le pôle formation et le pôle création offrant aux élèves un outil de lecture de leur propre apprentissage ;
- contribuer au désenclavement du quartier Saint-Jean et à l'amélioration de son image.

### ■ Être un lieu de soutien à la création

La Batoude s'engage à soutenir la création actuelle par l'accueil en résidence de jeunes compagnies ou artistes professionnels.

L'accueil d'une compagnie en résidence offrant l'opportunité aux différents publics de rencontrer des équipes artistiques et de mieux appréhender le processus de création d'un spectacle, les artistes associés seront choisis en fonction de leur volonté d'agir sur le terrain de la rencontre et du développement du public autant que sur celui de la création.

### ■ Un projet ouvert à tous les publics

Les trois volets, Programmation - Formation - Soutien à la création du projet artistique et culturel porté par la Batoude, constituent le socle d'une action durable en direction des publics.

Dans ce contexte, l'Association s'attachera à :

- favoriser l'audience et l'accessibilité la plus large possible du public aux diverses activités (programmation, école...);
- à mettre en œuvre une politique tarifaire adaptée. Ainsi, en matière de tarification, les jeunes Beauvaisiens, détenteurs de la carte BOP bénéficieront des tarifs réduits aux spectacles proposés par la Batoude. Dans cette perspective, l'Association procédera également à un examen attentif et permanent de la fréquentation : analyse de la composition des publics, appréciations quantitative et qualitative des relations de l'Association avec la population ;

- faire de l'école du cirque un pôle de démocratisation culturelle et d'intégration sociale de référence à l'échelle du quartier, de la ville et plus largement du Beauvaisis ;
- accroître son attractivité et son rôle culturel et d'animation au sein de la Ville en développant notamment des actions en partenariat. Cette démarche de partenariat au plan local pourra, au-delà d'une souhaitable coordination et complémentarité des activités respectives, se traduire par la participation (Malices & Merveilles, fêtes de fin d'année...) ou la co-réalisation de certaines actions avec les différents acteurs de la vie artistique et culturelle beauvaisienne et du Beauvaisis. Au plan régional et national, cette démarche devra se traduire par l'inscription de la Batoude dans des réseaux de coopération et d'échanges visant à accroître l'attractivité et le rayonnement de la Batoude, Centre des arts du cirque et de la rue ;
- développer ses activités à l'échelle du territoire de la commune de Beauvais mais aussi sur l'ensemble du Beauvaisis.

## **ARTICLE 5 : CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET**

### 5-1 : Indépendance du Partenaire

Pour mettre en œuvre ces actions notamment avec les moyens qui lui sont alloués par la Ville, l'Association jouit de l'indépendance de décision dans la définition des actions et dans la conduite de ses tâches de gestion d'administration.

Cette indépendance s'exerce en conformité avec les statuts et le règlement intérieur de l'Association dans les instances créées (Assemblée générale, Conseil d'administration et Bureau) et en conformité avec la législation en vigueur.

Cependant, la Ville peut requérir en cours d'année toutes informations et tous documents utiles au contrôle de l'exécution des engagements pris par l'Association et notamment les conventions auxquelles elle sera partie.

### 5-2 : Sécurité – police des spectacles

La directrice de l'Association devra être titulaire de la licence d'entrepreneur de spectacle correspondant à ses activités.

L'Association doit se conformer aux prescriptions réglementaires concernant le bon ordre et la diffusion des spectacles, l'organisation des activités de l'école du cirque, la sécurité et la salubrité publique des établissements recevant du public.

### 5-3: Comité des tutelles

L'association s'engage à mettre en place un comité des tutelles qui réunit :

> la présidente de l'association ou son représentant, le trésorier de l'association ou son représentant. La présidente de l'association peut choisir de se faire assister par trois salariés de l'association au plus, qui par leurs compétences peuvent apporter des précisions sur les affaires inscrites à l'ordre du jour de chaque séance du comité des Tutelles.

> des représentants des partenaires publics, c'est-à-dire des collectivités territoriales contributrices ou des organismes déconcentrés financeurs qui apportent leurs concours financiers à l'Association à travers le versement d'une subvention annuelle de fonctionnement.

Le Comité des tutelles ne peut valablement se réunir en l'absence de Madame le Maire ou de son représentant, l'équipement géré appartenant au domaine de la Ville.

Le Comité des Tutelles se réunit au moins 1 fois par an et si possible 2 fois dans l'année afin notamment d'évaluer tant d'un point de vue qualitatif que quantitatif, le projet conduit par l'association, mais aussi de partager les attentes de chaque partenaire au regard de leurs priorités d'actions et d'échanger sur les moyens financiers nécessaires à leur mise en œuvre.

A cette occasion, l'Association transmet aux partenaires institutionnels, **10 jours avant la date fixée**, les documents suivants : les bilans comptables, le rapport du commissaire aux comptes ou selon la date de la réunion un rapport de gestion exposant la situation de l'association, son évolution prévisible, les événements importants survenus au cours de l'année un compte rendu d'activités global et détaillé l'organigramme du personnel mentionnant le type de contrat de travail (CDD-CDI) et le temps effectif de travail des agents (temps partiel ou complet), une présentation de la saison culturelle et artistique et tout autre document rendant compte de la mise en œuvre du projet associatif et de son développement.

## **ARTICLE 6 : ENGAGEMENT FINANCIER DE LA VILLE**

Afin de soutenir les actions de l'Association mentionnées à l'article 3 et à la condition qu'elle respecte toutes les clauses de la présente convention, la Ville de Beauvais s'engage à verser à l'Association une subvention annuelle de fonctionnement.

Le versement de la subvention est subordonné à la signature de la convention par les deux parties et s'effectuera selon l'échéancier suivant :

- 40% en février, sur la base de la subvention accordée au budget primitif ou par anticipation sur la base du montant accordé l'exercice précédent ;
- 40% en juillet à la remise des comptes certifiés du dernier exercice clos ;
- 20% le solde en septembre sous réserve d'un examen par le comité d'évaluation.

La demande d'attribution de la subvention annuelle de fonctionnement pour l'année suivante sera saisie sur la plateforme de la Ville selon le calendrier annuel fixé. Elle devra obligatoirement être accompagnée :

- du programme détaillé des actions pour l'année à venir, complété par une note de présentation ;
- d'un budget prévisionnel détaillé de l'Association établi au titre de l'année à venir, dans lequel devront figurer notamment les financements et les subventions attendus auprès de tout autre organisme ou partenaire ;
- d'une projection du compte de résultat de l'année en cours.

### Etude du transfert de charge pour l'entretien de la salle Jacques Brel

Pour une meilleure gestion et suivi, les parties souhaitent étudier la faisabilité d'une reprise de l'entretien de la salle Jacques Brel par l'association. Dans ce cas, ce transfert de charge s'accompagnerait d'un transfert financier. Il a été décidé conjointement de mener cette étude pour une mise en place éventuelle au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

## **ARTICLE 7 : AIDES COMPLÉMENTAIRES APPORTÉES PAR LA VILLE**

En complément de la subvention, la Ville apporte, selon les modalités qui lui sont propres, des moyens supplémentaires, à savoir des moyens matériels : mises à disposition de la Salle Jacques Brel et de matériel scénique. Il est précisé que la mise à disposition de locaux pour les bureaux de l'Association fait l'objet d'une convention spécifique gérée par le service Patrimoine de la collectivité.

### **Les locaux : salle Jacques Brel**

---

#### 7-1 : Descriptif des locaux :

La Ville met à disposition de l'Association et aux fins exclusives de mise en œuvre de son projet tel que défini à l'article 3 de la présente convention, la salle Jacques Brel située allée Colette à Beauvais.

Le classement de la salle Jacques Brel est de Type L - 4<sup>ème</sup> catégorie.

Ces locaux affectés représentent une surface utile générale de 478 m<sup>2</sup> et comprennent :

- une salle de 237 m<sup>2</sup> : équipée d'un gradin amovible de 180 places assises ;
- un hall d'entrée ;
- un vestiaire ;
- deux loges et des sanitaires ;
- un local de rangement pour la régie technique ;
- des locaux techniques situés en mezzanine (surface de près de 75 m<sup>2</sup>) : régie, lieu de stockage pour le matériel scénique ;
- des locaux de rangement situés en-dessous de la tribune pour le rangement du matériel de l'école de cirque.

Les plans et le tableau des surfaces utiles sont annexés.

### 7-2 : Modalités d'occupation de la Salle Jacques Brel

La mise à disposition des locaux ci-dessus désignés est consentie à titre gracieux pour la durée de la présente convention.

Dans le cadre de ses activités telles que précisées à l'article 3, la gestion des locaux est assurée par l'Association suivant les normes techniques et de sécurité communément admises dans la profession et selon les dispositions suivantes :

- L'Association ne peut utiliser ces locaux que conformément à leur objet. Il lui est interdit de sous louer ou prêter de façon permanente tout ou partie des locaux sans le consentement du propriétaire ;
- L'Association prend le plus grand soin des locaux mis à disposition et ne peut modifier la disposition des locaux ci-dessus désignés sans l'accord écrit préalable de la Ville ni utiliser ces derniers pour une destination autre que celle décrite à l'article 2 de la présente convention. L'Association ne peut faire ni laisser rien faire qui puisse détériorer les lieux mis à disposition et doit, sous peine d'être personnellement responsable, avertir la Ville sans retard et par écrit de toute atteinte qui serait portée à sa propriété ;
- L'Association ne pourra opérer aucune démolition, construction, ni aucun changement de distribution, de cloisonnement, percement d'ouverture, si ce n'est avec le consentement préalable et écrit de la Ville. En cas d'autorisation, les travaux devront être exécutés sous la surveillance des services techniques de la Ville ;
- Tout embellissement, amélioration et installation faits par l'association dans les lieux loués resteront, à la fin du présent bail, la propriété de la Ville sans indemnité de sa part, cette dernière se réservant le droit de demander le rétablissement des lieux dans leur état primitif et aux frais du preneur, si les travaux ont été effectués sans l'accord de la Ville ;
- La Ville se réserve le droit de procéder aux aménagements, équipements et travaux de toute nature qu'elle jugera nécessaires en vue de l'amélioration des conditions d'exploitation du bâtiment et pour répondre à ses obligations de propriétaire. L'Association souffrira que la Ville effectue lesdits travaux sans pouvoir réclamer aucune indemnité quelle que soit la durée des travaux. Le calendrier de ces travaux sera établi en concertation avec l'Association dans l'intérêt général et le bon fonctionnement du service public ;
- L'Association doit se conformer aux prescriptions réglementaires concernant le bon ordre, la sécurité et la salubrité publique des établissements recevant du public... L'Association applique et fait appliquer toutes prescriptions nécessaires, et notamment celles de la Commission de Sécurité, concernant la sécurité du public, du personnel et des locaux mis à disposition. L'Association est représentée par sa direction lors des visites de sécurité dont elle est informée par la commune ;



- L'Association s'engage à acquitter à la Ville, sans préjudice des poursuites pénales éventuelles, les frais de dégradations causés par ses membres, adhérents, personnels. À charge pour elle, de se retourner vers le ou les responsables ;
- L'Association bénéficie de badges personnalisés pour accéder librement à la salle et de clefs pour accéder aux espaces de stockage. Elle informera la Ville dans les plus brefs délais de la perte des supports d'accès mis à disposition afin que celle-ci prenne les mesures nécessaires.  
Le remplacement des cartes égarées est à la charge de l'Association ;
- L'Association devra laisser le propriétaire ou ses représentants pénétrer dans les lieux chaque fois que cela paraîtra utile, notamment dans l'intérêt de l'hygiène, de la sécurité ou du bon entretien des locaux. À cette fin elle s'engage à laisser en place les serrures existantes afin que l'ensemble des locaux lui soit accessible en cas de péril ;
- Les travaux exigés par la Commission de Sécurité sont effectués par la Ville ;
- La Ville supporte selon les modalités qui lui sont propres les travaux d'entretien courant et de menues réparations du bâtiment y compris des parties extérieures, consécutifs à l'usage des locaux tels que défini à l'article 3 de la présente convention. Une visite annuelle est réalisée sur proposition de la Ville pour contrôler l'état du bâtiment ;
- L'Association est tenue de signaler sans délai et par écrit, tout incident de toute nature ou dépannage nécessaire afin que les mesures utiles soient prises à temps pour empêcher les dégâts. Les services techniques municipaux organisent en lien avec l'Association les interventions des prestataires retenus par la Ville ;
- La Ville assure selon ses propres modalités le nettoyage régulier de la salle Jacques Brel dans l'attente d'une reprise éventuelle de cette charge par l'association ( cf article 10) ;
- Les dépenses de fluides sont supportées par la Ville selon les modalités qui lui sont propres ;
- Avant son départ, l'Association veillera à éteindre les éclairages et à évacuer les déchets de toutes natures vers les containers prévus à cet effet. Elle verrouillera la porte d'accès aux espaces de stockage mis à disposition ;

---

## Le matériel scénique

---

### 7-3 : Modalités de mise à disposition du matériel scénique

Le matériel et mobilier, propriété de la Ville, dont l'inventaire est annexé à la présente convention, est mis à disposition de La Batoude à titre gracieux pour la durée de la présente convention.

Cette mise à disposition est régie comme suit :

- Le matériel, propriété de la Ville, dont l'inventaire est annexé à la présente convention, est mis à disposition auprès de l'Association, à titre gracieux, pour la durée de la présente convention ;
- L'Association prend le plus grand soin du matériel mis à disposition par la Ville et s'engage à remettre en état et à remplacer à ses frais tout matériel volé ou détérioré, notamment par défaut d'entretien, sauf cas de force majeure ;
- L' Association devra le tenir en état constant de propreté et de fonctionnement. L'entretien, les réparations, et le maintien aux normes de sécurité des équipements sont donc à la charge de l'association.
- Un état des mobiliers et matériels dont la Ville est propriétaire sera réalisé avec l'Association au terme de la convention afin d'examiner les possibilités de remplacement en fonction de son état effectif et d'acquisitions nouvelles ;

- L'Association est tenue de signaler sans délai et par écrit à la Direction des affaires culturelles de la Ville tout incident ou dépannage nécessaire (copie des factures correspondantes) ou toute atteinte qui serait portée à sa propriété.
- L'Association est tenue d'informer la Ville, par écrit auprès de la direction des affaires culturelles, du déclassement du matériel listé à l'article 2. Ainsi, l'Association est tenue d'informer la Ville (Direction des affaires culturelles) par écrit, du déclassement du matériel mis à disposition. Toute sortie définitive du matériel notamment celui hors-service, devra être contre-signée par la Direction des affaires culturelles de la ville. Un modèle procès-verbal est joint en annexe à cet effet.

---

## Droits d'usage de la Ville

---

### 7-4 : Modalités de réservation des « Journées Ville »

La Ville se réserve le droit d'utilisation de la Salle Jacques Brel pour elle-même ou au bénéfice de structures de son choix, dans le cadre de la législation en vigueur en matière d'aides aux organismes à but non lucratif, à raison de *20 jours* par année civile pour y tenir spectacles vivants ou manifestations de toute nature.

Par ailleurs, la Ville se réserve le droit d'une mise à disposition auprès d'autres associations pour l'organisation d'une pratique culturelle régulière (ateliers, stages...). Dans ce cadre, la structure bénéficiant de cet accès ne sera pas autorisée à entreposer du matériel, mobilier et tout autre bien quelconque lui appartenant dans les locaux mis à disposition.

Pour ces réservations, les besoins de l'association sont reconnus prioritaires suivant un planning annuel d'occupation à remettre à la Ville avant le 30 juin de chaque année. Les réservations devront être notifiées par écrit par la Ville à l'Association et spécifiées à l'organisme bénéficiaire.

Pour ces accueils, la Ville mettra à disposition la Salle Jacques Brel non équipée et autorisera l'accès aux loges. Dans le cas où, la Ville souhaiterait mettre à disposition la salle équipée du matériel scénique listé en annexe, elle devra faire son affaire du personnel technique nécessaire à son utilisation et s'engage à remettre en état et à remplacer à ses frais, le matériel détérioré ou volé dans le cadre de cette utilisation.

Dans le cas de ces mises à disposition, il appartient à La Batoude de faire un inventaire d'entrée et de sortie pour s'assurer de l'état du matériel laissé dans la salle. En cas de vol, de détérioration de ce matériel, la responsabilité de la ville ne pourra être engagée.

Lors de ces mises à disposition, l'ouverture et la fermeture de la salle sont placées sous la responsabilité de la Ville.

### 7-5 : Matériel scénique

Dans la mesure où ses propres activités le lui permettront, l'Association s'engage à mettre gratuitement à la disposition de la Ville, chaque fois que celle-ci lui en présentera la demande, le matériel listé en annexe dont elle a la jouissance.

Négocié de gré à gré, ce prêt de matériel sera régi par une convention de prise en charge par lequel la Ville s'engagera à rendre le matériel à la date convenue et dans l'état dans lequel il lui aura été remis.

## **ARTICLE 8 : ASSURANCES**

### 8.1 : Obligation de la Ville

La Ville prend en charge l'assurance du propriétaire contre l'incendie des bâtiments et du mobilier mis à disposition, à l'exclusion des décors, accessoires, objets, costumes, instruments, mobilier, matériel, etc. qui sont la propriété personnelle de l'association ou de tiers.

## 8.2 : Obligation de l'Association

L'Association souscrit, auprès d'une compagnie notoirement solvable, toutes les assurances nécessaires et acquitte les primes couvrant l'ensemble des risques liés à ses activités professionnelles. Les polices d'assurances correspondantes sont transmises à la Ville le jour de l'entrée de l'Association dans les locaux puis chaque année avant le 31 décembre.

Ainsi, l'Association souscrit une assurance couvrant sa responsabilité civile, celle de ses préposés et vis-à-vis de tout tiers dont elle est civilement responsable contre tous les risques pour ses activités professionnelles d'exploitant des lieux mis à disposition.

L'Association devra également faire assurer contre les risques locatifs et le recours des voisins les locaux mis à disposition. Elle s'engage à contracter une garantie pour ses mobiliers et matériels. Elle devra payer les primes ou cotisations et justifier du tout à la première demande, supporter ou rembourser toutes surprimes qui seraient réclamées de son fait à la Ville.

L'Association renonce expressément à tout recours en responsabilité contre la Ville :

- en cas de vol, cambriolage ou tout acte criminel ou délictueux dont l'Association pourrait être victime dans les lieux mis à disposition ;
- au cas où les lieux viendraient à être détruits en totalité ou en partie, par vétusté, vice de construction, cas fortuit ou toute autre cause indépendante de la volonté de la Ville, le présent bail étant résilié de plein droit et sans indemnité ;
- en cas d'interruption même prolongée et quelle qu'en soit la cause, de l'eau, du gaz, de l'électricité, du chauffage et plus généralement de toute source d'énergie et fluide quelconque ;
- en cas de trouble apporté à la jouissance du preneur par la faute de tiers, quelle que soit leur qualité, l'Association devant agir directement contre eux sans pouvoir mettre en cause la Ville ;
- en cas d'inondation par refoulement d'égouts et pour tous les dommages connexes (humidités, infiltrations..) : la Ville n'étant pas responsable des dégâts.

## **ARTICLE 9 : MODALITÉS DE GESTION ET DE CONTRÔLE**

### 9-1 Contrôle financier

Les comptes de l'Association sont établis pour un exercice courant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre. Dans le cas où l'exercice comptable de l'Association ne coïnciderait pas avec l'année civile, l'Association devra indiquer l'affectation qu'elle a effectuée ainsi que les règles d'affectation de la subvention entre les deux exercices comptables.

L'Association s'engage à tenir sa comptabilité par référence au règlement 99.01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation Comptable et à faire approuver ses comptes par les organes compétents au plus tard dans les quatre mois qui suivent la clôture des comptes. Le cas échéant, les aides apportées par la Ville de Beauvais et les autres partenaires de l'Association seront valorisées.

### 9-2 : Comptes annuels

Au plus tard, le 1<sup>er</sup> juin n+1, l'Association transmettra à la Ville de Beauvais, après leur approbation, les comptes annuels de l'exercice clos (bilan, compte de résultat et annexe) certifiés attestant de la conformité des dépenses affectées à l'objet de la subvention. Ce document devra, en outre, décrire les méthodes d'affectation retenues et notamment justifier les clefs de répartition des charges.

L'Association présentera un bilan détaillé retraçant la réalisation du budget prévisionnel relatif aux activités subventionnées tel que mentionné à l'article 3. Ce document devra permettre à la Ville de Beauvais d'évaluer les actions entreprises.

### 9-3 : Modalités préventives de gestion

#### *Excédent d'exploitation constaté*

L'excédent constaté au compte de résultat à la clôture d'un exercice doit être reporté, conformément aux dispositions du Plan Comptable de l'Association, ou affecté à la réalisation du projet associatif, établi en concertation avec la Ville dans le cadre des missions définies par la présente convention.

#### *Déficit d'exploitation constaté supérieur à 5 % du montant des charges*

La constatation au bilan d'un résultat d'exercice négatif pour un montant supérieur à 5 % du total des charges d'exploitation du dernier compte de résultat, oblige l'Association à :

- informer la Ville par écrit de cette situation dans un délai d'un mois ;
- formuler par écrit, au plus tard dans un délai de 3 mois suivant la clôture de l'exercice, les propositions pour résorber ce déficit.

La réunion d'évaluation réunissant les cosignataires, telle que définie à l'article 11, devra se prononcer sur l'efficacité des propositions et arrêter les mesures justifiées par la situation financière de l'Association.

#### *Application des mesures correctives*

Ces mesures doivent être communiquées par écrit à l'Association dans les plus brefs délais et soumises à l'approbation du Conseil d'Administration de l'Association dans un délai de 15 jours suivant cette notification. En outre, à défaut d'approbation par le Conseil d'Administration des mesures arrêtées, la Ville peut prononcer la résiliation de la présente convention dans les conditions fixées à l'article 12.

### 9.4 Contrôle des obligations légales de l'Association par la Ville

Il est précisé que la Ville de Beauvais pourra procéder ou faire procéder par les personnes de son choix aux contrôles qu'elle jugera utiles. Sur simple demande de la Ville de Beauvais, l'Association devra lui communiquer tous documents de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion utiles.

Dans ce cadre, l'Association s'engage en particulier à lui communiquer les procès-verbaux des assemblées générales et du conseil d'administration ainsi que la composition du conseil d'administration et du bureau. En outre, l'Association devra informer la Ville de Beauvais des modifications intervenues dans les statuts.

### 9-5 : Paraphe du président de l'Association

Tout document (rapport d'activités, comptes annuels...) transmis à la Ville de Beauvais devra être revêtu du paraphe du président, représentant légal de l'Association.

### 9-5 : Organigramme de l'équipe

L'Association informe la Ville de tout projet de création d'emploi, de réduction du nombre des emplois existants à la date de la signature de la présente convention, de toute modification de l'organigramme dans des délais raisonnables et au moins un mois avant la date de mise en œuvre desdits projets ou modifications.

## **ARTICLE 10 – COMMUNICATION**

L'association s'engage à ne pas porter atteinte à l'image de marque de la Ville lors de ses représentations publiques et dans le cadre de ses relations avec la presse et les médias ainsi que tout autre partenaire.

L'association s'engage à faire apparaître, de façon lisible et identifiable sur tous les documents informatifs ou promotionnels édités par elle (plaquettes, cartons d'invitation, affiches, programmes, dossiers de presse, site internet...) y compris ceux adressés à la presse, le soutien apporté par la Ville de Beauvais par l'apposition de son nom et logo.

Dans tous les cas, cette mention devra avoir un rang égal aux mentions des autres partenaires de l'Association.

L'Association s'engage à collaborer au portail culturel de la Ville en le renseignant sur sa programmation et ses activités et en apportant des focus en liens avec son actualité.

La Ville s'engage à accompagner la promotion des activités menées par la Batoude dans ses divers supports (Portail culture, Journal de la Ville, Agenda, Lettre du Maire, site Internet).

Enfin, en matière de relations publiques, l'association s'engage à réserver pour chaque spectacle des invitations destinées aux élus à savoir : 6 places. L'Association se rapprochera du Cabinet de la Ville pour la mise en œuvre de cette disposition.

## **ARTICLE 11 – PROCEDURES D'ÉVALUATION DU CONTRAT**

Il est procédé annuellement, au terme de chaque saison, à une évaluation de la mise en œuvre de la présente convention par la tenue d'une réunion réunissant les représentants de l'association, de la Ville et éventuellement toute autre personne qu'ils souhaitent y associer.

Les représentants de l'Association s'engagent à cette occasion à remettre un rapport d'activités global et détaillé (présentant notamment des statistiques de fréquentation), un rapport de gestion exposant la situation de l'association, son évolution prévisible, les événements importants survenus au cours de l'année et un premier bilan financier d'exploitation afin de permettre une évaluation, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, de la réalisation des actions prévues, de l'utilisation des aides attribuées, de l'impact du projet au regard de l'intérêt général et d'une manière générale de la bonne exécution de la présente convention.

## **ARTICLE 12 – MODIFICATION, RENOUVELLEMENT, RÉSILIATION, SANCTION**

### 12-1 : Modification

Toute modification du contenu de la présente convention ou de ses annexes fera l'objet d'un avenant soumis à l'Assemblée délibérante de la Ville.

### 12-2 : Renouvellement

Six mois au moins avant l'expiration de la présente convention, le Président de l'Association et le Maire de la Ville auront un entretien qui leur permettra de faire le point sur l'exécution de ladite convention. Chacune des deux parties devra faire connaître à l'autre ses intentions en ce qui concerne le renouvellement éventuel de celle-ci.

Les parties disposeront alors d'un délai de trois mois pour décider ou non de ce renouvellement et, le cas échéant, pour en négocier les éventuels aménagements.

Dans l'éventualité du non-renouvellement de la présente convention, la partie qui en aura pris l'initiative en informera l'autre par écrit quatre mois au moins avant l'expiration de celle-ci. Si les parties convenaient d'un non-renouvellement d'un commun accord, elles se le signifieraient également par écrit dans les mêmes délais.

Dans l'éventualité du renouvellement de la présente convention, les parties s'engagent à signer les termes de sa nouvelle rédaction deux mois au moins avant l'expiration de la convention en cours.

Dans les deux cas, les parties s'engagent à prendre en temps et en heure, chacune pour ce qui la concerne, toutes les dispositions nécessaires à la garantie d'une parfaite continuité de fonctionnement de la Batoude.

### 12-3 : Résiliation

En cas de non-respect par l'Association de ses engagements contractuels, ainsi qu'en cas de faute grave de sa part, la Ville de Beauvais pourra résilier de plein droit la présente convention, à l'expiration d'un délai de 1 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

### 12-4 : Sanction

La Ville peut suspendre ou remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention dans les cas suivants :

- non-respect des clauses de la présente convention et, en particulier, non exécution partielle ou totale de l'opération, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Ville des conditions d'exécution de la convention par la Batoude ;
- constat d'un changement dans l'objet de la subvention ou d'un changement dans l'affectation sans autorisation préalable.

### **ARTICLE 13 – CADUCITÉ DE LA CONVENTION**

La présente convention sera rendue caduque par la dissolution de la structure gestionnaire, laquelle entraînera le reversement des financements alloués par la Ville au prorata de la résiliation du budget annuel prévisionnel.

### **ARTICLE 14 – LITIGES**

Tout différend survenant dans l'interprétation et l'application des clauses ou dans l'exécution de la présente convention devra être soumis par écrit aux signataires. Dans le cas où un accord ne pourrait intervenir, le litige serait porté devant la juridiction compétente.

Fait à Beauvais, le .....en 3 exemplaires originaux de 12 pages + annexes.

Pour la Ville de Beauvais,

Pour l'Association,

Caroline CAYEUX  
Maire

Virginie PARMENTIER  
Présidente

## Annexe 1 ■ Description des lieux

Il s'agit d'une salle de forme octogonale, chapeautée d'un dôme constitué d'une armature métallique avec un remplissage par des panneaux isolants classés M1. La structure porteuse est en béton armé, maçonnerie d'aggloméré, toiture terrasse en béton.

### Distribution intérieure :

- une salle de 237m<sup>2</sup> environ avec tribune télescopique comprenant 180 places assises
- un hall d'entrée
- un vestiaire
- un bureau
- 2 loges
- des sanitaires
- des locaux de rangement
- un espace scénique en mezzanine
- une chaufferie gaz avec accès extérieur

Il existe deux dégagements totalisant 6 unités de passage sur deux façades opposées.

### Éléments de sécurité :

- éclairage de sécurité de type C
- alarme incendie de type 4 fixe
- extincteurs
- chauffage par panneaux à eau chaude et radiateurs
- alarme intrusion

Tableau des surfaces utiles

N°	Désignation	Surface en m <sup>2</sup>
<b>Rez-de-chaussée</b>		<b>4</b>
01	Hall	
02	Vestiaire	
03	Circulation	
04	Loge 1	
05	Loge 2	
06	Sanitaire	
07	Sanitaire H	
08	Sanitaire F	

09	Entretien	
010	Bureau	
011	WC loge	
012	Chaufferie	
013	Rangement	
014	Salle de spectacle	2
<b>Etage</b>		
115	Espace régie 1	
116	Espace régie 2	
117	Espace régie 3	
<b>Total de la surface</b>		<b>4</b>



## Annexe 2 ■ Matériels mis à disposition

### **1) Matériel scénique :**

12 pendrillons opaques noirs ■ TEMA

Accessoires : 14 tubes aluminium, 28 Colliers doubles pivotants

2 males standard 600 mm x 600 mm x 600 mm ■ R&S

Valeur d'acquisition du matériel mis à disposition s'élève à : 5 903,68 € TTC

### **2) Matériel d'éclairage scénique :**

1 Pupitre à mémoire pour éclairage traditionnel 24/48 canaux - MA Lighting - N° de série : 70904796

1 Flight case pour le pupitre d'éclairage R&S

1 Bloc gradateur mobile 24\*2kw en flight case RVE - Ns° de série : 2624-19 ou 20

16 Projecteurs plan-convexe 1000/1200 w - JULIAT modèle 306 HPC - N° de série :0728 ST

8 Projecteurs à découpe 1000/1200 w - JULIAT modèle 614 S - N° de série : 0727 LY

3 Prolongateurs secteur 240 volts 10/16 A - longueur 20 mètres - S2CEB

10 Prolongateurs secteur 240 volts 10/16 A - longueur 10 mètres

20 Prolongateurs secteur 240 volts 10/16 A - longueur 5 mètres

6 Prolongateurs secteur 240 volts 10/16 A - longueur 3 mètres soit 14 manquants sur 20

7 Multipaires électriques 6 circuits 16A longueur 20 mètres soit 3 manquants sur 10

3 Multipaires électriques 6 circuits 16A longueur 10 mètres

4 Fouets électriques 6 circuits 16A (4 mâles et 4 femelles)

2 Pieds de levage ASD : 2 pieds manquants sur 4 (Ns° de série : 290709004 – 290709000 – 29079001 – 290706172)

Valeur d'acquisition du matériel (1 & 2) mis à disposition s'élève à 25 291,26 € TTC

### **3) Matériel de levage :**

1 tour modulable aluminium marque HI WAY (largeur 0,75 m x 1,75 long) : hauteur plancher 6 m, hauteur travail 7,80m, livrée avec stabilisateurs et plinthes.

Valeur d'acquisition du matériel (3) : 3 983,12 € HT soit 4 783,81 € TTC

Annexe 3 ■ Modèle de PV pour sortie d'inventaire du mobilier mis à disposition

<b>Procès-verbal pour sortie d'inventaire</b>  <b>d'un bien appartenant à la ville</b>  <b>mis à disposition de l'association</b>	<b>La Batoude</b>
	<b>Date :</b>
	<b>N° de page :</b> /
<b>Association - Etabli par :</b>	<b>Ville – Validé par :</b>

Biens détruits, détériorés ou rendus à la Ville				
Désignation du bien	N° de série	Qte	Motif à préciser <input type="checkbox"/> Déterioration <input type="checkbox"/> Hors service (obsolescence) <input type="checkbox"/> Changement d'affectation (rendu à la ville) <input type="checkbox"/> Vol (déclaration à joindre)	Commentaire, avis du représentant de la ville (préciser si usure normale, défaut d'entretien, faute...) et état du bien

Annexes jointes

Projet d'actions 2022 – 2024

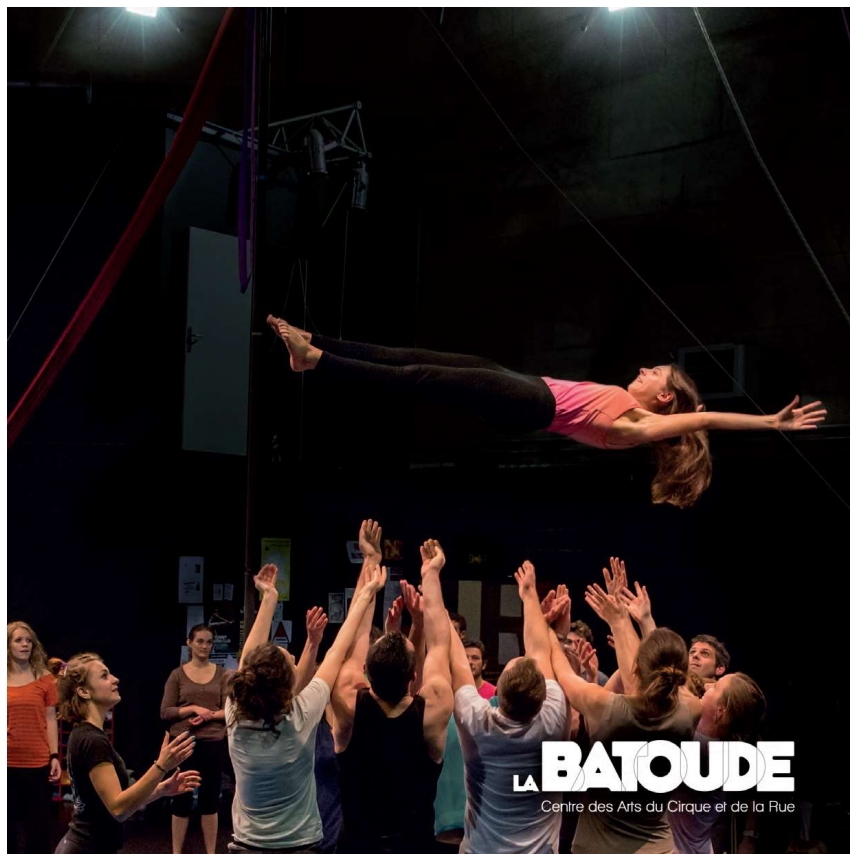
Budget prévisionnel 2022

Chiffres clés de l'école du cirque

Organigramme de l'association

Cartes origine géographique des élèves

# PROJET D' ACTIONS 2022-2024



Fait le 10 janvier 2022

# SOMMAIRE

<b>1. FONCTIONNEMENT</b>	<b>Page 3</b>
<b>1.1. Conventionnement</b>	
<b>1.2. L'équipe de La Batoude</b>	
1.2.1. <i>L'équipe salariée</i>	
1.2.2. <i>Des artistes complices prestataires pour renforcer l'équipe pédagogique et enrichir les enseignements de l'école de cirque</i>	
1.2.3. <i>Une équipe de bénévoles appelée à se structurer dans les années à venir</i>	
<b>1.3. Deux lieux pour développer son projet</b>	
<b>2. LA BATOUDE, UN LIEU REFERENT ET RESSOURCE POUR LES ARTS DU CIRQUE ET DE LA RUE EN REGION HAUTS DE FRANCE</b>	<b>Page 6</b>
<b>2.1. Une structure ressource pour les arts du cirque et de la rue</b>	
<b>2.2. La Batoude active au sein des réseaux professionnels</b>	
<b>2.3. Les partenaires culturels du territoire</b>	
<b>3. LES GRANDS AXES DU PROJET 2022-2024</b>	<b>Page 9</b>
<b>3.1. Deux lieux adaptés au développement et au rayonnement de la batoude</b>	<b>Page 9</b>
3.1.1. <i>L'Annexe, un lieu de soutien à la création dans le Beauvaisis</i>	
3.1.2. <i>Un nouvel équipement à la hauteur des ambitions de La Batoude, au service des habitants de Beauvais</i>	
<b>3.2. La Batoude, une structure culturelle fortement ancrée sur son territoire pour favoriser l'accès à la culture pour tous</b>	<b>Page 10</b>
3.2.1. <i>L'école de cirque, pour une pratique artistique ouverte à tous</i>	
3.2.2. <i>Encourager la participation des habitants, des acteurs des quartiers et des associations</i>	
3.2.3. <i>Impulser un réseau de médiateurs culturels de quartier</i>	
3.2.4. <i>Une expertise reconnue en médiation culturelle</i>	
3.2.5. <i>Développer le team building et le lien aux entreprises</i>	
<b>3.3. La Batoude, un lieu dédié aux arts du cirque et de la rue reconnu au niveau national</b>	<b>Page 14</b>
3.3.1. <i>La programmation</i>	
3.3.2. <i>Les artistes associés de La Batoude</i>	
3.3.3. <i>Les Résidences et le soutien à la création</i>	
3.3.4. <i>L'annexe, un lieu de création stratégique dans le paysage inter-régional et national</i>	
<b>3.4. La Batoude, une structure d'accompagnement à la professionnalisation</b>	<b>Page 17</b>
3.4.1. <i>La structuration de la filière de formation cirque et le soutien à l'émergence</i>	
3.4.2. <i>Un partenariat fort avec le lycée de la Hôtoie</i>	
3.4.3. <i>Devenir une structure d'accueil et d'accompagnement de jeunes en formation professionnelle dans divers domaines</i>	
<b>3.5. La Batoude, une structure d'innovations culturelles en lien avec son environnement</b>	<b>Page 19</b>
3.5.1. <i>Une programmation dans des lieux non-dédiés</i>	
3.5.2. <i>Des visites culturelles de chantier de l'Annexe, associant les artisans et les habitants</i>	
3.5.3. <i>Projet MERCI (Modèle Economique à Résonance Intégrée)</i>	
3.5.4. <i>Une Classe à Horaires Aménagées Arts du Cirque au Collège Fauqueux</i>	

Après près de 25 ans d'activités, La Batoude est à un tournant de son histoire.

Reconnue pour la qualité de son travail en faveur de la promotion des arts du cirque et de la rue, tant par ses partenaires sur le terrain que par ses partenaires institutionnels, tant au niveau local qu'au niveau national, elle a les compétences pour devenir un véritable lieu ressource, structurant pour le territoire.

**La Batoude est prête pour un changement d'échelle et pour cela, elle a besoin d'un soutien fort de ses partenaires institutionnels.**

# 1. FONCTIONNEMENT

## 1.1. CONVENTIONNEMENT

Malgré la crise sanitaire, La Batoude est une structure seine financièrement, cependant elle manque de visibilité pour se projeter sur plusieurs années et pour développer son projet sereinement. Dans ce sens, La Batoude souhaite travailler avec ses partenaires sur un **conventionnement pluriannuel et pluri-partenarial** qui permettrait de se projeter.

Par ailleurs, La Batoude souhaite engager des démarches, notamment la DRAC Hauts de France, **pour obtenir un label** de Scène Conventionnée par l'Etat ou étudier la pertinence d'un autre label valorisant le travail d'innovation mené par la Batoude sur son territoire.

## 1.2. L'EQUIPE DE LA BATOUDE :

L'association est dirigée par un conseil d'administration composé de 6 membres élus dont Virginie Parmentier en est la Présidente.

### 1.2.1. L'équipe salariée

Elle est composée en janvier 2022 de 9 salariés permanents et des intermittents selon les événements

#### 1.2.1.1 Une équipe administrative renforcée sur le volet médiation et relations aux publics

- ✓ \_\_\_ 4 personnes en CDI à temps plein (directrice, administrateur, responsable du développement territorial, responsable des RP et de la communication)
- ✓ \_\_\_ Une médiatrice chargée des relations avec les adhérents de l'école de cirque et de l'accueil des compagnies. Cette personne est en contrat d'apprentissage jusqu'en août 2022. Nous souhaitons transformer son contrat en CDI à temps plein à partir de septembre 2022.
- ✓ \_\_\_ Un médiateur culturel de quartier recruté en septembre 2021 est chargé de développer les partenariats avec les associations, structures d'animation et établissements scolaires du quartier Saint Jean pour renforcer la visibilité des actions de La Batoude sur le quartier et la participation des habitants du quartier. Son poste est sur un contrat adulte-relais à temps plein jusqu'en 2024, renouvelable deux fois 3 ans.
- ✓ \_\_\_ Une personne chargée de l'accueil des artistes à l'Annexe, recrutée en octobre 2021 à temps partiel (10h/semaine)

#### 1.2.1.2. Une équipe pédagogique à renforcer dans les années à venir

- ✓ 1 enseignant aux arts du cirque en CDI à temps plein
- ✓ 2 enseignants aux arts du cirque en CDI à temps partiel, un à 24h/semaine, un autre à 4h/semaine

Un recrutement est en cours pour un CDI à temps plein mais de façon structurelle, les écoles de cirque, partout en France, peinent à recruter. Nous fonctionnons donc en ce début 2022 en sous-effectif au sein de l'école de cirque.

### **1.2.1.3. Une équipe technique adaptée aux besoins de la programmation et des résidences**

- ✓ Un régisseur général, intermittent du spectacle, recruté en fonction des besoins de la programmation et des résidences. C'est également lui qui assure le suivi et l'entretien du matériel son et lumière de La Batoude.
- ✓ Des techniciens, intermittents du spectacle, recrutés selon les besoins

### **1.2.2. Des artistes complices prestataires pour renforcer l'équipe pédagogique et enrichir les enseignements de l'école de cirque**

- ✓ En 2022, **deux artistes interviennent régulièrement sur les cours et les partenariats de l'école de cirque** (Emilien Rousvoal intervient un jour par semaine, Aymeric Bonduaeux de la Cie Triffis intervient une semaine par mois).  
Après le départ d'une intervenante en décembre 2021, nous faisons appel à plusieurs artistes qui se relaient sur les mercredis, journée particulièrement chargée pour l'école de cirque, jusqu'en juin 2022 au moins.
- ✓ D'autres artistes interviennent **sur des projets de création des élèves** (Diane Dugard de la Cie Les Plumés, Eric Mimeau de la Cie ISI) **ou sur des projets ponctuels auprès de publics spécifiques** (Ezec le Floch', Marion Soyer, Julie Rameau).
- ✓ **La Cie Les Choses de Rien est artiste associé** de La Batoude pour la période 2020-2022 et **la Cie ISIS est artiste associé** pour la période 2021-2023. Dans ce cadre, les artistes de ces compagnies interviendront ponctuellement au sein de l'école de cirque et dans le cadre des partenariats de La Batoude.

D'autres artistes d'autres disciplines artistiques sont aussi sollicités : Lucille Goudard, artiste litographe, David Crevet, metteur en scène et comédien. Des danseurs, chorégraphes, musiciens, marionnettistes, clown, magiciens pourront aussi intervenir pour enrichir le parcours pédagogique des élèves.  
Des masterclass sont d'ailleurs proposés par les compagnies programmées plusieurs fois dans l'année.

Ces artistes interviennent sous la forme de prestations. Ils ne sont pas salariés de La Batoude.

Si la présence renforcée d'artistes dans le fonctionnement de l'école de cirque permet de faire face à la difficulté de recruter des enseignants des arts du cirque permanents, nous en avons fait une force de l'offre pédagogique de l'école de cirque de La Batoude.

**Cette évolution positionne La Batoude comme une école de cirque à part dans le paysage des écoles de cirque, une école qui mise fortement sur le développement de la créativité de ses élèves, par la rencontre de divers artistes.**

Cet axe est appelé à se développer dans les années qui viennent.

### **1.2.3. Une équipe de bénévoles appelée à se structurer dans les années à venir**

Jusqu'à présent, nous sollicitons les bénévoles sur des temps forts (Travaux de cirque, festival Divers et d'Eté).

Cette situation est en phase d'évoluer. En effet, nous souhaitons structurer l'organisation des bénévoles, créer un comité de bénévoles et associer des habitants du quartier Saint Jean. Leurs missions pourront concerner

de l'événementiel mais aussi des missions régulières liées à la programmation (accueil des artistes et du public, installation et rangement de la salle J.Brel pour les spectacles, relais de communication...).

Les membres de ce comité de bénévoles pourront aussi être sollicités sur des propositions de projets et des échanges et avis sur les spectacles.

### **1.3. DEUX LIEUX POUR DEVELOPPER SON PROJET**

---

La Batoude mène l'essentiel de ses actions à la salle Jacques Brel, au cœur du quartier Saint Jean.

Elle utilise cette salle plus de 300 jours par an.

Elle a aussi, depuis de longues années développée ses actions hors les murs, dans le département et certaines communes des départements limitrophes, dans les établissements scolaires, les associations ou les partenaires culturels qui la sollicitent pour la programmation ou la pratique artistique.

#### **A partir de 2022, La Batoude gèrera deux lieux**

- **L'Annexe**, un lieu de création pour développer le volet de soutien à la création.  
Après avoir acheté un bien immobilier à Frocourt en 2021, la période 2022 à 2024 sera consacrée aux travaux d'amélioration d'une maison des artistes (pour loger les artistes en résidence et programmés) et par la construction d'une salle de travail dédiée aux arts du cirque et aux arts de la rue. Cette nouvelle salle devrait voir le jour fin 2023-début 2024.
- La Batoude continuera la majorité de **ses activités à la salle J.Brel**, au cœur du quartier Saint Jean : école de cirque, programmation et résidence (au moins jusqu'en 2023).  
Parallèlement, nous travaillerons avec la Ville de Beauvais sur le projet d'un nouvel établissement pour La Batoude. La salle Jacques Brel ne répondant plus à l'ampleur des activités de la structure et à ses ambitions de développement et de rayonnement pour les années à venir.

Par ailleurs, dans la nouvelle convention triennale entre La Batoude et la ville de Beauvais, cette dernière prévoit de déléguer la gestion de l'entretien ménager de la salle J.Brel à La Batoude, en contrepartie d'une subvention couvrant les frais de prestation correspondants.

**Les bureaux de l'association sont dissociés du lieu de pratique**, dans des locaux mis à disposition par la ville de Beauvais.

A terme, avec la création d'un nouvel équipement, La Batoude souhaite que les locaux administratifs soient sur le même lieu que les activités, pour des raisons de cohésion d'équipe, de visibilité de la structure dans sa globalité et pour un souci de simplification dans les relations aux publics.



## **2. LA BATOUDE, UN LIEU REFERENT ET RESSOURCE POUR LES ARTS DU CIRQUE ET DE LA RUE EN REGION HAUTS DE FRANCE**

### **2.1. UNE STRUCTURE RESSOURCE POUR LES ARTS DU CIRQUE ET DE LA RUE**

---

Au sein de réseaux et plus largement auprès de communes, associations, enseignants etc., **la Batoude est identifiée comme un lieu référent en termes de ressources sur les arts du cirque.**

- Conseil de programmation notamment auprès de communes et d'autres professionnels du spectacle vivant,
- Montage de projet,
- Intervenants diplômés pour l'enseignement de la pratique du cirque et projets de pratique artistique autour des arts du cirque,
- Référent dans l'Oise pour la Fédération Française des Ecoles de Cirque,

Elle est reconnue dans ce rôle de lieu ressource, pour son expertise dans le domaine des arts du cirque et de la rue par ses partenaires institutionnels :

- ✓ **Pôle ressource du Schéma Départemental d'Education Artistique depuis 2019 :**

C'est une vraie reconnaissance de son engagement pour la transmission artistique pour tous les publics.

Dans les années qui viennent, pour répondre au cahier des charges du SDEA, La Batoude devra :

- renforcer sa présence en milieu rural : ouverture d'une antenne de l'école de cirque sur le Plateau Picard, intervention en milieu scolaires et dans les associations et structures d'animation.
- développer les master-classes ouverts au-delà des élèves de l'école de cirque.
- être le lieu référent pour toute structure ou personne souhaitant des conseils ou un accompagnement dans ce domaine artistique.
- renforcer ses interventions de formation des enseignants (Education Nationale) et les élèves de l'INSPE (ex IUFM) au montage de projets culturels dans les établissements scolaires.

Si La Batoude le fait déjà de manière informelle, l'inscription au sein du SDEA lui permettra de mieux structurer et mieux faire connaître ces activités. Le rayonnement départemental de La Batoude en sera renforcé.

- ✓ **Membre du comité d'experts du comité consultatif Arts du Mouvement du Conseil Régional Hauts de France depuis décembre 2021.**

C'est également une reconnaissance de notre expertise et de notre bonne connaissance du paysage régional dans le domaine des arts du cirque et de la rue.

### **2.2. LA BATOUDE ACTIVE AU SEIN DES RESEAUX PROFESSIONNELS**

---

La Batoude s'investit dans plusieurs réseaux professionnels travaillant pour la promotion du spectacle vivant – en particulier des arts du cirque et de la rue – au niveau régional ou national, pour la formation, pour la diffusion et le soutien à la création.

#### **2.2.1. ACRO, réseau Arts du Cirque et de la Rue de l'Oise (réseau départemental)**

La Batoude, La Manekine, la Faïencerie et la ville de Chambly sont les fondateurs de ce réseau départemental. Elles se retrouvent sur des choix artistiques, se complètent sur le type de salles, les événements qu'elles organisent et les moyens d'accueil de soutien à la création. Elles se rejoignent dans la volonté d'accompagner

les équipes artistiques en cirque contemporain et en arts de la rue. Elles ont la même envie de partager leurs coups de cœur au plus grand nombre et de transmettre le plaisir de pratiquer ces disciplines artistiques.

### **2.2.2. Confluences Nomades (réseau régional)**

Réseau de coopération qui réunit différents partenaires des Hauts-de-France ayant une démarche en faveur des arts du cirque et de la rue, Confluences Nomades a pour volonté de favoriser la présence artistique sur l'ensemble du territoire régional.

Lieux culturels, collectivités, élus, associations se retrouvent autour de valeurs communes permettant une irrigation artistique et culturelle équitable.

Mutualisation d'envies, de ressources et d'expériences sont autant d'outils au service d'un projet artistique et culturel partagé à destination des habitants.

Confluences Nomades est initié et porté par le Cirque Jules Verne depuis 2011, il réunit 19 partenaires.

La Batoude est un partenaire de Confluences nomades depuis sa création.

### **2.2.3. Cirqu'Evolution (réseau inter-régional)**

C'est un réseau de dix-sept structures culturelles d'Ile de France qui œuvre au rayonnement du cirque contemporain sur son territoire. Dans une démarche d'ouverture et de lien inter-région, La Batoude intègre ce réseau en décembre 2020.

Ces structures mutualisent expertises, compétences, moyens humains et financiers. La ligne artistique du projet se décline sur trois axes : la thématique sociétale, le caractère pluridisciplinaire des œuvres ainsi que l'implantation d'espaces hors les murs et sous chapiteaux.

Cirqu'Évolution favorise la proximité avec les habitants de son bassin de vie en proposant des représentations dans des lieux inédits et en accompagnant les publics grâce à des programmes d'actions artistiques et culturelles autour des spectacles diffusés.

Outre son engagement en faveur des publics, le réseau soutient la création contemporaine en accompagnant les artistes de cirque à chaque étape du processus de création. L'engagement auprès des compagnies se traduit par une implication financière dans les projets de création. Un regard attentif est porté à la création sous chapiteau, point d'encrage au territoire et à ses habitants.

### **2.2.4. Territoires de Cirque (réseau national)**

Depuis mars 2019, La Batoude fait partie de Territoire de Cirque. Ce réseau professionnel rassemble, à l'échelle nationale, cinquante structures engagées dans le soutien à l'émergence, la création et la diffusion des arts du cirque. Ouvertes à toutes les esthétiques du spectacle vivant ou spécialisées, elles sont des laboratoires de recherche, scènes nationales ou conventionnées, théâtre de ville, services culturels, lieux de patrimoine ou établissements de production.

### **2.2.5. Fédération Nationale des Arts de la rue / Fédération Régionale des Arts de la Rue Pôle Nord (réseau national et régional)**

Ce réseau d'individus et de structures défend une éthique et des intérêts communs liés à la spécificité de la création dans l'espace public. Organisé en fédérations régionales, il forme un espace de circulation d'idées et d'informations, d'échanges et de débats, mais aussi un groupe de pression pour défendre les arts de la rue dans les enjeux nationaux et régionaux.

### **2.2.6. Syndicat des Cirques de Création (SCC) (syndicat national)**

La Batoude porte une attention particulière au lien avec les compagnies de cirque et à la défense des enjeux de leur structuration et de leur développement. La présidente de La Batoude, Virginie Parmentier, est membre du SCC et est référente en région Nouvelle Aquitaine pour le Syndicat du cirque de création.

### **2.2.7. FFEC et FREC (réseau national et régional)**

Depuis 2003, La Batoude est membre de la Fédération Française des Ecoles de Cirque (FFEC) et adhérente à la Fédération Régionale des Ecoles de Cirque de Hauts de France (FREC Grand Nord).

L'engagement de La Batoude au sein de la FFEC et de la FREC marque notre volonté d'inscrire l'école de cirque dans un réseau de structures d'enseignement des arts du cirque qui défendent une véritable "démarche qualité". Ainsi, nous garantissons à nos adhérents et à nos partenaires des conditions d'enseignement des arts du cirque dans le respect de chacun, avec des exigences fortes en matière de pédagogie, de sécurité, de santé et de rigueur administrative.

La Batoude est membre du Conseil d'administration de la FREC Grand Nord.

**La Batoude s'est vu confirmer en 2013, l'agrément « École de cirque – pratique amateur » par la Fédération Française des Ecoles de Cirque (FFEC).**

**Elle est agréé par l'Education Nationale (renouvellement d'agrément en 2018) pour intervenir en milieu scolaire et a également un agrément Education Populaire depuis 2019.**

### 2.3. LES PARTENAIRES CULTURELS DU TERRITOIRE

La Batoude travaille avec de nombreux partenaires culturels du territoire, pour la pratique artistique, la programmation et le soutien à la création.

Cette démarche partenariale sera maintenue et si possible développée de 2022 à 2024.

Voici les principaux partenariats en 2022, dont la plupart seront reconduits en 2023 et 2024.

<b>Partenaires culturels</b>	<b>Actions Communes</b>
Théâtre du Beauvaisis	3 co-accueils cirque (une à J.Brel et deux au Théâtre)
ASCA	1 co-accueil sur le quartier St Jean dans le cadre du Biberon Festival
Théâtre des Poissons	1 spectacle à J.Brel dans le cadre du festival Les Petits Poissons dans l'O.
Le MUDO	Parcours créatifs autour du corps et du mouvement dans le cadre du dispositif Culture +
La Maladrerie	Co-accueil de résidence d'artistes, présentations publiques d'étapes de travail Co-accueil de spectacles dans le cadre de la programmation
L'Ecole d'arts du Beauvaisis	<ul style="list-style-type: none"> <li>• stage d'initiation cirque avec les élèves de l'école d'arts</li> <li>• Séances de croquis pendant les cours de l'école de cirque tout au long de l'année</li> <li>• Réalisation d'une scénographie pour les Travaux de Cirque</li> <li>• Exposition de création de l'Ecole d'arts dans le cadre des « Curieuses Vitrines »</li> </ul>
Le Château de Chantilly	« Voyage en peinturionie » : parcours acro-chorégraphiés en lien avec les œuvres du Château
Les Moulins de Chambly	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une antenne de l'école de cirque en préfiguration sous forme de stages d'initiation aux arts du cirque pendant les vacances scolaires ;</li> <li>• 3 escales de cirque avec la Cie Bestia, Cie les Choses de Rien et une à l'automne 2022 favorisant la circulation des spectateurs entre les deux salles de spectacles ;</li> <li>• Le soutien à la création : la Cie i.Si pour la création de <i>Clow(n)d</i> (résidences, pré-achats, co-productions et soutien à la diffusion au travers des réseaux professionnels)</li> </ul>
La Faïencerie, Creil	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Co-accueil de la Cie Les choses de Rien</li> <li>• Collaboration sur le soutien à la création de compagnies régionales</li> </ul>
Le Chevalet, Noyon	• Pratique artistique en milieu scolaire autour des spectacles cirque programmés au Chevalet
Le Palace, Montataire	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pratique artistique en milieu scolaire en lien avec la programmation du Palace</li> <li>• Co-accueil d'un spectacle de cirque à l'automne 2022</li> </ul>
CC Plateau Picard	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Programmation dans le cadre du Cirqu'itinérant</li> <li>• Préfiguration d'une antenne de l'école de cirque sous la forme de stages pendant les vacances</li> </ul>
CC Picardie Verte	• Programmation dans le cadre du Cirqu'itinérant
Cirque Jules Verne	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Echanges de formateurs et projet de création inter-écoles de cirque dans le cadre de la FREC</li> <li>• Collaboration en programmation dans le cadre de Confluences Nomades</li> </ul>

## 3. LES GRANDS AXES DU PROJET 2022-2024

### 3.1. DEUX LIEUX ADAPTES AU DEVELOPPEMENT ET AU RAYONNEMENT DE LA BATOUE

#### 3.1.1. L'Annexe, un lieu de soutien à la création dans le Beauvaisis

Trop à l'étroit dans la salle Jacques Brel pour développer le volet de soutien à la création, La Batoude a investi en 2021 dans un bien immobilier à Frocourt. L'acquisition de ce lieu et les travaux qu'elle envisage d'y faire permettront d'identifier La Batoude au niveau national comme un lieu de fabrique accompagnant l'émergence d'artistes des arts du cirque et de la rue.

Ce lieu s'appelle **L'Annexe** (nom choisi pour bien marquer la complémentarité avec le point d'ancrage de l'école de cirque et de la programmation sur le quartier Saint Jean à Beauvais).

D'ici 2024, La Batoude fera construire une salle de travail adaptée à la pratique des arts du cirque, avec un espace extérieur dédié à la création pour l'espace public.

La maison qui est sur la propriété peut accueillir jusqu'à 10 artistes. Des travaux en 2022 permettront de la rendre plus fonctionnelle.

Des dépendances en font également le lieu de stockage de La Batoude et permettront de proposer un atelier pour créer ou aménager les accessoires ou décors des compagnies en résidence.

L'Annexe sera aussi un lieu support de nouvelles initiatives à l'échelle de l'agglomération du Beauvaisis.

Ainsi, sur ses fonds propres, grâce à un montage financier original avec la SA HLM du Beauvaisis, La Batoude va créer un lieu de soutien à la création qui pourra rayonner au niveau national.

L'équilibre financier se fera avec des subventions publiques mais aussi avec des fonds privés et la location du lieu à des structures culturelles extérieures au Beauvaisis.

#### 3.1.2. Un nouvel équipement à la hauteur des ambitions de La Batoude, au service des habitants de Beauvais

Pour assurer son existence dans les années à venir, poursuivre son développement et augmenter son rayonnement au niveau local, régional et national, La Batoude a besoin **d'un nouvel outil de travail adapté aux exigences actuelles des arts du cirque et des arts de la rue**, la salle Jacques Brel ne correspondant plus aux besoins et à l'ampleur de ses activités. Ce changement d'échelle bénéficiera aussi bien aux habitants du quartier St Jean et de la ville qu'aux partenaires institutionnels qui soutiennent le projet de La Batoude depuis de nombreuses années.

Un nouvel équipement permettra de **renforcer la position de La Batoude dans le paysage national des lieux innovants en matière culturelle et écologique, avec une spécificité sociale liée à son implantation au coeur du quartier Saint Jean.**

Le nouvel équipement doit être à l'image de ce qui se passe à l'intérieur : être à la fois un pôle culturel d'excellence implanté au sein d'un quartier sensible, un lieu d'innovation écologique et un lieu de convivialité, de circulation et d'échanges ouvert à tous.

Il doit se situer au croisement du culturel et du social pour être un lieu vivant, une fabrique de liens et de culture. Nous pensons qu'un lieu culturel peut avoir une forte utilité sociale au sein d'un quartier, d'une ville et être à l'écoute des besoins des habitants.

Dans ce sens, on peut imaginer ce nouvel équipement comme un Tiers Lieux Culturel, reconnu pour son caractère innovant et son excellence culturelle déjà identifiée au niveau régional et national.

Ce nouvel équipement permettra aussi d'accueillir tous les publics (personnes handicapées, vestiaires homme/femme séparés, hall d'accueil correspondant à la jauge du lieu et permettant des temps de convivialité, des actions avec des associations partenaires, des expositions etc...).

En ce début 2022, nous attendons le lancement d'une étude de pertinence et faisabilité de ce projet, initiée et portée par la Ville de Beauvais. Le nouvel équipement rassemblera principalement l'école de cirque, une salle de spectacles, un hall d'accueil avec un point restauration, les bureaux de l'association et les annexes techniques nécessaires au fonctionnement.

## **3.2. LA BATOUE : UNE STRUCTURE CULTURELLE FORTEMENT ANCRÉE SUR SON TERRITOIRE POUR FAVORISER L'ACCÈS À LA CULTURE POUR TOUS**

---

### **3.2.1. L'école de cirque, pour une pratique artistique ouverte à tous**

#### **3.2.1.1. L'impact de la crise sanitaire**

L'école de cirque est historiquement le fondement du projet de La Batoude, le volet à partir duquel les autres actions se sont développées depuis 25 ans. Elle attire des élèves principalement de Beauvais et de l'agglomération du Beauvaisis, mais aussi de territoires plus éloignés (jusqu'à Pontoise, Gisors...).

Après deux années de crise sanitaire, l'école de cirque a perdu près de 30% de ses élèves, ce qui a eu un impact fort sur le fonctionnement de l'association. L'enjeu des années à venir sera de retrouver la très bonne fréquentation qu'elle connaissait avant le Covid.

Nous ne sommes pas trop inquiets car cette baisse de fréquentation est très conjoncturelle et ne correspond pas à un désintérêt pour nos activités. Toutefois, la situation sanitaire n'est toujours pas stabilisée et il faudra plusieurs années pour retrouver le fonctionnement d'avant la crise sanitaire.

#### **3.2.1.2. Perspectives d'évolutions jusqu'en 2024**

Sur la période 2022-2024, nous maintiendrons le fonctionnement de l'école de cirque, avec l'accueil d'élèves à partir de 2 ans pour de la pratique amateur de qualité. La présence d'artistes sera de plus en plus importante dans la pédagogie proposée.

Les effectifs et le nombre de cours devraient retrouver progressivement leur niveau de 2019 si nous atteignons la fin de la crise sanitaire rapidement.

Nous maintiendrons notre présence en milieu rural par des opérations ponctuelles ou par les stages à chaque vacances scolaires en partenariat avec la Communauté de Communes du Plateau Picard et la ville de Chambly. Les demandes de partenariats médico-éducatifs sont fortes et le planning des partenariats est bien rempli. La confiance et la reconnaissance de la qualité de nos interventions sont toujours là.

En revanche, nous sommes inquiets de la diminution des financements pour les projets en milieu scolaire qui risquent de rendre difficile la mise en place de ces partenariats dans les années à venir, notamment quand il ne s'agit pas d'établissements en zone prioritaire et éloignés géographiquement des structures culturelles.

Des démarches spécifiques sont engagées pour aller à la rencontre de nouveaux publics, notamment avec les étudiants (via l'université Jules Verne, Unilasalle...), avec les jeunes (Passport culturel du Ministère de la Culture et carte BOP), auprès des entreprises (via les CE).

### 3.2.1.3. La pratique des arts du cirque accessible aux publics spécifiques et empêchés

✓ **\_Le cirque Adapté** : La Batoude mène une quinzaine de projets avec des établissements accueillant des personnes handicapées chaque année. La plupart de ces établissements viennent depuis plusieurs années à La Batoude. Jusqu'en 2024, on maintiendra ce volet et le nombre de partenariat dans ce domaine.

Par ailleurs, nous souhaiterions ouvrir le « Cirque en tandem » (séance découverte en famille) à des personnes handicapées ou malades (alzheimer par exemple) et leur famille ou aidants. Pour cela, il faudra donner de la visibilité à cette nouvelle proposition en sensibilisant en priorité nos partenaires du cirque adapté ou en prenant contact avec d'autres structures.

✓ **Des projets avec des publics « empêchés » socialement** : depuis plusieurs années, nous menons des projets avec des personnes éloignées de la culture de par leur situation précaire. Souvent elles sont suivies dans des dispositifs de soin (le SATO) ou par des travailleurs sociaux (ADARS, missions locales, Itinér'air, foyer ADOMA...). Le cirque est alors un outils d'insertion sociale, d'ouverture aux autres, de reprise de confiance en soi...

En avril 2022, par exemple, nous mènerons un projet associant les adolescents et aux pères (ou hommes isolés), migrants suivis par l'ADARS. Ce projet sera mené par l'artiste Ezeq le Floch' et aboutira à une restitution devant les familles.

✓ **\_Le développement des projets en EHPAD** : initié avant le covid (Liancourt, Chambly), les projets en EHPAD avaient reçu un bon accueil. Il s'agira dès la fin de la crise sanitaire de reprendre le cours de ces projets autour de la pratique artistique et la venue ou l'accueil de spectacles, et si possible de les développer.

✓ **Un projet ambitieux pour la petite enfance** : lauréat d'un appel à projet de l'ARS, La Batoude va développer en 2022 un projet ambitieux pour les 0-3 ans, intitulé « *Les petits pas dans les grands* ». Il s'agit de créer un parcours d'accompagnement à l'éveil culturel et artistique des très jeunes enfants en s'appuyant sur les arts du cirque, l'éveil corporel et les arts de la rue, comme outil de développement personnel de l'enfant.

Les différentes actions seront des supports à une démarche de soutien à la parentalité en favorisant les échanges entre parents, les professionnels de la petite enfance et les artistes intervenant, ayant une démarche spécifique auprès de ce public particulier.

Il s'agira aussi à travers la pratique artistique et des premières expériences de spectateurs des tout-petits de favoriser l'acquisition de compétences psycho-sociales et le développement psycho-moteur et de renforcer le lien parents-enfants par des temps partagés ludiques et originaux.

Des temps réservés et des espaces conçus spécifiquement pour l'accueil des tout-petits seront mis en place pour contribuer au bien-être des enfants et de leurs parents et ainsi offrir les meilleures conditions pour que les répercussions positives soient les plus fortes possibles pour les participants.

Une partie des actions sera déployée hors les murs pour aller en contact direct avec les familles vivant en milieu rural, loin des lieux culturels.

Les crèches ou structures d'accueil de jeunes enfants de 4 communes de l'agglomération du Beauvaisis seront nos partenaires sur ce projet (Crèvecoeur, Auneuil, Bresles, La Bulle à Beauvais).

### **3.2.2. Encourager la participation des habitants, des acteurs des quartiers et des associations**

La Batoude intervient dans le domaine des arts de la rue depuis près de 20 ans, mais sur Beauvais, elle développe actuellement peu de projets dans ce domaine.

Depuis 2018, elle assure la programmation de spectacles pour « *Les Foulées de la Rue* », ce qui lui permet d'investir la place Jeanne Hachette lors d'un événement très populaire.

#### **3.2.1.1. « Made in Saint Jean », un projet participatif pour l'espace public avec les acteurs et habitants du quartier.**

Implantée sur le quartier Saint Jean, La Batoude souhaite investir l'espace public sur le quartier encore plus fortement qu'elle ne le fait jusqu'à présent.

Fort de sa longue expérience de projets participatifs (notamment via le festival Divers et d'Été), La Batoude a initié fin 2021 un projet participatif pour l'espace public.

Pour la première édition de « *Made in Saint Jean* », elle a fait appel à un collectif de plasticiens, les Plastikeuses, pour la création d'une scénographie avec les habitants et des établissements scolaires. L'installation de cette scénographie donnera lieu mi-janvier 2022 à un événement festif enrichi de spectacles de rue au cœur du quartier Saint Jean, avec une visibilité importante qui valorisera les participants et le quartier Saint Jean.

Nous espérons pouvoir pérenniser « *Made In Saint Jean* » chaque année.

Pour la deuxième édition, La Batoude souhaite mettre l'accent sur l'investissement des acteurs du quartier et valoriser les forces créatrices de Saint Jean.

Pour lancer la première édition, La Batoude a bénéficié du soutien de l'Etat pour la partie d'actions culturelles collaboratives entre les habitants et les Plastikeuses, mais La Batoude a financé sur ses fonds propres l'événement final. Pour pérenniser « *Made in Saint Jean* », il faudra trouver d'autres co-financements car La Batoude n'a aucune certitude de pouvoir renouveler cet investissement.

L'action culturelle est un instrument de cohésion sociale et de développement local dont La Batoude veut s'emparer pour la mettre au service de son territoire, et en particulier son quartier.

Cette démarche participative est un outil d'accessibilité à la culture, son objectif étant que les habitants se réapproprient la culture. Il ne s'agit plus de « faire pour les public », mais de « faire avec les habitants »

**En investissant l'espace public, La Batoude veut faciliter l'accès à la culture pour tous et renforcer le lien avec les habitants et créer du lien social pour favoriser le vivre ensemble et lutter contre les tentations de repli sur soi.**

#### **3.2.2.2. Créer un comité consultatif d'habitants**

Les actions de La Batoude ont pour objet l'épanouissement et la valorisation des participants. Elles contribuent aussi à l'ouverture au monde, aux autres et à l'acceptation des différences.

Notre volonté de créer un **comité consultatif d'habitants** est aussi un outil de citoyenneté en incitant un groupe intergénérationnel à s'impliquer dans le fonctionnement de notre association et être force de propositions ou de choix sur des actions liées au quartier.

La mixité (homme/femme, sociale, intergénérationnelle) sera essentielle dans la constitution de ce comité. Des adhérents de longue date côtoieront des personnes éloignées des pratiques artistiques et du spectacle vivant. C'est la rencontre de personnes différentes qui fera la richesse de ce comité.

Dans un contexte de sortie du covid, le besoin de faire lien est apparu de manière cruciale. Le vivre ensemble est de plus en plus nécessaire et le spectacle vivant peut répondre à ce besoin social. Par un biais festif et ludique, il permet une respiration dans un quotidien souvent morose.

### 3.2.3. Impulser un réseau de médiateurs culturels de quartier

En septembre 2021, La Batoude a recruté un médiateur culturel de quartier, grâce au dispositif « Adulte relais ». D'autres structures culturelles ou associatives oeuvrant sur les quartiers ont aussi des postes analogues dans leur organisation (ASCA, Tcho Café, Ecume du Jour, Ludo Planète..).

Il nous semble tout à fait pertinent d'impulser la création d'un réseau local associant les médiateurs culturels de quartier pour échanger sur les pratiques professionnelles, mutualiser les ressources, relayer les informations et actions des autres structures, encourager les projets de collaboration entre structures, donc entre quartiers, pour favoriser les rencontres entre habitants et encourager la fréquentation des lieux et associations culturelles par des publics éloignés des propositions culturelles.

On peut aussi imaginer à terme que ce groupe de médiateurs s'ouvre aux personnes chargées des relations publiques au Théâtre du Beauvaisis, dans les musées ou pour les festivals structurant du territoire.

### 3.2.4. Une expertise reconnue en médiation culturelle

Depuis plusieurs années, La Batoude a **une véritable expertise en matière de médiation culturelle**, en particulier dans le domaines des arts du cirque et des arts de la rue. Elle fait de ses interventions de médiation un préalable systématique à toutes ses actions.

Elle a développé des outils ludiques, graphiques, visuels ou sonores, adaptés à l'âge ou au handicap des personnes visées.

Les médiateurs/trices de La Batoude peuvent s'appuyer sur une bibliothèque, une vidéothèque et un fond photographique spécialisés dans les arts du cirque et les arts de la rue.

Ce savoir-faire une des forces pour laquelle La Batoude est souvent sollicitée (avec le réseau des médiathèques de l'Oise, pour des formations d'enseignants de l'Education Nationale, dans les établissements scolaires, par des établissements médico-éducatifs et par d'autres programmeurs...).

Dans les années qui viennent, nous souhaitons encore mieux structurer les outils déjà créés et en développer de nouveaux. Pour mener à bien ces projets et donner plus d'ampleur à la médiation, deux personnes ont été recrutées ces deux dernières années.

La Responsable du développement territorial, initiatrice du développement de la médiation à La Batoude, souhaite aller plus loin dans la transmission et **mettre en place des formations à la médiation auprès d'autres professionnels de la culture** (chargés de relations publiques, médiateurs, ou toute personne chargée d'être un relais auprès de publics divers, étudiants des filières culturelles...).

Pour cela, on pourra s'appuyer sur les liens que nous entretenons avec les structures culturelles dans les réseaux professionnels, avec les centres de formation (Université Jules Verne, centre de formation de Lomme ou Cergy Pontoise...) et les associations d'Education Populaire qui gèrent des lieux socio-culturels.

A la demande du Conseil Départemental, La Batoude mettra en place une formation auprès des personnes en charge des relations publiques dans les structures culturelles sur le montage de projet cirque et arts de la rue et la façon dont des actions de médiation autour de ces spectacles peuvent être menées. Cette formation aura probablement lieu au printemps 2022. C'est une reconnaissance de l'expertise de l'équipe de La Batoude dans ce domaine.

### 3.2.5. Développer le team building et le lien aux entreprises

Depuis 2017, La Batoude essaie de développer le lien avec les entreprises privées.

Cela répond à une volonté d'élargissement des publics mais aussi à une nécessité de rechercher de nouvelles sources de financement.



Si La Batoude est fortement implantée et reconnue dans les milieux scolaires, associatifs et institutionnels, elle connaît mal le milieu des entreprises et a peu de contacts qui lui permettent de développer cette nouvelle proposition. Le team building peine à démarrer jusqu'à maintenant.

Toutefois, avec l'arrivée au sein de l'équipe d'un nouvel administrateur issu du milieu de l'entreprise, les démarches de contacts avec les entreprises prennent un tournant favorable. Les années à venir devraient donc voir se développer les partenariats avec les entreprises.

Les projets pourront prendre diverses formes : team building, actions avec les CE (stages, places à tarifs réduits, arbres de Noël...), intégration de projets cirque dans les démarches RSE de grandes entreprises etc...

Par ailleurs, la création de l'Annexe pourra être un lieu d'accueil dans de meilleures conditions des entreprises qui souhaitent s'engager dans des projets avec La Batoude.

Avec le projet Merci et les autres projets que l'on peut proposer aux entreprises, avec une personne référente connaissant le fonctionnement et les réseaux du monde économique, nous avons désormais plus d'opportunités et d'atouts pour créer cette ouverture à de nouveaux publics.

### **3.3. LA BATOUDE, UN LIEU DEDIE AUX ARTS DU CIRQUE ET DE LA RUE RECONNU AU NIVEAU NATIONAL**

---

Le travail que fournit La Batoude depuis plus de 20 ans en faveur de la diffusion et du soutien à la création est reconnu aussi bien par les compagnies, par les autres lieux et professionnels du spectacle vivant et des arts du cirque et de la rue, que par les partenaires institutionnels. Désormais, sa reconnaissance est nationale. L'enjeu des prochaines années sera de renforcer ce rayonnement, tout en restant bien ancré sur son territoire.

#### **3.3.1. La programmation**

Depuis 22 ans, La Batoude programme des spectacles représentatifs de la création contemporaine dans le domaine des arts du cirque et des arts de la rue. Son lieu actuel principal de programmation est la salle Jacques Brel sur le quartier Saint Jean.

Toutefois, depuis plusieurs années, elle collabore étroitement avec les autres structures culturelles de Beauvais ou plus largement du département. Cette collaboration peut prendre la forme de co-accueil ou d'escale de cirque pour encourager la circulation des publics.

La programmation est un des trois piliers du projet de La Batoude, en complémentarité avec l'école de cirque et le soutien à la création. Elle contribue à donner une image positive du quartier Saint Jean et à attirer sur le quartier des personnes extérieures, favorisant la mixité et le lien social. Et plus largement, par son rayonnement et l'excellence culturelle reconnue de ses propositions, elle participe à l'attractivité de Beauvais et plus largement du Beauvaisis.

A l'heure actuelle, La Batoude programme environ 20 représentations en salle par an et entre 15 et 20 représentations en rue (hors événements spécifiques). Elle accueille environ 7200 spectateurs par an.

Dans l'état actuel de l'occupation de la salle Jacques Brel (nombre de jours d'occupation et partage avec l'école de cirque et les résidences), nous ne pouvons pas envisager d'augmenter le volume de programmation. A terme, avec un nouvel équipement qui permettrait de mener de front l'activité de l'école de cirque et la programmation, on pourrait envisager des séries ou des formes de programmation plus souples, plus diverses et plus régulières.

### **3.3.2. Les artistes associés de La Batoude**

Depuis 2020, grâce au soutien de la DRAC, La Batoude a pu tisser des liens forts avec deux équipes artistiques :

#### **3.3.2.1. Cie Les Choses de Rien (direction Boris Gibé), artiste associé – 2020-2022**

15 ans après avoir accompagné Boris Gibé pour sa première création, *Le Phare*, La Batoude renoue avec l'équipe Les Choses de Rien.

Boris Gibé et son équipe se sont installés depuis peu au Moulin de Pierre de Noailles. Ce lieu devient La Fabrique des Possibles, un lieu de création et de transmission autour des écritures contemporaines.

La Batoude souhaite faciliter l'implantation territoriale de ce nouvel acteur du cirque contemporain.

Ainsi, initiée en 2021, nous poursuivrons en 2022 notre collaboration avec l'équipe des Choses de Rien en les associant à plusieurs projets d'éducation artistique autour des métiers présents au sein de la compagnie.

Nous inventerons des projets autour des créations des artistes accueillis à la Fabrique des Possibles, des échanges pédagogiques et artistiques avec l'école de cirque de La Batoude, et nous coopérerons avec la Faïencerie et le Théâtre du Beauvaisis pour présenter *L'Absolu* en 2022. Nous travaillons aussi à une perspective de co-accueil d'une équipe artistique sous chapiteau pour la saison 2022-2023.

Notre souhait est de créer, avec la Fabrique des Possibles et Les Choses de Rien, des rencontres artistiques, de tisser du lien entre nos publics et les artistes de passage et de partager des aventures humaines fortes sur notre territoire commun

#### **3.3.2.2. Cie ISIS (direction Quentin Bancel), artiste associé à La Batoude - 2021-2023**

Avec le soutien de la DRAC Hauts de France, La Batoude s'engage dans une nouvelle aventure avec la compagnie Isis, dirigée par Quentin Bancel. Pendant deux ans (2021-2023), la compagnie Isis sera artiste associé à La Batoude.

La collaboration avec la Cie ISIS s'articulera autour de plusieurs projets de médiation sur le territoire, des impromptus et des performances interactives et collectives, notamment avec les habitants du quartier Saint Jean, avec les élèves du collège Fauqueux. La compagnie participera aussi à des temps d'échanges avec les habitants de Frocourt dans le cadre de la création de l'Annexe, lieu de création de La Batoude.

Au terme de ces deux ans, La Batoude programmera le spectacle « *A travers bois* » et accompagnera la compagnie dans ses démarches de diffusion du spectacle.

#### **3.3.2.3. Les artistes complices de La Batoude**

Des liens forts sont tissés depuis plusieurs années avec des artistes qui interviennent régulièrement ou sur des projets spécifiques au sein de l'école de cirque. La Batoude les accompagne également dans leur démarche de création, par des résidences, des coproductions et/ou la programmation de leurs différentes formes artistiques.

Ainsi, la cie Triffis, la Cie des Plumés, Marion Soyer, Emilien Rousvoal, Ezeq le Floch' sont les principaux artistes complices avec lesquels La Batoude est déjà impliquée et souhaite prolonger ses collaborations dans les années à venir. D'autres compagnies pourront venir élargir ce groupe, notamment quand la salle de l'Annexe sera construite et que des équipes artistiques pourront travailler plus régulièrement à Beauvais et sur des périodes plus longues qu'actuellement.

Avec le soutien de nos partenaires financiers, nous espérons pouvoir renouveler les artistes associés et élargir les coopérations régulières avec des équipes artistiques dans les années à venir. Ces collaborations sont le socle du tournant que nous souhaitons faire prendre à La Batoude à partir de 2022.

### **3.3.3. Les Résidences et le soutien à la création**

#### **3.3.3.1. Le soutien à la création actuellement :**

La Batoude accompagne 3 ou 4 compagnies en cirque ou arts de la rue dans leur processus de création. Elle est très fortement sollicitée par les compagnies mais doit refuser beaucoup de propositions par manque de créneaux disponibles.

Les accueils de résidence se font sur des périodes de vacances, quand l'école de cirque ne fonctionne pas, et sur de courtes périodes (une à deux semaines).

L'accompagnement porte essentiellement sur les premières périodes de travail des compagnies (écriture, recherche sur les techniques de cirque, mise en scène). Par manque de moyens matériels (lieu, équipement scénique), il ne peut y avoir actuellement de construction de décors ni de travail sur de création lumière.

Ces contraintes limitent la possibilité de mettre en place du lien entre les artistes et les élèves de l'école de cirque et les habitants du quartier. C'est lorsque des artistes travaillent régulièrement dans un lieu que les rencontres informelles ou organisées se créent et enrichissent le projet de l'association.

C'est pour cette raison que pouvoir évoluer dans un lieu qui offre simultanément des salles de cours-entraînement, la création de l'Annexe est essentiel et donnera du sens au projet d'accompagnement des artistes.

#### **3.3.3.2. Les résidences à partir de 2023**

A partir de 2023, avec la création de la salle de travail à Frocourt, le volet de soutien à la création prendra une autre ampleur.

##### ✓ **Un meilleur accueil des compagnies :**

- Plus de compagnies accueillies – 6 à 8 au lieu de 3 ou 4 actuellement.
- Des périodes de résidence plus longues et surtout à des moments où l'activité bat son plein et où les rencontres avec le public sont plus faciles,
- un soutien plus complet aux équipes artistiques.
  - la mise à disposition d'un espace de travail en condition spectacle
  - L'opportunité de présenter au public des étapes de travail, d'essayer des « crash-test », de proposer des répétitions publiques, des rencontres discussions avec le public et les habitants ou toute autre formes de rencontre à inventer ensemble.
  - Un regard extérieur de l'équipe de professionnels de La Batoude et de collègues programmeurs ou artistes de la Région sur leur travail de création.
  - La prise en charge de l'hébergement sur place et de la restauration pendant la résidence
  - Un apport en coproduction
  - Au moins un pré-achat du spectacle en cours de création à l'année N+1
  - Une aide à la diffusion en défendant leur projet au sein des réseaux de programmeurs régionaux et nationaux.

##### ✓ **Des répercussions fortes pour les habitants du quartier et ceux qui fréquentent La Batoude :**

- L'hébergement des artistes sur place participe également à l'immersion des artistes dans la vie du lieu et plus largement du village ou du quartier Saint Jean. Au-delà des questions artistiques ce sont des rencontres humaines qui se font et qui participent ainsi au vivre ensemble.
- Les élèves de l'école de cirque pourront s'enrichir de la présence des artistes (les voir en cours de recherche et de répétition). Des master-classes régulières pourront être organisées sur les disciplines de prédilection des équipes artistiques. Ces master-classes (déjà en place de manière ponctuelle) sont aussi ouvertes aux non adhérents de La Batoude (par exemple des sportifs, des comédiens, des danseurs amateurs ou professionnels, ou simplement des curieux, selon la thématique proposée).

- Le nouvel équipement, pensé comme ouvert sur le village de Frocourt, sera aussi un lieu de rencontre entre les habitants et les équipes artistiques, de manière informelle autour d'un verre ou de manière plus organisée autour d'un événement : présentation d'étape de travail, répétition public, débats....
- Des projets pourront aussi émerger avec les associations locales, les établissements scolaires, en co-construction avec les artistes. C'est souvent par la présence de moyenne et longue durée que les liens se tissent et que les nouveaux projets émergent.

### **3.3.4. L'annexe, un lieu de création stratégique dans le paysage inter-régional et national**

Nous avons déjà présenté le projet de L'Annexe dans les pages précédentes. Toutefois, il est essentiel ici de réaffirmer l'importance de ce projet pour l'évolution que va avoir La Batoude dans les années qui viennent. Au-delà des nombreuses opportunités de projets qu'il nous permettra de mettre en place avec le public de La Batoude, les élèves de l'école de cirque, nos divers partenaires et les habitants du territoire, la création de l'Annexe est également stratégique dans le positionnement futur de La Batoude dans le paysage régional et national.

En lien avec les autres lieux de soutien à la création du versant nord de la Région et en réseau avec d'autres lieux de fabrique de l'ex-Picardie, de la Seine-Maritime et de la Région Parisienne, la position de La Batoude, via l'Annexe, sera stratégique. Elle pourra être le maillon complémentaire de trois territoires particulièrement actifs dans l'accueil de compagnies circassiennes et de rue. Nous pourrions par exemple proposer un parcours cohérent et complet de résidences et de diffusion pour des compagnies venues de toute la France.

## **3.4. LA BATOUDE, UNE STRUCTURE D'ACCOMPAGNEMENT A LA PROFESSIONNALISATION**

---

### **3.4.1. La structuration de la filière de formation cirque et le soutien à l'émergence**

La FREC Grand Nord regroupe 14 écoles de cirque de la région Hauts de France et plus de 3500 pratiquants. En tant qu'école de cirque agréé par la Fédération Française des Ecoles de Cirque et membre fondateur de la FREC Grand Nord, La Batoude est particulièrement active au sein de ces réseaux axé sur la pédagogie et la transmission des arts du cirque. Elle participe aussi bien aux différents temps de formation, qu'aux créations inter-écoles et aux Rencontres Régionales.

Au sein de la FREC, les écoles de cirque de pratique amateur travaillent étroitement avec les deux centres de formation (CRAC de Lomme et Cirque Jules Verne d'Amiens). Or ces derniers ont déjà exprimé leur difficulté à recruter des jeunes ayant le niveau requis pour leur filière artistique professionnelle.

Par ailleurs, au sein de la FREC, plusieurs écoles (La Batoude, Cirque'en Cavale, CRAC de Lomme, Bruit de Couloir, Cirque du Bout du Monde) ouvrent régulièrement leurs lieux aux compagnies régionales pour des entraînements ou pour un accompagnement plus approfondi (résidences, coproductions, pré-achats). Elles organisent aussi des stages pour permettre la rencontre entre les élèves de pratique amateur et les artistes.

D'autre part, La Batoude est très présente dans les établissements scolaires de la maternelle au lycée. Elle a mis en place pour l'année scolaire 2021-2022 une filière arts du cirque au Collège Fauqueux, au sein du quartier Saint Jean. L'objectif en 2022 est de faire reconnaître par l'Education Nationale ce parcours comme la première Classe à Horaires Aménagés Arts du Cirque (CHAAC) en France.

Dans le cadre de la préfiguration de cette CHAAC, La Batoude tisse un lien étroit avec les classes du Bac cirque du lycée de La Hotoie à Amiens. Le lycée a lui aussi fait part de sa difficulté à recruter des jeunes avec une expérience en arts du cirque et porteur de réel projet d'orientation vers le domaine artistique.

Dans ce contexte, il nous semble nécessaire de structurer la filière de formation des arts du cirque. L'objectif d'ici deux ans est de créer des passerelles entre les différents niveaux

- Un parcours cirque de la maternelle au lycée, au sein des établissements scolaires (de la maternelle au lycée), en s'appuyant sur les dispositifs existants (CLEA, CDDC, PEPS...) et le savoir-faire des écoles de cirque et de leurs réseaux d'artistes partenaires
- Entre les écoles de cirque de la FREC et le lycée de la Hôtoie
- Entre le lycée de la Hôtoie et les centres de formation professionnels.

On pourra alors proposer une sensibilisation dès le plus jeune âge au plus grand nombre de jeunes de la Région, puis une pratique régulière voir intensive et enfin une perspective de professionnalisation pour un public de jeunes ciblé.

Une autre problématique ressort régulièrement : l'entrée dans le milieu professionnel des jeunes sortis des centres de formation professionnelle et souhaitant créer leur compagnie.

Ils manquent cruellement de méthodologie dans le montage de projet, dans la manière de les présenter et les défendre, sans parler de la nécessité de les accompagner sur le plan administratif. Ils manquent de réseaux professionnels. Trop jeunes dans leur carrière artistique, ils ont des difficultés à avoir une visibilité dans les lieux de diffusion pluridisciplinaires et n'ont pas accès (ou très peu) aux Pôles Nationaux Cirque, aux Scènes conventionnées etc...

La Batoude se positionne à l'interface des écoles de cirque et des lieux de diffusion. La Batoude est une structure relais qu'ils connaissent et qu'ils identifient par le réseau des écoles de cirque, mais qui peut aussi leur faire bénéficier de son fort ancrage local et de son propre réseau de programmeurs. Un accompagnement personnalisé, selon leurs besoins et leur évolution, en diffusion, en administration ou en regard extérieur, est ainsi proposé par La Batoude aux jeunes artistes de cirque des Hauts de France.

Cet accompagnement vient ainsi compléter la structuration de la filière de formation aux arts du cirque jusqu'à l'entrée dans le monde professionnel.

### **3.4.2. Un partenariat fort avec le lycée de la Hôtoie**

4 élèves ont intégré le lycée de la Hôtoie à Amiens en seconde « cirque » en 2019. D'autres élèves envisagent de suivre le même parcours dans les années qui viennent.

La proximité des démarches pédagogiques entre La Batoude et les classes « cirque » du lycée, ainsi que nos projets avec le collège Fauqueux nous encouragent à créer un lien fort et durable entre nos structures.

- ✓ Des créations communes pour associer des élèves de la Hôtoie et de La Batoude sur des projets de création communs.
- ✓ Au cours de l'année, La Batoude invitera les élèves des classes cirque à participer aux Masterclasses qu'elle organise avec les compagnies programmées
- ✓ La Batoude souhaite inviter les élèves du lycée de la Hôtoie à jouer leur spectacle de fin de cycle sur des événements qu'elle organise (en rue ou en salle).
- ✓ Une fois l'Annexe construite, à partir de 2023, on pourra aussi envisager d'accueillir les élèves de la filière cirque du lycée de la Hôtoie, pour leur semaine d'intégration en septembre.
- ✓ Elle sollicitera aussi des élèves du lycée pour des temps d'échanges avec les élèves de la CHAAC du Collège Fauqueux (présentation de leur parcours personnel et du cursus cirque au lycée, discussions autour de thématique comme la santé quand on veut être artiste...)
- ✓ Une visite du lycée et une présentation de la formation au lycée pourront être envisagées pour les élèves de La Batoude qui envisage une seconde en classe cirque

### **3.4.3. Devenir une structure d'accueil et d'accompagnement de jeunes en formation professionnelle dans divers domaines**

La Batoude accueille régulièrement des stagiaires dans des formations très diverses (stages de 3<sup>ème</sup>, stages de Bac Pro ou BEP en comptabilité-administration, accueil de BPJEPS arts du cirque en alternance....). Cela se fait à la demande des jeunes. L'équipe de La Batoude s'implique dans l'accompagnement de ces jeunes.

Face aux difficultés des jeunes à trouver des stages et qui plus est des stages conformes et enrichissants pour leur parcours, La Batoude voudrait donc se positionner sur ce champ d'intervention, peu structuré et parfois mal exercé.

Le souhait de La Batoude est de formaliser l'accompagnement qu'elle fait actuellement de manière informelle et de structurer le tutorat qu'elle propose aux jeunes en formation.

Des contrats d'accueil et d'accompagnement pourraient être passés avec les établissements, universités ou centres de formation qui cherchent des lieux d'accueil pour leurs étudiants.

- Les centres de formation FFEC qui forment au BPJEPS Arts du Cirque seront nos partenaires pour l'accueil de jeunes en formation BPJEPS Arts du Cirque.
- L'Université Jules Verne d'Amiens pourra être partenaire pour les stages des jeunes en Master STAPS. Des évaluations conjointes avec les centres de formation ou l'Université seront mises en place régulièrement.
- Le lycée des Jacobins et le lycée Saint Vincent de Paul de Beauvais qui envoient déjà des étudiants en stage à La Batoude pourraient aussi contractualiser l'accueil de stagiaires en comptabilité-administration. Notre administrateur est déjà engagé dans le tutorat des jeunes accueillis. Il s'agit donc de formaliser une démarche déjà existante mais pour le moment informelle.
- Des contrats de professionnalisation et d'accueil en alternance de jeunes en formation sur les métiers de la médiation culturelle ou la communication culturelle sont aussi à l'étude. La Responsable du développement territorial et la Responsable des Relations Publiques sont deux personnes au sein de l'équipe qui pourraient assurer le tutorat de ces jeunes.

Une attention particulière sera portée aux demandes d'étudiants issus des quartiers QPV de Beauvais.

Si pour commencer, nous nous mettrons en lien avec les structures de formation de Beauvais ou de la Région, nous ne nous interdisons pas à terme de contractualiser avec des établissements ou centres de formation de toute la France.

La question du logement des étudiants pourra être résolue grâce à l'Annexe.

Ainsi il s'agit d'identifier La Batoude comme une structure avec un vrai projet d'accompagnement et de suivi des étudiants accueillis en stage.

## **3.5. LA BATOUE, UNE STRUCTURE D'INNOVATIONS CULTURELLE EN LIEN AVEC SON ENVIRONNEMENT**

---

### **3.5.1. Une programmation dans des lieux non-dédiés**

Dès 2021-2022, La Batoude a décidé de sortir de ses murs et d'une programmation conventionnelle en salle. Elle a initié des formes originales de spectacles pour aller à la rencontre de nouveaux publics dans des lieux non dédiés :

#### **3.5.1.1. Les curieuses vitrines :**

Ce projet original est le fruit d'une collaboration entre La Batoude, l'association Beauvais Shopping et le centre commercial du Jeu de Paume pour proposer une nouvelle façon de vivre le centre-ville de Beauvais, en proposant des performances d'artistes dans des vitrines.

Le principe est simple : deux fois dans l'année, le 1<sup>er</sup> samedi de mai et en novembre pour la Nuit du Cirque, des artistes investiront les vitrines des magasins du centre-ville. Chaque heure, selon un parcours établi, les passants pourront découvrir les propositions artistiques inédites. Après une première édition couronnée de succès, nous envisageons de reconduire l'événement. Il faudra toutefois trouver les soutiens financiers qui permettront de le pérenniser.

**3.5.1.2.** Pour la 4<sup>ème</sup> Nuit du cirque en novembre 2022, nous envisageons de proposer aux spectateurs **un parcours de formes courtes de cirque dans différents lieux du quartier Saint Jean**. Le Collège Fauqueux, la médiathèque Saint Jean, le Tcho Café, la MSIH, la Clé des Champs (résidence de personnes âgées) et La Batoude sont des lieux auxquels on réfléchit.

#### **3.5.1.3 .Des spectacles chez l'habitants.**

Initiés en 2021 avec « Allô jonglage » sur le quartier Saint Jean, cette formule inédite pour La Batoude a rencontré un bel accueil. Avec d'autres formules (en cirque ou en spectacles issus des arts de la rue), cette démarche pourrait être renouvelée, sur le quartier, à l'échelle de la ville ou dans d'autres communes de l'agglomération du Beauvaisis.

#### **3.5.1.4. Des impromptus chez les producteurs locaux et dans les entreprises :**

Ce projet a été initié en 2021 avec l'aide de la DRAC. Il nous a donné l'envie de poursuivre cette démarche qui permet d'aller à la rencontre du public qui ne fréquentent pas La Batoude ou les lieux culturels, soit par éloignement géographique en milieu rural, soit parce que non sensibilisé aux propositions culturelles.

Ce type de projet permet la transversalité entre le monde de l'entreprise et la culture, il permet également de mettre en valeur les producteurs locaux et en ce sens contribue aussi à faire vivre le territoire de manière originale.

#### **3.5.1.5. « Plaines Santé » à l'hôpital**

Financé par la DRAC Hauts de France, ce projet proposé par Marion Soyer, artiste complice de La Batoude, consistera à investir les chambres d'un hôpital ou un établissement médico-éducatif pour au moins 15 performances pendant l'année 2022.

Ces performances de danse et acrobatie douce ont lieu de préférence en chambre, au plus près des personnes, de leur famille et des soignants, pour proposer de partager de manière impromptue, une bulle artistique et humaine hors du temps.

La Batoude mettra en lien l'artiste et les établissements partenaires. Elle organisera aussi avec Marion Soyer des temps de rencontres préalables à sa venue dans les établissements avec les équipes de soignants ou d'éducateurs pour les sensibiliser à la démarche artistique de l'artiste et aux répercussions positives que sa présence peut apporter aux patients et résidents ainsi qu'aux équipes de soignants et éducateurs.

#### **3.5.1.6. L'ouverture vers des structures du patrimoine**

Sollicitée par plusieurs structures de patrimoine de l'Oise, La Batoude propose des collaborations avec le MUDO, le Domaine de Chantilly, la Maladrerie Saint Lazare. Ces partenariats s'appuient aussi bien sur la médiation et la sensibilisation aux arts du cirque, que sur la pratique artistique, la création de formes spécifiques (visites acro-dansée de musées), l'accueil de compagnies en résidence ou la programmation de spectacles.

Une collaboration antérieure avec le Quadrilatère nous permet d'imaginer d'autres événements en commun.

Et nous cherchons un lieu non dédié pour la programmation d'un spectacle en 2022-2023. Nous réfléchissons à plusieurs hypothèses mais être accueilli par le Musée de la Tapisserie serait une belle opportunité pour mêler le spectacle vivant au patrimoine industriel Beauvaisien.

**3.5.1.7.** Enfin, nous avons déjà investi **des lieux naturels exceptionnels** en programmant dans le cadre de « Jardins en scène ». Les arts de la rue se prêtent particulièrement bien à ce type de lieux et la

Batoude a vrai savoir-faire en la matière. Si des opportunités se présentent dans les années à venir, dans le Beauvaisis ou plus largement dans le département, nous serions ravis de faire des propositions artistiques dans ces lieux.

### **3.5.2. Des visites culturelles de chantier de l'Annexe, associant les artisans et les habitants**

Dans le cadre des travaux qui seront engagés dans les deux ans qui viennent, nous souhaitons opter pour des modes constructifs écologiques, peu pratiqués sur notre territoire, notamment pour des ERP. Nous pensons notamment à construire la salle de création en bois et paille, en faisant intervenir des artisans locaux.

Pour sensibiliser le public à ces modes constructifs originaux et écologiques, pour valoriser le savoir-faire des artisans du territoire et pour associer les habitants de Frocourt à la création d'un nouveau lieu culturel dans leur village, nous souhaitons mettre en place des visites de chantier alliant la découverte de ces techniques, l'explication de l'avancée du chantier et des impromptus artistiques des compagnies accompagnées ou programmées par La Batoude.

La convivialité, la curiosité seront les maîtres mot de ces temps de rencontres.

### **3.5.3. Projet MERCI (Modèle Economique à Résonance Culturelle Intégrée)**

Ce projet répond à la volonté de La Batoude de contribuer à dynamiser l'économie locale en valorisant les acteurs culturels locaux

Il s'agit de penser des collaborations de manière transversales et nouvelles pour rompre avec la logique compartimentée et verticale qui régit actuellement les relations entre des acteurs qui oeuvrent pour le dynamisme du Beauvaisis.

Une des pistes de réflexion est de créer et développer une monnaie locale qui bénéficie à la fois aux acteurs économiques qu'aux structures culturelles du Beauvaisis. La création d'une application numérique permettra sa mise en œuvre et son accès aux habitants de l'agglomération du Beauvaisis.

La Batoude est donc porteuse du projet MERCI et se fait accompagner dans sa démarche par les services du Pôle Attractivité du Territoire de la Ville de Beauvais.

En 2022, il s'agira de formaliser le modèle économique lié à ce projet et de lancer les premiers tests en cercle restreint. 2023 sera l'année de tests à plus grande ampleur et d'ajustements nécessaires. Enfin, en 2024, année de lancement de la Capitale Française de la culture, label auquel candidate Beauvais et le Beauvaisis, nous prévoyons le lancement de cette monnaie locale axée associant la culture et l'économie.

Pour assurer le suivi et la gestion de cette monnaie locale originale, il faut d'ors et déjà envisager la création d'un poste de coordination. Les modalités restent à définir et le soutien de ses partenaires institutionnels sera nécessaire pour accompagner La Batoude dans ce projet novateur.

Ce modèle est une innovation au niveau national au service des habitants, dont La Batoude, la ville et l'agglomération du Beauvaisis pourront en tirer des retombées positives.

### **3.5.4. Une Classe à Horaires Aménagés Arts du Cirque au Collège Fauqueux**

Le Collège Fauqueux et La Batoude travaillent ensemble pour créer une Classe à Horaires Aménagés Arts du Cirque. Ce projet est novateur et d'une grande ambition tant éducative qu'artistique.

Il s'avère en effet qu'il n'y a pas de Classe à Horaires Aménagés Arts du Cirque portée par l'Education Nationale en France et qui plus est, dans un quartier REP+. La création de la première CHAAC en France sur le



quartier Saint Jean, au sein du collège Fauqueux est donc un enjeu fort pour l'Académie d'Amiens, les collectivités locales, le Collège et La Batoude.

Cette CHAAC contribuera à changer l'image du collège Fauqueux et même à attirer des élèves sur cette filière d'excellence artistique. Nous souhaitons aussi que le lien entre La Batoude et le collège devienne une évidence et qu'il contribue fortement au lien de notre structure avec les jeunes du quartier et leur famille.

Ce projet s'inscrit complètement dans les objectifs des années à venir de La Batoude, comme un outil de lien social au sein du quartier, en misant sur une excellence artistique accessible à tous.

Créer une CHAAC dans un collège de REP + est pour les équipes du collège Fauqueux et de La Batoude une manière d'ouvrir le champ des possibles à des jeunes qui n'imaginent pas que certaines voies, parfois moins classiques, leur sont aussi accessibles.

En 2021-2022, La Batoude et le collège Fauqueux ont lancé une année de préfiguration de la CHAAC avec une classe de 6<sup>ème</sup>. L'objectif est d'obtenir la labellisation de l'Education Nationale pour 2022-2023 et lancer la filière cirque à partir de la 5<sup>ème</sup> (la 6<sup>ème</sup> restant une année de transition).

Par ailleurs, dès juin 2022, La Batoude mettra en place des séances de médiation et de découverte des arts du cirque en direction de toutes les classes de CM2 dont les élèves dépendent du Collège Fauqueux, afin de faire le lien et faire connaître la filière cirque proposée au Collège.

BUDGET PREVISIONNEL 2022 (au 02/12/2021)

CHARGES	Prog Act	Ecole	Filière	PDLM	TOTAL	PRODUITS	Prog Act	Ecole	Filière	PDLM	TOTAL
Achats	123 814	2 950	3 100	100	129 964	Ventes de biens et services	94 869	48 347	3 300	0	146 516
Cessions de droits spectacles	74 473				74 473	Recettes école de cirque adhérents		27 300	1 200		28 500
Places de spectacle	1 800		200		2 000	Recettes école de cirque partenaires	33 125	21 047			54 172
Frais annexes sur spectacles	5 500				5 500	Recettes spectacles adhérents	16 545		2 100		18 645
Participations et partenariats spectacles	10 400		1 600		12 000	Recettes spectacles partenaires	6 549				6 549
Electricité	276				276	Prestations conseil et sous-traitance	25 350				25 350
Carburant	1 700	200		100	2 000	Département Presta Formation RP	10 000				10 000
Four. entretien et petit équip. technique	450	250	1 300		2 000	Ventes de marchandises	3 300				3 300
Four. entretien et petit équip. pédag.		2 000			2 000	Subventions d'exploitation	254 490	109 665	25 000	9 000	398 155
Costumes, décors et accessoires	300	200			500	DRAC Hauts-de-France	61 750	5 000			66 750
Fourn. entretien et petit équip. locaux	1 300	200			1 500	CGET - Politique de la ville	3 000	3 000			6 000
Fournitures de bureau	600				600	FDVA	3 000				3 000
Fournitures de billetterie	200				200	DACS - AAP JEP - Projet ADARS	2 000	1 665			3 665
Fournitures informatiques	150				150	DRJSCS - FONJEP	4 184	3 000			7 184
Site Internet & CRM	3 465				3 465	Région Hauts-de-France - PRAC	30 000				30 000
Fournitures de maison	15 000				15 000	Région Hauts-de-France - Struct. filière cult.			20 000		20 000
Achats de marchandises	7 200	100			7 300	Région Hauts-de-France - PEPS				8 100	8 100
Denrées alimentaires	1 000				1 000	Département de l'Oise - Culture	34 100			900	35 000
Autres charges externes	99 248	46 001	9 600	3 900	158 749	Département de l'Oise - SDEA		10 000	5 000		15 000
Sous-traitance affichage-diffusion	1 000				1 000	Département de l'Oise - Masterclasses					0
Sous-traitance ateliers et stages cirque	26 620	32 598		2 000	61 218	Ville de Beauvais - Culture	73 000	37 000			110 000
Locations immobilières	15 000				15 000	Agglo. du Beauvaisis - Contrat de ville	14 000	42 000			56 000
Locations matériel technique	400	97			497	741950 - ASP - Contrats aidés - Aides	29 456	8 000			37 456
Entretien et réparations	3 750	250			4 000	Autres produits de gestion courante	0	2 090	0	0	2 090
Maintenance Logiciels et Matériels	3 664		800		4 464	Cotisations membres usagers		2 090			2 090
Assurances	2 130	1 806			3 936	QP reprise sur subv inv affecté à biens renouv.					0
Documentation	150	150			300	Produits Financiers	400	0	0	0	400
Frais de colloques, séminaires, conférences	1 000				1 000	Produits Financiers	400				400
Personnel ext entretien des locaux	1 884				1 884	Reprises sur amortissements et provisions	69 900	30 000	10 000	7 600	117 500
Personnel ext agents de sécurité					0	Reprise sur prov. pour engagements à réaliser	69 900	30 000	10 000	7 600	117 500
Honoraires	13 000	2 000			15 000	Transferts de charges	0	0	0	0	0
Conceptions et Graphisme	8 000	2 000			10 000	Transfert de charges d'exploitation					0
Catalogues et imprimés	13 000	2 000			15 000						
Déplacements personnel et adhérents	2 750	1 500	5 300	450	10 000						
Repas personnel et adhérents	50	100	900	450	1 500						
Hébergement personnel et adhérents			500	1 000	1 500						
Réception	300	200	0		500						
Repas compagnies	2 200		1 800		4 000						
Hébergement compagnies	500		300		800						
Affranchissements	1 000	800			1 800						
Télécommunications	2 000	1 000			3 000						
Services bancaires et assimilés	850	250			1 100						
Adhésions et cotisations		1 250			1 250						
Impôts et taxes	14 650	0	200	150	15 000						
Participation formation pro. AFDAS	2 399		200	100	2 699						
Autres impôts locaux	12 251			50	12 301						
Charges de personnel	147 149	138 551	25 400	8 400	319 500						
Salaires bruts	103 878	98 000	18 491	6 330	226 699						
Provisions pour congés payés	1 700	1 401			3 101						
Charges patronales	40 321	38 100	6 909	2 070	87 400						
Provisions pour charges sur congés payés	300	300			600						
Chèques cadeaux salariés	400	300			700						
Médecine du travail	500	400			900						
Pharmacie	50	50			100						
Autres charges de gestion	8 937	2 600	0	0	11 537						
Licences adhérents FFEC		2 600			2 600						
Droits d'auteur et de reproduction	8 937				8 937						
Charges Financières	1 349	0	0	0	1 349						
Intérêt d'emprunt	1 349				1 349						
Dotations aux amo. et prov.	24 512	0	0	4 050	28 562						
Dotations aux amort. immobilisations corp.	11 800				11 800						
Engagements à réaliser/Fonds dédiés	12 712			4 050	16 762						
<b>TOTAL</b>	<b>419 659</b>	<b>190 102</b>	<b>38 300</b>	<b>16 600</b>	<b>664 661</b>						

PRAC : Projet à rayonnement artistique et culturel  
 Filière : action complémentaire, Aide à la structuration de la filière cirque  
 PDLM : PEPS dans les murs  
 Festival : direction du festival Divers et d'été à Clermont, isolé du budget global car n'ayant lieu que les années impaires depuis l'édition de 2020 reportée en 2021

## CHIFFRES DE LA RENTREE 2021-2022

**Fréquentation : 208 inscriptions en septembre 2021** (en baisse de 19% : 255 inscriptions en 2020-2021)

Cette saison, nous ne sommes pas encore sortis de la pandémie et les restrictions sanitaires sont un frein à la pratique des arts du cirque (pas de portée acrobatique autorisée, port du masque intempêtif, etc.)

**Répartition H/F : 62% de filles** (relativement stable : 66% en 2020-2021)

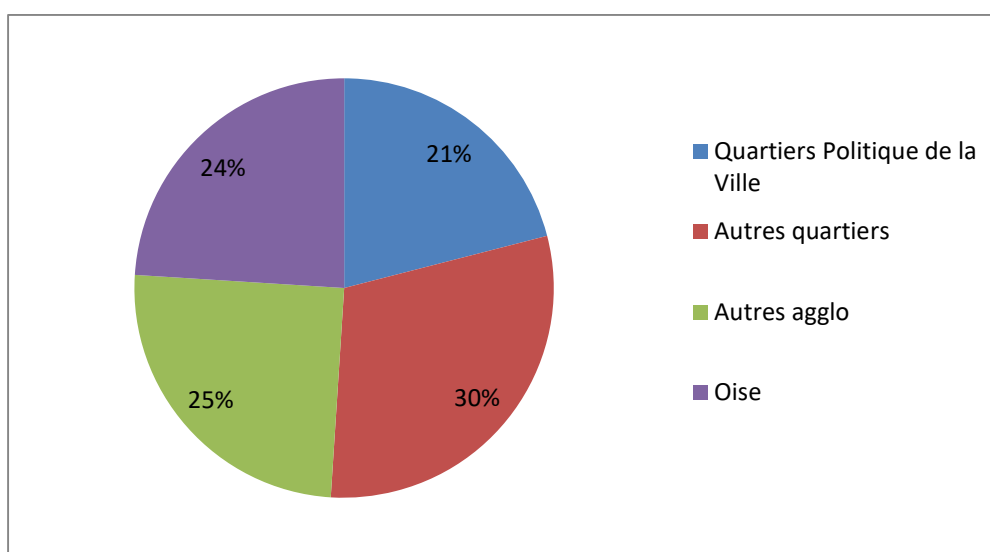
### Origine géographique des élèves - 2021-2022

Origine	Nombre	%
Saint-Jean	29	14%
Argentine	6	3%
Saint-Lucien	8	4%
<b>TOTAL Quartiers Politique de la ville</b>	<b>43</b>	<b>21%</b>

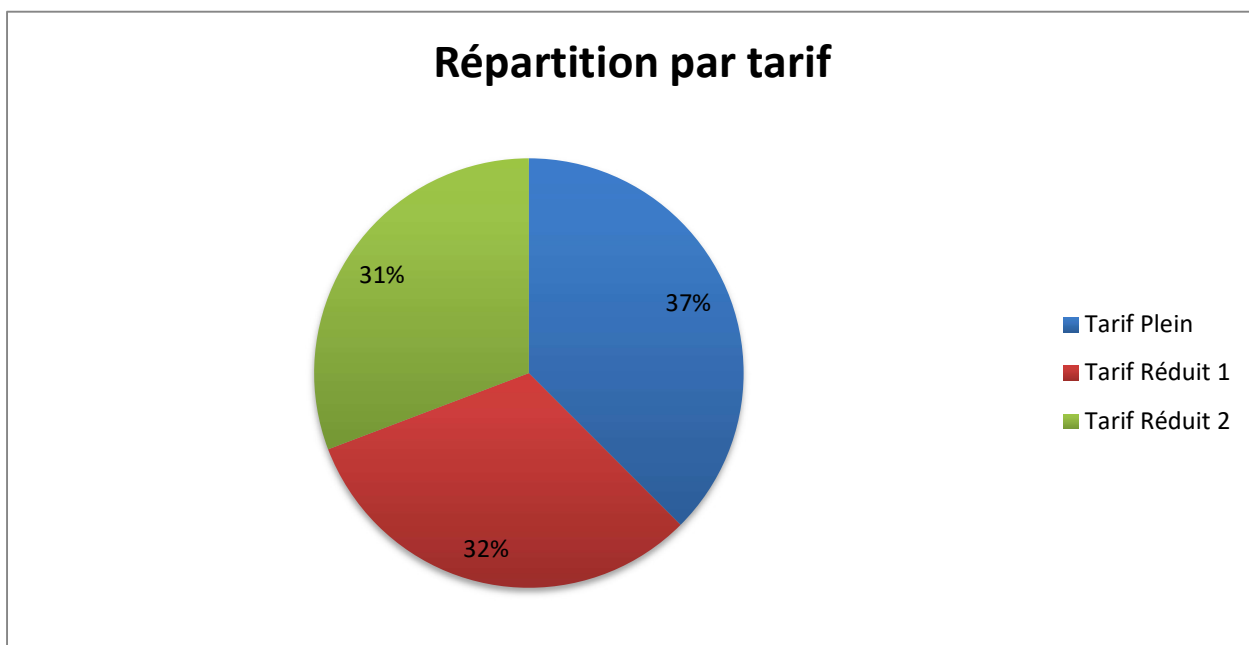
Origine	Nombre	%
Centre-ville	43	21%
Marissel	6	3%
Saint-Just-des-Marais	8	4%
Voisinlieu	6	3%
<b>TOTAL Ville de Beauvais</b>	<b>63</b>	<b>30%</b>

Origine	Nombre	%
Autres du Beauvaisis	53	25%
<b>TOTAL Agglo Beauvaisis (hors Beauvais)</b>	<b>53</b>	<b>25%</b>

Origine	Nombre	%
Hors Beauvaisis	49	24%
<b>TOTAL Oise (hors agglo du Beauvaisis)</b>	<b>49</b>	<b>24%</b>



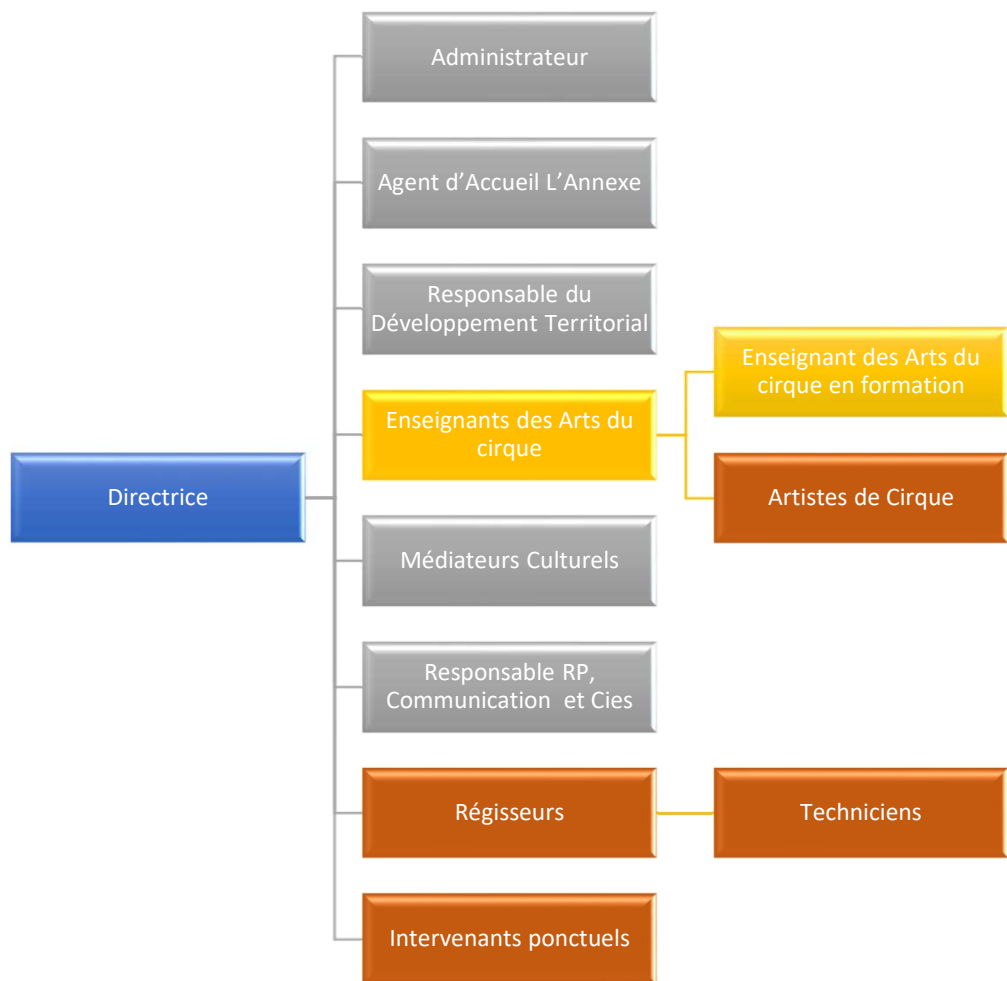
**Répartition des élèves par tarif d'inscription** (calculés selon le quotient familial) - 2021-2022



**Répartition des élèves part genre**



## Organigramme – Janvier 2022



### L'ÉQUIPE DE LA BATOUDE EN JANVIER 2022 :

En janvier 2022, l'équipe de la Batoude est constituée de 9 personnes salariées permanentes (dont 2 intervenants cirque et une assistante d'enseignement). Depuis de septembre 2020, pour une durée de 2 ans, une personne en contrat d'apprentissage sur des missions de médiations renforce l'équipe.

Soit 7,5 ETP

Pour les projets spécifiques (Divers et d'Été, actions culturelles ponctuelles...), l'équipe est renforcée par des vacataires ou des prestataires extérieurs.

La Batoude bénéficie de dispositifs pour :

- d'un poste FONJEP.
- d'un Poste Adulte-Relais

### EQUIPE PEDAGOGIQUE :

- Deux enseignants des Arts du cirque – 2 CDI Temps partiel
- Un enseignant des Arts du cirque en formation – CDI Temps plein
- Une bénévole en renforcement de l'équipe pédagogique

### EQUIPE ADMINISTRATIVE :

- Une Directrice – CDI Temps plein
- Un Administrateur – CDI Temps plein
- Une Responsable du développement territorial – CDI Temps plein
- Une Responsable des relations publiques, de la communication et de l'accueil des Compagnies – CDI Temps plein
- Une Médiatrice et chargée d'accueil des Compagnies – Contrat d'apprentissage – Temps partiel
- Un Médiateur culturel de Quartier – Contrat Adulte-Relais – CDD Temps plein

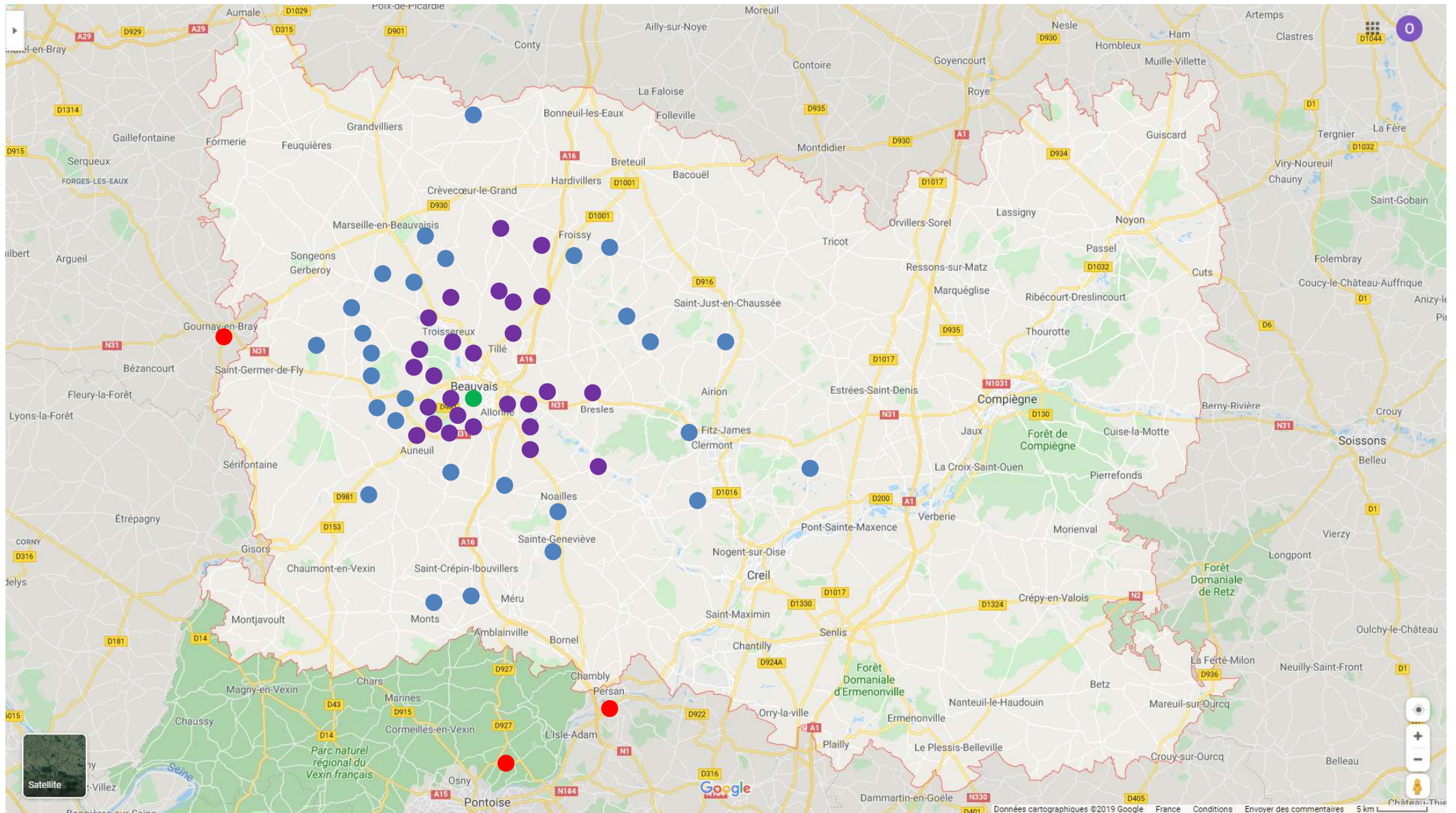
### EQUIPE TECHNIQUE :

- Un Régisseur intermittent du spectacle recruté en fonction du nombre de spectacles programmés (2 personnes se relaient sur le poste)
- Une équipe de techniciens - intermittent du spectacle recruté en fonction du nombre de spectacles programmés (2 à 6 personnes selon les spectacles)

### INTERVENANTS ARTISTIQUES PONCTUELS (Prestataires) :

- Marion Soyer, Cie Triffis, Cie Les Choses de Rien, Cie 100 Mobiles
- Compagnies en Résidences ou Programmées
- Artistes intervenants ponctuellement sur les disciplines spécifiques (clowns, mise en scène, danse, etc.)

# Origine des élèves des ateliers tout public 2021-2022



● Beauvais

● Agglomération

● Département

● Extérieur